La longue-maladie et l'assurance-invalidité

L'ancienne législation des assurances sociales, se préoccupant surtout de la couverture du risque immédiat de la maladie, n'avait guère laissé place au problème du reclassement. De plus, le bénéfice de l'assurance-maladie étant limité à six mois, les malades non guéris une fois cette période écoulée étaient versés à l'assurance-invalidité, et ne bénéficiaient plus que d'une pension très faible ne leur permettant même pas d'assurer leur subsistance et celle de leur famille.

Les lacunes de cette législation étaient particulièrement sensibles pour les tuberculeux, qui forment à eux seuls près de 40 p. 100 des bénéficiaires des pensions d'invalidité. Après six mois de prestations-maladie, ceux-ci n'avaient le choix qu'entre deux alternatives: ou accepter la pension d'invalidité en recherchant un secours complémentaire, familial ou social; ou reprendre trop précocement leur travail.

Cependant, devant l'ampleur et la portée sociale du problème, les assurances sociales ont été progressivement amenées à s'intéresser à la protection effective de la valeur sociale des assurés, et à prendre en mains la récupération de leur capacité de travail. Cette évolution a été commandée par des considérations non seulement sociales, mais économiques: l'accroissement du nombre des pensions d'invalidité, passé de 7.000 en 1933 à 25.000 en 1937 et à 39.000 en 1948, faisait en effet présager pour l'avenir de très lourdes charges.

Aussi la nouvelle législation de sécurité sociale a-t-elle apporté dans ce domaine des améliorations substantielles.

La loi du 19 octobre 1945 institue tout d'abord l'assurance « longue-maladie », réclamée depuis longtemps par les techniciens sociaux. Cette assurance porte de 6 mois à 3 ans la durée des prestations en nature et en espèces, et supprime le ticket modérateur à la charge de l'assuré. De plus, elle oblige les assurés à se conformer aux traitements et dispositions pouvant favoriser leur réadaptation et leur reclassement, et prend en charge les frais de réadaptation et de rééducation professionnelle. Enfin, une allocation compensatrice de perte de salaire est versée à l'assuré pendant la période de la rééducation; peut en outre bénéficier de la même mesure l'assuré qui a dû reprendre momentanément un travail partiel. En cas de nécessité, celle allocation peut être maintenue pendant une année encore, passée l'expiration des trois ans de longue-maladie.

Par ailleurs, l'assurance-invalidité, qui prend le malade à sa charge après la troisième année de « longue-maladie », couvre également les frais de post-cure lorsque l'infirmité réduit au moins des deux tiers la capacité de travail de l'intéressé.

Enfin, même après reclassement du diminué physique, une pension réduite peut lui être attribuée si son état le justifie.

On le voit, les dispositions prévues par la législation de sécurité sociale sont assez complètes, et constituent un cadre propice au développement de la réadaptation et du reclassement social des diminués physiques dans notre pays.

Les autres catégories de diminués physiques

Malgré le développement de la sécurité sociale, son champ d'action est encore loin de s'étendre à toute la population. Le secteur agricole, en particulier — les assurances sociales agricoles sont demeurées très incomplètes — représente un large domaine où les institutions sociales ont encore une portée pratique très restreinte. D'autre part, même dans la population urbaine, de nombreuses personnes échappent encore à la législation de sécurité sociale.

Pour les diminués physiques appartenant aux catégories précédemment étudiées, la législation d'assistance permet de pallier un peu les misères les plus criantes. Il s'agit cependant là d'une forme de secours dépassée dans son principe par les conceptions plus sociales et plus humaines du reclassement. Pourtant, des réalisations intéressantes ont pu voir le jour dans le cadre des institutions d'assistance: nous en dirons quelques mots dans le courant du prochain chapitre.

L'assistance aux aliénés (loi du 30 juin 1938) permet la couverture des frais d'hospitalisation dans les hôpitaux psychiatriques. Mais l'effort social dans ce domaine n'a guère dépassé le cadre de l'assistance pure et simple, sous la forme de l'hospitalisation. La réadaptation et le reclassement social des aliénés n'ont pas été organisés, à l'exception des « mentaux légers », pour lesquels des initiatives individuelles ont en général suffi à résoudre les problèmes particuliers pour chaque cas (en particulier, action des services d'orientation ou de réadaptation au travail des entreprises).

L'assistance médicale gratuite (loi du 1er juillet 1893) permet de couvrir les frais médicaux des malades à leur domicile, ou ceux résultant de leur hospitalisation dans un établissement public. Par ailleurs, la loi du 7 septembre 1919, instituant l'assistance aux tuberculeux, a été abrogée par l'ordonnance du 31 octobre 1945 qui intègre cette forme d'assistance dans le cadre général de l'assistance médicale gratuite. Enfin, la loi du 5 juillet 1944 permet à cette dernière de prendre en charge les malades non assurés sociaux en traitement ou en séjour dans des établissements de post-cure ou de rééducation.

L'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, instituée par la loi du 14 juillet 1905, revêt également deux formes: assistance à domicile et hospitalisation. En outre, l'article 20 *bis* de la loi de finances du 16 avril 1930 accorde aux infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne le bénéfice d'une majoration spéciale. Cette loi, qui devrait apporter en la matière une aide capitale, est malheureusement muette quant à la réadaptation et à la rééducation des assujettis, et se borne à traiter des problèmes d'hospitalisation et de secours sous l'angle « charitable », qui caractérise encore les conceptions sociales du début du siècle.

Mais c'est encore pour les aveugles que l'effort législatif a été le plus avancé — peut-être parce qu'il est le plus récent. La protection sociale des aveugles a été organisée récemment par l'ordonnance du 3 juillet 1945 et le décret d'application du 19 octobre 1946 (complétés sur certains points par la récente « loi tendant à venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes », dont nous parlerons plus loin). Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à une « déclaration de cécité », obligatoire pour les mineurs, qui permet l'obtention d'une carte d'invalidité. Les mêmes textes réglementent l'usage de la canne blanche et instituent en faveur des travailleurs aveugles dont les ressources ne dépassent pas un certain plafond, une allocation (1) égale au montant de la majoration accordée aux infirmes en vertu de l'article 20 *bis* de la loi du 16 avril 1930.

Par ailleurs, la loi soumet les établissements de rééducation et de formation professionnelle réservés aux aveugles au contrôle des ministères du travail et de la santé publique. Seules peuvent être agréées les institutions remplissant un minimum de conditions d'ordre technique et professionnel.

Enfin, après un examen médical et psychotechnique, le placement des bénéficiaires devra être assuré par les services de la main-d'œuvre:

Soit dans un centre de reclassement ou de rééducation professionnelle;

Soit dans un établissement d'assistance par le travail, dans le cas où l'intéressé ne manifeste aucune aptitude professionnelle. Ces établissements sont tenus d'offrir aux travailleurs aveugles une rémunération conforme aux tarifs normaux.

Signalons encore que le décret du 6 mai 1939 sur le reclassement professionnel des chômeurs s'applique aux diminués physiques. Il permet de couvrir les frais professionnels dans les établissements de post-cure agréés par le ministère du travail, et assure aux intéressés, durant leur réentraînement, une allocation égale au demi-salaire de l'ouvrier de même catégorie.

Pour terminer, il convient de rappeler le vote, au mois de juillet dernier, d'une « loi tendant à venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes », non encore entrée en application. Cette loi institue une « carte d'invalidité », attribuée aux grands infirmes civils (personnes ayant au moins 80 p. 100 d'incapacité permanente); les porteurs de la carte recevront une allocation égale à celle des vieux travailleurs salariés, augmentée d'une majoration pour ceux qui ont besoin de l'aide constante d'une tierce personne. Elle institue en outre la déclaration obligatoire des infirmes mineurs.

(1) Les pensionnés de guerre et les mutilés du travail ne peuvent prétendre au bénéfice de cette allocation.

Nécessité d'une législation en faveur de la diminution physique

Comme on a pu le voir au cours de ce rapide exposé, la législation dont peuvent se prévaloir les diminués physiques présente encore un caractère de réparation, sous forme de rentes et pensions dont bénéficient les invalides de guerre, les accidentés du travail et les assurés sociaux, ou encore de véritable « charité », sous forme d'allocations d'assistance pour les autres catégories. Pendant longtemps, elle s'est d'ailleurs totalement désintéressée du reclassement des diminués physiques, laissant à l'initiative privée et aux œuvres de bienfaisance le soin de combler cette lacune. Certes, depuis quelques années, de nouvelles dispositions législatives tendent à favoriser le reclassement effectif de certaines catégories (assurés sociaux, notamment). Mais, à vrai dire, il n'y a pas à proprement parler de législation sur le reclassement des diminués physiques.

Cette lacune est très critiquable et risque d'aboutir dans un proche avenir à des conséquences douloureuses. En particulier, à défaut de réadaptation et de rééducation professionnelle, et en l'absence de textes imposant aux entreprises privées et aux administrations publiques l'emploi effectif d'un certain pourcentage de diminués physiques, le problème de leur reclassement reste impossible à résoudre. Si le malheur voulait que nous eussions à subir une nouvelle période de dépression économique, ne serait-il pas à craindre de voir rejeter peu à peu hors du circuit d'une production réduite ceux qui ont justement le plus besoin d'aide?

Jamais, plus que maintenant, le besoin ne s'est fait sentir d'une législation spéciale pour le diminué physique.

Il est donc urgent de combler cette grave lacune de la législation sociale française et d'apporter aux diminués physiques l'aide qu'ils sont en droit d'attendre d'une grande nation évoluée, et que les idées sociales modernes nous imposent de leur apporter sans plus attendre.

CHAPITRE V

Les réalisations françaises.

Nous avons examiné, dans le précédent chapitre, les caractéristiques de la législation dont peuvent se prévaloir, en France, les diminués physiques. Nous y avons vu que, si cette législation est dans l'ensemble très généreuse et s'étend au plus grand nombre possible de catégories de diminués, elle demeure par contre beaucoup trop axée sur l'assistance pure et simple, alors que les tendances sociales modernes incitent à rechercher la réadaptation, aussi poussée que possible sur le plan technique, et doublée d'un reclassement vrai.

Cette lacune de la législation française se retrouve malheureusement au plan des réalisations. La « restauration physique et sociale » du diminué physique exige — nous l'avons vu — des soins médicaux précoces et spécialisés, un traitement de récupération fonctionnelle convenablement adapté, un entraînement de reprise du travail, enfin une politique de reclassement poussée très avant sur le plan social comme du reste sur celui des techniques du travail humain.

C'est-à-dire qu'une organisation répondant aux nécessités modernes devra disposer d'un nombre suffisant de centres de traumatologie (soins précoces et spécialisés aux blessés), de service de récupération fonctionnelle (physiothérapie, mécanothérapie, « occupational therapy », etc., toujours sous surveillance médicale), de services de réentraînement au travail, de services sociaux spécialisés dans l'orientation professionnelle des diminués physiques et surtout dans la recherche des emplois, d'ateliers spéciaux pour les

diminués physiques incapables de reprendre leur place dans le circuit du travail normal, le tout sans compter les établissements de formation ou de rééducation nécessités par les cas spéciaux d'infirmités congénitales ou acquises par maladie (sourds-muets, aveugles, paralysés, mentaux, cardiaques, tuberculeux, etc.). On voit combien la gamme des établissements doit être riche et combien doivent être puissants les moyens dont ils doivent disposer.

Dans les pages qui vont suivre, nous allons examiner successivement les principales réalisations françaises correspondant à chacun de ces différents chapitres. La documentation en la matière étant très difficile à réunir, en l'absence de tout organisme centralisateur chargé de ce travail, il est possible — et même probable — que notre énoncé comportera quelques lacunes. Nous prions le lecteur de les excuser par avance, eu égard à l'extrême difficulté que rencontre l'information sur ce sujet.

D'autre part, les organismes existants, qui ont été constitués au gré des possibilités locales, ne correspondent que rarement au plan logique que nous avons établi au chapitre II. Par suite, et bien que nous nous soyons efforcés de suivre ce plan dans toute la mesure du possible, nous avons dû procéder au regroupement de certains chapitres. Nous espérons que le lecteur n'en sera pas trop désorienté.

A. — Services de traumatologie et récupération fonctionnelle

Nous avons volontairement groupé ces deux chapitres, parce que — ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut — il est souhaitable de voir la récupération fonctionnelle commencer aussitôt que possible et chevaucher sur le traitement médical proprement dit. Un tel résultat ne peut donc être obtenu que par des organismes à compétence mixte, où soins médicaux et traitements de récupération seront intimement associés.

Certes, il serait souhaitable que tous les chapitres de la réadaptation et de la remise au travail soient représentés dans chaque organisme, afin que celui-ci formât un « tout » complet où le diminué physique aurait l'assurance de trouver toutes les compétences et toutes les installations nécessaires à sa réadaptation et à son reclassement.

Malheureusement, de tels organismes n'existent pas en France, à l'exception des services à compétence limitée tels que ceux fonctionnant dans le cadre d'une même entreprise, où le reclassement ne pose pas de problème social véritable (cheminots, par exemple). Il est évident que de tels services travaillent dans des circonstances particulièrement favorables, et ne peuvent — malgré leur intérêt social — servir de prototypes vrais du reclassement, tel qu'il doit être appliqué à la plus grande partie de la population.

Les centres de traumatologie véritables sont à peu près inexistants en France. Disons tout de suite que le terme de « centre de traumatologie » se confond ici d'une part avec celui de « service de chirurgie d'urgence », d'autre part avec celui de « service de traitement des accidents du travail ». Car, si les soins à donner à un accidenté (qu'il soit « du travail », « de la voie publique » ou autre, le problème reste le même) doivent être précoces et rapides, ils doivent également être spécialisés et orientés — non point seulement en vue de la guérison médicale proprement dite — mais aussi en vue de conserver au blessé les aptitudes physiques nécessaires à l'exercice de son métier ou d'un métier voisin. Cette nécessité sépare assez nettement la traumatologie — véritable spécialité à l'intérieur même de la chirurgie — de la technique chirurgicale générale.

Pour ces raisons, les « services de chirurgie d'urgence » sont donc en partie seulement des centres de traumatologie. Tels quels — et en dehors de leur haute portée humaine — ils jouent cependant un rôle important du point de vue qui nous occupe. Malheureusement, le nombre de ceux d'entre eux qui sont vraiment dignes de ce nom est extrêmement restreint. La traumatologie n'exige pas seulement, en effet, de disposer d'une équipe chirurgicale prête à intervenir dans le minimum de temps: il faut aussi mettre à la disposition des chirurgiens un équipement extrêmement complexe et complet permettant de traiter non seulement les accidentés mais les grands hémorragiés, les brûlés, etc., sans parler des asphyxiés qu'il y aurait intérêt à recevoir dans un tel service d'urgence, malgré le caractère non chirurgical de leur affection.

A l'heure actuelle, les grandes villes disposent de services chirurgicaux de ce genre. Malheureusement, leur équipement technique est généralement loin de satisfaire à toutes les conditions requises. Même celui de l'assistance publique de Paris (Marmottan) n'échappe pas à ces critiques, et aurait besoin d'être doté d'une installation matérielle plus adéquate.

Parmi les services de chirurgie d'urgence bien équipés, on peut cependant citer à Paris la clinique des gardiens de la paix, qui est certainement un modèle du genre.

Sur un plan un peu voisin, il existe quelques bons services de traitement des accidentés du travail, et l'on peut citer à ce point de vue la clinique installée par les établissements Citroën. Les résultats obtenus par de tels services, appliquant des traitements rationalisés et normalisés, sont remarquables, et trouvent leur expression dans la diminution considérable du nombre et de la durée des arrêts de travail après accident, ainsi que du taux d'incapacité permanente. Le tableau ci-après rapporte les résultats enregistrés dans une grande entreprise métallurgique de la région parisienne, sur des accidentés traités d'une part dans la propre clinique de l'entreprise, et d'autre part à l'extérieur (hôpital public, notamment):

Nombre d'arrêts de travail (par suite d'accident) 100.000 heures de travail: clinique d'usine, 5 à 8; extérieur, 50 à 60.

Pourcentage des accidents suivis d'arrêt de travail: clinique d'usine, 5; extérieur, 75.

Durée moyenne de l'incapacité (en journées): clinique d'usine, 15,05; extérieur, 32,6.

Si tous les accidents (soit 1.473) avaient été traités dans le même établissement, le nombre total des journées d'incapacité aurait été de: clinique d'usine, 22.000; extérieur, 48.000.

Une autre grande entreprise métallurgique de la région parisienne a institué depuis quelques années un centre de traumatologie dont l'importance a été régulièrement croissant. Les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir, matérialisés surtout par la diminution de la durée des arrêts de travail, ainsi que de l'importance des incapacités permanentes, comme le montrent les chiffres suivants:

Taux de gravité: 1945, 2,26; 1946, 1,96; 1947, 1,90; 1948, 1,68.

Moyenne des journées perdues par accident avec arrêt de travail: 1945, 1,45 p. 100; 1946, 1,1 p. 100; 1947, 0,8 p. 100; 1948, 0,6 p. 100.

Pourcentage des heures perdues pour blessures: 1946, 21; 1947, 17; 1948, 18.

A vrai dire, le fonctionnement de tels services spécialisés est limité par la nécessité — que nous ne songeons pas à discuter sur le plan humain — de laisser au blessé la liberté de choisir lui-même son médecin. Mais de tels résultats méritaient d'être rapportés, et il n'est pas douteux que les centres de traumatologie devraient être développés largement dans notre pays.

Citons encore, dans ce domaine, le centre de traumatologie de Strasbourg, transféré maintenant à la caisse régionale de sécurité sociale. Ce centre assure à la fois les soins d'urgence aux blessés et leur traitement médical de consolidation, mais dispose également de services — à vrai dire, encore assez réduits — de récupération fonctionnelle. Le centre a traité, en 1948, 7.876 accidentés du travail, dont un millier pour fractures. La caisse régionale projette à l'heure actuelle de le compléter par des services d'orientation et de rééducation professionnelles, ce qui serait évidemment fort heureux.

Disons un dernier mot d'une catégorie de blessés qui demande des soins très spéciaux, en raison tant de la gravité de leurs lésions que des importantes séquelles fonctionnelles que celles-ci laissent après elles: les brûlés. Les progrès médicaux concomitants à la guerre nous ont montré combien spéciales étaient les techniques qui doivent être utilisées dans ce cas, et la nécessité de disposer en particulier d'une installation matérielle très complexe. Or, rien de tel n'existe actuellement, et l'on ne peut que regretter que le projet de « clinique des brûlés » mis au point et déjà partiellement réalisé en 1943-1945 sur l'initiative du docteur Theil ait dû être arrêté par suite des circonstances qui ont accompagné la mise sur pieds de la sécurité sociale. Il y a là une œuvre à reprendre, dont la nécessité se fait cruellement sentir.

Nous en arrivons maintenant aux services de récupération fonctionnelle. Nous rencontrerons ici, malheureusement, la même carence.

Le centre de réadaptation fonctionnelle ouvert en 1944 par le comité « prévention et sécurité » a dû fermer ses portes, faute de moyens d'existence. Depuis, la caisse de sécurité sociale de la région parisienne a passé un accord avec un centre privé de physiothérapie mécanique. 1.500 accidentés du travail y ont déjà été traités, dont le taux moyen d'incapacité a pu être abaissé de 15,5 (avant traitement) à 6 p. 100. On voit par là l'intérêt social et économique de la récupération fonctionnelle.

Il existe encore, à Paris notamment, plusieurs centres privés de physiothérapie, et plus particulièrement de mécanothérapie active ou passive. Ces organisations ont leur intérêt, et apportent leur utile concours à la récupération fonctionnelle. Mais notons bien qu'elles ne représentent qu'une faible partie de la technique de récupération qui doit d'abord comporter des disciplines médicales (nous les avons énumérés au chapitre II) et être complétée ensuite par l' « occupational therapy » et le réentraînement au travail.

Cependant, quelques grandes entreprises et collectivités ont à leur actif des réalisations fort intéressantes. Soulignons ici le centre de réadaptation de la Société nationale des chemins de fer français (Paris-Saint-Lazare) qui a depuis de longues années organisé — sous la direction de l'actif docteur Michel — des services parfaitement outillés et d'une réelle efficacité.

Le centre médical de Paris-Saint-Lazare assure — au profit des cheminots — divers traitements de récupération fonctionnelle: ondes courtes, rayons infra-rouges, kinésithérapie, mécanothérapie. Depuis quelque temps, on tend à remplacer la mécanothérapie passive, pratiquée jusque-là, par une mobilisation active obtenue grâce à des appareils appropriés.

Les résultats obtenus par le centre de Paris-Saint-Lazare sont extrêmement intéressants. Une statistique portant sur 110 cas traités récemment (dont 25 lésions du poignet, 23 de la main et 21 de l'épaule) donne les résultats suivants: dans la moitié des cas, une amélioration sensible a été obtenue; pour les articulations dont les mouvements avaient au départ moins du quart de leur amplitude, l'amplitude finale a atteint ou dépassé les trois-quarts de la normale. Enfin, à la sortie du centre, le réentraînement au travail est assuré par des services spéciaux de la Société nationale des chemins de fer français, ainsi que — éventuellement — la réorientation professionnelle et le reclassement. Mais il est évident que ces tâches sont extrêmement facilitées par le caractère même de la Société nationale des chemins de fer français, et le fait que les cheminots bénéficient d'un statut.

Quelques centres privés assurent par ailleurs la réadaptation fonctionnelle des jeunes paralysés. Tel, à Paris, le centre de la Croix-Faubin, qui a appliqué à ses jeunes malades les techniques de la mécanothérapie.

Mais dans l'ensemble, on le voit, l'effort en matière de récupération fonctionnelle est demeuré extrêmement discret.

B. — Orientation et rééducation professionnelles. — Placement

Une fois terminée la réadaptation fonctionnelle, lorsqu'elle a été effectuée, il nous est encore moins possible de suivre un plan précis pour classer les divers établissements, services ou initiatives devant lesquels nous allons nous trouver.

C'est que les efforts tendant à la remise au travail des diminués physiques sont jusqu'à présent partis à peu près uniquement d'initiatives individuelles. Par suite, les réalisations se sont constituées de la façon la plus empirique, se juxtaposant ou se superposant sans ordre, tantôt de façon assez complète, tantôt en présentant au contraire de graves lacunes. Tel service fera principalement de la rééducation professionnelle, mais sans orientation véritable et sans placement;

tel autre fera par contre un peu de tout, sans approfondir beaucoup chaque partie. En fait, comme il fallait s'y attendre, tout est pratiquement question de moyens matériels: là où les circonstances l'ont permis, se sont constitués des services honorables. Mais c'est l'exception et dans nombre de cas la bonne volonté a dû suppléer à l'absence d'initiatives ou d'appuis officiels. Les résultats obtenus n'en méritent pas moins d'être soulignés.

Les œuvres d'aide aux diminués physiques.

Devant la carence de l'initiative officielle, des associations privées se sont efforcées de venir en aide aux diminués physiques. Cette aide s'est manifestée sous des formes diverses, allant de la simple assistance jusqu'à la rééducation professionnelle et au placement. Ces associations, qui s'adressent tantôt à toutes les catégories de diminués physiques, tantôt seulement à une catégorie déterminée, ont joué un rôle de pionniers en matière de reclassement. Ce sont leurs initiatives qui ont permis de « déblayer le terrain » et de dégager les principes servant aujourd'hui de base aux nouvelles expériences en cours.

a) La « Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail » a déployé une activité considérable, sous l'impulsion de Mlle Fouché.

Cantonnant au début son activité au placement des diminués physiques et à la création de quelques ateliers spéciaux à Paris, elle a aujourd'hui mis sur pied cinq écoles de rééducation, qui ont toutes reçu l'appui du ministère du travail. En tenant compte de l'expérience acquise, la ligue tend maintenant à constituer des établissements à deux échelons:

Centres de triage et de préformation, destinés à sélectionner les cas réellement susceptibles de rééducation;

Ecoles professionnelles, préparant à des emplois qualifiés.

On voit que cette tendance se rapproche du plan général du reclassement tel que nous l'avons dressé dans notre second chapitre.

Signalons, parmi les établissements de la ligue, celui de Sarcelles, ouvert en 1948 (ajustage, montage, mécanique, électricité, rhabillage de montres); celui d'Evian, dont la section de rhabillage de montres est réservée aux élèves ayant effectué un stage préalable à Sarcelles, et dont les autres sections (dessin industriel, secrétariat de direction, comptabilité) ne sont accessibles qu'aux candidats ayant une instruction générale du niveau secondaire.

b) L'association d'entr'aide « Vivre », fondée en 1941, avait déjà reçu en 1946 7.000 diminués physiques de toutes catégories. Sur ce nombre, 4.700 (dont 3.000 tuberculeux) avaient pu être placés dans diverses entreprises.

L'association, sur la demande du ministère du travail, a en outre, tenté en 1944-1945, dans les secteurs de Levallois et de Courbevoie, une expérience de détection et de placement des diminués physiques assurés sociaux, en collaboration avec les bureaux de placement locaux. Cette expérience n'a malheureusement pas donné de résultats très satisfaisants tant en raison de l'insuffisance de renseignements obtenus sur les aptitudes professionnelles des sujets, que de la gamme trop limitée des emplois susceptibles de convenir à chaque cas, sur la seule base du secteur. En outre, la conjoncture économique, défavorable en ce moment, a joué également contre cette expérience.

En tenant compte de ces essais, l'association « Vivre » oriente maintenant son activité vers la création d'ateliers de rééducation professionnelle, où l'on tient le plus grand compte de l'état du marché du travail et où l'on pratique, d'autre part, une sélection psychotechnique soigneuse des candidats.

Grâce à des accords passés avec certains établissements industriels, l'association a réussi à faire ouvrir, en 1946, trois ateliers spéciaux assurant la rééducation avec reprises progressives du travail. Il s'agit, pour les femmes, d'un atelier de ganterie et de broderie d'uniformes; pour les hommes, d'un atelier de régleurs et d'un atelier de soudeurs téléphonistes. Pendant l'apprentissage, qui est assuré par un contremaître de l'entreprise, les malades reçoivent un salaire horaire correspondant au minimum vital.

Actuellement, l'association a également mis sur pieds, par ses propres moyens, trois ateliers préparant à des professions qualifiées, dont l'activité est orientée en fonction des besoins du marché du travail et permet d'assurer le placement immédiat des stagiaires. Il s'agit:

D'un atelier de corsets-gaines, réservé aux femmes;

De deux ateliers mixtes préparant aux C. A. P. de sténodactylographe, de comptable et d'aide-comptable.

Une entente avec la caisse de sécurité sociale permet d'assurer le minimum vital aux anciens malades, grâce à une indemnité complémentaire de rééducation.

c) L' « Association des paralysés de France », fondée en 1933, a aujourd'hui à son actif diverses réalisations importantes, notamment cinq centres de rééducation qui fonctionnent sous ses auspices. Elle a également organisé un service de placement ouvert aux infirmes et aux tuberculeux osseux.

d) Enfin, l' « Aide aux cardiaques » se consacre au reclassement des grands cardiaques, que leur maladie rend incapables d'exercer une activité normale. L'association s'efforce essentiellement d'apporter à ses membres une aide matérielle pendant la période de rééducation, ou encore de leur procurer du travail à domicile.

De son côté, l' « Association amicale des cardiaques » a créé à l'hôpital Tenon un centre d'orientation professionnelle, qui permet aux jeunes cardiaques de s'orienter vers des professions qui ne présentent pas pour eux de contre-indication médicale. Les adultes non assurés sociaux sont pris en charge par l'association lorsqu'ils effectuent un stage de rééducation.

Ajoutons que nous traiterons à part le problème des déficients sensoriels (aveugles et sourds-muets) qui, depuis longtemps, préoccupe diverses associations d'assistance, et pour lesquels des solutions particulières ont été envisagées. Il en est de même pour les tuberculeux, qui feront l'objet d'un chapitre spécial.

L'effort de la sécurité sociale.

Nous avons vu plus haut quelles sont les considérations qui poussent les organismes de sécurité sociale à s'intéresser au reclassement de leurs diminués physiques.

Aussi, depuis plusieurs années déjà, le centre d'action sanitaire et sociale s'est-il livré à une étude approfondie des divers aspects du problème du reclassement. D'après les conclusions auxquelles il a abouti, il semble acquis que, par un placement dans des postes de travail appropriés, on pourrait récupérer au moins 30 p. 100 des assurés bénéficiant d'une pension d'invalidité, et réduire sensiblement les absences répétées des malades chroniques (absences qui grèvent lourdement le budget de l'assurance maladie).

Ces préoccupations à longue portée expliquent l'intérêt manifesté par les caisses au développement des établissements de post-cure et de rééducation dont plusieurs prototypes, nous le verrons plus loin, ont déjà été réalisés par elles. Dans certaines régions, même, ce sont les caisses régionales qui ont pris l'initiative de coordonner cette action et de diriger les assurés vers les organismes médicaux et techniques spécialisés, afin que ce reclassement s'opère dans les meilleures conditions techniques.

a) La caisse de Nancy a été la première à tenter une expérience de reclassement. Elle a institué en 1944 un « service de reclassement des valeurs humaines réduites », qui s'est efforcé d'établir une étroite coordination entre les services sociaux et médicaux en vue de l'étude approfondie de chaque cas. Les sujets à reclasser lui sont adressés:

Par les médecins des services de la main-d'œuvre;

Par les médecins d'entreprises;

Par les médecins contrôleurs de la sécurité sociale;

Par le service social de l'Union des caisses de Nancy;

Par les services médico-sociaux de l'office d'hygiène de Meurthe-et-Moselle;

Par le service social de l'hôpital de Nancy.

On commence par établir le bilan psycho-physiologique de chaque sujet, grâce à divers examens médicaux et psychotechniques effectués dans différents services spécialisés. Puis les dossiers des sujets à reclasser sont étudiés individuellement par une commission de réorientation professionnelle à laquelle collaborent assistantes sociales, sélectionneurs et médecins de la main-d'œuvre. Cette commission s'efforce de diriger chaque assuré soit vers une école d'orientation professionnelle ou un centre de formation accélérée, soit vers un emploi convenant à ses aptitudes et à ses possibilités. En fait, la réorientation est d'ailleurs malaisée en raison de l'insuffisance des centres de réadaptation et des difficultés de placement dans l'industrie. Néanmoins, l'expérience prouve que, lorsque le reclassement a pu être effectué de façon satisfaisante, les dépenses engagées par les caisses sont rapidement compensées par les économies réalisées: pension d'invalidité évitée, apport des cotisations de l'assuré, valeur économique d'un travail récupéré.

b) Dans la région parisienne, un service de reclassement professionnel a été institué en 1948 par la caisse primaire centrale. Ce service est composé de quatre équipes de techniciens: médecins, psychotechniciens, spécialistes du reclassement, assistantes sociales. Tous travaillent en coordination étroite.

Chaque candidat au reclassement, bénéficiaire de l'assurance longue-maladie ou d'une pension d'invalidité, subit un examen médical spécialisé complété par un examen psychotechnique de « pré-sélection ». Ces examens permettent de déterminer:

Si le sujet est apte à exercer une profession;

S'il est susceptible d'être placé directement dans une entreprise;

S'il est apte à subir une rééducation.

Dans cette dernière éventualité, il subit un examen psychotechnique complet, qui permet de déterminer vers quel centre de rééducation il doit être orienté.

Sur 2.000 assurés sociaux déjà examinés dans ce service — dont 70 p. 100 de tuberculeux et 20 p. 100 de cardiaques — 20 p. 100 ont été reconnus aptes à un reclassement.

La caisse primaire vient en outre de créer à Paris, dans les locaux d'anciens centres de formation professionnelle accélérée, trois centres de rééducation professionnelle dont l'activité a été déterminée après étude approfondie du marché du travail. Il s'agit:

D'un centre de maroquinerie et de sellerie, ouvert depuis janvier 1949, rue de Picpus;

D'un centre de matières plastiques, dont l'activité s'oriente selon les besoins du marché du travail (actuellement tabletterie);

Enfin, d'un centre d'habillement, qui va ouvrir incessamment ses portes, rue Notre-Dame-des-Victoires.

Ces trois centres fonctionnent en externat. Ils assurent, pendant la période de formation, un salaire minimum vital aux élèves des deux sexes qui y sont admis, grâce à une allocation complémentaire de rééducation qui s'ajoute à l'allocation de longue-maladie ou à la pension d'invalidité.

On expérimente en outre dans ces centres une méthode pédagogique nouvelle, à base de décomposition gestuelle, qui permet une formation très accélérée. Par ailleurs, l'étude de gestes de base appropriés permet d'éviter les dépenses musculaires inutiles, ainsi que l'acquisition de positions défectueuses.

c) De son côté, la caisse régionale a créé rue des Pyrénées, en accord avec l'office public d'hygiène sociale de la Seine, un centre de réaccoutumance au travail, à la fois médical et psychotechnique, destiné à recevoir 40 tuberculeux.

d) Des services de reclassement d'un modèle un peu identique, fonctionnent à Bordeaux, Rennes, Lille et Lyon. A Bordeaux, un service spécial de placement complète l'ensemble de l'organisation, qui comporte notamment un service de sélection professionnelle bien étudié. En 1946, sur 877 assurés passés dans ce service, 58 ont été reclassés sur 65 cas retenus.

e) Quelques caisses de sécurité sociale gèrent en outre des centres de rééducation professionnelle de création récente. Citons:

Le centre de réadaptation de Montpellier (cordonnerie, coupe, confection, reliure, radio-dépannage, vannerie, comptabilité), géré

par la caisse régionale de sécurité sociale de Bordeaux;

Le centre Fleury-Mérogis, qui offre d'excellentes conditions techniques en vue de l'apprentissage de diverses professions industrielles et commerciales. Il forme des tourneurs, ajusteurs, fraiseurs, dessinateurs industriels, comptables, électriciens, câbleurs, radio-électriciens.

Il en est de même du centre d'apprentissage de Mulhouse (dessin en construction mécanique et en bâtiment, orthopédie, radio-électricité, comptabilité, commerce), et du centre de formation professionnelle de Royat, ouvert depuis 1947 par le ministère du travail (ajustage, menuiserie, électricité, cordonnerie, comptabilité, dessin industriel).

Ces écoles, qui ne disposent pas toujours d'un outillage technique satisfaisant, semblent toutefois orienter très nettement leur activité vers des métiers qui, pendant longtemps, ont été considérés comme interdits aux diminués physiques. Cet élargissement de l'éventail des professions, témoin de l'évolution des idées en matière de reclassement, laisse donc présager que, dans un proche avenir, les diminués physiques pourront — comme il est souhaitable — être orienté effectivement vers de nombreux métiers qualifiés de l'industrie et du commerce.

Postcure et réentraînement au travail.

Nous avons dit plus haut l'intérêt de ces ateliers de réentraînement, conçus tantôt dans le cadre de l'entreprise, tantôt en dehors d'elle. Rappelons que leur mission essentielle consiste à assurer le réentraînement au travail, et à aider ainsi le diminué physique à traverser sans inconvénients la période de postcure.

Les usines Citroën, Panhard et Renault ont organisé en faveur de leurs accidentés et malades des ateliers spéciaux, destinés à effectuer le réentraînement des blessés par un travail doux ou un horaire atténué. Les résultats obtenus dans ces ateliers sont extrêmement intéressants, et montrent la grande importance technique et sociale de la formule.

Nous avons d'autre part déjà signalé les ateliers ouverts par l'association « Vivre », parfois avec la collaboration de certaines entreprises privées. De son côté, l'association « Auxilia » vient d'ouvrir à Paris deux ateliers de postcure accessibles à tous les déficients. Ces ateliers, qui comportent un horaire hebdomadaire de 20 heures, sont destinés aux diminués physiques ayant effectué leur rééducation professionnelle dans les métiers de dessinateur et de sténodactylographe.

Il nous reste à signaler une dernière institution qui ,si elle n'a pu encore être appliquée sur une grande échelle, est cependant susceptible de jouer un rôle du plus grand intérêt en matière de postcure et de réentraînement au travail: il s'agit des « contrats de réadaptation et de rééducation professionnelle ».

Ces contrats sont passés entre les caisses de sécurité sociale et les employeurs, la caisse primaire prenant à sa charge le complément de salaire lorsqu'il s'agit d'un travail partiel. Jusqu'à présent, très peu d'assurés ont pu bénéficier de ces dispositions. En effet, une des clauses du contrat oblige l'employeur à garder le salarié un an au moins après la période de réadaptation, ce qui renforce les difficultés déjà rencontrées pour le placement des diminués physiques.

On voit tout l'intérêt de cette formule dont nous ne pouvons que souhaiter la large diffusion.

C. — LES CENTRES DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE SPÉCIALISÉS

A côté des institutions à compétence générale que nous venons de mentionner, il existe un certain nombre d'établissements strictement spécialisés, réservés chacun à une catégorie sociale ou technique de diminués physiques.

Mais, en réalité, notre équipement en centres de rééducation spécialisés — si l'on excepte ceux réservés aux tuberculeux pulmonaires ou osseux, qui seront étudiés au prochain chapitre — est encore à l'état d'ébauche. Sauf pour ceux dépendant de l'office national des mutilés, ils sont presque tous de création trop récente pour qu'il soit possible de tirer des expériences en cours des conclusions valables. Le plus souvent, nous devrons donc nous borner à une simple énumération, sans pouvoir rapporter des résultats que l'expérience n'a pas encore consacrés.

Les centres de rééducation professionnelle de l'office national des mutilés.

L'office national des anciens combattants et victimes de guerre a ouvert depuis 1916 neuf centres de rééducation porfessionnelle. Ces centres sont généralement polyvalents, et orientent le plus souvent leur activité en fonction des caractéristiques économiques de la région. Primitivement réservés aux invalides de guerre, ils ont été rendus successivement accessibles à titre gratuit aux accidentés du travail (loi du 14 mars 1930), puis — à titre onéreux — aux invalides civils. Un décret du 14 juin 1947 permet en outre aux assurés sociaux d'y avoir accès.

La durée de la rééducation dans ces centres varie de 18 mois à 3 ans. D'une façon générale, on peut dire que leurs cours ont été très suivis. De 1916 à 1936, sur 109.000 invalides adressés dans ces centres, 83.700 ont été rééduqués effectivement: 32.000 ont été dirigés vers l'artisanat rural, 25.000 vers l'industrie et l'artisanat urbain, et 26.000 vers les administrations publiques ou privées.

En ce qui concerne les professions d'accueil, les statistiques publiées en 1947 par l'office donnent les pourcentages suivants:

Enseignement général, emplois réservés, comptabilité, sténo-dactylo: 28 p. 100.
Cordonnerie: 17 p. 100.
Menuiserie, chaiserie, ébénisterie, tournage sur bois: 8 p. 100.
Mécanique générale, ajustage, travail du fer, serrurerie: 7 p. 100.
Vannerie, rotin, cannage, paillage: 6 p. 100.
Tailleurs, couture: 3 p. 100.
Agriculture, élevage: 3 p. 100.
Reliure, papeterie: 2 p. 100.
Radio-électricité: 2 p. 100.
Divers: 14 p. 100.

Voici la nomenclature de ces centres:

Bordeaux (capacité 215 élèves). Branches d'activités enseignées: ajustage, tournage sur métaux, ferblanterie, étamage, mécanique automobile, chaiserie, vannerie, rempaillage, cannage, cordonnerie, menuiserie, reliure, dorure, cartonnage, coiffure, tailleurs, radio-électricité, enseignement commercial, dessin industriel.

Limoges (capacité 330 élèves, dont 216 internes). Branches enseignées: cordonnerie, vannerie ,chaiserie, menuiserie, coiffure, coupe, enseignement général, comptabilité, sténo-dactylographie, mécanique.

Lyon (capacité 160 élèves, dont 120 internes). Branches enseignées: tournage sur métaux, ajustage, fraisage, rabotage, réparation des bicyclettes, mécanique, menuiserie, tournage sur bois, chaiserie, vannerie, bourrellerie, sellerie, cordonnerie, tailleurs, enseignement général, comptabilité, coiffure.

Ribecourt (capacité 80 internes). Branches enseignées: chaiserie, vannerie, cordonnerie, jardinage, petit élevage, apiculture.

Rennes (capacité 250 élèves, dont 200 internes). Branches enseignées: cordonnerie, saboterie, galocherie, chaiserie, vannerie, cannage, paillage, rotinage, jardinage, tailleurs, coupe et confection, horlogerie, ferblanterie, menuiserie, ébénisterie, reliure, cartonnage, dorure, bourellerie, sellerie, peinture, enseignement général, T. S. F., peinture en voitures, comptabilité, coiffure, cours du soir et par correspondance.

Roubaix (capacité 200 élèves, dont 175 internes). Branches enseignées: dessin industriel, horlogerie, menuiserie, ébénisterie, tournage sur bois et sur métaux, mécanique générale, ajustage, forge, industries textiles, ferblanterie, cordonnerie, vannerie, chaiserie, tournage sur bois et sur métaux, mécanique générale, ajustage, forge, rempaillage, cannage, coupe, comptabilité, T. S. F., vernissage au tampon.

Paris, asile national de Saint-Maurice (capacité 280 élèves dant 250 internes). Branches enseignées: papeterie, reliure, vernissage au tampon, cordonnerie, chaiserie, horlogerie, coupe, tailleurs, dessin industriel, enseignement commercial, coiffure, T. S. F.

Muret (Haute-Garonne). Branches enseignées: coiffure, cordonnerie, vannerie, jardinage, horticulture, petit élevage, mécanique.

Tous ces centres assurent en outre la préparation aux emplois réservés de l'administration. Un certain nombre d'entre eux reçoivent des aveugles.

Malheureusement, comme on peut le voir, l'orientation générale de ces centres vers une gamme restreinte de petits métiers correspond à une conception aujourd'hui dépassée quant aux possibilités d'emploi des invalides. Le centre de Muret, bien qu'ouvert récemment, ne fait pas exception à la règle. L'orientation professionnelle des élèves est d'autre part effectuée de façon très empirique, le plus souvent à l'aide d'essais de courte durée et sans qu'il soit procédé à un examen psychotechnique préalable. On peut donc dire que toute cette gamme d'établissements ne répond nullement aux nécessités techniques et sociales modernes.

Etablissements pour les paralysés.

Jusqu'à ces dernières années, les pouvoirs publics ne s'étaient guère préoccupés d'assurer aux quelques 20.000 jeunes paralysés et infirmes que compte la population française l'instruction à laquelle ils ont droit et dont ils pourraient d'autant mieux bénéficier que leurs facultés intellectuelles sont restées le plus souvent intactes. La vie sédentaire à laquelle sont astreints ces malheureux devrait au contraire leur permettre de pousser leur scolarité assez loin pour qu'ils puissent être orientés vers des professions dans lesquelles leur infirmité ne constitue pas un handicap trop sensible.

Or, jusqu'en 1947, date à laquelle, sur notre intervention, le conseil municipal de Paris a décidé la création, à la porte d'Ivry, de la première école-externat destinée aux enfants paralysés, aucun établissement public n'était aménagé pour les recevoir. Cette école fonctionne en externat, ce qui permet à l'enfant de demeurer entièrement dans le cadre de la vie familiale. D'autre part, intégrée dans un groupe scolaire normal, elle permet aux jeunes paralysés de recevoir un enseignement identique à celui des enfants normaux et d'être en contact journalier avec eux. Le problème du transport est résolu grâce à des automobiles qui prennent les enfants à leur domicile et les y reconduisent chaque soir.

Les résultats de l'école prototype de la porte d'Ivry ont d'ailleurs été tels que le conseil municipal de Paris a, depuis cette date, décidé la création de deux autres écoles-externats du même type. Notons toutefois que ces écoles, qui s'adressent aux enfants et non aux adolescents, assurent uniquement l'éducation générale, et nullement l'orientation et la formation professionnelles.

Quant aux établissements dus à l'initiative privée, ils sont de valeur très inégale. La plupart d'entre eux sont gérés par des œuvres de caractère charitable — tels, à Paris, l'asile des jeunes garçons infirmes et pauvres de la rue Lecourbe, et l'asile Sainte-Germaine. Quelques-uns constituent même de très belles réalisations: citons notamment l'école de la maternité de Port-Royal, l'école des jeunes infirmes de la Croix-de-Seguy à Bordeaux, la maison médico-scolaire de l'Etortière, à Soudan, ouverte par l'association des paralysés de France.

Par ailleurs, la Croix-Rouge française a ouvert récemment deux centres destinés à recevoir des enfants des deux sexes mutilés, infirmes ou paralysés, et dans lesquels une priorité est réservée aux victimes de la guerre. Ce sont:

Le centre de traitement et de rééducation des Mesnuls, qui date de 1948. Il assure à la fois l'instruction générale et la récupération fonctionnelle des déficients de la locomotion. Il possède également des sections de préapprentissage: enseignement ménager, couture, comptabilité pour les filles; cordonnerie, horlogerie, photographie pour les garçons.

Le centre de Villepatour, à Presle-en-Brie, créé en 1947, reçoit 65 enfants et adolescents auxquels il dispense enseignement scolaire et préapprentissage.

Malgré l'intérêt que présentent ces réalisations, il faut souligner que la formule de l'internat, qui est la règle dans tous ces établissements, présente le double inconvénient de séparer l'enfant à la fois de son milieu familial et du milieu scolaire normal. C'est pourquoi le principe de l'école-externat, tel qu'il a été appliqué à Paris, doit être considéré comme beaucoup plus heureux.

La formation professionnelle.

L'association des paralysés de France a mis sur pied, depuis la dernière guerre, trois centres de formation professionnelle spéciaux pour les paralysés.

Le centre de Saint-Clément-des-Levées, ouvert en 1941 (cordonnerie, vannerie) et celui du Chevallon-de-Voreppe, créé en 1946 (botterie, reliure, photographie, enseignement commercial) sont réservés aux jeunes gens. Celui de Belfort est destiné aux jeunes filles (coupe, couture, broderie, comptabilité, sténodactylographie).

Les centres de rééducation professionnelle.

Divers centres de rééducation professionnelle, que nous avons étudiés plus haut, accueillent les paralysés adultes en vue de leur rééducation. Ce sont: le centre de l'hôpital Henri-Poincaré, à Garches; les centres d'Evian, Sarcelles, Le Neubourg, ouverts par la ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail; celui de Royat, créé par le ministère du travail.

Les quelques ateliers départementaux ouverts par le département de la Seine en faveur des infirmes offrent une formule d'assistance par le travail (reliure, cartonnage, sparterie, etc.) qui est malheureusement largement dépassée par les conceptions actuelles en matière de reclassement.

Etablissements pour les malades mentaux.

La question de savoir si les déficients mentaux sont ou non des diminués « physiques » — au sens propre du terme — offre ici peu d'importance réelle, et nous n'avons nullement l'intention de nous laisser aller à des digressions philosophiques de très peu d'intérêt au point de vue thérapeutique et social. Ce qui nous importe, c'est qu'il s'agit là d'une catégorie de malades ou d'infirmes diminués dans leur activité sociale, donc intéressants pour nous au même titre que ceux qui ont une jambe ou un bras en moins. Nous n'éprouvons donc aucun scrupule à les faire entrer dans le cadre de notre étude. Sous cet angle, on peut considérer que les insuffisants mentaux représentent certainement une part importante de l'ensemble des diminués. Malheureusement, bien peu de réalisations en leur faveur existent en France.

Pour la plupart des malades ou déficients mentaux, cependant, la thérapeutique par le travail devrait faire partie intégrante du traitement, car son influence et le « dérivatif » qu'elle constitue hâtent souvent beaucoup la guérison de ces désadaptés sociaux. Bien que prévue par la législation depuis plus d'un siècle, cette thérapeutique est rarement organisée. De toute façon, l'utilisation habituelle des chroniques et convalescents aux travaux d'entretien à l'intérieur des établissements psychiatriques, ne peut en aucun cas être considérée comme une forme de thérapeutique par le travail.

Certains établissements cherchent néanmoins à organiser de façon rationnelle l' « Occupationnal Therapy ». Citons notamment l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard qui, grâce à une convention signée entre la préfecture de la Seine et la caisse régionale de sécurité sociale de Paris, reçoit de cette dernière, depuis 1948, des subventions en vue d'assurer « le meilleur rendement thérapeutique et le maximum de récupération sociale ». Diverses activités collectives y sont organisées, et chaque malade est soumis à un emploi du temps déterminé médicalement. Quelques ateliers sont déjà en fonctionnement: vannerie, modelage, cartonnage (ce dernier fournit un travail productif, et de grands psychopathes s'y révèlent d'un rendement satisfaisant).

Malheureusement, à l'heure actuelle, aucun service de rééducation professionnelle ou de postcure n'est susceptible de recevoir les déficients mentaux récupérables. Le placement de ces malades à la sortie de l'hôpital psychiatrique reste le plus souvent livré au hasard, et l'inadaptation qui en résulte constitue un important facteur de rechute.

Enfin, à côté de ces grands mentaux, justiciables de l'hôpital psychiatrique, il y a toute la catégorie des « petits mentaux »: instables, irritables, asociaux divers, dont l'état habituel ne justifie nullement l'admission dans un asile, mais pour lesquels il n'existe — non plus — aucun établissement de thérapeutique et de rééducation. Ces « mentaux mineurs » n'en constituent pas moins, dans une société civilisée, un important problème social.

Ainsi, rejeté presque toujours vers un emploi de manœuvre non spécialisé qui nécessite un effort d'adaptation le plus souvent au-dessus de ses forces, le déficient mental voit s'aggraver sa désadaptation sociale et s'accentuer ses inaptitudes. Les expériences effectuées montrent cependant que ce même déficient mental est parfaitement capable de voir se développer en lui des aptitudes réactionnelles, lorsque des conditions favorables lui sont offertes.

Pour cette catégorie de sujets, il faudrait donc disposer de centres d'orientation professionnelle spécialisés, associant les connaissances psychiatriques aux méthodes habituelles de la psychotechnique et de l'orientation. A ces centres, devraient être adjoints des centres d'apprentissage également spécialisés, orientés de façon à développer, par une spécialisation poussée, les aptitudes réactionnelles du déficient mental.

Enfin, l'organisation serait complétée par des ateliers et chantiers spéciaux, dont il existe actuellement en France un prototype, le chantier pour épileptiques, situé à Gennevilliers. Cet établissement, qui fonctionne en externat, doit être considéré surtout comme un centre de réaccoutumance à l'effort, les malades ne se livrant à aucun travail productif. Cependant, 60 d'entre eux ont déjà pu être placés comme paveurs, à leur sortie de l'établissement. La réorganisation de ce centre, auquel la sécurité sociale envisagerait d'accorder son agrément, est actuellement à l'étude.

Les aveugles.

Avec le cas des aveugles, nous abordons le domaine des « déficients sensoriels » (aveugles et sourds-muets). Le problème se pose ici de façon très particulière. Il faut, en effet, non seulement orienter, rééduquer et placer les sujets dont la cécité est acquise, mais aussi éduquer, puis orienter et placer ceux dont la cécité est congénitale. Comme pour les petits paralysés, dont nous avons étudié le cas précédemment, le problème se pose donc ici sous deux aspects, très différents en pratique: celui de l'enfant (éducation générale, suivie ultérieurement d'une éducation professionnelle), et celui de l'adulte (adaptation à son état, suivie d'une rééducation professionnelle).

L'enseignement des jeunes aveugles.

Aujourd'hui, bien que la loi n'impose pas le placement des jeunes aveugles dans une institution d'enseignement, les enfants d'âge scolaire non éduqués ne forment plus qu'une infime minorité. Une trentaine d'institutions, dues pour la plupart à l'initiative privée, abritent environ 1 500 jeunes aveugles, la plupart du temps en internat, et leur dispensent un enseignement général de valeur inégale. Le problème des maîtres constitue d'ailleurs l'une des principales difficultés rencontrées par cet enseignement. L'arrêté du 25 avril 1942 rend bien obligatoire, pour ceux-ci, la possession de l'un au moins des « certificats d'aptitude à l'enseignement des aveugles », mais, bien que refondu par l'arrêté du 23 avril 1946 (1), cet enseignement n'est pas encore entré en application dans la pratique.

Quant à la formation professionnelle, qui doit être associée à l'enseignement général, elle est encore presque toujours exclusivement orientée vers une gamme restreinte de « petits métiers ».

Les seuls établissements où l'on obtienne à ce point de vue des résultats à peu près satisfaisants sont, sauf exception, les écoles régionales ou départementales, qui reçoivent la plupart du temps à la fois des aveugles et sourds-muets. Citons en particulier l'institution départementale d'Asnières, celle de Clermont-Ferrand, celle de Lyon, l'école de la Malgrange à Nancy, celle de la Persagotière à Nantes, etc.

A Paris, l'institution nationale des jeunes aveugles, établissement national géré par le ministère de la santé publique, reçoit 200 élèves âgés de 9 à 21 ans. L'enseignement général y est dispensé par des maîtres spécialisés et recrutés au concours (il s'agit en grande majorité d'aveugles) et permet aux élèves de poursuivre leur études jusqu'au niveau du brevet élémentaire. Les études musicales occupent une très large place: l'institut, étant essentiellement orienté vers cet enseignement, possède des classes de solfège, harmonie, violon, piano, orgue, ainsi que des classes d'accord et un atelier de facture de pianos (1).

La qualité des études poursuivies permet à la plupart des élèves sortant de l'institut de poursuivre une carrière musicale pour laquelle leur invalidité constitue une entrave moindre que dans la plupart des autres professions.

La rééducation des travailleurs atteints de cécité.

Dus pour la plupart à l'initiative privée, les établissements assurant la rééducation des aveugles frappés de cécité dans l'âge adulte orientent le plus souvent ces derniers vers une gamme restreinte de petits métiers: brosserie, cannage, rempaillage, vannerie. C'est le cas, entre autres, de la Société des ateliers d'aveugles, première association d'assistance par le travail puisqu'elle fut fondée en 1881, et qui possède aujourd'hui un atelier internat assurant l'apprentissage de ces divers métiers.

D'autres œuvres privées (le Phare de France, l'Association des aveugles civils, l'Association Valentin Hauy, la Société d'assistance pour les aveugles) possèdent également des ateliers de rééducation de même genre

Toutefois, les métiers classiques dans lesquels les aveugles sont le plus souvent cantonnés (brosserie, etc.) présentent le triple inconvénient de ne tenir aucun compte des aptitudes individuelles, ni de la profession antérieurement exercée par l'intéressé, et enfin, de n'offrir aux aveugles qu'un salaire peu rémunérateur (seule la vannerie, lorsqu'elle est exercée en milieu rural, peut permettre à un aveugle de vivre de façon décente).

Par contre les professions musicales et paramusicales (instrumentistes, organistes, accord et facture de pianos) offrent l'avantage d'utiliser les capacités tactiles et auditives, très développées chez les aveugles, en même temps qu'elles assurent parfois un salaire rémunérateur. Mais cette orientation n'est possible que pour les sujets très jeunes et manifestant des aptitudes particulières.

Le massage médical, actuellement enseigné dans quatre écoles spécialisées (celle de l'Association Valentin Hauy, de la Fédération des aveugles civils, du Phare de France, de Clermont-Ferrand) et sanctionné par un diplôme d'Etat spécial, semble en plein développement. Une dizaine de masseurs aveugles sont actuellement employés dans les hôpitaux de l'assistance publique de Paris. Beaucoup d'autres sont employés dans des cliniques, des hôpitaux privés ou des établissements de cure thermale. Quelques-uns exercent leur activité de façon libérale.

Quant à l'industrie, dans son ensemble, elle reste fermée aux aveugles, bien que des essais aient été tentés par quelques entreprises privées, qui ont utilisé des aveugles pour le bobinage de l'appareillage électrique, l'emballage des plaques et pellicules photographiques à l'obscurité, la fabrique de tambours pour le tissage de la soie, etc. Par ailleurs, quelques services administratifs utilisent des aveugles comme standardistes — profession où ils excellent — après légère modification du standard téléphonique. On semble enfin s'orienter actuellement vers la formation de sténotypistes et de sténodactylographes aveugles. L'Association Valentin Hauy compte ouvrir prochainement une section de formation professionnelle de sténotypistes. Les machines sténotypes pour aveugles, qui comportent un clavier imprimant en relief, seront importées de Grande-Bretagne, pays où plus de 700 aveugles ont déjà accès à cette profession. En France, on compte à peine une dizaine de

(1) Ce texte réorganise également le certificat d'aptitude à l'enseignement musical des aveugles.

(1) Les déficients de la vue, pour lesquels se pose le problème de la prévention de la cécité ont été également l'objet de quelques expériences isolées, dans le département de la Seine notamment, où quelques classes d'amblyopes ont été organisées dans des écoles primaires, et dotées en particulier de conditions d'éclairage particulièrement étudiées.

sténodactylographes aveugles, et les difficultés de placement sont telles que beaucoup hésitent à tenter leur rééducation dans cette branche.

L'organisation d'un examen psychotechnique spécial pour les aveugles, et comportant une série de tests particuliers, est prévue par l'ordonnance du 3 juillet 1945 et est actuellement à l'étude. Elle permet d'escompter un progrès appréciable: en effet, l'emploi des méthodes modernes de sélection, en révélant les aptitudes restantes du candidat au reclassement, doit permettre d'élargir considérablement l'éventail des métiers jusque là habituellement offerts aux aveugles. D'autre part, lorsque l'examen psychotechnique — confirmé par le contrôle du médecin du travail — aura révélé chez tel aveugle l'existence des aptitudes requises à l'affectation dans un poste donné d'une entreprise, il sera plus facile d'insister auprès de l'employeur afin qu'il prenne ou conserve un travailleur atteint de cécité.

Les résultats.

On compte aujourd'hui environ 3.000 aveugles travaillant au montage des brosses et des balais, et on évalue à 2.500 ceux qui effectuent des travaux de cannage ou de rempaillage, souvent en appoint des précédents.

Effectués la plupart du temps à domicile (1), ces travaux sont rarement rentables, sauf lorsque — disposant dans son entourage des concours nécessaires — l'aveugle peut fonder une entreprise à la fois artisanale et commerciale, lui permettant de vendre directement les produits qu'il fabrique.

Bien que des coopératives de production aient été constituées dans certaines villes de France, le plus souvent l'aveugle a recours au service central d'achat organisé par le « comité central pour les aveugles travailleurs », qui groupe les quatre grandes associations d'aveugles : « Association Valentin Hauy », « Fédération des aveugles civils », « Union des aveugles de guerre », « Fédération des institutions d'éducation et de patronage pour les aveugles et les sourds-muets ». Par ailleurs divers groupements s'occupent de l'écoulement des produits fabriqués, notamment l' « Union des aveugles de guerre », la « Société d'assistance aux aveugles » et surtout l' « Association Valentin Hauy », qui possède plusieurs magasins de vente, fournit parfois l'outillage et a en outre organisé un service de placement pour les masseurs, les professeurs de musique et les accordeurs de piano. Selon des évaluations récentes, ces deux dernières professions seraient exercées respectivement en France par 2.000 et 600 aveugles.

Les sourds-muets.

Plus encore que pour les aveugles, peut-être, pour les sourds-muets le problème de l'éducation conditionne tous les autres, et se pose en des termes très particuliers.

Alors que les aveugles et autres déficients disposent, avant l'âge scolaire, d'un bagage d'acquisitions intellectuelles plus ou moins conséquent, acquis grâce à leur audition et qui se projette dans leur langage, l'enfant sourd de naissance — ou devenu sourd en bas âge — se présente comme un être isolé du monde, dénué de langage et dont la pensée est de ce fait restée très primitive.

Pour rattraper ce retard, l'éducation, qui doit tendre à établir un moyen de communication entre le jeune infirme et le monde extérieur, doit être entreprise le plus précocement possible, et aboutir à la démutisation. Celle-ci suppose la mise en œuvre d'une série de techniques de pédagogie individuelle et collective, exigeant la possession parfaite de la phonétique descriptive et une connaissance approfondie et de l'anatomie et de la physiologie des organes phonateurs. Cet enseignement très particulier ne peut donc être confié qu'à des maîtres spécialisés.

Or, bien que l'article 4 de la loi de 1884 instituant l'instruction primaire gratuite et obligatoire prescrive qu'un règlement doit déterminer les modalités de l'instruction primaire à donner aux sourds-muets et aux aveugles, cette disposition est restée à peu près lettre morte. Les quatre institutions nationales qui dispensent seules un enseignement spécialisé, disposent en effet qu'à peine 700 places, pour une population de jeunes sourds-muets se montant à environ 4.000 élèves.

Quant aux écoles départementales et régionales [institutions départementales d'Asnières et de Clermont-Ferrand, école municipale de Lyon, école de la Malgrange à Nancy, école de la Persagotière à Nantes, etc. (1)], l'enseignement y est dispensé par des instituteurs détachés par l'éducation nationale, n'ayant subi aucune formation préalable. Les tâtonnements et les recherches individuelles auxquelles ces maîtres sont obligés de procéder, s'exercent donc forcément au détriment des élèves qui leur sont confiés. Ces établissements ne totalisent d'ailleurs que 680 places, et c'est le plus souvent aux institutions privées que les parents des jeunes infirmes doivent avoir recours. Il en existe environ une cinquantaine, réparties sur tout le territoire, qui absorbent actuellement plus de 2.300 élèves. Dans ces établissements, de caractère « charitable » ou trop souvent commercial, le personnel enseignant — recruté au hasard — n'est soumis à aucune obligation de diplôme.

Pour tenter de remédier à cette situation, un arrêté du 25 avril 1942 rend obligatoire pour le personnel enseignant des établissements privés la possession d'un « Certificat d'aptitude à l'enseignement des sourds-muets », dont les programmes ont été définis par un arrêté du 23 avril 1936. Mais, jusqu'à présent, ces dispositions n'ont pas été appliquées.

Seules les quatre institutions nationales de Paris, Chambéry, Metz et Bordeaux (les trois premières sont mixtes, celle de Bordeaux est réservée aux filles) offrent des garanties techniques satisfaisantes. L'enseignement y est dispensé par des maîtres spécialisés, formés pendant trois ans à l'école nationale pour l'enseignement des sourds-muets. Ces établissements reçoivent en internat les jeunes infirmes de 6 à 21 ans, et les préparent à un diplôme spécial, institué en 1937, qui comporte à la fois des épreuves générales du niveau du certificat d'études primaires et des épreuves professionnelles d'un niveau équivalent au C.A.P. La méthode mimique est sévèrement proscrite et remplacée par la méthode orale, qui donne — tout au moins pour certains sujets — des résultats si satisfaisants qu'ils peuvent être présentés au certificat d'études primaires normal, et parfois poursuivre des études secondaires et même supérieures. A Paris, on envisage actuellement la création d'une « section maternelle », préparatoire aux classes du premier cycle.

A partir de la quatorzième année, les élèves subissent un « trimestre d'orientation » et sont ensuite dirigés vers divers ateliers en vue de leur formation professionnelle. L'institution nationale de Paris possède des ateliers de typographie, cordonnerie, tailleur, reliure-dorure, horticulture pour les garçons; les filles n'ont le choix qu'entre la couture et la confection.

L'institution nationale de Bordeaux peut par contre diriger les jeunes filles vers une gamme de métiers plus étendue, puisqu'elle dispose d'ateliers de céramique et de photographie.

Signalons enfin qu'aucun établissement spécialisé ne se charge de l'éducation des jeunes sourds-muets arriérés — qui encombrent parfois inutilement les institutions nationales — ni de celle des adultes qui n'ont bénéficié d'aucun enseignement et ne peuvent de ce fait être soumis à aucune rééducation.

Seuls, quelques établissements confessionnels reçoivent des sourds-muets adolescents ou adultes, et les font travailler dans des ateliers annexes. Citons notamment deux institutions pour jeunes filles:

L'internat de la Mesnil, rue Estrée (composition typographique);

La maison Saint-Antoine, à Bourgoin (tissage et soie).

Plusieurs associations s'occupent en outre de la protection et du patronage des sourds-muets, et s'efforcent de leur procurer des emplois: la « Société des parents et amis des jeunes sourds-muets » et la « Société centrale de protection et d'assistance pour les sourds-muets de France » œuvrent dans ce sens. Cette dernière a été à l'origine de la création d'une « Imprimerie des ouvriers sourds-muets ».

Mais l'activité de ces organismes, forcément limitée, ne permet pas de combler les lacunes de notre organisation: aussi les possibilités offertes aux sourds-muets restent-elles extrêmement restreintes. Pour mesurer toute l'étendue du problème, il suffit de songer que un cinquième à peine des jeunes sourds-muets bénéficie d'un enseignement général spécialisé et d'une formation professionnelle valable. Encore faut-il que les parents acceptent de placer leurs enfants en internat, avec les nombreux inconvénients que comporte un tel régime pour de jeunes infirmes auxquels l'atmosphère familiale serait particulièrement favorable.

Nombreux sont pourtant les sourds-muets qui pourraient, si leurs facultés intellectuelles étaient développées précocement par une pédagogie appropriée, arriver à s'intégrer dans la société et être orientés vers des professions normales. Dans ce domaine encore, notre pays devrait s'inspirer des expériences qui ont déjà été tentées à l'étranger: c'est ainsi qu'à Washington, par exemple, un collège national dispense aux jeunes sourds-muets un enseignement secondaire et les prépare aux professions libérales.

Nous avons là, on le voit, beaucoup à faire.

CHAPITRE VI

Un cas particulier: La remise au travail des tuberculeux guéris.

En raison même de l'extension de la maladie et de ses incidences sociales, la remise au travail des tuberculeux guéris ou stabilisés a fait l'objet de nombreuses études théoriques, ainsi que d'expériences très diverses.

Ces efforts n'ont pas toujours abouti à des résultats pleinement satisfaisants, car la remise au travail des tuberculeux pose un ensemble de problèmes complexes, d'ordres à la fois médical, professionnel et financier, qui ne peuvent être résolus qu'avec l'aide extrêmement active des pouvoirs publics. Néanmoins, nous sommes là devant une voie qui s'ouvre: nul doute qu'elle ne donne dans un avenir prochain des résultats extrêmement fructueux, si l'on se décide à faire en sa faveur les efforts soutenus qui sont nécessaires.

Jusqu'à l'heure présente — et si l'on excepte les quelques essais « prototypes » dont nous parlerons plus loin — on peut dire que la remise au travail du tuberculeux guéri ou stabilisé, a été en règle générale laissée au hasard. Au sortir du sanatorium, le tuberculeux rentre chez lui et reprend chaque fois que possible son ancien emploi; si cette solution n'est pas possible, il part à la recherche aléatoire de nouveaux moyens d'existence.

Inutile de dire combien cette déplorable façon de faire offre de dangers et combien elle a provoqué de catastrophes. Au sortir de la vie calme, réglée et hygiénique du sanatorium, où l'organisme a pu s'organiser biologiquement pour vivre en compromis avec la maladie stabilisée, le voici tout à coup rejeté dans les fatigues et les soucis d'une vie consacrée en grande partie au travail. Pas de transition: quelques jours à peine pour passer de l'une à l'autre, pour « transiter » du grand repos à la grande fatigue. Rien d'étonnant à ce que l'organisme, surpris et débordé, ne cède aux assauts à peine étouffés de la maladie: et bientôt c'est la rechute, avec toutes ses conséquences médicales, sociales, financières, aussi graves pour l'intéressé que pour la collectivité.

Depuis longtemps, les médecins ont donc insisté sur la nécessité de prévoir des modalités spéciales, permettant d'assurer le retour au travail progressif du tuberculeux sortant du sanatorium. Bien mieux, l'institution de mesures appropriées à ce stade permettrait de conserver moins longtemps le tuberculeux à l'établissement de soins — où on le garde parfois en dehors de toute nécessité thérapeutique, et uniquement en vue d'empêcher les rechutes. Ainsi pourrait être aisément réalisée la décongestion des établissements sanatoriaux, dont on sait l'embouteillage.

« A l'heure actuelle, la moitié environ des tuberculeux pulmonaires sortis de sanatorium

(1) A l'heure actuelle, les seuls internats assurant une « assistance par le travail » sont ceux de Cannes et de l'école Braille de Saint-Mandé, atelier départemental qui prend dans la pratique la forme d'un hospice spécialisé.

(1) A Poitiers, des institutions régionales sont également réservées aux sourds-muets et aveugles des deux sexes.

pourraient aisément reprendre le travail sans risques, s'ils étaient convenablement réadaptés » (docteur Bergeron). On juge par ce chiffre de l'importance d'une politique de réadaptation et de « remise au travail », et de l'incidence sociale et économique que pourrait avoir son intégration effective dans le cadre général de la lutte antituberculeuse.

LES CONDITIONS MÉDICALES DE LA RÉADAPTATION

Quelles sont les conditions à remplir pour réaliser cette remise au travail, en respectant au mieux les intérêts du malade ?

Sur le plan médical, il s'agit tout d'abord de déterminer quels sont les tuberculeux récupérables, soit d'une façon définitive, soit de façon intermittente.

Les phtisiologues sont aujourd'hui d'accord pour estimer que, chez les tuberculeux pulmonaires dont les lésions sont cliniquement stabilisées, avec disparition des bacilles à l'expectoration, nettoyage radiologique et amélioration substantielle des images en foyer, la récupération est indiscutable et la réadaptation a toutes les chances d'être complète et définitive.

Pour ceux dont la guérison est incomplète et chez qui persiste un foyer opaque, mais sans expectoration bacillifère, la réadaptation a des chances d'être complète; mais elle réclame une surveillance plus attentive, avec prolongation du pneumothorax.

Pour les cas limites, enfin, chez qui l'on rencontre encore du BK de façon intermittente et chez qui le nettoyage lacunaire est imparfait, mais qu'il n'est cependant pas possible de condamner à une oisiveté perpétuelle, il faut tenir compte — dans le choix du métier que le sujet va reprendre — des dangers de contamination. Pour ceux-là, la réadaptation pourra être prolongée et même parfois définitive; mais, le plus souvent, elle ne sera que partielle et intermittente.

Fait capital: pour tous ces malades, la reprise du travail doit être considérée comme un facteur actif de la guérison, puisqu'elle leur fait entrevoir la perspective d'une existence à nouveau normale. Par ailleurs, son intérêt social est évident, tant au point de vue individuel que collectif.

ASPECTS TECHNIQUES DE LA REMISE AU TRAVAIL

Dans tous les cas où elle est possible, la reprise du travail doit obligatoirement être progressive et surveillée médicalement de très près. Le choix du travail doit être effectué en fonction des possibilités individuelles. Enfin, la période de réadaptation sera très variable dans sa durée comme dans ses modalités pratiques.

De toute façon, la remise au travail devra se faire en trois étapes successives, comprenant:

1° La réadaptation à l'effort (généralement au sanatorium);

2° La réadaptation au travail, qui devra se faire, autant que possible, dans une maison de post-cure ou un centre de rééducation;;

3° La reprise du travail, qui pose le double problème de l'emploi et de la surveillance médicale prolongée.

Ajoutons que, pour que la remise au travail puisse être conduite de façon satisfaisante, il est indispensable que le malade en cours de réadaptation soit assuré de toucher un minimum vital, Lorsque le travail est repris seulement à temps partiel, comme il ne touchera la plupart du temps qu'un salaire correspondant à la durée effective de celui-ci, il convient donc de prévoir une indemnité compensatrice, appelée à décroître à mesure que s'accroîtra la durée de travail effectif. On voit les difficultés que soulève d'ores et déjà l'instauration d'une politique complète et efficace dans ce domaine.

Les problèmes du choix d'un métier.

Si certains médecins ont cherché au début à préciser de façon très stricte les métiers permis aux tuberculeux, la plupart des phtisiologues estiment au contraire aujourd'hui que le tuberculeux stabilisé doit être considéré, en face des problèmes du travail, comme un sujet normal, à condition toutefois que son activité soit progressive et médicalement surveillée. On admet maintenant que les seuls métiers à déconseiller à ces malades sont:

Ceux qui demandent des efforts excessifs;

Ceux qui imposent une vie en atmosphère dangereuse ou irritante pour l'appareil respiratoire (poussières, vapeurs nocives, intempéries);

Ceux qui peuvent exposer les tiers à des dangers de contamination en cas de rechute (en particulier, professions de l'alimentation).

En fait, le problème de la profession sera donc beaucoup plus social que médical puisqu'il suffira, à ce point de vue, de respecter les quelques contre-indications ci-dessus. Sachons seulement qu'il se posera différemment selon qu'il s'agit:

a) De jeunes gens n'ayant encore exercé aucune activité professionnelle. Pour ceux-ci, il s'agira essentiellement d'un problème d'orientation, puis de formation professionnelles, compte tenu de leurs aptitudes physiques et intellectuelles générales. On aura cependant le plus grand intérêt à les orienter vers des professions qualifiées et rémunératrices, leur assurant un standard de vie plus élevé et les aidant par suite à bénéficier de bonnes conditions d'existence, qui constitueront la meilleure garantie contre les rechutes possibles.

b) De travailleurs adultes. Pour ceux-là, le problème est plus complexe. Il faut évidemment tenir compte en premier de l'allure clinique des lésions ou des séquelles. Mais les solutions très différentes selon qu'il s'agit de tuberculeux ayant ou non une qualification professionnelle.

Pour les premiers, il y aura toujours intérêt à les reclasser dans le cadre de leur ancienne profession, afin de ne pas leur faire perdre le bénéfice de leur apprentissage et de leur expérience profssionnelle. Ils seront donc replacés soit dans leur métier antérieur, s'il n'y a pas de condre-indications médicale, soit dans un poste nécessitant les mêmes connaissances techniques, tout en demandant des qualités physiques moins rigoureuses.

L'étude des équivalences professionnelles est particulièrement fructueuse à cet égard. Par exemple, un compositeur-typographe, dont la profession exige une station debout dans une atmosphère malsaine, pourra être dirigé vers un des métiers suivants de l'imprimerie, où ses connaissances pourront être utilisées: correcteur, monteur offset ou héliogravure, représentant en imprimerie, employé de bureau pour l'établissement des devis.

C'est seulement lorsque l'état du malade ne permet pas de réaliser un tel reclassement que devra être envisagée une rééducation professionnelle, tenant elle aussi le plus grand compte du métier antérieur.

Ce reclassement technique, en fonction de la connaissance des conditions de travail dans les diverses professions, peut être envisagé non seulement pour les ouvriers qualifiés mais aussi pour les ouvriers non spécialisés, et même parfois même pour les manœuvres. Pour ces derniers, cependant, il y aura souvent lieu d'envisager, après orientation biologique basée essentiellement sur un examen médical et psychotechnique, un véritable reclassement vers un métier qualifié, dans le cadre d'une nouvelle profession. Outre que les métiers qualifiés sont généralement moins durs que celui de manœuvre, le standard de vie plus élevé permet de meilleurs soins et constitue une véritable « prophylaxie de la rechute ».

L'installation à la campagne, très préconisée il y a quelques années est loin d'avoir donné les résultats escomptés. En particulier l'absence d'hygiène et de surveillance médicale continue, liée à l'éloignement des centres spécialisés, a été souvent génératrice de rechutes. D'autre part, les métiers de l'artisanat rural sont peu rémunérateurs et doivent être souvent conjugués avec d'autres métiers d'appoint.

Lorsque le séjour à la campagne est jugé indispensable, l'ancien tuberculeux devra cependant être orienté vers une profession artisanale, judicieusement choisie en fonction de sa qualification antérieure.

QUELQUES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

La réadaptation au travail des tuberculeux pose, nous l'avons vu, un ensemble de problèmes très complexes. Depuis le début du XXe siècle, diverses expériences ont été tentées, tant en France qu'à l'étranger, qui n'ont pas toujours donné les résultats espérés, mais qui n'en présentent pas moins un intérêt incontestable et jalonnent la progression vers la solution idéale, que l'on commence à entrevoir maintenant dans ses détails. Plus peut-être qu'en tous autres domaines, les erreements du passé ont ici porté le germe des succès à venir.

De nombreux pays (Danemark (1), Suède, Norvège, Pays-Bas) ont créé des ateliers spéciaux dans le sanatorium même, ou à côté du sanatorium. Ces ateliers orientent essentiellement leur activité vers la production artisanale. Des ateliers spéciaux industriels ont également été ouverts dans les usines en Angleterre, aux Etats-Unis, en U.R.S.S., (dans ce dernier pays, sur une grande échelle). Ces ateliers sont conçus de telle façon que l'organisation du travail y permet la réadaptation progressive du malade, sous surveillance médicale.

Citons en fin les « villages sanitaires » qui groupent des tuberculeux incomplètement guéris ou stabilisés: celui de Papworth, en Angleterre, est le modèle du genre et le seul qui semble avoir réussi à surmonter les difficultés de tous ordres auxquelles se sont heurtées la plupart de ces tentatives (2). En Suisse, la « Clinique-manufacture de Leysin », bien que d'un caractère très différent, mérite également d'être citée.

Le village sanatorium de Papworth.

Dû à l'initiative privée, le village de Papworth a été fondé en 1918, et s'est développé rapidement. Il compte aujourd'hui 2.000 habitants tuberculeux et familles de tuberculeux. Il prend en charge les tuberculeux dès le début de leur maladie, et assure les trois étapes de la guérison: traitement médical, rééducation professionnelle et reprise effective du travail. Le tout s'effectue dans des conditions de climat, d'hygiène et de surveillance médicale qui permettent d'écarter au maximum le risque de rechute.

Ainsi conçu, le village de Papworth exerce à la fois un triple rôle. Il est en effet:

Un centre sanatorial comportant deux établissements de cure (un pour hommes et un pour femmes) et une clinique chirurgicale. Tous les malades entrants sont mis en observation dans ce centre sanatorial et y reçoivent les traitements que nécessite leur état. Dès ce stade, ils bénéficient notamment de l'Occupational Therapy, qui soutient leur moral et évite la dangereuse désaccoutumance vis-à-vis du travail:

Un centre de rééducation professionnelle, où les malades prennent progressivement une activité, sous surveillance médicale;

Un centre de travail pour tuberculeux stabilisés ou chroniques, groupant un certain nombre d'ateliers où les malades — une fois terminée la période de réadaptation — travaillent à temps partiel ou complet.

A ce dernier stade, les malades habitent le village de façon permanente. Suivant leur situation de famille, ils logent en hôtel (célibataires) ou dans des pavillons spécialement construits pour leur permettre de mener la vie de famille sans risques pour leur entourage.

Les activités professionnelles exercées à Papworth sont très diverses. Indépendamment des activités artisanales indispensables à la collectivité, Papworth possède trois manufactures équipées de machines-outils supprimant les travaux pénibles et offrant d'excellentes conditions de salubrité (maroquinerie, imprimerie, travail du bois).

Grâce à son organisation très poussée à la fois sur le plan médical et sur le plan social, Papworth a déjà obtenu des résultats remarquables, et est actuellement considéré comme le modèle du genre

La clinique-manufacture de Leysin.

A côté de Papworth, nous devons signaler l'expérience tentée à Leysin par le docteur Rollier qui, dès 1919, avait jeté les bases d'une intéressante réalisation.

La clinique-manufacture de Leysin est réservée aux tuberculeux osseux. Les malades alités travaillent sur des lits spéciaux, conçus à la fois pour assurer la correction des déformations et pour faciliter le travail. Ces lits comportent en particulier un sommier inclinable, une tête au lit mobile utilisée comme table, un pupitre ou établi dont l'inclinaison

(1) Au Danemark, la législation rend la réadaptation au travail obligatoire.

(2) Nous étudierons plus loin les expériences françaises de Clairvivre et de Vion.

est réglable à volonté et qui supporte la machine et le moteur nécessaires au travail.

Les travaux effectués par les malades alités sont évidemment de ceux qui ne comportent que de petites manipulations. La principale industrie est la fabrication de puzzles, qui représente à elle seule 54 p. 100 de la production totale de la clinique. Viennent ensuite la fabrication de ressorts et de pièces de mécaniques vendues aux P. T. T. (35 p. 100), puis celle des pantoufles. Certains malades se sont spécialisés dans la fabrication des pièces d'horlogerie, pièces pour téléphone, etc. Quant aux femmes, elles sont orientées vers des travaux moins qualifiés: tricot, broderie, lingerie, fabrication de sacs de cuir, etc.

Les malades reçoivent intégralement le produit de leur travail, ce qui leur permet de payer eux-mêmes une plus ou moins grande partie de leur pension.

Un service technique, dirigé par un ingénieur, règle l'organisation du travail — étude des marchés, contrats, transformations à apporter aux machines pour les rendre adaptables aux lits, apprentissage, etc. Le travail est effectué d'autre part sous une surveillance médicale constante, et le maintien des positions orthopédiques dans les appareils est toujours rigoureusement observé.

Une fois la guérison obtenue, les convalescents sont progressivement réadaptés au travail normal dans les divers ateliers, où l'effort est gradué. Chaque année, un très fort pourcentage de malades quitte ainsi la clinique-manufacture avec une capacité de travail normale ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants:

1939: 85 p. 100; 1940: 75,8 p. 100; 1941: 79,7 p. 100; 1942: 72,6 p. 100.

La remise au travail des tuberculeux et la loi française.

Il n'est pas exagéré de dire que, jusqu'à ces dernières années, les problèmes de la remise au travail du tuberculeux et de la postcure ont été à peu près complètement ignorés du législateur. La lutte antituberculeuse dirige en effet tout son effort vers le dépistage et le traitement de la maladie, dont est sortie la création d'un réseau serré de dispensaires et de sanatoria qui — malgré sa densité — se révèle insuffisant pour faire face aux besoins actuels. En dehors de ces deux aspects, un effort a également été effectué en matière de prévention proprement dite. Mais cette véritable « prophylaxie de la rechute » que constitue une politique de postcure n'a nullement été abordée de façon constructive et efficace.

L'ordonnance du 31 octobre 1945, qui réorganise la lutte antituberculeuse, laisse en particulier de côté le problème de la réadaptation. Remarquons cependant que l'exposé des motifs de cette ordonnance fait quelque allusion au problème qui nous occupe, puisqu'elle envisage « la nécessité de prévoir un stade intermédiaire, la postcure, qui permettra au sujet de se réadapter à l'effort tout d'abord, puis progressivement aux disciplines de son métier. Cette période de réadaptation apparaît de plus en plus indispensable ». Malheureusement, l'effort du législateur n'a pas dépassé le stade de cette louable intention.

Du côté de la nouvelle législation de sécurité sociale, l'effort a été plus sérieux. Notons tout d'abord l'incidence de l'institution de l' « assurance de longue maladie » sur le traitement à longue échéance de la tuberculose. Grâce à la longue durée des prestations, il devient désormais possible de faire entrer la réadaptation et la postcure dans le cadre des mesures effectives en faveur des tuberculeux.

Ce point de vue n'a pas échappé à l'administration du travail. C'est ainsi que, depuis peu, les établissements de postcure pour tuberculeux peuvent bénéficier des dispositions pratiques qui rendent leur gestion un peu plus viable qu'elle ne l'était avant-guerre; d'autre part, leurs portes s'ouvrent à la plupart des malades, ce qui n'était pas le cas autrefois.

Tout d'abord, les établissements de postcure fonctionnant en internat peuvent, lorsqu'ils assurent la rééducation professionnelle des tuberculeux, recevoir une subvention de premier établissement du ministère de la santé publique ainsi que des caisses de sécurité sociale. Quant au prix de journée, il peut être couvert:

Pour les assurés sociaux, par leur caisse, au titre de l'assurance longue-maladie ou de l'assurance-invalidité selon les cas; dans ce dernier cas, le ticket modérateur est à la charge de l'assuré, ou éventuellement de l'assistance médicale gratuite;

Pour les non assurés sociaux, par l'assistance médicale gratuite. En outre, si l'établissement est habilité par le ministère du travail pour effectuer le reclassement professionnel, les frais de rééducation professionnelle sont pris en charge par ce ministère. Toujours dans ce dernier cas, le bénéficiaire peut percevoir une « allocation journalière de rééducation », égale à la moitié du salaire de base de l'ouvrier de même catégorie professionnelle.

Les réalisations françaises.

Si le cadre législatif dans lequel doit se développer la réadaptation du tuberculeux stabilisé ou guéri est encore étroit, comme on l'a vu, des réalisations — dont certaines présentent un très grand intérêt — ont cependant vu le jour en France, précédant bien souvent la législation. Nous allons les passer en revue, en nous excusant par avance de possibles omissions, rendues inévitables par l'extrême difficulté de la documentation sur un sujet demeuré jusqu'à présent à peu près à l'état de friche.

Le reclassement du tuberculeux stabilisé ou guéri répond — nous l'avons vu — à trois stades: réadaptation à l'effort; réadaptation au travail, comportant ou non la rééducation professionnelle; enfin, placement. De ces trois stades, le premier doit évidemment être effectué à l'établissement de cure même, en raison de la surveillance médicale très étroite qu'il nécessite. Les deux autres pourront aisément en être disjoints.

Dans l'étude que nous allons faire des principales réalisations françaises, nous nous efforcerons — dans toute la mesure du possible, — de suivre ce plan. Cela ne sera pas toujours aisé, les établissements de réadaptation ayant été conçus et créés au hasard des initiatives et des possibilités locales et ne répondant dans leur ensemble nullement à un plan préétabli. Ce fait, d'ailleurs, ne diminue nullement leur intérêt ni leur valeur individuelle.

1° La réadaptation a l'effort

Une fois passée la phase aiguë de la maladie, et dès que les lésions s'orientent vers une phase de stabilisation, la plupart des phtisiologues estiment depuis longtemps qu'une activité progressive et contrôlée doit être intimement liée à la cure sanatoriale.

Mais, sur le plan pratique, deux conceptions se heurtent malheureusement quant à la manière dont doit être réalisée cette réadaptation à l'effort. Tantôt on estime que la cure de réentraînement doit être considérée comme une gymnastique thérapeutique. Tantôt, au contraire, on pense qu'elle doit être orientée vers le préapprentissage et la réadaptation au travail.

Des solutions diverses ont donc été proposées, et nous nous garderons personnellement de conclure dans un problème qui se place beaucoup plus près de la pratique phtisiologique que de la technique sociale. Nous nous contenterons de constater — et de regretter — que rares sont encore les établissements de cure qui ont organisé ce réentraînement de façon rationnelle. Certains, en effet, ont cherché à remplacer progressivement les heures de cure par des heures consacrées au réentraînement, sous forme d'activités intellectuelles (lecture, études, cours par correspondance), associées à des activités physiques (promenades courtes et graduées, petits travaux manuels). Dans la plupart des cas, ces activités intellectuelles sont confiées à des organismes privés tels que « La lecture au sanatorium », « Santé, loisirs, culture », cours par correspondance « Auxilia ». Quelques sanatoria ont cependant à demeure des éducatrices spécialisées qui se chargent d'orienter les malades vers des études capables de compléter leur formation générale ou professionnelle.

Quant aux besognes confiées aux malades à l'intérieur même de l'établissement (bureau, économat, secrétariat, lingerie, couture, entretien), il est plus facile de leur trouver une justification d'ordre économique, que de les considérer comme une véritable thérapeutique par le travail.

Dans quelques sanatoria, on a cherché à orienter les malades vers un travail plus déterminé. C'est ainsi que certains médecins ont annexé à leur établissement des ateliers assurant le réentraînement à l'effort, et même au travail.

Le sanatorium de Bligny, sous l'impulsion du docteur Guinard, précurseur de la cure par le travail, a été le premier à utiliser ses malades dans différents services, et à organiser d'autre part l'enseignement de petits métiers sous la direction de moniteurs, eux-mêmes anciens malades.

Le préventorium de Sillery oriente ses malades vers le jardinage, la menuiserie, la forge. Le sanatorium du Mardor les dirige vers la vannerie, la petite menuiserie, le jardinage, le petit élevage. Le sanatorium d'Orsac possède des ateliers de menuiserie, reliure, photographie.

Ces diverses activités, qui ont une valeur thérapeutique incontestable, demanderaient cependant à être complétées par des organisations de réentraînement au travail vrai, comportant ou non une rééducation professionnelle valable.

Quelques établissements, cependant, ont compris le problème et ont organisé récemment de véritables centres de réentraînement au travail et de formation professionnelle: tels les sanatoria d'Arrens, de Buhl et de Mangini. Nous reviendrons, dans les pages suivantes, sur ces intéressantes réalisations.

2° La réadaptation au travail et a la postcure

Ce chapitre est extrêmement complexe, et nous y trouverons des réalisations d'intérêt, de portée, de valeur, d'ampleur et de formule extrêmement variables. Avec lui, c'est tout le problème de la « postcure » qui se pose. Nous verrons qu'il a été résolu de façons très diverses; ce qui n'aide pas à clarifier le présent chapitre.

Tout d'abord, la réadaptation au travail peut en effet comprendre une formation ou une rééducation professionnelle, cas qui se présentera soit chez le jeune dépourvu de métier (on sait la fréquence de la tuberculose à cet âge), soit chez l'adulte incapable de reprendre sa profession antérieure.

D'autre part, certaines organisations ont résolu en même temps le problème du placement, en prévoyant par exemple dans leur propre cadre le travail permanent (comme nous l'avons vu faire dans le cas du village anglais de Papworth).

Il faut faire enfin une place aux collectivités publiques ou privées ayant organisé la post-cure dans leur propre sein, en incluant la remise au travail dans leur activité professionnelle (Société nationale des chemins de fer français, certaines usines).

Enfin, certaines organisations ont tenté d'assurer la remise au travail par le travail partiel. On doit souligner l'intérêt particulier de ces initiatives, particulièrement adoptées au cas de la tuberculose.

a) *Les établissements de postcure proprement dite.*

Ces établissements constituent en fait une étape intermédiaire entre le sanatorium, avec lequel ils sont presque toujours directement liés, et la reprise du travail proprement dite. Des formules diverses ont été essayées, dont certaines se sont révélées difficilement viables. Il semble cependant qu'à l'heure actuelle un gros effort soit entrepris dans la plupart des établissements de création récente en vue d'assurer, après sélection, une réadaptation au travail et une rééducation professionnelle techniquement valables.

La première des réalisations françaises: le village sanitaire de Clairvivre. — Le village de Clairvivre, destiné à l'origine aux tuberculeux invalides de guerre, a constitué la première réalisation française de postcure digne de ce nom. Installé dans le département de la Dordogne, dans un site qui devait malheureusement par la suite s'avérer assez impropre au but recherché, il fut à l'origine doté d'une installation matérielle remarquable. Sa capacité était relativement importante, puisqu'il comportait 350 logements en pavillons et 211 chambres d'hôtel. Malheureusement, les ateliers et l'outillage, insuffisants en nombre et en qualité, n'ont pas permis à cette tentative de donner les résultats escomptés en matière de rééducation.

L'expérience a été par ailleurs faussée dès l'origine en raison des conditions mêmes dans lesquelles elle fut tentée. En effet, les pensionnés de guerre reçus à Clairvivre percevaient, en raison de la législation sur les pensions,

une indemnité supplémentaire lorsqu'ils ne travaillaient pas. Il faut reconnaître que cette circonstance n'était guère favorable au développement d'une politique de réadaptation au travail...

Après avoir connu des jours de prospérité sous l'active direction du docteur Blayac, Clairvivre — en raison des difficultés matérielles dues à la guerre — a cessé d'exister depuis plusieurs années en temps que village sanitaire proprement dit.

Le village sanitaire du sanatorium du Vion. — Créé en 1937 par le docteur Boissel, à proximité du sanatorium du Vion, ce village sanitaire est géré par l'« Association pour le reclassement social mutuel des malades et anciens malades ». Il constitue une tentative très originale de reclassement des tuberculeux, qu'il s'efforce de réadapter — et même de faire vivre — au sein d'un noyau autonome de production et de consommation en circuit fermé.

Vion est essentiellement un village de tuberculeux, vivant pas leurs propres moyens dans le cadre d'une gestion collective assurée par l'association. Les moyens d'existence de celle-ci résident dans l'organisation d'un circuit intérieur d'échanges et de services mutuels entre les intéressés. L'approvisionnement en matières premières et objets de provenance extérieure est en principe financé par la vente des articles agricoles et artisanaux produits par les membres de l'association.

Fait important, le reclassement des malades est progressif, et s'effectue selon les trois stades que nous avons distingués au début du présent chapitre:

1° Réentraînement à l'effort, effectué au sanatorium même et consistant dans un travail médicalement surveillé, d'une durée maximum de 4 heures par jour. Le travail est fourni par l'association et réalisé pour son compte. La rétribution du tuberculeux est assurée par un système de bons de consommation non escomptable, en espèces à cette période;

2° Essai de rendement (réentraînement au travail): l'ancien malade quitte alors le sanatorium et s'installe au village, où l'association lui assure le logement et la nourriture. En contrepartie, le sanatorium verse à celle-ci le montant du prix de journée perçu par lui, et cela pendant une période de 3 à 6 mois. Durant ce temps, l'intéressé est soumis à un régime de travail de six heures par jour;

3° Reclassement proprement dit: si l'essai de rendement est favorable (dans le cas contraire, le malade réintègre le sanatorium), l'ancien tuberculeux entre dans la troisième phase. Toujours sous surveillance médicale, il doit alors subvenir à ses besoins, dans le cadre de l'association. Il reçoit dont une rémunération mixte en nature et en bons de consommation escomptables en espèces.

Après un stade de dix mois à un an, l'ancien malade peut rejoindre son foyer, ou bien s'installer définitivement au village. En cas de rechute, il est à nouveau admis au sanatorium.

Le village sanitaire de Vion est à l'heure actuelle le seul établissement de post-cure qui admette les malades chroniques.

Les résultats obtenus à Vion méritent d'être rapportés. De 1937 à 1943, sur 852 malades sortis du sanatorium de Vion, 256 sont passés par le village sanitaire. Sur ce nombre, 115 ont quitté le village, 64 après essai de rendement et 77 après l'épreuve de reclassement. On ne signale que 19 rechutes.

On le voit, le village sanitaire de Vion constitue une initiative du plus haut intérêt, qui mérite non seulement d'être aidée par les pouvoirs publics, mais de servir de modèle en vue de la mise sur pied de nombreuses créations similaires.

L'école de postcure du sanatorium de Mangini. — Cette école reçoit, depuis 1946, une cinquantaine d'anciennes malades qu'elle prépare en un an à la profession d'infirmière de sanatorium, formation sanctionnée par un diplôme spécial.

Le centre d'apprentissage Henri-Lévêque. — Annexé au sanatorium d'Arrens, ce centre prépare les jeunes malades aux profession suivantes: comptabilité, secrétariat, dessin industriel, radio-électricité, mécanique, maroquinerie, cordonnerie.

Le centre de rééducation du sanatorium de Buhl, en Forêt-Noire. — Ce centre vient d'être transféré à Coubert, où il est pris en charge par la caisse régionale de sécurité sociale de Paris. Comme le précédent, il oriente ses activités vers la préparation à des emplois industriels: ajustage, mécanique, électricité. Il fonctionne en même temps comme centre de triage.

Maisons de postcure pour étudiants. — Le premier établissement de postcure pour étudiants a été créé en 1942: il s'agit de la Ville Belledonne, à la Tronche (Isère), annexe du sanatorium des étudiants de Saint-Hilaire-du-Touvet. Il reçoit 75 pensionnaires, tous stabilisés, qui y sont soumis à un règlement général très strict, qui prévoit douze heures de lit dont trois heures de cure. A l'intérieur de ce cadre général, chaque étudiant établit avec le médecin-chef son horaire particulier, lui permettant d'effectuer son propre travail. Le séjour, d'une durée de douze à seize mois, assure aux étudiants une hygiène de vie et une surveillance médicale continue, les mettant autant que possible à l'abri des rechutes.

Depuis, des établissements analogues ont ouvert leurs portes sous les auspices de la fondation du sanatorium des étuiants: deux établissements de post-cure à la Tronche reçoivent les jeunes filles; à Paris, un centre pour étudiants fonctionne à la fois en internat et externat, et possède une annexe à Sceaux. Enfin, une maison de postcure destinée aux lycéens a été inaugurée en 1947 à Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne).

b) *Les centres de postcure et de rééducation professionnelle.*

Ces établissements assurent à la fois la réadaptation au travail (donc, la postcure) et la rééducation professionnelle.

La distinction entre les établissements de postcure simple et les centres de postcure et de rééducation professionnelle est souvent, dans la réalité, assez arbitraire. Elle repose essentiellement sur le fait que les établissements de postcure simple sont annexés — ou au moins rattachés — à un sanatorium, tandis que les centres de postcure et de rééducation professionnelle sont indépendants des établissements de soins. En outre, ces derniers doivent présenter un caractère professionnel plus marqué. Naturellement, la surveillance médicale doit y être rigoureuse.

Le centre de réadaptation de Plappeville-les-Metz reçoit depuis 1937 les jeunes tuberculeux de la Moselle. La durée moyenne de séjour est de cinq mois. Les pensionnaires sont soumis à un travail progressif de deux à six heures par jour, les sujets inaptes étant renvoyés au sanatorium. Sur 140 malades sortis du centre en 1947, 88 ont été réadaptés et préparés à l'une des professions suivantes: reliure, cartonnage, cordonnerie, menuiserie, comptabilité, horticulture.

Le centre d'accueil et d'orientation professionnelle de Chavenod (Haute-Savoie), ouvert en 1947 par la « Ligue pour la formation ou la rééducation professionnelle des jeunes filles sortant des sanatoria », a un caractère professionnel assez peu marqué et est surtout destiné à assurer le réentraînement au travail. Elle assure cependant l'enseignement général et ménager, et prépare aux professions du secrétariat.

L'école de la « Passerane » à Passy, a été créée par l' « Association pour la rééducation et le reclassement professionnel » sur l'initiative du docteur Sivrière qui, depuis longtemps, s'attache à la réalisation de diverses expériences de postcure. Le docteur Sivrière exprime lui-même comme suit le rôle de la postcure: « Elle consiste avant tout et seulement dans la réadaptation à une vie normale, et dans l'étude minutieuse du pronostic et des possibilités de travail ». Le docteur Sivrière estime en outre que le test du travail surveillé est indispensable pour s'assurer que le malade est complètement guéri.

C'est ainsi qu'en 1943, l'association avait déjà fait une première expérience en signant une convention avec la « Société du bois du plateau d'Assy », convention qui permettait d'assurer le réentraînement progressif des anciens malades, qui recevaient une rétribution croissante avec l'intensité du travail, complétée par une allocation régressive à mesure que croissait le revenu professionnel proprement dit. C'était en somme une expérience extrêmement intéressante de travail partiel progressif.

Aujourd'hui, l'école d'horlogerie de la Passerane, créée par l'association, reçoit une cinquantaine de malades, sélectionnés par des tests d'attention et d'habileté manuelle. La durée du travail varie de quatre à huit heures par jour.

La statistique suivante porte sur 47 malades ayant séjourné à la Passerane pendant une durée variant de un à douze mois:

Réadaptés à la vie normale sans incident de santé, 94 p. 100.

Parmi lesquels:

Se sont dirigés vers d'autres professions, 32,3 p. 100;

Sont restés dans l'industrie horlogère, 61,7 pour 100;

Echecs d'ordre social ou professionnel, 3 pour 100;

Rechutes, 3 p. 100.

L'école des Baumes, à Valence, et l'école des Templiers, à Cornusse. — Créée en 1941 par la « Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail », l'école des Baumes, à Valence, qui compte 80 lits, a dû modifier sa formule en tenant compte de l'expérience acquise.

Jusqu'à la fin de l'année 1946, elle recevait en effet des tuberculeuses sortant directement du sanatorium. Il en résultait plusieurs inconvénients graves: arrivée des élèves à toutes les époques de l'année, gênant la constitution des groupes d'études; manque de sélection des cas médicaux, ce qui entraînait l'encombrement de l'infirmerie par des malades chroniques ou en évolution lente; défaut d'orientation professionnelle préalable, d'où une grande proportion d'inadaptables.

Ces difficultés ont conduit la ligue à ouvrir à Cornusse (Cher), un centre de triage et de préorientation professionnelle: l'école des Templiers (55 lits), qui fonctionne depuis janvier 1947 et a permis de pallier les inconvénients constatés.

A la fin de l'année 1948, 265 élèves étaient entrées à Cornusse et 500 étaient sorties de l'école de Valence. Sur ce nombre, 458, soit 87,6 p. 100 ont quitté l'établissement stabilisées et en bon état général; 46 seulement ont présenté des rechutes après une activité professionnelle normale variant de huit mois à quatre ans.

Le triage effectué à Cornusse a permis d'éliminer 27 p. 100 des cas. Sur 171 malades admises en rééducation, 153 ont été dirigées sur Valence et 18 vers les maisons de postcure des Escaldes et de Mangini, qui préparent toutes deux à la profession d'infirmière de sanatorium. La durée moyenne du séjour à Cornusse est de trois mois, mais varie selon les cas, en fonction de l'état de santé des malades, de leur degré de réadaptation à l'effort et de leur instruction générale.

L'école des Baumes qui, pendant deux ans, admettait en même temps que les pulmonaires des tuberculeuses osseuses, a renoncé à recevoir ces dernières, cette cohabitation s'étant dans la pratique avérée peu souhaitable, tant au point de vue psychologique que professionnel.

Au début également, en raison du manque d'orientation professionnelle et de la courte durée du séjour (les malades prises en charge par le service de la main-d'œuvre ne pouvaient rester plus de six mois, période trop courte pour assurer une véritable rééducation professionnelle), l'école fonctionnait surtout comme centre de réadaptation au travail et de préorientation professionnelle, à prédominance ménagère.

Actuellement, l'établissement a renforcé son caractère éducatif, et prépare en une année à divers certificats d'aptitudes professionnelles. Grâce au triage et aux cours d'enseignement général commencés à Cornusse, le niveau scolaire des candidates a pu être nivelé dans la section secrétariat, qui prépare aux C.A.P. de sténodactylographe, employée, aide-comptable. Une section infirmières prépare au diplôme de la Croix-Rouge et place la plupart de ses élèves au sanatorium. La section couture permet un apprentissage accéléré de la couture en gros, en neuf mois, avec débouché assuré. Il existait enfin autrefois une section ménagère, qui a été supprimée lorsque l'école a renforcé son caractère d'établissement de rééducation.

Le centre de rééducation de Cambo. — Ouvert en 1944, il reçoit des élèves des deux sexes, de 17 à 30 ans, et les prépare aux C.A.P pour les professions suivantes:

Cordonnerie, reliure, radio - dépannage, comptabilité, pour les hommes;

Coupe, couture, enseignement ménager, sténodactylographie, infirmière, pour les femmes.

Le centre de la Betterette, à Gelos. — C'est une réalisation de la caisse régionale de sécurité sociale de Bordeaux. Ouvert en 1946, il peut recevoir 75 jeunes gens et possède diverses sections: radio-dépannage, horlogerie, rhabilleurs, relieurs, maroquiniers, comptables, secrétaires.

Il s'agit là d'un centre parfaitement outillé en vue d'une formation professionnelle qualifiée.

Centre de rééducation d'Evry-Petit-Bourg. — Ce centre, créé sous les auspices de la caisse nationale de sécurité sociale, vient d'ouvrir ses portes. Il comprend quatre sections: laborantines, secrétaires médicales, lingères, sténodactylographes

Tous ces établissements sont en principe réservés aux tuberculeux pulmonaires stabilisés, c'est-à-dire à une catégorie de malades susceptibles d'un reclassement efficace et durable.

Pour les tuberculeux chroniques, qui posent un problème social d'une importance non négligeable, aucun établissement — à l'exception du village sanitaire de Vion — n'est actuellement susceptible de les héberger en leur procurant un travail intermittent adapté à leurs possibilités.

c) *Le cas des tuberculeux osseux.*

L'adaptation ou la réadaptation au travail des tuberculeux osseux se présente sous un jour très différent de celle des tuberculeux pulmonaires guéris ou stabilisés. C'est que nous nous heurtons ici, en outre des difficultés déjà vues, à un double problème médico-social: les tuberculeux sont non seulement des débiles obligés de travailler dans des conditions particulièrement salubres, mais aussi, dans la plupart des cas, des infirmes. Il est nécessaire de tenir le plus grand compte de ces deux facteurs dans le choix de leur profession, sous peine d'échec.

Lorsqu'il s'agit d'enfants d'âge scolaire, ceux-ci doivent recevoir une instruction normale et, plus tard, être orientés vers une profession compatible avec leurs possibilités physiques. Pour les adultes, le traitement — qui exige un long séjour à l'hôpital — permet d'entreprendre leur rééducation de façon très précoce.

Avant guerre, notre équipement en vue de l'éducation ou de la rééducation professionnelle des tuberculeux osseux était extrêmement pauvre. Depuis, il a été quelque peu renforcé, sans pour cela atteindre au niveau qui serait nécessaire.

La fondation franco-belge de Berck disposait avant guerre de quatre-vingts places pour jeunes garçon de douze à seize ans, ceci alors que les jeunes malades de Berck sont au nombre d'environ 4.000. L'établissement possédait cinq sections: cordonnerie, bourrellerie, jardinage, ferme, menuiserie. Fermée pendant la guerre, la fondation vient de rouvrir ses portes avec un effectif réduit à soixante élèves.

L'hôpital h é l i o - m a r i n départemental d'Hyères avait ouvert, en 1935, une école de rééducation pour chaque sexe. Dès l'hôpital, les malades étaient réentraînés à l'effort par des cours d'enseignement général. Puis, suivant l'évolution de leurs lésions et selon également leurs capacités physiques et intellectuelles, ils étaient répartis dans différentes sections de rééducation. Les femmes étaient orientées vers l'enseignement ménager, la couture, la sténodactylographie; les hommes vers le dessin industriel, la menuiserie, la fabrication des jouets, la vannerie, la petite mécanique, l'horlogerie, la T. S. F., la culture fruitière et maraîchère, l'apiculture.

Mis en sommeil pendant la guerre, le centre de rééducation pour femmes vient d'être réorganisé et transféré en 1949 à Castel-Pomponiana. Les sections professionnelles sont actuellement au nombre de quatre: ménagère, infirmière, commerciale, hôtelière.

L'hôpital Raymond-Poincaré, à Garches, a ouvert depuis 1946, pour ses malades osseux des deux sexes, une école de rééducation (cordonnerie, orthopédie, couture, coupe).

Plusieurs établissements de type mixte, ouverts récemment à diverses catégories de diminués physiques, sont accessibles aux tuberculeux osseux. Rappelons notamment les centres de Royat, Sarcelles, Evian, Fleury-Merogis, dont nous avons déjà parlé.

En outre, trois établissements sont ouverts à la fois aux tuberculeux osseux et pulmonaires. Ce sont:

Le centre de rééducation de l'hôpital Calmette, à Lille, qui prépare, depuis 1947, les anciens malades aux professions suivantes: cordonnerie, reliure, imprimerie, maroquinerie, radio, horlogerie, tissage, vannerie, sténodactylographie.

L'école Saint-Benoît, à Bayeux, ouverte en 1949 par la Ligue pour l'adaptation au travail du diminué physique. Cette école possède des ateliers de coupe et de couture, et doit prendre prochainement le caractère d'un centre de triage et de préorientation.

La maison de post-cure des Escaldes. — La caisse nationale de sécurité sociale, qui gère directement le sanatorium des Escaldes, a ouvert en 1945 un établissement de post-cure réservé aux anciennes tuberculeuses pulmonaires ou osseuses.

Cette école, qui dispose de vingt lits, prépare uniquement à la profession d'infirmière de sanatorium, profession choisie pour divers motifs: difficultés de recrutement d'infirmières diplômées (donc profession peu encombrée, permettant d'obtenir rapidement une rémunération convenable), formation professionnelle facilitée par le voisinage du sanatorium. La durée des études est d'une année. Le triage fait à l'entrée est suivi au bout de trois mois d'un examen probatoire, qui permet d'éliminer les candidates jugées inaptes. L'enseignement, théorique et pratique, permet la formation d'infirmières spécialisées offrant des garanties techniques suffisantes. Il est sanctionné par un diplôme spécial.

d) *La réadaptation au travail dans le cadre de l'entreprise.*

Chaque fois qu'elle est médicalement possible, la réadaptation au travail dans le cadre de l'entreprise est évidemment très souhaitable. Les problèmes de capacité professionnelle y trouvent une solution plus facile; celui du placement est d'avance résolu; enfin, l'intéressé est assuré dans la plupart des cas d'éviter un déclassement, avec toutes les conséquences économiques qu'il comporte. Malheureusement, cette forme de réadaptation exige évidemment que l'entreprise dispose d'ateliers spéciaux, ce qui est rare, et n'est de toute façon possible que dans les très grandes usines.

La première, la Société nationale des chemins de fer français a mis au point depuis de longues années une remarquable organisation de reprise progressive du travail, celle-ci étant envisagée non seulement au point de vue médical, mais également aux points de vue social et financier.

A la sortie du sanatorium, le malade est suivi par le centre de phtisiologie, qui est seul qualifié pour le déclarer apte ou non à reprendre, après convalescence, un service atténué dans son ancien emploi. La durée du travail est graduée de quatre à huit heures par jour, suivant le degré de résistance et l'état de guérison; pendant cette période, le centre continue à exercer une surveillance médicale constante. Dans certains cas, des changements de résidence sont conseillés aux anciens malades. Pour d'autres, des mesures de consolidation et de prévention sont prises, telles que la prolongation du congé annuel. Pendant cette période de réadaptation, l'ancien malade touche son salaire intégral.

Certaines banques ont également mis au point une organisation, moins complète que la précédente, mais qui permet néanmoins une réadaptation au travail progressive avec service atténué et sous surveillance médicale

Etablissements ou entreprises acceptant le service atténué avec salaire proportionnel. — Travail à domicile.

Il s'agit le plus souvent d'entreprises ayant été sollicitées par les divers groupements dont nous avons déjà signalé l'existence, et ayant accepté de créer des ateliers spéciaux dits encore « ateliers protégés ».

Les premiers en date sont dus à l'initiative de la Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail. Ainsi, l'atelier de confection de la rue de Seine, fondé sur l'initiative de la Ligue, pour les tuberculeuses sortant de sanatorium, formait des mécaniciennes et des finisseuses qui effectuaient un travail progressif atteignant au maximum cinq heures par jour. Les ouvrières étaient payées normalement pour ce travail et recevaient en outre, à titre gratuit, le repas de midi et un goûter. Des subventions étaient allouées par le ministère de la santé publique et le Comité national de lutte contre la tuberculose.

La plupart des ateliers de rééducation qui fonctionnent actuellement à Paris, notamment ceux de l'association « Vivre » dont nous avons parlé antérieurement, reçoivent en majorité d'anciens tuberculeux.

Dans l'Isère, un certain nombre de tuberculeux ont également pu être placés en 1942 dans des entreprises privées acceptant une reprise progressive du travail. Une allocation compensatrice, inversement proportionnelle au salaire, leur était versée pendant une période de cinq à six mois. Le principe de cette allocation a été depuis, nous l'avons vu plus haut, repris par la législation de sécurité sociale.

D'autre part, deux associations se sont chargées de procurer du travail à domicile (couture, broderie, tricot) à d'anciennes malades. Ce sont :

La Société des amis de l'hôpital Laënnec, qui a procuré depuis 1932 du travail à domicile à 475 femmes;

Le Foyer de rééducation professionnelle, qui poursuit des buts sensiblement analogues, mais ne semble guère avoir plus d'extension.

3° LE PLACEMENT

On s'en doute: la recherche d'un emploi constitue, pour le tuberculeux stabilisé, une grosse difficulté et une grande inquiétude. Aussi divers organismes ont-ils cherché à résoudre ce problème. Mais, une fois de plus, celui-ci demeure en pratique intimement lié aux précédents, et notamment à ceux de la formation ou de la rééducation professionnelle, avec laquelle il chevauche la plupart du temps.

Les associations privées dont nous avons déjà signalé l'activité en faveur des diverses catégories de diminués physiques, ont consacré une grande partie de leur activité à la recherche d'emplois pour les anciens tuberculeux.

Depuis 1944, un service de placement spécialisé a été institué par le Comité d'assistance aux tuberculeux de la Seine. Cet organisme travaille en liaison avec les services médico-sociaux du département, les médecins des sanatoria, les services médico-sociaux d'entreprises et les établissements de post-cure, qui lui adressent les cas à reclasser. Ce service s'est livré à un long travail de prospection auprès des employeurs, et a cherché à faire admettre le principe du réemploi progressif des tuberculeux stabilisés. Bien qu'il se soit heurté à de très nombreuses difficultés, un certain nombre de sociétés et de groupements industriels ont cependant accepté de s'associer à ses efforts.

C'est ainsi que, dans l'industrie automobile et la couture, quelques ateliers spéciaux ont été ouverts, assurant une reprise progressive (deux à huit heures par jour) pour les anciens malades de la profession ou de l'entreprise.

Pour les jeunes tuberculeux, une école de T. S. F. a également organisé des cours par correspondance, commençant dès le sanatorium même, complétés à la sortie par mille heures de travaux pratiques espacés suivant la résistance du malade.

A la fin de l'année 1947, les statistiques suivantes ont été publiées, qui permettent de mesurer l'activité de ce service de placement: sur 1.727 demandes, 1.144 ont été satisfaites; 322 personnes ont été placées d'emblée à temps complet après une période d'attente que la sécurité sociale et l'Entraide française ont aidé à supporter, et parmi lesquelles on compte seulement 23 rechutes, soit un pourcentage de 7 p. 100.

D'autre part, 822 sujets ont été réemployés suivant le principe de l'allocation compensatrice de salaire. Sur ce nombre, 626 ont pu reprendre un travail à temps complet après une période de réadaptation de trois à neuf mois; onze rechutes seulement ont été observées, soit 1,4 p. 100.

Le reclassement des tuberculeux intellectuels.

Le comité antituberculeux a également tenté, en 1942, une expérience de reclassement des travailleurs intellectuels à leur sortie du sanatorium (employés, corps enseignants, artistes).

Le Centre de documentation de la bibliothèque nationale a participé à cette expérience en confiant aux intellectuels anciens tuberculeux du travail à domicile, pour une durée moyenne de quatre heures par jour. En dix-huit mois, 61 malades ont bénéficié de cette réadaptation payée; 20 d'entre eux ont repris leur ancien emploi, 4 ont pu être placés dans le secteur privé, 11 ont été placés à temps complet au centre. Malheureusement, la disparition du centre de documentation a mis fin à cette expérience, qui est demeurée unique.

LA CONCLUSION QUI S'IMPOSE

La postcure n'existe pas!

Comme on a pu le voir, les réalisations françaises en matière de postcure et de reclassement professionnel des tuberculeux, sont marquées par le caractère disparate et le nombre relativement important des œuvres et organismes mis sur pied, contrastant avec leur durée souvent éphémère et le petit nombre des places disponibles. Pour les quelque 30.000 malades sortant chaque année de sanatorium, on dispose d'à peine 1.000 places dans les établissements de postcure. De ce fait, la presque totalité des anciens tuberculeux reprend directement le travail à temps complet, sans surveillance médicale et sans appui financier ni moral.

Certes, si l'on établit une comparaison avec la situation d'avant guerre, on peut estimer qu'un effort a été fait. En 1939, il existait seulement cinq établissements de postcure, comportant 310 places. En 1949, le nombre des établissements s'élève à vingt et la capacité totale à 1.100 places.

Nous ne voudrions pas être ironique. Mais, à ce train, il faudrait au moins deux cents ans pour que l'armement de postcure atteignit le niveau qui serait nécessaire! Certes, parmi les nouveaux établissements créés, onze l'ont été depuis 1947. Espérons donc que les efforts entrepris par les collectivités, notamment par les caisses de sécurité sociale, vont s'intensifier dans les années à venir.

Autres critiques: trop souvent, les établissements ont à faire face à des difficultés financières multiples; ils orientent d'autre part leur activité vers des enseignements en général peu qualifiés, qui ont évidemment pour eux l'avantage de ne pas nécessiter un outillage coûteux, mais présentent un intérêt économique et social moindre pour les élèves. D'autre part, la sélection de ceux-ci — tant médicale que professionnelle — est rarement organisée de façon techniquement satisfaisante, et ne permet pas aux établissements d'obtenir un rendement maximum.

Inutile, enfin, de rappeler les grosses difficultés que l'on rencontre sur le plan du placement, et qui dureront certainement tant qu'un texte législatif ne sera pas venu imposer l'obligation de l'emploi des diminués physiques, et spécialement des anciens tuberculeux.

Ajoutons également que, pour des questions de retraite, les administrations publiques refusent d'embaucher des tuberculeux guéris (1). Cette pratique constitue un sérieux handicap pour les jeunes gens, anciens malades, qui se destinaient à la fonction publique. Si l'on y ajoute le fait que les emplois administratifs, qui sont bien souvent sédentaires, sont justement parmi ceux qui provoquent le moins de fatigue physique — et conviennent ainsi particulièrement aux anciens tuberculeux stabilisés — on mesure tout le caractère archaïque et antisocial d'une pratique d'autant plus regrettable qu'elle émane de la collectivité publique, qui devrait être la première à donner l'exemple.

En définitive, malgré les nombreuses initiatives que nous avons notées avec intérêt, et dont l'effort et la portée sociale ne sauraient être niés, nous ne pouvons que reprendre l'idée exprimée dans le titre même du présent chapitre, et qui fournira — hélas! — notre conclusion: la postcure et la réadaptation du tuberculeux guéri ou stabilisé n'existent pas!

(1). Les P. T. T. font exception: ils acceptent depuis quelques années la titularisation des tuberculeux non pulmonaires, lorsque leur guérison est antérieure à cinq ans.

CHAPITRE VII

Pour une législation de la diminution physique.

Parvenus au terme de notre étude, il nous reste à en dégager les conclusions d'ensemble, conclusions qui constitueront à la fois un bilan du passé et le guide de l'action à entreprendre dans l'avenir.

Tout d'abord, nous devons graver dans notre esprit ce chiffre de quinze cent mille diminués physiques, que nous avons établi statistiquement dans notre chapitre Ier, et qui renferme, dans sa sobre évocation, toute l'importance et l'étendue du problème.

Certes, nous ne voulons pas dire que tous les diminués physiques, absolument, pourront bénéficier d'une politique de réadaptation. Parmi eux, il y a tout d'abord les « irrécupérables », ces malheureux incapables d'assurer par eux-mêmes le minimum d'activité nécessaire à une vie normale, et à qui la collectivité tutélaire devra toujours venir totalement en aide, comme une mère à son enfant. Par ailleurs, il se trouve également ceux qui, diminués seulement de façon partielle, ont pu — par un effort personnel infiniment méritoire — se réadapter et retrouver d'eux-mêmes une vie normale.

Mais, entre ces deux extrêmes, se trouvent tous ceux qui, sans être devenus des assistés totaux, n'ont pu retrouver leur place antérieure — et celle qu'ils méritent — dans le concert des activités laborieuses. Pour ceux-là, bien souvent, il suffirait d'un effort minime de la part des pouvoirs publics, des caisses de sécurité sociale, des employeurs, pour qu'ils puissent accéder de nouveau à la plénitude de la condition humaine.

Ceux-là ont à franchir une marche trop haute pour leurs forces. Il n'est besoin que de leur tendre une main secourable.

Que faire? diront les hommes de bonne volonté — et ils sont nombreux — qu'il aura suffi d'informer du problème pour les convaincre de la nécessité d'effectuer un grand effort dans ce domaine, où il s'avère tellement urgent d'agir.

Ceci nous amène à effectuer la critique de l'organisation actuelle de réadaptation des diminués physiques, ou plutôt à constater l'absence d'organisation véritable poursuivant un tel but.

Lorsqu'on parcourt, comme nous l'avons fait tout au long de ces pages, les divers chapitres, généraux ou spécialisés, de la réadaptation et de la remise au travail, on ne manque pas d'être intensément frappé par l'insuffisance quantitative et qualitative des organismes, centres et services chargés d'apporter une aide aux diminués physiques.

Certes, nous ne voulons pas ignorer l'immense dévouement de tous ceux qui se sont faits les pionniers de la réadaptation. Nous n'ignorons pas le mérite des œuvres privées, premières et presque seules encore sur la brèche, qui supportent — avec des moyens matériels infimes et des bonnes volontés immenses — la plus grande part de la tâche. Nous n'ignorons pas, non plus, l'effort récent des caisses de sécurité sociale, qui n'ont pas craint d'aller de l'avant en lançant des réalisations prototypes dont certaines sont dignes d'éloges. Nous n'ignorons enfin ni les écoles de rééducation professionnelle, ni les ateliers spéciaux, ni les ateliers sanatoriaux, ni de multiples autres réalisations pleines d'intérêt.

Mais il faut bien reconnaître que la capacité de ces établissements est dérisoire, comparée à l'immensité de la tâche à accomplir. Il est certes difficile d'apprécier le nombre des incapacités récupérables qui se produisent nouvellement chaque année par accident ou maladie: entre 60 et 80.000, probablement. En face de ce chiffre, celui des « places » annuelles dans les établissements ou services pratiquant la réadaptation et la remise au travail est ridiculement faible: 7 à 8.000 à peine!

Autre critique, non moins grave pour l'avenir de la réadaptation: l'insuffisance qualitative de la plupart de ces réalisations. Nous l'avons signalé au passage, il ne s'agit plus de faire, des diminués physiques, des vanniers ou des gardiens de bureau. Les idées sociales modernes exigent qu'ils soient reclassés dans une profession normale, et la technique d'aujourd'hui permet d'atteindre un tel but. L'orientation professionnelle et les dernières techniques du travail humain doivent être ici mises en œuvre. Avouons que nous avons bien rarement rencontré au passage une organisation répondant à ces nécessités, et tirant parti des ressources de la technique moderne.

Insuffisance quantitative, insuffisance qualitative. Mal, en fait, bien excusable puisque le peu que nous possédons de réalisations en matière de réadaptation a été constitué uniquement au gré des initiatives individuelles. Et c'est là, justement, le grand mal de la réadaptation: celui d'être née « par en bas », d'avoir en quelque sorte « champignonné » sans idées directrices, sans ordre, sans plan, sans moyens aussi. Chacun, sans son coin, a fait de son mieux. Mais la réunion d'instruments disparates, même nombreux, ne suffit pas à former un orchestre. Ici, les pouvoirs publics ont failli à leur tâche. Et c'est pour cela que nous pouvons répéter avec force cette phrase qui fournissait déjà la conclusion d'un de nos précédents chapitres: chez nous la réadaptation des diminués physiques n'existe pas!

Cette regrettable constatation prend — hélas — toute sa force et toute sa valeur lorsque l'on confronte les maigres réalisations françaises avec celles des pays qui n'ont pas hésité à se lancer franchement dans une politique de réadaptation. Nous ne manquons certes pas de bonnes volontés agissantes, ni d'ingéniosité. Pourtant, la Grande-Bretagne peut nous servir d'exemple, parce que, chez elle, l'application systématique d'une politique réalisatrice, ordonnée, planifiée et pourvue de moyens, a abouti au plus remarquable réseau de réadaptation qu'il y ait au monde.

Ceci montre que des solutions existent au problème, et qu'il n'est besoin que de l'aborder de front, avec l'ardent désir d'aboutir. C'est l'intérêt de centaines de milliers de nos compatriotes qui est en jeu. C'est aussi celui de l'économie française. C'est enfin le renom de notre pays qui se joue, dans ce domaine social où il a su conquérir une si large place, qu'une carence plus prolongée compromettrait irrémédiablement.

Il nous reste maintenant à dégager les grande lignes de l'action à accomplir.

Nous l'avons dit, chez nous, la réadaptation a manqué, non point d'âme, mais de direction. Souvent, l'on a voulu; mais rarement l'on a su œuvrer dans un sens favorable. Si la réadaptation est demeurée à l'état de friche, c'est avant tout parce qu'elle a manqué d'un « état-major » capable de promouvoir les réalisations et d'orienter les créations.

Cette carence se fait encore plus cruellement sentir à une époque où, sous la pression des nécessités, la réadaptation semble nettement « repartir », et où les caisses de sécurité sociale paraissent devoir se lancer dans cette voie, avec toute la puissance de leurs moyens financiers. Il serait regrettable que l'on persistât à ce moment dans les erreurs passées — ou même, trop souvent, actuelles — en créant des organismes étriqués, mal orientés au point de vue professionnel, ignorant trop souvent des simples règles de l'orientation; et surtout que l'on continuât à négliger le plan médical, tellement insuffisant à l'heure actuelle. Nous avons déjà dit plus haut l'intérêt immense des centres de traumatologie et de récupération fonctionnelle... presque inexistants à l'heure actuelle.

A une carence aussi grave, une seule mesure peut apporter remède: la mise sur pied d'un organisme centralisateur chargé de « penser » la réadaptation en France. L'Institut de reclassement des diminués physiques, dont nous avons préconisé plus haut la création, sera l'organisme directeur chargé de cette tâche. Son premier rôle devra être d'établir le « plan » de la réadaptation, c'est-à-dire de définir les règles techniques et sociales qui devront guider la création, l'orientation et l'organisation interne des réalisations nouvelles. Chacune de celles-ci devra venir s'in-

sérer dans les mailles du plan ainsi établi, de façon à éviter les lacunes et les chevauchements qui défigurent actuellement le visage de la réadaptation en France. C'est en somme tout le plan, tout le programme technique et social de la réadaptation qu'il convient d'élaborer.

Une fois terminée cette tâche, l'Institut devra s'atteler à faire entrer dans le cadre du programme établi les réalisations actuellement existantes, et non conformes à celui-ci. Elles sont — hélas! — nombreuses, nous l'avons vu. Il faudra compléter ce qui est incomplet, réorienter ce qui est axé de façon incorrecte, bref, faire rentrer dans le cadre du plan la mosaïque des initiatives disparates, dont l'efficacité est — de ce fait même — insuffisante.

Dernière tâche, enfin: créer en fait la réadaptation, c'est-à-dire faire surgir du sol de France les réalisations nécessaires, dont nous n'avons que trop constaté l'absence. Il faut que chaque grand hôpital de France, chaque grand hôpital de région, par exemple, dispose d'un centre de traumatologie bien équipé, complété par un service de soins et surtout par une organisation convenable de récupération fonctionnelle. Il faut que chaque grande ville dispose de centres de remise au travail, comportant un échelon d'orientation professionnelle, des services de réentraînement à l'effort, des établissements de rééducation professionnelle, enfin et surtout des services de placement, sans oublier les liaisons avec les « ateliers spéciaux » inclus dans les entreprises, si utiles parce qu'ils permettent à eux seuls de résoudre presque tout le problème pour nombre de mutilés du travail. Dans tous ces cas, l'Institut de reclassement des diminués physiques jouera à la fois le rôle d'aiguillon et de guide, en montrant la voie aux hôpitaux, aux caisses de sécurité sociale, aux services administratifs, aux entreprises.

Mais cet effort serait insuffisant s'il n'était complété par une reconsidération du problème sur le plan législatif même. Il faut créer une véritable législation de la diminution physique, qui n'existe pas encore en France, ou dont on ne trouve, dans la législation en vigueur, que des éléments tout à fait fragmentaires et disparates.

Au premier plan des préoccupations de cet ordre, figure évidemment celle d'assurer le placement des diminués physiques réadaptés. Il faut que les grandes entreprises et les administrations publiques — celles tout au moins où les conditions de travail le permettent — soient progressivement amenées (et l'action de la loi est ici nécessaire) à absorber une grande partie de ces travailleurs, à l'égard desquels ont éprouvé actuellement trop de méfiance injustifiée, et qui — une fois leur réadaptation effectuée — peuvent rendre des services tout aussi précieux que les travailleurs valides. La loi peut apporter la solution du problème.

Il faut également que toutes les collectivités ayant un intérêt au reclassement — et nous pensons ici aux caisses de sécurité sociale — soient s'il le faut obligées de faire elles aussi un effort. Certes, nous avons vu que les caisses semblent actuellement se lancer dans cette voie, et déjà d'intéressantes réalisations leur doivent le jour. Mais on ne peut s'empêcher de penser que cet effort est encore bien lent, eu égard aux énormes possibilités des caisses et au grand intérêt qu'elles doivent attendre de la réadaptation. La loi doit savoir les contraindre, si besoin est, à apporter leur pierre à l'édifice, dans le cadre fixé par l'Institut de reclassement.

Nous n'entrerons pas dans le détail des autres mesures qui s'imposent, parce que leur portée générale est plus limitée, quoique leur urgence soit bien souvent tout aussi grande. Les principales sont énoncées dans la proposition de loi qui figure ci-après; il appartiendra à l'Institut de reclassement de définir, de classer et de proposer les autres.

Quoi qu'il en soit, et sans nous perdre dans les détails, un fait reste: celui que la réadaptation est à organiser complètement en France, et que plusieurs centaines de milliers de travailleurs, actuellement livrés à eux-mêmes, peuvent être reclassés dans une activité professionnelle normale et rendus ainsi à la plénitude de leur condition d'hommes.

Devant ces considérations, qui se conjuguent pleinement avec celles de l'intérêt national, nul ne saurait demeurer insensible et inactif.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tout diminué physique en état d'effectuer un travail quelconque, a droit à un emploi en rapport avec ses aptitudes physiques et sa capacité professionnelle.

Par diminué physique, pour l'application de la présente loi, il faut entendre toute personne de nationalité française, ne disposant pas de l'intégrité des fonctions nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle normale, soit par suite de blessure de guerre ou d'accident du travail ou autre, soit par suite d'affection acquise ou de difformité congénitale.

Le bénéfice de la présente loi est étendu à toute personne, de nationalité étrangère, dont l'infirmité aura été contractée en France, ou au service des armées françaises.

N'entrent toutefois pas en ligne de compte les infirmités légères, inférieures à un taux qui sera fixé par décret.

Art. 2. — La qualité de diminué physique, au sens de la présente loi, s'acquiert dans des conditions fixées par arrêté conjoint du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des anciens combattants et du ministre de la santé publique. Le même arrêté fixe les conditions de retrait de la qualité de diminué physique, en cas de restauration de la capacité fonctionnelle de l'intéressé.

La décision individuelle d'admission dans la catégorie des diminués physiques fixe également la classe et le taux de l'incapacité de l'intéressé.

La qualité de diminué physique est attestée par la possession d'une « carte de diminué physique », délivrée par le ministre du travail et de la sécurité sociale. Cette carte mentionne en particulier la classe et le taux de l'incapacité.

Art. 3. — Pour l'application des articles 2 et 4 de la présente loi, les incapacités sont groupées en classes, ou catégories générales, étant entendu qu'il sera prévu au minimum une classe pour les infirmités des membres supérieurs, une classe pour celles des membres inférieurs, une classe pour celles du rachis et une pour celles des yeux.

Art. 4. — Dans tout emploi dont l'exercice est compatibe avec une diminution des aptitudes physiques, un certain nombre de postes doit être réservé par priorité à des personnes répondant aux conditions des articles 1er et 2 ci-dessus, et possédant par ailleurs les aptitudes physiques et la capacité professionnelle nécessaire pour tenir le poste.

La liste des emplois visés au présent article sera dressée par arrêté conjoint du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des anciens combattants, du ministre de la santé publique et du ministre de l'agriculture pour les professions agricoles, après consultation du conseil national du travail et des organisations syndicales intéressées des employeurs et des travailleurs.

La même liste fixera, pour chaque emploi auquel s'applique le présent article:

La ou les classes, ou catégories générales, des incapacités avec lesquelles l'emploi est compatible;

Le taux maximum d'incapacité avec lequel l'emploi est compatible;

Le pourcentage des postes qui devra obligatoirement être réservé, dans cet emploi, aux diminués physiques.

Art 5. — Tout employeur disposant d'emplois visés à l'article précédent, doit réserver un certain nombre de postes à des diminués physiques, dans la limite du pourcentage fixé pour chaque emploi.

Par employeur, au sens de la présente loi, il faut entendre les entreprises commerciales et industriels, les professions libérales et offices ministériels, les associations et groupements professionnels, les sociétés et établissements civils, les administrations publiques et établissements publics, les caisses de sécurité sociale, les entreprises concessionnaires, subventionnées ou nationalisées, utilisant les services de vingt salariés au moins.

Art. 6. — L'employeur est tenu aux obligations de l'article précédent, sous sa propre responsabilité, et sans qu'il puisse être assujetti à des formalités supplémentaires.

Le contrôle a lieu sur place, à la diligence de l'inspecteur du travail, à qui doivent être présentées toutes justifications utiles.

Art. 7. — L'employeur qui ne peut, par ses propres moyens, trouver les diminués physiques nécessaires pour combler des vacances dans son personnel de façon à satifaire aux pourcentages prévus à l'article 5, doit demander à l'office du travail de lui présenter des candidats présentant les aptitudes physiques et les capacités professionnelles requises.

L'office du travail dispose de quinze jours pour satisfaire à cette demande, faute de quoi l'employeur recouvre sa liberté d'embaucher une personne non bénéficiaire des dispositions de la présente loi.

Art. 8. — Dans tout emploi dont l'exercice est compatible avec un travail à mi-temps, un certain nombre de postes doit être réservé par priorité aux personnes bénéficiant de la longue maladie des assurances sociales, autorisées à travailler par le contrôle médical de la sécurité sociale, et possédant par ailleurs les aptitudes physiques et la capacité professionnelle nécessaires pour tenir le poste.

La liste des emplois visés au présent article sera dressée par arrêté conjoint du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique, après consultation du conseil national du travail et des organisations syndicales intéressées des employeurs et des travailleurs.

La même liste fixera, pour chaque emploi auquel s'applique le présent article:

La ou les classes, ou catégories générales, des incapacités avec lesquelles l'emploi est compatible;

Le taux maximum d'incapacité avec lequel l'emploi est compatible;

Le pourcentage des postes qui devront obligatoirement être réservés, dans cet emploi, aux bénéficiaires visés au paragraphe premier du présente article.

Art. 9. — Un décret, pris après avis du conseil national du travail, fixera les conditions dans lesquelles les dérogations aux dispositions de la présente loi pourront être accordées par les inspecteurs du travail, pour des raisons techniques, à certaines entreprises.

Art. 10. — Lorsque l'employeur sera saisi de plusieurs candidatures pour un poste correspondant à un emploi prévu par les articles 4 et 8, il sera tenu d'embaucher par priorité tout candidat possédant les aptitudes physiques et la capacité professionnelle requises titulaire d'une pension de guerre, ou — après lui — tout candidat chargé de famille.

On entend par chargée de famille toute personne ayant à sa charge effective, totale et permanente, plusieurs membres de sa famille, dont le nombre sera fixé par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale.

Les contestations seront soumises à l'inspecteur du travail, qui décidera de la validité ou de la non-validité de l'embauchage.

Art. 11. — La mise en application de la présente loi ne saurait avoir pour effet le licenciement de personnes, non bénéficiaires de ses dispositions, occupant actuellement des postes correspondant à des emplois visés aux articles 4 et 8.

Les arrêtés prévus aux articles 4 et 8 fixeront, pour chaque emploi faisant l'objet d'un pourcentage de postes réservés, les délais accordés normalement aux employeurs pour procéder à l'application de la loi, ainsi que les conditions dans lesquelles des délais exceptionnels pourront être accordés, par l'inspecteur du travail, à certains employeurs.

Art. 12. — Chaque caisse régionale de sécurité sociale est tenue de créer, sur le territoire relevant de sa compétence, un centre de réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle, destinée à mettre en œuvre le traitement médical de réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle des diminués physiques assurés sociaux.

Les règles d'organisation et de fonctionnement de ces centres seront fixés par décret contresigné par le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de la santé publique, après avis du conseil national du travail.

Les frais d'organisation et de fonctionnement de ces centres seront prélevés sur le compte action sanitaire et sociale des caisses régionales, avec une participation du fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale de sécurité sociale, dont la quotité sera fixée chaque année par arrêté ministériel.

Les centres de réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle recevant des mutilés de guerre peuvent également — même si ceux-ci sont assurés sociaux — bénéficier de remboursements de l'Etat. Les conditions d'attribution et d'utilisation de ces remboursements, ainsi que leur montant, seront fixés par arrêté conjoint du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des anciens combattants et du ministre des finances.

Les centres de réadaptation fonctionnelle et de rééducation professionnelle pourront également recevoir les diminués physiques non assurés sociaux et non pensionnés de guerre. Dans ce cas, les frais inhérents au traitement et à la rééducation seront couverts soit par l'intéressé, soit par l'assistance médicale gratuite, dans des conditions fixées par arrêté conjoint du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique.

Art. 13. — Le contrat de travail ne peut être déclaré rompu en cas de maladie ou d'incapacité temporaire, pendant tout le temps où l'intéressé bénéficie d'un arrêt de travail au titre de l'assurance maladie des assurances sociales.

Art. 14. — Il est créé, à l'initiative et sous le contrôle du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des anciens combattants, du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique et de la population, un « institut de reclassement des diminués physiques », chargé de promouvoir, d'orienter et de contrôler sur le plan technique les établissements ou services pratiquant la réadaptation fonctionnelle et la remise au travail des diminués physiques.

L'organisation et le fonctionnement de l'institut seront fixés par un règlement d'administration publique contresigné par le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre des anciens combattants, le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population.

Les frais inhérents au fonctionnement de l'institut seront supportés par moitié par l'Etat et par la caisse nationale de sécurité sociale, dans des conditions fixées chaque année par arrêté ministériel, et dans la limite des crédits accordés par le Parlement.

Art. 15. — Un décret fixera les pénalités auxquelles s'exposent les employeurs n'ayant pas satisfait aux obligations de la présente loi.

ANNEXE N° 798

(Session 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville et Mme Eboué tendant à inviter le Gouvernement à organiser la **commémoration** solennelle du **centenaire** de la **présence française au Gabon,** à ouvrir les crédits nécessaires à la célébration de cet événement et à attribuer à la ville de **Libreville,** capitale du Gabon, la **croix de la Légion d'honneur** en raison de l'attitude de ce territoire lors de l'armistice de juin 1940 et de sa participation à la libération de la métropole, par M. Durand-Réville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, c'est d'Afrique équatoriale française qu'est partie la libération de la France et c'est du Gabon qu'est née l'Afrique équatoriale française.

En effet, à partir de ce territoire, poussant toujours plus à l'intérieur des terres d'influence française, les Brazza, les Duchaillu, les Marche, les Ballay, les Compiègne ont bâti la France équatoriale.

Il y a quelques mois, le gouverneur général Eboué, dont, peut-être, les ancêtres vinrent jadis du Gabon, et Victor Schoelcher, apôtre de l'abolition de l'esclavage, sont entrés au Panthéon. Ils y ont pris, parmi les gloires de la Nation, leur juste place. De ce haut lieu où, tandis que dorment pour toujours sous la pierre leurs dépouilles mortelles, veillent leurs esprits et leurs âmes, ils nous dictent notre devoir et notre conduite. Ils nous font souvenir qu'il y a cent années que nous sommes, nous les Français, installés en Afrique équatoriale française et qu'il y a cent années aussi que nous avons fondé, aux rives du Gabon, Libreville, symbole de toute notre action outre-mer.

Certes, dès le seizième siècle, mes compatriotes, de hardis Dieppois, allèrent jusqu'aux rives de l'Ogooué fonder quelques comptoirs de traite: « Petit Dieppe », « Petit Paris » et tels autres noms que la nostalgie du pays lointain ou la pure fantaisie pouvaient inspirer. On y troquait quincaillerie, verroterie, tissus de Normandie contre l'or, l'ivoire, la gomme, les bois précieux. Mais ce n'étaient là qu'établissements d'une saison. Leurs cales pleines, *Madeleine, Grande-Martine, Salamandre* partaient, sans rien laisser d'autre derrière elles, qu'un souvenir.

Le dix-septième siècle vit grandir la fabuleuse richesse des Antilles. La légende va naître, qui fera de Saint-Domingue la plus riche, la plus heureuse, la plus douce des terres françaises d'outre-mer. Et ce sera une légende vraie! Mais cette prospérité, ce bonheur étaient gagés sur le travail, la sueur, la vie même de milliers d'esclaves. On en importa cent cinquante mille entre les seules années 1700 et 1740...

Pendant presque deux siècles, sur les côtes d'Afrique, la visite des bateaux d'Europe n'eut d'autre signification que rapt, malheur et ruine.

Le Gabon ne fut pas épargné. Il fournissait bon an mal an 18.000 « billes d'ébène », surtout au Brésil et à Cuba.

Cependant, en 1815, les puissances, réunies en congrès à Vienne, décidèrent, influencées surtout par les idées de Wilberforce, la suppression de la traite. L'Angleterre s'en fit la championne: la colossale richesse de l'Inde, où point n'était besoin de main-d'œuvre servile, lui permettait de se désintéresser quelque peu des colonies d'Amérique et de faire ainsi, à moins de frais que d'autres, figure de pays humain, noble et généreux ...

L'Amérique du Sud, qui se libérait de la tutelle espagnole; le Brésil, fidèle au Portugal; les Etats du Sud des Etats-Unis ne l'entendaient pas ainsi, car ils avaient encore besoin d'esclaves... Il faut songer que l'esclavage ne sera aboli aux U. S. A. qu'en 1865, après la guerre de Sécession et, au Brésil, qu'en 1881...

Les gouvernements de ces divers pays, tout en étant parties contractantes aux conventions de Vienne, toléraient que le trafic du « bois d'ébène » se poursuivit de façon plus ou moins clandestine.

Pour faire respecter le point de vue du congrès de 1815, la France et l'Angleterre furent chargées, après maintes tractations, « d'entretenir des forces navales ayant pour mission l'arraisonnement, la visite et, le cas échéant, la destruction de tout bâtiment suspect de se livrer à la traite des nègres ».

Notre zone de surveillance était immense, qui allait des côtes d'Afrique à celles d'Amérique.

Devant croiser continuellement au large de rivages inhospitaliers, nos bâtiments fatiguaient vite. Il s'avéra nécessaire, pour rendre le blocus efficace, de disposer de bases sur les côtes mêmes que l'on surveillait.

Le Gabon naquit donc, très directement, de la répression du trafic clandestin des esclaves. Terre venue à la France pour aider à défendre l'idéal de liberté, la terre gabonaise ne faillira jamais à cette mission! Le contre-amiral Montagnes de La Roque reçut l'ordre de pourvoir, entre autres tâches, à notre établissement définitif au Gabon.

Le commandant Bouet-Willaumetz fit passer cet ordre sur le plan des réalisations.

Le 9 février 1839, le roi Denis, chef des terres situées à l'estuaire du Como, nous cédait par un premier traité deux lieues de terrain. Il recevait en échange notre protection.

En avril 1843, le commandant Baudin obtenait la cession du village de Quabens. En 1844, un autre officier, le commandant Darricau de Traverse, étendit notre influence sur des terres baignées par les affluents du Gabon.

Le 11 juin 1843, eut lieu la prise de possession officielle des territoires déjà acquis. L'épine dorsale de la colonie naissante fut la mission Sainte-Marie fondée par monseigneur Bessieux, premier évêque du territoire. La foi, le courage inébranlable de ce prélat furent précieux aux premiers Français accrochés là-bas et encore mal adaptés à la vie sous les tropiques.

En 1849, une de nos frégates de croisière (il s'agissait je crois de la *Pénélope*) arraisonna un brick négrier l'*Elizia*. Ce dernier fut pris et saisi après que son équipage, qui avait en outre offert au navire français une certaine résistance, eût été, selon les lois en vigueur, pendu. Sa cargaison, plusieurs centaines d'esclaves, fut débarquée au Gabon. On leur donna et la liberté et des terres.

Libreville était née, sœur de la Freetown anglaise. Le territoire du Gabon devint français pour aider à l'émancipation des noirs, sa capitale fut créée pour aider les noirs émancipés: nous sommes là dans le droit fil de notre tradition d'outre-mer!

L'établissement vivota plusieurs décades. Le Gabon avait mauvaise réputation: insalubrité, fièvre, éloignement. De plus, il était entouré de populations assez turbulentes: les M'Pons ou Pahouins. Ces derniers étaient perpétuellement en guerre contre les tribus de la côte, que nous protégions dans toute la mesure de nos moyens, mais qui avaient cependant beaucoup de peine à se défendre.

Nous poursuivions néanmoins nos conquêtes pacifiques. Elles n'avaient pas pour but essentiel l'extension de notre puissance, mais bien plutôt la préparation de l'émancipation des esclaves et le progrès de la science.

Du Chaillu, le marquis de Compiègne, puis ultérieurement Ballay et Marche restaient dans la ligne des fondateurs de Libreville.

Ultérieurement, quand commencèrent à se faire jour les premiers syndromes de la course pour le partage de l'Afrique, nos explorateurs s'orientèrent plus nettement vers l'extension de notre influence civilisatrice.

C'est ainsi qu'agit surtout un jeune enseigne de vaisseau, Romain naturalisé Français, Savorgnan de Brazza, qui fonda réellement la pacifique tutelle de la France sur ces régions. Ami des indigènes, d'une douceur extrême, il les gagnait à notre cause plus sûrement que par la moindre brutalité, en prodiguant l'or, les cadeaux, les conseils et les soins. Après avoir reconnu l'Ogooué et le Kouilou-Niari, il parvint au Stanley-Pool et signa avec Makoko, roi des Batekès, un traité de protectorat. Et cette ville, qui devait être la résidence d'Eboué et, un moment, la capitale de la France en guerre, ce fut un autre noir, un Sénégalais qui eut le premier à la défendre pour la garder à la France: le sergent Malamine qui fit face avec la crânerie que l'on sait aux menaces de Stanley.

Grâce à Brazza, l'Afrique équatoriale française était née. Sa cellule mère fut le Gabon, base et point de départ de toute notre construction en Afrique centrale.

Ce territoire méritait donc que l'on fêtât avec un éclat tout particulier le centième anniversaire de son entrée dans l'Union française. Nous aurions dû le faire en 1939: il y eut la guerre...

Mais cette année, en 1949, alors que Libreville à son tour se prépare à fêter ses cent ans, nous nous devons de le faire...

Et nous nous le devons doublement! D'abord parce qu'il est beau et bon de célébrer une longue, glorieuse, féconde et paisible union entre un territoire d'outre-mer et la métropole; ensuite parce que le Gabon et sa capitale sont un symbole: le symbole de l'union de tous les Français sans distinction de race, de couleur, de croyance, d'origine, sans haine, sans rancune, sans méchanceté dans le cœur.

C'est le symbole de tout ce que nous avons fait outre-mer, de ce que nous voulons continuer de faire: de libres pays dans une libre Union française. Mais que l'on ne galvaude point ici le mot de liberté!

Liberté ne veut pas dire licence ou anarchie!

Nous, tous, les citoyens de l'Union française, nous ne garderons notre liberté que si nous consentons à rester unis! Cette union entraîne-t-elle quelque gêne, quelque impatience ? Quel est l'homme qui n'a jamais quelque friction avec les autres membres de sa famille ? Renie-t-il pour cela l'institution ? Non, n'est-ce pas ?

De quel prix d'ailleurs serait payée la satisfaction éphémère de rompre le cercle de l'Union française, d'en sortir! On n'ose y pen-

(1) Voir: Conseil de la République, n° 701 (année 1949).

30

ser: tout l'acquis, insuffisant peut-être, mais qui n'en existe pas moins, perdu; l'avenir compromis; la liberté, la liberté elle-même, un instant saisie complète et grisante, tout à l'heure aliénée entre les mains d'un maître qu'imposeront les dures mais inéluctables nécessités économiques et politiques...

Mais qui songerait à faire un tel geste ? La récente guerre n'a-t-elle pas prouvé au contraire la solidité de notre Union française ? Et là encore le Gabon a su être à l'avant-garde.

Déjà, lors de la Grande Guerre en 1914-1918, les populations gabonaises avaient apporté un concours sans réserve à la mère patrie. Elles ont une part dans la défaite de l'impérialisme allemand dont elles avaient pu voir appliquées au Cameroun voisin, les méthodes de colonisation...

Et, en juin 1940, c'est d'un seul bloc, sans discrimination de race ou de couleur, que la population répond à l'appel des anciens combattants en faveur de la continuation de la lutte.

Dès le 18 juin 1940, ces derniers envoient au gouverneur général Boisson un télégramme le suppliant de continuer la lutte aux côtés de l'Angleterre et l'assurant de leur appui total.

Ce télégramme, la T. S. F. le fera connaître [illegible] Gentil, de Dakar, de Bamako, de Lomé, de Fort-Lamy, de toute l'Afrique française, qui s'y rallient d'enthousiasme.

La population européenne de Libreville contresigne tout entière cet appel aux armes.

Les populations indigènes, par la voix de M. François de Paule Vane, leur délégué au conseil d'administration de l'Afrique équatoriale française, font savoir, le 20 juin, par télégramme, au gouverneur général Boisson « qu'elles tiennent à rester françaises, qu'elles sont françaises de cœur et solidaires des épreuves de la mère patrie, qu'elles mettent tout leur espoir dans l'assistance de l'Angleterre ».

El Hadj N'Dari M'Baye, l'iman de la mosquée, au nom des musulmans du Gabon, câble au chef de la fédération « son espoir de voir la lutte se continuer jusqu'à la victoire finale ».

La propagande en faveur de la poursuite de la guerre se continue. Seule l'indécision du gouverneur Masson, homme consciencieux sans doute mais timoré, empêche un ralliement immédiat.

Tout le monde n'est pas le gouverneur général Eboué... Les événements se précipitent: le Tchad rallie la France libre, la masse de l'Afrique équatoriale française suit et le Cameroun. Le colonel de Larminat est nommé gouverneur général de l'Afrique équatoriale française. Nous sommes au 28 août 1940.

Le jour même, les anciens combattants de Libreville déclarent adhérer avec enthousiasme au gouvernement du colonel de Larminat et assurent ce dernier de tout leur dévouement.

Le Gabon est rallié. Le pays a enfin trouvé sa voie... Non! car voici que les malheurs de ce territoire héroïque commencent. Le Gabon, terre de liberté, va être retenu quelque temps encore hors du combat pour la liberté. Tout va se passer comme si l'ennemi et ses complices, plus ou moins conscients, voulaient retenir par devers eux ce pays en qui se résume toute la France d'outre-mer, généreuse, émancipatrice, protectrice des faibles et des malheureux.

Le gouverneur Masson n'avait accepté le ralliement à la France libre qu'avec hésitation. L'arrivée du sous-marin *Poncelet*, commandé par un officier très antibritannique, s'ajoutant à la pression exercée sur lui par quelques hauts fonctionnaires, le décide à changer d'attitude. Appuyé par la force des armes, le gouverneur Masson proclame sa fidélité au gouvernement du maréchal.

Comme l'attitude du chef détermine toujours celle de beaucoup parmi les subordonnés, Masson, appuyé par le commandant du *Poncelet* et le général Têtu, va rétablir son autorité difficilement acceptée par un petit nombre et subie avec révolte par les autres.

La France libre essaie d'amener le gouverneur à se rallier. On tente de négocier.

Le chef vichyste réplique en prenant des précautions militaires. Un détachement s'installe à Mitsik, sur la route Gabon-Cameroun; l'autre au sud-est de Lambaréné face à la direction de Brazzaville. —

Le Gabon est alors dans une situation qui ressemble par certains côtés à celle de la partie non occupée de la France. Une force armée fidèle à la révolution nationale, décidée à tout, domine le pays. Les gens qui la composent ne sont pas vendus à l'Allemagne; ils croient sincèrement faire leur devoir. Le reste de la population (partie des troupes composée des réservistes blancs et noirs maintenus sous les drapeaux pour l'occasion; grosse majorité des civils européens et autochtones) attend. Les événements extérieurs, pense-t-on, se chargeront de balayer la camarilla vichyste; ainsi point ne sera besoin de se battre durement entre Français.

En octobre, la France libre passe à l'action. L'espoir des non-vichystes gabonais va se réaliser: les partisans du maréchal ne pourront, ni ne voudront lutter à mort: la guerre civile ne les attire pas tellement eux non plus. Peut-être regrettent-ils déjà, certains tout au moins, leur attitude. Les postes couvrant Mitsik sont repliés sans combat. En avant de Lambaréné: brefs engagements, on tire en l'air de part et d'autre...

Mais à Lambaréné même la résistance est plus sérieuse, puis, les vichystes décrochent. Ils ont perdu du monde car tous ceux qui l'ont pu parmi les réservistes sont passés à la France libre.

Sur mer, le *Poncelet* qui essayait de torpiller un croiseur anglais a coulé. Son commandant a sombré avec lui après avoir assuré le salut de son équipage. Cet officier, un des grands responsables des incidents qui ensanglantèrent le Gabon à l'automne 1940, s'est, par sa mort héroïque, racheté dans une grande mesure. On ne peut que regretter qu'un marin capable d'un tel sacrifice ait été perdu aussi inutilement pour le pays.

C'est la fin. Au 11 novembre 1940, les partisans de Vichy ont capitulé. Beaucoup se rallient immédiatement. D'autres attendront le débarquement allié en Afrique du Nord. Tous, en tout cas, feront splendidement leur devoir pendant la campagne de France. Ils feront ainsi oublier un instant de faiblesse et d'erreur.

Cette résistance faible, mais réelle, du Gabon à la France libre est-elle le fait du pays ? Certes non! et la gloire très pure de cet établissement français n'est pas ternie! Il a dû « subir » comme la métropole... Et ici encore, ce territoire né de l'âme généreuse même de nôtre patrie se lie davantage à elle: c'est le drame de la France qu'il a connu en petit. Comme la France, il a eu ses collaborateurs, notre Gabon. Pour avoir subi les mêmes épreuves que l'Anjou, la Bretagne ou la Champagne, il ne nous en est que plus cher.

Libéré, c'est avec allégresse qu'il saltera, dans l'inoubliable colonel Parent, son nouveau chef. Combien de Gabonais, blancs ou noirs, s'engagèrent sous les drapeaux à croix de Lorraine ? Sur les pas de Leclerc, du Tchad à Berchtesgadent, ils les couvriront d'une gloire immortelle.

La France peut être fière du Gabon et de sa capitale.

Nous avons dès l'origine voulu faire de cet établissement équatorial quelque chose de neuf et de pur qui puisse vibrer à l'unisson de l'âme même de la France.

Nous avons réussi: le Gabon est par excellence la France africaine.

Et le cœur du Gabon bat à Libreville! Libreville! la première des villes d'outre-mer à avoir dit: « Nous voulons libérer la France envahie! » car elle sait ce que vaut la liberté, cette ville, fondée par d'anciens esclaves.

Les premiers, les arrières-petits-fils des esclaves libérés par les matelots de la frégate *Pénélope* se sont levés pour clamer: « Nous voulons aller, à notre tour, libérer les fils de ceux qui, hier, nous ont rendu notre dignité d'hommes ».

Qu'on ait essayé de les en empêcher, enlève-t-il à la valeur de leur geste ?

Comme le Gabon a mérité par sa loyauté que soit célébré avec un éclat exceptionnel le centième anniversaire de son entrée dans l'Union française, de même, Libreville, sa capitale, première des villes d'outre-mer à avoir refusé de cesser le combat tant que la France ne serait pas libre des Pyrénées au Rhin, a mérité la croix de la Légion d'honneur!

Votre commission de la France d'outre-mer, d'ailleurs, pense que ce n'est pas parce que — un temps — ce sursaut de patriotisme du Gabon a été freiné par des pressions auxquelles le défaut d'information donnait dans l'éloignement un accent plus pesant et dont, au demeurant, tant d'héroïques cités de la métropole ont elles-mêmes été les victimes,... qu'il convient de pénaliser un territoire de l'Afrique équatoriale française dont les enfants ont largement versé leur sang pour la libération de la Patrie après avoir, les premiers d'ailleurs, sonné le ralliement de cette libération.

Le nom même du glorieux Eboué qui signe la proposition de résolution soumise à l'approbation du Conseil de la République lui apparaît, au surplus, le meilleur garant du patriotisme auquel il y a lieu de rendre hommage.

Et c'est pour cet ensemble de motifs que votre commission de la France d'outre-mer vous invite à adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A organiser la commémoration solennelle du centenaire de la présence française au Gabon, lui demandant de marquer cette date importante dans l'histoire de l'Union française par un ensemble de cérémonies qui associent les populations de la France et celles du Gabon et de l'Union française tout entière, et d'ouvrir, à cet effet, les crédits nécessaires;

2° A attribuer la croix de la Légion d'honneur à la ville de Libreville, capitale du Gabon, qui a prouvé, par sa large contribution à la libération de la métropole, que cent ans de présence française l'attachement indissolublement à la mère Patrie.

ANNEXE N° 768

(Session de 1949. — Séance du 25 octobre 1949.)

RAPPORT D'INFORMATION fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur l'extension aux **départements d'outre-mer** de la **législation de sécurité sociale** applicable à la métropole, par Mme Devaud, sénateur.

Mesdames, messieurs, la loi du 19 mars 1946 a érigé en départements français les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane; la Constitution du 27 octobre 1946 consacré la catégorie juridique nouvelle du « département d'outre-mer ».

L'intégration des « vieilles colonies » à la France métropolitaine comportait l'introduction aménagée dans ces territoires des lois et décrets en vigueur dans la métropole qui n'y étaient pas encore appliqués et, pour l'avenir, l'identité de régime législatif, sauf exceptions prévues par la loi. Donc: 1° assimilation législative (1), le droit sanctionnant un état de fait (assimilation sociale et homogénéisation nationale) et définissant un objectif politique et humain (homogénéisation des conditions de vie, des droits individuels et sociaux, des institutions, solidarité plus précise et plus stricte); 2° suppression de tout écran perturbateur ou déformant entre la métropole et les nouveaux départements: les bureaux du ministère des colonies et les autorités gubernatoriales perdent la possibilité de retarder ou d'amodier l'application ou la promulgation des lois métropolitaines, donc tout pouvoir arbitraire ou politique sur la structure et la densité de l'appareil législatif de ces districts administratifs.

Si la réforme intervenue, unanimement acceptée par les représentants à la première Assemblée constituante et conforme au vœu général et constant des populations, assure de façon élégante et heureuse l'union de ces pays d'outre-mer et de la France européenne, l'assimilation en pratique n'en pose pas moins autant de problèmes qu'elle en résout. « Un changement de statut n'efface pas trois siècles d'histoire (et d'histoire d'une colonisation à bien des égards désordonnée, souvent passablement myope, si elle ne fut pas toujours sans grandeur); il n'annule pas la géographie ».

Pour la métropole, l'existence d'une France tropicale a la valeur d'une rupture historique. L' « assimilation » de territoires hétérogènes n'est pas compatible avec le repliement sur soi d'un corps politique défini par son passé et caractérisé par une concentration et une centralisation administratives valables pour un territoire restreint. La réussite de l'expé-

(1) Et, par suite, administrative.

rience du « département d'outre-mer » dépend très largement de la solution qui sera donnée par la France aux problèmes de sa propre administration. Si le poids de la tradition est trop fort dans la métropole, plus décisive hors métropole doit être la fidélité aux principes qui ont inspiré la transformation des anciennes colonies: la France d'outre-mer (1) (au sens strict du terme) ne peut être qu'une France administrativement déconcentrée et décentralisé, ou l'assimilation ne sera qu'un leurre et la figure nouvelle d'une colonisation périmée.

Si le changement de statut, sous sa forme nouvelle (assimilation négative), confère aux populations des nouveaux départements des droits souvent plus théoriques que réels, faute de fondement pratique, de substance, il présente déjà de multiples inconvénients. Ainsi, la dispersion des responsabilités entre divers bureaux ministériels, mal informés des problèmes spécifiques de pays lointains, est une solution dès à présent décevante; par ailleurs, l'assimilation a réduit l'autonomie locale des départements d'outre-mer (conséquence de la centralisation administrative française) et rendu difficile la situation des préfets, dont les responsabilités sont sans commune mesure avec celles de leurs collègues métropolitains (2). Plus généralement, les faits ont montré que l'assimilation n'est pas une recette abstraite, mais la perspective certaine de tâches difficiles. Transformée en principe rigide, elle risque de n'être plus que le masque ou le prétexte communs de la « réaction » et de la démagogie.

Ces remarques, suggérées par les expériences de réorganisation administrative et d'intégration économique, valent plus encore en matière sociale.

Pour des populations dont aucun observateur ne peut contester l'extrême misère, l'extension de la législation métropolitaine était d'abord celle des lois sociales protégeant les travailleurs. L'assimilation était l'acquisition de droits à une existence moins malheureuse, plus décente, à la sécurité; l'espoir aussi d'un allégement du travail, car une longue histoire de travail forcé et d'esclavage — le déséquilibre et l'instabilité psychologique, l'incivisme social engendrés par le régime de production — les caractères de la politique et des conflits électoraux dans les territoires d'outre-mer — les conditions de vie sous les tropiques (climat avec sa double influence sur la pénibilité du travail et la nature des besoins humains élémentaires) n'étaient pas une école où d'apprendre le « devoir du travail dans la dignité », école capable de suppléer à la carence de celles que les responsables du pays n'avaient pas su ouvrir ou multiplier. La loi du 19 mars 1946 était la promesse, à brève échéance, de la sécurité sociale en quoi se résorbe peu à peu l'aspect plus spécialement négatif du droit du travail

Cependant, l'application dans les départements d'outre-mer des textes relatifs à la sécurité sociale est restée très partielle et inefficace. Tandis que, pour l'essentiel, le Gouvernement et l'administration renonçaient à s'acquitter de la mission que leur confiait l'article 2 de la loi du 19 mars 1946, le législateur lui-même reconnaissait implicitement la nécessité d'une réglementation d'ensemble spéciale à ces territoires. Les difficultés pratiques d'application se révélaient, en réalité, difficultés de fond; leur solution n'était pas compatible avec l'interprétation stricte, littérale, du principe de l'assimilation, d'ailleurs acquis dans une perspective de décentralisation présentement écartée. Aussi, après quelques hésitations, la politique d'assimilation mécanique était-elle abandonnée. Telle est la signification des documents et décisions connus à ce jour. La portée des décrets d'extension de 1947-1948 dépasse largement le cadre réglementaire ordinaire: tentant d'adapter la structure de la sécurité sociale à la structure sociale et économique des nouveaux départements, ils étaient le prélude normal à un aménagement spécial des prestations. La teneur particulière des projets gouvernementaux concernant ces prestations sociales (1) en est la conséquence logique. Les propositions parlementaires tout à la fois se réclament d'une politique d'assimilation automatique et rigide et suggèrent l'institution de régimes autonomes et spécifiques (2). Enfin, le Parlement a admis la nécessité d'un supplément d'information, susceptible d'apporter quelque clarté sur les meilleures conditions d'instauration de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer.

Ainsi, une fois encore, l'organisation de vie politique et administrative dans la France actuelle ne permet pas l'adaptation d'un ensemble législatif par voie réglementaire. Le recours au législateur pour régler les modalités d'application de la loi dans certains districts administratifs — le recours à une commission d'enquête, procédure exceptionnelle et insuffisante, prouvent, s'il en était besoin, que le régime des départements d'outre-mer n'est pas solidement établi et que toute politique d'assimilation suppose la solution en métropole de problèmes politiques, institutionnels, voire constitutionnels, dont on ne semble pas apercevoir l'exacte signification.

Lors du passage de la commission parlementaire aux Antilles et en Guyane, la situation en matière d'application des lois de sécurité sociale était la suivante.

Accidents du travail.

Les dispositions des lois de 1898 (et subséquentes) et de 1922 (agricoles) ont été étendues aux vieilles colonies par décrets de 1925 et 1927.

Des compagnies privées (non spécialisées) assurente en partie les employeurs contre les responsabilités mises à leur charge. L'application de la loi est plus ou moins stricte selon la nature et l'importance des entreprises. L'augmentation des sommes payées par les assurances est un indice valable de l'amélioration du système; il semble que la sécurité s'est accrue dans quelques branches du travail. Cependant, une certaine fantaisie paraît encore présider tant à l'encaissement des primes qu'au calcul et au versement des prestations (la pratique d'une indemnisation globale minime par le patron n'est pas totalement abandonnée).

En Guyane, les agences locales de la compagnie d'assurances générales et du groupement Français d'assurances assurent quelques entreprises à Cayenne, Saint-Laurent et Mana. Le public est réfractaire à l'assurance; les accidents sont d'ailleurs généralement sans gravité, les cas d'incapacité permanente exceptionnels; les fraudes sont rares (un délai de carence de cinq jours existe pour les incapacité de moins de dix jours); l'absence de magistrats cause de sensibles retards au règlement des sinistres entraînant le payement d'une rente

Assurances sociales.

Les R. A. P., prévus par les lois de 1928 et 1930 pour les colonies n'ont jamais paru.

Cependant, il existe depuis 1940 aux Antilles un régime d'assurances sociales pour les marins pêcheurs (application du décret-loi du 17 juin 1938). Le bénéfice de la longue maladie a été récemment étendu à ce groupe d'assujettis.

Dépenses pour 1948 (1): 3 millions environ, couvertes par des cotisations de 6,75 p. 100 des salaires.

Ventilation:

Risques: 86 accidents, 512 maladies (dont 50 p. 100 pour les familles), 320 maternités;

Prestations: soins: 180 à 230 F par consultation; ticket modérateur de 20 p. 100 pour les frais pharmaceutiques; hospitalisation: tarif plein pour le marin, ticket modérateur de 20 p. 100 pour les familles; 1.800 F, par accouchement, plus une prime d'allaitement; 333 F d'indemnité journalière, légèrement majorée pour l'assuré chargé de famille).

Les avantages, dont bénéficiaient les fonctionnaires en matière d'hospitalisation sous le régime colonial, ont été supprimés sans compensation.

Prestations familiales.

Les allocations familiales ont été introduites dans les départements d'outre-mer (art. 122 à 133 du code du travail de la Martinique et arrêté du 16 janvier 1939; arrêtés de 1940 et 1941 en Guadeloupe et de 1941 en Guyane).

Il existe dans chacun des trois nouveaux départements une caisse de compensation groupant les salariés du commerce, de l'industrie, des professions libérales et de l'agriculture.

(1) A la Martinique.

(1) Ainsi qu'il ressort des débats de l'Assemblée constituante.

(2) Voir en annexe la note sur la situation administrative des départements d'outre-mer et quelques suggestions relatives, notamment, à la coordination par un sous-secrétariat d'Etat permanent des affaires le concernant.

(1) Allocations familiales et accidents du travail.

(2) Une proposition Césaire réclame l'application pure et simple, effective et immédiate, de la sécurité sociale, mais demande le maintien d'une organisation qui n'a pas d'équivalent en métropole. Une proposition Valentino prévoit notamment une large décentralisation de la sécurité sociale au bénéfice des conseils généraux, habilités à décider l'extension de la sécurité sociale à toute la population et à instituer un mécanisme d'allocation-chômage.

M. Valentino note, d'ailleurs, qu'identité de régime législatif (art. 73 de la Constitution) ne signifie pas uniformité nécessaire des législations. Mais aussi, c'est, à son avis, méconnaître le principe d'assimilation qu'appliquer aux départements d'outre-mer des dispositions légales d'exception; pareille procédure semble cependant prévue par la Constitution, encore qu'elle soit théoriquement critiquable.

1948	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE
Population (1946)	(265.000)	(305.000)	(28.500)
Taux	6,5 p. 100	6,5 p. 100 à 13 p. 100	7 p. 100
Plafond	»	»	Pas de plafond
Montant des allocations (par jour)	1 enfant 30	17	20
	2 enfants 60	40	45
	3 enfants 90	60	60
	4 enfants 120	87	90
	Par enfant en sus 30	25	30
Nombre d'enfants allocataires	25.000	(31.000)	1.188
Nombre de familles	(3.000)	(4.700)	440
Nombre d'employeurs adhérents	»	1.192	228
Salaires déclarés	(2 milliards)	(1 milliard et demi)	126.783.370
Cotisations versées	»	»	9.074.837
Allocations payées	108.987.000	»	7.395.220

(Les chiffres inscrits entre parenthèses sont des estimations approximatives.)

On notera la diversité des barèmes appliqués, alors que la situation des familles ne diffère pas sensiblement d'un département à l'autre. Ce tableau fait ressortir également le retard considérable de la Guadeloupe par rapport à la Martinique.

Les principes caractéristiques de la réglementation en vigueur sont les suivants:

a) Aucune distinction n'est faite entre non agricoles et agricoles;

b) Les allocations familiales non agricoles et agricoles sont intégralement à la charge des employeurs; il n'est versé aucune subvention aux agricoles;

c) Seules les allocations familiales, proprement dites, sont en vigueur, la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales n'ayant pas été étendue aux Antilles et à la Guyane;

d) Le taux des allocations familiales n'est pas déterminé par référence à un salaire moyen mensuel, le barème des allocations est fixé par arrêté gubernatorial;

e) Le travailleur payé à la journée n'a droit à l'allocation journalière que s'il a accompli au moins six heures de travail effectif dans la journée, sans qu'il y ait lieu à compensation d'une journée sur l'autre. Pour le travailleur rémunéré au mois, le taux mensuel est égal à 25 fois le taux journalier. Dans le cas du travailleur agricole rémunéré à la tâche, le nombre de journées de travail résulte de la somme hebdomadaire des tâches, divisée par la tâche journalière fixée par la coutume;

f) Les allocations ne sont versées que pour les enfants légitimes, adoptifs ou légalement reconnus et les pupilles effectivement à la charge du salarié;

g) L'âge limite est, en principe, 14 et 16 ans si l'enfant est en apprentissage avec contrat régulier, ou dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié par suite d'infirmité ou de maladie chronique;

h) La loi n'est pas appliquée aux travailleurs indépendants et aux gens de maisons.

Remarques. — Les taux de cotisation, provisionnels, sont réduits par remboursement partiel (Martinique) ou susceptibles de permettre un relèvement des prestations (Guyane — mesure envisagée).

Le payement (1) par les caisses ou les employeurs est suspendu en cas de maladie de l'allocataire en Guadeloupe. La chambre de commerce assume le fonctionnement de la caisse guyanaise.

L'encaissement des cotisations aux Antilles ne semble pas satisfaisant (partiel quant au nombre des cotisants et aux salaires pris en considération); il y aurait nécessité d'un contrôle plus strict.

En ce qui concerne les fonctionnaires, dans les trois départements, les personnels rétribués sur le budget local et les budgets annexes bénéficient d'un régime spécial.

Les allocations familiales sont calculées sur un salaire moyen départemental fixé à 7.250 francs (2), quelle que soit la résidence familiale, lorsque le fonctionnaire intéressé se trouve dans un de ces départements.

Toutefois, les enfants naturels reconnus, les pupilles et les enfants recueillis, orphelins ou considérés comme tels, sans ressources propres et à la charge effective permanente du fonctionnaire, n'ouvrent droit aux indemnités à caractère familial que dans la limite totale de deux enfants pour ces trois catégories.

La limite d'âge est de quinze ans ou dix-sept ans si l'enfant est placé en apprentissage ou s'il est dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié par suite d'infirmité ou de maladie chronique. Les allocations sont dues jusqu'à l'âge de vingt ans s'il poursuit ses études.

Ménage sans enfant, marié depuis moins de deux ans, avec un seul revenu professionnel. — Allocation de salaire unique, 10 p. 100, soit 725 F.

Enfant unique:

Moins de cinq ans. — Allocation de salaire unique, 20 p. 100, soit 1.450 F.

De cinq à quinze ans (ayant droit père ou ascendant). — Allocation de salaire unique, 10 p. 100, soit 725 F.

De cinq à dix-sept ou vingt ans (ayant droit mère ou ascendante seule). — Allocation de salaire unique, 20 p. 100, soit 1.450 F.

(1) Souvent avec des retards importants.
(2) 10.800 en Guyane.

Plus d'un enfant:

Pour un enfant à charge jusqu'à quinze, dix-sept ou vingt ans. — Allocation de salaire unique, 20 p. 100, soit 1.450 F.

Pour deux enfants à charge. — Allocation de salaire unique, 25 p. 100, soit 1.812,50 F; allocations familiales, 12 p. 100, soit 870 F.

Pour trois enfants à charge. — Allocation de salaire unique, 2.195 F; allocations familiales, 36 p. 100, soit 2.610 F.

Pour quatre enfants à charge. — Allocation de salaire unique, 30 p. 100, soit 960 F; allocations familiales, 66 p. 100, soit 4.785 F.

Pour cinq enfants à charge. — Allocations familiales, 96 p. 100, soit 5.002,50 F.

Pour six enfants à charge. — Allocations familiales, 126 p. 100, soit 9.135 F.

Pour sept enfants à charge. — Allocations familiales, 156 p. 100, soit 11.310 F.

Pour huit enfants à charge. — Allocations familiales, 186 p. 100, soit 13.485 F.

Plus 30 p. 100 pour enfant supplémentaire.

Enfin, les militaires bénéficient du régime métropolitain (salaire de base: 10.800 F) et des avantages ordinaires en matière de soins, hospitalisation, etc.

Allocations vieillesse.

Rien n'existait jusqu'à la parution des décrets du 30 mars 1948.

Le premier étend le bénéfice de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés. Les textes précisant les conditions d'octroi (1) et les taux ont paru (2). En mai 1949, les prestations, qui devaient être servies trois mois après l'encaissement des premières cotisations, n'étaient pas versées (les premières, une centaine environ pour les Antilles, l'ont été en juillet); le rythme des immatriculations était très lent (3). La caisse nationale de sécurité sociale a consenti une avance de 150 millions pour le règlement des premiers dossiers, ainsi que prévu par le décret du 17 octobre 1946.

Le second décret concerne les ressources des caisses de sécurité sociale (titres IV et V de l'ordonnance du 4 octobre 1945). Le taux de la cotisation des assurances sociales est fixé à 16 p. 100 (10 + 6). Mais, provisoirement, l'assurance vieillesse sera seule appliquée (c'est-à-dire l'allocation aux vieux travailleurs salariés et « assimilés ») et la cotisation fixée à 9 p. 100 (5 + 4) (4). Le travailleur paye donc une cotisation égale aux deux tiers de la cotisation du travailleur métropolitain, sans recevoir aucune prestation. Malgré l'hostilité au précompte des cotisations et les difficultés soulevées pour le dépôt du montant des sommes encaissées, les versements ont été effectués à partir de juillet 1948 et les fonds portés à un compte ouvert chez les trésoriers payeurs généraux.

Selon la direction régionale de la sécurité sociale de la Martinique, les cotisations encaissées du 1er juillet 1948 au 31 janvier 1949 s'élevaient à:

Martinique, 84 millions de francs;

Guadeloupe, 69 millions de francs;

Guyane, 4 millions de francs.

. . . . . .

La priorité accordée à l'allocation aux vieux travailleurs devait provoquer un choc psychologique favorable et laisser un répit pour la mise en place des caisses de sécurité sociale. Bilan réel: malaise général, aggravé par le précompte des cotisations. Les bénéficiaires éventuels attendaient l'assurance contre la maladie. Les sommes qu'ils ont vu soustraire à leurs salaires permettent le financement d'allocations accordées à des effectifs très restreints et sont plus importants relativement que les contributions métropolitaines similaires.

(1) Minimum de rémunération annuelle.
(2) Les taux doivent être portés de 12 et 15.000 à 19 et 22.000 F par an.
(3) Le nombre des vieux de plus de soixante-cinq ans était estimé à 9.924 en Martinique (1947); celui des vieux de plus de soixante ans à 19.150 à la Guadeloupe et 297 en Guyane (1947).
(4) Des forfaits sont prévus — et partiellement fixés — pour certaines catégories et l'évaluation des prestations en nature.

Organisation administrative.

Une direction régionale existe à Fort-de-France (comprenant, outre le personnel d'exécution, un directeur et un directeur adjoint. Le directeur adjoint assure également l'inspection des trois départements).

A Basse-Terre et à Cayenne, un inspecteur départemental préside à la mise en place du nouveau régime vieillesse (1).

Organisation technique.

La mesure la plus importante à ce jour est la décision d'instituer une caisse générale de sécurité sociale dans chacun des départements.

Les trois caisses sont constituées. Doivent en dépendre tous les bénéficiaires des lois de sécurité sociale, y compris les membres des professions agricoles. Elles possèdent les attributions des caisses primaires et régionales de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales. Elles sont administrées par des représentants des travailleurs et des employeurs (syndicats). Le principe de l'élection des administrateurs est inscrit dans la loi du 2 août 1949. On devra donc procéder bientôt au renouvellement par élection des conseils d'administration des trois caisses. Les statuts et règlements intérieurs ont été élaborés péniblement par les conseils provisoires.

La nécessité d'une caisse unique n'est pas contestée, d'autant plus que la mise en place de ce seul organisme a soulevé de multiples difficultés. La pénurie de locaux, l'état de l'habitat sont tels que le logement des services administratifs et des caisses (sauf peut-être en Guyane, à la suite d'un arrangement heureux) ne semblent possibles qu'après achat de terrains et construction d'immeubles — opérations pour lesquelles la caisse nationale de sécurité sociale est prête à consentir des avances. Le recrutement du personnel supérieur n'était pas assuré en mai dernier par suite du retard dans la définition de son statut et de l'imprécision des conditions d'emploi (l'avenant à la convention collective du personnel n'avait pas été soumis par le président du conseil d'administration à la caisse de la Martinique à la date du 20 mai dernier). Le personnel subalterne et auxiliaire doit être recruté sur place: ici encore, obstacle tenant à la rareté d'une main-d'œuvre qualifiée pour un tel travail, les compagnies d'assurances n'envisageant pas de réduire leur personnel, même après la perte du secteur accidents du travail. Quant aux multiples difficultés pratiques que rencontre le fonctionnement matériel d'organisme à mission pourtant limitée, disons seulement que le nombre des problèmes à résoudre, avec des moyens de fortune, est à peu près, celui des opérations, même élémentaires, à effectuer.

L'adoption du principe de l'élection des conseils d'administration des caisses, aussi justifiable soit-elle, est une mesure qui ne manquera pas d'entraîner en son temps un certain nombre de difficultés. La gestion syndicale était utile pour la période de rodage des organismes nouveaux. Elle subsistera vraisemblablement après les élections. Mais celles-ci seront l'occasion d'une agitation que les administrations responsables semblent provoquer par le fautes psychologiques commises dans l'extension désordonnée de la sécurité sociale — agitation elle-même peu propice à l'installation du régime, puisqu'elle ajoutera

(1) La direction a éprouvé les plus grandes difficultés à se loger; elle est actuellement installée au cœur de la ville, dans l'appartement d'un médecin (en France pour quelques temps).

Tous les services se heurtent à de grandes difficultés matérielles. Il faut souligner, notamment, celles que suscitent l'éloignement des départements les uns des autres et la nécessité absolue d'emprunter les lignes aériennes. (La liaison Fort-de-France - Cayenne et retour peut durer trois mois si elle est assurée par mer, étant donné l'irrégularité des transports maritimes. Or, les crédits sont de plus en plus insuffisants et l'administration centrale a même refusé, au printemps dernier, au directeur régional, l'autorisation de circuler en avion (mesure d'économie), ce qui revient pratiquement à arrêter toute activité interdépartementale).

aux difficultés matérielles et techniques, déjà suffisantes, l'obstacle de l'hostilité plus marquée d'une partie de la population.

Malgré l'apparence et contrairement aux méthodes valables pour un pays d'organisation sociale avancée, l'ordre normal d'application de la législation sociale outre-mer semble la suivante: reconnaissance précise de droits à la sécurité, leur contenu étant déterminé et progressivement élargi suivant les possibilités de financement; puis établissement de l'organisation technique, administrative et financière susceptible de les concréter. La mise au point d'une organisation générale, avant l'affirmation même de la politique qu'elle devra promouvoir, est une manière d'alimenter et de donner carrière au mécontentement des populations qui y verront une maigre, vaine et trompeuse compensation à l'absence d'avantages tangibles.

A vrai dire, cet ordre plus normal bousculait quelque peu le principe d'une assimilation mécanique et rigide. Mais les auteurs des textes d'extension l'avaient déjà rejeté, sans tirer conclusion de cet abandon implicite.

En dehors des difficultés matérielles ci-dessus mentionnées, la structure économique et sociale des Antilles (notamment) imposait l'unité de caisse (1). Dans un pays de monoculture, où agriculture et industrie vivent en étroite symbiose, les populations ouvrières et paysannes sont difficilement discernables, un perpétuel passage existant entre les diverses activités, largement complémentaires dans le temps et les processus de production. La main-d'œuvre est constituée par un prolétariat de types agricole et colonial, où se mêlent hommes, femmes et enfants, occupés pour partie et selon les époques aux premières transformations industrielles de matières premières agricole, ou à la production de ces matières premières elles-mêmes (2).

Par ailleurs, la faiblesse des niveaux de vie, la densité des populations, l'absence de qualification professionnelle, la faible densité de l'équipement collectif sont autant de facteurs d'homogénéité. Socialement, le groupe des individus disposant de leur seule force de travail est uniforme à un degré inconnu dans la métropole, aussi bien quant à sa place dans la production (une seule production dominant l'économie) que par ses conditions d'existence. La constatation vaut pour les travailleurs indépendants (petits producteurs agricoles), dont la liberté économique est étroitement limitée par la prépondérance des grandes unités économiques dans la principale production des îles.

Si, en matière d'organisation de la sécurité sociale, cet état de fait contribue à simplifier le problème posé, tout en révélant sa spécificité, il suscite pour toute solution d'ensemble de la question, de graves difficultés, de caractère également très particulier. Avant d'en tenter l'analyse, il peut être utile de montrer comment elles se sont fait jour, par l'examen des réactions des diverses parties intéressées à la perspective de l'application de la sécurité sociale.

Les dirigeants économiques des îles (essentiellement les syndicats de producteurs exportateurs de sucre et rhum), tout en admettant la validité du principe de la sécurité sociale, estiment dangereuse son extension actuelle, totale ou partielle. Enumérant évidemment la plupart des arguments qui s'opposent à cette extension, ils les présentent plus spécialement sous leur aspect économique et financier.

L'économie des entreprises obérée par les récentes hausses des salaires, fortement endommagée par les conditions économiques et sociales dans lesquelles se sont effectuées les dernières campagnes de production et d'exportation, ne peut supporter de nouvelles charges. L'application du système métropolitain, entraînant la distribution d'une masse de prestations égales ou supérieures aux salaires sans être liées au travail, aura pour conséquence inéluctable la disparition de l'offre de travail. Les contribuables, producteurs et travailleurs métropolitains, devraient donc prendre en charge un déficit considérable et qui ne peut qu'aller croissant (10 milliards). L'état démographique, les besoins particuliers tenant au climat, l'importance du travail féminin sont arguments de deuxième ligne, grâce auxquels maintenir l'extension éventuelle dans de strictes limites. Les mêmes milieux font remarquer que la prospérité des entreprises antillaises permettrait de dégager des fonds susceptibles d'améliorer la condition des travailleurs (1) plus efficacement que l'octroi d'un pouvoir d'achat mal employé et générateur d'inflation.

Contestant les chiffres et opinions avancés par les milieux patronaux, les organisations de travailleurs insistent, pour justifier l'extension intégrale et immédiate de la sécurité sociale, plus que sur l'état d'extrême misère des populations (qui rend compte du mauvais emploi de leur pouvoir d'achat) sur la différence des droits et avantages du travail dans les départements de métropole et d'outre-mer, — sur le fait qu'un mauvaise organisation économique et un retard dans l'équipement colectif local ne peuvent empêcher l'application des lois sociales, ni les conséquences financières de ce retard être supportées par les caisses de sécurité sociale; — sur les responsabilités anciennes et les devoirs nouveaux de solidarité de la métropole en faveur de la France tropicale.

Par ailleurs, le caractère des troubles sociaux qui ont marqué les dernières campagnes de production, les réactions hostiles aux premières mesures d'application de la sécurité sociale (contributions ouvrières), certaines affectations discutables de fonds sociaux témoignent d'un manque de compréhension des mécanismes de solidarité collective et des conditions économiques de leur mise en œuvre, d'une certaine inexpérience des dirigeants syndicaux dans l'exercice des droits sociaux. Un effort de formation et d'information, l'extension progressive des lois sociales doivent améliorer rapidement cette situation, en réduisant l'écart entre les revendications immédiates et leur possibilité de succès.

Les syndicats médicaux, favorables à la réforme, soulignent le mauvais état sanitaire des populations incapables de payer les frais médicaux et les soins indispensables, l'insuffisance de l'armement sanitaire et les difficultés d'un exercice normal de leur profession.

Les services administratifs ont précisé dans une perspective plus large et plus objective, l'incidence de la démographie et de l'économie locale sur la politique sociale. Ils mettent généralement l'accent sur l'obstacle que suscite à l'instauration d'un organisme de sécurité sociale moderne et de développement entre les infrastructures techniques, sociologiques et administratives des territoires assimilés et de territoires métropolitains géographiquement équivalents. D'où tendance à intégrer la sécurité sociale à titre d'élément second et d'instrument dans une politique d'ensemble dont l'objectif est de combler plusieurs décades d'histoire, donc à mêler les problèmes un peu confusément (ainsi les fonds de la sécurité sociale serviraient à l'équipement). Il existe autant de politiques d'assimililation (étroitement administratives) que de services, circonstances aggravées par l'énervement de l'autorité centrale au bénéfice des directions particulières. D'autre part, l'administration, forte d'une compétence supérieure, risque d'empiéter sur les pouvoirs des organes autonomes de sécurité sociale. Les rapports des caisses et des bureaux s'annoncent difficiles, puisque les buts visés seront largement discordants, même pour l'essentiel.

La multiplicité des tâches qui incombent et incomberont aux administrations et aux caisses chargées de promouvoir la prévention sous ses formes diverses, d'organiser le contrôle médical et de promouvoir l'action sanitaire et sociale dans leur circonscription, modifie totalement les conditions d'expérience et d'activité et peut altérer sensiblement la physionomie et la signification de la sécurité sociale proprement dite. Le plan de sécurité sociale est essentiellement mis au point d'un acquis antérieur, coordination en un ensemble plus cohérent et plus efficace de législations et d'institutions disparates, mais qui ont eu largement le temps d'agir, de s'adapter, et d'adapter, de modeler, d'amender la réalité et la psychologie sociales. Dnas des territoires où les réalisations sociales sont insignifiantes, où tout reste à faire dans les faits et dans les mœurs sans que localement soient disponibles les moyens d'action dont peut user une société d'économie complexe, deux problèmes redoutables se posent aux services publics ou semi-publics responsables: insérer dans la trame législative et sociale une pièce trop forte et de fonctionnement délicat, sous la menace d'une rupture ou d'une désagrégation de l'un des éléments; y introduire cet ensemble hélérogène d'un contexte étranger, spécifique, alors que sa mise au point n'est pas assurée et que sa valeur propre et absolue est incertaine dans son pays d'origine. (Exemple: la multiplicité des régimes et le caractère encore hétéroclite du système français actuel, le manque de coordination d'une législation chaotique d'assistance et de la sécurité sociale ne peuvent être exportés tels quels sans dommages.)

Au terme de ces quelques remarques, reparaît la question centrale du sens exact de l'assimilation. L'adaptation des législations métropolitaines aux conditions spéciales des départements d'outre-mer n'exige-t-elle pas une revision partielle de ces législations, sous la réserve d'une équivalence tendancielle et à plus long terme des dispositions légales ici et là ? Doit-on appliquer le plan français de sécurité sociale ou s'inspirer du plan français pour élaborer un plan de sécurité sociale des départements d'outre-mer — l'assimilation consistant en une analogie aussi poussée que possible, mais surtout en une équivalence dans l'efficacitt des remèdes applicables à des maux largement différents ici et là ?

LES ANTILLES FRANÇAISES

Les difficultés ou particularités nécessaires d'application de la législation de sécurité sociale aux Antilles, telles que les révèlent déjà les réactions de l'opinion locale, peuvent être rangées, *grosso modo*, sous quelques rubriques: financière, technique, humaine, économique, démographique. L'ordre normal de leur examen sera l'inverse de leur ordre de priorité apparente.

Plus généralement, la mise en œuvre raisonnée de toute politique sociale suppose connues les structures caractéristiques de ces territoires et résolus les problèmes techniques soulevés par la transcription juridique et sociale de la politique d'ensemble arrêtée, quelle qu'elle soit.

I. — Politique sociale et conditions de structure.

II. — Technique d'une « sécurité sociale ».

I. — Politique sociale et conditions de structure.

SITUATION DEMOGRAPHIQUE

(Les renseignements statistiques dont dispose l'observateur sont très insuffisants et sujets à caution; tous les chiffres provenant d'une source officielle ont été communiqués sous toute réserve; ils se réfèrent pour la plupart au recensement de 1946, dont l'exactitude n'est pas prouvée.)

1. Pour les deux îles, 566 000 habitants (1) sur 2.800 kilomètres carrés (soit la moitié d'un département français). Densité moyenne: de 170 à 270 habitants par kilomètre carré dans un pays d'économie élémentaire (les seules industries étant industries de transformation d'un seul produit du sol: la canne à sucre).

(1) Les développements qui suivent concernent plus spécialement les Antilles. La Guyane, territoire à caractère très particulier, fera l'objet d'une note spéciale dans la dernière partie de ce rapport.

(2) Économiquement, ce prolétariat est plus industriel qu'agricole.

Voici, sous réserve, les attendus d'une motion syndicale: « Vu le nombre des salariés du département de la Martinique et la proportion relativement faible des ouvriers agricoles;

« Vu le caractère essentiellement industriel de l'agriculture — étant donné la mobilité des ouvriers agricoles, qui s'adonnent à des travaux à caractère industriel pendant une certaine période de l'année... »

(1) Notamment par le financement de l'habitat, comme le fait l'usine Beauport.

(1) 265.000 pour la Martinique; 310.000 en Guadeloupe.

La population rurale abandonne l'intérieur du pays pour les bourgs de la côte, se rapprochant ainsi des points de ravitaillement en produits de la mer. La densité de la zone occupée des îles atteint de ce fait 350 et même 400 habitants au kilomètre carré (1).

Donc population dense. Mais aussi, population relativement groupée (2). A la Martinique, la population urbaine (communes de plus de 2.000 habitants) compte 254.000 unités; la population agglomérée représente 34 p. 100 de la population globale. La commune de Fort-de-France compte 66.000 habitants, dont 48.000 agglomérés (en dix ans, apport de population: 142 pour mille).

2. Le second trait dominant de la démographie antillaise est la jeunesse de la population:

Répartition par âges.

Pour la Martinique (3):

120.000 habitants de moins de 21 ans: 59.000 hommes et 61.000 femmes;

141.000 habitants de plus de 21 ans: 74.000 femmes et 67.000 hommes.

Moins de 1 an, 3.319;
De 1 à 5 ans: 30.970 (12 p. 100);
De 6 à 14 ans, 52.916 (20 p. 100);
De 14 à 19 ans, 27.665 (10,5 p. 100);
De 20 à 21 ans, 5.596 (2 p. 100);
De 21 à 65 ans, 131.205 (50 p. 100);
Plus de 65 ans, 9.925 (3,7 p. 100).
dont 3.918 hommes et 5.600 femmes.

Composition des familles.

Répartition par famille des enfants âgés de moins de 14 ou 16 ans.

Martinique:
7.555 familles de 1 enfant, soit 7.555 enfants.
4.210 familles de 2 enfants, soit 8.420 enfants.
2.761 familles de 3 enfants, soit 8.283 enfants.
2.049 familles de 4 enfants, soit 8.196 enfants.
1.658 familles de 5 enfants, soit 8.290 enfants.
938 familles de 6 enfants, soit 5.628 enfants.
388 familles de 7 enfants, soit 2.176 enfants.
144 familles de 8 enfants, soit 1.152 enfants.
55 familles de 9 enfants, soit 495 enfants.
16 familles de 10 enfants, soit 160 enfants.
9 familles de 11 enfants, soit 99 enfants.
1 famille de 12 enfants, soit 12 enfants.
1 famille de 13 enfants, soit 13 enfants.
Total, 19.785 familles pour 51.019 enfants.

Guadeloupe:
3.907 familles de 1 enfant, soit 3.907 enfants.
2.880 familles de 2 enfants, soit 5.760 enfants.
2.229 familles de 3 enfants, soit 6.687 enfants.
1.307 familles de 4 enfants, soit 5.228 enfants.
926 familles de 5 enfants, soit 4.630 enfants.
484 familles de 6 enfants, soit 2.904 enfants.
194 familles de 7 enfants, soit 1.358 enfants.
65 familles de 8 enfants, soit 520 enfants.
16 familles de 9 enfants, soit 144 enfants.
1 famille de 10 enfants, soit 10 enfants.
2 familles de 11 enfants, soit 22 enfants.
Total, 12.011 familles pour 31.170 enfants.

Martinique. — Répartition des familles.

Ménages sans enfant: 23.521, soit 39,8 p. 100.
Ménages de 1 à 2 enfants: 18.398, soit 29,6 p. 100
Ménages de 3 à 4 enfants: 9.275, soit 14,9 p. 100.
Ménages de 5 à 6 enfants: 5.670, soit 9, 1 p. 100.
Ménages de plus de 6 enfants: 3.319, soit 8.6 p. 100.
Total, 62.213 ménages.

Moyenne d'enfants par ménage prolifique: 3.

Le pourcentage des enfants naturels est de 50 p. 100, dont 40 p. 100 reconnus.

3. Mouvements démographiques:

Taux de natalité et de fécondité élevés. 6.000 naissances par an en Martinique (moyenne calculée sur dix ans) (1).

Taux de mortalité élevé. Forte mortalité chez les adultes (décès prématurés, dus à l'extension de certaines maladies sociales, à l'insuffisance de l'alimentation, à l'abus de l'alcool). Surmortalité masculine. Mortinatalité et mortalité infantile très importantes.

Martinique. — Mortalité infantile jusqu'en 1945.

ANNÉES	NAISSANCES			DÉCÈS					EXCÉDENTS des naissances sur les décès.
	Enfants viables.	Mort-nés.	Total.	Mortinatalité.	Adultes.	Enfants de moins de 10 ans.	Total.	Enfants de moins de 10 ans.	
				p. 100.				p. 100.	
1936	5.165	573	5.738	9,98	2.165	741	2.906	27,40	2.259
1937	5.186	511	5.697	8,98	2.386	787	3.173	24,80	2.013
1938	5.009	435	5.444	7,90	2.415	740	3.155	23,45	1.854
1939	5.456	468	5.924	7,90	2.276	869	3.145	27,63	2.311
1940	5.603	465	6.068	6,80	2.162	1.179	3.341	35,20	2.262
1941	5.462	439	5.901	7,40	2.233	844	2.077	27,42	2.385
1942	5.774	416	6.190	6,70	2.633	890	3.643	25,10	2.231
1943	5.262	363	5.625	6,40	3.315	939	4.254	22,07	1.968
1944	6.252	443	5.695	6,50	2.363	884	3.247	27,20	3.005
1945	6.824	520	7.914	7,01	1.905	1.094	2.999	36,47	3.895

Age moyen au décès: 39 ans (36 pour les hommes, 41 pour les femmes); nombre théorique moyen d'années productives à attendre d'un homme de 20 ans: 15 contre 35,4 en France (4).

Excédent des naissances sur les décès: pour la Martinique, de 1936 à 1946 (période comprenant les années de guerre, donc de privations alimentaires, etc.): 21.000 (60.000 naissances contre 39.000 décès). Moyenne d'avant guerre: 6.000 unités nouvelles par an pour les deux départements.

Selon certaines estimations, « la maternité fait déjà son plein aux Antilles » et sa cadence ne peut être accélérée; un accroissement de la population par application de la sécurité sociale proviendrait de la diminution de la mortalité plus que d'une augmentation de la natalité. L'évolution démographique probable est difficilement prévisible. Nous citons, à titre documentaire, la statistique du mouvement démographique de la Martinique de 1940 à 1945.

Statistique du mouvement démographique de la Martinique de 1940 à 1945.

Année 1940: 6.048 naissances, 3.857 décès, 1.264 mariages.

Année 1941: 5.963 naissances, 3.723 décès, 982 mariages.

Année 1942: 6.180 naissances, 4.697 décès, 1.122 mariages.

Année 1943: 5.873 naissances, 5.992 décès, 1.313 mariages.

Année 1944: 6.489 naissances, 4.128 décès, 1.379 mariages.

Année 1945: 7.385 naissances, 3.298 décès, 1.219 mariages.

Total: 37.938 naissances, 25.755 décès, 7.279 mariages.

NOTE: Habitat. — La Martinique comprend 62.000 ménages, répartis dans 54.000 maisons (35.000 environ en sont propriétaires). Nombre d'habitants par maison: 4,81.

Scolarité. — En Martinique, sur 53.000 enfants d'âge scolaire, 43.000 sont scolarisés (1945). En Guadeloupe, sur 56.000, 42.000 approximativement sont reçus dans les écoles.

NOTES ECONOMIQUES

Les Antilles sont, dans une large mesure, des pays de quasi-monoculture industrielle, où les seules industries sont occupées à la transformation pour le marché des produits des cultures spécialisées.

Par le chiffre des investissements, le nombre d'ouvriers occupés, la valeur des cadres employés, le volume des salaires distribués, les ressources fiscales qu'ils ont procurées et qu'ils procurent, leur apport au commerce extérieur (qui est le meilleur indice de la situation économique des îles), la canne à sucre et ses deux produits dérivés (le sucre et le rhum) détiennent toujours la première place, malgré le développement considérable, depuis une quinzaine d'années, de la culture du bananier.

A. — STRUCTURES

1. *Productions et structure économique.*

A la Guadeloupe, pour 66.000 hectares cultivés, contre 84.000 de bois (2) et 27.000 de terres arables non cultivées, l'inventaire des ressources (dressé en 1941 sur les directives du gouverneur Sorin) indique:

Canne, 36.800 hectares.
Cultures vivrières, 4.900 hectares.
Bananiers, 4.900 hectares.
Cacao, 4.200 hectares.
Manioc, 3.500 hectares.
Divers, 1.435 hectares.

Ces chiffres concernent la période de guerre. Les cultures vivrières ont dû se développer, à ce moment, pour satisfaire les besoins d'une population isolée politiquement et économiquement. Les superficies cultivées en bananiers, nulles en 1922, de quelque 7.000 hectares en 1939, ont été réduites considérablement au cours de la guerre, mais ont sensiblement augmenté à la suite des prix élevés pratiqués depuis 1946 et continuent à s'accroître. Un bon observateur estime que les terres cultivées en cannes sont actuellement de 20.000 hectares environ contre 7.000 pour la banane.

Plus significatif est l'état des prévisions pour la campagne 1949 (3):

Sucre: 50.000 tonnes; à francs 57 Fob, 2,85 milliards.

Rhum: 68.000 hectolitres d'alcool pur (ou 12 millions 363.000 litres à 55 degrés). A francs 100 Fob: 1,236 milliard.

(1) A la Martinique, sur 32 bourgs, 7 sont situés à l'intérieur des terres. Population des bourgs côtiers: 186.000 habitants.

(2) Quoique l'habitat soit relativement dispersé (v. *infra*).

(3) Recensement 1946.

(4) Il est à noter que le travail commence à 15 ans et que, contrairement aux chiffres donnés par les statistiques, les années productives pourraient donc être évaluées à 20.

(1) Les taux bruts n'ont pas grande signification, étant donné la composition par âge de la population.

(2) Dont: forêt primaire, essentiellement domaniale: 22.000 hectares; forêt secondaire, surtout privée: 28.000 hectares.

(3) Estimation privée.

Bananes: 50.000 tonnes; à francs 35 Fob: 1,760 milliard.
Café, cacao, vanille (mémoire) (café: 300 tonnes environ).
Total pour les trois grosses productions: 5.836.300.000 francs.

La moyenne de 1939-1942, selon la Banque de la Guadeloupe, serait de: 60.000 à 70.000 tonnes de sucre (28.000 en 1948 en raison des grèves), 15 millions de litres de rhum et 42.000 tonnes de bananes.

La prospérité du secteur bananier a causé un sensible déséquilibre. L'appel de main-d'œuvre qui en est résulté a contribué à la régression des cultures secondaires (café notamment), dont les frais de revient dépassaient le prix taxé, et aux difficultés du secteur de la canne, où les dirigeants perdaient le quasi monopole de l'emploi.

Même structure relative du commerce d'exportation, sucre et rhum représentant près de 60 p. 100 en valeur, — la banane et les pâtes de fruits (7.000 tonnes exportées en 1948) couvrant la majeure partie des 40 p. 100 qui restent.

A la Martinique, sur 38.700 hectares cultivés contre 23.000 hectares de bois et forêts, 24.000 sont consacrés à la canne, 3.000 à 7.000 (période de 1940-1943) aux cultures vivrières.

La production de sucre et de rhum, de l'ordre de 55 000 tonnes et 23 millions de litres à 55 degrés avant guerre, s'est élevée approximativement à 22.000 tonnes et 32 millions de litres en 1947, puis à 24.000 tonnes et 33 millions de litres en 1948. Selon les statistiques douanières, les exportations pour 1947 se répartissent comme suit:

Sucre, 13.917 tonnes pour 365 millions de francs.
Rhum, 47.500.000 litres pour 2.740 millions de francs.
Confitures et conserves de fruits, 6.200 tonnes pour 490 millions de francs.
Bananes, 11.000 tonnes pour 375 millions de francs.
Divers, 180 millions de francs.
Total, 4.120 millions de francs.

Chiffres largement aberrants, le décompte normal des exportations (moyenne d'avant guerre) s'établissant approximativement comme suit:

Sucre, 50.000 tonnes (1).
Rhum, 18 millions de litres (1).
Bananes, 38.000 tonnes.
Conserves de fruits, 12.000 tonnes.

Un bon observateur local (2) estime que la valeur des produits consommés sur place atteint les trois quarts de celle des exportations.

Les importations des Antilles ont une structure typiquement coloniale: produits fabriqués (textiles, sidérurgie, chimie, papier, etc.) dont l'industrie est inexistante, approvisionnements nécessaires à l'activité productrice alimentant l'exportation (engrais, produits pétroliers, ciment: tonnages (1947) respectifs pour la Guadeloupe: 23.000 tonnes, 10.000 tonnes, 10.000 tonnes).

Mais les Antilles importent également une part importante de denrées nécessaires à leur alimentation (3): farine, riz, céréales secondaires, huiles et graisses alimentaires, morue salée (de Saint-Pierre et Miquelon). La Martinique importe 70 p. 100 de matières azotées et 90 p. 100 de matières grasses consommées sur place. La situation est plus défavorable encore en Guadeloupe. Les productions vivrières locales (4) sont en effet, en temps normal, très insuffisantes et mal équilibrées (excédent de matières hydrocarbonées: plantes racines). Les rendements sont faibles par suite de la prédominance de la petite production — du morcellement des parcelles — du caractère rudimentaire des techniques culturales — de l'absence de matériel mécanique. Donc, prix de revient trop élevés (plus élevés que les prix des denrées importées, à valeur alimentaire égale) et débouchés limités (faible consistance du marché de consommation, concurrence des produits gratuits: bananes, fruits à pain).

(1) Soit 85 p. 100 environ des exportations globales, pour les deux productions.
(2) Directeur des services agricoles.
(3) Pour l'ensemble des départements d'outre-mer, le comité des territoires d'outre-mer de l'O. E. C. E. prévoit 28 millions de dollars sur un programme d'approvisionnement total de 69 millions de dollars.
(4) Y compris les produits de l'élevage.

2. *Régime d'exploitation. — Structure sociale.*

Un régime complexe d'appropriation du sol associe la grande propriété, exploitée directement ou par des colons et la petite propriété, plus spécialement consacrée aux cultures vivrières et laissant à la disposition des grandes exploitations un excédent de main-d'œuvre. On peut distinguer trois types d'établissement:

1° Propriétés de quelques fractions d'hectares cultivées par des travailleurs salariés des grandes exploitations. Le système du colonat est pratiqué surtout en Guadeloupe. Le colon exploite un coin de terre appartenant à une grande exploitation sous réserve d'une redevance en nature ou en espèces de taux variable;

2° Petites et moyennes propriétés d'agriculteurs indépendants disposant de quelque main-d'œuvre (surtout familiale): cultures secondaires, vivrières; quelques hectares de cannes fournies à la sucrerie ou à la rhumerie; un peu d'élevage;

3° Grandes propriétés de plusieurs centaines ou milliers d'hectares, dont la part cultivée est réservée à la canne, parfois à l'élevage (1), depuis quelques années, pour partie, aux productions fruitières (exportation) et même aux cultures vivrières; divisées en « habitations » (surtout en Martinique) dirigées par un gérant (employant de nombreux ouvriers agricoles, hommes, femmes et enfants, encadrés par des « commandeurs »).

Economiquement, concentration agricole selon certaines estimations, les neuf dixièmes de la population possèdent un quart des étendues globales. A la Martinique (2), deux tiers des terres sont occupées par moins de 5 p. 100 des exploitations (au sens ordinaire du terme). Le nombre et l'importance économique des petits et moyens producteurs — « petits planteurs » — y sont cependant plus grands qu'à la Guadeloupe, par suite du moindre degré de concentration industrielle.

La concentration des industries de la canne et du commerce d'exportation donne, en effet, la véritable mesure de la concentration réelle. Les grands domaines appartiennent aux sucreries, aux gros distillateurs (Martinique), aux gros planteurs fournisseurs des usines dont ils sont généralement actionnaires ou propriétaires. Le syndicat général qui groupe les treize usines à sucre de la Martinique détient 80 p. 100 environ du tonnage de cannes manipulé dans les usines. Le président de la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre estime vraisemblable pour 1949 la production suivante de cannes:

Usines, 400.000 tonnes.
Petits planteurs et colons, 175.000 tonnes.
Moyens producteurs, 80.000 tonnes.

Les usines à sucre, les distilleries et les gros exportateurs de fruits tropicaux sont, par ailleurs, les intermédiaires nécessaires des petits et moyens exploitants désireux d'écouler leurs récoltes. Le syndicat martiniquais de la banane groupe vingt membres pour 60 p. 100 des exportations. Le degré de concentration est plus élevé encore pour l'ananas, les confitures, les rares industries alimentaires.

Les formes et les degrés de concentration ne sont, d'ailleurs, pas exactement identiques dans les deux îles.

En Martinique, le régime du contingentement a ralenti le mouvement favorable à la grande exploitation au détriment de l'industrie de la canne (seule une nouvelle concentration étant capable de réduire le prix de revient). Il existe dans ce département une centaine de distilleries agricoles produisant approximativement la moitié du contingent total de rhum, susceptibles d'absorber une bonne part des tonnages de cannes produits par les petits planteurs à qui les disparités de prix entre sucre et rhum donnent une apparente liberté de manœuvre. L'organisation des usines à sucre en sociétés anonymes (propriétaires des terres de culture) y est moins générale qu'en Guadeloupe. Grands propriétaires privés et actionnaires sont très généralement martiniquais (1).

Quelques notables, propriétaires fonciers, actionnaires et dirigeants des sociétés, exportateurs, détiennent donc la majorité des moyens de production des îles (terres, capitaux fixes et monétaires). Ils emploient directement ou indirectement un prolétariat agricole de salariés et de petits propriétaires dont la croissance démographique contribue à aggraver le malaise né de la répartition des revenus. Entre les deux, prend place une classe moyenne de couleur plutôt associée par ses intérêts et ses tendances au prolétariat rural et à la petite propriété.

(1) Les terres à canne en jachères servent souvent de terrains de pâture.
(2) L'absence de cadastre ne permet pas d'évaluation précise.

3. *Structure professionnelle.*

Il est difficile de préciser la répartiton professionnelle de la population antillaise, faute de statistiques.

Les entreprises affiliées aux caisses de compensation se répartissent comme suit:

Catégories professionnelles des entreprises affiliées aux caisses de compensation des allocations familiales (1946).

Martinique:
Industries de transformations, 415.
Transports, 20.
Commerce et banque, 309.
Professions libérales, 56.
Services personnels, 5.
Agriculture, 104.
Total, 939.

Guadeloupe:
Usines, 14.
Distilleries, 70.
Petites industries, 85.
Commerce, 393.
Travaux publics, 99.
Chargement des navires, 22.
Professions libérales, 44.
Agriculture, 291.
Total, 1.018.

Pour la Guadeloupe, l'inspection du travail estime à 52.000 le nombre des salariés:
35.000 agricoles (2 *a*):
19.500 canne.
14.000 banane.
17.000 s. « industrie et commerce »:
5.000 sucreries-distilleries (2 *b*).
1.500 confitureries.
1.200 dockers (2 *c*).
3.000 bâtiments-travaux publics (2 *d*).
2.000 commerce (2 *e*).
Transports (2 *f*), petites industries (2 *g*), professions libérales (2 *h*).

Pour la Martinique, de 52 à 55.000 travailleurs salariés sur une population active de 110 à 120.000 âmes. Ventilation:

Répartition professionnelle des salariés (Martinique) (1946).

I — Commerce et industrie.

Alimentation:
a) Sucreries-distilleries: 182 établissements, 200 employés, 10 000 ouvriers. Total, 10.200.
b) Boulangeries-pâtisseries: 200 établissements, 100 employés, 800 ouvriers. Total, 900.
c) Autres industries alimentaires: 20 établissements, 100 employés, 500 ouvriers. Total, 600.

Terrassements, constructions pierres, 350 établissements, 500 employés, 6.000 ouvriers. Total, 6 500.

Commerce: 500 établissements, 4.000 employés, 500 ouvriers. Total, 4.500.

Manutention: 5 établissements, 50 employés, 900 ouvriers Total, 950

Industrie du bois: 50 établissements, 10 employés, 600 ouvriers. Total, 610.

Cuirs et peaux: 50 établissements, 5 employés, 200 ouvriers. Total, 255.

Travail des métaux: 100 établissements, 20 employés, 400 ouvriers. Total, 420.

Travail des étoffes, vêtements: 50 établissements, 10 employés, 200 ouvriers. Total, 210.

Transports: 100 établissements, 50 employés, 150 ouvriers. Total, 200.

(1) En Guadeloupe, six sociétés métropolitaines sur 14 (ayant leur siège en métropole).
(2) Autre estimation: (*a*) 21.000; (*b*) 2.500; (*c*) 1.500; (*d*) 6.000; (*e*) 5.000; (*f*) 500; (*g*) 2.500; (*h*) 150.

Travail des pierres et terres à feu: 5 établissements, 9 employés, 184 ouvriers. Total, 193.
Professions libérales: 57 établissements, 172 employés, 8 ouvriers. Total, 180.
Industrie polygraphique: 9 établissements, 27 employés, 133 ouvriers. Total, 170.
Banques et assurances: 12 établissements, 160 employés. Total, 160
Industrie chimique: 3 établissements, 3 employés, 84 ouvriers. Total, 87.
Soins personnels (coiffure): 4 établissements, 6 employés, 5 ouvriers. Total, 11.
Soit, 1.697 établissements, 5.432 employés, 20.714 ouvriers. Total, 26.146.

II. — Agriculture.

Agriculture, forêts, élevages: 110 établissements, 200 employés, 18.000 ouvriers. Total, 18.200.
Soit, 1.807 établissements, 5.632 employés, 38 711 ouvriers. Total, 44.316.
Autre estimation:
Agriculture: 30.000 (hommes, 57 p. 100, femmes, 43 p. 100):
25.000 canne.
4.000 banane.
5.000 cultures vivrières.
1.000 élevage-forêts.
Industries agricoles 10.000 (hommes, 78 pour 100; femmes, 22 p. 100).
Autres industries et commerce, 15.000.
Industries alimentaires, 1.500.
Bâtiment, 6.500 (300 étrangers).
Commerce, 4.500 (500 étrangers).
Divers (marins, pêcheurs, etc.), 2.500.
Petits planteurs:
Canne, 1.500
Cultures vivrieres, 4.000
Donc, chiffres largement incertains (1), mais qui indiquent, semble-t-il, et ce renseignement est confirmé par l'examen de la répartition des salaires déclarés aux caisses de compensation des allocations familiales, une prédominance du salariat agricole au sens métropolitain (cultures et industries agricoles).

B. — Bilan et perspectives

A la fragilité d'une organisation économique trop spécialisee, donc instable et sensible à toute oscillation marquée de la conjoncture mondiale ou nationale, à la stagnation économique et à la dégradation de l'appareil de production des années de guerre, se sont ajoutées, après la fin du conflit, de multiples causes de perturbation: conséquences d'une politique de facilité (répartition défectueuse de l'emploi, des revenus, de l'effort de production), charges et suite de la politique d'assimilation, contrecoup de la détérioration du franc et pénurie de devises fortes, hausse des prix et des salaires, tous facteurs agissant dans une atmosphère de crise sociale larvée.
Trois phénomènes nous paraissent caractériser la situation présente: hausse des prix locaux et du coût de la vie, hausse des salaires, situation difficile des grandes productions d'exportation.

1° *Prix.*

Pour 13 denrées de base, la préfecture de la Guadeloupe indique l'évolution suivante:
Viande salée, morue, viande de boucherie, poisson frais, graisse, huile, riz, pain, vivres du pays, savon local, pétrole, sucre, rhum (59°):
Indice (moyenne): 2e trimestre 1948, 1.301; 1er trimestre 1949, 2.660.
A la Martinique, l'indice général (détail) était à 1.134 fin décembre 1947 et 1.950 fin septembre 1948.
Donc, évolution du coût de la vie dans le sens d'une hausse rapide. Causes probables: conséquences économiques de l'assimilation (notamment sur la structure du commerce extérieur et le coût des produits importés) (1); alignements monétaires, qui ont accru le coût des importations étrangères; relèvement des prix à la production dans la métropole et hausse des frets; charges nouvelles résultant de l'introduction de la législation fiscale métropolitaine (taxes locales calculées sur le prix à l'arrivée, frais d'approche compris); persistance d'une relative pénurie des denrées et produits essentiels (2). La suppression du fonds de stabilisation en août 1948 à la Guadeloupe a été suivie d'une hausse de plus de 100 p 100; à la Martinique, à la veille de la récolte sucrière de 1948, en l'absence d'un fonds de stabilisation, la vie était près de deux fois plus chère qu'en Guadeloupe (alors que les salaires étaient de 25 p. 100 moins élevés).
Un mécanisme de péréquation, dont l'objet était de subventionner les importations de denrées essentielles en provenance de l'étranger en taxant les bénéfices réalisés par les exportateurs de sucre, rhum et bananes à la faveur de la dévaluation, a permis de limiter la hausse de quelques produits importants:
Renseignements communiqués par la caisse de péréquation de la Guadeloupe:
Prix avant la suppression du fonds de stabilisation:
Pain, 15; riz, 20; morue, 28; lait, 30.
Prix actuels après péréquation:
Pain, 33; riz, 50; morue, 160; lait, 80.
Prix normal.
Pain, 60; riz, 90; morue, 220; lait, 140.
Actuellement, l'équilibre a été rétabli entre les deux départements. Le coût de la vie est sensiblement plus élevé qu'en France (3). Donc, répercussions éventuelles sur l'équilibre financier d'un régime de sécurité sociale, connaissant les prestations en nature et les prestations liées au niveau des salaires, donc au coût de la vie.

2° *Salaires.*

Il est difficile de préciser les rapports entre la hausse des salaires et la hausse des prix de détail. Il semble, cependant, que les salaires pratiqués dans certains secteurs favorisés et, plus généralement, l'accroissement considérable de la masse des salaires nominaux dans une période de relative pénurie, sans amélioration du rendement individuel et collectif et alors que l'éducation du consommateur reste à faire, aient contribué à développer le processus inflationniste.
Les salaires de 1939 étaient anormalement bas, circonstance favorable pour les producteurs exportateurs des denrées essentielles. En Guadeloupe, du 31 décembre 1946 au 1er janvier 1949, dans le secteur industriel, le salaire du manœuvre a plus que triplé, passant de 15,625 F (horaire) à 52,35 F, à quoi s'ajoute une prime d'assiduité (en 1948, les salaires ont été portés successivement de 30 p. 100 à 12 p. 100 du taux de la région parisienne). Le salaire de l'ouvrier qualifié a un peu plus que doublé. Même proportion dans l'agriculture, le minimum horaire étant au 1er janvier de 52,35 F en Guadeloupe et 48,40 francs en Martinique. Sauf cette différence, la réglementation est maintenant identique dans les deux départements. Les salaires ont été remis en ordre (classification); le bulletin de salaires rendu obligatoire. (1).
Le coefficient de majoration par rapport à 1938 est de l'ordre de 29 à 30 sauf dans les secteurs privilégiés.
Selon une estimation patronale, les salaires de base ont évolué comme suit dans les entreprises sucre-rhum:
1939: 1,75 F horaire + 12 p. 100 charges sociales;
1949: 53,35 F horaire + 26 p. 100 dont:
Allocations familiales, 6,25 p. 100;
Allocations vieillesse, 5 p. 100;
Accidents du travail, 5 p. 100;
Congés payés, 6 p. 100;
Forfait de salaire, 3.75 p. 100.
Coefficient d'augmentation: 34,7 (avec les charges).
Pour la coupe des cannes (salaire pilote; « tâche »):
1939: 30 F + 12 p. 100;
1949: 875 F + 26 p. 100.
Indice d'accroissement: 32,88 (avec les charges).
La masse des salaires distribués en 1948 serait de l'ordre de 2 milliards à 2 milliards et demi en Guadeloupe (2), 2 milliards en Martinique. Prévision 1949 pour les seules industries sucrières de la Guadeloupe: 1 milliard 250 millions.
Plus important que les chiffres bruts, d'ailleurs incertains, est le prix du travail effectif. La productivité de la main-d'œuvre antillaise est largement inférieure à la productivité de la main-d'œuvre métropolitaine en raison du moindre rendement individuel et de l'absentéisme spécialement développé.
Une note patronale estime le rendement ouvrier inférieur de 40 à 50 p. 100 au rendement métropolitain. La tâche correspondant pour la coupe de canne à la rémunération d'une journée de travail serait toujours et normalement effectuée en moins de huit heures (de 3 à 6 heures). Les tonnages de canne manipulés ont diminué, la durée d'enlèvement de la récolte est de cinq à six mois contre trois avant guerre, les usines tournent à deux quarts, soit seize heures maximum contre vingt-quatre avant guerre et dans les autres pays producteurs.
Renseignements communiqués:
1° Par les sucreries coloniales (Guadeloupe):
Centre Bonne Mère: 71 journées de travail fournies contre 150 normales (moyenne pour le premier trimestre 1949).
Centre Marquisat: 65 sur 150.
Moyenne par quinzaine (12 jours ouvrables) et par ouvrier pour les deux usines: 5,56 par journée fournie;
2° Par les usines Darboussier (Guadeloupe):
Deuxième quinzaine avril 1949, pour 10 jours ouvrables: hommes, 6,15; femmes, 5,35 (contre 3,30 et 3,40 dans la quinzaine précédente).
. . . . . .
Si ce facteur est moins important que ne l'avancent les organisations patronales quant à son incidence sur le coût de la vie (action sur la demande des denrées courantes plutôt qu'incidence sur leur prix de revient), il constitue un élément essentiel d'appréciation pour l'étude de l'application de la sécurité sociale. L'exemple métropolitain suggère qu'en période de forte hausse des prix, une augmentation des charges sociales, donc des salaires indirects, est supportée en définitive par les salariés, et que les salaires globaux ne s'accroissent pas au même rythme que la productivité. Une répartition des charges sociales entre les seuls salariés n'est pas possible aux

(1) La moitié seulement des ouvriers agricoles travaillent en permanence dans l'agriculture. En effet, suivant la saison, un grand nombre d'entre eux se livrent indistinctement à des travaux agricoles ou industriels, les usines (sucreries et distilleries) utilisant une importante main-d'œuvre non seulement pendant la période de production — de janvier à juin — mais aussi pendant le second semestre, consacré au démontage des machines et des tuyauteries, au nettoyage des pièces encrassées au cours de la fabrication et à la remise en place de toute l'installation après révision.
Un certain nombre des agricoles travaillent, d'autre part, de façon intermittente en se livrant aux travaux les plus variés, se consacrant par exemple, au cours d'une même semaine, à la pêche pour leur propre compte, à des travaux de maçonnerie pour un entrepreneur et à des travaux agricoles dans une plantation ou sur leur propre lopin de terre.

(1) Le régime actuel entraîne d'indéniables servitudes: ainsi, le tube d'aspirine, importé de métropole, revient quatre fois plus cher qu'un médicament similaire en provenance des U.S.A., le litre d'huile acheté à Dakar deux fois plus que le litre acheté aux Etats-Unis, etc. (et ceci, malgré le change).
(2) Pénurie due elle-même à des causes diverses: attribution insuffisante de dollars, (900.000 contre 5,5 millions prévus en 1948 à la Martinique); prix élevés des denrées locales, par suite des rendements insuffisants et de l'organisation des marchés.
(3) Les denrées importées sont grevées de frais de transport, etc., et jouent le rôle de prix-pilotes. La législation des loyers n'a pas été appliquée aux Antilles pendant d'entre-deux-guerres. Le coût de la construction est très élevés, les bois mêmes étant importés.

(1) A signaler la situation privilégiée des dockers et, en Guadeloupe notamment, des transporteurs; à ces derniers est accordée une prime de 100 F par voyage, qui encourage ces déplacements supplémentaires, particulièrement importants lorsqu'il y a lieu de charger des bananes.
(2) 6 milliards selon les syndicats; 1 milliard et demi pour 31.500 salariés en 1948. La population active étant de 95.000, les majorations de salaire en 1949 de 35 p. 100, total = 6 milliards 75 millions.

Antilles. Seul un accroissement de la productivité dans la stabilité des prix rendrait donc possible l'institution d'un mécanisme efficace de solidarité.

3° *Bilan des entreprises produisant des denrées de grande exportation* (1).

Dans les conditions actuelles de l'économie antillaise, ce bilan est essentiel à la solution du problème du quantum des charges sociales efficace.

La production bananière connaît une période de prospérité, en raison des prix possibles à l'exportation, de la faiblesse relative des prix de revient malgré les salaires payés à la main-d'œuvre (supérieurs généralement aux taux réglementaires). Les marges bénéficiaires sont importantes, mais l'essor actuel semble passager. Au surplus, le secteur bananier emploie une petite part de la main-d'œuvre

Les difficultés du secteur sucre-rhum sont, au contraire, manifestes. Les prix de revient, qui furent toujours relativement élevés, se sont gonflés à la suite du relèvement des salaires, de la hausse des frais généraux due aux investissements d'après-guerre, de la chute et des pertes de production au cours des récentes campagnes 1947-1948 par suite d'une violente crise sociale (surtout en Guadeloupe), de la hausse des produits importés, de l'application de la législation fiscale et de la taxe de péréquation.

Le syndicat des producteurs exportateurs de sucre de Guadeloupe indique, pour 1948, une récolte de 28.000 tonnes de sucre contre 50 à 55.000 tonnes attendues, un rendement de 89 unités sucre-rhum par tonne de cannes contre 113 et 109 en 1945 et 1946, une recette de 45 francs l'unité pour un prix de revient moyen de 48 f 50 (2). Il estime à 150 millions le déficit de la campagne 1948, d'ailleurs inégalement réparti entre les usines. Ce déficit aurait été couvert grâce à la revalorisation des produits à la vente (et notamment du rhum stocké) (3) par suite de la détérioration progressive de la monnaie. Perte également pour les salariés, du fait des grèves et des « errements officiels » (800 millions); situation dommageable aux petits planteurs qui ont perdu une partie de leur récolte.

Les syndicats ouvriers contestent ces chiffres que corrobore partiellement l'avis exprimé dans le compte rendu d'exercice de la Banque de la Guadeloupe (1947-1948).

Les entreprises ont certainement éprouvé des difficultés de trésorerie lors de la dernière campagne; on ne peut que conjecturer les résultats définitifs réels faute de publicité de bilans significatifs (4). Cependant, il semble que les réserves et provisions diverses soient importantes et les sociétés ont fréquemment procédé après la guerre à de grosses augmentations de capital par incorporation de sommes comptabilisées sous diverses rubriques (5).

L'enseignement à tirer des deux dernières campagnes concerne surtout l'acuité des antagonismes entre patrons et ouvriers aux Antilles. La crise sociale qui affecte la Guadeloupe pose des problèmes qui débordent le cadre de l'économie sucrière.

La crise économique menaçante pour cette industrie n'est, elle aussi, qu'un aspect du problème général antillais. Les chiffres des récoltes 1947-1948 sont exceptionnels. Une augmentation de la production réduirait les prix de revient. La Barbade, île désolée et sèche, à peine plus grande que l'île de Marie Galante, a déjà produit près de 150.000 tonnes de sucre, soit autant que les Antilles françaises (dans les bonnes années). Le rendement à l'hectare, de 50 tonnes environ (Hawaï 156), pourrait être porté à 80 tonnes grâce à l'irrigation, à l'amélioration des variétés, à l'emploi accru des moyens mécaniques, à l'amélioration des transports de la canne au moulin. Cette compression des prix de revient est nécessaire au succès de l'exportation, même en économie protégée.

Un aménagement des normes et des temps effectifs de travail contribuerait aussi à une reprise des industries de la canne et à la résistance de ce secteur aux effets d'une concurrence internationale plus sévère. Le coût de la main-d'œuvre commande le volume de l'emploi. Une augmentation de capital d'exploitation, en réduisant la part du travail, devenu trop cher, dans la production, entraînerait un chômage que ne suffirait pas à résorber un accroissement nouveau de la production.

Mais, d'autre part, le payement de salaires indirects permettrait l'amortissement du capital humain dont nous verrons qu'il n'est pas, pour une grande part, assuré, au moins qualitativement. A cet égard, à la hausse des salaires nominaux individuels eût sans doute été préférable l'accroissement des charges sociales, plus rentable à bref et à long terme. Par ailleurs, l'insuffisance du rendement individuel contribue à réduire la concurrence des offres de travail dans un pays sous-équipé pour son niveau démographique. D'où cette conséquence paradoxale et sociologiquement intéressante: étant donné la structure économique présente, un accroissement du rendement individuel ou une hausse des prix du travail effectif due à une insuffisance ou une baisse de rendement auraient des conséquences analogues: un développement du chômage effectif ou larvé (1).

Les résultats de la réglementation rigide des salaires auront au moins prouvé la fragilité sinon la non viabilité de l'actuelle économie antillaise. Une industrie comme celle de la canne doit normalement pouvoir supporter des charges sociales équivalentes à celles des industries de structure moderne. Un double effort de rationalisation permettrait d'atteindre cet objectif: amélioration des moyens de production (méthodes et instruments) mis à la disposition d'une main-d'œuvre de rendement moyen normalisé. Mais il devrait s'inscrire dans un programme d'ensemble assurant une meilleure répartition de la population active entre des productions plus variées (décongestion du secteur sucre-rhum). Les possibilités d'une économie plus complexe existent aux Antilles. Leur mise en œuvre (2) éventuelle pose des problèmes, notamment financiers et sociaux, délicats, qu'il serait grand temps d'envisager et de résoudre si la métropole ne veut pas s'exposer à de douloureux réveils que laissent présager le climat d'instabilité et la violence des antagonismes dont les récentes difficultés sociales donnent un faible avant-goût.

DONNEE HUMAINE - EQUIPEMENT COLLECTIF

I. — Problèmes sociaux

S'il est nécessaire d'envisager l'application de la sécurité sociale dans son contexte économique, il est utile aussi d'en déterminer les conditions et le climat psycho-sociologiques.

L'impression qui se dégage pour tout observateur non averti parcourant les îles est celle d'un chantier abandonné et maintes fois repris par des entrepreneurs inconstants ou impuissants. Le rythme accéléré des nominations de gouverneurs dont certains sont demeurés quatre mois en place, les querelles locales, les rivalités raciales, l'incompréhension de la métropole qui se représente mal, souvent, la situation de territoires éloignés d'elle de plus de 7.000 kilomètres, bien d'autres causes encore expliquent que l'organisation de ces pays paraisse souvent incohérente et incomplète. Certaines branches d'activité semblent plus favorisées que d'autres; certaines époques ont laissé sur ces terres des marques plus profondes: sans doute correspondent-elles au maintien à son poste pendant quelques années d'un gouverneur réalisateur? On le sait mal. Mais on constate avec surprise la floraison, par exemple, d'un certain nombre de bâtiments publics de même style et de même objet (ainsi certains dispensaires en Martinique) qui expriment la volonté déterminée d'un homme ou d'un groupement qui n'ont pas su ou pu dans la suite mener leur effort jusqu'au bout.

Equipement public.

Les conditions matérielles d'activité des organismes publics sont défectueuses: qu'il s'agisse d'hôpitaux, d'écoles, de bureaux pour les administrations, etc., on se heurte à d'inquiétantes déficiences, et par exemple à une impossibilité à peu près totale de trouver de nouveaux locaux ou d'améliorer et d'agrandir les anciens.

Des classes construites pour quarante élèves doivent en recueillir quatre-vingt, sans parvenir à recevoir tous les enfants d'âge scolaire (1). Les hôpitaux sont surchargés: ainsi, l'hôpital psychiatrique de Saint-Claude, seul établissement de ce genre pour toutes les Antilles et la Guyane française, reçoit deux fois plus de malades que ne le permettraient les règles de la simple hygiène. L'hôpital du Lorrain, détruit en partie l'an dernier par un tremblement de terre, n'a pas encore été remis en état. Les maternités sont encombrées malgré leur caractère primitif et l'éloignement, combiné à la rareté, fait que de nombreuses femmes accouchent encore chez elles, aidées d'une seule matrone.

Les administrations éprouvent de grandes difficultés à s'abriter. Nous n'en voulons pour exemple que le problème grave posé par le logement des caisses de sécurité sociale. Précisons d'ailleurs que beaucoup des anciennes constructions de bois brûlent avec une facilité étonnante et que la caisse de compensation de la Guadeloupe a vu ainsi récemment une partie de ses dossiers détruits en même temps que tous ses bureaux.

La radiodiffusion de la Guadeloupe ne peut trouver de local pour s'installer et, tandis que son bureau de documentation est réfugié dans un coin de la préfecture de Basse-Terre, son poste émetteur (à faible portée, lorsqu'il n'est pas silencieux) bénéficie momentanément d'une réquisition provisoire de deux chambres dans le seul hôtel convenable du chef-lieu.

Il est vrai que, dans une ville comme Fort-de-France, l'administration militaire occupe, sans avoir l'intention de les abandonner, les deux tiers de la ville pour des effectifs particulièrement maigres (la moitié seule du contingent est appelée chaque année) et possède de nombreux bâtiments dans les quartiers résidentiels les mieux situés et les plus sains.

Les P. T. T. ne peuvent avoir encore la totalité des services métropolitains: l'absence de chèques postaux constitue une grave carence (déjà vivement ressentie en matière de sécurité sociale). Les lignes téléphoniques sont

(1) Les renseignements sur la structure exacte des prix de revient pour les exploitations ayant une comptabilité, sur la part des salaires, le volume des profits et les investissements sont incertains.

(2) Prévisions pour 1949: pour un volume de cannes manipulées de 600.000 tonnes, un rendement de 95 unités sucre-rhum par tonne de canne, 58 francs de recette contre un revient de 73 francs (selon d'autres estimations, recette à l'unité: 64 francs).

(3) Le coefficient de hausse du prix du sucre est moins élevé (19) que l'indice de majoration moyen des autres denrées. La disparité des prix locaux pose des problèmes complexes (emploi, etc.), et favorise certaines spéculations nuisibles à l'économie générale (exemple du rhum ces dernières années).

(4) Signalons, à ce propos, la carence des comités d'entreprise.

(5) Les campagnes de l'immédiat après-guerre ont été fructueuses (au moins financièrement par suite de l'écoulement des stocks accumulés, des résultats satisfaisants des récoltes et des circonstances favorables (pour le rhum notamment, faible production locale (alcools en France) des pays dévastés; conditions économiques nouvelles: débouchés africains pour le sucre).

(1) Le corps social semble fournir le quantum de travail correspondant à un plein emploi fictif (équilibre instable à un niveau très déprimé).

(2) Ceci ne signifiant en aucun cas la dépréciation des efforts tentés qui correspondent à une utilisation avantageuse des ressources naturelles et humaines de ces pays; mais partielle, et de plus en plus insuffisante et incapable de donner une assise solide et équilibrée à leur développement économique et social. La production des denrées d'exportation dans la zone des Caraïbes est économiquement plus avantageuse que la production de denrées destinées au marché local (alimentation notamment). Circonstance due pour partie au niveau anormalement élevé des coûts de production locaux (retard technique, exigüité des moyns d'exploitation, etc.); mais qui, en tout cas, n'est pas incompatible avec une relative diversification de l'économie locale, notamment des produits susceptibles d'être exportés régionalement ou sur des marchés plus lointains.

(1) Voir note annexe sur la scolarité aux Antilles.

des plus défectueuses. Le matériel ancien est usé et ne répond plus à la demande. Il est souvent plus facile de télégraphier que de téléphoner à l'intérieur des îles, à la condition toutefois que le télégramme puisse être distribué.

Dans les administrations, le personnel manque souvent de formation technique par suite de l'insuffisance des divers établissements scolaires, et, de l'avis des directeurs de service, l'absentéisme semble malheureusement y sévir, ceci provenant pour partie du fait qu'un grand nombre de fonctionnaires sont des femmes et que beaucoup de ces femmes, mères de famille nombreuse, doivent faire face à de multiples tâches.

Viabilité. — Cent kilomètres seulement de routes en Guadeloupe, 150 en Martinique, les deux réseaux n'assurant même pas, sans solution de continuité, le tour complet de l'île: tel est le bilan des voies nationales en ces pays. Peu ou pas de voies de pénétration utilisables par voiture normale: sur la plupart des chemins, dits départementaux, la jeep est de rigueur; d'où difficultés énormes pour joindre les travailleurs éparpillés dans les campagnes, que l'amour d'une liberté précieuse et un excès d'individualisme incitent à disperser leur habitat. Dans ces conditions, les contrôles statistique, médical ou autres, sont infiniment délicats et ce seul fait constitue une difficulté majeure à l'application de la sécurité sociale. Certains malades de l'intérieur des terres doivent être portés pendant plusieurs heures dans des hamacs suspendus par des perches pour rejoindre le dispensaire le plus proche et, si c'est nécessaire, l'hôpital de leur ressort.

Si la viabilité est déficiente, l'équipement électrique du pays comme sa seule alimentation en eau laissent aussi beaucoup à désirer.

L'eau est rare; les points d'eau sont souvent très éloignés des habitations et, dès l'âge le plus tendre, les enfants sont dressés à la corvée d'eau. L'alimentation des villes importantes (comme Fort-de-France ou Basse-Terre) est particulièrement défectueuse en qualité et en quantité. Pendant la saison sèche, les gens et les animaux souffrent de la pénurie d'eau douce et, selon l'expression consacrée, la Grande-Terre, en Guadeloupe, devient « le pays de la soif ». La population doit utiliser soit les citernes aménagées auprès des habitations, soit les quelques sources du pays, soit même, dans certaines régions, l'eau des mares, croupie et malsaine, qui subsiste encore dans quelques creux de terrain.

Les postes de verdunisation sont insuffisants ou mal situés et l'eau de Fort-de-France notamment passe pour contenir, en raison de l'état de la tuyauterie, un pourcentage impressionnant de matières polluées. A Pointe-à-Pitre, le réseau actuel date de 1891 et, du fait qu'il n'existe pas de compteur, la consommation est beaucoup trop élevée pour la quantité d'eau débitée. La distribution ne peut être assurée que quelques heures par jour et cette méthode entraîne, dans le réseau de tuyauterie insuffisamment étanche, un nombre considérable de détritus qui rendent l'eau particulièrement dangereuse. Il serait nécessaire ou de construire rapidement de nouvelles citernes ou de creuser des puits, en tout cas d'améliorer les méthodes de désinfection et notamment d'assurer le nettoyage fréquent des tuyaux souillés et encombrés par les dépôts en même temps que par les débris de toutes sortes.

La misère des bâtiments publics, la faiblesse des réalisations collectives, les conditions déplorables faites à l'action des services publics et administration locales, ne le cèdent en rien à la situation lamentable de l'habitat.

Habitat.

Si le taudis peut être considéré comme l'un des plus graves fléaux sociaux et comme l'agent de tous les autres, une grande partie des maux dont souffrent les Antilles doit, sans aucun doute, lui être imputée.

En dehors de quelques bâtiments publics d'un style d'ailleurs heureux et original, tel que le palais de justice ou celui du conseil général de Basse-Terre ou le lycée Schoelcher à Fort-de-France, mis à part les quartiers résidentiels des grandes villes et quelques grands immeubles d'habitation relativement récents, la plupart des maisons sont en bois, assez basses (deux étages au plus) et sans aucun confort. Les quartiers populaires sont si sordides qu'on imagine difficilement le mode de vie de la population grouillante qui s'y trouve. Le quartier « de l'assainissement », par exemple, à Pointe-à-Pitre, s'est dressé à côté du cimetière, à l'endroit même où les égouts de la ville se déversent dans la mer et sur des terrains constitués en grande partie par l'apport de ces égouts.

Cases de bois d'une pièce, deux au maximum, légèrement surélevées à l'aide de quatre blocs de pierre; à côté, un appentis qui sert de cuisine. Pas d'eau, pas d'égout, pas d'électricité. Les cases ont poussé là à l'aventure, selon la fantaisie de gens malheureux n'ayant aucune possibilité de se loger normalement — jusqu'au jour où les pouvoirs publics alertés ont dû les numéroter afin d'interdire l'établissement de toute nouvelle habitation. Des familles de huit, dix personnes y vivent entassées sans grand espoir de voir leur sort s'améliorer et victimes de tous les maux inhérents à cette promiscuité. L'ameublement est plus que sommaire: quelques paillasses, une table, quelquefois des chaises et c'est tout.

L'habitat rural n'est pas plus satisfaisant. La case de bois de la Guadeloupe, comme la case de bambou de la Martinique au toit recouvert d'un chaume fait de fibres ou plus simplement de tôle ondulée, a le caractère plus que rudimentaire des « gourbis » algériens: sol en terre battue, pas d'ameublement, le minimum de possibilités d'hygiène. On peut s'étonner de voir des enfants extrêmement propres et des hommes au pantalon blanc impeccable sortir de ces misérables masures où la ménagère ne trouve aucune facilité de vie.

Une note annexe indique quelle est l'importance du problème du logement en ce qui concerne le recrutement des fonctionnaires: car à tous les méfaits du taudis s'ajoute l'influence des prix exorbitants du logement. Si des appartements sans confort de quatre ou cinq pièces se louent 20.000 francs par mois, 7 à 800 francs sont demandés pour les cases primitives décrites: lourde charge pour le budget des travailleurs.

Voici quelques prix demandés en Martinique pour des appartements de maisons construites en ciment armé:

Ravine Bouille (à Fort-de-France): 1 pièce, 4 000 F.
Rive droite Levassor: 2 pièces, 2.000 F.
Terres Sainville: 3 pièces, 4.000 F.
Morne Pichevin: 4 pièces, 10.000 F.

Plusieurs programmes de construction sont à l'étude: H. B. M., cités militaires, cités de fonctionnaires. Ces dernières, fort bien comprises, sont déjà en voie de réalisation, notamment à Fort-de-France où leur situation comme leur conditionnement sont des plus heureux (1).

Une initiative du même ordre a donné naissance, à Basse-Terre, à la cité de fonctionnaires dite cité des Caraïbes. Construite en grande partie pour la Conférence des Caraïbes, une vingtaine de pavillons de deux types différents (les uns préfabriqués, les autres montés par une entreprise locale) se dressent à flanc de côteau au-dessus de la mer: réussite de goût et d'aménagement. Mais l'administration départementale s'est heurtée, en cette affaire, à des ukazes de l'administration centrale qui, négligeant les contingences locales, ont été la source de dépenses considérables et d'investissements stériles.

Tous ces programmes rencontrent d'ailleurs des difficultés d'exécution, en raison notamment de la pénurie de matériaux, du prix considérable découlant du fret et des nouvelles taxes (une tonne de ciment coûte 14 à 15.000 francs à Basse-Terre) et de l'insuffisance technique de la main-d'œuvre.

L'habitat demeure ainsi le problème de base et tout vrai progrès social est impossible si une solution urgente n'y est apportée.

Sans constructions, pas d'hygiène, pas de vie normale, pas de cadres: les Antilles risquent de perdre leurs meilleurs éléments faute de pouvoir leur assurer un minimum de confort.

En améliorant l'habitat, on fera naître des besoins nouveaux, on modifiera complètement le climat psychologique des îles et cette dernière considération n'est pas la moins importante. Pour exprimer les faits avec une brutale franchise, il faut en finir avec la case d'esclave et assurer à chacun une demeure normale d'homme libre.

Une autre raison, d'ailleurs moins grave, certes, mais importante aussi, milite en faveur de la construction.

Les Antilles françaises se trouvent isolées dans la zone dollar avec des ressources en devises fortes insuffisantes. Des ressources nouvelles en dollars apporteraient aux îles une aide considérable: le tourisme pourrait être un excellent moyen à cette fin. Nombreux sont, en effet, les américains qui manifestent aux bureaux du tourisme français de New-York leur désir d'y séjourner. L'état de l'industrie hôtelière est malheureusement tel qu'organiser des voyages d'étrangers est pratiquement impossible: un seul hôtel convenable dans chaque grande ville, ayant un nombre infime de chambres, lorsqu'elles ne sont pas réquisitionnées pour le logement des fonctionnaires. Deux projets sont à l'étude en Guadeloupe: l'un concerne Pointe-à-Pitre; son exécution est arrêtée, faute de fonds. L'autre, Basse-Terre (au centre de la cité des Caraïbes), n'existe encore que sur le papier. En ce domaine, comme en matière d'habitat local, un gros effort devrait être tenté d'urgence dans chacun des deux départements.

Quel est, dans un tel cadre, le comportement du travailleur?

L'homme et le travail.

L'atmosphère sociale des Antilles est lourde. Les travailleurs revendiquent une amélioration de leur pouvoir d'achat, l'allègement de leurs tâches, un ajustement de leurs conditions de vie à un niveau comparable à celui de l'ouvrier métropolitain. Les représentants patronaux déplorent un absentéisme incorrigible et un insuffisant rendement.

Nous avons dit de la brusque ascension des prix postérieure au conflit 1939-1945 qu'elle a transformé les départements antillais en zones de vie chère: sans les subventions et les arrêtés préfectoraux réduisant les marges bénéficiaires, le coût de la vie y serait sensiblement de 70 p. 100 plus élevé qu'en métropole; il est largement de 30 à 50 p. 100 supérieur. La hausse des salaires a suivi la hausse des prix, sans la compenser. La distorsion salaires-prix, ordinaire en cette sorte de conjoncture, a développé ses effets sociaux habituels. Même, la misère n'a pas été atténuée temporairement par l'accroissement nominal des rémunérations. Les budgets familiaux en témoignent (voir ci-contre), comme les observations directes que peut enregistrer le touriste: misère sociale, qui justifie la réputation de charme et de pittoresque dans la pauvreté de cette région des Caraïbes; misère individuelle, apparente dans l'habitation, l'alimentation, l'emploi courant des ressources sinon sur la personne même de l'Antillais; misère générale que dégage immédiatement l'absence de commodités élémentaires, caractéristiques du développement de la civilisation matérielle.

Autre symptôme social du dérèglement économique: l'existence d'un marché noir du travail (dans le secteur bananier et les entreprises de transport et de manutention). La situation démographique et les carences administratives (état civil) favorisent d'ailleurs certaines anomalies. Ainsi, les travailleurs des ports et docks gagnent d'importants salaires journaliers et l'on voit fréquemment à Fort-de-France des cartes de travail passer dans trois mains différentes au cours d'une journée, pour permettre à trois travailleurs de se répartir le montant du salaire individuel.

1° La Martinique (1)

Dépenses mensuelles d'une famille ouvrière de quatre enfants dont le père seul travaille avec un salaire horaire de 69,30 F.

Charbon, 30 décalitres à 75 F, 2.250 F.
Café, 1 kilo, 220 F.
Sucre, 1 demi-kilo par jour à 81 F, 2.437 F.
Petit déjeuner du matin, 1.800 F.
Légumes du pays, 2.100 F.
Chair pour le repas du midi, 500 F.

(1) A signaler une intéressante initiative privée: cele de l'usine Beauport, en Guadeloupe.

(1) Budgets fournis par l'Union des femmes francaises.

Apéritif par jour 1.200 F.
Dessert, par jour une moyenne de 25 F, 750 F.
Goûter pour deux enfants, 600 F.
Soupes, par soirée une moyenne de 100 F, 2.400 F.
Lumière (éclairage), par mois, 300 F.
Oignons, une moyenne de 10 F par jour, 300 F.
Fournitures pour la soupe, 600 F.
Citrons, 300 F.
Sel, 1 kilo par semaine, 64 F.
Huile, 1 litre et demi par semaine à 214 F, 1.284 F.
Fourniture par jour, 1.500 F.
Souliers, 1.500 F.
Journaux, 25 F par jour, 750 F.
Lait condensé, la boîte 100 F, 3.000 F.
Tolument, 100 F par semaine, 400 F.
Vin, 1 litre par semaine, 600 F.
Haricots (lentilles, pois verts), 3.000 F.
Au total, 27.845 F.

2° La Guadeloupe.

Famille de 10 personnes.

(Mère et père fonctionnaires.)

Traitement mensuel du père, 25.950 F.
Traitement mensuel de la mère, 12.250 F.
Total, 38. 200 fr.
Dépenses journalières (alimentation).
Café, 20 F.
Chocolat, 20 F.
Pain, 176 F.
2 litres de lit vache (nourrisson), 100 F.
Viande, 350 F.
Légumes, 350 F.
Sucre, 150 F.
Dessert, hors-d'œuvre, condiment, 100 F.
Total, 955 F.

Dépenses mensuelles.

Alimentation: 955 × 30, soit 27.650 F.
Loyers, 7.000 F.
Domesticité, 3.000 F.
Vidanges, 120 F.
Lumière, 650 F.
Charbon, 1.400 F.
Epicerie, 7.000 F.
Lessive, 4.000 F.
Chaussures (moyenne par mois pour quatre écoliers), 2.275 F.
Dépenses pour médecin, pharmacie, dentiste (en moyenne par mois), 4.895 F.
Total, 57.990 F.
Traitements, 38.200 F.
Différence, 19.790 F.
Vin, cigarettes, loisirs, voyages, vêtements non compris.
Pour parfaire aux dépenses, la mère est obligée de faire de la couture la nuit, le père de donner des leçons particulières.

Famille de 9 personnes

(Père fonctionnaire. — Mère au foyer. — 7 enfants de neuf à dix-huit ans.)
Solde mensuelle, 41.000 F. (Allocations familiales comprises).
Dépenses journalières (alimentation).
Petit déjeuner, 150 F.
Pain, 200 F.
Viande ou poisson, 600 F.
Légumes ou riz, 200 F.
Condiments, matières grasses, 100 F.
Goûter, 100 F.
Dessert, 100 F.
Sucre, 50 F.
Total, 1.500 F.

Dépenses mensuelles

Alimentation: 1.500 × 30, soit 45.000 F.
Loyers, 5.000 F.
Domesticité, 2.000 F.
Lessive, 3.000 F.
Coiffeur (4 garçons), 400 F.
Lumière, 700 F.
Frais d'études, 6.000 F.
Médecin, pharmacien, dentiste (moyenne), 2.000 F.
Vêtements, chaussures (moyenne), 5.000 F.
Total, 69.100 F.
Traitement, 41.000 F.
Différence, 28.100 F.
Différence complétée par des travaux supplémentaires.

3° Pointre-a-pitre.

Période du 1er au 14 avril 1949.

(Huit enfants, dont 1 en bas âge.)

1° Salaires:
Gain du père (suivant feuille de paye), 6.324,95 F.
Gain de la mère (suivant feuille de paye), 2.010 F.
Total, 8.334,95 F.
2° Dépenses journalières:
Pain: 10 parts, 100 F.
Café, 25 F.
Chocolat, 20 F.
Sucre (1)
Menu:
2 kilos patates, 40 F.
2 kilos ignames, 100 F.
1 kilo malangas, 40 F.
1 livre morue, 82, 50 F.
Aubergines, 25 F.
Soit:
Lentilles, 1 livre, 80 F.
1 livre 1/2 poisson, 150 F.
Goûter, 35 F.
Charbon, 40 F.
Condiments, 15 F.
Graisse, 40 F.
Pétrole, 10 F.
Lait du bébé, 40 F.
Total, 872, 50 F.
Soit, pour 13 jours, 11.342.50 F.

Ajoutons que les 40 francs de charbon sont nettement insuffisants. Patates, ignames, malangas sont cuits sur du bois. Il faut ajouter à ces dépenses: savon, allumettes, loyer, fournitures classiques, vêtements, chaussures, etc., et... en Grande-Terre où se pose le problème de l'eau: une moyenne de 20 francs d'eau achetée à la citerne communale. Il faut encore supposer que jamais les membres de cette famille ne sont malades.

Cependant, un effort sérieux de normalisation des salaires et conditions d'emplois se poursuit. Les salaires ont été remis en ordre, la pratique des fiches de paye généralisée; les cotisations d'allocations familiales et de congés payés sont plus normalement versées. Les réformes acquises dans les entreprises industrielles importantes sont étendues peu à peu à l'agriculture: la paye des ouvriers agricoles, qui s'effectue tous les samedis après-midi sous la surveillance des « géreurs », est régulièrement portée sur les livres de paye (les « carbets » en Martinique) et des fiches de salaires sont délivrées au personnel; les congés payés ont été rendus obligatoires.

Reste, d'ailleurs, qu'aucune réglementation du travail, aussi poussée soit-elle (2), ne suffira à remédier durablement à l'état pathologique de la société antillaise, pas plus qu'une action superficielle ne permettra de résoudre les problèmes de l'assiduité au travail, de la régularité et de la productivité de l'effort ouvrier.

Le patronat impute volontier la responsabilité de la misère actuelle à l'ouvrier lui-même: si les salaires restent bas, la raison doit en être cherchée dans la tradition bien établie des quatre jours et demi de travail par semaine. Celle-ci débute souvent le mardi après-midi ou le mercredi matin pour se terminer le samedi à midi; l'ouvrier agricole qui travaille à la tâche peut récupérer quelques tâches, c'est-à-dire couper quelques kilomètres de cannes supplémentaires; l'ouvrier qui est aux machines arrête sa machine et le rendement de l'usine en est affecté.

C'est là constater une situation, beaucoup plus qu'en révéler les causes (3). Pour les apprécier, les analyses psychologiques sommaires qui alimentent la lutte des classes ne fournissent que des indications partielles. La paresse, la mauvaise volonté ou la peine des hommes sont arguments de forum qui suggèrent néanmoins certains déterminants essentiels: déficience physiologique générale de la population, — pénibilité du travail dans un climat peu favorable, — « aliénation » du travail et survivance d'éléments sociologiques d'un autre âge, — manque d'éducation sociale ou professionnelle des producteurs (tant patrons qu'ouvriers), — informations erronées sur la situation et les conditions du travail en métropole. Puis, il faut rappeler une fois de plus que l'ouvrier antillais est souvent aussi un petit artisan ou un petit cultivateur travaillant pour son propre compte et par là même incité à se réserver des heures de travail personnel. Par ailleurs, désirant se conduire en homme entièrement libre, il entend rester maître de son temps et de sa tâche et ne se résoud pas encore à se plier à certaines règles de discipline, banales en métropole.

Le rendement du travailleur antillais peut sans doute être accru. Pour y parvenir, un climat différent est indispensable: un aménagement plus heureux des conditions de vie peut, en atténuant certains complexes psycho-sociaux et en exorcisant un passé trop pesant, modifier totalement, à bref délai, le comportement de l'Antillais en face de son travail.

Mais surtout, la situation présente et l'action éventuelle pour en modifier les données sont étroitement liées au régime économique des îles et aux problèmes qu'il soulève. Le rapport est évident dans le cas particulier du travail des femmes et des enfants.

La législation métropolitaine les réglementant est pratiquement méconnue. La situation des femmes paraît d'ailleurs un peu différente en Martinique et en Guadeloupe. S'il est fréquent d'apercevoir ici, au moment de la récolte des cannes, des ramasseuses qui, comme les glaneuses de nos campagnes, groupent et lient les cannes, l'observateur a la grande surprise de voir en Martinique les femmes participer à des travaux de force que toute législation de protection devrait formellement leur interdire: travaux de remblaiement du port de Fort-de-France, empierrement des routes, transport de lourds sacs de sel, de farine ou de charbon qu'elles montent jusqu'au deuxième étage.

Leur salaire — à cause, dit-on, d'un rendement quelquefois inférieur au rendement masculin — est inférieur d'un tiers environ à celui des ouvriers. Mais toute protestation reste vaine, car la femme, souvent seule pour élever ses enfants en raison d'un nombre élevé d'unions illégitimes, a besoin de travailler; l'opinion publique n'admet pas, d'ailleurs, l'égalité de salaires (1).

En l'état actuel des choses, réglementer le travail féminin et demander pour les Antilles l'application de la formule constitutionnelle est une entreprise périlleuse, car elle peut aboutir à un résultat diamétralement opposé au but poursuivi. Dans un ordre d'idées un peu différent, l'application du « salaire unique » peut conduire aussi à d'égales désillusions. Il est humainement indispensable que des décisions interviennent rapidement et qu'une répartition normale des tâches soit bientôt envisagée, — ceci sans porter préjudice au droit de la femme au travail, et sans bouleverser l'économie du pays (2).

Quant aux enfants dont le sort est généralement misérable, bien que la population antillaise aime les enfants et que les mères s'efforcent de les élever convenablement et de les habiller toujours très décemment (fait qui frappe lors de la visite des établissements scolaires les plus pauvres), les difficultés de leur situation tiennent à deux éléments essentiels.

1° Le pourcentage élevé des naissances illégitimes (40 p. 100) explique aisément que nombre d'entre eux soient élevés hors d'un foyer véritable. Même lorsque la mère est en vie et travaille, les ressources sont souvent insuffisantes et si la mère vient à mourir, laissant plusieurs enfants (quelquefois sept ou huit), ils doivent se disperser chez des

(1) Sucre récolte 1948 vendu à cette époque 37 F.

(2) A cet égard, l'extension du droit métropolitain du travail (surtout hygiène et sécurité des travailleurs, contrôle ouvrier) est plus théorique qu'effective. Il convient de distinguer entre industrie et agriculture proprement dite entre petits et grands établissements.

(3) Des primes très fortes, instituées (notamment en Martinique) pour remettre en honneur les cinq jours de travail, n'ont donné aucun résultat tangible.

(1) Une tentative d'application de la formule « A travail égal, salaire égal » a rencontré l'unanime désapprobation des travailleurs masculins.

(2) Les répercussions d'une réduction de l'apport du travail féminin sont économiquement incertaines: en atténuant un chômage larvé, on risque de provoquer une grave crise de l'emploi (v. *infra*).

des parents adoptifs divers ou vivre en petite communauté dont le chef a souvent dix à douze ans;

2° L'insuffisance notoire de la fréquentation scolaire d'une part (situation due souvent à l'éloignement des cases) et l'insuffisance surtout des classes permettent à des milliers d'enfants de vivre hors de toute formation intellectuelle, morale et civique.

C'est l'origine de la plupart des « petites bandes », groupes d'enfants qui, à la bonne saison, vont de plantation en plantation, s'embauchent à des tarifs généralement inférieurs aux salaires fixés.

Le problème est délicat: refuser du travail à des enfants qui n'ont généralement pas l'âge du travail, décision conforme à la moralité et à la légalité, revient à leur supprimer tout moyen d'existence et à les livrer à la rapine ou à la prostitution. Le travail, même à bas prix, est encore une solution préférable. Mais ce n'est là qu'un expédient: il serait indispensable de créer rapidement pour eux des foyers refuges; il faudrait surveiller à la fréquentation scolaire et la rendre possible par la création de mille et quelques classes indispensables; surtout, il faudrait assurer le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage afin de donner au plus grand nombre d'entre eux une véritable qualification professionnelle (1).

Ainsi le marché du travail serait désengorgé des multiples manœuvres qui l'encombrent sans pour cela assurer à la production locale un meilleur rendement et l'on pourrait former des cadres techniques locaux, indispensables à l'économie du pays.

Il est certes difficile de triompher de coutumes vieilles de plusieurs siècles, mais l'assimilation restera un vain mot, tant qu'un important effort d'aménagement social n'aura pas abouti. C'est une question de volonté et d'éducation. En ce domaine comme en bien d'autres, il faut apprendre aux populations antillaises à désirer ce qu'aujourd'hui elles n'apprécient pas encore. Cette entreprise est, au point de vue psychologique, la tâche primordiale du présent: trop de préjugés flottent encore dans ces pays, en même temps que persiste un manque de formation et d'information des individus.

L'homme dans le contexte social.

L'Antillais demeure très individualiste, rebelle à tout embrigadement et même à l'insertion dans un circuit de solidarité.

Les petits planteurs, singulièrement les planteurs de canne, en sont un exemple frappant. Alors que les formules coopératives pourraient leur permettre de s'organiser et de tenir tête aux grosses entreprises, leurs divisions intestines en font une proie facile pour les exploitants plus importants qui peuvent leur imposer des conditions d'activité défavorables.

Il existe bien en Guadeloupe comme en Martinique une fédération mutualiste.

Celle de la Guadeloupe, possesseur d'un « palais de la mutualité », affirme grouper 20.000 membres et compter 40 sociétés dans la seule ville de Point-à-Pitre. Les membres de toute société mutualiste versant une cotisation mensuelle de 30 F, bénéficieraient en retour du montant de la moitié des frais d'hospitalisation, jusqu'à concurrence de 1.000 F, et recevraient des primes de natalité de 5.000 F par enfant.

En Martinique, la fédération mutualiste grouperait 62 sociétés adhérentes et compterait 60.000 membres. Les avantages des adhérents, qui versent une cotisation mensuelle de 50 F, seraient les suivants:

En cas de maladie, les frais médicaux et pharmaceutiques seraient couverts pendant un mois.

Une prime de 500 F serait versée à chaque naissance.

(1) Ajoutons à cela que, pour des raisons humaines et intéressées, doivent être appliquées intégralement les lois de protection maternelle et infantile en vigueur dans la métropole.

Un secours de 5 à 10.000 F serait versé à la famille du disparu (1).

Enfin, une caisse de retraite récemment constituée permettrait de verser à tout adhérent de soixante ans, ayant cotisé pendant vingt-cinq ans, une retraite de 2.000 F par an; cette retraite serait financée par un supplément de cotisation et une subvention annuelle du département.

Mais il semble que les comptes rendus d'activité et les résultats affirmés sont un peu flatteurs; que la mutualité, dans bien des cas, a dévié de ses objectifs premiers, sans bénéfice réel pour ses adhérents.

La vie syndicale manifeste l'effort de solidarité ouvrière. Or, les trois centrales syndicales (C. G. T., F. O., C. F. T. C.) groupent à peine dans chaque île 10.000 ouvriers sur 55.000 travailleurs environ et sur une population active de 100 à 110.000 âmes. Très souvent, l'action syndicale est d'abord politique, dans des régions où la politique de personne a barré tout effort véritable de construction économique et sociale. En dehors d'un petit praesidium, les syndicalistes sont insuffisamment informés, notamment des exigences d'un réel essor social.

En 1945, fut constitué en Martinique (2) un « fonds social », par le moyen d'une taxe sur les importations et les exportations. Ce fonds est destiné à compléter les salaires anormalement bas, à créer des organismes sociaux et à consolider ceux qui existent. Mais, hormis quelques subventions versées à des ouvriers, le fonds social a surtout permis la construction à Fort-de-France d'une maison des syndicats, dont l'utilité est réelle, mais qui eût pu passer après la création d'un foyer d'enfant ou d'une maternité.

La sécurité sociale a été présentée jusqu'ici à ces populations comme la panacée susceptible de supprimer en toute circonstance tous les maux dont souffre le travailleur antillais. Elle a été une arme de démagogie politique, sans qu'on prenne soin d'instruire des hommes de bonne volonté et naturellement généreux, mais encore frustes, des devoirs de solidarité d'où doivent découler tous leurs droits.

Plus généralement, la méconnaissance des conditions du progrès de la civilisation matérielle est presque totale — conséquence normale d'une absence d'histoire sociale et d'éducation de l'individu.

Parmi les facteurs caractéristiques du milieu social local, citons aussi: une certaine tendance à la prodigalité, dont témoigne l'étonnante extension et popularité des jeux de hasard — l'abandon où sont laissés officiellement sports, loisirs et vie culturelle dans un pays où leur place est importante — l'inéducation du consommateur, mal formé à dresser la hiérarchie de ses besoins et étranger à toute idée d'épargne, sans doute parce qu'il a fort peu la possibilité de les satisfaire et de la pratiquer; surtout, l'acuité des antagonismes sociaux et même raciaux (profonds et tenaces, sinon virulents), d'ailleurs souvent complémentaires, suffisants à vicier fondamentalement toute réussite dans la mise en valeur des territoires.

Ainsi, aux problèmes que suscitent à l'application de la sécurité sociale l'état et les perspectives économiques des îles s'ajoutent des problèmes psychologiques et sociaux, dont la solution est délicate et non moins nécessaire. Le législateur doit se garder de négliger un climat moral fait de beaucoup d'espoir et d'autant d'ignorance chez les uns, de prévention, de conservatisme et de craintes, parfois justifiées, chez les autres.

(1) Un certain nombre de sociétés adhérentes semblent avoir surtout cette activité et ne constituent, en fait, que de simples « tontines » inspirées par le souci très vif qu'ont les Antillais d'honorer leurs morts en des cérémonies somptueuses.

(2) Où la maturité sociale du travailleur semble plus grande qu'en Guadeloupe.

II. — Questions sanitaires et médico-sociales

L'équipement médico-social antillais est, de l'avis des observateurs les moins avertis et les plus indulgents, d'une rare pauvreté. Des témoignages autorisés, comme ceux du directeur même de la santé et de la population à la Martinique, ou celui du professeur Sauté, de la faculté de médecine de Bordeaux, récemment nommé en Guadeloupe et sur le point d'en partir faute de pouvoir travailler convenablement, sont à ce sujet particulièrement frappants:

« J'ai parcouru les hôpitaux qui sont dans un état indescriptible; magasins vides, lingerie démunie, matériel ancien, locaux délabrés, l'arsenal chirurgical même fait parfois défaut. Des maternités sont dépourvues de forceps, d'autres de bistouris. Encore faut-il signaler l'aide précieuse et efficace de la pharmacie du service départemental de l'assistance publique qui parfois a bien des lacunes. Des bébés sont groupés par trois ou quatre dans ce, qu'en métropole, on appelle une caisse; des marmites sur le feu attendent, à l'heure des repas, un ravitaillement problématique.

« Les lépreux cherchent encore un établissement où ils ne soient pas indésirables; les fous aussi, parqués dans un quartier de la prison, attendent leur hôpital. »

Ce témoignage peut être corroboré par quelques chiffres et quelques faits contrôlés sur place.

Peu ou pas de service social organisé et vraiment coordonné. Certaines assistances sociales (dont la plupart sont, d'ailleurs, des infirmières visiteuses) travaillent ici et là pour le compte d'une exploitation ou d'un service public, mais ce sont des efforts sporadiques et on ne peut les assimiler à un service social rationnel et efficace. La notion de service social n'existe d'ailleurs pratiquement pas: les lois sociales commencent à peine à être appliquées aux Antilles et personne ne s'est beaucoup soucié, jusqu'ici, de prendre en mains cette application — ce qui demeure tout de même la tâche essentielle d'un service social organisé — que ce soit au point de vue familial, au point de vue de l'entreprise, pour la protection maternelle ou infantile ou dans d'autres domaines. Tout au plus pourrait-on parler de service médico-social avec toutes les réserves nécessaires, car il s'agit seulement d'un embryon de service.

Il est important de souligner qu'en effort a été tenté à certains moments sans qu'il soit suffisamment, suivi, ni coordonné (1): un réseau de 52 dispensaires couvre la Martinique, dont beaucoup du même type et de la même époque; on y pourrait faire un excellent travail, mais d'une part, les possibilités de soins sont insuffisantes (les infirmières étant abandonnées à elles-mêmes) et, d'autre part, la culture de ces infirmières est souvent purement empirique et limitée pour les responsabilités qu'elles auraient à assumer.

Le corps médical est à la fois trop peu nombreux et mal réparti, et le service régulier ou constant des dispensaires ne peut être assuré malgré tout le dévouement de ceux qui en ont la charge.

En Martinique comme en Guadeloupe, la plupart des médecins sont groupés dans les villes (2) et les médecins ruraux ont le contrôle médical de territoires à la fois si étendus et si peu accessibles, qu'il leur est matériellement impossible de répondre à tous les besoins.

Ajoutons, encore, qu'il y a peu de spécialistes et qu'il est impossible de donner certains soins ou de poser certains diagnostics, radiologues, notamment, sont réduits à pratiquer un art élémentaire, en raison du mauvais régime de l'électricité en Martinique et surtout en Guadeloupe.

Guadeloupe. — Equipement hospitalier (1946).

Hôpital civil au camp Jacob (Saint-Claude), 130 lits. — Militaires et civils.

Hôpital-hospice de Saint-Jules (Pointe-à-Pitre), 224 lits. — Militaires et civils.

(1) Les dispensaires d'A.M.G. sont beaucoup moins nombreux en Guadeloupe qu'en Martinique. Ils comprennent généralement une salle d'opérations (plutôt salle de pansements), une pharmacie élémentaire, un cabinet médical, deux à trois chambres, une salle de bains. On en trouve à Pointe-à-Pitre, Basse-Terre, Sainte-Rose, Sainte-Anne, Trois-Rivières, Petit-Bourg et Port-Louis.

A ces dispensaires il faut ajouter les « ambulances » de Capesterre: 8 lits; Pointe-Noire: 8 lits; le Moule: 12 lits. Morne-à-l'Eau (maternité en construction).

(2) En Martinique, sur 52 médecins, 20 sont à Fort-de-France.

Hôpital de Pointe-à-Pitre, 188 lits. — Militaires et civils de Grande-Terre.

Hôpital-hospice Saint-Hyacinthe (Basse-Terre), 175 lits. — Fonctionnaires et civils.

Hôpital-hospice Sainte-Marie (Marie-Galante), 38 lits.

Hôpital privé de Bustavia (Saint-Barthélemy), 16 lits.

Hôpital psychiatrique de Saint-Claude, 440 lits.

Il existe en Guadeloupe un institut Pasteur (ancien laboratoire d'hygiène et de bactériologie).

. . . . . .

Jusqu'à ce jour, le prix de journée des établissements hospitaliers était particulièrement bas, comme le prouve le tableau ci-joint.

Ce fait explique, en partie, la médiocrité de leur équipement (1). La récente transformation des hôpitaux militaires en hôpitaux civils barème et une augmentation sensible des taux va, d'ailleurs, entraîner une modification de (en service médecine, une journée passera de 478 francs à 850 francs). Si nous sommes loin des taux métropolitains, cette augmentation aura, cependant, des incidences graves:

« Le public doit savoir que l'ancien hôpital colonial et militaire Albert-Clarac est devenu hôpital civil départemental depuis le 1er janvier 1949. Il y a 9 mois que cet établissement hospitalier fonctionne sans statut, sans budget, les pouvoirs publics en sont avertis, ils savent qu'un hôpital sans statut et sans budget est appelé à fermer ses portes faute de pouvoir recruter des malades, des les nourrir, de les faire soigner par un personnel suffisant. »

Cette situation, qui semble voulue, inquiète, en particulier, les petites fonctionnaires. Ils se demandent pourquoi cette carence des pouvoirs publics.

Nous sommes vraiment déçus en constatant, aujourd'hui, la paralysie provoquée de l'hôpital départemental civil.

. . . . . .

Pour conclure, nous faisons en faveur de notre nouvel hôpital un appel pressant aux sentiments d'humanité des pouvoirs publics. »

1° Sur le budget d'assistance en raison du nombre élevé des indigents bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite;

2° Sur la situation des fonctionnaires qui, jusqu'aux lois d'assimilation, bénéficiaient d'un régime de faveur dans les hôpitaux;

3° Sur le futur régime maladie de la sécurité sociale.

. . . . . .

Le dépistage systématique et la prophylaxie des affections locales ou des fléaux sociaux sont, cependant, urgents. Les maladies vénériennes atteignent un fort pourcentage de la population (peut-être 70 p. 100). Les parasitoses intestinales, sous toutes leurs formes, sont extrêmement répandues.

Les lépreux, qui redoutent la déportation dans l'île de la Désirade, seule léproserie pour les deux îles et d'accès difficile, ne se déclarent pas la plupart du temps et sont libres de contaminer toute une population (2).

Assistance médicale gratuite. — La loi de 1893 sur l'A. M. G. est, en principe, étendue aux Antilles depuis 1920.

Il est difficile de déterminer exactement le nombre total des assistés à la charge des communes. Le nombre des hospitalisations est, en tout cas, plus élevé qu'en Métropole, — l'état des taudis et l'éloignement ne permettent pas facilement les soins à domicile —; certaines « urgences », venant souvent d'écarts fort éloignés, sont traitées dans les ambulances de l'A. M. G., tandis que d'autres malades reçoivent régulièrement des soins aux visites des dispensaires.

Il est nécessaire de rappeler la précarité du budget des communes et les difficultés qu'elles rencontrent, plus grandes encore que dans les communes métropolitaines. Nous croyons savoir qu'en Guadeloupe des dispositions récentes ont transféré ces dépenses d'assistance au budget du département (1).

Protection maternelle et infantile. — En dehors de quelques consultations prénatales et de nourrissons normalement assurées (à Fort-de-France, un effort important a été tenté dans l'une d'entre elles), le nombre et l'équipement des établissements assurant ces services sont particulièrement insuffisants:

Guadeloupe: 1° Œuvre de protection à l'enfance à Gourbeyre: 30 garçons, pour les pupilles d'assistance publique;

2° Comité de secours aux enfants à Pointe-à-Pitre (crèche et goutte de lait): une centaine d'enfants;

3° Œuvre d'assistance de l'enfance indigente à Basse-Terre, Croix-Rouge;

4° Crèche de Basse-Terre: 30 nourrissons.

Martinique. — Liste des crèches, garderies et orphelinats.

Crèches-garderies.

Médaille, 16 enfants.
Petits-Montagnards 28 enfants.
Sainte-Thérèse, 85 enfants.
Morne-Vert, 40 enfants.
Sainte-Année, 54 enfants.
Levée, 40 enfants.
Tivoli, 25 enfants.

Orphelinats.

Asile Bethléem, 146 enfants.
Ouvroir, 130 enfants.
Patronage, 150 enfants.

Ainsi, pour nous résumer:

Un corps médical dévoué, mais insuffisant, mal réparti et sans moyen, d'action et de rayonnement;

Des établissements hospitaliers qui, à deux ou trois exceptions près, ne possèdent pas le minimum d'équipement indispensable et n'ont souvent même pas d'eau. La réorganisation de certains d'entre eux (transférés de l'administration militaire à l'administration civile) pose de difficile problèmes et l'augmentation du prix de journée entraînera de lourdes charges, en même temps qu'elle rend de plus en plus indispensable, pour les fonctionnaires, la création d'un régime de sécurité sociale;

Nécessité absolue de créer un village hansénien. Le projet de la Pointe-du-Sable (Martinique) doit aboutir;

Nécessité de créer un nouvel hôpital psychiatrique au camp de Colson (Martinique), anciennement camp de repos de la marine, actuellement inoccupé et en état de délabrement;

Les foyers d'enfants, les maternités doivent être aménagés et multipliés d'urgence;

Enfin, il serait nécessaire, au moins partiellement, que les produits pharmaceutiques essentiels soient dégrevés des taxes qui en augmentent considérablement le prix et les rendent inabordables.

Dans une économie déséquilibrée par le conflit mondial et la modification brutale des structures administratives et politiques, mais dans un cadre législatif relativement neuf, vivent des pays dont l'équipement a largement cinquante années de retard, que ce soit en matière d'habitat, de viabilité, d'armement médico-social, scolaire ou même d'encadrement administratif; et la situation s'aggrave du fait que les Antilles françaises ne sont pas isolées, mais constituent la pointe avancée de la France en zone américaine ou anglo-américaine. Que l'on considère, en effet, l'île de Porto-Rico où la magnifique cité de San Joan n'a rien à envier aux grands centres urbains des U. S. A., ou l'île de Trinidad, enrichie par son pétrole mais aussi par un effort de mise en valeur sans commune mesure avec celui qu'ont connu les Antilles françaises, on constate que la Guadeloupe et la Martinique ont fort à faire pour rattraper le temps perdu. Les conditions de travail ne sont peut-être pas plus favorables à l'homme dans les îles étrangères, mais l'attrait d'une civilisation matérielle très poussée y est le meilleur des aiguillons.

Tentation d'abandon, puissante émulation, telle est l'alternative proposée à la France en cette part de son domaine isolée au milieu de terres anglo-américaines. L'état actuel de l'équipement aussi bien que l'état particulièrement déficient d'une population prolifique, minée non seulement par les fléaux sociaux que l'on connaît dans la métropole, mais par un certain nombre de maladies tropicales que les pouvoirs publics n'ont pas suffisamment combattu jusqu'à ce jour, l'énorme effort financier nécessaire que leur amélioration suppose sont autant de facteurs qui modifient singulièrement la conception qu'on peut avoir de l'extension de la sécurité sociale aux nouveaux départements. Il est délicat, pour ne pas dire impossible, de bâtir en commençant par le toit. L'infrastructure sociale indispensable à l'application de la nouvelle institution paraît encore fort fragile. Pour reprendre le mot d'un haut fonctionnaire antillais: « S'il faut aux îles une sécurité sociale, il n'y faut pas forcément la sécurité sociale, telle qu'on la conçoit dans la métropole ».

Les problèmes antillais doivent être réglés selon une procédure et un ordre d'urgence qui ne sont pas nécessairement ceux de la métropole. Le mimétisme en ce domaine serait une solution de facilité ou une démagogie aisée.

Notes intéressant la santé publique en Guadeloupe (documentation administrative).

Que ce soit sur le plan strictement sanitaire, sur le plan médico-social ou sur le plan social, un grand effort de réorganisation a été fait depuis le début de 1948 dans le domaine de la santé publique.

1° Dès le début de l'année le principe de la médecine préventive a commencé à s'appliquer et a donné des résultats intéressants, notamment au point de vue du dépistage de la tuberculose. La mission qui en a été chargée a visité en un an toutes les communes de la Guadeloupe et près de 30.000 enfants des écoles ont, notamment, été examinés. En outre, un centre de streptomycinothérapie a été créé à l'hôpital de Sainte-Claude.

Les visites scolaires ont été intensifiées. La vaccination à triple associée dans les écoles a été généralisée. Des visites prénatales et de nourrissons ont été commencées. La prophylaxie contre le paludisme par la quinisation a été intensifiée, et les résultats ont été reconnus, notamment, dans les milieux scolaires;

2° Sur le plan de l'organisation, la création d'une direction départementale de santé, fin 1948 et le vote d'un budget départemental début 1949, ont permis d'appliquer au départe-

(1) Nous citons en note, et sous toutes réserves, des extraits d'un article récemment paru dans un journal local et qui exprime bien le malaise actuel que crée la situation de la plupart des hôpitaux:

(2) Quelques établissements seulement, dispensaires ou hôpitaux, donnent des soins et réservent quelques lits à des lépreux en traitement.

La tuberculose, quasi ignorée jusqu'à ces dernières années, a fait son apparition; elle revêt, d'ailleurs, des formes assez différentes de celle de la métropole. Sans doute est-elle la conséquence de l'alcoolisme qui cause aussi tant de maladies mentales et qu'on n'est guère en mesure de traiter. La typhoïde règne à l'état endémique en raison de la pollution naturelle des eaux. La vaccination systématique commence à être appliquée, dans les villes tout au moins; elle demeure extrêmement difficile dans les hameaux ruraux.

(1) Au budget départemental (1948) de la Martinique, l'A. M. C. intervient en dépenses pour 75 millions, l'assistance publique pour 38,5, l'assistance (dépenses totales) pour 119,8, l'assistance et les services hospitaliers pour 158,4 sur un total de dépenses de 436 millions.

En Guadeloupe, l'assistance et les services hospitaliers ont coûté (1948) 307 millions sur un budget de 491 millions.

Ces deux postes représentent de 50 à 70 p. 100 des budgets locaux. Leur accroissement prévu pour 1949 est important: en Martinique, 350 millions en dépenses (sur 508), 371 en recettes.

L'Etat prend en charge à peu près la moitié des dépenses (nouveau régime); les améliorations et réalisations nouvelles seront financées par le plan d'équipement. Cependant, le fardeau est lourd et reste disproportionné pour les collectivités locales; son poids, absolu et relatif, renseigne sur les charges éventuelles de la sécurité sociale.

Mesures à envisager:

1° Prévoir une intervention de l'Etat, exceptionnelle et temporaire, pour une action sanitaire immédiate, profonde et de suffisante envergure;

2° Réformer le régime de fiscalité locale (réforme à l'étude en métropole même) en fonction des données particulières à ces territoires. A cette réforme est subordonnée l'efficacité de toute action municipale ou départementale.

ment les importantes mesures concernant l'hygiène sociale et l'hygiène publique:

Protection sanitaire et sociale des femmes enceintes, des mères et des enfants jusqu'à cinq ans;

Application de la loi de 1942 sur la déclaration et la lutte contre les maladies vénériennes,

Difficultés: manque de personnel qualifié et, en particulier, d'assistantes sociales;

Réorganisation des hôpitaux, savoir: hôpital général de Pointe-à-Pitre: hôpital moderne de 220 lits qui possède le plus important centre d'électroradiothérapie des Antilles françaises, avec un budget de plus de 60 millions; — hôpital Saint-Jules de Pointe-à-Pitre avec 225 lits et un budget de l'ordre de 33 millions; — hôpital de Saint-Claude d'une capacité de 156 lits et un budget de 47 millions; — hôpital Saint-Hyacinthe de Basse-Terre, avec 318 lits et un budget de 32 millions; — hôpital Sainte-Marie de Grand-Bourg (Marie Galante) avec une capacité de 105 lits et un budget de 16 millions; — hôpital psychiatrique de Saint-Claude, 440 lits, budget: 32 millions.

Sont, d'autre part, en cours d'organisation: l'assistance médicale gratuite, l'assistance aux vieillards, l'assistance à la famille.

Le département vient de décider de prendre à sa charge, enfin, une maison départementale de l'enfance, dont la construction est presque achevée et qui comprendra: une maison maternelle et un bureau d'abandon, un service de consultation de nourrissons, un service de médecine infantile, une crèche, une goutte de lait, un foyer de pupilles et, ultérieurement, une école de sages-femmes et d'assistantes sociales.

3° En dehors des crédits nécessaires au fonctionnement des hôpitaux et dont les chiffres sont rappelés ci-dessus, le conseil général a approuvé, au cours de sa dernière session, des projets de dépenses de l'ordre de:

30 millions pour la protection de la santé publique;

18 millions pour l'hygiène scolaire;

7 millions pour la protection maternelle et infantile;

4 millions pour l'assistance aux femmes en couches;

30 millions pour les enfants assistés;

42 millions pour l'assistance médicale gratuite;

28 millions pour l'assistance aux vieillards et incurables;

28 millions pour l'assistance à la famille;

11 millions pour l'assistance aux aliénés,

Chiffres importants si l'on tient compte du fait que le budget départemental, dans son ensemble, est de l'ordre de 600 millions.

4° Au plan d'équipement économique et social de la Guadeloupe un vaste programme intéressant la santé publique est prévu, il concerne notamment:

L'édification d'un village hansénien pour remplacer la léproserie de la Désirade, ainsi que la construction d'un sanatorium. Dix millions ont été demandés pour étude et achat de terrains au titre de 1949;

La lutte antipaludique (5 millions pour achat de matériel et d'équipement);

Le développement des dispensaires d'hygiène sociale, 4 millions;

La poursuite de la construction d'un asile des vieillards, 19 millions;

La poursuite de la construction d'un institut Pasteur, 36 millions;

L'agrandissement et l'amélioration des installations de l'hôpital de Saint-Claude et de l'hôpital de Pointe-à-Pitre, 39 millions.

Il est à noter que, par ailleurs, au titre du plan d'équipement, mais sur le chapitre de l'assainissement et de l'adduction d'eau, se poursuit un important programme qui intéresse, en première étape, Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Saint-Claude, sur lequel 65 millions de dépenses ont été faites, qui représente 96 millions d'investissements pour 1949 et qui sera achevé au début de 1950. Ces importants travaux permettront d'assurer sous peu la distribution dans ces agglomérations d'une eau chimiquement, physiquement et bactériologiquement pure en quantité suffisante. Ils auront dès lors pour conséquence de faire diminuer et même disparaître la plupart des maladies infectieuses et parasitaires.

II — Technique d'une « sécurité sociale »

Il convient de compléter ces quelques données générales sur les difficultés que suscitera la situation matérielle et humaine des Antilles à l'application de la sécurité sociale par l'examen des problèmes concrets qu'elle soulève.

Le principe de la caisse unique s'est imposé d'emblée et nous avons dit que la mesure n'était ni contestable ni contestée, mais c'était par là admettre que la sécurité sociale métropolitaine n'est pas telle quelle susceptible d'exportation outre-mer. Le principe de l'assimilation exige, mais exige seulement un effort social moyen comparable et même un peu supérieur (obligation historique et politique (1) à celui réalisé en métropole.

Mais:

1° Si cet effort doit compléter, il ne doit pas être confondu avec celui non moins nécessaire pour combler le retard anormal de l'équipement du pays. La sécurité sociale n'a pas à prendre en charge — et ne pourra le faire — cet équipement; elle ne doit subir le contre-coup de son insuffisance qu'en aménageant sa propre structure en fonction des exigences majeures du programme d'ensemble à établir;

2° L'adaptation de la sécurité sociale aux conditions du pays ne doit en aucun cas apparaître comme un moyen d'éluder les engagements pris. Les organisations ouvrières et les populations son très attachées à l'introduction comme mécanique des réalisations métropolitaines, sans doute parce qu'elle n'ont pas une idée précise de leur bilan exact pour leurs bénéficiaires, mais aussi parce que l'assimilation « aménagée » signifie pour elles un accroissement des charges sans mesure commune avec les avantages obtenus (attachement au « nominal », puisque le « réel » largement incertain est souvent fallacieux) (2).

L'unité de caisse commande dans une large mesure l'unité de régime. La France métropolitaine connait actuellement une multiplicité des régimes qu'expliquent pour partie son histoire et sa structure sociales, les droits acquis et la politique suivie en matière professionnelle. Les régimes de l'industrie et du commerce, d'une part, de l'agriculture, d'autre part, sont fondamentalement distincts.

Aux Antilles, les réalisations actuelles sont infimes, les droits acquis insignifiants (sauf en ce qui concerne les allocations familiales des fonctionnaires et l'assurance des marins-pêcheurs); la structure de la sécurité sociale doit être adaptée à la structure du secteur de production dominant. Le régime antillais doit donc s'inspirer du régime agricole français, sous deux réserves: la culture antillaise est fortement concentrée et la plus grosse part de la main-d'œuvre employée par de grosses entreprises, transformant elles-mêmes les produits du sol et économiquement organisées de façon moderne (comptabilité, caractère chiffrable des prix de revient, envergure financière, etc...); il sera nécessaire de tenir compte de l'existence d'organismes économiques plus fragiles (petite industrie et petit commerce artisanal) et d'un aménagement éventuel de l'économie du pays (3) (4).

La sécurité sociale française consiste essentiellement en une compensation de charges et en une assurance contre certains risques par des mécanismes plus ou moins larges de solidarité. Nous examinerons successivement ces deux postes.

(1) Danger des « illusions perdues » dans le climat social antillais.

(2) C'est dire que ces populations doivent être largement informées et que la mise en œuvre de mécanisme, de solidarité doit coincider avec l'octroi des responsabilités tangibles à leurs représentants.

(3) Conditions de démarrage d'entreprises dans d'autres secteurs que la canne ou la banane.

(4) Le champ d'application d'un régime agricole soulève toujours des problèmes complexes. Malgré la prédominance d'un prolétariat rural aux Antilles, l'existence de petits et moyens producteurs entraîne des options et des aménagements en leur faveur dont la mise au point s'annonce difficile. La fixation particulière des prestations en espèces dont bénéficient les assujettis au régime agricole pourrait-elle et devrait-elle s'appliquer aux travailleurs ruraux dépendant des petites et moyennes exploitations (et à ces exploitants eux-mêmes pour les prestations familiales), — à l'ensemble des petites et moyennes entreprises si le régime antillais s'inspirait du régime agricole ?

I. — Assurances sociales et assurance contre les accidents du travail

1° *Risques nés du travail.*

Au point de vue des droits des travailleurs, la législation récente (1) n'a pas apporté d'améliorations directes notables. Elle est sensiblement identique pour le régime général et le régime agricole (depuis 1948); la seule différence tient à ce que le risque est couvert en agriculture suivant des méthodes (et pour 75 p. 100 par des organismes) commerciaux.

Le principal problème posé est donc celui de la substitution de la caisse générale aux organismes privés, assurant les patrons contre leurs responsabilités. Le taux des cotisations actuellement encaissées paraît élevé (5 p 100 à 6,5 p. 100 pour les industries de la canne en Guadeloupe). Une politique de prévention et d'hygiène du travail (présentement assez vague) s'intégrerait utilement dans l'effort d'ensemble des caisses et faciliterait le contrôle des conditions de travail. Elle permettrait, par la réduction probable des cotisations, de dégager des fonds pour le financement des assurances contre les risques humains. Il serait nécessaire, par ailleurs, de renforcer le contrôle contre les fraudes possibles: ce problème est général (2). L'état civil est très mal organisé aux Antilles; la pratique des « bulletins d'identité », délivrés par les mairies sur déclaration de deux témoins, peut entraver l'application de toute mesure sociale se traduisant par l'octroi de prestations.

2° *Risques humains.*

La difficulté du contrôle s'est manifestée en matière d'allocations vieillesse, instituées par décret de mars 1948. Pratiquement, toute la population antillaise âgée de plus de 65 ans, et même de 60, étant donné le mauvais état sanitaire des futurs bénéficiaires et le nombre des certificats de complaisance, sans mentionner la carence de l'état civil (3), se trouvera à la charge de la caisse des travailleurs salariés. Solution inattendue à un problème non résolu en métropole, où la multiplicité des régimes de vieillesse laisse passer entre les mailles de la législation un bon nombre de vieux.

Il n'est pas sûr que la cotisation de 9 p. 100 actuellement exigée permette d'équilibrer le seul régime vieillesse dans un pays où la population de plus de 65 ans est estimée à moins de 4 p. 100 de l'ensemble des habitants (4). Peut-être conviendrait-il de considérer la vieillesse comme une charge incombant à la collectivité, non susceptible d'être couverte actuellement par un mécanisme d'assurance qui n'est pas rodé.

Quoi qu'il en soit, ces premiers résultats indiquent déjà les obstacles essentiels à l'application de tout système de sécurité sociale; pour de multiples raisons, dont surtout l'insuffisante mise en valeur du pays, les cotisations prélevées sur une masse de salaires globale correspondant, en fait, au travail normal d'une minorité de la population active salariée, devront financer un ensemble de prestations dont bénéficiera toute la population active salariée et une fraction plus ou moins importante de la population non salariée.

D'autre part, étant donné la modicité de la masse globale des salaires, absolument et par rapport au chiffre de la population (même

(1) Déclarée applicable dans les nouveaux départements par une loi du 2 août 1949.

(2) Il concerne l'encaissement des cotisations, régulier pour les seules grandes entreprises, et les conditions d'octroi des prestations en nature ou en espèces.

(3) Etant donné surtout que l'octroi d'un certificat de travail n'est pas subordonné au (ou sanctionné par le) payement de cotisations pendant un minimum de temps.

(4) Alors que les allocations servies sont moitié inférieures à ce qu'elles sont en France.

seulement active) (1), ces cotisations constitueront purement et simplement un supplément des salaires versés. Donc accroissement de la masse des salaires, d'où une inflation et une hausse des prix de revient accélérées si la production n'est pas accrue dans de très larges proportions.

3° *Assurances sociales.*

Des cotisations de sécurité sociale dont le taux est fixé actuellement aux 3/4 du taux métropolitain paraissent incapables de financer un système d'assurances accidents du travail de rendement incertain et le payement d'allocations vieillesse en nombre et à des taux très inférieurs aux chiffres métropolitains correspondants. Le quart restant ne paraît pas, dès l'abord, susceptible de couvrir la charge d'un système de prestations maladie-maternité, tel que le prévoit le plan français de sécurité sociale.

Ce plan protège les travailleurs contre les risques de maladie, maternité (2), invalidité et décès, par l'octroi de prestations en nature (soins) et en espèces (indemnités, rentes).

Mais un risque est assurable à deux conditions : d'abord, qu'il puisse faire l'objet d'une étude statistique permettant de mesurer sa fréquence de réalisation; ensuite qu'il soit possible de grouper un nombre suffisant de tels risques pour permettre aux gérants des risques de les compenser entre eux en ce qui concerne la survenance des sinistres. Si la fréquence de réalisation est trop élevée, le mécanisme d'assurance ne peut fonctionner et la protection doit être obtenue par d'autres moyens, contribution de caractère fiscal notamment, ou plus généralement action directe ou indirecte sur l'emploi du pouvoir d'achat d'après un ordre de priorité.

Les conditions et l'état sanitaires des Antilles sont tels que le coût des soins et l'entretien des personnes non récupérables ne peuvent y être obtenus dans les conditions d'équilibre (au moins relatif) actuel des assurances sociales françaises. Une étude technique spéciale serait nécessaire pour déterminer le point d'équilibre des régimes locaux et notamment le quantum des prestations pouvant être attribuées par un mécanisme d'assurance.

Par ailleurs, plusieurs remarques s'imposent:

1. Les maladies endémiques et chroniques, largement incurables, ne semblent pas du domaine de l'action sanitaire et sociale (3) de caisses du type français. La responsabilité de leur présente extension, comme celle de l'état sanitaire actuel du pays (qui grèvera lourdement le budget des caisses), incombe à l'autorité métropolitaine qui n'a pas su assurer au pays un équipement satisfaisant. A ce titre, les revendications locales concernant le devoir de solidarité des organismes de sécurité sociale française, si leur fondement juridique paraît critiquable (4), sont justifiées. La compensation nécessaire devrait surtout prendre la forme d'une contribution exceptionnelle de la métropole pour la réalisation d'un plan d'équipement sanitaire et médico-social qui aligne rait en quelques années, la situation antillaise sur la situation métropolitaine. Conséquence pratique: l'existence d'un fonds autonome d'action sanitaire et sociale de la sécurité sociale et les obligations et pouvoirs qu'il implique ne paraissent pas valables pour les nouveaux départements. Mieux vaudrait, semble-t-il, un fonds départemental ou régional permettant l'action des services administratifs responsables, dont partie pourrait être confiée aux caisses travaillant en collaboration étroite avec l'administration selon les directives générales de l'autorité centrale (Parlement ou conseils généraux). Les Antilles ont trop souffert de l'éparpillement des efforts d'équipement pour que leur coordination ne soit pas considérée comme un facteur essentiel d'efficacité et de succès.

2. L'économie du régime des prestations normales (1) de sécurité sociale dépend des besoins d'un pays et notamment de leur hiérarchie ; les possibilités locales et autres (compensation métropolitaine dans un cadre strictement délimité), les moyens d'action prévisibles commandent leur volume, mais aussi en imposent la répartition la plus utile dont ils suggèrent d'ailleurs les grandes lignes.

Outre le problème du quantum des prestations qui exige la prise d'options techniques et politiques, deux questions principales se posent: prestations en nature ou prestations en espèces; prestations collectives ou prestations individuelles

Des informations et opinions présentées ressort clairement une évidente conclusion. Le premier objectif d'une politique sociale aux Antilles est l'amélioration de la situation sanitaire par action sur les conditions de vie et l'équipement. Objectif majeur, même pour une organisation de sécurité sociale. Il faut réduire la fréquence de réalisation des grands risques humains jusqu'à un point tel que l'assainissement obtenu permette le jeu normal des mécanismes du type métropolitain, d'une solidarité active du corps social en faveur d'individus ou de groupes accidentellement éprouvés par la maladie, le décès, etc. Donc, initialement, nécessité d'une action massive, assez étroitement dirigée et concentrée.

La pratique des prestations en espèces est, à cet égard, dangereuse, puisque leur emploi est très indéterminé. Par ailleurs, leur accroissement dans de trop fortes proportions risque de détériorer une économie déjà fragile. Si les prestations ne sont pas liées au travail, l'absentéisme (et corrélativement la baisse du rendement individuel) risque d'augmenter dans un pays où il est plus facile de vivre misérablement qu'en France. D'autre part, les besoins élémentaires sont moindres que dans des pays situés sous d'autres latitudes. Le coût de la vie devrait s'en ressentir. Sa stabilisation à une normale relative suppose une politique efficace de désinflation (et même de déflation), la réduction des pénuries de produits de consommation et une « direction » de la dépense du consommateur (2).

De même, la pratique des prestations individuelles risque d'entraver le développement d'une politique sociale où l'importance de la prévention doit être beaucoup plus considérable que dans la métropole. Il est plus urgent encore, et, surtout, plus efficace à échéance ou à bref délai (3) d'améliorer l'habitat, l'équipement sanitaire et les conditions d'hygiène que d'affecter des fonds importants au soin de maladies bénignes (4). Ces remarques valent plus encore pour les prestations familiales. Quelques milliers de francs supplémentaires accordés au chef de famille ne l'inciteront guère à améliorer logement et nourriture, puisque cette amélioration n'est pas possible dans le cadre individuel (extrême pénurie de locaux habitables, mauvaise alimentation en eau, conditions générales défavorables à l'hygiène de l'alimentation).

La pratique des prestations collectives en nature n'entraînerait pas, d'ailleurs, que des avantages; elle facilite la politisation des programmes d'action sociale (1). Inconvénient mineur, si elle n'en diminue pas la portée, si elle n'en dénature pas la signification. Plus graves seront les difficultés psychologiques de leur mise en œuvre. Avec le corps médical d'abord (2). Mais surtout avec l'ensemble de la population.

Un individualisme et un souci de la liberté personnelle ombrageux interdisent une médecine de masse trop standardisée et des réalisations d'apparence trop violemment collective, dont on apercevrait vite et trop volontiers le caractère nécessairement contraignant et facilement automatique.

3. Nous ne nous attarderons pas sur les problèmes particuliers que soulève la mise au point d'un système de prestations spécial aux Antilles. Ils apparaissent naturellement à l'examen des données que nous avons tenté de rassembler ou d'analyser. Ils sont du ressort des services chargés d'appliquer les décisions plus générales que prendra le législateur. Toutefois, par référence au système française, on peut remarquer:

L'importance d'une assurance maladie aux Antilles et du déficit éventuel de son fonctionnement;

L'intérêt qu'il y aurait à grouper les questions touchant à la maternité et à l'enfance, pour lesquelles les besoins sont considérables (politique de protection maternelle et infantile, politique du lait, programme éducatif, politique de l'enfance, étant donné la proportion des femmes employées dans la production).

La difficulté d'application de la longue maladie (extension de maladies vénériennes, etc.).

L'intérêt d'une politique professionnelle où s'inscriraient les problèmes d'adaptation et de rééducation pour lesquels rien n'existe encore.

Le danger qu'il y aurait à multiplier les allocations et le danger d'une trop grande discrimination individuelle des prestations (incidence financière notamment).

Le fait que l'assurance décès existe partiellement grâce à la mutualité.

Les inconvénients d'une trop grande complexité administrative dans le service des prestations.

L'avantage qu'il y aurait à mieux définir la situation du corps médical et para-médical et les conditions d'exercice de la profession.

L'avantage d'un développement des services médico-sociaux itinérants et d'une déconcentration des caisses et des points de contact entre l'assuré et les organismes de soins et de secours.

L'importance du contrôle financier des opérations laissées à la responsabilité d'organismes autonomes et du recrutement de personnel administratif.

Restent à préciser les moyens de financer l'assurance des populations antillaises contre les risques humains. Un rapide examen de la situation économique locale et du résultat des réformes acquises suggère pour le présent des difficultés quasi insurmontables. Aux deux problèmes du quantum des risques assurables et de la détermination des techniques et programmes susceptibles de donner leur pleine valeur à l'institution d'assurances sociales, s'ajoute celui du quantum des charges que peut actuellement supporter sans danger l'économie antillaise. Nous reportons l'examen de ces données après l'exposé des difficultés probables de l'extension de la loi sur les prestations familiales, pour le présenter dans toute son ampleur.

(1) Et l'on sait que la proportion théorique de la population active est énorme par suite du travail des femmes et des enfants.

(2) Si tant est qu'elle soit un risque.

(3) Sauf préventive.

(4) Le régime des salaires ne peut assurer la compensation d'un régime surtout agricole ni un régime agricole supporter le déficit d'un régime d'outre-mer plus favorable à ses bénéficiaires qu'il ne l'est lui-même. En matière d'assurances sociales, le régime agricole français ne connaît pas la longue maladie; les allocations en espèces qu'il distribue sont inférieures à celles du régime général. Si, sur le second point, les dispositions françaises peuvent être appliquées, le bénéfice de l'assurance longue maladie ne semble pas devoir être refusé aux salariés des départements d'outre-mer.

(1) C'est-à-dire, étant admises les précédentes réserves.

(2) Par l'extension des services sociaux (restaurants sociaux ou distribution gratuite de vivres aux invalides temporaires ou définitifs et à leurs familles — étant donné la carence alimentaire — foyer d'enfants, cantines scolaires, organisations parascolaires, etc., etc.)

(3) A quoi bon dépenser des frais d'ordonnances pour des prescriptions d'hospitalisation, quand les hôpitaux n'existent qu'en nombre réduit ? etc.

(4) Tout au moins le soin de ces malades, pour les enfants spécialement, pourrait-il être assuré par des services médico-sociaux collectifs.

(1) V. la réaction favorable de certains milieux syndicaux et politiques de la Martinique.

(2) Evidemment favorable à l'extension du système métropolitain qui accroîtrait la liberté d'exercice de la profession (comp. médecine militaire, notamment). Mais les avantages que les médecins retireraient d'un plan social sont tels qu'ils justifieraient à eux seuls un renforcement des obligations du corps médical envers la collectivité. Les médecins ne l'admettent pas toujours; ainsi ils sont hostiles au système du « tiers payant », pourtant plus sûr actuellement et pratiquement nécessaire en raison du nombre des indigents.

II. — Prestations familiales

On sait que le régime français comprend quatre espèces de prestations familiales: les allocations familiales, les allocations prénatales (allocations familiales pendant la grossesse (1), les allocations de maternité (destinées à aider les jeunes ménages à supporter les frais occasionnés par la naissance d'un enfant), une allocation de type particulier, assez mal définie (2), l'allocation dite de salaire unique.

Par ailleurs, il existe déjà aux Antilles un régime (ou plutôt plusieurs régimes: militaires, fonctionnaires, salariés) d'allocations familiales (et même de prestations familiales pour les deux premiers groupes), donc des droits (et des disparités) acquis. De plus, et pour des raisons claires, les allocations familiales versées aux salariés par des caisses de compensation patronales sont liées aux salaires.

Outre l'incidence financière prévisible, les organisations patronales opposent à l'extension de la loi et des taux métropolitains trois arguments principaux. Les prestations familiales accroîtront l'absentéisme — le versement de l'allocation de salaire unique supprimera le travail féminin indispensable à l'économie antillaise — un plan à objectif nataliste ne convient pas à un pays qui souffre de surpopulation et de surnatalité.

La relation entre la hausse des salaires individuels et l'assiduité au travail n'appelle pas de commentaires nouveaux (sinon que le lien des prestations familiales au travail, qui existe indirectement en métropole, peut être exigé directement aux Antilles pendant un certain temps). Notons seulement le caractère un peu étriqué des remarques et suggestions patronales à ce propos: l'absentéisme est un phénomène complexe, dont les causes sont économiques et sociales autant qu'individuelles.

Si la préoccupation nataliste n'est pas exclue de la législation française, elle n'est plus dominante. L'acceptation par les salariés métropolitains des prestations familiales est un indice certain de cette transformation (3). Il n'est pas sûr, du reste, que la France n'ait pas intérêt à posséder un foyer de population démographiquement ascendante (perspectives d'émigration ou de migrations intertropicales) (4). Enfin, les tendances de l'évolution démographique antillaise ne sont pas connues.

Quoi qu'il en soit, une mise en valeur économique des Antilles est impossible sans une amélioration du capital humain — largement atteint par les fléaux sociaux et la misère — donc sans une amélioration des niveaux de vie.

Mais, si un effort est indispensable, il doit être tenté avec discernement. A cet égard:

1° Les notions générales ci-dessus analysées demeurent évidemment valables (prestations en nature, prestations collectives), le sont même plus encore ici, puisque les prestations familiales sont le type des prestations en espèces à caractère individuel ou familial.

2° Reste exacte de l'argumentation patronale la remarque sur la difficulté d'une compensation dans un pays où l'adulte a la charge de plus d'unités humaines qu'en métropole. Les prestations familiales sont, *grosso modo*, une contribution des célibataires et des familles peu prolifiques à l'entretien des enfants de familles nombreuses. Plus la base d'imposition est étroite, moins importante est la contribution, donc les prestations éventuelles. Le régime de sécurité sociale antillais perd par là un des avantages que lui assurait théoriquement le nombre réduit des vieillards à secourir.

Ainsi, ici encore, très vite, les cotisations ne seront plus un facteur de meilleure répartition des revenus, mais un élément de hausse des salaires, dont les effets ne peuvent être compensés que par un accroissement de la production. Cependant une politique de l'enfance peut contribuer à assainir la marche du travail. La même remarque vaut pour le travail féminin.

L'incidence de l'extension aux Antilles de l'allocation de salaire unique (et même des seules allocations familiales à un taux élevé) sur le volume de l'emploi féminin est certaine, l'exacte répercussion d'une telle mesure est difficile à prévoir: l'économie antillaise souffre, momentanément, d'abondance de main-d'œuvre; le développement du capital d'exploitation dans les grands plantations laisse prévoir du chômage. Mais travail masculin et féminin sont, par ailleurs étroitement complémentaires (coupe de la canne) et l'emploi général de la main-d'œuvre féminine, souvent aux travaux les plus pénibles, est un trait des mœurs locales qu'il paraît délicat de modifier brutalement. On doit noter que l'aménagement de l'allocation de salaire unique serait nécessaire en France, où elle intervient au budget des prestations familiales pour 42 à 47 p. 100 des dépenses générales (dans les régimes où elle existe: général, agricole).

Remarquons encore l'intérêt majeur d'un développement du service social, d'une affectation de fonds proportionnellement plus importante qu'en France à l'action sociale des caisses, — l'intérêt aussi d'une politique scolaire et de qualification professionnelle pour la solution du problème démographique antillais.

III. — Perspectives financières

Les divers régimes français sont pratiquement déficitaires pour les secteurs maladie et prestations familiales. Or, les premiers objectifs du régime antillais semblent naturellement l'amélioration sanitaire du pays et la prise en charge de l'enfance; les ressources prévisibles sont certainement inférieures aux recettes correspondantes obtenues en métropole.

Le financement du système français est complexe. Mais en définitive, pour l'ensemble des régimes, l'origine des fonds est triple (1): cotisations (donc mécanisme de compensation ou d'assurance classique), taxes (alimentant un fonds de solidarité), subventions directes ou indirectes. On doit ajouter, pour une part variable, l'impôt indirect, de consommation notamment, et l'inflation (2). La proportion pour laquelle intervient chacune de ces sources est mal déterminée. Par ailleurs, le taux des cotisations n'est pas uniforme, mais discriminée; la pratique des évaluations forfaitaires partiellement en vigueur.

La modicité des possibilités financières locales suggère un recours simultané à ces divers moyens dans les départements d'outre-mer.

Le recours aux moyens purement monétaires ne semble pas devoir être écarté systématiquement, au moins temporairement, sous réserve d'une politique économique cohérente, d'un contrôle du marché de consommation et d'un aménagement étudié du marché du travail.

Les subventions de l'Etat ou d'organismes publics (3) seront nécessaires (et d'ailleurs normales, puisqu'elles existent en France) même dans le cadre de la seule sécurité sociale.

Le choix entre la taxe et la cotisation est financièrement assez indifférent, puisqu'elles auront sensiblement les mêmes effets. La détermination de la part respective de l'une et l'autre, est question de psychologie (1) et d'opportunité (2); en tout cas, dépendra largement la politique économique poursuivie. L'augmentation des cotisations est incompatible avec une stagnation de la production. Par ailleurs, plusieurs taxes sur le mouvement commercial et notamment sur les exportations existent déjà (fonds social, taxes de péréquation); peut-être pourrait-on d'abord modifier leur affectation en leur substituant des mécanismes équivalents plus efficaces et de champ d'action moins restreint.

Quant aux ressources purement fiscales, locales (impôt de consommation notamment), leur incidence économique empêche qu'il y soit recouru largement; cependant leur utilisation n'est pas inconciliable avec une politique d'assainissement économique (développement des prestations en nature); mais l'exiguïté de la base d'imposition laisse prévoir un faible rendement.

Nous citons, à titre documentaire, certaines estimations sur le coût éventuel de l'extension de la législation métropolitaine rapporté à la masse globale des salaires distribués:

La présente note a pour but de chiffrer la charge des allocations familiales à la Martinique dans le cadre du décret du 17 octobre 1947 (extension complète).

Toujours dans le cadre de ce décret, les allocations familiales se divisent en « allocations familiales » proprement dites, en « allocation de salaire unique » qui est versée lorsqu'un seul des conjoints travaille, et en « allocations de maternité » qui sont versées lors de chaque naissance.

Nous étudierons chaque poste séparément, afin de mieux faire comprendre le processus de notre étude.

Allocations familiales proprement dites. — A l'heure actuelle, environ 9.000 allocataires perçoivent chaque mois des allocations familiales; compte tenu du champ d'application du décret du 17 octobre 1947, il y a lieu d'envisager que ce chiffre sera porté au minimum à 25.000 allocataires.

En effet, jusqu'à présent, ne percevaient des allocations familiales que les salariés au sens strict du mot, à l'exclusion même du personnel domestique.

Le chiffre de 25.000 allocataires par mois sera atteint facilement lorsque le décret précité aura étendu le champ d'application des allocations familiales à, pratiquement toute la population de la Martinique.

Les statistiques de la « Caisse de compensation pour allocations familiales » font ressortir une moyenne de 2,5 enfants par famille: ne sont compris dans ces statistiques que les enfants jusqu'à 14 ou 16 ans, âge limite de l'attribution des allocations familiales dans l'état actuel de notre législation. La nouvelle réglementation porte cet âge limite, sous certaines conditions, à 20 ans.

Nous avons donc basé nos calculs sur une famille moyenne de trois enfants.

Pour calculer la charge des allocations familiales, nous avons appliqué le barème correspondant à l'abattement prévu pour les salaires, soit la région parisienne diminuée de 12 p. 100.

Il est également nécessaire, d'attirer l'attention sur l'innovation que constituent les conditions d'attribution des allocations familiales. En effet, l'article premier du R. A. P. du 10 décembre 1946 stipule que parmi les conditions requises pour ouvrir droit aux allocations familiales, il faut que l'allocataire « consacre à une activité professionnelle le temps qu'elle requiert et en tirer des moyens normaux d'existence ou justifier d'une impossibilité de travailler ».

En conséquence, les allocations familiales sont désormais servies à toutes les catégories de personnes remplissant les conditions requises sur la base du forfait mensuel et ne

(1) *Grosso modo*, puisque l'allocation de salaire unique est également versée.

(2) A la fois supplément d'allocation familiale, compensation du manque à gagner de la femme retenue au foyer, rémunération du travail ménager, élément d'une politique de l'emploi et d'une politique « familiale » (« la mère au foyer »).

(3) Puis la morale la plus élémentaire suggère que l'absence d'une contribution de solidarité aux charges que crée l'existence de l'enfant est un simple massacre des innocents dans une société où le contrôle des naissances n'est pas pratiqué (ni possible).

(4) Les Antilles par (exemple) sont une autre Corse.

(1) A des degrés divers, selon les régimes.

(2) Ou les manipulations monétaires. Examen purement superficiel, la répartition des recettes selon des critères économiques n'étant pas envisagée ici.

(3) Mentionnons à nouveau l'extrême précarité des ressources des budgets départementaux et communaux et la difficulté de mise au point d'une législation adoptée des finances locales.

D'autre part, selon certaines estimations, les sommes dégagées par la vente au détail d'un litre de rhum à 51°, verre en sus, taxe locale exclue (en métropole), se répartissent comme suit: producteurs: 13,4 p. 100; transports: 13,4 p. 100; fonction commerciale: 21,7 p. 100; impôts: 53,3 p. 100.

(1) Un taux trop élevé des taxes détruirait la matière fiscale et la taxe elle-même (exemple de la banane ou du rhum; une taxe sur le rhum trop forte supprimerait la situation favorable qu'il a connu après la guerre et qui a contribué à compenser le déficit de l'industrie sucrière).

(2) Il s'agit, par deux moyens, de prélever la plus forte somme totale des mêmes revenus, sans gêner l'économie.

sont plus proportionnées au nombre des journées de travail de l'allocataire.

Voici donc, basé sur des éléments que nous vous avons indiqué plus haut, le calcul de la charge des allocations familiales:

25.000 allocataires ayant une moyenne de trois enfants percevront chacun 5.300 F par mois, soit 63.600 F chacun par an et pour 25.000 allocataires le total est de 1.590.000.000 francs.

Salaire unique. — La première difficulté et la plus importante qui se dressera devant l'application du « salaire unique » est l'état de migration continuel de la main-d'œuvre à la Martinique et l'impossibilité qui en découle de contrôler cette dite main-d'œuvre.

Il sera donc extrêmement difficile pour l'application du « salaire unique » de déterminer, de prouver et de contrôler si les conjoints d'une même famille travaillent ou non simultanément.

Néanmoins, pour chiffrer la charge du « salaire unique », nous avons pris comme base le chiffre de 15.000 allocataires qui bénéficieraient du « salaire unique ».

Basés sur ces éléments, voici les chiffres:

Chaque allocataire ayant en moyenne trois enfants percevra: 5.300 F par mois; 15.000 allocataires percevront par an 954 millions de francs.

Allocations de maternité. — Sous le régime de l'application de la législation actuelle, la caisse de compensation a eu à enregistrer, en 1948, 2.500 naissances. Nous avons donc lieu de supposer que sous l'empire de la nouvelle législation, les naissances enregistrées seront portées aux environs de 5.000 par an. Nous avons forfaitairement réparti ces naissances en:

2.000 premières naissances et 3.000 autres naissances:

2.000 premières naissances à 31.800 F, soit 63.600.000 F.

3.000 autres naissances à 21.200 F, soit 63.600.000 F.

Total de la charge de l'allocation maternité, 127.200.000 F.

RÉCAPITULATION (1)

Allocations familiales, 1.590 millions de francs.

Allocations de salaire unique, 954 millions de francs.

Allocations de maternité, 127.200.000 F.

Total, 2.671.200.000 F.

Nous avons tenu dans cet exposé à fournir et à expliquer tous les éléments qui nous ont amenés aux résultats indiqués plus haut, ceci afin que les arguments qui en découleront soient irréfutables et qu'il soit possible de contrôler et de vérifier facilement les résultats auxquels nous sommes arrivés.

Les éléments dont nous nous sommes servis ont été calculés au plus juste et les chiffres tels que: nombre d'allocataires, moyenne des enfants, chiffre de naissance, etc., ont été volontairement réduits au minimum prévisible et devront dans la pratique certainement subir une augmentation sensible.

Comparaison entre le coût des allocations familiales actuelles et le coût découlant de l'application du décret du 17 octobre 1947.

En 1948, les allocations familiales ont coûté à l'économie martiniquaise 108.987.000 F.

Nous avons vu plus haut que celles-ci seraient portées avec leurs services annexés à 2.665.200.000 F, sans compter les allocations prénatales...

Pour la Guadeloupe, un calcul sommaire de même ordre (estimation patronale) donne 2,3 milliards pour les seules allocations familiales, 1,2 milliards pour les autres prestations (dont 2 pour le seul secteur sucrier): alors que les salaires payés en 1948 n'atteindraient pas 3 milliards.

Les chiffres présentés sont très incertains. De plus, toute évaluation du coût de la réforme à intervenir, donc de son incidence sur l'économie locale, est impossible tant qu'elle n'est pas définie. On peut remarquer seulement que le coût des seules prestations familiales, en tout état de cause et quel que soit le régime adopté, représentera une forte proportion de la masse des salaires distribués, qu'une augmentation des cotisations sera difficilement supportée par l'économie même des grandes exploitations, sans une hausse considérable et une amélioration technique de la production.

Appliquer la législation métropolitaine dans les conditions sociales et économiques actuelles des Antilles apparait aisément comme un non sens.

Pourtant, les réformes sociales dans les pays d'économie complexe sont souvent acquises en période de dépression; il est vrai qu'elles sont alors supportées (1) ou peuvent l'être seulement) grâce aux résultats bénéficiaires des périodes de prospérité antérieures (et notamment aux marges dégagées par le progrès technique), ou plus encore sont à valoir sur l'amélioration de la production à intervenir dans une phase d'essor ultérieure.

La situation est sensiblement différente dans les départements d'outre-mer où le produit à répartir est infime eu égard aux besoins. L'introduction mécanique des institutions sociales métropolitaines dans ces territoires serait l'occasion d'une crise économique et sociale dont le déséquilibre présent et latent laisse prévoir l'ampleur. L'économie actuelle ne peut supporter sans trouble qu'une faible dose de réformes sociales.

Mais l'étiage des réalisations possibles dans ce cadre est absolument insuffisant. L'amélioration rapide des conditions de vie et, notamment, la sécurité contre les grands risques humains aux Antilles sont pour la métropole une obligation et une nécessité sous peine de graves accidents économiques, sociaux et même politiques. Comme l'effort social n'y est possible que dans la perspective d'un effort de mise en valeur rapide et considérable, le problème antillais primordial est économique.

Quant au seul effort social, la disparité du donné métropolitain et du donné antillais suggère que ses points d'application immédiats et à moyen terme ne peuvent être les mêmes ici et là, comme, du reste, sa signification économique. « Le plan de sécurité sociale français est dominé par le souci de procurer à l'économie française pour le présent et l'avenir la main-d'œuvre dont elle a besoin, soit en lui apportant des enfants nouveaux, soit en conservant ou en récupérant les travailleurs présents ». Le premier objectif économique du plan antillais de sécurité sociale serait d'obtenir une normalisation du travail (2).

A plus long terme, dans la perspective d'une mise en valeur (complexe) du pays, un plan étudié et complet (3) de sécurité sociale devrait constituer, pour le succès d'un programme d'ensemble, un moyen d'action efficace: permettant une orientation raisonnée de la dépense de consommation, une amélioration de l'état sanitaire et social de la main-d'œuvre, donc de la production, il rendrait possible, par surcroît, le développement direct ou indirect des ressources locales susceptibles d'être consacrées à l'investissement.

LA GUYANE FRANÇAISE

Les Antilles peuvent être l'objet d'études d'ensemble communes: de multiples différences locales et partielles ne suffisent pas à masquer les analogies de leurs structures, de leur situation, de leurs possibilités économiques et humaines. La Guyane présente, au contraire, des traits originaux, irréductibles aux notations valables pour les pays antillais. Si les données géographiques, modelées par une histoire particulière, déterminent étroitement les modalités de toute politique dans les départements d'outre-mer, elles commandent aussi une spécification de cette politique selon la nature et les caractères propres des territoires assimilés.

Domaines hétérogènes, Antilles et Guyane sont, cependant, à certains égards, complémentaires. L'unité de la France américaine, organique et fonctionnelle, peut et doit être établie sur la disparité même des éléments d'un seul héritage.

I. — Le donné guyanais. — Notes.

La Guyane française, dont les frontières sont contestées et mal délimitées, dont il n'existe pas de carte géographique complète et précise, dont les ressources n'ont pratiquement été ni recensées, ni mises en valeur, est un pays largement inconnu, de pénétration difficile et, par surcroît, très faiblement peuplé.

REMARQUES GÉOGRAPHIQUES

1. La Guyane est un pays de vaste étendue: 90.000 kilomètres carrés, soit la superficie d'une quinzaine de départements français.

Les distances y sont sensiblement accrues par la précarité et l'extrême faiblesse du réseau de communication. Pas de voies de pénétrations, sauf les cours d'eau (1), coupés de sauts et de navigation difficile. Quelques dizaines de kilomètres de routes autour de Cayenne et Saint-Laurent; — le long de la mer, où la voie côtière, inachevée, est praticable par tronçons (transbordements par bacs à moteur pour passagers et bagages seulement). Pas de liaison aérienne intérieure. Liaisons téléphoniques très partielles et irrégulières dans la seule région côtière (un fil de fer tendu d'arbre en arbre jusqu'à Iracoubo). Nombre insignifiant de stations radiotélégraphiques.

Pour aller de Cayenne à Saint-Laurent un seul tronçon de route jusqu'à Iracoubo, le reste impraticable pour tout véhicule ne peut être effectué qu'à pied dans des conditions difficiles. Durée: trois ou quatre jours. Les postes de l'intérieur sont pratiquement isolés des centres urbains de la région basse deux à trois mois de transmission pour une lettre de Cayenne adressée à un poste situé à l'intérieur des terres.

2. Terre continentale possédant une façade maritime de 320 kilomètres (contre 400 de profondeur), la Guyane est double. Cette dualité est un élément déterminant de l'histoire guyanaise: l'option en faveur de la Guyane agricole (2), effective à la fin du XVIIIe siècle et qui valut au pays ses années les plus prospères, fut incessamment remise en cause par des tentatives diverses, notamment par les perspectives de gains immédiats, faciles, fructueux qu'offraient les richesses inexplorées de la Guyane intérieure.

Mais l'effort tenté dans les Terres Hautes, dispersé, discontinu et de faible envergure (individuel), s'est soldé par de pauvres résultats, qui directement n'ont pas enrichi le pays (faible productivité, contrebande) et, négativement, ont détourné de leur point d'application le plus favorable les maigres moyens d'action disponibles. La Guyane intérieure est demeurée impénétrable (3), et la Guyane n'a pas cessé d'être un milieu géographique sans horizon continental, dont la viabilité était subordonnée au développement des relations avec l'extérieur par sa frontière maritime.

Par ailleurs, les terres alluvionnaires des régions basses, d'une très grande fertilité, ont été largement perdues pour la culture à la suite du départ d'une main-d'œuvre déjà rare. L'insuffisance des travaux d'assainissement explique leur insalubrité; celle-ci, à son tour, réduit considérablement les possibilités de peuplement et de mise en valeur sans travaux dispendieux, dont la rentabilité dépend des débouchés éventuels (marché local ou moyens d'évacuation vers des marchés étrangers).

3. La Guyane est un territoire isolé.

Naturellement, ses frontières terrestres étant actuellement impraticables et la côte basse et marécageuse, bordée de bancs de vase et palétuviers, inhospitalière.

(1) Donc manquent allocations prénatales.

(1) Et les changements qu'elles déterminent dans la répartition du revenu national.

(2) Le problème du chômage structurel est essentiel aux Antilles, même si la réalité du chômage n'apparait pas immédiatement, à première vue.

(3) Notamment coordonné à la politique des salaires.

L'introduction des lois sociales aux Antilles est possible à petites doses dans le cadre actuel; l'institution d'un plan de sécurité sociale est étroitement subordonnée à la mise en valeur du territoire.

(1) Et quelques sentiers ou pistes autour des lieux défrichés.

(2) ...et les exigences d'une vie sociale plus ordonnée qu'elle impliquait.

(3) D'autant plus que l'agriculture en Terres Hautes est une entreprise naturellement délicate. L'importante couche d'humus dans les terres argileuses déboisées est très favorable à la culture; mais les pluies torrentielles qui sévissent huit mois par an désagrègent la terre, ruinant sols et effort cultural.

Matériellement, par suite de l'état des installations portuaires et de l'infrastructure aérienne, de l'insuffisance des moyens de communications avec l'étranger (1). Les ports de Cayenne et de Saint-Laurent sont inaccessibles aux navires de haute mer; d'où nécessité de transbordement ou de transport par navires spéciaux. Les services maritimes restent très irréguliers depuis la guerre.

Psychologiquement, la Guyane semble mise en quarantaine. Au contraire des Antilles, dont l'évocation est volontiers idyllique, et qui semble appeler des variations rhétoriques et suggérer une poésie facile autour des thèmes des îles ou des Tropiques, la réputation de la Guyanne dresse autour d'elle une véritable barrière psychologique. Réputation d'insalubrité physique et publique, la première alimentée par une longue histoire d'échecs dans les tentatives réitérées de transformer ce territoire en colonie de peuplement, la seconde due aux expériences malheureuses de la déportation et de la relégation: le bagne est à la Guyane ce que l'esclavage fut et reste partiellement dans bien des colonies d'exploitation.

Données démographiques

1. La population guyanaise est très peu nombreuses (28.500 habitants au recensement de 1946, contre 140.000 et 260.000 pour les Guyanes hollandaise et britanniques de superficies à peine supérieures), la densité très faible (0,3 hkm2). Population très inégalement répartie. la Guyane proprement dite groupe 80 à 85 p. 100 de la population totale, les centres de Cayenne et de Saint-Laurent 55 p. 100 de la population de la Guyane. Population dispersée, hors de quelques gros centres.

A noter la présence et l'importance de noyaux de populations à caractère spéciaux:

Population autochtone (quelques centaines d'Indiens);

Peuplades descendant des esclaves marrons et des noirs qui recherchèrent en forêt une complète indépendance (3 à 4.000 Bonis, Boschs, Saramacas, ces derniers sujets Hollandais);

Population pénale: outre quelques dizaines de libérés installés dans le pays, 6.000 déportés, relégués ou transportés en 1936; le nombre des « bagnards libérés », rapatriés depuis 1946, serait de 2.600 environ;

Etrangers: 6.000 environ en 1936 (évaluation récente: citoyens étrangers et citoyens nés hors de l'Inini, environ 8.800). Donc proportion relativement considérable, plus importante encore par la place qu'ils occupent dans l'économie du pays: les Saint-Luciens (estimés par certains à 6.000 pour la seule commune de Cayenne) sont une main-d'œuvre recherchée et très employée. Le commerce de gros centres (Cayenne notamment) est pratiquement aux mains d'étrangers, de nationalités diverses (Syriens et surtout Chinois).

Guyane. — Population guyanaise et Inini.

Guyane: population stable, 21.997 habitants; population instable, 376 habitants; individus de catégorie pénale, 1.140 habitants; total, 23.513 habitants;

Inini: population stable, 3.502 habitants; population instable, 1.386 habitants; individus de catégorie pénale, 136 habitants; total, 5.024 habitants.

Total: population stable 26.499 habitants; population instable, 1.762 habitants; individus de catégorie pénale, 1.276. Total général, 28.537 habitants.

2. La population de la Guyane est une population jeune. Sauf dans l'Inini, où les pionniers ne s'embarrassent généralement pas de famille, les enfants représentent plus du tiers de la population adulte.

(Répartition par sexe et par âge.)

. . . . . .

0 à 5 ans. — Masculin, 1.196; féminin, 1.110.

Totaux, 2.306 (dont 1.160 à Cayenne).

Inini, 321.

5 à 10 ans. — Masculin, 1.071; féminin, 1.044.

Totaux, 2.115 (dont 1.000 à Cayenne).

Inini, 1.000.

10 à 15 ans. — Masculin, 927; féminin, 963.

Totaux, 1890 (dont 982 à Cayenne).

Inini, 119.

15 à 20 ans. — Masculin, 839; féminin, 936.

Totaux, 1775 (dont 914 à Cayenne).

Inini, 111.

60 à 65 ans. — Totaux, 882 (dont 420 à Cayenne).

Inini, 536.

65 ans et plus. — Totaux, 1350 (dont 635 à Cayenne).

Inini, 383.

Soit: G, 6 p. 100; I, 10 p. 100 de la population totale.

Nombre de ménages:

Guyane, 7.088 (dont 3.992 à Cayenne);

Inini, 1.352.

Composition des familles.

Chiffres de la caisse de compensation (1948) pour 1188 enfants, dont 1 en apprentissage et 50 en cours d'études, sur 6500 enfants de 0 à 15 ans.

1 enfant: 142 familles, soit 142 enfants.
2 enfants: 92 familles, soit 184 enfants.
3 enfants: 85 familles, soit 255 enfants.
4 enfants: 54 familles, soit 216 enfants.
5 enfants: 36 familles, soit 180 enfants.
6 enfants: 17 familles, soit 102 enfants.
7 enfants: 10 familles, soit 70 enfants.
8 enfants et plus: 4 familles, soit 39 enfants.

Moyenne d'enfants par ménage prolifique, 2,7.

Les enfants naturels sont très nombreux (à Cayenne, pour les deux dernières années, plus nombreux que les enfants légitimes).

3. Mouvements démographiques.

Forte natalité:

Forte mortalité: surmortalité masculine, forte mortalité infantile.

Le Guyanais meurt jeune. La durée de sa vie active est courte.

Emigration, surtout des cadres locaux.

Immigration (de Martinique, de l'étranger).

Il est difficile de préciser l'évolution de la démographie guyanaise (f). Il semble que, malgré les éléments favorables ci-dessus mentionnés, la population augmente assez peu.

Notons seulement quelques références passées:

Année 1782, 12.500 habitants.
Année 1819, 16.000 habitants.
Année 1848, 26.000 habitants
Année 1930, 21.000 habitants.

Notes économiques

1. A l'inverse des Antilles où la culture industrielle de la canne (et les activités dérivées) ont très tôt supplanté les autres entreprises économiques, l'économie guyanaise est dispersée. Productions multiples et minimes.

. . . . . .

Dispersion encore si l'on considère les phases historiques de l'exploitation.

Aux XVIIIe et XIXe siècles, la Guyane produit canne à sucre et sucre (2), coton, cacao, épices. A partir de 1848 (abolition de l'esclavage) et 1853 (découverte de l'or), cesse l'ère de la Guyane agricole. La régression des cultures se poursuivra jusqu'à nos jours: les grands domaines sont rares; la main-d'œuvre manque ou ne travaille pas dans des conditions satisfaisantes, les moyens d'action et d'évacuation sont infimes, alors que l'époque ne permet plus l'exploitation rentable sous petits volumes et par procédés élémentaires ou étriqués des principaux produits coloniaux. A l'or, dont la prospection et l'extraction furent toujours anarchiques et rudimentaires, s'est ajoutée, plus récemment, l'exploitation du bois de rose et du balata. L'or (3) et les bois représentent l'essentiel de l'exportation guyanaise (90 p. 100 pour l'or): cette prépondérance est due à leur grande valeur relative, mais n'a pas directement grande signification quant à la structure professionnelle, sociale et même économique du pays.

Dispersion géographique même, dans une certaine mesure: pas de zones de plantations denses (quelques propriétés importantes disséminées); de même pour les productions d'or et de bois (450 permis de bois pour la Guyane); éparpillement des placers officiels (sans compter les placers clandestins exploités par des maraudeurs), les gîtes exploitables étant légion.

L'examen de la répartition sociale et professionnelle de la population donne une semblable impression d'émiettement:

11.500 travailleurs indépendants, dont 8 à 9.000 pour la seule Guyane, contre 3.000 salariés (1) et quelque 500 patrons, — aux activités mal déterminées et aux sources de revenu malaisément discernables.

Le « bricolage » caractérise assez bien l'actuelle économie guyanaise: le nombre d'entreprises sérieuses y est insignifiant; faute de moyens et de vues à plus long terme, la population vit d'expédients plus ou moins fructueux; dans un régime économique, somme toute archaïque, malgré l'intrusion de facteurs de modernité, le stade de la mise en valeur n'a pas été atteint.

D'après le dépouillement du dernier recensement:

I. — Employeurs.

a) Patrons, 513.
b) Gérants, directeurs et fondés de pouvoirs, 149.

II. — Employés.

a) Commerce, 269.
b) Industrie, 510.
c) Manœuvres, 832.

III

a) Artisans, 4 286.
b) Ouvriers, 2.172.
c) Professions libérales, 135.
d) Représentants courtiers, 9.
e) Pêcheurs, 290.
f) Autres catégories, 495.
g) Cultivateurs travaillant pour leur propre compte, 4.399.

IV

Fonctionnaires ou agents de l'administration, 841.

Militaires et marins, 81.

Même dispersion de la main-d'œuvre salariée.

. . . . . .

Pour 138 employeurs de la catégorie générale, déclarant 122.678.000 F de salaires (1948), la caisse de compensation donne les indications suivantes:

Salaires déclarés par:

A. Boudinot, négociant à Cayenne, 1 million 427.788 F.

Compagnie générale de distribution d'énergie électrique, à Cayenne, 3.437.723 F.

Compagnie générale transatlantique, à Cayenne, 5.489.918 F.

Eau et assainissement, à Cayenne, 12 millions 533.766 F.

Entreprises métropolitaines et coloniales, à Cayenne, 10.618.420 F.

Entreprises de transports et de distribution d'électricité, à Cayenne, 1.664.790 F.

Hitier et Aubin, négociants et industriels à Régina, 1.160.400 F.

Société des bois de tonnellerie de la Guyane française, à Mana, 4.984.890 F.

Société forestière de la Guyane, à Saint-Laurent, 586.324 F.

Société Nouvelle de Saint-Elie et Adieu-Vat, à Saint-Elie, 18.867.242 F.

Compagnie générale des Antilles françaises F. Tanon et Ce, à Cayenne, et ses succursales, 19.418.156 F (dont pour les Etablissements Portal, à MM. A. et R. Tanon: 3 millions 908.170 F).

V. Toubi, entrepreneur à Cayenne, 3 millions 558.276 F.

Volumérie et Champlain, sucrerie-rhumerie, à Matoury, 4.204.904 F.

C. Prévôt et Ce, sucrerie-rhumerie, à Rémire, 6.646.133 F.

Total, 94.658.730 F.

Il faut noter que les établissements qui ont, pour certains de leurs employés, un système d'allocations antérieur: Compagnie générale transatlantique pour son personnel

(1) Il existe une aérodrome et une hydrobase près de Cayenne. Les relations aériennes sont limitées par la faiblesse du trafic autant que par la carence de la métropole (lignes américaines).

(1) Influence de causes diverses perturbatrices (ex.: pénitencier). Importance de l'apport extérieur, irrégulier.

(2) Il existait vers 1836, 1838, 51 sucreries, il en reste 5.

(3) La plus grosse part de l'or guyanais sort du pays en contrebande.

(1) Non compris les services publics (1.000 fonctionnaires environ).

encadré, sociétés métropolitaines d'entreprises, pour une partie de leur personnel, déjà affilié en France, déduisent naturellement les appointements correspondants.

Par ailleurs, parmi les entreprises affiliées, on comptait (1946):

Commerce et industrie, 119.

Agriculture, 11.

Professions libérales, sociétés de secours mutuels et clubs, 9.

Donc quelques entreprises relativement importantes, autour de Cayenne et Saint-Laurent, distribuent les trois quarts des salaires versés. Si ces groupes détiennent (1) une part assez forte des ressources financières du pays, on ne peut cependant parler de concentration au sens économique et métropolitain de ce terme.

2. Second trait de l'économie guyanaise, l'insigne faiblesse de son développement. Les statistiques officielles du mouvement commercial pour 1948 en témoignent.

Guyane. — Mouvement commercial pendant l'année 1948. — Commerce total (en milliers de francs).

Importations.

France: en 1948, 387.533; en 1947, 145.924. En plus, 251.609.

France d'outre-mer: en 1948, 93.635; en 1947, 56.840. En plus, 36.795.

Etranger: en 1948, 386.826; en 1947, 230.986. En plus, 155.840.

Exportations.

France: en 1948, 29.169; en 1947, 26.639. En plus, 2.530.

France d'outre-mer: en 1948, 21.551; en 1947, 19.085. En plus, 2.469.

Etranger: en 1948, 103.155; en 1947, 51.423. En plus, 51.732.

Commerce total.

France: en 1948, 426.702; en 1947, 172.563 En plus, 254.139.

France d'outre-mer (2): en 1948, 114.611; en 1947, 75.925. En plus, 38.686.

Etranger (3): en 1948, 490.359; en 1947, 282 409. En plus, 208.150.

Ces indications doivent être complétées par quelques chiffres:

1° De l'immédiat avant guerre:

1938.

Exportations.

3,3 milliers de tonnes valant 48,2 millions de francs, dont (en millions de francs): France, 47,1; possessions françaises (surtout Antilles), 0,4,

Dont: or, 42,8; bois, 0,9.

Importations.

18,8 milliers de tonnes, valant 66,6 millions de francs, dont: (en millions de francs): France, 44,5; possessions françaises, 4,8; reste (Brésil, U. S. A., Guyane hollandaise, départements britanniques), 11,6,

Dont: 12,8: huile, riz, farine; 7,1: produits industriels; 7,5: tissus et vêtements.

2° Pour 1840:

Commerce avec la France: 6.281.000 F germinal:

Exportations: 3.545.000 F;

Importations: 2.636.000 F.

Commerce avec l'étranger: 1.470.000 F.

L'état du commerce extérieur est un suffisant indice d'activité, car la Guyane importe la plus grosse part des produits nécessaires à l'alimentation et la quasi-totalité des produits manufacturés et d'équipement (sauf quelques scieries et industries alimentaires, l'industrie locale est inexistante).

3. Le rôle des produits importés dans la vie du pays et la faible consistance de son économie expliquent sa dépendance à l'égard de l'étranger et notamment la sensibilité de cette économie aux influences venues du dehors. Les dévaluations successives du franc ont eu une répercussion sur le niveau des prix guyanais: facteur de hausse, dont diverses causes renforcent l'action, notamment la persistance de pénuries aggravées par les difficultés et le coût d'accès.

De décembre 1947 à décembre 1948, coefficient de hausse de 2,5. Ce mouvement n'a pas cessé depuis 1945, à des rythmes divers: amorti grâce au fonctionnement du fonds de péréquation (jusqu'en 1947), il paraît s'amplifier depuis la dévaluation de 1948; les prix locaux sont taxés (opération relativement facile à l'importation).

Riz (le kilogramme), 61 F.

Pain, 49 F.

Haricots secs, 115 F.

Beef salé, 204 F.

Sucre, 92 F.

Huile, 245 F.

Morue, 220 F.

Fromage, 500 F.

Lait condensé (la boîte), 90 F.

Lait frais (le litre), 40 F (introuvable).

Mais les prix réellement pratiqués semblent encore plus élevés:

Lait, 60 F le litre;

Pommes de terre, 60 à 80 F le kilo (introuvable régulièrement); beurre, 450 F la boîte d'une livre; morue, 250 à 3.000 F le kilo.

Les salaires ont imparfaitement suivi la hausse du coût de la vie. Non compris les indemnités et primes, le salaire minimum horaire de la catégorie la moins payée (manœuvre et ouvrier agricole) est passé de 15 à 17 F (septembre 1946), à 22,50 F (1er janvier 1948), 30 F (1er avril 1948), 47,60 F (1er avril 1949). Dans le même temps, les salaires de la catégorie la mieux rétribuée (chef de chantier, chef comptable) passaient de 30 à 42 F, à 69,80 — 78,30 F.

La masse des salaires est estimée, pour 1948, à 110 millions de francs et les prévisions pour 1949 sont de 230 millions.

Le niveau de la vie de la population est bas et particulièrement son standing alimentaire.

Cette constatation vaut pour la grande masse des travailleurs indépendants, bien qu'il soit difficile d'obtenir des précisions sur le volume et la répartition des revenus des non salariés.

La hausse des prix ne paraît pas tenir à un excès du pouvoir d'achat local ni à une mauvaise répartition des revenus. L'influence des salaires, plus encore qu'aux Antilles, ne peut être en ce domaine que secondaire et indirecte.

4. La faiblesse des moyens de production et le caractère désordonné et intermittent de leur utilisation, l'absence de ressources financières, l'exiguïté des marchés locaux de consommation et du travail, l'isolement de la Guyane sont autant de facteurs qui se renforcent l'un l'autre pour maintenir à un niveau déprimé l'économie du pays. Un plan raisonné d'exploitation du territoire devra tenir compte de ces éléments dont quelques-uns ne pourront être réduits qu'à très long terme.

Aux conditions et au bilan actuel extrêmement défavorables et susceptibles d'entraver ou d'interdire (par suite de l'ampleur de l'effort immédiat nécessaire) tout programme d'action méthodique, il convient d'opposer les possibilités guyanaises, donc la rentabilité éventuelle de l'œuvre à entreprendre. Les ressources potentielles sont importantes, suffisantes pour l'usage local avec surplus exportable de haute valeur relative. A cet égard, les perspectives sont beaucoup plus favorables en Guyane qu'aux Antilles: ressources plus variées, plus précieuses, surtout de répartition infiniment mieux équilibrée.

L'essor de l'agriculture n'est viable que dans le cadre d'une politique résolue d'exportation (pénurie de main-d'œuvre, forte production sélectionnée permettant l'étalement des frais généraux élevés que provoquera l'emploi de moyens mécaniques et techniques modernes). Sous cette réserve, elle est susceptible d'alimenter les marchés locaux et régionaux (Antilles) en produits alimentaires essentiels — les marchés plus éloignés en produits coloniaux obtenus à moindres frais que dans d'autres territoires (1). Les prairies naturelles permettraient d'élever un énorme troupeau. Sept millions d'hectares sont couverts d'une des plus riches forêts tropicales (plus riche sans doute que les forêts africaines), sans difficultés anormales d'exploitation. Les richesses du sous-sol sont à peine connues, faute de prospection. Cependant, presque tous les métaux ont été découverts: le fer (le métal le plus répandu), le manganèse, l'aluminium, le mercure, l'argent, le cuivre, le plomb, l'étain, peut-être le platine, mais surtout l'or (plus de nombreuses pierres précieuses et peut-être du pétrole). Importantes possibilités hydro-électriques.

Le premier rapport de la commission de modernisation des territoires d'outre-mer demandait que les efforts soient principalement concentrés sur trois productions agricoles essentielles: bois, oléagineux, productions vivrières, dans les territoires à aptitudes particulières. La Guyane est l'un d'eux. Il demandait que priorité soit accordée dans l'immédiat au bois et aux recherches et productions minières (1). Ce sont précisément là les deux postes essentiels qui alimentent actuellement l'exportation guyanaise, bien que leur exploitation soit rudimentaire ou faiblement poussée (il existe une seule entreprise organisée de façon moderne dans chacun de ces secteurs).

Problèmes sociaux. — Equipement.

1. La Guyane est un pays assoupi: terre d'entreprises coloniales individuelles et disparates, qui ont à peine égratigné le territoire (et se sont généralement soldées négativement), — où l'action de l'homme n'est à la mesure ni du temps présent, ni du milieu géographique. L'anachronisme des rapports de l'homme avec la nature qui l'entoure, la densité et la vitalité sociales très faibles, les témoignages (2) et le poids du passé suggèrent également que la Guyane n'a pas évolué, sinon vers un état de marasme quiet et passablement étouffant.

Son peuplement présente un caractère résiduel:

Pionniers avec la population qui normalement gravite autour d'eaux, et, plus encore, restes humains de divers âges (selon les couches de colonisation dont ils descendent), agglomérés dans les quelques centres du littoral, de vie uniforme et monotone, essayant de profiter du pays, se contentant des maigres résultats de cette activité un peu parasitaire, sceptiques ou indifférents aux projets ou aux perspectives trop vastes;

Eléments de passage, plus énergiques et ambitieux, mais rapidement absorbés ou amenés au diapason commun quand ils prolongent leur séjour.

Vie sociale végétative, sans horizon, sans ressorts (pas même les antagonismes raciaux ou de classe, beaucoup moins vifs qu'aux Antilles (3), ou le dynamisme de l'entreprise capitaliste et l'agitation d'un milieu économique concurrentiel).

Vie culturelle très réduite: la scolarisation et la formation professionnelles sont déficientes; pour le reste, le milieu guyanais, de faible teneur humaine, est à l'écart des grands courants tant culturels que sociaux. Les rares cadres formés sur place quittent le pays (cas des conscrits, des boursiers: sur 22 boursiers en 1947, un seul est revenu en Guyane).

Vie politique et publique artificielle (luttes de personnes) ou restreinte (retard de l'orga-

(1) Mais pas exclusivement.

(2) Antilles françaises.

(3) Brésil-U. S. A.: pays dont la part dans le commerce guyanais est devenue très importante.

(1) Produits intéressants venant bien: canne, riz, maïs, ricin, ramie, fruits coloniaux, sans compter produits tinctoriaux, textiles, oléagineux, caféier, cacaoyer, cotonnier, plantes médicinales. Promesse de rendements élevés, les terres étant riches et pratiquement vierges (comp. fatigue des sols antillais).

(1) Mentionnant, pour la Guyane, l'or et la bauxite (objectif prévu pour le minerai d'aluminium: plusieurs millions de tonnes).

(2) L'apprentissage de la vie sociale, qui fut l'objectif notamment des missions ou des grands administrateurs guyanais et dont l'expérience de la colonisation pénitentiaire fut somme toute une caricature désastreuse), est une nécessité permanente dans un pays où l'organisation sociale fut toujours rudimentaire (pas d'organisation autochtone, action superficielle des structures métropolitaines importées). D'où la valeur qu'acquièrent pour le métropolitain les vestiges de tentatives dont l'échec ou l'abandon contrastent violemment avec leur validité et leur justesse théoriques et pratiques.

(3) L'union départementale des syndicats compte 800 adhérents. Faible vitalité du mouvement. Pas de grève depuis mai 1947.

nisation communale dont les réalisations restent infimes (1).

Dans une telle ambiance, le travail ne peut avoir la même signification qu'en métropole ou dans les Antilles. Les causes du moindre rendement décelées dans les îles jouent d'ailleurs ici aussi (psychologiques, climat, conditions de vie défectueuses). L'absentéisme est très important dans les quelques entreprises à activité continue. Il existe peu d'ouvriers permanents (2).

La présence du bagne a contribué à alourdir le climat social et explique pour partie la stagnation du pays. La disparition de la main-d'œuvre pénale est un premier élément favorable à la réussite d'une politique guyanaise, dont les objectifs immédiats doivent être d'assainissement.

2. L'économie, la vie du pays étaient et restent, en effet, grevées d'une hypothèque générale d'insalubrité et de non-viabilité. Non-viabilité des méthodes, des formes présentes d'activité, des structures économiques, sociales, voire administratives (3).

Insalubrité sociale, tenant aux déficiences structurelles, à la mauvaise répartition de l'emploi et au niveau déprimé de la demande de travail autre qu'occasionnel ou précaire, au faible étiage de l'équipement collectif. A cet égard la Guyane est sans doute le territoire le plus primitif de l'Union française. Il faut d'ailleurs distinguer les deux ou trois gros centres du reste du pays et noter quelques améliorations récentes.

La ville de Cayenne bien tracée vient d'être dotée d'un appareil satisfaisant de distribution d'électricité et d'adduction d'eau potable dont l'usage est plus indispensable encore sous l'équateur qu'en métropole. Par contre, la ville ne possède pas d'installation frigorifiques. L'action des services d'hygiène publique, insuffisants, manque d'efficacité. La ville n'a pas d'égouts; le système actuel (évacuation de nuit par les soins d'une entreprise employant des transportés ou libérés) ne sera plus viable sous peu. L'habitat reste primitif: maisons de bois sans aucun confort, dont le loyer est extrêmement élevé.

Par contre, le village, en Guyane, n'existe pratiquement pas. En dehors de deux ou trois bâtiments publics dans une éclaircie de la forêt vierge, quelques cases dites « carbets », faites de pilotis surmontés d'un toit de feuilles de palme tressées, constituent l'essentiel d'un centre rural. Entre les villages ou habitations isolées de l'intérieur et les centres de la côte, rien, sauf quelques tournées administratives (recensement, contrôles).

L'état et les conditions d'activité des services administratifs départementaux sont également précaires. Depuis les lois d'assimilation, les traitements restent sensiblement les mêmes que ceux de la métropole, d'où découragement des fonctionnaires, dont la plupart refusent de rejoindre leur poste (le tribunal de Cayenne est, depuis plusieurs mois, sans président et de nombreuses affaires ne peuvent y être jugées). Chaque fonctionnaire se trouve ainsi surchargé d'une multiplicité de tâches nécessitant souvent à la fois son séjour dans un bureau du chef-lieu et des inspections à l'intérieur du pays.

L'équipement des services est défectueux ou insuffisant. Les services miniers et forestiers suffisent à peine à délivrer les permis d'exploitation et à surveiller de loin les domaines relevant de leur compétence. Le service des ponts et chaussées, au contraire, semble maintenant assez bien outillé.

Insalubrité naturelle enfin. La réputation guyanaise à ce sujet est d'ailleurs imméritée. Quoique à proximité de l'équateur, la Guyane possède un climat tropical à deux saisons qui, bien qu'assez débilitant à cause de sa chaleur humide, est tempéré par une bise constante et n'est pas plus malsain que celui de bien d'autres territoires tropicaux. Cependant, faute de travaux d'assainissement (moyennant lesquels l'île de Cayenne, par exemple, serait un lieu privilégié de la zone), la plaine côtière, marécageuse ou noyée, envahie le plus souvent de myriades de moustiques, d'ailleurs plus gênants que dangereux, est peu propice à l'installation de groupes humains. La vie dans l'intérieur, non défriché, ne peut être encore qu'une vie de pionnier.

L'état sanitaire de la population, sans être un indice décisif, témoigne de cette relative insalubrité, fortement aggravée d'ailleurs par la carence et l'action de l'homme.

Les endémies tropicales sont très développées. Le paludisme est à peu près général, sauf à Cayenne et à Saint-Laurent. L'Institut Pasteur de Cayenne estime à 6,5 p. 100 le pourcentage de la population lépreuse. En 1947, 1.210 cas, plus autant de suspects ou d'éléments à surveiller. Ces chiffres sont insuffisants, car le dépistage est limité à Cayenne, Saint-Laurent et Mana. Le pourcentage des enfants d'âge scolaire dans le nombre des malades dépistés (27 p. 100 en 1945, pour les enfants de 6 à 10 ans) est aussi un indice caractéristique de l'extension (1) réelle du fléau. Les formes peu évolutives dominent dans la population libre autochtone, surtout chez les enfants. La lèpre trouve toute facilité pour se propager, les règles d'isolement n'étant pas appliquées et les conditions d'habitat déplorables (une seule famille s'entasse souvent dans une seule pièce, voire dans le même lit; il est courant de voir une famille saine occuper immédiatement la case d'un lépreux, lorsque celui-ci vient à décéder.

La fièvre jaune a existé au siècle dernier sous forme d'épidémies particulièrement meurtrières et le moustique vecteur est toujours présent aux alentours de certaines agglomérations.

La tuberculose (2), l'alcoolisme et les maladies vénériennes font également des ravages. La sous-alimentation diminue considérablement la résistance de la population aux diverses maladies.

3. L'équipement sanitaire et hospitalier est insuffisant, plus déficient encore qu'aux Antilles.

Il existe des hôpitaux dans les seules villes de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni.

A Cayenne:

L'hôpital « Jean-Martial », ancien hôpital militaire, actuellement transformé en hôpital civil, mais encore desservi par trois médecins du corps de santé colonial — et l'hôpital-hospice de Saint-Denis (surtout malades chroniques, vieillards devenus infirmes, aliénés et contagieux), desservi par trois médecins civils, dont un conventionné (total: 350 à 400 lits) (3);

Un dispensaire desservi par un médecin civil;

Un dispensaire hansénien, desservi par un médecin militaire;

L'Institut Pasteur, établissement de recherches scientifiques, où les travaux sont assurés par deux médecins militaires dans des conditions particulièrement difficiles (le médecin adjoint est responsable du dispensaire hansénien);

Une consultation de nourrissons: la Goutte de lait (œuvre privée).

A Saint-Laurent:

L'hôpital André-Bouron, autrefois hôpital pénitentiaire, dont la location est actuellement demandée à la chancellerie pour le département (450 lits environ). Le service en est assuré par un médecin militaire, aidé d'un médecin contractuel, également chargé de desservir les deux dispensaires d'assistance du Maroni.

Citons encore la léproserie de l'Acarouany: seule léproserie du service local (4), fondée en 1830 par la mère Javouhey, elle est située en plein cœur de la forêt guyanaise, dans la région de Mana; elle abrite 120 malades environ, soignés par cinq religieuses, dont le dévouement ne suffit pas à pallier les carences de l'équipement et les conséquences du caractère vétuste de l'organisation. Une visite mensuelle, nécessitant plusieurs jours de déplacement en chaloupe à vapeur et en canot à moteur est faite régulièrement par un médecin de Saint-Laurent.

A l'intérieur de la Guyane, aucun dispositif sérieux, à l'exception de quelques dispensaires, tenus par des infirmières de formation élémentaire qui, dans les cas graves, se bornent à délivrer un billet d'hôpital pour les malades relativement proches des deux villes, qui doivent attendre le passage d'une embarcation pour être transportés. Les visites à l'intérieur, assurées autrefois par des médecins militaires, ont été abandonnées, faute d'effectifs. Dans la seule île de Cayenne, un médecin conventionné (exerçant aussi en ville) assure une visite — en principe hebdomadaire — des centres situés sur une voie carrossable.

Cinq médecins civils (et un pharmacien) exercent actuellement à Cayenne; le prix des visites est de 300 F, celui des consultations de 250 F. A Saint-Laurent, le corps médical est réduit aux deux médecins de l'hôpital (dont un militaire). Les effectifs actuels sont très insuffisants. L'administration cherche à recruter, sous contrat de deux ans, sept médecins à temps complet pour l'intérieur et l'Inini, à qui elle offre de 60.000 à 90.000 francs par mois. Ce recrutement permettrait d'améliorer considérablement les conditions d'existence des populations de l'arrière-pays (l'affectation à Cayenne d'une base d'hydravions dont certains appareils serviraient au transport des médecins et des malades, permettrait, par ailleurs, d'assurer l'entraînement des pilotes plus utilement que dans une base de la métropole).

Parmi les projets ou réformes urgents, citons encore:

Réglementation spéciale de la profession médicale, plus nécessaire encore ici qu'aux Antilles (difficultés d'ordre matériel);

Construction d'un nouvel institut Pasteur à Cayenne, afin de permettre la poursuite dans de bonnes conditions de travaux particulièrement utiles et suivis par nombre de savants étrangers, susceptibles d'y participer si les conditions d'accueil étaient favorables;

Création d'un village hansénien moderne à l'image de ceux qui existent au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique du Sud (notamment espace, facilité de communications, salubrité, isolement, possibilités de travail pour les malades);

Amélioration du ravitaillement en produits pharmaceutiques, rares et coûteux.

Signalons enfin une question particulièrement grave: celle de l'équilibre budgétaire d'établissements relevant jusqu'ici de l'administration militaire et aux prix de journée infimes (2 à 45 francs) qui, transférés à l'administration civile, ne pourraient être gérés normalement que moyennant un prix de journée de 1.500 F environ. La population, fonctionnaires compris, est dans l'impossibilité de supporter de tels tarifs; devra-t-elle renoncer à se faire soigner ou aura-t-elle recours en masse à l'assistance médicale gratuite, au moins partiellement? (1)

Au total, le personnel et l'armement actuels sont très insuffisants en regard des besoins et de l'effort indispensable à fournir, même pour les seules grosses agglomérations (où, cependant, tous les soins courants peuvent être distribués aux malades de toute catégorie). D'autant plus insuffisants que ces centres, et l'île de Cayenne notamment, devraient constituer un lieu de repos et un sanatorium ou viendraient « se refaire » les habitants de l'arrière-pays, pratiquement abandonnés à eux-mêmes.

4. Voici à titre complémentaire quelques passages d'une note administrative relative aux chercheurs d'or. Les remarques que suggèrent leurs conditions valent à peu près pour tous les travailleurs de l'intérieur (forestiers par exemple).

Sur la base des statistiques de 1946, les orpailleurs de la Guyane se répartissent comme suit:

Guyane:

Macouria, 3; Remire-Monjoly, 4; Sindamary, 33; Oyapoc, 167; Cayenne, 261; Roura, 31;

(1) Perspectives ouvertes par le syndicat de communes récemment institué.

(2) Ex.: pas de dockers (permanents), à Cayenne.

(3) Signification de la commune de type métropolitain dans la forêt vierge.

(1) Cette extension est telle qu'il a fallu créer une école spéciale (Marchaux) pour les enfants lépreux.

(2) Elle ne présente pas la même gravité que dans les pays tempérés: évolution différente (faible part dans la mortalité générale, mais cependant en progression constante).

(3) Il existe à Cayenne un établissement hospitalier privé, tenu par des religieuses, recevant des malades payants (capacité: une centaine de lits).

(1) Deux pavillons de lépreux à l'hospice Saint-Denis, situés l'un vis-à-vis de la maternité, l'autre à peu de distance du pavillon de la chirurgie, très imparfaitement isolés.

(1) On compte actuellement: un tiers payant, un tiers A.M.G. partielle, un tiers A.M.G. totale.

Iracoura, 29; Matoury, 4; Kourou, 1; Saint-Laurent, 32; Approuague-Kaw, 85; Mana, 83.

Soit, 732 orpailleurs.

Inini:

Oyapoc, 41; Kourou, 6; Approuague, 160; Roura, 114; Moyenne-Mana, 266; Centre, 170; Haute-Mana et Haute-Approuague, 316; Haute-Maroni, 364.

Soit, 1.440 orpailleurs.

Au total: 2.172 orpailleurs.

D'après le secrétaire général de l'union des syndicats, ancien chercheur d'or, cet effectif ne comprendrait pas plus d'une centaine de Guyanais, les autres travailleurs étant pour la plupart des étrangers originaires de Sainte-Lucie.

Depuis plusieurs dizaines d'années, l'or entre pour une très forte proportion dans le chiffre des exportations guyanaises. En dehors d'une forte baisse qui s'est manifestée depuis la guerre, la production aurifère est la seule qui reste à peu près constante.

La majeure partie de cet or provient d'exploitations artisanales. Deux sociétés importantes existent en Guyane: la Société d'études et d'exploitations minières de l'Inini et la Société nouvelle de Saint-Elie et Adieu Vat. La première n'a poursuivi jusqu'ici ses travaux de recherches qu'en faisant appel aux bricoleurs (ou orpailleurs); la seconde possède les seules installations quelque peu sérieuses du pays, mais une partie de sa production provient encore de l'orpaillage.

En temps normal, plus des trois quarts de l'or extrait le sont donc par les bricoleurs.

Contrairement aux orpailleurs d'Afrique qui travaillent parfois à plusieurs milliers sur un placer, ils sont très individualistes et forment des équipes restreintes (cinq à six hommes). Cela tient aussi, du reste, à l'allure dispersée des gisements.

Administrativement, on exige:

1° Des étrangers, un certificat d'immatriculation qui leur est délivré à leur entrée dans le territoire ou à première rencontre avec une tournée administrative (coût: 50 F);

2° De tous les bricoleurs, une licence personnelle, indispensable pour se livrer à une activité minière quelconque (coût: 75 F par an);

3° Des bricoleurs qui travaillent sur les terres du domaine, un permis individuel d'exploitation (coût: 200 F par an).

Ces papiers leur sont délivrés, soit à leur passage dans les postes, soit, lorsqu'ils restent plusieurs années dans les bois, lors des tournées administratives.

Le domaine minier comprend deux sortes de terres: les concessions et les terres libres. Théoriquement, le concessionnaire devrait organiser le travail sur sa mine, disposer d'un personnel technique sérieux, contrôler la production, l'avancement des travaux, etc. A part quelques essais de chantiers organisés, rien n'est fait de tout cela. Le plus souvent, le concessionnaire se contente de vendre son droit d'exploitant aux orpailleurs qui veulent travailler chez lui en leur réclamant soit un droit fixe, soit un pourcentage déterminé de la production (tant de grammes d'or par semaine). La plupart du temps aussi le concessionnaire se transforme en commerçant: il établit un ou plusieurs magasins sur ses terrains et oblige les orpailleurs qui exploitent sa concession à se servir chez lui. On assiste à divers abus; tantôt le concessionnaire interdit, illégalement, à des commerçants concurrents de venir s'installer sur son périmètre; tantôt, il interdit aux orpailleurs de faire des plantations pour les obliger à se ravitailler chez lui.

De toute façon, l'or produit sur une concession est drainé par le concessionnaire par des moyens détournés, souvent illégaux. La monnaie légale n'a pas cours à l'intérieur du pays et tous les échanges se font sur la base de l'or.

Pratiquement, l'orpailleur est à la merci du commerçant (1) de qui dépend son ravitaillement. En revanche, il est libre d'exploiter à sa guise, ce qui est désastreux pour la bonne utilisation des gisements.

Il faut reconnaître que le commerçant court quelques risques: les canots qui montent le ravitaillement font quelquefois naufrage. Les orpailleurs endettés ne s'acquittent pas toujours. Mais il tient en général largement compte de ces aléas dans l'établissement de son prix de revient.

L'or est vendu au plus offrant; le plus offrant n'est pas l'acheteur officiel français qui donne 100 ou 103 F (1), par gramme d'or natif, alors que, sur la frontière brésilienne le gramme est payé 120 F et plus (ces cours sont d'ailleurs largement inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés libres de Bombay et d'Alexandrie, où l'or vaut 250 à 300 F le gramme). Le plus souvent, l'or va à qui donne en échange, non pas de l'argent, mais des tissus et des vivres. C'est pourquoi, sur la frontière brésilienne, l'or s'exporte contre ces denrées, tandis que sur la frontière hollandaise l'or est importé en échange, notamment, de liqueurs introuvables de l'autre côté du Maroni.

En résumé, la production aurifère présente, en Guyane, un caractère anarchique qui se traduit par le mépris de la réglementation minière et surtout par l'exploitation des orpailleurs par des fournisseurs sans scrupules — ces travailleurs étant, d'autre part, abandonnés en cas de maladie ou d'accident.

Mesures économiques et sociales à envisager.

L'application des lois sociales à ces travailleurs dispersés dépend évidemment de leur regroupement ou au moins de leur rattachement à des centres miniers fixes, lesquels pourraient être constitués par des coopératives de production et de consommation et des dispensaires.

Dans ce but, nous suggérons:

a) La suppression des permis individuels d'exploitation et l'attribution de titres miniers à des coopératives d'orpailleurs susceptibles de procurer à leurs adhérents des outils et du matériel léger pour exploitations alluvionnaires;

b) La création de coopératives de consommation, étant entendu que serait d'autre part levée l'interdiction actuellement faite aux non-commerçants d'importer sur le territoire de l'Inini plus d'un mois de vivres.

Une attribution spéciale de ravitaillement à ces coopératives, en particulier de tissus, de tabac et de liqueurs, permettrait de libérer les orpailleurs de l'emprise des trafiquants locaux et freinerait les sorties d'or, en particulier vers le Brésil;

c) Enfin, dans ces centres seraient créés des dispensaires où des soins pourraient être distribués en permanence par des infirmiers et à des intervalles réguliers par des médecins de passage.

C'est dans ces centres que les orpailleurs pourraient être immatriculés et par l'intermédiaire des coopératives qu'ils verseraient leurs cotisations et recevraient éventuellement des prestations, les coopératives agissant en qualité de correspondants de la caisse de Cayenne.

La création et le fonctionnement de ces centres seraient considérablement facilités par la mise en place d'un service d'hydravions, d'autre part indispensable au développement normal du pays.

Des diverses solutions envisagées après consultation de plusieurs chercheurs d'or, c'est celle qui nous paraît la moins difficilement réalisable.

Si pour le moment le nombre de ces travailleurs est peu élevé, il est certain que du jour où ils se sauraient socialement et économiquement protégés à l'intérieur du pays, ils gagneraient en plus grand nombre des régions où ils sont actuellement exploités et à la merci de la maladie et des accidents du travail.

Ces suggestions valent dans la mesure où elles situent exactement le problème plus peut-être que par leur teneur propre. La mise en place d'un régime d'exploitation du pays par l'intermédiaire de sociétés, capitalistes ou non, organisées de façon moderne, préoccupées de rentabilité économique, ne modifiera pas sensiblement les données de fond; la confusion de l'économique et du social, en raison des circonstances, est toujours dangereuse pour une main-d'œuvre isolée, si n'ont pas été prises un minimum de précautions ou organisé un contrôle sérieux.

II. — Perspectives de politique sociale.

1. La structure et la densité de la société locale — notamment le faible développement d'un prolétariat salarié —, son économie anarchique et rudimentaire, sinon archaïque, rendent compte du caractère particulier des réactions guyanaises à la promesse ou aux retards d'application de la sécurité sociale.

Sans doute, les prises de position, les arguments favorables et les réserves sont-ils, *grosso modo*, comparables aux Antilles et en Guyane. Mais ici les opinions sont moins tranchées, plus nuancées, les divergences moins sensibles. La sécurité sociale tend à devenir en métropole un organisme de solidarité nationale (ou sociale). Son institution sur le modèle métropolitain consacrerait, aux vœux des Antillais, le succès d'une revendication de classe et une rupture nette avec un passé colonial. Pour les Guyanais, la sécurité sociale est un aspect d'une tentative nouvelle pour mettre un terme à l'isolement et à l'abandon d'un territoire particulièrement déshérité.

Les problèmes spécifiques de la sécurité sociale qui sont déjà posés aux Antilles ne se posent pas encore en Guyane. L'instauration d'un régime identique ou équivalent à celui de la métropole ne concernerait, pour l'essentiel (garantie contre les risques humains de type métropolitain), qu'une fraction restreinte de la population; elle n'est matériellement possible que dans une petite partie du pays, les deux ou trois centres où les soins médico-sociaux peuvent être distribués normalement. Les syndicats reconnaissent cet état de fait. Ils accepteraient l'application par étapes de l'assurance maladie: d'abord à Cayenne, Saint-Laurent et Mana, puis progressivement dans les communes plus éloignées qui devraient immédiatement obtenir le bénéfice effectif de l'assistance médicale gratuite (hostilité au principe de l'assistance par centres organisés). De même, l'union générale des fonctionnaires admet l'élaboration, pour les fonctionnaires et agents de l'Etat, d'un régime transitoire à base de mutuelles. La chambre de commerce, favorable à une extension prudente de la sécurité sociale, insiste sur la nécessité d'une garantie rapide contre les maladies graves (au détriment du petit risque) et d'un développement de l'équipement sanitaire.

L'étroitesse de son champ d'application ne permettra pas à un régime de sécurité sociale local de contribuer efficacement à l'amélioration de l'armement sanitaire et social du pays. Cependant, la pratique trop large des prestations en espèces individuelles ou familiales risque d'être dommageable à l'économie et de ne pas atteindre l'objectif envisagé: les besoins d'une population très généralement indigente sont trop nombreux et urgents, l'éducation de l'assuré insuffisante (1), le travail salarié généralement trop intermittent et irréguiier, tandis que l'obligation du travail est au moins aussi floue dans les esprits et la mentalité collective que les droits du travail sont incertains en pratique. Par ailleurs, il n'existe aucune donnée suffisante sur le quantum des risques assurables localement. Au surplus, ces risques ne sont pas les mêmes qu'en métropole, et notre mécanisme biparti actuel d'assurance maladie (longue et courte maladie) ne semble pas applicable tel quel. Les maladies endémiques ne peuvent et ne doivent pas incomber à un système local d'assurance.

Ici plus encore qu'aux Antilles, priorité doit être accordée à une œuvre d'assainissement préalable permettant la constitution ultérieure d'un milieu auquel seraient adaptés les mécanismes classiques en métropole.

Par contre, la sécurité sociale guyanaise devrait retenir de l'institution métropolitaine une bonne part de ce qui a trait à l'objectif économique initial: pallier la pénurie de main-d'œuvre. L'amélioration qualitative et quantitative du capital humain, grâce à une politique sanitaire et sociale, est souhaitable dans un pays où le rendement du travail est faible et la main-d'œuvre insuffisante.

(1) Et, éventuellement, de la direction de l'exploitation (N. de la R.).

(1) Note rédigée en 1948.

(1) Les conditions locales de la vie familiale et de l'éducation des enfants dans le milieu naturel sont souvent assez peu favorables à leur développement

La répartition des charges qu'assume directement la sécurité sociale ou dont elle assure la redistribution par un mécanisme de solidarité est un phénomène également spécifique: la charge des vieillards sera minime, mais la proportion des enfants est très sensiblement plus élevée qu'en métropole. Les méthodes de compensation en matière de prestations familiales ne sont donc guère viables ou du moins compatibles avec un niveau élevé de prestations. Quant au poids de ces charges, même supportées partiellement par la collectivité (sélection prioritaire de l'effort social), il risque d'être relativement plus lourd qu'en France métropolitaine, donc le fardeau imposé à la population active: les éléments non utilisables temporairement ou définitivement ou utilisables partiellement (lépreux) représentent, en effet, une part très forte de la population.

Enfin, cette population est elle-même très peu nombreuse. La conséquence est que toute organisation de solidarité, de compensation ou d'assurance (jouant au surplus pour une part restreinte de la population globale) manquera d'assises et ne pourra fonctionner que de façon précaire ou partielle, même si les fraudes ont chance d'être combattues de ce fait plus efficacement.

2. Le faible peuplement guyanais commande aussi la solution du problème des charges que peut supporter un pays dont l'économie est, par surcroît, anémiée.

Les ressources totales et les ressources moyennes par tête d'habitant sont très faibles, les fonds que dégagerait imposition ou taxation limités; la perception en serait d'ailleurs impossible, les petites entreprises ne pouvant consentir un effort même apparemment réduit.

Cependant, une hausse des salaires directe ou indirecte (charges sociales) n'aurait qu'une répercussion limitée sur les prix locaux — actuellement fixés en fonction de données étrangères, vu l'importance des importations — ou sur les prix d'exportation (haute valeur relative des produits exportés). Par ailleurs, la demande de consommation peut être assez facilement dirigée. De plus une inflation modérée réduirait l'absentéisme en obligeant à un travail plus régulier, tandis que la hausse des coûts de production favoriserait l'assainissement économique indispensable. Tous phénomènes acceptables dans le cadre d'une mise en valeur du pays, mais dangereux dans les conditions actuelles de délabrement de l'économie.

A plus long terme, la pratique de hauts salaires sociaux ne semble pas incompatible avec le fonctionnement sain (et même le démarrage) de grosses entreprises assurant une telle mise en valeur rapide qui accroîtrait à bref délai et considérablement le revenu local. Sous deux réserves:

Abondance des capitaux (1);

Utilisation de moyens massifs et résolument modernes.

De hauts rendements et un volume important de production sont les conditions nécessaires à la rentabilité de l'exploitation des ressources guyanaises susceptibles de trouver aisément des débouchés à des prix confortables sur les marchés mondiaux et français.

Il s'agit là de perspectives. Dans le cadre actuel, le prélèvement des cotisations au taux métropolitain n'est pas possible sous peine de crise grave. Au reste, il ne permettrait pas de financer un régime de sécurité sociale, même très inférieur au régime métropolitain. Les encaissements pour la seule allocation-vieillesse (8 milliards) sont à peine suffisants pour assurer une charge notablement moindre que celle que supporte, dans les mêmes conditions, la sécurité sociale française. Aussi, *a fortiori*, le système métropolitain est-il impraticable pour les autres secteurs où les frais à prévoir sont sans aucune mesure avec ceux que connaissent les caisses françaises. L'octroi des seules allocations familiales aux seuls salariés (agriculture et industrie-commerce) nécessiterait un doublement du taux actuel des cotisations. La proportion des enfants à la charge des salariés est d'environ un quart du nombre des enfants susceptibles d'ouvrir droit à prestation. Les fonds nécessaires au financement d'allocations familiales aux travailleurs indépendants, dont les conditions de vie sont pourtant assez semblables à celles des salariés, ne peuvent être fournis par le pays, d'autant plus que l'encaissement des cotisations de cette catégorie pose des problèmes plus difficiles encore qu'en métropole. On peut remarquer d'ailleurs qu'une disparité entre les deux catégories est susceptible d'entraîner une large redistribution de l'activité professionnelle et peut être un élément important d'une politique de la main-d'œuvre locale (en supposant résolu le problème des débouchés pour l'offre du travail).

D'autre part, le volume des prestations sociales, quel que soit le champ d'application de la réforme à intervenir, s'il est hors de proportion avec les possibilités guyanaises, ne sera pas, absolument, considérable. Une contribution des régimes métropolitains, étant exclues les dépenses de soins pour les maladies à large extension et les dépenses d'équipement, qui relèvent du budget général de la métropole ou du département paraît donc possible: le déficit à combler serait relativement modeste, n'affectant pas très sensiblement l'équilibre de la sécurité sociale générale (contrairement au cas antillais).

3. La portée de cette constatation est générale. Un effort minime de la métropole peut déclencher en Guyane un mouvement de renouveau, transformer un territoire arriéré et méconnu en une terre-témoin de la zone tropicale (1) Il est de plus susceptible d'une rentabilité importante presque immédiate; la prospérité provoquée doit rapidement s'alimenter elle-même et bénéficier à ses promoteurs (2).

Les ressources existent. Elles sont, nous le soulignons à nouveau, multiples, variées, de haute valeur actuelle et éventuelle. Elles doivent assurer au pays un développement équilibré et riche. La possibilité de leur mise en œuvre est prouvée par les réalisations anglaises et hollandaises dans les terres limitrophes.

De plus, la Guyane est un domaine vierge, par suite de son hérédité même, de l'échec des tentatives de mise en valeur et de peuplement. Des vestiges historiques remplacent ici ce qui constitue aux Antilles des étapes de la civilisation. La marque du passé y est plus apparente, mais son poids est plus lourd et plus décisif aux Antilles. Le passé guyanais est un passé mort: pas de structures à ménager ou à aménager, mais des structures à créer, spécifiques et résolument nouvelles sur un terrain sociologique et économique encore impratiqué La Guyane est un pays neuf.

Encore faut-il déterminer judicieusement le point d'application et l'ampleur de l'effort initial. Puis le poursuivre avec vigilance, méthode et continuité. Quelques remarques s'imposent.

Il convient, dès l'abord, de dépasser la mise en valeur artisanale, qui s'est soldée par un échec. Le recours à des moyens puissants (mécanisation, motorisation, procédés modernes et de large envergure) est d'autant plus nécessaire que les disponibilités en main-d'œuvre sont réduites.

L'importation brute de réalisations métropolitaines est dangereuse. Les expériences anciennes en avertissent. Il ne s'agit pas, par exemple, d'introduire une institution qui est une cristallisation du passé social français, ou de s'inspirer de cette institution au mieux des intérêts locaux comme aux Antilles, où les cadres métropolitains et capitalistes commandent la vie du pays; mais de promouvoir une politique sociale spécifique (1).

La sécurité de l'homme social n'est possible aux Antilles que par la solution des problèmes sociaux, en Guyane par la solution du problème humain. Moyen de mise en valeur du pays aux Antilles, elle en est la condition en Guyane: préparer un milieu et un climat sociaux parfaitement sains qui permettent l'assainissement, le défrichement, puis l'expansion économique du territoire; assurer la protection de l'homme et favoriser son action, de même que faciliter l'afflux des capitaux en transformant la Guyane en une zone de basse pression à perspectives intéressantes pour le capital financier, technique et humain. Politique de sécurité dans un milieu initialement hostile et dans une perspective dynamique.

Il semble même que l'effort métropolitain pourrait être essentiellement social (2): rendre réalisables les objectifs économiques assignés à l'initiative privée ou collective dans le cadre d'un programme commun. Les pouvoirs publics locaux paraissent l'avoir compris, qui réclament pour les premières tranches du plan d'équipement des crédits sensiblement aussi importants pour le secteur social et pour l'aménagement économique.

La réussite du programme social guyanais permettrait ultérieurement l'instauration d'un régime de sécurité sociale proprement dit. Elle commande, en outre, l'essor de la France américaine: la solution des difficultés rencontrées aux Antilles est sans doute pour partie en Guyane (3), capable d'absorber le surplus d'une main-d'œuvre pléthorique et de fournir aux îles à meilleur compte une partie des ressources qui leur manquent.

ANNEXES

La mission parlementaire aux Antilles et en Guyane.

En mars dernier, le principe est adopté par les commissions du travail et de la sécurité sociale de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République de l'envoi d'une mission parlementaire dans les nouveaux départements d'outre-mer pour y étudier l'extension de la législation métropolitaine de sécurité sociale.

La délégation de l'Assemblée nationale était composée de MM. Viatte, rapporteur; Ségelle, Bouxom et Renard; celle du Conseil de la République, de Mme Devaud, rapporteur; MM. Boulangé et Ruin.

Les deux délégations devaient se retrouver à Porto-Rico et accomplir ensemble leur mission d'étude. Arrivées à Pointe-à-Pitre le 3 mai, elles séjournaient en Guadeloupe jusqu'au 13, puis du 13 au 20 en Martinique et du 20 au 25 mai en Guyane

Elles s'efforcèrent d'utiliser au maximum dans chacun des départements le court laps de temps qui leur était donné pour étudier sur place les conditions d'application de la nouvelle législation.

Mais la sécurité sociale n'est pas une institution qui se superpose à un ensemble économique et social; tout au contaire, elle s'y intègre profondément; elle en dépend comme l'ensemble lui-même se ressent de son institution et de son action. Il a donc été nécessaire que les parlementaires en mission s'informent de l'organisation générale des départements, de leur structure géographique, économique, sociologique, sociale, administrative (au moins dans le passé); qu'ils essaient aussi

(1) Nécessité de faire de la Guyane « une zone de dépression fiscale » (dégrèvements, amnisties) qui favorise les investissements.

(1) Et de la présence française (témoignage instructif pour la France et les voisins américains du département).

(2) Le coût d'une politique sociale aux Antilles sera, par contre, élevé. Son efficacité lointaine, les déficits et charges prévisibles prolongés ou de longue durée. Une disparité des politiques et réalisations sociales antillaises et guyanaises pourrait être un facteur déterminant d'une politique générale de la France américaine.

(1) Et non de sécurité sociale *strico sensu*, dont l'utilité est incontestable, mais ne répond pas aux besoins du pays (champ d'application trop étroit, caractère plus statique que dynamique, ressources et moyens d'action limités).

(2) A condition d'être spécifique, puissant et global (le logement, l'équipement collectif, les grands travaux publics d'assainissement des terres, l'organisation des entreprises ou exploitations, l'aménagement des structures sociales sont des problèmes de politique sociale). Les systèmes de sécurité sociale des économies de type occidental industrialisé ne sont pas valables dans la forêt vierge.

(3) La remarque vaut pour d'autres territoires: l'Algérie par exemple qui pourrait exporter en Guyane une part de son excédent de main-d'œuvre.

de connaître la psychologie des populations et leur comportement, le climat de la vie locale

Méthode de travail:

1° D'une part, entrevues, en dehors de toute préoccupation politique et dans un but d'information complète, avec le plus possible de représentants de tous les milieux sociaux: ouvriers et patrons, artisans et planteurs, syndicalistes et mutualistes, chefs de service et directeurs des diverses administrations, représentants des familles et d'associations, etc.;

2° D'autre part, déplacements à l'intérieur du pays et visites inopinées, ici d'un hôpital, là d'une usine, d'un dispensaire ou d'une école, d'une exploitation agricole (paye d'ouvriers), etc.

Les documents et témoignages ou renseignements ainsi recueillis sont réunis dans ce rapport.

Remarques:

1. Certaines observations paraissent ne concerner que de loin la sécurité sociale, telle la note annexe sur la scolarité.

Mais votre rapporteur a préféré mettre l'accent sur les données générales qui commandent la solution du problème posé, — restituer un climat, plutôt que fournir des indications trop techniques, au demeurant assez vaines étant donné le retard considérable des pays visités dans tous les domaines.

Telle était, d'ailleurs, la signification de la mission confiée à ses collègues et à lui-même, tel est le sens de toute action législative normalement comprise.

2. On ne peut accorder aux chiffres cités qu'une valeur relative: aucun élément sûr ne permet de trancher décidément entre des renseignements souvent contradictoires et toujours approximatifs.

3. Toute « information » est témoignage et engagement. Nous nous sommes efforcés de faire le départ entre information partiale et information « déformante ».

Note patronale et ouvrière sur l'application de la sécurité sociale.

1° Union des femmes françaises. — Fédération de la Martinique.

Le bureau départemental de l'Union des femmes françaises n'a pensé qu'à vous apporter sa contribution en vous demandant cette audience, puisque votre mission dans ce département est spécialement d'étudier sur place les conditions d'application de la sécurité sociale.

Les familles martiniquaises réclament avec insistance l'application intégrale immédiate de la sécurité sociale.

Notre direction nationale vous a transmis des documents afin de vous montrer la nécessité de cette application à bref délai dans ce département, où la vie des familles est plus dure que celle des familles métropolitaines, du fait de la situation économique dans laquelle nous nous trouvons, aggravée depuis la dévaluation du franc, et des salaires de misère que constituent les seules ressources de la population travailleuse.

Malgré la médiocrité des salaires, nous tenons à faire remarquer que les travaux en cours pour l'application de la sécurité sociale sont basés sur les salaires de l'année 1945, ce qui est ridicule, et que l'argument du Gouvernement selon lequel le chiffre de ces salaires est faible, serait peut-être valable si, depuis lors, les salaires n'avaient été un peu remaniés et les chiffres sensiblement relevés.

Voici les chiffres pour l'année 1947: 1.040.505.694,20 F.

Et pour l'année 1948: 2.028.062.000 F.

Il n'est donc pas sérieux d'étudier la question des prestations familiales sur la base des salaires de 1945, date à laquelle les salaires ont été pour la première fois remaniés. Ils sont très bas par rapport à ceux de 1947 qui les dépassent de 789.111.219,80 F.

Il y a lieu, d'autre part, de constater que 2 milliards de salaires annuels ne représentent que la paye de 22.222 ouvriers gagnant 300 F par jour et pendant 300 jours. Chiffre dérisoire par rapport au nombre de travailleurs employés dans les différentes branches de l'économie martiniquaise, la banane à elle seule consommant à peu près ce chiffre de la culture à l'embarquement.

La raison du faible volume de salaires déclarés est que l'immense majorité des moyennes et petites propriétés ne sont pas affiliées à la caisse des allocations familiales.

Si l'on considère qu'avec la sécurité sociale les fonctionnaires, les artisans sont astreints au versement et qu'il n'y a pas de plafond de salaires ou de soldes, il n'est pas exagéré de prévoir comme base d'application du taux (16 p. 100) la somme de 5 à 6 milliards.

A noter que, qu'on en dise (le préfet n'a-t-il pas déclaré que le travailleur martiniquais travaille deux fois moins que le travailleur métropolitain), nous sommes un département économiquement puissant. Sur un total de 221.535 habitants, notre population active de quinze ans à moins de soixante-cinq ans suivant le dernier recensement est de 164.567 personnes.

Sur ce chiffre au moins 75.000 personnes seront assujetties à la sécurité sociale.

Ceci étant posé avec nos salaires de misère, la vie est insupportable, aggravée encore par l'état presque inexistant de réseau social à la Martinique.

La direction nationale vous a exposé déjà succintement les misères des familles des départements d'outre-mer, mais elle n'a que faiblement montré nos besoins qui sont grands: qu'il vous suffise de savoir que la majeure partie de la population ne peut pas se permettre de manger convenablement.

A notre consultation de nourrissons U.F.F. (unique à la Martinique) il est courant, quand nous disons aux femmes que c'est de lait qu'on nourrit les bébés, qu'elles nous répondent: « Nous ne pouvons pas acheter ce lait. »

Des enfants de moins de six mois sont nourris d'eau de pain, d'eau de toloman, de jus de fruits.

(La maman n'ayant presque jamais de lait, elle-même n'étant pas nourrie convenablement).

Nous pensons que la vie des familles martiniquaises serait améliorée si l'assujetissement était général, d'autant plus que cela donnerait à l'administration plus de moyens de contrôle sur les salaires servis aux ouvriers par les patrons.

D'autre part nous nous élevons contre les projets nos 5340 et 5317 déposés par le Gouvernement sur la tribune de l'Assemblée nationale qui tendraient à n'établir pour l'instant dans ces départements que certains certains postes de la sécurité sociale et à écarter ce qui concerne les prestations familiales.

Nous démontrerons que l'argument soulevé à ce sujet n'est pas bon.

En effet, si le département est très prolifique, les statistiques révèlent aussi la grande mortalité infantile que le Gouvernement ne peut pas avouer vouloir maintenir à ce niveau.

Nous avons relevé le nombre de familles allocataires à la caisse des allocations familiales et le nombre d'enfants de ces familles: 22.784 familles groupant 58.389 enfants, cela nous donne une moyenne de 2,56 enfants par famille soit moins de 3.

Il est notoire que fonctionnaires, artisans et paysans ont moins d'enfants que les ouvriers, de sorte que leur entrée en ligne de compte ne peut qu'abaisser la moyenne.

Dans ces mêmes projets nous relevons une autre clause que nous ne pouvons admettre: « Les allocations familiales seraient financées pour une partie par des impôts indirects », c'est-à-dire par les bénéficiaires eux-mêmes. Nous nous refusons à toute création de taxes de ce genre qui ne seraient qu'un leurre.

Nous suggérons que les taxes versées à l'Etat sur les rhums en France comme dans le département contribuent (tout comme le fond social au lendemain de la libération) à alimenter ces caisses.

Et pourquoi une autre partie ne pourrait-elle être prise sur les bénéfices scandaleux des employeurs plutôt que de les exonérer de leur part normale de charges?

Une enquête que nous avons faite nous a permis de savoir que l'usine « Genipa », la plus importante de l'île, a, en 1947, réalisé 22 millions de bénéfices avec un capital social de 1 million 200.000 F; chiffre facilement prouvé par le dixième du gérant, qui s'est élevé à 2.201.936 F et la cote de l'action de cette usine à la bourse: 18.000 F (action de 500 F).

Autre exemple entre 100 et plus: la Banque de la Martinique répartit en 1948 plus de 56 millions de profits dans des rubriques diverses, taudis qu'elle ne déclare qu'un peu plus de 2 millions de bénéfices nets.

Aussi terminerons-nous en vous répétant que nous croyons très possible d'appliquer la sécurité sociale intégrale, et que nous demandons cette application immédiatement, ce qui permettrait aux familles par:

Le remboursement des risques maladie, d'aller voir médecins, sages-femmes, dentistes, aussi souvent qu'il est nécessaire et d'acheter les médicaments indispensables;

L'assurance-vieillesse, d'améliorer leur budget;

Les prestations familiales d'encourager les mères de famille à suivre les consultations prénatales, à acheter la layette et surtout du lait, dès que l'allaitement maternel est terminé...

...La direction nationale de l'Union des femmes françaises s'émeut du fait que la législation relative à la sécurité sociale ne soit pas encore appliquée, à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe qui sont considérées comme départements français d'outre-mer depuis la date du 19 mars 1946.

L'administration de la sécurité sociale est installée dans ces départements, depuis juillet 1948, les travailleurs cotisent pour l'assurance-vieillesse; cependant, aucune prestation n'était encore versée aux vieux travailleurs en fin janvier 1949.

La vie des familles dans ces départements est plus dure que celle des familles métropolitaines du fait de la situation économique dans laquelle se trouvent ces îles, pays de monoculture (canne à sucre) où la population est alimentée surtout par des denrées importées de la métropole ou de l'étranger.

Aussi est-il facile de comprendre que, depuis le moment où le franc a été dévalué, le coût de la vie est devenu insupportable.

Voici le prix de revient des repas journaliers normaux d'une famille martiniquaise de cinq personnes, soit trois enfants, le père et la mère:

Petit déjeuner:
Un litre de lait, 60 F.
Chocolat, 20 F.
Sucre, 20 F.
Total, 100 F.

Déjeuner:
Légumes (4 kg à 35 F), 140 F.
Viande avec os (1 kg), 200 F.
Haricots (1/2 kg), 50 F.
Charbon (1 décalitre), 75 F.
Graisse (1/8 de litre), 25 F.
Oignon, 10 F.
Total, 500 F.

Dîner:
Soupe: os à viande, 100 F.
Légumes, 25 F.
Pâtes, 10 F.
Charbon (1/2 décalitre), 37,50 F.
Total, 210 F.

Dépense totale par jour pour la nourriture: 100 + 500 + 210 = 810 F.

N. B. — Ration de pain: 200 g dans les villes seulement; 150 g à la campagne (on peut acheter du pain au marché noir).

Une mère martiniquaise de huit enfants, femme d'ouvrier agricole, se borne à faire cuire pour la journée 10 kg de légumes au prix minimum de 35 F le kilo (et cela ne peut être considéré comme une nourriture substantielle), ce qui représente le salaire d'une journée de travail de son mari.

Malgré la scandaleuse médiocrité des salaires, les loyers excessifs des logements, véritables taudis, viennent s'ajouter au prix élevé des denrées essentielles: exemples de loyers pris à Fort-de-France, mais qui sont valables pour d'autres communes:

A Ravine-Bouille (Fort-de-France), 1 pièce, 4.000 F par mois.

A Rine-Droite-Lavassor (Fort-de-France), 2 pièces, 2.000 F par mois.

A Terres-Sainville (Fort-de-France), 3 pièces, 4.000 F par mois.

A Morne-Pichevin (Fort-de-France), 4 pièces, 10.000 F par mois (maison ciment armé).

Souvent les familles construisent elles-mêmes leur case avec du bois et de la tôle amassés pendant des années, mais encore faut-il qu'elles payent le loyer du terrain où elles s'installent.

Or, ce n'est pas le salaire et les 21 F par jour et par enfant d'allocation familiale qui suffisent pour couvrir tous ces frais.

Cette situation difficile contribue à établir la sous-alimentation et par conséquent le haut niveau de la mortalité infantile et des adultes. Les familles sont ravagées notamment par la tuberculose, la syphilis, la malaria et la lèpre.

Or, il y a à la Martinique un médecin pour 5.000 habitants.

La visite chez le médecin lui-même est de 600 à 800 F.

En outre, les médicaments prescrits sont souvent des spécialités, et d'un prix très élevé; aussi les familles ne peuvent presque jamais les acheter.

La consultation de la sage-femme s'élève à 300 F; de ce fait, on hésite à la consulter et les accouchements ont lieu dans de déplorables conditions.

La vie des familles des départements d'outre-mer serait fortement améliorée si la sécurité sociale était appliquée...

...L'exposé qui précède n'a certes pas évoqué toutes les misères des familles des départements d'outre-mer, mais il a faiblement montré leurs besoins. Aussi le bureau directeur de l'Union des femmes françaises demande... (etc).

2° *Note patronale sur l'application à la Martinique du régime métropolitain de sécurité sociale.*

Les observations présentées et les chiffres cités dans la présente note se rapportent au domaine de l'industrie du sucre et du rhum qui représente environ 75 p. 100 de l'économie locale.

Il existait avant guerre un statut d'équilibre entre les producteurs de sucre et d'alcool de la métropole et les producteurs de sucre et de rhum de la Martinique.

Les producteurs coloniaux souffraient d'un double handicap:

1° La très grande distance qui les sépare de la métropole. Cet éloignement se traduit pour eux par des frais considérables de fret, d'assurance, de débarquement, d'embarquement, de commission, etc... tant sur les approvisionnements, matières premières, matériel, qu'ils font venir que sur les produits fabriqués qu'ils exportent;

2° Le rendement de la main-d'œuvre coloniale est sensiblement inférieur à celui de la main-d'œuvre métropolitaine.

Par contre, ils avaient un avantage qui compensait ce double handicap: leurs salaires notoirement inférieurs à ceux de la métropole.

Actuellement, avec le relèvement de la zone de salaires à 12 p. 100 de la région parisienne, la Martinique a gardé son double handicap, aggravé par l'application des taxes nouvelles de production, mais elle ne bénéficie plus d'aucune compensation, car elle s'est vue classée au rang des zones de salaires les plus élevés de la métropole.

Le statut d'équilibre qui existait autrefois se trouve rompu.

Les observations qui suivent se subdivisent en trois chapitres:

I. — L'économie des entreprises leur permet-elle de supporter dans les conditions actuelles les charges supplémentaires résultant de l'application du régime métropolitain de la sécurité sociale.

Les charges de sécurité sociale actuelles sont les suivantes:

Allocations familiales, 6, 5 p. 100;
Assurances sociales, 5 p. 100;
Accidents travail, 5 p. 100;

Ces charges passeraient, par application pure et simple des taux de la métropole, à 33 p. 100 environ, soit une majoration de 17 p. 100 environ.

A la question posée ci-dessus, nous répondons que l'économie des entreprises se trouve en plein déséquilibre avec les salaires et les charges actuels. Elle n'est donc pas en mesure de supporter de nouvelles charges.

La situation financière des entreprises peut être définie par les chiffres suivants:

Augmentation des prix des produits de 1939 à 1949, coefficient 18 à 19 (le sucre a passé de 300 F en 1939 à 5.000 en 1949, soit coefficient de majoration: 19. Le rhum a passé de 5,50 F. O. B. en 1939 à 100 F. C. B. prix théorique actuel, soit coefficient de majoration: 18);

Les dépenses, par contre, sont au coefficient 32 à 35. Le salaire horaire de base était en 1939 de 1,75 F + 12 p. 100 de charges sociales et autres, soit 1,96 F. Le salaire horaire de base en 1949 est de 52,35 F + 26 p. 100 de charges sociales et autres charges diverses se décomposant comme suit:

Sécurité sociale:

Allocations familiales, 6, 50 p. 100;
Assurance vieillesse, 5 p. 100;
Accidents travail, 5 p. 100;
Congés payés, 6 p. 100;
Forfaits salaires, 3,75 p. 100;
Total, 26,25 p. 100,

soit 52,35 F + 26 p. 100 = 65,96 F. Le coefficient d'augmentation des salaires est de 65,96/1,90 = 34,7 dans l'industrie.

Dans l'agriculture, la coupe de cannes qui est le salaire pilote a passé de 30 F en 1939 plus 12 p. 100 de charges sociales, soit 33,60 à 875 F + 26 p. 100 de charges sociales et autres, soit 1.102,50 F, d'où un coefficient de majoration de 1.102,50/33,60 = 32,80.

En appliquant les charges de sécurité sociale existant en France, il faudrait majorer les salaires de 42 p. 100 environ. Les salaires seraient ainsi portés à 40 fois ceux d'avant-guerre.

Il faut souligner, en outre, que la disproportion entre les recettes et les dépenses s'est trouvée aggravée par les deux facteurs suivants:

1° La production est tombée très au-dessous de son niveau d'avant-guerre, 65 p. 100 environ. Les frais généraux se sont accrus d'autant.

2° Les rendements sont tombés de plusieurs points du fait de la marche irrégulière des usines, forcées à des arrêts et des rallumages constants, en raison de l'insuffisance des apports de cannes et de la carence de la main-d'œuvre agricole.

Il faut noter enfin, que si, par définition, le salaire est le prix d'une certaine quantité de travail, les salaires de la Martinique sont plus élevés que ceux de la région parisienne, car le rendement est notoirement moindre.

Les salaires sont inférieurs de 12 p. 100 à ceux de la première zone de la région parisienne, mais le rendement de l'ouvrier est inférieur de 40 à 50 p. 100.

En ce qui concerne l'agriculture, la plupart des travaux se font à la tâche.

Or, la tâche correspondant à la rémunération d'une journée normale de travail est toujours inférieure à huit heures. Elle varie entre trois et six heures au maximum. C'est ainsi que la coupe de 20 piles de cannes, payée 437 F se fait en 5 à 6 heures par ouvrier moyen.

La tâche de sarclage dans le Nord correspondant à 400 F se fait en moins de trois heures, etc...

De toutes les observations ci-dessus, il résulte que l'économie des entreprises est lourdement obérée.

Si dans le cadre d'un exercice financier, on met en balance d'une part la masse des dépenses nécessitées par la fabrication du sucre et du rhum et, d'autre part, la masse des recettes provenant de la réalisation des produits fabriqués, on s'aperçoit que les dépenses sont supérieures aux recettes.

En d'autres termes, les prix de revient ne sont pas couverts et l'industrie du sucre et du rhum n'est pas viable dans les conditions actuelles, où l'a placée, sans contre-partie, le relèvement arbitraire de la zone de salaires à 12 p. 100 de la région parisienne.

II. — Quelles seront les conséquences sur le travail de l'extension du régime métropolitain des prestations familiales et des assurances sociales ?

Le mal essentiel qui affecte l'économie du pays est l'absentéisme de la main-d'œuvre. C'est lui qui est responsable de l'effondrement de la production et des déplorables conditions actuelles de marche des usines. Malgré tous les efforts tentés et, en particulier, un effort non négligeable de mécanisation agricole, la production est à 65 p. 100 de celle d'avant-guerre.

Les chiffres de cannes manipulées par les usines de 1941 à 1949 sont les suivants:

Année 1941, 756.000 tonnes;
Année 1942, 680.000 tonnes;
Année 1943, 365.000 tonnes;
Année 1944, 186.000 tonnes;
Année 1945, 275.000 tonnes;
Année 1946, 370.000 tonnes;
Année 1947, 375.000 tonnes;
Année 1948, 420.000 tonnes;
Année 1949, 420.000 tonnes.

En ce qui concerne la production sucre et rhum, il a été produit en 1941:

Cannes, 756.000 tonnes;
Sucre, 676.000 quintaux;
Rhum, 12.500.000 litres,

soit un rendement total de 11 p. 100 environ.

En 1948, il a été produit:

Cannes, 420.000 tonnes;
Sucre, 230.000 quintaux;
Rhum, 17.500.000 litres,

soit un rendement total inférieur à 10.

De plus, la durée d'enlèvement de la récolte est de cinq à six mois contre trois avant guerre.

La réduction du travail agricole se vérifie dans les autres domaines où se déployait habituellement l'activité des travailleurs (cultures vivrières, pêche, artisanat).

On expliquait l'absentéisme par les raisons suivantes:

Insuffisance du ravitaillement et manque d'emploi du pouvoir d'achat distribué par les salaires;

Hausses successives des salaires (1);

Absence de l'épargne;

Habitude de ne travailler que pour satisfaire les besoins immédiats.

Malgré l'amélioration très sensible du ravitaillement en 1949, l'absentéisme n'a pas disparu ni même sensiblement diminué.

L'ouvrier qui gagne en trois jours de quoi vivre la semaine ne travaille que trois jours.

Les conditions de marché des usines en 1949 sont la preuve évidente de la carence de la main-d'œuvre.

Comme en 1948, les usines tournent en 1949 à deux quarts, c'est-à-dire au maximum 16 heures par jour contre 24 heures avant guerre et dans tous les pays producteurs de sucre.

Dans ces conditions, l'application pure et simple du régime métropolitain de la sécurité sociale qui permettrait, nous le verrons plus loin, de distribuer des prestations équivalentes à la masse totale des salaires, dans un pays où la natalité est surabondante (400 à 500 habitants au kilomètre carré habitable), où l'hiver est inconnu, où les conditions d'existence sont bien plus faciles, surtout dans les campagnes, qu'en métropole, où le taux des salaires est déjà fixé au niveau des zones supérieures de salaires de la métropole, où l'épargne est inconnue et où l'habitude est profondément enracinée de ne travailler que pour satisfaire les besoins les plus immédiats, se traduira, fatalement, par la disparition du travail et par un effondrement total et définitif de la production.

III. — Equilibre financier de la caisse.

Il existe en Martinique environ 70.000 salariés, dont 25.000 allocataires.

La famille moyenne est de trois enfants. Mais il faut noter que le nombre de familles de cinq à six enfants étant très élevé, la moyenne arithmétique de trois dégage un chiffre d'allocations inférieur à la réalité. En effet, le taux des allocations est bien plus élevé à partir du troisième enfant.

Le salaire moyen départemental est actuellement de 10.600 F et l'allocation pour une famille de trois enfants est de 50 p. 100 de ce salaire, soit 5.300 F.

25.000 familles × 5.300 F × 12 mois = 1.500 millions. Chiffre à majorer d'au moins 20 p. 100 pour tenir compte de l'accroissement du taux des allocations à partir du troisième enfant et du grand nombre de familles de plus de trois enfants existant en Martinique.

Le montant annuel des allocations peut être estimé à 1.590.000.000 + 20 p. 100 = 1. 900.000.000. Si à ce chiffre on ajoute l'indemnité de salaire unique, les allocations de maternité et autres prestations familiales, c'est encore 1.100.000.000 qu'il faut ajouter. Soit pour l'ensemble des prestations familiales: trois milliards.

(1) Chaque hausse de salaires s'est traduite par une réduction de la demande de travail. L'ouvrier a utilisé les salaires élevés non pour augmenter son standard de vie, mais pour travailler moins en maintenant son standard d'avant guerre.

Le total des salaires distribués en 1948 dans le département a été de deux milliards.

En 1949, le total des salaires ne dépassera pas le chiffre ci-dessus calculé des seules prestations familiales.

Si, à ce chiffre, on applique le taux métropolitain de la cotisation pour prestations familiales, actuellement 16 p. 100, on obtient un chiffre de cotisations égal à 480 millions, d'où un déficit annuel pour la caisse de:

3 milliards — 480 millions = 2.520 millions

au seul titre des prestations familiales et de 4 milliards environ si l'on tient compte des autres postes de la sécurité sociale.

La caisse sera vide. Comment la renflouer ? Est-ce par une compensation avec les caisses métropolitaines sur le plan national ?

Mais les caisses métropolitaines sont-elles en mesure de couvrir le déficit des départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) que l'on peut estimer, sans exagération, à dix milliards environ par an.

Nous ne le pensons pas!

Dès lors, il faudra majorer le taux des cotisations patronales et ouvrières métropolitaines, et les majorer d'autant plus que le travail diminuera et que le déficit des caisses locales s'accentuera.

Les travailleurs et les consommateurs métropolitains verront augmenter leurs charges pour subvenir aux frais de la sécurité sociale dans les nouveaux départements. Encore faudrait-il être certain que le sacrifice qu'on leur imposera n'aura pas pour conséquence d'y favoriser l'oisiveté (1).

Conclusions.

En ce qui concerne le financement de la caisse, l'économie des entreprises obérée par les hausses considérables de salaires, qui les ont placées au niveau des zones de salaires les plus élevées de la métropole, ne leur permet pas de supporter de nouvelles charges.

En ce qui concerne le travail, l'application pure et simple du système métropolitain entraînant la distribution d'une masse de prestations égale ou supérieure aux salaires sans être liées étroitement au travail, aurait pour effet inéluctable la disparition de la demande de travail. Ce serait la conséquence la plus grave pour le sort des départements d'outre-mer.

C'est de ce point de vue, croyons-nous, qu'il faut se placer pour examiner les aménagements indispensables à apporter au régime métropolitain.

a) Les prestations familiales devront être modérées car:

1° Les besoins ne sont pas les mêmes qu'en France (au point de vue habillement, chaussures, habitations, chauffage, nourriture);

2° Au lieu de la dénatalité nous avons de la surnatalité;

b) Elles devraient être liées étroitement au travail, c'est-à-dire calculées par jour de travail en exigeant un minimum mensuel de 20 à 22 jours, sauf cas de maladie reconnue (à noter que même dans ce cas le risque de la réduction du travail ne sera pas écarté, car l'ouvrier qui aura touché sa paye au mois plus ses allocations, n'ira pas au travail le mois suivant d'où la nécessité de prestations en nature et de prestations modérées);

c) L'indemnité de salaire unique est à supprimer, car elle se traduirait par la disparition du travail féminin, sans lequel l'économie se trouverait enrayée. Le travail féminin dans l'agriculture est très important.

En effet, sur les exploitations agricoles, pendant la période d'interrécolte, on compte pour 100 travailleurs 64 hommes et 36 femmes.

Pendant la période de récolte, la proportion de femmes s'élève encore et on a en moyenne pour travailleurs: 55 à 60 hommes pour 40 à 45 femmes.

Les femmes sont employées pendant l'interrécolte aux travaux suivants: sarclage, plantations, recourage, fumure à l'engrais et au fumier de ferme, etc.

Elles jouent, pendant la récolte, un rôle très important (attachage ou amarrage des cannes). On compte autant d' « amarreuses » que de coupeurs.

Sans le travail des femmes, les récoltes ne pourraient être ni préparées ni enlevées.

Il faut noter enfin que les conditions d'existence ne sont pas comparables à celles de la métropole; notamment les conditions de vie en plein air ne nécessitent pas la présence continuelle de la femme auprès de ses enfants;

d) En ce qui concerne les assurances sociales, nous croyons savoir qu'en France la caisse est en déficit, ces prestations n'ayant pas cessé d'augmenter depuis sa création. En effet, le nombre de jours de maladie a passé de 7 environ par an en 1938 à 17 et 19 actuellement, avec aggravation marquée au moment des vacances et des fêtes. Il est impossible d'expliquer cela autrement que par la fraude sur les indispositions et autres petits risques qui donnent lieu à prestations et à journées indemnisées.

On ne relève pas, en effet, de progression anormale pour les grossesses et autres longues maladies. Cette inflation de l'assurance maladie que l'on constate en France et pour laquelle on reconnaît « que toute une éducation est à faire » serait affectée bien bien certainement ici du supplément colonial.

Les données du problème devront être posées bien attentivement avant qu'aucune mesure aventurée ne soit prise, car il est douteux, si elle se révélait désastreuse, qu'on puisse revenir en arrière.

Note sur l'administration des départements d'outre-mer.

L'appareil administratif, en raison même de la diversité et de l'importance des tâches qui incombent à l'Etat, se complique sans cesse. Des retards s'ensuivent, qui engendrent du mécontentement. Aussi un mouvement très net se dessine-t-il en métropole en faveur d'un accroissement des pouvoirs des préfets, pour rapprocher l'administration des administrés, sans que soit cependant perdue de vue la nécessité de maintenir dans le pays l'unité indispensable à sa vie intérieure.

Le besoin de déconcentration se fait sentir avec plus d'acuité dans les liaisons maritimes et malgré la mise en service des courriers aériens, restera un obstacle à une administration rapide et par là même efficace, si elle n'est pas largement déconcentrée.

La distance est source de beaucoup plus de difficultés sous le régime départemental qu'elle ne l'était sous le régime gubernatorial. Le gouverneur détenait, en effet, des pouvoirs extrêmement étendus et ses rapports avec l'unique département ministériel dont il relevait pratiquement (le ministère de la France d'outre-mer) ne présentaient pas le même caractère d'assujettissement que celui que revêtent les rapports d'un préfet avec l'ensemble des ministres qu'il représente.

Cet obstacle, il faut l'atténuer et le rendre le moins nocif possible, en augmentant les pouvoirs des préfets dans les nouveaux départements.

L'examen détaillé d'un projet de déconcentration adapté aux départements d'outre-mer constituerait un document dont l'importance dépasserait le cadre de cette note et dont la préparation nécessiterait surtout un délai trop long pour l'utilisation qui doit très prochainement en être faite.

Pour faciliter et raccourcir cet examen, il sera poursuivi par comparaison: 1° avec les pouvoirs des gouverneurs; 2° avec les mesures de déconcentration administratives préconisées sur le plan métropolitain d'une part par la « commission Teitgen », d'autre part par le syndicat national des fonctionnaires et agents de préfectures.

Les préfets des quatre nouveaux départements devraient détenir tous les pouvoirs des gouverneurs à l'exception:

1° Des pouvoirs des gouverneurs à l'égard de la législation coloniale (titre II, chapitre VII, art. 66 à 69 de l'ordonnance organique du 9 février 1827 modifiée par celle du 22 août 1833); il s'agit du pouvoir de promulguer les lois, décrets et règlements.

2° Des pouvoirs des gouverneurs relativement à l'administration de la justice (titre II, chapitre V, art. 46 à 53);

3° Des pouvoirs extraordinaires des gouverneurs (titre II, chapitre II, article 70 à 81) en matière d'extradition par exemple. Les préfets devraient toutefois détenir le droit de suspendre provisoirement et jusqu'à décision définitive du pouvoir central les fonctionnaires, autres que les chefs de service nommés par les ministres, lorsque leur conduite est par trop répréhensible;

4° De certains pouvoirs administratifs et réglementaires. On a jugé que les pouvoirs de police qui appartiennent à un gouverneur dans l'étendue de la colonie dont il a la direction sont d'ordre général. Ils n'ont pas besoin d'être fixés par un décret spécial.

Cette délégation exorbitante est incompatible avec le caractère démocratique qui s'attache à la fonction préfectorale. S'il est nécessaire que les préfets comme les gouverneurs aient les moyens de maintenir l'ordre et la tranquillité des territoires dont ils ont la charge, il est cependant difficile d'admettre que les préfets puissent comme les gouverneurs mander devant eux tout individu, l'interroger et ordonner suivant le cas de le relâcher ou de le remettre entre les mains de la justice.

De même, il n'est pas possible d'admettre que les préfets puissent accorder au lieu et place du chef de l'Etat des dispenses de mariage pour défaut d'âge ou pour parenté ou alliance entre oncle et nièce et nièce et beau-frère et beau-frère et belle-sœur;

5° Les pouvoirs de communiquer avec les gouverneurs étrangers (titre II, chap. VI, art. 65). Les gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe étaient habilités à communiquer directement avec le gouvernement des continents et des îles de l'Amérique.

Il est, par contre, indispensable de conférer aux préfets des quatre nouveaux départements les autres pouvoirs des gouverneurs et, notamment:

1° L'ensemble des pouvoirs militaires des gouverneurs (titre II, chap. II, art. 8 à 14).

Le commandant supérieur des troupes de toutes armes, l'inspection générale des travaux de défense et du matériel de guerre appartiennent aux gouverneurs:

2° Les pouvoirs des gouverneurs à l'égard des fonctionnaires et agents du gouvernement (titre II, chap. V, art. 54 à 64).

Tous les fonctionnaires sans exception sont soumis à leur autorité qui s'exerce toutefois d'une manière plus immédiate sur les chefs de service.

L'expérience de dix-sept mois de régime départemental calqué à peu de choses près sur le régime en vigueur à la métropole fait apparaître la nécessité de donner aux préfets les prérogatives que détenaient les gouverneurs dans le domaine militaire. Le commandant militaire du département ne dépend, en régime départemental, que du commandant militaire supérieur et n'a avec le préfet que des rapports de simple courtoisie (à noter toutefois que les règlements en vigueur donnent au préfet le droit de requérir la troupe en cas de troubles ou d'émeutes). Il est certain que le prestige même du représentant du Gouvernement dans les départements d'outre-mer s'est trouvé considérablement atteint par la privation du droit de commander à l'autorité militaire. (Dernièrement, le commandant militaire a décidé de supprimer la garde permanente à la résidence préfectorale et le préfet n'a pu que s'incliner; pendant la conférence des Indes occidentales, le préfet avait « exprimé le désir de faire placer une garde militaire d'apparat auprès des emblèmes nationaux qui avaient été installés près des résidences des chefs des délégations étrangères: le commandant militaire s'est abrité derrière le règlement et n'a pas déféré au désir exprimé par le préfet ».

Il est indiscutable que l'impossibilité dans laquelle le préfet se trouve d'utiliser la troupe à titre préventif dans les départements privés de bases de secours supplétif qui existent à l'échelon régional en métropole fait courir un danger constant à l'ordre public.

Le décret n° 47-1018 du 7 juin 1947 a conféré aux préfets dans les nouveaux départements le droit de décréter l'état de siège: ce sont incontestablement des considérations d'éloignement qui ont inspiré le Gouvernement. Ce

(1) Le travailleur agricole ne travaille jamais le lundi en Martinique. Rares sont ceux qui viennent au travail le mardi et ceux-là ne font qu'une demi-journée. Le travail ne commence réellement que le mercredi et prend fin le samedi à midi, soit trois jours et demi par semaine. Il serait paradoxal que l'effort et le sacrifice demandés à la métropole eussent pour effet de le réduire encore.

sont ces mêmes considérations et celles qui relèvent du prestige dont doit jouir le représentant du Gouvernement dans des territoires situés en pleine influence étrangère qui militent en faveur du maintien aux préfets des pouvoirs des gouverneurs à l'égard du commandement militaire.

Il est absolument nécessaire — et cette nécessité est infiniment plus impérieuse ici qu'en métropole — que les attributions fondamentales des préfets en ce qui concerne leur rôle de seul représentant du pouvoir central et de délégué permanent de tous les ministres soient nettement précisées et deviennent une réalité. Il faut absolument que tous les chefs de service du département, sans distinction aucune (hormis évidemment les magistrats de l'ordre judiciaire) soient placés sous son autorité directe et qu'il puisse provoquer, diriger et coordonner leur action.

Or, comme en métropole les chefs des services départementaux ont une tendance très marquée à se considérer comme indépendants de la préfecture et à déclarer qu'ils relèvent uniquement de leur ministère respectif. Exemple:

Le préfet de la Guadeloupe a demandé, pendant la session ordinaire budgétaire de février-mars 1919, à l'administrateur chef de quartier de l'inscription maritime de Pointe-à-Pitre de lui faire tenir un rapport sur la situation de son service et sur l'activité de ce dernier pendant l'année écoulée, afin de satisfaire aux prescriptions de l'article 56 de la loi du 10 août 1871 qui fait une obligation aux préfets de rendre compte au conseil général de l'état des services. Le chef de service en question a fait savoir au préfet qu'il ne pouvait déférer à cette demande qu'après en avoir référé à son administration centrale. Appelé à fournir des précisions sur son attitude, il a déclaré qu'il ne relevait aucunement du préfet. Invité à assister aux séances du conseil général, il n'a pas déféré à cette invitation.

Cette attitude d' « indépendance » est d'autant plus fâcheuse que le service dont il s'agit joue un rôle important dans des départements maritimes comme les nôtres. Elle peut même devenir dangereuse sur le plan administratif et politique. Dernièrement, ce même service, après une enquête extrêmement rapide qu'il avait, en vertu des pouvoirs par lui détenus, demandée à la gendarmerie d'effectuer, a prononcé la radiation de l'inscription maritime d'une trentaine de marins de l'île de la Désirade, la partie incontestablement la plus déshéritée de ce département. Cette décision est probablement fondée en droit, mais elle s'appuie sur des textes qui n'étaient pas ou qui étaient peu connus des populations de cette dépendance perdue dans l'Océan. Elle est intervenue sans préavis, avec une telle brutalité qu'elle a non seulement soulevé la réprobation générale, mais encore fait naître une vague d'hostilité à l'égard de l' « administration » que les adversaires de cette dernière n'ont pas manqué d'exploiter. Il est certain que si le service en cause dépendait plus directement du préfet, pareille action aurait été déclanchée avec plus de précaution et plus d'à propos. Il est évident qu'avant de prescrire une application rigoureuse de la loi à la Désirade où vit une population courageuse mais extrêmement pauvre, le préfet aurait exigé que les rigueurs de la loi fussent auparavant appliquées aux trop nombreux inscrits maritimes de la Guadeloupe proprement dite qui ne font aucun effort pour l'approvisionner en poisson et enfreignent manifestement la loi.

Nous n'insisterons pas sur les difficultés que soulèvent, plus occasionnellement il est vrai, d'autres chefs de service.

La méconnaissance par les chefs des services départementaux du principe fondamental posé par l'article 88 de la Constitution, selon lequel le préfet est, dans son département, le seul représentant du pouvoir central et le délégué permanent de tous les ministres, compromet gravement ici, encore plus qu'en métropole, cette unité d'autorité et d'action administrative sans lesquelles il n'est pas de gestion expéditive et vraiment efficace.

Les mesures de déconcentration administrative considérées nécessaires ont été examinées de façon approfondie, sur le plan métropolitain, par la commission interministérielle de déconcentration, qui s'est réunie à plusieurs reprises en 1917 sous la présidence de M. Teitgen, vice-président du conseil d'alors.

Cette commission a proposé une série de mesures tendant à conférer aux préfets certains des pouvoirs que détiennent les ministres, principalement dans les matières suivantes que nous nous bornerons à énumérer.

Ministère de l'intérieur. — Déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions, acceptations des dons et legs consentis aux collectivités locales contestés par les héritiers des donateurs, fermeture administrative des débits de boissons, relèvement des taxes de séjour — approbation des emprunts contractés par les associations syndicales de propriétaires; ouverture de concours pour l'accès aux cadres des personnels de collectivités, approbation des règlements des caisses de retraites des sapeurs-pompiers et dissolution des corps de sapeurs-pompiers —, création des sociétés d'économie mixte, hommages publics (approbation par le préfet ou le sous-préfet); agrandissement de cimetières (dérogation à la règle de la distance minimum).

Ministère de l'agriculture. — Soumission des bois et forêts au régime foestier, distraction du régime forestier, changement de mode d'exploitation et d'aménagement des terrains soumis au régime forestier; autorisation de défrichement, cession amiable de certains bois; approbation des statuts des fédérations des sociétés de pêche; agrément des sociétés de pêche; vaccination obligatoire des animaux en cas d'epizootie.

Ministère de la santé publique et de la population. — Autorisation des travaux d'agrandissement ou de transformation des hôpitaux et hospices publics; annulation de délibérations des commissions administratives de ces établissements en cas de violation de la loi; approbation des statuts des personnels de ces établissements.

Ministère de la justice (service pénitentiaire). — Autorisation de mariage des détenus; délivrance des cartes permanentes aux visiteurs des prisons.

Ministère de l'éducation nationale. — Approbation des décisions du conseil départemental de l'enseignement primaire relatives aux suppressions d'écoles; agrément des architectes chargés des constructions scolaires.

Cette commission a, par ailleurs, proposé une large déconcentration dans les domaines suivants qui restent encore, en ce qui concerne les départements d'outre-mer, soumis à la réglementation coloniale et pour lesquels il est prévu une extension de la réglementation métropolitaine.

Interdiction de séjour. — Etablissement par le préfet des listes de localités interdites; délivrance par le préfet des autorisations de séjour de moins d'un mois dans les localités interdites.

Etrangers. — Retrait par le préfet de la carte de résidence privilégiée; assignation de résidence pour une durée minimum d'un mois.

Colombophilie. — Compétence du préfet étendue aux étrangers.

Les mesures retenues par la « commission Teitgen » apparaissent certes comme un effort satisfaisant en matière de déconcentration sur le plan métropolitain, mais il est permis d'estimer qu'il faut aller plus loin encore en ce qui concerne les départements d'outre-mer. Les propositions qui ont été émises par le syndicat national des fonctionnaires et agents des préfectures et des sous-préfectures sont de nature à apporter au fonctionnement de l'administration dans les départements d'outre-mer toute la souplesse désirable. Nous insisterons sur deux d'entre elles qui nous paraissent s'imposer d'une façon toute particulière, à savoir:

a) Approbation des taxes départementales prévues par la loi du 13 août 1926.

Aux termes de cette loi, les départements puvent établir, par délibération du conseil général approuvée par décret, des taxes départementales semblables, à une exception près, à celles mises à la disposition des communes, dans la limite de maxima qui sont la moitié des maxima des taxes communales. Lorsque ces maxima sont dépassés, la délibération du conseil général est soumise à l'approbation par décret rendu en conseil d'Etat.

Or, les taxes établies par les conseils municipaux sont approuvées par le préfet, après avis du directeur de la régie financière compétente.

Il est nécessaire que la procédure du décret simple ou du décret en conseil d'Etat soit abrogée à la fois dans un but de rapidité et de simplification. Les préfets devraient être habilités à approuver, après avis du directeur départemental de l'administration financière compétente et du trésorier-payeur général, les taxes votées par les conseils généraux dans la limite des maxima; pour l'approbation des taxes comportant des taux dépassant les maxima, un arrêté interministériel devrait suffire.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les départements d'outre-mer la même délégation devrait être donnée aux préfets en ce qui concerne l'approbation des délibérations des conseils généraux relatives au vote des droits assimilés aux droits d'octroi de mer prévus par un décret du 30 mars 1918. L'approbation par voie de décret est nécessaire, bien que soient fixés les taux maxima de ces droits que les assemblées ne peuvent dépasser. Une procédure aussi longue n'est pas justifiée; les délais qu'elle impose risque d'avoir des répercussions fâcheuses sur le produit de ces taxes, donc sur leur efficacité.

De même en ce qui concerne les modifications à apporter aux droits d'octroi de mer, un décret est nécessaire; il est souhaitable que les préfets soient habilités à approuver les délibérations des conseils généraux apportant des modifications aux taux de perception (à la rigueur, le pouvoir central pourrait fixer les maxima au delà desquels serait obligatoire l'approbation par voie d'arrêté ministériel ou de décret.

b) Subventions, notamment en matière de constructions scolaires, de grosses réparations aux bâtiments scolaires, d'aménagement de terrains de sport.

Selon la procédure actuellement en vigueur, les projets à subventionner, agréés par les conseils municipaux et examinés par les organismes et services sociaux doivent être transmis par le préfet au ministère de l'éducation nationale, qui, avant de donner l'approbation et de fixer le montant de la subvention, consulte de son côté les organismes nationaux. Quelle que soit l'importance des devis, le préfet ne peut autoriser l'exécution des travaux que lorsqu'il a reçu notification de la décision. Bien souvent, de longs mois se sont écoulés entre l'établissement du projet et la décision du ministre; entre temps, les prix ont subi des augmentations qui compromettent le financement des travaux projetés (délais encore accrus quand il s'agit des départements d'outre-mer).

Pour éviter ces graves inconvénients, une large délégation de crédits devrait être consentie au préfet au début de chaque exercice et les projets répartis en deux catégories: les projets importants, dont le devis dépasserait 5 millions de francs, par exemple, suivraient les errements actuels; ceux qui ne dépasseraient pas, seraient examinés par lui, à charge d'en rendre compte au ministère. Enfin, quel que soit le montant du projet, le versement de la subvention (acompte ou solde) devrait être confié au préfet qui engagerait directement les crédits provisionnels mis à sa disposition.

Telles sont quelques-unes des mesures de déconcentration qui, dans l'immédiat, seraient utiles dans les départements d'outre-mer.

Ajoutons deux observations:

1° La Constitution prévoit l'extension des libertés départementales et communales. La décentralisation est plus importante encore outre-mer qu'en métropole. Si l'on se souvient que le principe de l'accession à certaines formes de self-gouvernement est inscrit dans notre droit fondamental, de même que la possible évolution des statuts respectifs des membres de la République et de l'Union française, une saine décentralisation paraît une sage précaution contre un relâchement de liens que l'histoire a forgés, mais que les événements, des négligences ou des erreurs politiques peuvent distendre.

2° Autant qu'une suffisante déconcentration serait nécessaire à la bonne administration des nouveaux départements une coordination, en métropole des études et décisions à intervenir dans ces territoires. Nous suggérons, à cet

égard, la création d'un sous-secrétariat d'Etat spécialisé (ou d'un service rattaché à la présidence du conseil), assisté d'un nombre restreint de collaborateurs et d'un comité consultatif, composé de personnalités locales et métropolitaines compétentes.

Note sur la situation des fonctionnaires dans les nouveaux départements.

La loi dite d'assimilation du 19 mars 1946 qui faisait de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane trois départements français modifia du même coup le statut de leurs fonctionnaires en mettant fin au régime colonial.

Cette modification se traduisit aussitôt par deux mesures essentielles:

1° Suppression de l'indemnité coloniale dite « d'éloignement »;

2° Suppression de certains avantages en nature et, notamment, de la quasi-gratuité consentie en cas d'hospitalisation à tous les fonctionnaires et à leur famille.

Sans que l'assimilation des fonctionnaires antillais ou guyanais aux fonctionnaires métropolitains fût totale ni même totalement définie (de nombreuses catégories, telle la police, attendent encore le texte qui fixera leur sort), ils perdaient ainsi le bénéfice d'avantages nécessaires dans des régions que plus de 7.000 kilomètres séparent de la métropole.

En contrepartie, du moins, la logique eût voulu qu'ils bénéficiassent immédiatement de l'intégralité du régime métropolitain.

Il n'en fut rien.

Et trente-deux mois après le vote des textes d'assimilation, les fonctionnaires antillais attendent encore — péniblement — l'application de la sécurité sociale (dont beaucoup d'entre eux bénéficiaient dans la métropole) ainsi qu'un régime normal de prestations familiales.

En ce qui concerne l'assurance maladie, le paradoxe est au maximum.

Tel fonctionnaire qui, sous le régime colonial, était à peu près entièrement exonéré des 200 à 300 F par jour que représentait la journée d'hôpital pour lui ou pour les siens, est maintenant tenu d'acquitter intégralement les 800 F et bientôt les 1.500 F qui constituent ou constitueront le nouveau prix de journée d'établissement dont le régime est assimilé à celui de la métropole.

Plus encore. Si ce fonctionnaire, accompagné de sa famille, arrive de la métropole après y avoir effectué depuis plusieurs années ses versements à la sécurité sociale, il s'expose à perdre totalement le bénéfice de ces cotisations si, par malheur, il tombe malade ou même si sa famille vient à s'accroître.

De la même manière, il voit tomber ses droits à l'assurance décès et se trouve ainsi, du jour au lendemain, complètement désarmé contre ce risque malgré les cotisations qui furent affectées à sa couverture tandis qu'il séjournait dans la métropole.

En matière de prestations familiales, la loi du 22 août 1946 n'étant pas appliquée aux nouveaux départements, la situation familiale des fonctionnaires s'y trouve réglée par des mesures locales, tel l'arrêté gubernatorial du 4 juin 1946 à la Martinique.

Cet arrêté aménage:

1° Le décret-loi du 29 juillet 1939, dit « code de la famille »;

2° La loi validée du 25 septembre 1942, instituant un supplément familial de traitement;

3° La loi validée du 6 juillet 1943 relative à la famille et à la natalité.

Il accorde ainsi:

1° La prime à la première naissance;

2° Le supplément familial de traitement;

3° L'allocation de salaire unique;

4° Les allocations familiales proprement dites.

Mais toutes ces prestations sont calculées à partir d'un taux de base nettement inférieur à celui de la métropole.

Fixé à 3.200 F en 1946, ce taux a été porté à 7.250 F en 1948 — ce qui maintient encore une différence considérable entre les fonctionnaires pères de famille selon qu'ils vivent dans la métropole ou dans les nouveaux départements.

Le tableau ci-dessous est d'ailleurs fort éloquent à cet égard.

Nous pourrions y ajouter deux autres exemples, le confirmant: un fonctionnaire de la préfecture de la Guadeloupe, père de cinq enfants, nous a avoué perdre chaque mois plus de 11.000 F, tandis qu'un haut fonctionnaire de la Martinique, père de onze enfants, enregistre, lui, une perte annuelle de 25 à 30.000 F.

Salaire unique : métropole (50 p. 100 de 10.625), 5.350 (1); Martinique (30 p. 100 de 7.250), 2.175.

Compensation, impôts cédulaires : métropole, 1.650.

Allocations familiales: métropole (50 p. 100 de 10.625), 5.350; Martinique (36 p. 100 de 7.250), 2.610.

Compensation, impôts cédulaires : métropole, 1.650.

Totaux, métropole, 14.000; Martinique, 4.875.

Soit une perte mensuelle de 9.125 F pour une famille-type de trois enfants, femme au foyer, venant d'un département où l'abattement est sensiblement le même que dans les Antilles (nous avons choisi un abattement de 15 p. 100 pour la métropole, tandis que l'abattement est de 12 p. 100 aux Antilles). La perte serait plus sensible si l'agent choisi venait de la région parisienne. Par ailleurs, plus il a d'enfants, plus la perte s'aggrave: un départ aux Antilles devient pour le fonctionnaire marié et père de famille une véritable entreprise philanthropique! Et nous comprenons pourquoi une circulaire de 1947, émanant de la chancellerie et proposant des postes dans les nouveaux départements engageait les pères de famille à ne pas poser leur candidature.

Certes, le fonctionnaire qui commet la « folie » d'accepter un poste aux Antilles bénéficie d'un certain nombre d'indemnités... compensatrices:

I. — L'indemnité de départ, prévue par l'article 4 du décret du 31 décembre 1947, égale à deux mois de traitement budgétaire et versés au moment où l'agent rejoint son poste pour la première fois ou s'il rejoint son poste après un congé ou une mutation, à la condition que son précédent séjour ait atteint la durée réglementaire.

II. — L'indemnité d'installation, prévue par le décret n° 48-637 du 31 mars 1948, égale à six fois l'émolument mensuel soumis à retenue pour pension et versée en deux tranches, la première à la date d'installation de l'agent dans son nouveau poste, la seconde après un an de séjour.

Précisons, à ce propos, que malgré les textes formels qui définissent ces indemnités et, notamment, l'indemnité dite d'installation, certaines administrations interprètent les textes en question d'une manière absolument fantaisiste, et nous savons plusieurs fonctionnaires gravement lésés, qui éprouvent actuellement les pires difficultés à obtenir le versement intégral des sommes qui leur sont dues.

III — L'indemnité de recrutement, prévue également par le décret n° 48-637 du 31 mars 1948. Cette indemnité est actuellement de 25 p. 100 des émoluments soumis à retenue pour pension. Elle est destinée à compenser les difficultés d'éloignement et les frais d'entretien de toute nature qui grèvent inévitablement le budget privé de l'agent muté d'outre-mer

Il faut tout de même souligner que, avant le 31 mars 1948, les fonctionnaires des départements d'outre-mer percevaient l'indemnité d'éloignement qui était de 40 p. 100 du traitement soumis à retenue.

La distinction faite entre fonctionnaires de la catégorie A et de la catégorie B pour l'attribution de l'indemnité de recrutement, crée actuellement un malaise grave, et la question mériterait, semble-t-il, d'être reconsidérée.

IV. — L'indemnité de résidence, qui remplace l'indemnité de résidence que l'agent percevrait dans son dernier poste métropolitain. Cette indemnité a fait l'objet du décret n° 48-413 du 9 mars 1948, modifié par le décret n° 48-0313 du 27 août 1948.

Malgré ces indemnités, le fonctionnaire antillais reste désavantagé par rapport à son collègue métropolitain de même grade, comme par rapport à son collègue dit « colonial ». En matière de déplacement, par exemple, on a pu voir deux agents de même formation, de même promotion et de même grade, dont l'un affecté à Madagascar et l'autre à la Réunion faire route ensemble. Le premier voyageait dans une classe supérieure au second sans qu'aucune raison valable ne puisse justifier un traitement aussi inéquitable.

Le coût de la vie, qui s'est brutalement accru depuis la guerre, est de 40 à 50 p. 100 (et pour certains produits, 70 p. 100) supérieur à celui de la métropole. Nous n'avons pas à rechercher ici les causes de ce renchérissement. Elles sont d'ailleurs multiples. Mais nous avons pu constater qu'il était impossible d'avoir à Fort-de-France ou à Pointe-à-Pitre le même standing que dans la métropole sans augmentation de traitement. Les îles important non seulement tous les produits manufacturés mais aussi la plus grosse partie des denrées alimentaires, tout se trouve grevé du prix du fret auquel s'ajoutent de multiples taxes sans parler de nombreuses marges bénéficiaires.

En dehors de ces difficultés économiques et de toutes celles inhérentes à la situation géographique et climatérique des nouveaux départements, l'agent qui débarque en ces régions va se heurter à un obstacle insurmontable: c'est le problème du logement.

La découverte d'un logement est une entreprise bien plus hasardeuse ici qu'à Paris. Pas de maison, pas d'appartement à louer.

Et si, par un hasard surprenant et inespéré, le nouvel arrivé parvient à en trouver un, le prix du loyer a rapidement raison du téméraire candidat. Nous avons rencontré un jeune professeur d'éducation physique, au traitement mensuel de 19.000 F, qui venait de découvrir un appartement de quatre pièces au loyer mensuel de 25.000 F. Inutile de préciser qu'il dut y renoncer et continuer à vivre avec sa jeune femme sur le point d'accoucher dans une seule pièce — sale et vétuste — louée elle-même pour 7.000 F par mois!

Devrons-nous rappeler le cas du professeur Saute, professeur de parasitologie, envoyé en Guadeloupe pour y poursuivre d'importants travaux et donner une nouvelle impulsion à la direction de la santé? Dans l'impossibilité où il était de se loger avec sa femme et sa fille, il prit la décision de faire partir celles-ci et de les rejoindre quelques mois plus tard. La presse locale s'émut de ce projet et une villa fut finalement découverte... pour combien de temps? Nous ne le savons pas.

En dehors, d'ailleurs, de quelques immeubles neufs, les quelques logements rarement libres sont dépourvus de tout confort — notamment de toutes les installations d'hygiène indispensables à des métropolitains peu accoutumés à un climat dont la constance finit par devenir débilitante.

Aussi les rares hôtels des îles comme de Cayenne ont presque toutes leurs chambres occupées par les fonctionnaires les plus divers, qui y sont installés à demeure avec leur femme et leurs enfants. La carence de logements est une véritable catastrophe en ces départements; il est nécessaire que les pouvoirs publics s'efforcent de la pallier — même par des expédients — le plus rapidement possible.

Si les îles de rêve, chantées par les poètes, ont pu tenter autrefois les agents de la fonction publique, la désenchantement a été prompt et les premiers arrivés (dont le retour, parfois, a été immédiat), n'ont pas eu de peine à convaincre ceux pour qui l'attrait de la terre des Caraïbes était encore puissant, des dangers auxquels ils s'exposaient...

Sans parler des frais que représente pour notre budget l'échange incessant des fonctionnaires ou leur rapatriement prématuré ainsi que celui de leur famille, nous devons souligner la crise extrêmement grave qui sévit actuellement.

On ne trouve plus de fonctionnaires de qualité qui acceptent de partir. On ne recrute même plus de fonctionnaires quels qu'ils soient. Si, d'aventure, un homme généreux consent à partir, on ne peut espérer qu'il se fixe là-bas pour quelques années et le maximum de son séjour est des deux ou trois ans réglementaires (selon qu'il s'agit des Antilles ou de la Guyane).

Devons-nous signaler que la préfecture de la Guadeloupe, depuis plusieurs mois, n'a plus de secrétaire général, et qu'y manque au moins un chef de division. Pointe-à-Pitre n'a plus de sous-préfet.

(1) Arrondis aux 50 francs supérieurs.

Le tribunal de première instance de Cayenne, depuis un an, n'a pas de président (alors qu'il y a un président de chambre résidant à Cayenne), et, de ce fait, aucune affaire ne peut être jugée.

Au lycée de Basse-Terre, manquent plus de la moitié des professeurs:

Deux professeurs de mathématiques sur deux;

Deux professeurs d'histoire sur deux;

Trois professeurs de lettres sur cinq;

Un professeur de physique sur deux;

Un professeur d'anglais sur deux (le seul qui demeure exerçant en même temps les fonctions de proviseur).

Ces exemples prouvent que, non seulement on ne recrute plus, mais qu'on enregistre tous les jours de nouveaux départs. Vingt professeurs sur trente-cinq ont demandé leur mutation pour octobre prochain au lycée de Pointe-à-Pitre, et nous n'en finirions pas de citer tous les fonctionnaires qui nous ont exprimé le désir de laisser leur poste au plus tôt.

Cette épidémie d'ailleurs n'atteint pas les seuls agents d'origine métropolitaine. Ceux qui sont nés là-bas en sont tout aussi bien atteints. L'exemple le plus frappant est celui qui nous fut cité en Guyane. Sur une promotion de 110 boursiers — dont un grand nombre entré à la fonction publique — 7 seulement sont revenus chez eux!

Il s'ensuit pour l'administration des départements d'outre-mer une carence de cadres douloureuse et dont l'effet se fait cruellement sentir. Omissions impossibles à réparer. Temps perdu. Surcharge de travail pour ceux qui restent et qui ne peuvent suffire à la tâche ou qui succombent réellement à la peine. Dans la seule Guadeloupe, nous avons pu constater que deux chefs de service importants avaient dû revenir en France se soigner sérieusement, à la suite d'un surmenage épuisant.

Le pays s'appauvrit progressivement en administrateurs, et son niveau en souffre, comme il a souffert du renouvellement incessant des gouverneurs.

Au moment où la présence française devrait se manifester plus nettement que jamais; au moment où des fonctionnaires d'élite seraient nécessaires pour procéder à l'équipement de ces pays et mettre en route une vie administrative nouvelle, au moment où des cadres seraient indispensables pour former un personnel local, plein de bonne volonté mais encore inexpérimenté — à ce moment les hommes nous manquent et sans eux, la France ne peut remplir sa mission.

Il faut d'urgence aviser.

C'est un problème de gouvernement, qui comporte de multiples solutions. Nous nous permettons de faire ici quelques suggestions.

Il serait nécessaire de:

1° Envisager, sans mesquinerie, une amélioration des différentes indemnités, notamment des indemnités de recrutement et de résidence;

2° Compenser par une indemnité spéciale le prix exorbitant du logement ou, mieux encore, à l'instar de l'autorité militaire, faire construire des logements pour les fonctionnaires Aider notamment des initiatives comme celle du préfet de la Guadeloupe, dont la première tranche de la cité des Caraïbes comprend vingt-quatre confortables villas destinées au personnel administratif.

(A l'inverse de cela, nous avons pu noter que le personnel des lycées de Fort-de-France et de Basse-Terre n'était pas logé; la plupart des instituteurs n'ont pas d'appartement. Citons, à cet égard, la politique inverse de l'Algérie qui parvient à recruter aisément ces instituteurs, même pour les bleds éloignés, lorsqu'elle propose un appartement confortable au futur titulaire du poste);

3° Prévoir peut-être un régime d'avancement spécial (une année sur chaque classe pour les agents promus à l'ancienneté, à la condition bien entendu qu'ils possèdent les mêmes titres que leurs collègues occupant dans la métropole des postes similaires);

4° Envisager dans le plus bref délai un régime de sécurité sociale ou de mutualité qui garantisse le fonctionnaire et sa famille de la même manière qu'en France métropolitaine, notamment en matière maladie, longue maladie, maternité et décès;

5° Assurer aux pères et mères de famille le même régime de prestations familiales que dans la métropole. L'Etat employeur, qui assure aux fonctionnaires de France les prestations familiales du régime général, se doit de les maintenir lorsque ces mêmes fonctionnaires quittent les rives de la Seine ou du Rhône pour la mer des Antilles.

Il y a là, nous semble-t-il, une stricte mesure d'équité.

Nous le répétons, le problème est grave: il faut recruter et maintenir. C'est maintenant une question de mois si l'on ne veut pas que soit démantelée l'administration de nos départements d'outre-mer.

Note sur la scolarité aux Antilles et en Guyane.

Il nous paraît utile d'exposer ici, succinctement, les informations que la mission parlementaire a pu recueillir en matière de scolarisation. Les carences en ce domaine appellent un remède urgent. Nous souhaitons qu'il soit rapidement mis à l'étude et appliqué.

Guadeloupe.

56.000 enfants environ d'âge scolaire (ou préscolaire).

42.000 entre six et quatorze ans.

14.000 de deux à cinq ans.

Signalons immédiatement qu'il n'y a pas de classe maternelle aux Antilles ni en Guyane. Aux Antilles, les enfants sont reçus à l'école primaire dès l'âge de cinq ans, ce qui entraîne un encombrement des basses classes, même lorsqu'elles sont doublées, et ce qui fait qu'à un effectif de 80 élèves de la classe enfantine correspond souvent une classe supérieure de 15 à 20 élèves.

Actuellement, plus de 10.000 enfants ne peuvent être scolarisés faute de locaux et de maîtres. Il manque 400 classes pour les 600 existantes, d'un effectif moyen de 70 élèves par classe.

Le corps enseignant comprend environ 1.200 maîtres, dont beaucoup ne peuvent être logés (le loyer d'un appartement excédant de plusieurs milliers de francs le montant du traitement). L'absentéisme est important: un tiers du corps enseignant est en congé de manière permanente (les congés réguliers sont de six mois à trois ans et de six mois en Guyane). C'est empiéter largement sur l'année scolaire. Le paludisme, par ailleurs, atteint nombre d'instituteurs ruraux qui sont contraints de se reposer.

Dans l'enseignement secondaire, la situation n'est pas plus brillante.

Un lycée de garçons — un lycée de jeunes filles à Pointe-à-Pitre. A Pointe-à-Pitre, le lycée Carnot reçoit 1.000 garçons tandis que le lycée Michelet accueille 500 jeunes filles. Les bâtiments laissent à désirer. Le corps enseignant fonctionne à 50 p. 100 et deux tiers des maîtres demandent à rentrer en France (1). A Basse-Terre, le lycée de garçons s'est réfugié (d'une manière plus que précaire) dans les vieux bâtiments de la remonte où tant bien que mal il loge 490 élèves

Les classes sont meublées d'une manière sommaire. La plupart ne sont séparées les unes des autres que par une mince cloison de bois, à mi-hauteur, ce qui rend l'enseignement quasi impossible. Souvent pas d'autre ouverture qu'une porte qu'on doit fermer les jours de pluie. Elles sont mal éclairées, mal aérées et pour 50 p. 100 d'entre elles, mal exposées (en plein soleil pour une classe d'après-midi). Pas de cour de récréation (il est courant de voir une vache paître au milieu de l'espace qui est censé en tenir lieu).

Pas de matériel scolaire (ni cartes de géographie, ni matériel des classes scientifiques, ni bibliothèques, ni moyens de travail pour les classes techniques).

Pas de livres scolaires. Dans l'enseignement du premier degré comme dans celui du second degré, la pénurie de livres est extrêmement préjudiciable et souvent le même livre sert à plus de dix élèves.

Lycée de garçons. — Basse-Terre.

Mathématiques: effectif normal, 2; effectif réel, 0.

Physique: effectif normal, 2; effectif réel, 1.

Histoire: effectif normal, 2; effectif réel, 0.

Lettres: effectif normal, 5; effectif réel, 2.

Histoire naturelle: effectif normal, 2; effectif réel, 1 (délégué).

Philosophie: effectif normal, 1; effectif réel, 1.

Anglais: effectif normal, 2; effectif réel, 1 (proviseur).

Espagnol: effectif normal, 1; effectif réel, 1.

Education physique: effectif normal, 2; effectif réel, 2.

Chaque proviseur a, même dans les classes supérieures, au moins vingt-cinq heures de cours.

Martinique.

Population scolaire: 38.000 enfants des classes primaires. 4.000 enfants — enseignement du second degré et technique — les non scolarisés sont environ de 5.000 à 10.000 (rappelons que chaque année on enregistre 3.000 naissances en plus des décès).

Enseignement primaire. — 141 écoles et 1.000 classes.

La répartition des enfants est inégale, les petites classes étant beaucoup plus chargées que les grandes.

L'âge scolaire est irrégulier — faute de maternelle, on prend les enfants dès 5 ans, mais beaucoup ne viennent en classe qu'à 7 ou 8 ans.

Quelques groupes scolaires sont bien compris, d'autres sont infâmes. Certains s'écroulent faute de réparation. Dans plusieurs groupes scolaires récents, des parties importantes ont été oubliées, comme le logement des maîtres ou les cours de récréation. En général, pas d'eau, pas de lavabos, souvent pas de préaux et de cours de récréation, pas de bureaux pour les maîtres et pas de logement. Les communes n'ont pas de crédits pour les réparations, encore moins pour les créations. A Fort-de-France, des terrains importants et des bâtiments insuffisamment occupés appartiennent à l'autorité militaire qui pourrait en réserver quelques-uns pour construire des écoles.

Dans l'ensemble du pays, il manque une centaine de classes.

Enseignement du second degré. — Le lycée Schoelcher à Fort-de-France reçoit 300 garçons. C'est une magnifique construction, mais inachevée et qui ne peut être terminée faute de crédits. Pas de cours de récréation couvertes, dans un pays où les pluies sont fréquentes et torrentielles.

L'aménagement de l'internat est particulièrement insuffisant (dortoirs, infirmerie; la cuisine ne suffit pas non plus à répondre aux besoins). Le logement du personnel, question cruciale, a été négligé. Il serait indispensable d'envisager rapidement la construction de bâtiments nouveaux pour que le personnel administratif puisse être logé en totalité.

Enseignement technique. — Signalons notamment le collège technique qui groupe 400 élèves, dont 60 p. 100 viennent de l'intérieur.

Un projet de construction d'internat existe (coût 100 millions)

Cet établissement serait installé au groupe « Gerbaud » (militaire), mais le crédit n'a pas encore été accordé.

Guyane.

Les carences de la scolarité en Guyane sont particulièrement sensibles, malgré les efforts faits dans les grands centres urbains comme Cayenne et le dévouement des maîtres dans les villages de l'intérieur.

Malheureusement, la grande distance qui sépare les hameaux des centres ruraux rend la scolarisation extrêmement difficile.

Il est fréquent de voir une école primaire rurale — comprenant à la fois un internat et un externat — logée dans de modestes bâtiments; une seule classe recevant l'ensemble des élèves et un seul maître étant obligé d'assurer la totalité de l'enseignement.

Ce maître — ou plutôt en général cette institutrice — est en même temps le directeur de l'internat qui consiste le plus souvent en deux classes (une pour les garçons, une pour les filles); le long de la paroi court un bas-flanc sur lequel les enfants reposent toutes les nuits.

L'instituteur, aidé d'une femme de peine, doit assurer la surveillance des internes. Les parents fournissent pour la semaine une modeste nourriture qui est généralement faite de couac (boulettes de manioc) et de morue séchée. Le linge est également entretenu par les familles.

(1) Dont plusieurs pour raisons de santé.

Lourdes tâches de dévouement pour ces maîtres, éloignés de plusieurs heures des grands centres, mais dont l'activité ne suffit cependant pas à pallier de graves insuffisances.

NOTE. — D'après les bureaux de recrutement, pourcentage d'illettrés:

Martinique, 24 p. 100;

Guadeloupe, 29 p. 100;

Guyane, 41 p. 100.

ANNEXE N° 790

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission du ravitaillement et des boissons sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, réglementant la profession de **courtiers en vins** dits « **courtiers de campagne** », par M. Claparède, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 novembre 1949, page 2478, 2e colonne.)

ANNEXE N° 799

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, réglementant la profession de **courtiers en vins** dits « **courtiers de campagne** », par M. Delalande, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 novembre 1949, page 2479, 3e colonne).

ANNEXE N° 800

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à créer un **conseil des mines** et à modifier la **réglementation minière** dans le département de la **Guyane,** par M. Robert Aubé, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 22 juillet 1949, l'Assemblée nationale a adopté, sans débat, un projet de loi tendant à créer un conseil des mines et à modifier la réglementation minière dans le département de la Guyane.

En effet, par le décret du 31 mars 1948, relatif à la réglementation minière dans les nouveaux départements, le conseil général de la Guyane, s'est vu transférer les attributions qui étaient précédemment dévolues au conseil privé ou au conseil du gouverneur par la réglementation minière maintenue en vigueur.

Par ailleurs, ce même décret, introduisant dans le département de la Guyane le système des permis d'exploitation de mines, institué dans le territoire de la France métropolitaine par la loi du 28 juin 1927, a confié au préfet et au conseil général les attributions respectives du ministre chargé de l'administration des mines et du conseil général des mines.

Enfin, un arrêté gubernatorial en date du 20 octobre 1945, avait créé, pour l'ensemble de la Guyane et du territoire de l'Inini, un comité consultatif des mines intervenant seul ou préalablement aux délibérations du conseil privé dans l'étude des questions que la réglementation minière soumet à la décision du gouverneur.

Le préfet de la Guyane se trouve donc, dans la situation actuelle, appelé à consulter, tantôt le conseil général, tantôt le comité consultatif.

Dans un but de simplification, et pour permettre à des représentants élus du département de donner leur avis sur des questions qui leur échappent présentement, il était donc opportun de créer un organisme unique, dont les attributions seront celles dévolues, d'une part au conseil général, et d'autre part au comité consultatif des mines et dont la composition rappellera celle de chacune de ces assemblées.

Tel est donc l'objet du présent projet de loi; lors de son examen, votre commission n'a pas eu à formuler d'objections majeures. Toutefois, à l'article 1er, dernier alinéa, elle vous propose d'insérer une précision quant aux deux personnalités choisies par le préfet.

En effet, il lui est apparu essentiel que l'industrie minière soit représentée au sein de ce conseil, appelé à prendre des décisions touchant les intérêts vitaux de la profession.

L'article 1er *in fine* se trouve donc ainsi rédigé: « deux personnalités représentatives de l'industrie minière locale, choisies par le préfet pour trois ans en raison de leur compétence économique ou minière ».

Compte tenu de cette modification, votre commission vous demande de donner un avis favorable à l'adoption du projet de loi, ainsi rédigé:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est institué, pour le département de la Guyane, un conseil des mines.

Ce conseil comprend:

Le préfet, président, avec voix prépondérante en cas de partage;

Le chef du service des mines;

Deux représentants de l'Etat désignés par le préfet, l'un parmi les magistrats en résidence dans les département, l'autre parmi les fonctionnaires relevant du ministère des finances en résidence dans le département;

Deux représentants du département élus pour trois ans, par le conseil général, parmi ses membres;

Deux personnalités représentatives de l'industrie minière locale, choisies par le préfet pour trois ans, en raison de leur compétence économique ou minière.

Art. 2. — Les membres du conseil qui n'exercent plus la fonction au titre de laquelle ils avaient été désignés pour en faire partie cessent de plein droit d'appartenir au conseil. Il est procédé à leur remplacement dans les mêmes conditions que pour leur désignation.

Art. 3. — Les attributions conférées, dans le département de la Guyane, au conseil général et au comité consultatif des mines par les décrets des 16 octobre 1917 et 31 mars 1948 sont transférées au conseil des mines.

Art. 4. — Est abrogé le deuxième alinéa de l'article 6 du décret du 16 octobre 1917 concernant la valeur au kilogramme au-dessus de laquelle les métaux sont considérés comme précieux.

Sont en outre abrogées toutes dispositions contraires aux dispositions qui précèdent, et notamment celles de l'article 88 du décret du 16 octobre 1917 modifié.

ANNEXE N° 801

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier la loi du 20 juillet 1949** en ce qui concerne les **délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 novembre 1949, page 2487, 2e colonne.)

ANNEXE N° 802

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier la loi** du **20 juillet 1949** en ce qui concerne les **délais impartis aux assemblées locales pour fixer** les **abattements** sur les **patentes,** par M. François Dumas, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 16 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 15 novembre 1949, page 2487, 2e colonne.)

ANNEXE N° 803

(Sess. de 1949. — Séance du 15 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à étendre aux **conseillers prud'hommes** le bénéfice de la loi du 2 août 1949 permettant aux **salariés** membres d'un **conseil général,** d'un **conseil municipal** ou d'un **conseil d'administration** d'un organisme de **sécurité sociale** de **participer aux délibérations** de ce conseil, présentée par M. Delalande, sénateur, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi n° 49-1101 du 2 août 1949 enjoint aux employeurs de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil général, d'un conseil municipal ou d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale, le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou de ses commissions.

Un certain nombre de salariés, conseillers prud'hommes, sont obligés par leurs fonctions d'assister aux audiences du tribunal dont ils sont membres pendant la durée de leur travail.

Il serait anormal de ne pas leur étendre, en raison de l'importance de leur fonction judiciaire et de la nécessité de l'exercer, le bénéfice des dispositions déjà prises en faveur des salariés conseillers généraux ou municipaux ou membres d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): nos 2082, 4147 et in-8° 1806; Conseil de la République: nos 426 et 576 (année 1949).

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): nos 2082, 4147 et in-8° 1806; Conseil de la République: nos 426, 576 et 790 (année 1949).

(3) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7159, 7728 et in-8° 1978; Conseil de la République, n° 684 (année 1949).

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): nos 8212, 8342 et in-8° 2084; Conseil de la République: nos 784 (année 1949).

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): nos 8212, 8342 et in-8° 2084; Conseil de la République, nos 784 et 801 (année 1949).

La présente proposition de loi a pour objet de combler cette lacune. C'est pourquoi nous vous demandons, mesdames, messieurs, d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à la loi n° 49-1101 du 2 août 1949 un article 4 ainsi conçu:

« *Art. 4.* — Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, membres d'un conseil de prud'hommes, le temps nécessaire pour participer aux séances des bureaux de conciliation, des bureaux de jugement, aux enquêtes, aux réunions de commissions et d'assemblées générales qui dépendent du fonctionnement du conseil.

« La suspension du travail prévue au présent article ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de services et ce à peine de dommages-intérêts au profit du salarié. »

ANNEXE N° 804

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant aux **victimes civiles** des **incendies** de **forêts** le bénéfice de la **loi** du **20 mai 1946**, présentée par M. Brettes et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, favorisés par une sécheresse exceptionnelle, activés par un vent souvent violent, les incendies ont pris cette année, dans le massif forestier gascon, des proportions rarement égalées. La violence du feu a été telle qu'à Cestas, notamment, une centaine de personnes ont trouvé la mort le 20 août dernier dont vingt-cinq jeunes soldats. Ils ont fait le sacrifice de leur vie dans une lutte courageuse et inégale et ont droit au respect de tous et à la sollicitude de la nation.

Si la législation actuelle accorde des pensions aux ayants droit des victimes militaires, elle ne permet pas en revanche d'indemniser les familles des victimes civiles. Il faut souligner que victimes civiles et militaires luttaient côte à côte pour la protection et la sauvegarde d'un patrimoine national et que les militaires et les civils accomplissaient sur l'ordre des autorités un devoir de salut public.

Aussi bien, nous paraît-il indispensable de combler cette lacune de notre législation en accordant aux ayants droit des victimes civiles des incendies de forêts le bénéfice de la loi du 20 mai 1946.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil de la République de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant aux victimes civiles des incendies de forêts survenus en 1949 le bénéfice de la loi du 20 mai 1946.

ANNEXE N° 805

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant autorisation de **transformation d'emplois** et **réforme de l'auxiliariat**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 16 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien d'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Dans les administrations, offices, services et établissements permanents de l'Etat, les emplois comportant un service à temps complet occupés à la date de la présente loi par des agents du cadre complémentaire de bureau ou de service, créés par l'ordonnance n° 45-1006 du 21 mai 1945, par des employés de bureau recrutés sur contrat dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-1921 du 28 août 1945 ou par les employés auxiliaires de bureau ou de service visés au décret n° 45-1013 du 22 mai 1945 et personnels assimilés, pourront être transformés en emplois permanents classés dans l'une des catégories B, C ou D prévues à l'article 24 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946.

Les transformations des emplois susvisés seront effectuées, après avis des comités techniques paritaires, par décret pris sur le rapport du ministre intéressé, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre chargé de la fonction publique.

La détermination du nombre des emplois budgétaires nouvellement créés dans chacun des cadres permanents sera effectuée compte tenu des spécialités professionnelles exigées par les besoins constants des services.

Art. 2. — Pourront être titularisés les agents non titulaires visés à l'article 1er, employés d'une façon continue dans les administrations, offices, services et établissements permanents de l'Etat et ayant accompli sept années de services civils valables ou validables pour la retraite, et de services militaires non rémunérés par une pension, dont au moins trois années de service dans une administration permanente. Entreront en compte dans la durée des cinq années prévues ci-dessus, les services accomplis dans les collectivités locales.

Toutefois, les conditions d'ancienneté de services prévues ci-dessus ne seront pas exigées des invalides et victimes des deux guerres (veuves, ascendants, orphelins et pupilles de la nation) occupant à la date de la promulgation de la loi un emploi auxiliaire de bureau depuis au moins cinq années.

Les dispositions de l'ordonnance n° 45-1006 du 21 mai 1945, modifiées par la présente loi, continueront d'être applicables au personnel réunissant les conditions requises.

Art. 3. — Un règlement d'administration publique pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre chargé de la fonction publique, et après avis du conseil supérieur de la fonction publique, fixera les conditions transitoires dans lesquelles les agents du cadre complémentaire ainsi que les agents non titulaires visés à l'article 1er, en fonctions à la date de la présente loi, accéderont aux emplois permanents nouvellement créés.

Les commissions administratives paritaires, appelées à donner leur avis sur les candidatures, seront complétées, lors de l'intégration des personnels bénéficiant de l'application de la présente loi, par des représentants de ces derniers.

Les agents bénéficieront, lors de leur titularisation, d'un reclassement permettant de leur attribuer un traitement au moins égal à celui perçu par eux en leur qualité d'auxiliaire.

Art. 4. — A compter du 1er janvier 1950, il ne pourra être fait appel, dans les administrations, offices, services et établissements permanents de l'Etat, à des agents non titulaires pour l'exercice des fonctions visées à l'article 1er que dans les cas suivants:

1° Occupation d'emplois comportant un service journalier à temps incomplet, étant entendu qu'en aucun cas ne sera autorisée la transformation d'emplois à temps complet en emplois à temps incomplet et que l'utilisation des agents d'un service incomplet devra être réduite au strict minimum et seulement après avis des comités techniques paritaires compétents;

2° Exécution de travaux exceptionnels justifiant le recours à un personnel d'appoint pour une durée limitée à une année;

3° Remplacement temporaire et au maximum pour une durée d'une année de fonctionnaires titulaires, en cas d'impossibilité reconnue de pourvoir aux emplois vacants par d'autres fonctionnaires du cadre.

Ces agents seront exclusivement rémunérés par imputation, dans le cas prévu au paragraphe 3° ci-dessus, sur les crédits afférents au payement des fonctionnaires titulaires qu'ils remplacent et, dans les autres cas, sur des crédits spéciaux de personnels auxiliaires, délégués dans la limite d'un crédit global inscrit chaque année à cet effet au budget du ministère des finances et des affaires économiques à chaque administration intéressée, et sur sa demande, par décret pris sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre chargé de la fonction publique.

Un décret pris dans les mêmes formes et après avis du conseil supérieur de la fonction publique fixera les conditions générales d'application du présent article.

Art. 4 *bis* nouveau). — Un décret fixera les modalités d'application de la présente loi aux agents des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 5. — Les décrets et règlements d'administration publique prévus par les articles précédents devront être pris dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions législatives contraires à la présente loi en ce qu'elles édictent l'obligation pour les administrations et établissements permanents de l'Etat de faire tenir des services à temps complet par du personnel non titulaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 806

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à instituer le **règlement amiable homologué** en faveur des débiteurs commerçants et artisans, présentée par M. Jean Geoffroy et les membres du groupe socialiste, sénateurs et transmise au Bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'augmentation du nombre des faillites et les répercussions que celles-ci ne manqueront pas d'avoir sur les entreprises les plus saines obligent le législateur à étudier de très près le grave problème des dettes commerciales.

La question s'est posée avec une acuité toute particulière au lendemain des graves événements qui, dans la vie de notre pays, ont bouleversé l'ordre économique.

Après les événements de février 1848, les décrets du 19 mars et du 22 août ont institué le sursis judiciaire et le concordat amiable.

En 1870, les perturbations économiques ont amené le Gouvernement à prendre dès le 7 septembre un décret (complété par les lois des 22 avril, 9 mai 1871, 9 et 15 septembre 1871), destiné à protéger les débiteurs victimes de la guerre.

Après la première guerre mondiale, la loi du 2 juillet 1919 (modifiée par la loi du 28 avril 1922) a institué le règlement transactionnel pour cause de guerre.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7123, 8031 et in-8° 2099.

Au cours de la crise qui a précédé la deuxième guerre mondiale, un décret du 25 août 1937 a institué à titre provisoire un règlement amiable homologué.

A vrai dire, ces diverses mesures n'ont pas laissé un bon souvenir, et nous n'ignorons pas les critiques qui ont été adressées, notamment au règlement transactionnel et au règlement amiable homologué.

Nous avons pensé cependant que l'institution d'un règlement amiable homologué s'imposait dans notre droit: la cause principale de l'échec des expériences antérieures réside dans ce fait qu'elles avaient toutes pour but de faire face à des difficultés momentanées, et qu'elles apparaissaient comme des mesures destinées seulement à protéger les débiteurs. Elles souffraient du discrédit qui s'est attaché à l'abondante législation sur les délais de grâce.

Mais cette question des facilités à accorder aux commerçants en période anormale n'est qu'un des aspects du problème, qu'un des buts à atteindre.

Il y a un autre but, plus important aux regards du législateur, c'est la défense des entreprises saines.

Beaucoup de pays l'ont bien compris, qui ne se sont pas bornés à accorder des facilités momentanées en périodes de crises, mais qui ont créé des institutions permanentes.

Les commerçants en difficultés doivent être amenés à y voir clair dans leurs affaires, à ne pas s'entêter, afin de ne pas devenir un danger pour les entreprises saines.

Tel est le double but de la loi que nous vous proposons: venir en aide aux commerçants malheureux et de bonne foi, mais aussi sauvegarder les entreprises viables dans l'intérêt même des créanciers et d'une saine économie générale.

Nous nous sommes efforcés de tenir compte des expériences antérieures, notamment de celle du règlement amiable homologué institué par le décret du 25 août 1937, et de corriger les erreurs alors commises. C'est ainsi, que nous avons donné au règlement une portée très générale en ce qui concerne les créanciers qui doivent en subir les effets.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Le règlement comportant des délais de payement ou même des remises de dettes, intervenu entre un débiteur et la majorité de ses créanciers, peut être homologué par le tribunal de commerce, dans les formes et dans les conditions ci-après:

Seuls peuvent demander cette homologation, les commerçants et les sociétés commerciales régulièrement inscrits au registre du commerce et les artisans régulièrement inscrits au registre des métiers.

L'homologation n'est accordée qu'aux débiteurs malheureux et de bonne foi.

Art. 2. — Si le débiteur a déjà obtenu l'adhésion de la majorité de ses créanciers en nombre et des deux tiers en somme, il dépose au greffe du tribunal de commerce, dans le ressort duquel il a son principal établissement, les pièces constatant l'accord portant règlement amiable.

Les sociétés devront remplir ces formalités au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est fixé leur siège social, et, si celui-ci est établi hors de France, au siège de leur principal établissement en France.

A défaut d'accord conclu avec les majorités requises, le débiteur dépose ses propositions de règlement.

Dans l'un et l'autre cas, le débiteur dépose en même temps une requête adressée au tribunal et à laquelle sont annexés:

1° L'état détaillé de l'actif et du passif;

2° La liste des créanciers avec leurs noms, prénoms et adresses, ainsi que le montant et la cause de leurs créances, que celles-ci soient ou non échues, soient ou non contestées, avec les indications des garanties dont elles sont assorties, le cas échéant;

3° La justification de ses propositions de règlement et tous documents de nature à établir sa capacité de payement;

4° Un état des opérations effectuées par lui pendant les quinze jours ayant précédé le dépôt de la requête;

5° Un état des protêts délivré depuis moins de quinze jours.

Art. 3. — Le greffier donne avis de la requête dans les vingt-quatre heures au procureur de la République.

Art. 4. — Dans un délai maximum de trois jours après le dépôt de la requête, le tribunal, en chambre de conseil, désigne un juge pour, sur examen de la demande et de la situation du débiteur, faire son rapport préalablement au jugement qui doit être rendu dans les dix jours du dépôt de la requête.

Le tribunal peut ordonner la publication d'un extrait de la requête. Dans ce cas, le jugement prévu à l'alinéa premier du présent article peut n'être prononcé qu'à l'expiration d'un nouveau délai qui ne peut être supérieur à quinze jours.

Le tribunal entend le débiteur dans ses observations.

Le tribunal peut désigner un ou plusieurs experts pour assister le juge délégué et procéder à toutes vérifications utiles.

Si le tribunal est saisi d'une requête ou d'une assignation en déclaration de faillite, il ne statue sur la faillite qu'après s'être prononcé sur la requête à fin de règlement amiable.

Art. 5. — La décision du tribunal déléguant un de ses juges pour examiner la demande et la situation du débiteur entraîne de plein droit, au profit de ce dernier, un sursis provisoire à toutes poursuites et mesures d'exécution, ainsi qu'à toutes mesures conservatoires qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le président du tribunal, sur simple requête. La décision du tribunal arrête de même la réalisation et l'effet des clauses résolutoires. Le sursis provisoire ne profite pas aux codébiteurs ni aux cautions, qui ont renoncé au bénéfice de discussion ou qui sont débiteurs solidaires ou avaliseurs. En ce qui concerne les cautions ordinaires, toutes mesures conservatoires pourront être prises à leur égard.

A partir de la décision visée à l'alinéa précédent, et jusqu'à l'homologation définitive, le débiteur ne peut, à peine de nullité, transiger, hypothéquer, ni aliéner ou s'engager, si ce n'est pour les opérations normales de sa profession, sans l'autorisation du juge délégué.

Art. 6. — Par le jugement rendu sur le rapport du juge délégué, le tribunal décide si la procédure d'homologation peut être poursuivie.

Dans l'affirmative, il peut maintenir ou nommer un ou plusieurs experts pour procéder à toutes vérifications utiles; il peut, si le débiteur justifie d'un accord conclu avec les majorités requises, et à titre exceptionnel suivant les circonstances, prononcer l'homologation sans aucune autre forme de procédure.

Art. 7. — Dans le cas où la procédure d'homologation est suivie, le juge délégué arrête dans la huitaine du jugement, les lieu, jour et heure auxquels les créanciers seront convoqués.

Les créanciers seront convoqués individuellement dans le délai préfixe minimum de huit jours, par lettre recommandée du greffier avec accusé de réception, contenant les propositions du règlement. Le tribunal peut ordonner la convocation des créanciers par insertion.

Art. 8. — Au jour fixé par l'assemblée, les créanciers, même ceux qui n'ont pas été convoqués, font par écrit la déclaration du montant de leur créance sans qu'il soit besoin pour eux de renouveler leurs déclarations lorsqu'elles sont conformes au chiffre porté à l'accord ou aux propositions de règlement amiable. Toute déclaration de créance pourra être contestée, soit par le débiteur, soit par chaque créancier.

Le juge arrête le montant des créances soit au chiffre de la déclaration du créancier, ou à défaut, du débiteur, soit par la fixation d'une provision qui pourra être ultérieurement contestée conformément au droit commun.

L'expert commis fait un rapport sur la situation. Des propositions définitives peuvent être formulées par le débiteur.

Les créanciers font connaître leur acceptation ou leur refus par la remise d'un bulletin de vote qui est annexé au procès-verbal. Toutefois, l'acceptation donnée à l'occasion du dépôt de la requête reste acquise si elle n'est pas retirée, et si les propositions sur lesquelles elle est donnée ne sont pas modifiées, et elle équivaut à un vote favorable.

Les créanciers non acceptants peuvent faire insérer un dire dans le procès-verbal.

Les créanciers privilégiés gagistes ou hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leur hypothèque, gage ou privilège, peuvent sur leur demande, être entendus dans leurs observations, sans toutefois prendre part aux votes, ni formuler de dires.

La taxation des émoluments de tous experts commis en vertu des articles 4, 6 et 14 est portée à la connaissance des créanciers qui pourront y faire opposition dans le délai de sept jours.

Art. 9. — Les dispositions définitives du règlement sont celles qui sont adoptées à la double majorité en nombre et aux deux tiers en sommes des créanciers dont les créances ne sont pas contestées ou sont admises par provision.

Les créances de ceux qui, n'ayant pas accepté les propositions du débiteur lors du dépôt de la requête, n'ont pas pris part aux votes, seront déduites pour le calcul des majorités tant en nombre qu'en sommes.

Si les deux majorités requises n'ont pas été obtenues à cette réunion, le juge peut décider de réunir une seconde fois l'assemblée des créanciers dans le délai maximum de quinze jours.

Art. 10. — Le procès-verbal de l'assemblée est transmis au tribunal qui statue, en chambre du conseil, dans la huitaine, soit de l'assemblée prévue à l'article 8, soit de celle prévue à l'article 9, sur le rapport du juge délégué. Le tribunal peut toujours refuser l'homologation. Il doit se prononcer sur les dires insérés au procès-verbal de l'assemblée.

L'homologation du règlement le rend opposable aux créanciers chirographaires qui ont été convoqués ou qui ont comparu spontanément à l'assemblée. Le règlement est opposable à tous si le tribunal a prescrit la publicité autorisée par les articles 4 et 7.

En ce qui concerne les créanciers gagistes, privilégiés ou hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leurs gages, hypothèques ou privilèges, le règlement ne leur est pas opposable; toutefois, le débiteur obtiendra du juge des référés, en tout état de cause, pour toutes créances, des délais compris dans la durée du règlement amiable et calculés de manière à ne pas gêner l'exécution de celui-ci.

Le jugement est porté à la connaissance de toutes les parties en cause par les soins du greffier au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 11. — L'homologation du règlement ne fait pas perdre le bénéfice du terme lorsque celui-ci est plus étendu que celui des échéances du règlement.

Art. 12. — Sont mentionnés au folio du registre du commerce ou des métiers affecté à chacun des établissements du débiteur, par les soins ou à la requête du greffier du tribunal qui les a rendus:

1° La décision du tribunal délégnant un de ses juges pour vérifier la situation du débiteur;

2° Le jugement rendu sur le rapport du juge délégués dans les dix jours du dépôt de la requête;

3° Le jugement sur l'homologation.

Art. 13. — Les ordonnances et les jugements rendus par application des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 14 ne sont susceptibles ni d'opposition ni d'appel.

Toutefois, la décision du tribunal refusant l'homologation n'est pas susceptible d'opposition, mais peut être frappée d'appel par le débiteur dans le délai de quinze jours de l'envoi de la lettre recommandée du greffier. L'appel est formé par voie de déclaration au greffe du tribunal de commerce. Il est porté à la connaissance de toutes les parties en cause par lettre recommandée du greffier et transmis par le greffier au greffe de la cour d'appel. L'appel n'est pas suspensif.

Art. 14. — Le tribunal, si la double majorité des créanciers prévue à l'article 9 le demande, peut, dans le jugement d'homologation, maintenir ou désigner un ou plusieurs experts avec tous pouvoirs de contrôle jusqu'à l'exécution complète du règlement et

avec mission de signaler au président du tribunal tout ce qui leur apparaîtrait anormal; il peut également, dans les mêmes conditions, investir des mêmes pouvoirs et de la même mission, soit un ou plusieurs des créanciers choisis par ceux-ci, soit le mandataire choisi par eux.

Art. 15. — Tout créancier intéressé peut demander la résolution du règlement pour inexécution ou en cas de cession du fonds de commerce ou du fonds artisanal. Il peut aussi demander son annulation pour vol ou pour fraude découverte depuis son homologation.

Il peut, enfin, demander l'annulation de tout acte passé par le débiteur en violation de l'article 5, alinéa 2 ci-dessus.

Art. 16. — Tout jugement d'homologation est susceptible d'être revisé à la requête de l'un quelconque des créanciers intéressés. La demande en revision ne peut être produite que cinq ans au moins après la date à laquelle ledit jugement a acquis force de chose jugée.

Motivée par le retour à meilleure fortune du débiteur, elle est déposée au greffe du tribunal qui avait été primitivement saisi.

Le tribunal, en chambre de conseil, désigne un juge pour faire son rapport, le débiteur et les experts visés à l'article 14 entendus.

Par jugement rendu sur le rapport du juge délégué, le tribunal peut modifier les conditions du règlement amiable primitif, aussi bien par une majoration du pourcentage des payements que par une réduction des délais.

Art. 17. — Sont punis des peines édictées par l'article 405 du code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie.

1° Le débiteur ou son mandataire qui, pour déterminer l'homologation de l'accord portant règlement amiable ou pour y contribuer, a, de quelque manière que ce soit, volontairement dissimulé une partie de son actif ou exagéré cet actif, fait ou laissé sciemment intervenir aux délibérations un ou plusieurs créanciers supposés ou dont les créances ont été exagérées, fait sciemment une ou plusieurs omissions dans la liste des créanciers;

2° Ceux ou leurs mandataires qui ont, sans être créanciers, pris part aux délibérations du règlement, ou, étant créanciers, exagéré leurs créances et ceux qui auraient stipulé, soit avec le débiteur, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de leur vote dans les délibérations du règlement, ou qui auraient fait un traité particulier duquel résulterait en leur faveur un avantage à charge de l'actif du débiteur;

3° L'expert qui a sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation du débiteur.

Art. 18. — Tout débiteur qui aurait déposé son bilan, aux fins de liquidation judiciaire avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi peut, si le tribunal n'a pas encore statué, demander le bénéfice des dispositions nouvelles en se conformant aux dispositions de l'article 2.

La même faculté lui est accordée dans le mois de la promulgation de la présente loi, au cas où il aurait été l'objet d'une déclaration de faillite n'ayant pas acquis l'autorité de la chose jugée.

Art. 19. — Tous actes faits en vertu de la présente loi et s'y référant expressément sont dispensés de la formalité de l'enregistrement à l'exception des listes de créanciers visés à l'article 2, n° 2, des jugements d'homologation prévus à l'article 10, et des ordonnances de référés rendues en conformité de l'article 10, qui seront enregistrés gratis.

L'usage, au cours de la procédure, d'écrits non passibles des droits dans un délai déterminé, n'en rendra pas l'enregistrement obligatoire.

Tous actes faits en vertu de la présente loi et s'y référant expressément sont dispensés de tous droits de timbre.

Il pourra être fait usage, au cours de la procédure sans payement de droits, des écrits faits sur papier non timbré, sans contravention aux lois du timbre.

En cas de remise de vente ou d'adjudication, consentie en vertu de la présente loi, les nouveaux placards et les nouvelles insertions ne contiendront qu'une désignation sommaire des immeubles ou objets saisis.

Le juge pourra, en outre, décider que les placards seront même manuscrits et apposés, sans procès-verbal d'huissier, dans le lieu qu'il indiquera.

Tous actes judiciaires ou extra-judiciaires résultant de la remise d'une vente ou d'une adjudication sont dispensés de droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 20. — Le greffier percevra, à l'occasion des formalités nécessitées par l'application de la présente loi, les droits et émoluments prévus par les décrets fixant le tarif général des greffiers, toutes les fois qu'il accomplira une opération qui, par sa nature, pourra être assimilée à celles visées dans ces décrets.

Art. 21. — Les dispositions de la présente loi ne sont applicables aux créances du Trésor public.

Toutefois, un décret déterminera les formes dans lesquelles des délais, suffisants pour ne pas gêner l'exécution du règlement, seront accordés au débiteur pour le payement des sommes dues au Trésor public.

Art. 22. — Les délais fixés par le code de procédure civile pour la validité des procédures d'exécution sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais obtenus par l'application de la présente loi.

ANNEXE N° 807

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **supprimer** l'examen du **baccalauréat**, présentée par M. Debré, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, notre système d'enseignement a besoin d'une revision générale. Ses qualités ne sont pas en cause, mais quelques défauts, et aussi un certain vieillissement exigent, à tous les degrés, un examen et des réformes.

L'objet de la présente proposition est d'appeler l'attention du Gouvernement sur ce problème en lui demandant de prendre position sur une des pièces maîtresses de notre système universitaire: le baccalauréat.

Le baccalauréat, au temps de son utilité et de son succès, répondait à trois idées. Il était d'abord la sanction estimée des études secondaires; quiconque avait franchi le baccalauréat, première et deuxième parties, était, à juste titre, considéré comme ayant utilement achevé des études de qualité. En second lieu, le baccalauréat ouvrait la porte de l'enseignement supérieur: la valeur du diplôme était telle qu'aucune étude supplémentaire ne pouvait raisonnablement être exigée. Enfin, le baccalauréat représentait un titre social qui n'était pas négligeable, bien au contraire; le jeune homme qui abandonnait ses études au sortir de l'enseignement secondaire, grâce au baccalauréat pouvait prétendre à un travail ou à des fonctions d'un certain niveau.

Il n'est pas besoin de souligner que la situation présente est tout à fait différente.

Le baccalauréat n'est plus la sanction valable des études secondaires. Dans combien de cas, maintenant, n'exige-t-on pas du candidat la mention « bien » ou même la mention « très bien » pour considérer que ses études ont été de bonne qualité? Une telle exigence, d'ailleurs très injuste, montre le peu de certitude que donne aujourd'hui cet examen.

L'enseignement supérieur se ferme progressivement aux bacheliers. Déjà plusieurs facultés exigent un examen supplémentaire et le succès du baccalauréat donne tout juste le droit de se présenter à un nouvel examen. La création de l'année propédeutique est, au surplus, un aveu: l'enseignement supérieur entend former ses étudiants que le second degré lui livre dans un état, dit-on, de culture insuffisante.

Enfin peut-on parler aujourd'hui de la valeur sociale du baccalauréat? Mieux vaut ne pas insister: dans la mesure où le baccalauréat demeure un titre « coté », il l'est à un échelon si bas que c'est presque rougir des études secondaires que de le constater.

Il faut avoir le courage de poursuivre notre observation. On s'aperçoit alors du trouble vraiment profond que le baccalauréat apporte dans tout notre système d'enseignement du second degré. D'abord les candidats sont si nombreux dans certaines académies que les épreuves et les corrections prennent un temps très long: la durée de l'enseignement des deux dernières classes des lycées et collèges en est excessivement réduire. On peut se demander si l'examen du baccalauréat est le prélude d'une conception nouvelle où l'année des écoliers sera divisée en trois tiers: un tiers d'enseignement, un tiers d'examen, un tiers de vacances. La culture n'y gagnera pas.

A cette première déformation il faut en ajouter une autre, encore plus profonde et qui touche l'enseignement lui-même. Lycéens et collégiens pensent beaucoup moins à leur tâche quotidienne qu'à l'examen qui les attend, dont ils suppulent les risques et les aléas. Les professeurs sont avant tout jugés sur la manière dont ils préparent aux épreuves. Contre leur propre désir, ils sont tenus de préparer leurs élèves avant tout aux épreuves qui sont dites encore, par euphémisme, sans doute, de fin d'année. Le vocabulaire français s'est enrichi d'un néologisme le « bachotage » qui exprime une forme de travail nécessaire, quand elle est limitée, nuisible à la pensée et à la santé par l'importance qu'elle a prise dans la vie du jeune Français.

Quand on veut bien observer sans parti pris avantages et inconvénients du baccalauréat, on arrive assez vite à une conclusion très nette: le baccalauréat peut et doit être supprimé. Sa suppression doit même intervenir sans délai.

Sans doute ne peut-on admettre que le lycéen quitte l'établissement du second degré où il achève ses études sans un diplôme, mais ce diplôme peut très bien prendre la forme d'un « certificat de fin d'études secondaires », délivré par l'établissement. Ce certificat serait donné par un jury composé de quelques professeurs, présidé par le chef de l'établissement. Au surplus en ce qui concerne les élèves qui ont fait partie de l'établissement durant plusieurs années, l'idée même d'un examen paraît inutile: les notes et indications des professeurs doivent suffire pour délivrer ce diplôme et, le cas échéant, avec une mention particulière signalant la valeur du candidat. Le refus peut amener l'élève à recommencer une classe, comme c'est le cas aujourd'hui après échec au baccalauréat.

L'existence d'établissements libres n'est pas une objection. Ils peuvent être soumis au même régime que les établissements publics: on peut toutefois exiger à la tête du jury, formé des professeurs du collège, la présence d'un représentant de l'enseignement public.

Dira-t-on que ces diplômes n'auront pas grande valeur? Mais quelle est la valeur actuelle du baccalauréat? Les établissements qui, grâce à la science de leurs professeurs et à la sévérité de leur proviseur, prendront comme règle et comme tradition de ne délivrer le certificat de fin d'études qu'aux élèves qui le méritent vraiment donneront au diplôme revêtu de leur marque une valeur certainement supérieure à celle de l'actuel et anonyme baccalauréat. On saura au contraire que dans d'autres établissements le diplôme est délivré sans suffisante discrimination. Quant à l'entrée dans l'enseignement supérieur, le régime actuel peut aisément être codifié. Soit à l'entrée de la faculté, soit à la fin de la première année, un examen acceptera ceux qui sont dignes de poursuivre leurs études et rejettera les autres. Le certificat ne donnera aucun droit à l'entrée dans l'enseignement supérieur. C'est déjà et de plus en plus la situation présente. Il est d'ailleurs bien qu'il en soit ainsi. Le lien étroit entre l'enseignement du deuxième degré et l'enseignement supérieur n'est peut-être pas à maintenir. L'enseignement supérieur doit avoir sa vie propre. Les facultés accueilleront les étudiants après un examen particulier à chacune d'elle ou une année de préparation. et les étudiants pourront venir d'horizons très variés.

La suppression du baccalauréat est possible.

Nous ajouterons qu'elle est souhaitable et que ses conséquences seront heureuses; l'en-

seignement sera dégagé d'un objectif dont l'importance finissait par déformer le travail intellectuel, les épreuves de fin d'études sont remises à la place qui doit être la leur: assez petite — simple vérification des connaissances. Il ne faut jamais oublier que la mission première de l'enseignement du second degré est d'abord la formation des jeunes esprits.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le ministre de l'éducation nationale à supprimer l'examen du baccalauréat, première et seconde partie, et à lui subsister un certificat de fin d'études du second degré (première et seconde partie) délivré par un jury intérieur à chaque établissement.

ANNEXE N° 808

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant modification du **tarif** de l'**impôt progressif** sur les **jeux dans les casinos,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant modification du tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 32 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 sont abrogées et remplacées par les suivantes:

« Le tarif de l'impôt progressif institué par l'article 14 de la loi de finances du 19 décembre 1926 sur le produit brut des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907 s'établit comme suit:

« 10 p. 100 jusqu'à 1 million de francs;
« 15 p. 100 de 1 million de francs à 2 millions 500.000 F;
« 25 p. 100 de 2.500.000 F à 5 millions de francs;
« 35 p. 100 de 5 millions de francs à 15 millions de francs;
« 45 p. 100 de 15 millions de francs à 30 millions de francs;
« 55 p. 100 de 30 millions de francs à 50 millions de francs;
« 60 p. 100 de 50 millions de francs à 150 millions de francs;
« 65 p. 100 de 150 millions de francs à 250 millions de francs;
« 70 p. 100 de 250 millions de francs à 350 millions de francs;
« 80 p. 100 au-dessus de 350 millions de francs ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 7778, 7908, 8039 et in-8° 2089.

ANNEXE N° 809

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la **disposition de l'industrie** les **fonds** qui lui sont **indispensables** pour la **production,** par M. Jean-Marie Grenier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des finances a été chargée d'examiner la proposition de notre collègue, M. Cornu, proposition libellée ainsi:

« Le Conseil de la République estimant qu'il importe avant tout de développer la production nationale et pour cela de lui permettre de se procurer les fonds de roulement nécessaires, invite le Gouvernement à prendre, d'urgence, toutes mesures utiles pour supprimer les restrictions de crédits qui entravent cette production et risquent par contre-coup de provoquer de graves crises sociales. »

Le problème posé par ces restrictions de crédit tient tout entier dans le fonctionnement de l'escompte et du réescompte.

Les banques que l'on peut classer en deux catégories:

a) Banques privées;
b) Banques nationalisées,

ont leur capital propre individuel ou capital social qui ne figure que comme capital de garantie et n'est jamais employé dans des opérations d'escompte.

Elles disposent, par ailleurs, de l'argent du public, c'est-à-dire du montant des dépôts et ce sont ces capitaux qui servent pour l'escompte et qui ont permis de dire « les affaires c'est l'argent des autres ».

Quelle est la nature de ce capital employé?

Ce ne peut être des emprunts à long terme (rentes, obligations, actions), car ce genre d'emprunts exige un taux d'intérêt trop élevé. Ce que le banquier demande au public: c'est le capital circulant, flottant, qui se trouve sous forme de numéraire, thésaurisé le plus souvent chez chacun de nous.

En contre-partie, le client reçoit, outre la garantie dont il bénéficie, un intérêt minime et le payement de ses fournitures est assuré par les services de la banque.

Là où ce langage est écouté et compris du public, les banquiers peuvent se procurer à très bon compte un capital considérable.

Le dépôt est ainsi la source de vie des banques, c'est par là qu'elles s'alimentent et à leur tour alimentent l'industrie et le commerce en capital circulant.

Ce capital une fois emprunté à bon compte par la banque, il s'agit pour elle de le faire valoir en le prêtant au public.

Comment le prêter?

Par l'escompte!

L'escompte est un mode de prêt commode, extrêmement sûr, en raison de la solidarité de tous les cosignataires. En effet, le tiré, ainsi qu'on l'appelle, n'est pas le seul débiteur.

Il y en a toujours au moins deux, car à défaut du tiré, c'est le tireur qui est responsable.

La Banque de France exige trois signatures, c'est-à-dire que, en plus du tireur et du tiré, il faut un endosseur: généralement c'est une banque qui joue ce rôle.

Or, avant guerre, les pertes pour la Banque de France résultant des effets non payés, ne dépassaient pas, en année moyenne, deux à trois centimes par cent francs.

Il n'y a pas de limite quantitative dans l'escompte, seule est rigoureuse une limite qualitative. On examine de très près la qualité des signatures.

Si, par extraordinaire, l'appel de capitaux se fait plus pressant, le taux d'escompte est un frein salutaire qui viendra juguler une demande exagérée.

Pendant la période d'occupation qui est essentiellement une période de pénurie, nul besoin de capitaux ne se manifeste. A la libération, l'ère est aux nationalisations. Le conseil national du crédit est constitué. La politique libérale d'antan succède une politique de contrôle; le crédit n'est plus libre, il est surveillé, dirigé, nationalisé.

La période de 1946 à 1948 est marquée par une hausse ininterrompue des salaires et des prix, hausse que l'on a voulu juguler par des mesures importantes qui sont à l'origine des restrictions actuelles du crédit:

1° Les banques ne peuvent développer leurs crédits aux entreprises en réduisant les emplois en bons du Trésor; elles doivent maintenir une réserve d'effets publics, c'est-à-dire de bons — égale au moins à 95 p. 100 du montant détenu par elles au 30 septembre 1948;

2° Les banques doivent, par ailleurs, employer 20 p. 100 au moins de l'augmentation éventuelle de leurs dépôts à l'acquisition d'effets publics en sus du minimum indiqué ci-dessus;

3° Enfin, par la généralisation des plafonds de réescompte, la Banque de France a limité le concours que les banques peuvent obtenir de sa part. But de cette opération restrictive, prise par le conseil national du crédit: obliger les détenteurs de stocks à les mettre sur le marché afin de peser sur les prix. But louable incontestablement, but qu'il a été impossible d'atteindre parce que les capitaux brimés, pourchassés, ne veulent plus s'investir et se cachent, parce que l'Etat est le plus gros client en matière d'escompte et dispense ses capitaux aux affaires nationalisées, parce que le crédit suppose la confiance et que la confiance n'existe plus.

Pour la rétablir? Une seule méthode: revenir à la politique libérale du crédit, rétablir la qualité de la signature. Par la qualité, nous arriverons à la quantité d'antan.

La proposition de résolution de notre collègue, précisée par le rapport de la commission des affaires économiques, tend à desserrer l'étreinte de l'Etat en matière de distribution de crédit; elle est un pas vers la liberté, liberté qui seule peut assurer à la fois la grandeur et la prospérité de la France.

C'est pourquoi votre commission des finances vous propose de donner un avis favorable à cette proposition de résolution.

(1) Voir: Conseil de la République, nos 318 et 592 (année 1949).

ANNEXE N° 810

(Session 1949. — Séance du 22 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Durand-Réville, Robert Aubé, Coupigny, Mme Crémieux et M. Julien Gautier, tendant à inviter le Gouvernement à créer la **radiodiffusion de l'Union française,** par M. Durand-Réville, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le rayonnement intellectuel de la France, sa situation de guide des populations des territoires d'outre-mer, ont été reconnus par la conférence mondiale qui, réunie à Mexico, avait pour objet de répartir entre les nations l'utilisation des ondes courtes radiophoniques.

Or, si nous avons acquis, là, le droit d'émettre chaque jour, sur ondes courtes, pendant cent-quatre-vingt-neuf heures trente minutes, ce n'est effectivement que pendant une quarantaine d'heures que la radiodiffusion française fait entendre au monde la voix de notre pays.

Ceci ne veut pas dire, pour autant, que la voix de la France soit entendue vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Si cela était, nous n'aurions pas à nous plaindre et votre commission de la France d'outre-mer n'aurait pas, aujourd'hui, le douteux privilège de rapporter ces questions devant le Conseil de la République.

Les émissions sur ondes courtes sont dirigées, c'est-à-dire envoyées vers une région bien déterminée. On y parvient en renforçant dans la direction choisie les trains d'ondes émis par les stations radiophoniques. Il convient, en outre, pour être sûr d'être entendu, que ces émissions soient faites simultanément sur plusieurs longueurs d'onde. La portée d'une fréquence dépend, en effet, de l'heure, des conditions atmosphériques, climatiques,

(1) Voir: Conseil de la République, n° 716 (année 1949).

30 f

géologiques des régions à traverser. En multipliant longueurs d'ondes et heures d'émission, on augmente les chances d'audibilité.

Ceci explique que la « Voix de l'Amérique » émette pendant cent soixante-quinze heures chaque jour, l'U.R.S.S. pendant trois cents et la Grande-Bretagne pendant huit cent onze heures. Si l'on admet l'hypothèse de la B.B.C. émettant vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures, cela signifie que chaque émission britannique est portée par trente-trois longueurs d'ondes! En fait, l'Angleterre dispose de soixante-sept stations émettrices, de puissances très variables, il est vrai.

La France, répétons-le, se contente de quelque vingt-huit heures vers l'étranger et de quatorze heures trente minutes à peine vers l'Union française, soit, pour nos territoires d'outre-mer dans leur ensemble, bien moins de temps que n'en consacre l'Angleterre, par l'intermédiaire de son « General Overseas Service », aux seuls Dominions du Pakistan et de l'Inde!

Si l'on objecte que les émissions de nos postes d'outre-mer s'ajoutent à cela, votre commission répondra que les Dominions britanniques ont, de même, des stations importantes: New-Delhi, Sydney, Singapoor.

La « Direction des émissions vers l'étranger » et le « Service des émissions vers la France d'outre-mer » supervisent les émissions dont il est question précédemment.

La qualification de « service » attribuée à l'organisme responsable de la Voix de la France d'outre-mer, son rattachement à la « direction du journal parlé » soulignent la pauvreté de la place tenue par l'Union française dans les préoccupations de la radiodiffusion nationale.

I. — Historique.

Pourtant, en 1944, l'importance prévue pour les émissions de la France d'outre-mer était à la hauteur des tâches que nous voulons et devons accomplir dans l'Union.

En novembre 1944, un objectif double fut fixé à ce qui était alors la direction — et non le service — des émissions vers la France d'outre-mer :

1° Faire connaître les territoires d'outre-mer à la métropole;

2° Faire connaître la métropole aux territoires d'outre-mer

1° *Faire connaître les territoires d'outre-mer à la métropole.*

Le matin pendant vingt minutes, le soir pendant dix, la chaîne métropolitaine se consacrait à cette tâche; en outre, deux fois par semaine, à 19 h. 40, elle émettait un programme de variétés de la France d'outre-mer. Le jeudi, une émission était plus spécialement destinée aux enfants. C'était en 1944.

Ces programmes furent l'objet de sévères critiques de la part, notamment, de *L'Humanité*, de *Ce Soir* et... du *Canard enchaîné*. Ils trouvaient, toutefois, une large audience dans la jeunesse, qui participait avec entrain aux divers concours organisés par l'émission. Mieux, dans certaines écoles publiques ou privées, les thèmes proposés ainsi, en rédaction ou en géographie, étaient donnés comme devoirs.

La radio doit être, pour les Français métropolitains qui ignorent tout des choses coloniales et veulent pourtant en être instruits — une récente enquête faite par un grand journal le prouve — le moyen de connaître les populations si diverses de nos territoires d'outre-mer, leur vie, leur travail, leurs chants, leurs danses, leurs croyances.

Et, si les membres communistes de l'Assemblée nationale, dans la proposition n° 5460, regrettent, avec les députés coloniaux, que des artistes de couleur ne soient pas plus souvent entendus sur nos ondes, nous ne pouvons que leur faire remarquer, avec tristesse, que les critiques de leurs journaux furent beaucoup dans la suppression de ces émissions

Aujourd'hui, la radiodiffusion néglige presque complètement de parler de l'outre-mer aux Français. Il n'existe plus que deux courtes émissions hebdomadaires placées à des heures d'écoute défavorables, en dehors des trop rapides et trop rares reportages introduits par le « journal parlé » dans ses programmes.

Ainsi, de 1944 à 1949, les émissions consacrées aux territoires d'outre-mer ont vu leur durée réduite de cinq heures à une heure par semaine et il est pénible de constater que nos postes parlent plus souvent des Etats-Unis que de nos colonies.

2° *Faire connaître la métropole aux territoires d'outre-mer.*

En 1944, les émissions à destination de l'outre-mer reprirent dès le mois de décembre. Il y avait six émissions par jour, dont deux (celle pour l'Indochine et celle pour l'Afrique noire) diffusées sur quatre longueurs d'ondes simultanément; les autres, à destination de Tahiti, Madagascar, les Antilles et la Nouvelle-Calédonie, passaient sur deux longueurs d'ondes. Nous émettions vers les territoires d'outre-mer pendant dix-huit heures trente; aujourd'hui — nous l'avons dit — cette durée est réduite à quatorze heures trente; encore faut-il signaler que, jusqu'au début d'octobre 1949, cette durée n'était que de dix heures quarante-cinq.

C'est en 1947 que les temps d'émission vers les colonies atteindront leur maximum: vingt-huit heures trente.

La radio connut, en effet, très vite, des difficultés financières chroniques et croissantes. Il fallut comprimer le personnel et réduire ou supprimer des émissions. La « direction des émissions vers la France d'outre-mer » devenue simple service fut rattachée à la « direction du journal parlé ». Puis des restrictions massives seront imposées: la durée totale des émissions est ramenée à quatorze heures trente minutes. Chaque émission, en outre, n'est plus diffusée que sur deux longueurs d'ondes au maximum.

Au 1er mars 1948, nouvelles restrictions, dont voici le triste tableau:

Madagascar: suppression, là aussi, d'une longueur. La zone immense des Comores, de Madagascar, de Djibouti, de la Réunion, n'est plus couverte que par une seule longueur d'ondes. C'est notoirement insuffisant.

Fuseau vers l'Amérique: sacrifiant les conditions d'écoute en Guyane, à Saint-Pierre, en Amérique du Nord et du Sud, on ne conserve que la longueur d'ondes de 31 m. 41.

Pour l'Afrique noire, l'immensité des terres à couvrir fit conserver les deux longueurs d'ondes utilisées. Elles étaient déjà insuffisantes.

Ces amputations successives ont deux causes: insuffisance des crédits, incompréhension des besoins coloniaux.

Il faut, cependant, reconnaître et saluer l'effort de nos techniciens. Grâce à eux, qui surent, à partir de rien, reconstruire notre réseau à la libération, si nous n'émettons que durant peu d'heures, au moins la qualité de ces trop rares émissions est-elle satisfaisante. Les cinq émetteurs de 100 kilowatts installés à Allouis, auxquels se joindront bientôt six autres de même puissance, nous feront disposer, dans des délais assez brefs, d'une « batterie » de stations très homogènes et bien adaptées à nos besoins.

La radiodiffusion française, se rendant compte de ses insuffisances, promet quelques améliorations dont l'utilisation de deux longueurs d'ondes pour tous les programmes au lieu d'une seule comme on le fait trop souvent.

Malgré ces quelques encouragements, la carence de nos services d'émissions pour l'outre-mer est flagrante. Il n'y a plus de commune mesure entre ce que nous faisons et ce que nous devrions faire.

Pour se défendre, la radiodiffusion invoque ses difficultés financières. Nous y reviendrons. Il est exact, néanmoins, qu'une heure d'émission revient cinq fois plus cher qu'en 1946; que les énormes machines d'Allouis, et leurs sœurs, en construction, pour efficaces qu'elles soient, sont très coûteuses. Il est exact, aussi, que les fournitures de courant à la radio sont factures par Electricité de France à un prix trop élevé. Il conviendrait qu'une convention réglât cela au mieux des intérêts de la nation.

Il n'en reste pas moins qu'étouffer la voix de la France pour des raisons d'économie est une étrange politique.

II. — Organisation et crédits.

Connaissant l'historique de la lente désagrégation des émissions de notre radio vers la France d'outre-mer, il convient ensuite de se pencher sur l'organisation et sur les crédits du service des émissions d'outre-mer.

Cette radiodiffusion apparaît bipartite: « Service des émissions de la France d'outre-mer », qui dépend de la radiodiffusion française; postes d'outre-mer coiffés, les uns par le secrétariat à l'information, les autres, par le ministère de la France d'outre-mer.

1° *Le service des émissions vers la France d'outre-mer.*

Il est rattaché à la direction du Journal parlé, car, pour les responsables du « 118 des Champs-Elysées » (siège de notre radio), l'essentiel des émissions vers la France d'outre-mer consiste en des programmes d'informations. La compétence coloniale des agents de la radio française, qui s'occupent de nos territoires d'outre-mer, est indiscutable.

Crédits.

Le « Service des émissions vers la France d'outre-mer » n'a pas de budget propre. Ses frais, prélevés sur les crédits du journal parlé, s'élèvent à 16 millions de francs de frais de personnel, plus 3 millions destinés aux cachets des collaborateurs extérieurs.

La B.B.C., elle, a consacré, en 1948, aux dépenses de personnel de ses services étrangers et du Commonwealth, que finance l'Etat, 92.698 £, soit environ 90 millions de francs, à quoi s'ajoutent 40.436 £ au titre de contribution au plan de retraite et fonds de secours et 166.000 £ de frais de déplacements. Les dotations totales des « Overseas Services » sont de 3.878.649 £. Le budget total du Journal parlé atteint 290.430.000 F.

Notre pauvreté ressort avec assez d'éloquence de ces chiffres. Les services français vers l'étranger, y compris ceux destinés à la France d'outre-mer, sont quinze fois moins riches que leurs homologues anglais, et les services d'outre-mer eux-mêmes, en particulier, quarante fois plus pauvres.

Précisons, en outre, que le service des émissions vers la France d'outre-mer compte seulement vingt journalistes sur les cent soixante de la radio.

Avec un budget et des effectifs aussi restreints, il n'est pas possible de réaliser des reportages intéressant les gens d'outre-mer, pas plus que des émissions artistiques convenables.

Citons un seul exemple précis: le 19 juin avait lieu à Saint-Béat, en présence de M. Ramadier, alors ministre de la défense nationale, et de M. Fily-Dabo-Sissoko, député du Soudan et ancien sous-secrétaire d'Etat, la cérémonie commémorant, dans le village natal de Gallieni, le centenaire de la naissance de ce dernier. Les auditeurs d'Indochine, d'Afrique occidentale française, de Madagascar, n'en connurent que quelques lignes succinctes données par l'agence France-Presse, seule source d'information dont puisse disposer le service des émissions vers les territoires d'outre-mer. Cet exemple n'est pas unique. On pourrait en multiplier d'analogues.

Dans un ordre d'idées à peine différent, il est surprenant que ce service, déjà si pauvre, n'ait aucun journaliste accrédité tant auprès de l'Assemblée nationale que de notre Assemblée

Il est vrai que le « Journal parlé » tient à conserver bien en main les émissions vers la France d'outre-mer. Ces responsables ignorent-ils que « l'ennui naquit un jour de l'uniformité » ? qu'un programme qui passionnera le Parisien laissera froid le Dakarois ? Il semble qu'on ait trop tendance, dans notre radio, à ne raisonner et à n'agir qu'en fonction de Paris, à toujours choisir le parti le plus simple: celui de l'identité. On pourra dire que c'est plus commode; les responsables du journal parlé en font presque un dogme. L'uniformité est, à leurs yeux, nécessaire. Ils le prouvent par leur attitude vis-à-vis de Radio-Brazzaville à qui, chaque jour, sont téléphonés tout un lot d'instructions sur la ligne à adopter vis-à-vis des événements quotidiens.

Admettons qu'une certaine unité de doctrine soit souhaitable; il est bon, en effet,

que, sur les grandes questions d'intérêt mondial, existe entre la métropole et l'outre-mer non pas, certes, une absolue convergence de pensée et de sentiment (nous ne sommes pas en démocratie populaire...), mais au moins une identité des bases, sur lesquelles se formeront le sentiment et l'opinion du public. Ces bases communes, la radio doit les donner, nous sommes ici d'accord avec les services du « Journal parlé ». Mais il est exagéré de dire que la création d'une chaîne autonome de l'Union française donnera fatalement à nos territoires d'outre-mer une radio de second plan: c'est faire preuve de peu de confiance envers nos terres lointaines... Il est vrai que, pour appuyer cette thèse, les responsables de la radio métropolitaine attirent notre attention sur les postes coloniaux. Effectivement, ce n'est guère encourageant.

2° Les postes coloniaux.

Si les postes d'Afrique du Nord (Tunis, Constantine, Alger, Oran, Tlemcen, Fez, Casablanca, Rabat), dont certains à faible puissance, mais, tels autres, importants (Alger 50 kwh, Tunis 120 kwh, en projet au Maroc un émetteur de 210 kwh) sont, à l'exception de ceux du Maroc qui dépendent de l'Office chérifien de radiodiffusion, radiophoniquement placés sous le contrôle de la radio française, il n'en va pas de même pour tous les émetteurs de l'Union française:

Saint-Pierre, 0,25 kwh;
Martinique-Guadeloupe, 1,00 kwh;
Dakar, 12,25 kwh;
Lomé, 0,20 kwh;
Douala, 0,50 kwh;
Brazzaville (contrôlé par la radio française), 50,00 kwh;
Tananarive, 5,25 kwk;
Saïgon, 12 et 1 kwh;
Nouméa, 0,30 kwh;
Papeete, 0,10 kwh,

plus, en projet, un poste à Cayenne et deux à la Réunion, tous trois de faible puissance.

Très peu puissantes, d'une portée très restreinte pour la plupart (Papeete n'est guère plus important qu'un poste d'amateurs que s'amusèrent à monter dans leur maison de la rue de Cîteaux, à Paris, quelques élèves de l'Ecole centrale), ces stations sont contrôlées par les chefs des territoires et supervisés par le ministère de la France d'outre-mer. La collaboration avec les services métropolitains est nulle.

Outre leur défaut de capacité, ces émetteurs manquent de disques, de programmes, de crédits: 25 millions prévus au budget de 1950 seulement pour leur ensemble.

On souhaiterait voir augmenter la fréquence des relais de France assurés par ces postes.

Actuellement, Saïgon relaie la métropole pendant quinze minutes chaque jour; Tananarive pendant un temps égal; Dakar pendant trente minutes. Il faudrait davantage. L'organisation actuelle ne le permet pas.

La radiodiffusion française soutient, avec raison, que ce sont les postes locaux qui se refusent à cette extension des relais qui permettrait pourtant aux territoires d'outre-mer de mieux entendre la France.

A la direction du journal parlé, on affirme, en effet, que, si les conférences réunies dans le but d'établir une réelle coordination se sont, jusqu'à maintenant, soldées par des échecs, la faute en incombe au méfiant particularisme des émetteurs coloniaux. Chaque gouverneur veut avoir « sa » radio. La « rue Oudinot » elle-même reconnaît que sa supervision des postes coloniaux devient de plus en plus théorique. Il est vrai que l'insuffisance des services « information et propagande » du ministère de la France d'outre-mer n'est plus à démontrer. Lors du récent voyage du ministre en Indochine, les seuls reportages et interviews réussis furent le fait d'un jeune journaliste qui n'est en rien attaché aux services de la rue Oudinot.

Cette pluralité de direction est incompatible avec une radiodiffusion efficace. Face à la radio française, existent de petits organismes impuissants qui travaillent en ordre dispersé. Aussi, le réseau de l'Union française, qui pourrait d'ores et déjà exister, reste-t-il à l'état de vœu. C'est cette constatation qui a inspiré les auteurs de la proposition de résolution qui vous est soumise.

III. — Projet d'organisation d'une radiodiffusion de l'Union française.

A la lumière de ce que nous venons de dire, une réorganisation, une organisation plutôt, de notre radiodiffusion de l'Union, s'avère nécessaire.

Avant de formuler, cependant, un projet de cette nature, il y a lieu d'examiner deux problèmes préalables:

a) Quels buts fixer à la radio de l'Union?
b) Comment résoudre le problème de l'autorité de direction des postes coloniaux?

L'un est un problème essentiel; l'autre est, surtout, pratique et administratif.

Pour la rue Oudinot, siège du ministère de la France d'outre-mer, la radio a deux tâches:

1° Liaisons stratégiques; 2° culture.

La radio estime, au contraire, que son rôle culturel passe au premier plan. Pour ce qui est du réseau des télécommunications, les techniciens prétendent que nous sommes équipés et que point n'est besoin de faire porter là-dessus de nouveaux efforts; et d'accuser, à juste titre, semble-t-il, le ministère de la France d'outre-mer de ne pas le comprendre assez nettement.

Pour votre commission, le rôle culturel de la radio doit l'emporter.

Comment, dès lors, résoudre le problème de l'autonomie des postes coloniaux?

La radiodiffusion française regrette l'étroitesse d'esprit dont font preuve les chefs de nos fédérations qui opposent, prétend-elle, une certaine inertie aux offres de coopération formulées par la radio métropolitaine. Ils tiennent jalousement à conserver pour eux seuls leurs émetteurs dont on pourrait cependant, avec un peu plus de compréhension, accroître l'efficacité dans de notables proportions. Sur cette question, le ministère de la France d'outre-mer, toujours très réticent quand on lui demande, sur un sujet quelconque, ses idées (servirait-elle, cette prudence, à masquer l'absence de doctrine?) paraît hésiter. Il est vrai que, depuis déjà longtemps, la propagande sous toutes ses formes n'intéresse plus guère la rue Oudinot qui préfère vivre orgueilleusement repliée sur elle-même avec le minimum de contacts avec l'extérieur...

Le schéma d'organisation qui pourrait se concevoir serait le suivant:

a) Un poste métropolitain puissant, capable d'émettre sur plusieurs longueurs d'ondes courtes, et au moins une longueur d'ondes moyennes, susceptible d'assurer le plein emploi des heures auxquelles les conférences de Copenhague et de Mexico nous donnent droit. Il appartiendra aux techniciens de dire si, pour remplir ces tâches, il faut un, deux, trois ou six émetteurs...;

b) Des postes d'outre-mer: ceux existant actuellement devront être améliorés. L'objectif sera que chaque territoire possède une station assez puissante pour couvrir toute son étendue. Il pourra être prévu, en outre, un poste plus puissant pour les capitales de fédération.

Cet ensemble formera la radiodiffusion de l'Union française autonome au sein de la radiodiffusion française.

Bien entendu les postes coloniaux seront mis, en dehors des heures où ils diffuseront des émissions d'intérêt général, à la disposition des territoires pour émettre des programmes locaux. On objectera que, si la direction de la radio de l'Union veut saboter ses programmes, elle n'aura qu'à leur « couper les vivres »... Votre commission vous montrera tout à l'heure que la chose sera impossible.

Les émissions répondront aux deux buts fixés à la radio au début de cet exposé: faire connaître les territoires d'outre-mer à la métropole; faire connaître la métropole aux territoires d'outre-mer.

Pour cela, l'émetteur métropolitain assurera sur ondes moyennes l'exécution de programmes orientés vers les choses d'outre-mer et qui seront soit des émissions réalisées sur place, soit des émissions en direct ou en différé des émetteurs lointains. Sur ondes courtes, il émettra:

1° Des programmes généraux pour l'outre-mer;
2° Des programmes dirigés plus spécialement vers tel ou tel groupe de territoires.

Les émetteurs locaux auront une double mission eux aussi:

1° Relayer les programmes généraux et les programmes spéciaux les concernant exclusivement;

2° Emettre des programmes locaux.

On pourra sourire et qualifier tout ceci d'utopie. Certes, les difficultés sont grandes: nous le savons. Mais, la France ne s'est pas faite, l'Union française ne se bâtira pas en évitant soigneusement les obstacles et les difficultés. Les hommes de notre génération seraient-ils devenus incapables d'efforts et de persévérance? Sera-t-il permis à votre commission de penser, avec le *Figaro* de Beaumarchais, que « la difficulté de réussir ne fait qu'ajouter à la nécessité d'entreprendre »!

La réalisation d'un tel programme demande du temps et des crédits. Il devra s'insérer dans le plan de développement économique et social des territoires d'outre-mer, c'est-à-dire être au moins en partie financé par le F. I. D. E. S.

On peut prévoir l'obtention de fonds de concours des budgets fédéraux et locaux. Ces fonds pourraient être dégagés, grâce bien sûr (le système est classique), à une taxe sur les appareils récepteurs mais aussi grâce à une taxe sur les spectacles payants. La taxe sur les récepteurs, en effet, sera de peu de rapport, car outre-mer il y a peu d'appareils; elle ne suffirait donc pas. La création d'une taxe sur les spectacles présente l'avantage d'offrir une plus importante matière imposable et, avantage encore plus précieux, elle pourra aider au développement des arts africain, malgache, vietnamien...

A côté des subsides du F. I. D. E. S. et des budgets locaux, il conviendra que la métropole ait sa part dans les dépenses. L'Etat qui n'a prévu que 25 millions sur le budget de 1950 pour les postes d'outre-mer devra faire un effort. Dans le total de dépenses de la B. B. C., la part des « Overseas Services » s'élève sensiblement à 35 p. 100 du total. En demandant que 25 p. 100 des crédits de la radiodiffusion soient attribués à la radio de l'Union française, votre commission s'estime raisonnable. Ainsi, cette année, c'est environ un milliard cinq cent millions qui auraient dû être consacrés aux émissions vers l'outre-mer... Nous sommes très loin du compte.

Comment sera géré ce budget? Toutes les recettes prévues ci-dessus, recettes auxquelles pourraient, éventuellement, s'ajouter celles produites par la vente de publications diverses à l'instar de la B. B. C. ou, suivant l'exemple donné dès maintenant par la radio française elle-même, celles provenant de la publicité des grands services et entreprises nationales, seront à la disposition de la direction de la radio de l'Union française. Toutefois, une partie importante des fonds versés par les territoires devra obligatoirement servir à financer les émissions faites par les territoires, pour eux-mêmes. Ainsi seront évitées les tentations toujours possibles de « dictature » de la direction et écartées les craintes d'une uniformisation des programmes, uniformisation qui irait à l'encontre des buts recherchés.

Poursuivons l'examen des difficultés...

Aura-t-on des auditeurs? Pour en avoir, ne sera-t-on pas contraint de réduire à deux heures par jour les émissions; qui écoute, en effet, la radio outre-mer? Quelques autochtones évolués; les Européens, mais, ce sont là gens qui travaillent et ne peuvent consacrer au maximum que quelques instants le matin et le soir à l'écoute. Au mieux, ne risque-t-on pas d'être écouté de 6 h. 30 à 7 h. 30 du matin et de 6 heures à 9 heures du soir. Le reste du temps, les émetteurs ne fonctionneront-ils pas à vide, gaspillant ainsi les crédits? Sur les données actuelles, tout cela est exact; mais il paraît en la matière à votre commission qu'il faut pour notre radio de l'Union

française penser non pas en termes d'hier ou d'aujourd'hui mais en termes de demain.

Pourquoi d'ailleurs ne pas susciter l'écoute collective comme en U. R. S. S. ou dans les territoires contrôlés par le Viet-Minh? Grâce à elle voici comment pourrait s'envisager une journée d'émissions. Le matin aux heures favorables: relais de la métropole. Ensuite, programme local. Il faudra, sans doute, très rapidement mettre au point pour les programmes locaux les émissions en langues indigènes... Les Anglais le font déjà. On oppose la multitude des dialectes qui se partagent l'Afrique par exemple. N'existe-t-il pas des langues véhiculaires? Peuhl, bambara, haoussa comprises peu ou prou par tous? Ne pourrait-on créer quelque chose d'analogue à l'hindoustani que les anglais imposèrent aux Indes? Grâce à ces émissions en langues du pays, nous serons à même de diffuser dans les villages, à l'usage des femmes, de véritables cours d'hygiène et de puériculture, à l'usage des enfants des leçons qui leur donneront au moins quelques notions sur la France et sur l'Union française. On pourra aussi apprendre à tous à domicile et sans fatigue des rudiments de français. Le soir, on retrouvera les programmes généraux; il conviendra que les postes locaux les traduisent en langue indigène et les émettent, la puissance de leurs récepteurs permettant aux bons francophones de capter directement l'émetteur métropolitain.

A longue échéance, telle est la voie que votre commission voudrait voir prendre à la radio de l'Union française.

Pour le futur immédiat, il est possible d'après les techniciens de la radio de mettre rapidement les postes locaux à même — et à peu de frais — de relayer les actuelles émissions métropolitaines. Les gouverneurs des territoires se doivent d'y penser et les assemblées locales le demander.

Il importe enfin que la direction de cette radio de l'Union française soit délibérément apolitique. Nos querelles partisanes n'ont que faire ici. Pour assurer plus encore cette objectivité, inspirons-nous une fois encore de l'exemple qu'offre la B. B. C. où existe pour chacune des six régions radiophoniques britanniques un organisme appelé: « Conseil consultatif ». Les membres en sont choisis parmi les personnalités les plus représentatives des intérêts publics régionaux. On pourrait adapter ce système avec fruit à la radio de l'Union française dont votre commission avec les auteurs de la proposition souhaitent la création, tant auprès du comité directeur qu'auprès de chacun des postes locaux.

Ainsi, n'étant mue que par le seul souci de faire entendre, à tous les citoyens de la communauté locale, la vraie voix de la France, la radiodiffusion de l'Union française sera-t-elle à même de remplir son rôle: faire se connaître et s'aimer les cent peuples que garde notre drapeau; semer cette « parcelle d'amour » dont parlait Lyautey, sans laquelle ne peut s'accomplir nulle grande œuvre humaine.

IV. — **Conclusion.**

Pour que les Français parlent enfin aux Français, à tous les Français, ceux de la métropole comme ceux d'Afrique, ceux d'Asie, comme ceux d'Amérique, d'Océanie, de Madagascar, votre commission invite le Conseil de la République à approuver la résolution soumise à ses délibérations dans les termes suivants:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à créer, dans le cadre de la radiodiffusion française, une radio de l'Unoin française autonome, dotée des moyens de faire connaître dans les terres lointaines de l'Union française la vie et la pensée de la métropole et, dans cette dernière, les aspirations, les besoins, l'œuvre entreprise par la France dans ses départements et territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 811

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à accorder une **subvention de 1.500.000 F** à l'**Union internationale des avocats** à l'occasion du prochain **congrès à Paris** de cette union, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à accorder une subvention de 1 million 500.000 F à l'Union internationale des avocats à l'occasion du prochain congrès à Paris de cette union.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministère de la justice, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, et par des textes spéciaux, un crédit s'élevant à la somme totale de 1.500.000 F et applisable au chapitre 503 « Subvention à l'Union internationale des avocats » à l'occasion du congrès de Paris.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des finances, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 1.500.000 F est définitivement annulée au titre du chapitre 629 « Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 812

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture de crédits** pour le fonctionnement de la **sixième session du conseil des ministres des affaires étrangères,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de la sixième session du conseil des ministres des affaires étrangères.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des affaires étrangères (I. — Service des affaires étrangères) pour l'exercice 1949, en sus des crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit total de 19 millions de francs réparti comme suit par chapitre:

Chap. 110. — Service technique des conférences internationales. — Personnel, 8.500 000 francs.

Chap. 311. — Service technique des conférences internationales. — Matériel, 10.500.000 francs.

Total, 19 millions de francs.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des finances, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 19 millions de francs est définitivement annulée au titre du chapitre 629 « Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 813

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale tendant à compléter, par des **dispositions pénales,** des textes applicables en **Algérie,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les infractions aux dispositions du décret n° 47-1793 du 10 septembre 1947 réglementant en Algérie la publicité, l'affichage et les enseignes ou des textes réglementaires pris pour son application seront punies d'une amende de 10.000 à 500.000 francs. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 5 millions de francs.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions de l'article premier du décret n° 48-365 du 3 mars 1948 homologuant la décision votée par l'Assemblée financière de l'Algérie au cours de la session de décembre 1947-janvier 1948 relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie sont passibles des amendes prévues à l'article 2 de la loi du 31 mai 1916 portant restriction du droit

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7848, 8086 et in-8° 2090.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7892, 8087 et in-8° 2091.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5419, 7711 et in-8° 2092.

d'émission de valeurs mobilières pendant la durée des hostilités.

L'article 463 du code pénal est applicable.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président.
Signé: EDOUARD HERRICT.

ANNEXE N° 814

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948 instituant une **caisse autonome de la reconstruction,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948 instituant une caisse autonome de la reconstruction.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 5 (§ 1er) de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948 est complété comme suit par un vingt et unième alinéa:

« Un représentant des groupements de sinistrés constitués en application de l'article 44 de la loi n° 47-580 du 30 mars 1947 et du décret n° 47-1338 du 19 juillet 1947, désigné par l'organisme national le plus représentatif ».

Art. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi n° 48-465 du 21 mars 1948 est modifié comme suit:

« Les désignations prévues aux six précédents alinéas... »

(Le reste du paragraphe sans changement.)

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 815

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation** de la **décision** votée par l'**assemblée algérienne** au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, **abaissant d'un degré,** à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le **degré minimum** des **vins de coupage** destinés à la consommation locale, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, abaissant d'un degré, à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La décision votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, abaissant d'un degré, à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale, n'est pas homologuée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 816

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **modifier** l'article 6 de **la loi** n° 46-2389 du 28 octobre 1946 **sur les dommages de guerre,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

Paris, le 23 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 10 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La première phrase de l'alinéa 6° de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949, est modifiée ainsi qu'il suit:

« Les dommages causés par les troupes françaises ou alliées, ou leurs services, pendant la durée des hostilités ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 817

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accorder une **subvention de 1.500.000 francs** à l'**Union internationale des avocats** à l'occasion du prochain **Congrès à Paris** de cette Union, par M. Emilien Lieutaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 F à l'Union internationale des avocats, à l'occasion de son congrès qui s'est tenu à Paris du 17 au 20 juin 1949.

L'Union internationale des avocats, constituée sous l'égide de la Société des Nations dans le cadre de l'institut international de coopération intellectuelle, groupe tous les barreaux de l'Europe occidentale, nordique, méditerranéenne, du Proche-Orient, de l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord; le congrès de Paris a rassemblé les délégués de 25 nations.

La langue officielle de l'Union internationale des avocats est la langue française, qui est celle dans laquelle sont, de ce fait, publiés la plupart des ouvrages sur les questions qu'elle étudie.

Il s'agit donc de permettre à une organisation, qui est un excellent instrument de propagande de la formation juridique française et plus généralement de notre culture, de recevoir dignement des hôtes éminents de notre pays.

La loi du 31 décembre 1948 interdisant toute nouvelle dépense sans que soient créées des ressources nouvelles ou réalisées des annulations de crédits correspondantes, l'exposé des motifs du projet gouvernemental prévoyait que l'application du projet serait couverte par les excédents de recette de l'exercice 1949.

Le texte adopté par l'Assemblée nationale, sur le rapport de sa commission des finances, décide que le crédit ouvert sera compensé par une annulation de même montant au chapitre 629 « conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

Si ce mode de financement ne peut être considéré, à strictement parler, comme reprochable, il convient de souligner le caractère d'artifice financier que revêt ce nouvel accommodement avec la loi des maxima.

C'est sous le bénéfice de cette observation que votre commission vous propose d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministère de la justice, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, et par des textes spéciaux, un crédit s'élevant à la somme totale de 1.500.000 F et applicable au chapitre 503 « Subvention à l'Union internationale des avocats » à l'occasion du congrès de Paris.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des finances, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 1.500.000 F est définitivement annulée au titre du chapitre 629 « Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5747, 5966, 7936 et in-8° 2088.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7327, 7947 et in-8° 2093.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6908, 7929, 8122 et in-8° 2097.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7848, 8086 et in-8° 2090; Conseil de la République, n° 811 (année 1949).

ANNEXE N° 818

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du ravitaillement et des boissons sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'acte dit loi n° 3187 du 26 juillet 1941 relatif aux **achats sur souches** dans le **commerce des vins,** par M. Georges Bernard, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le Conseil de la République a été saisi d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, le 1er juillet 1949, en vue d'abroger l'acte dit loi du 26 juillet 1941 réglementant les achats sur souches dans le commerce des vins.

La commission du ravitaillement et des boissons m'a demandé de vous exposer son point de vue et de justifier l'avis favorable qu'elle donne à la proposition qui nous est soumise.

Il s'agit très simplement de revenir à un état de fait existant avant la guerre et qui correspondait à des habitudes courantes dans le commerce des vins.

Le système d'achats sur souches présente différents avantages. Les propriétaires peuvent, plusieurs mois avant la récolte, valoriser une partie de celle-ci; le négoce en vins trouve la possibilité de préparer sur la campagne à venir, des affaires qui s'enchaîneront dès les vins faits, avec les dernières expéditions de vins de l'année précédente; le consommateur s'y trouve également intéressé car les opérations d'achats sur souches se traitent souvent à des prix sensiblement inférieurs au cours des vins de l'année et, par voie de conséquence, préparent un climat favorable à une harmonisation du marché.

On ne peut pas raisonnablement prétendre que ces opérations soient désavantageuses pour les récoltants, puisqu'elles n'ont aucun caractère obligatoire, et la faveur dont elles jouissaient dans les grosses régions de production, souligne les divers intérêts qui y sont attachés, dont la facilité de trésorerie qu'elles procurent aux producteurs, n'est pas la moindre.

C'est en somme un élément de liberté économique que nous vous proposons de rétablir, à la demande des parties intéressées.

Par ailleurs, ces dispositions pouvaient se justifier dans la pénurie, lorsque les prix étaient réglementés. Elles n'ont plus, aujourd'hui, de raison d'être. A titre documentaire, je vous donne connaissance d'un jugement rendu l'année dernière, faisant ressortir que l'acte dit loi du 26 juillet 1941, intégré dans la législation des prix, se trouvait amputé des sanctions dont il était assorti depuis la parution du décret du 30 juin 1945 annulant les dispositions répressives de l'acte dit loi du 31 octobre 1940 auxquelles il était renvoyé pour l'application de certaines dispositions des règlements concernant les achats sur souches.

C'est ainsi que certains achats ou ventes sur souches se sont traités, ces dernières années, et ont donné lieu, pour peu que la bonne foi de l'une des parties en cause n'ait pas été la qualité dominante, à des procès au cours desquels l'acte dit loi du 26 juillet 1941 a été invoqué pour éluder les engagements pris. Lorsqu'une réglementation couvre des abus de ce genre, sa suppression s'impose

Afin de rendre à toutes les catégories intéressées les possibilités commerciales que les achats sur souches leur procurent, je vous demande de suivre l'avis de la commission, dont je suis l'interprète, et d'adopter le texte de la proposition de loi tel qu'il nous a été transmis par l'Assemblée nationale et dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'acte dit loi du 26 juillet 1941, réglementant les achats sur souches dans le commerce des vins, est abrogé.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7485, 7586 et in-8° 1888; Conseil de la République, n° 570 (année 1949).

ANNEXE N° 819

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur la proposition de résolution de M. Denvers et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à venir en **aide** aux **familles** des **marins victimes** des **tempêtes** qui ont sévi sur les côtes françaises durant les derniers jours du mois d'**octobre 1949,** par M. Denvers, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 25 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 novembre 1949, page 2518, 3e colonne.)

ANNEXE N° 820

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION relative à une **politique du logement,** présentée par M. Debré, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le problème social numéro un est, en France, celui du logement. On en parle peu. C'est une erreur. C'est une faute. S'il arrive un jour que la volonté de révolte l'emporte dans notre pays et, avec elle, la dictature, n'en doutons pas, les conditions de logement y seront pour beaucoup. Elles seront peut-être un élément décisif.

Les Français, dans l'ensemble, sont mal logés. Beaucoup paraissent n'en pas souffrir. Ce n'est pas une raison suffisante pour justifier l'abstention des pouvoirs publics. Bien des Français étaient heureux qui ne savaient ni lire ni écrire. Le gouvernement républicain ne leur a pas demandé leur avis quand il a imposé l'instruction obligatoire. Il doit en être de même pour le logement.

Au surplus, des millions de Français savent qu'ils sont mal logés et en souffrent. La seule excuse de l'indifférence assez générale des pouvoirs publics et des nombreux dirigeants est sans doute que peu de Français parmi ceux qui, à des titres divers, s'occupent des affaires publiques, ont connaissance des taudis, des baraques de tôle, des masures non chauffées qui forment, autour de nos grandes villes, une auréole de honte. Ils ne connaissent pas la misère des jeunes ménages — et de nombreux autres — qui n'ont pour tout foyer personnel que la chambre meublée dans un hôtel où un trafiquant les exploite. Comme les hommes et les femmes qui sont réduits à une telle situation ne sont pas tous des saints ni des saintes, ils deviennent des révoltés haineux. Et c'est justice.

On pourra dire que des efforts ont été faits. Le Parlement a voté des lois pour aider à la construction d'habitations à bon marché; il a réglementé les lotissements; il a entrepris, après chaque guerre, une grande œuvre de reconstruction; il a reconnu tardivement qu'il convenait de revenir à une notion plus saine du « loyer »; il a aidé, du mieux qu'il pouvait, des municipalités ou des organismes professionnels qui entreprenaient un effort de logement. D'autres dispositions ont été prises, que gouvernements et administrations ont souvent, comme les premières, judicieusement appliquées.

Mais on ne guérit pas une fracture du squelette social par quelques pansements. Nous touchons un problème fondamental de la société française. Une nation bien logée a des réactions physiques et mentales qui sont toutes différentes des réactions d'une nation mal logée. Elle a une autre conception de la vie privée comme de la vie publique. Parmi les causes profondes des maux les plus graves qui atteignent aujourd'hui jusqu'à la moelle les sentiments et les actions de nombreux Français, on ne fera jamais place assez large au logement. « Les conditions dans lesquelles vivent la plupart de nos ouvriers et de nos paysans sont des défis à l'époque. Tous les ennemis qui ont été vaincus par l'ouvrier américain ou le paysan suédois, le froid, la canicule, l'obscurité, la solitude, l'éloignement, le silence, la promiscuité, règnent encore en maîtres sur nos faubourgs et dans nos villages. » Cette phrase de Jean Giraudoux exprime avec simplicité un mal dont l'ampleur exige un remède à sa taille.

On parle beaucoup d'équipement économique. On parle parfois aussi d'équipement social. Mais on parle alors d'hôpitaux et de sanatoria. Quelle conception insuffisante! Le véritable équipement social c'est le logement. A quoi bon construire tant de maisons de soins et de repos, quand on laisse, faute de maisons tout court, les causes des maladies empirer chaque année? A quoi bon développer sans mesure les instruments de la production dans une société qui risque de mourir d'injustice et de misère et où les souffrances peuvent engendrer la révolution?

Ouvrons le budget de l'Etat, celui de 1949, et aussi le projet de 1950. Additionnons les crédits prévus, à des titres divers, pour la reconstruction et la construction. Le total oscille entre 120 et 130 milliards. Le revenu national est évalué aux environs de 7.000 milliards. Le budget de l'Etat et des collectivités publiques dépasse 3.000 milliards. Le budget de la sécurité sociale approche de 1.000 milliards. Et 120 milliards seulement pour le problème social n° 1!

Il est temps de nous réveiller et de revenir au bon sens. La démocratie est perdue, la liberté n'aura plus de partisans si nous ne faisons pas un effort véritablement surhumain — je ne dis pas seulement pour reconstruire, — mais aussi pour détruire, afin de construire ensuite!

Nous avons une occasion. Nous l'avons déjà grandement galvaudée. Le jugement des générations futures (et même des présentes) sera sévère pour ces gouvernements qui dépensent des milliards en vue de l'électrification du rapide Paris-Lyon sans jeter un regard à la misère humaine, qui est aussi, si l'on ose s'exprimer ainsi, une attribution de l'Etat. Il convient donc d'intervenir avant qu'il soit trop tard, je veux dire avant l'arrêt du programme américain d'aide à l'Europe.

La présente proposition invite le Gouvernement à réserver, à partir du 1er janvier 1950, la moitié des sommes qui lui sont versées au titre de la contre-partie du plan Marshall, à la construction d'habitations. — En sus naturellement des crédits qui sont déjà inscrits au budget.

Une telle disposition ne peut être que le point de départ d'une tâche grandiose. Elle suppose en effet un plan, une politique et des sacrifices.

Un plan. Il ne s'agit pas de construire des logements de-ci, de-là. L'important est de prendre un quartier de taudis et de masures, de les abattre et de les remplacer. De choisir une ville surpeuplée et de créer, à côté d'elle, une cité nouvelle qui supprime, en fait, le problème né du surpeuplement. De reconstruire une ville détruite.

Une politique. Ici des immeubles, là des habitations individuelles. Les solutions peuvent varier mais il faut avant tout faire un effort humain et lutter contre cette tendance qui consiste aujourd'hui à créer des ruches d'abeilles immenses, qui sont des constructions inhumaines, antisociales et antipolitiques. En matière sociale, comme en matière économique, il faut se méfier des techniciens: quand on ne les commande pas, ils commettent souvent des folies. Au surplus ces constructions de logements doivent être liées à une volonté de créer des propriétaires. Les habitations nouvelles ne doivent appartenir ni à un office, ni à l'Etat, ni à une collectivité quelconque, mais à des hommes, à des femmes qui peuvent les habiter.

Des sacrifices. En France le bâtiment est cher, la construction ridiculement onéreuse. On ne peut accepter sans rougir l'effort du contribuable américain si, en contre-partie, il n'est pas fait, en France, un effort comparable. Peut-être faudrait-il examiner le développement d'une industrie d'éléments préfabriqués, si les méthodes qu'elle implique permettent d'abaisser le coût de revient. Il ne faut pas, surtout, hésiter à concevoir

(1) Voir Conseil de la République, n° 782 (année 1949).

qu'une partie des hommes du contingent envoyé au service militaire, ou une partie du temps demandé au contingent tout entier, soit affectée à des travaux civils de construction. On doit faire aussi facilement un bon plâtrier qu'un bon mitrailleur...

Je demande à MM. les sénateurs d'examiner d'urgence cette proposition qui montrera que les pouvoirs publics ne vivent pas toujours dans un monde irréel mais savent, quand il le faut, et si possible avant qu'il ne soit trop tard, où se trouve un mal social et saisir une chance de guérison.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A réserver, à partir du 1er janvier 1950, la moitié des fonds libérés au titre de la contre-partie du plan américain d'aide à la France, à la construction de logements;

2° A établir, pour l'affectation des sommes ainsi déterminées, un plan de construction, non seulement dans les villes détruites, mais aussi dans les villes surpeuplées et dans celles où il est urgent de détruire les taudis.

Les cités nouvelles ainsi édifiées devront éviter toute collectivisation excessive de la vie urbaine et une législation appropriée devra permettre l'achat des logements par leurs occupants;

3° A envisager, en contre-partie des sacrifices financiers consentis par un pays étranger, un sacrifice équivalent consistant, par exemple, en l'affectation d'une partie du contingent, en tant que main-d'œuvre non rémunérée à des travaux exceptionnels d'équipement social.

ANNEXE N° 821

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à ne compromettre par aucune mesure prématurée l'**aptitude** de la **production française** à **affronter** la **concurrence internationale** et à mettre fin à certaines **importations sans licence,** présentée par M. René Depreux et les membres de la commission de la production industrielle, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, au mois d'août 1949, le Gouvernement, dans le but de provoquer une baisse des prix, a pris la décision d'autoriser jusqu'à nouvel ordre certaines importations étrangères sans licence (notamment en provenance d'Italie).

Complétant cette première mesure, et aux mêmes fins, est intervenue, le mois suivant, une décision abaissant considérablement les droits de douane sur certains produits à l'importation.

C'est tout particulièrement dans le domaine de l'industrie textile que ce nouveau régime est venu entraîner des risques graves pour la production française.

En effet, les producteurs italiens bénéficient de conditions très favorables, tant pour leur approvisionnement en matières premières que du fait des facilités qui leur sont accordées pour le rééquipement. En outre, le niveau des salaires féminins est, en Italie, sensiblement inférieur au niveau français.

Il apparaît, au surplus, que les importations françaises venant d'Italie concernent principalement des filés de coton et des tissus dont la production se heurte actuellement à une crise profonde de mévente dans la péninsule. L'industrie italienne se trouve ainsi à même d'écouler en France des stocks considérables de produits textiles.

Contrairement à ce que semblaient supposer les pouvoirs publics, ces importations massives de produits textiles sont, en fait, pratiquées à des prix sensiblement équivalents, voire même un peu supérieurs aux prix français. Par conséquent, loin de concourir à une baisse actuelle des prix, leur importance n'est due qu'à une spéculation à la hausse. Est-il besoin de dire qu'en cas d'échec de l'opération, cette spéculation se traduira, non par un recul progressif des prix, mais par un brusque bouleversement du marché, entraînant l'arrêt de la production et le chômage ?

Au cours des dernières semaines, le rythme des importations auxquelles il vient d'être fait allusion s'est dangereusement accéléré. Une quantité croissante de devises italiennes s'est trouvée ainsi inutilement gaspillée dans l'importation de produits finis destinés à la consommation, au lieu d'être utilisée pour l'achat de matériels ou matières premières susceptibles d'accroître l'activité de la main-d'œuvre française.

Au moment même où le Gouvernement aborde, dans le cadre de l'O. E. C. E., les délicates négociations tendant à la suppression des contingents et la libération des échanges, il se prive unilatéralement, vis-à-vis de certains pays étrangers, d'une importante monnaie d'échange.

A la lumière des circonstances actuelles, il est certain que de telles décisions comporteraient, si elles étaient plus longtemps maintenues, les risques les plus redoutables pour notre pays dans le domaine social. Elles constitueraient par ailleurs un sérieux handicap pour notre commerce extérieur, sans avoir pour autant répondu à l'objet que s'étaient assigné les pouvoirs publics.

Convaincus de la nécessité d'une action urgente dans ce domaine, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République,

Affirmant à nouveau son attachement au principe du développement des échanges internationaux;

Mais d'autant plus soucieux de ne compromettre par aucune mesure unilatérale et prématurée l'aptitude de la production française, et notamment de l'industrie textile, à affronter la concurrence internationale,

Demande au Gouvernement de mettre fin, d'urgence, au régime d'importations étrangères sans licence instauré par les avis aux importateurs des 23, 25, 26 août 1949, et, par voie de conséquence, de rétablir à leur niveau normal les droits de douane abaissés par l'arrêté du 10 septembre 1949.

ANNEXE N° 822

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification du **tarif** de l'**impôt progressif** sur les **jeux dans les casinos,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 25 novembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 24 novembre 1949, page 2512, 2e colonne.)

ANNEXE N° 823

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les **accords relatifs à la sécurité sociale** intervenus le 25 février 1949 entre la **France** et la **Sarre,** par M. Abel-Durand, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, la situation géographique de la Sarre devait naturellement donner naissance entre la France et la Sarre à des échanges de main-d'œuvre, nécessitant, pour l'application de la législation sociale de chacun de ces deux pays aux ressortissants de l'autre, des accords entre les deux Gouvernements.

Ces accords ont reflété, entre le traité de Versailles et la guerre de 1939, les divers régimes politiques qui se sont succédé dans le territoire de la Sarre. Ainsi sont intervenus, en matière d'assurances sociales, la convention franco-sarroise signée le 27 mars 1926, puis l'accord franco-allemand signé à Naples le 18 février 1935.

Le territoire de la Sarre a connu depuis 1939 de nouvelles vicissitudes politiques. La Constitution sarroise, mise en vigueur le 15 décembre 1947 a fait de la Sarre un territoire politiquement détaché de l'Allemagne et organiquement intégré dans la sphère économiquement française. Les conventions d'avant guerre ne pouvaient être admises à reprendre effet, non seulement parce que le régime politique de la Sarre était différent, mais encore parce que de nombreuses modifications avaient été apportées à la législation de la sécurité sociale en France et en Sarre.

Des accords nouveaux devaient donc être conclus.

Ils intéressent les Français et les Sarrois.

10.000 Français environ vivent en Sarre. Environ 1.000 d'entre eux sont employés, en qualité de salariés dans des entreprises privées. Plus de 2.000 sont employés dans les services officiels français.

D'autre part des Sarrois travaillent en France, dont plus de 4.000 sont occupés dans les houillères du bassin de Lorraine. Des dispositions spéciales à la main-d'œuvre frontalière s'imposaient, dans l'intérêt même des industries françaises pour qui ce recrutement constitue un appoint important.

La convention franco-sarroise signée à Sarrebrück le 25 février 1949, a pour objet de déterminer les conditions générales d'application de la législation de la sécurité sociale, d'une part aux Français travaillant en Sarre, d'autre part, aux Sarrois travaillant en France.

L'accord général est complété par des accords complémentaires réglant des situations particulières.

La convention générale fait application des principes sur la base desquels la France a déjà conclu des accords, sur la même matière, avec d'autres pays, notamment la Belgique, l'Italie, la Grande-Bretagne.

Le principe essentiel est que les travailleurs français ou sarrois sont respectivement soumis aux législations applicables en Sarre ou en France en matière de sécurité sociale, dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays où ils travaillent. Le cas échéant, les périodes de travail accomplies sous les régimes français et sarrois seront totalisées mais sans pouvoir se superposer, pour l'acquisition du droit aux prestations dans tout ce qui concerne les assurances dont le bénéfice est subordonné à l'accomplissement d'un stage.

Ainsi, pour prendre l'exemple le plus simple, les dix mois d'immatriculation nécessaires à la date présumée de l'accouchement pour avoir droit en France aux prestations de l'assurance-maladie, pourront être réalisés en ajoutant le temps accompli en Sarre au temps accompli en France. La situation des Sarrois, rentrés de France en Sarre, sera réglée de la même façon.

L'accord complémentaire n° 1 définit le régime applicable aux travailleurs des mines des deux pays. En fait, la situation du personnel français occupé en Sarre échappe à cet accord; elle est réglée par le décret n° 47-2437 du 31 décembre 1947. Mais l'accord s'appliquera aux 4.000 Sarrois occupés dans des houillères françaises du bassin de Lorraine.

L'accord complémentaire n° 2 qui intéresse les travailleurs frontaliers, notamment en matière d'assurance-maladie et de prestations familiales, leur accorde des avantages identiques à ceux dont bénéficient les travailleurs frontaliers belges et luxembourgeois.

L'accord complémentaire n° 3 a un objet très spécial: il tend à liquider les droits des travailleurs français occupés en Sarre entre le 1er juillet 1940 et le 8 mai 1945: ces travailleurs sont en fait des déportés du service obligatoire.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7778, 7903, 8039 et in-8° 2089; Conseil de la République, n° 803 (année 1949).

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7156, 7683 et in-8° 1981; Conseil de la République, n° 681 (année 1949).

Ils étaient durant ce temps soumis à la législation allemande sur la sécurité sociale; mais dans de nombreux cas, leurs droits n'ont pas été respectés. La sécurité sociale française les a pris en charge. L'accord n° 3 substitue à ce régime provisoire un régime définitif qui rattache aux assurances sarroises le service des prestations dues, d'après la législation allemande, à cette catégorie de travailleurs français.

L'accord complémentaire n° 4 s'applique à une autre catégorie de Français qui sont encore occupés en Sarre, mais ont été placés sous un régime spécial dont l'accord n° 4 prévoit le maintien.

Il s'agit du personnel des services publics français en Sarre.

Sa situation au regard de la sécurité sociale rentrait dans les prévisions du décret n° 47-02013 du 16 septembre 1947, accordant à certain personnel français, exerçant leur activité dans les zones d'occupation française en Allemagne et en Autriche, le bénéfice de la législation française de la sécurité sociale. Mais, par l'effet de la mise en vigueur de la constitution sarroise, la Sarre a cessé d'être zone d'occupation: le décret du 16 septembre 1947 cessait lui-même d'y être applicable. A partir de cette date, tous les Français occupés en Sarre devaient normalement être soumis au régime sarrois. Bien qu'elle n'ait plus de base légale, l'application du régime institué par le décret du 16 septembre 1947 a été continuée au personnel français du haut commissariat et des services rattachés, des tribunaux, de l'armée, de la police et des douanes.

L'accord n° 4 régularise leur situation et permet au personnel visé de bénéficier de la législation française par l'intermédiaire de la caisse primaire de Sarreguemines.

Le Parlement sarrois a ratifié le 17 mars 1949 la convention signée le 25 février. Elle n'attend plus que la ratification du Parlement français pour entrer en vigueur dans l'intérêt commun des travailleurs français et sarrois et plus généralement des régions françaises limitrophes du territoire.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale vous propose de donner un avis favorable au projet de loi dont la teneur suit, adopté sans débat par l'Assemblée nationale le 22 juillet 1949.

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier:

1° La convention générale sur la sécurité sociale;

2° L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés;

3° L'accord complémentaire relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers;

4° L'accord complémentaire relatif aux droits des travailleurs français occupés en Sarre entre le 1er juillet 1940 et le 8 mai 1945;

5° L'accord complémentaire relatif au régime du personnel des services publics français en Sarre; conclus le 25 février 1949 entre la France et la Sarre.

ANNEXE N° 824

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, renforçant le **contrôle** de l'**Etat** sur les **organismes de sécurité sociale**, par M. Abel-Durand, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui réforma l'organisation de la sécurité sociale sur la base de la caisse unique par circonscription territoriale, et l'ordonnance du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, ont été suivies d'une refonte des textes réglementaires qui, depuis la loi du 9 avril 1930 instituant les assurances sociales, avaient soumis les organismes gestionnaires des assurances sociales à un contrôle de leur gestion.

Ce contrôle ne doit pas être confondu avec celui qui est exercé par les caisses elles-mêmes, soit sur les assurés pour éviter le payement de prestations indues, qu'il y ait ou non fraude plus ou moins caractérisée, soit, depuis que la perception des cotisations est directement effectuée par les caisses de sécurité sociale, sur les employeurs pour que ceux-ci remplissent leurs obligations en ce qui concerne le payement des cotisations.

Le contrôle de la gestion des organismes de sécurité sociale eux-mêmes revêt plusieurs formes:

1° Contrôle permanent exercé par les fonctionnaires du ministère du travail et de la sécurité sociale (corps du contrôle général et inspecteurs régionaux) et du ministère des finances (inspection générale des finances, trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances);

2° Soumission de la nomination des directeurs et agents-comptables à l'agrément ministériel;

3° Communication des décisions des conseils d'administration au directeur régional qui, dans les huit jours, peut en demander la suspension, et au ministre du travail qui, dans le délai d'un mois, peut en prononcer l'annulation;

4° Surveillance constante de la trésorerie des caisses par l'obligation pour elles de verser leurs disponibilités à la caisse des dépôts et consignations ou dans des établisements limitativement désignés et par la nécessité de faire des demandes justifiées d'avances;

5° Réglementation des placements mobiliers et des opérations immobilières, celles-ci étant soumises à l'autorisation de la caisse nationale de sécurité sociale et de la commission interministérielle de contrôle des opérations immobilières, sans préjudice des dispositions spéciales concernant les réalisations d'ordre sanitaire.

Les fautes relevées par le contrôle donnent ouverture — sans préjudice, s'il y a lieu, des réparations civiles — à des sanctions administratives frappant leurs auteurs soit de suspension et même de révocation, s'il s'agit d'administrateurs, soit de retrait d'agrément, s'il s'agit de directeurs et d'agents comptables. Les sanctions peuvent aller jusqu'à la dissolution du conseil d'administration fautif et à son remplacement par un administrateur provisoire

La loi n° 48-1268 du 17 août 1948, tendant au redressement économique et financier, dispose, en son article 3:

« Le Gouvernement procédera, dans les conditions prévues à l'article 6 (c'est-à-dire par décrets pris en conseil des ministres, après avis du conseil d'Etat et sur rapport du ministre des finances et des affaires économiques et des ministres intéressés), en matière de sécurité sociale et de prestations familiales, au renforcement du contrôle et à la réforme des modes de financement, sans que puissent être réduites les prestations et sans qu'il soit porté atteinte aux règles légales fixant la composition, le fonctionnement autonome et la compétence des conseils d'administration, ni aux caractères spéciaux des organismes du régime agricole et des caisses d'allocations familiales. »

Devant le Conseil de la République, à la séance du 13 août 1948, cet article donna lieu à une discussion, au cours de laquelle il fut observé qu'il existait déjà des textes donnant au Gouvernement et à l'administration tous les moyens d'imposer, d'organiser et de pratiquer le contrôle à tous les échelons et sanctionnant les résultats du contrôle: c'est l'organisation qui a été analysée ci-dessus.

En exécution de l'article 3 de la loi du 17 août 1948, est intervenu un décret n° 49-426, en date du 25 mars 1949, tendant à renforcer le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale. Il a été précédé d'un long rapport au président du conseil des ministres reproduit *in extenso* dans le rapport de M. Moisan à l'Assemblée nationale (A. N. n° 7762).

Le rapport qui précède le décret, après avoir passé en revue les activités et les dépenses des organismes de sécurité sociale sujets à contrôle, donne un tableau très complet de l'organisation actuelle du contrôle de l'Etat sur ces organismes, organisation dont on a plus haut indiqué les grandes lignes. Il énumère enfin les lacunes de cette organisation et les remèdes envisagés.

Ces remèdes consistent notamment dans les dispositions, objet propre du décret, dont voici le texte:

« Art. 1er. — Les organismes de sécurité sociale sont soumis, sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires qui les régissent, aux mesures de contrôle prévues par le présent décret.

« Les dispositions du présent décret sont applicables à tous les organismes de droit privé jouissant de la personnalité civile ou de l'autonomie financière et assurant, en tout ou partie, la gestion d'un régime légalement obligatoire d'assurance contre la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles ou de prestations familiales, ainsi qu'aux unions ou fédérations desdits organismes. »

« Art. 2. — Tout organisme de sécurité sociale est tenu d'avoir un directeur et un agent comptable dont la désignation est soumise à l'agrément du ministre compétent ainsi que, en ce qui concerne l'agent comptable, du ministre des finances. »

« Art. 3. — Si les frais de gestion d'un organisme de sécurité sociale dépassent, pendant une période d'un trimestre, les limites fixées par un arrêté du ministre compétent, le conseil d'administration de cet organisme, tant que les frais de gestion n'auront pas été égaux ou inférieurs auxdites limites pendant un exercice entier, est tenu d'établir un budget administratif pour la durée de l'exercice restant à courir, ainsi que pour chacun des exercices ultérieurs.

« Ce budget est soumis pour approbation au ministre compétent ou à l'autorité déléguée par lui à cette fin qui peut y apporter les modifications nécessaires et, le cas échéant, fixer d'office les dépenses autorisées.

« Le budget administratif ainsi approuvé ou fixé est limitatif. L'agent comptable est tenu, sous sa responsabilité, de refuser le payement de toutes dépenses non régulièrement autorisées.

« Les dispositions du présent article peuvent être étendues par décret à toutes catégories de dépenses, à l'exception des dépenses de prestations légalement obligatoires.

« Art. 4. — Toute institution privée, œuvre ou groupement qui a reçu ou sollicité de la part d'un organisme de sécurité sociale des subventions ou des prêts, soit supérieurs à un million de francs au cours d'un même exercice, soit représentant plus d'un tiers de ses ressources annuelles ou de son actif, peut faire l'objet de contrôles sur place par les autorités et services chargés du contrôle desdits organismes.

« Un arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique et de la population déterminera les mesures nécessaires pour coordonner les contrôles exercés en vertu de l'alinéa précédent avec le contrôle appartenant éventuellement sur les institutions, œuvres ou groupements intéressés, aux services du ministère de la santé publique et de la population. »

Ce décret, même avant sa publication, avait soulevé de vives protestations parmi les organismes de sécurité sociale. Appelé, conformément à la loi, à donner son avis sur le projet de décret, le conseil supérieur de la sécurité sociale se prononça à la majorité dans un sens défavorable. Le projet fut d'ailleurs amendé à la suite de cet avis.

Quelques jours après la publication du décret, M. Viatte et les membres du groupe du mouvement républicain populaire déposèrent à l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à en préciser les dispositions.

C'est sur cette proposition, adoptée après quelques modifications par l'Assemblée nationale dans sa séance du 13 juillet 1949, que le Conseil de la République est appelé à son tour à se prononcer.

Il est, d'autre part, saisi d'un projet de loi tendant à étendre le contrôle de la cour des comptes sur les organismes de sécurité sociale. Ce projet, déposé, par le Gouvernement

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6963, 7662 et in-8° 1954; Conseil de la République, n° 641 (année 1949).

le 21 janvier 1949, rentre, comme le décret du 25 mars 1949, dans l'ensemble des mesures de renforcement du contrôle prévues par la loi du 17 août 1948: de par le statut de la cour des comptes, l'extension des pouvoirs de cette haute juridiction nécessite une loi.

Le principe même du contrôle de la gestion des organismes de sécurité sociale n'est pas réellement contesté. Il convient néanmoins pour apprécier exactement la proposition de loi de préciser les fondements du contrôle, le but qui le légitime, mais aussi les limites qu'il ne doit pas dépasser.

Le statut de la mutualité auquel la loi du 9 avril 1930, instituant les assurances sociales, a emprunté le cadre juridique des caisses, contenait déjà l'embryon des mesures de contrôle auxquelles celles-ci ont été soumises par des décrets successifs.

L'ordonnance du 4 octobre 1945, en supprimant le libre choix de la caisse des assurés, éloignait les organismes de sécurité sociale de la conception mutualiste, mais dans le sens d'un renforcement du contrôle de l'Etat, contrepartie de tout monopole, quel qu'il soit.

La sécurité sociale est devenue un service public, en fait un des plus considérables de tous, non seulement par son objet qui est de pourvoir, par des moyens collectifs, à des besoins essentiels des personnes, mais encore par le volume de son financement.

Quelque conception théorique que l'on ait des cotisations et des prestations de sécurité sociale, il n'est pas contestable que le prélèvement ainsi effectué sur le fond de roulement national est par sa masse même de nature à exercer une répercussion sur le fonctionnement de l'économie nationale. Mais le point de vue des employeurs, responsables des prix de revient, n'est pas seul en cause. On oublie trop souvent que les assurés sont intéressés plus encore à une gestion aussi économique que possible de la sécurité sociale: si les cotisations payées en l'acquit ou à raison du travail des assurés peuvent être considérées comme un revenu différé, la distraction d'une fraction du revenu gagné, ainsi opérée pour une utilisation ultérieure, réduit dans le présent le pouvoir d'achat de l'assuré. Cette observation est loin d'être faite pour contester le bien-fondé de cette retenue; elle justifie, dans l'intérêt des travailleurs, l'obligation de la plus stricte économie dans l'emploi qui en est fait, afin que les restrictions imposées au pouvoir d'achat présent aient leur maximum d'effet utile et que notamment les prestations assurées ne risquent pas d'être compromises par une rupture de l'équilibre financier de l'institution.

On remarquera que, si on devait apprécier la façon dont les caisses sont gérées en fonction des résultats financiers, ceux-ci révéleraient entre les caisses un très inégal comportement à l'égard des règles d'une stricte économie: certaines, la plupart, équilibrent recettes et dépenses, quelques-unes ont un excédent de recettes. Le déficit est le fait de quelques-unes seulement, mais il est nuisible à toutes. Assurer l'équilibre, dans l'intérêt des intéressés, et empêcher ces inégalités, tel est le véritable but auquel doit répondre le contrôle des organismes de sécurité sociale.

L'observation qui précède s'applique particulièrement aux dépenses administratives, objet principal du décret du 25 mars 1949. En 1948, alors que le taux réglementaire des frais de gestion (8 p. 100 des cotisations ventilées et 0,50 p. 100 des cotisations encaissées) correspondait sensiblement à 9,24 p. 100 des cotisations attribuées et pouvait être porté à 10 p. 100 par arrêté ministériel, la moyenne nationale des dépenses de gestion des caisses primaires a été de 10,33 p. 100, les caisses s'étageant entre 4,82 et 17,57 p. 100 et même, en un cas, 32,16 p. 100.

Un contrôle bien organisé est, pour les administrateurs des organismes de sécurité sociale, eux-mêmes, une garantie pour leur propre responsabilité. Cette garantie est d'autant plus nécessaire que la complexité du fonctionnement de l'organisme dont ils sont responsables, multiplie davantage les risques d'erreurs ou d'abus qui, dans une pareille matière, peuvent d'ailleurs souvent n'être imputables qu'à des intentions généreuses.

Mais il existe une limite que le contrôle ne doit pas dépasser dans ses prescriptions: c'est celle au delà de laquelle il constitue une immixtion dans la gestion, telle que l'autorité des contrôleurs se substitue à celle des administrateurs contrôlés qui ne disposent plus de la liberté d'action nécessaire à l'exercice de leur mandat. C'est ce que les auteurs de la proposition de loi appellent justement « l'éviction pratique du conseil élu au profit de l'administration » et ce qui est à la base de leur proposition.

Les débats engagés dans d'autres domaines révèlent que, malgré les déclarations de principe en faveur de la décentralisation administrative, cette tendance existe souvent dans les administrations centrales.

Même si la limite d'un contrôle normal n'est pas dépassée, on doit observer encore que, dans toute la mesure où le contrôle dégage logiquement la responsabilité des administrateurs contrôlés, il engage celle de l'administration qui est investie du pouvoir de contrôle.

L'organisation du contrôle de la sécurité sociale, telle qu'elle existe actuellement, met à la disposition de l'administration des moyens d'action tels que sa propre responsabilité est engagée dans le fonctionnement de la sécurité sociale au moins autant que celle des administrateurs de caisse qui, dans leur ensemble, font preuve d'une haute conscience dans l'accomplissement de leur mandat. Ainsi, il serait inadmissible que le conseil d'administration d'une caisse fût frappé de sanctions à raison de l'exécution de mesures, décidées par des délibérations régulièrement prises, qui n'ont fait l'objet, dans le délai réglementaire prévu, d'aucune observation de l'administration.

Cette responsabilité de l'administration avait été expressément relevée devant le Conseil de la République au cours de la discussion sur l'article 3 du projet devenu la loi du 17 août 1948.

Il résulte de ces observations générales que, sans rejeter le contrôle, ni revenir sur l'opportunité d'un renforcement du contrôle admis par la loi du 17 août 1948, il y avait lieu, comme l'ont demandé les auteurs de la proposition de loi, d'examiner si les innovations du décret ne vont pas au delà de ce qu'exige et de ce qu'autorise normalement le contrôle.

En abordant l'examen de la proposition de loi, on doit signaler que, indépendamment des questions de fond qui en sont l'objet, elle soulève une question de procédure législative posée par le fait qu'elle vise à modifier un décret par une loi. Cette question sera plus logiquement examinée après la détermination des modifications à apporter au décret.

Champ d'application.

La proposition de loi n'apportait à la rédaction de l'article 1er du décret qu'une modification de forme portant sur la définition des organismes visés.

La commission du travail de l'Assemblée nationale, à juste titre, a estimé les termes du décret préférables comme donnant une définition plus précise.

Elle a, en outre, pris l'initiative d'une adjonction à l'article 1er, consistant dans une disposition écartant de l'application du décret modifié par la loi, d'une part, les organismes créés par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, c'est-à-dire les caisses d'assurance-vieillesse des non salariés, d'autre part, les organismes de mutualité sociale agricole. La proposition de loi initiale ne prévoyait d'ailleurs pas son application de plein droit aux organismes de la loi du 17 janvier 1948 puisqu'elle envisageait une consultation des intéressés en vue de décisions à prendre ultérieurement.

Le motif invoqué à l'appui de cette exclusion est en réalité le même dans les deux cas.

En ce qui concerne les caisses créées en exécution de la loi du 17 janvier 1948, on invoquait le fait qu'elles ont été très récemment mises en place et la considération qu'il n'y a pas lieu de décourager à leur début les nouveaux administrateurs. Il est juste, en effet, de tenir compte des difficultés qu'a rencontrées l'extension de la sécurité sociale aux milieux desquels ces caisses sont destinées; il est à craindre que ces difficultés n'aient pas totalement disparu du seul fait du régime spécial organisé par la loi du 17 février 1948. Au surplus, les dispositions de l'article 3 du décret relatives au budget administratif, auraient nécessité sans doute des accommodements pendant la période de rodage où les effectifs seront incertains et où la caisse aura à supporter des frais de premier établissement.

Pour exempter la mutualité sociale agricole, la commission de l'Assemblée nationale faisait observer — ce qui est exact en fait — que les gouvernements successifs ont à plusieurs reprises pris l'engagement de ne rien modifier au fonctionnement de ses organismes aussi longtemps que le statut de la mutualité agricole, objet de la loi du 8 juin 1949, est encore en préparation, en exécution des arrêtés du 13 juin et du 1er septembre. Le même raisonnement s'applique aux élus agricoles de demain qu'aux administrateurs provisoires des caisses d'assurance-vieillesse des non salariés.

Devant l'Assemblée nationale, la position ainsi prise par la commission du travail n'a été discutée qu'en ce qui concerne les caisses d'assurance-vieillesse des non salariés.

Quel que soit le fondement théorique du contrôle, même si on estimait que, en principe, il devrait s'appliquer à ces deux catégories d'organismes comme aux autres, il y a lieu, pour le Conseil de la République, de se rallier aux raisons d'opportunités qui ont entraîné la décision de l'Assemblée nationale. On doit éviter de compromettre, dans les milieux en cause, par toutes mesures pouvant paraître trop rigoureuses, l'acclimatation de la sécurité sociale, alors surtout que les mesures de contrôle déjà existantes donnent à l'administration des moyens d'action qui constituent de sérieuses garanties.

Au surplus, aux considérations développées devant l'Assemblée nationale, il s'en ajoute une autre qui ne peut être négligée. L'organisation de l'assurance-vieillesse des non salariés, qualifiée d'autonome par la loi du 17 janvier 1948 elle-même, comporte, au sujet de l'équilibre financier, des règles impératives que l'on ne retrouve pas pour les caisses de salariés. L'article 13 dispose que « le taux des cotisations doit être calculé de façon que le montant des cotisations puisse couvrir en même temps les frais et allocations de l'année courante et, le cas échéant, le déficit de l'année précédente A défaut d'équilibre entre les dépenses et les recettes, les versements incombant à une caisse peuvent être partiellement suspendus par décret pris en conseil des ministres. » Ces dispositions sont certainement plus rigoureuses que les mesures de contrôle instituées par le décret du 25 mars 1949: la loi du 17 janvier 1948 prévoit elle-même une responsabilité très effective, sanctionnée par une réduction éventuelle des prestations.

Dispositions relatives à l'agrément du directeur et de l'agent comptable.

La proposition de loi déposée par M. Viatte ne comportait aucune modification du texte de l'article 2 du décret qui dispose que « tout organisme de sécurité sociale est tenu d'avoir un directeur et un agent comptable dont la désignation est soumise à l'agrément du ministre compétent, ainsi que, en ce qui concerne l'agent comptable, du ministère des finances ».

La commission du travail de l'Assemblée nationale s'est déclarée elle aussi d'accord avec le décret sur ce point, motif pris de ce que « ces dispositions, qui généralisent celles prévues à l'article 8 du décret du 8 juin 1946, ne peuvent soulever d'objections ».

Etant donné la solution qu'elle a adoptée pour le problème de procédure législative qui se posait et qui sera exposé plus loin, elle a inséré le texte de l'article 2 du décret du 25 mars 1949 dans la proposition de loi dont il devenait l'article 2.

Le décret du 25 mars 1949 donnait à l'application de la règle de l'article 8 du R. A. P. du 8 juin 1949, l'extension la plus générale

Mais l'Assemblée nationale a expressément exclu, on l'a vu, de l'application des dispositions contenues dans la proposition de loi et la mutualité sociale agricole et les caisses de la loi du 17 janvier 1948. En vertu des principes généraux de l'interprétation des textes légaux, l'article 2 ne leur est pas applicable, et c'est sans doute ainsi que l'a entendu l'Assemblée nationale.

L'agrément des directeurs et des agents comptables des caisses primaires et des caisses régionales de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, est exigé par le règlement d'administration publique du 8 juin 1946. Malgré l'exemption admise en faveur des caisses-vieillesse des non-salariés et de la mutualité sociale agricole, l'article 2 conserve cependant encore une raison d'être: il s'appliquera en effet aux régimes dits spéciaux. C'est avec cette acceptation que votre commission du travail vous propose le maintien de l'article 2.

Budget administratif.

L'Institution d'un budget administratif est l'objet principal du décret du 25 mars 1949.

La proposition de loi, telle qu'elle était formulée et qu'elle a été adoptée avec une légère modification par l'Assemblée nationale, laisse subsister les lignes générales de l'article 3 dont la disposition essentielle est l'obligation pour le conseil d'administration, dans certains cas qu'il détermine, d'établir un budget administratif soumis au ministre compétent qui peut y apporter les modifications nécessaires.

La force même des choses ne permet pas aux caisses de sécurité sociale l'établissement d'un budget des prestations: la nature et le montant de celles-ci sont déterminées par la loi et les règlement; leur volume annuel dépend de l'évolution des risques individuels au cours de l'année.

L'établissement d'un budget administratif portant sur les dépenses d'administration proprement dites est possible. En fait, les caisses de sécurité sociale en établissent, mais certains résultats montrent qu'il n'est pas toujours établi ou du moins exécuté avec toutes les précisions et la rigueur qui en sont la règle théorique. Une circulaire ministérielle du 4 octobre 1949 vient d'ailleurs de rappeler aux présidents des conseils d'administration que les dépenses de gestion doivent faire l'objet de prévisions de dépenses annuelles établies par les conseils d'administration suivant des modèles conformes.

Le budget administratif des caisses de sécurité sociale présente cette particularité que le budget des recettes s'établit automatiquement de lui-même. Les recettes consistent dans une part attribuée aux caisses sur le montant des cotisations suivant un pourcentage établi par rapport aux cotisations: ce pourcentage constitue un maximum dans le cadre duquel les dépenses d'administration peuvent être régulièrement engagées. En fait, comme on l'a noté plus haut, ce maximum est dépassé trop fréquemment pour ne pas attirer légitimement l'attention de l'administration, d'autant plus que c'est un point qui est particulièrement visé dans les critiques de l'opinion publique. Le fait n'est, d'ailleurs, pas général et les dépassements, on l'a vu, sont de proportion très inégale, de sorte qu'une trop grande tolérance à leur égard conservera une inégalité aux dépens des caisses qui s'imposent les restrictions nécessaires pour éviter ces dépassements.

On doit donc accepter le principe de l'article 3 du décret, en ce qu'il impose des règles plus rigoureuses aux caisses qui ont pris la liberté de dépasser le maximum autorisé des frais de gestion.

La proposition de loi y apporte cependant des redressements qui doivent être approuvés:

a) Détermination de la période à considérer pour l'appréciation des frais de gestion:

Dans le décret, cette période est fixée à un trimestre. Il n'est pas besoin des longs développements qu'on peut lire à ce sujet dans l'exposé des motifs de la proposition de loi et dans le rapport à l'Assemblée nationale pour reconnaître que cette période est exagérément restreinte.

L'expérience administrative démontre que les dépenses d'administration sont normalement réparties de façon inégale au cours de l'année. Un budget est normalement établi pour un exercice annuel; c'est d'après le compte annuel qu'on doit apprécier si, et dans quelle mesure, le plafond des frais de gestion a été dépassé. On a, d'ailleurs, peine à se représenter comment les dépenses pourraient être isolées, à l'intérieur d'un exercice annuel, avec assez de précision pour qu'apparaisse justifié l'assujettissement de la caisse à un régime d'exception à raison d'un déplacement trimestriel.

C'est à bon droit que, comme le demandaient les auteurs de la proposition de loi, la notion de trimestre a été remplacée par celle d'exercice.

b) Détermination du montant autorisé des frais de gestion:

L'exposé des motifs de la proposition de loi et le rapport à l'Assemblée nationale critiquent le système du barème unique (en pourcentage des cotisations) appliqué à toutes les caisses, alors que « la situation réelle de chaque caisse ne peut être établie que compte tenu des caractéristiques qui lui sont propres » (situation démographique, salaire moyen de la caisse, distribution des locaux, etc.).

La proposition de loi, dans son texte initial et dans celui qui a été voté par l'Assemblée nationale, exige que les arrêtés prévus pour la détermination des frais de gestion ne soient pris qu'après consultation obligatoire des organismes compétents: conseil supérieur de la sécurité sociale, commission supérieure des allocations familiales, d'une part, groupements de caisses, d'autre part.

Les arrêtés prévus à l'article 3 ne peuvent être que des arrêtés généraux et non des arrêtés particuliers à chaque caisse. Ils doivent, d'ailleurs, comporter assez de souplesse pour tenir compte, dans toute la mesure possible, des différences de situation existant dans la réalité. Tel est le sens dans lequel l'article 3 doit être entendu. Il conviendrait de le préciser en ajoutant après les mots: « ministre compétent », les mots: fixant les bases de calcul de ces frais.

C'est d'ailleurs en ce sens qu'a été orienté l'examen de la question des frais de gestion par le conseil supérieur de la sécurité sociale dans sa séance du 27 juin 1949.

Pour bien marquer l'importance attachée aux dispositions des arrêtés sur les frais de gestion, il y a lieu comme l'a fait la proposition de loi de réparer l'omission faite dans le texte du décret, en rappelant l'obligation, résultant déjà des textes généraux, de la consultation préalable du conseil supérieur de la sécurité sociale et de la commission supérieure des allocations familiales.

La proposition de loi y ajoutait « les groupements de caisses intéressées ».

Ce libellé manque de la précision qui s'impose dans un texte légal. D'autre part, si on vise les fédérations des caisses d'assurances sociales et de caisses d'allocations familiales, il convient d'observer que ces fédérations sont déjà représentées dans le conseil supérieur de la sécurité sociale et la commission supérieure des allocations familiales. Une consultation spéciale semble être d'une utilité peu justifiée. Aussi convient-il de la supprimer pour alléger la procédure.

c) Détermination des modifications que le ministre peut apporter au budget administratif établi par la caisse dans le cas où celle-ci est tenue de soumettre à l'approbation ministérielle un budget administratif:

La proposition de loi prévoit que le ministre doit éventuellement tenir compte des conventions collectives et des autres engagements contractuels précédemment autorisés. Bien que cette obligation aille de droit, il convient de la préciser.

d) Responsabilité de l'agent comptable:

Le décret stipule, dans son troisième alinéa, que le budget administratif, tel qu'il a été approuvé et fixé par le ministre « est limitatif ». L'agent comptable est tenu sous sa responsabilité de refuser le payement de dépenses non régulièrement autorisées.

Cette disposition, d'après ses termes mêmes, ne vise que les situations dans lesquelles la caisse, à raison du dépassement dûment constaté des frais de gestion, a été soumise à l'obligation d'un budget administratif approuvé.

Mais même ainsi limitée, elle doit être écartée comme présentant un caractère exorbitant. Elle est contraire au principe de la hiérarchie, principe essentiel au bon fonctionnement de tout organisme.

L'agent comptable est, en effet, un préposé, soumis dans l'organisation réglementaire des caisses, à l'autorité du conseil d'administration et du directeur. Il n'est pas assimilable aux receveurs municipaux et aux trésoriers payeurs généraux qui sont des contrôleurs en même temps que des payeurs.

D'après la circulaire n° 100 SS du 22 mars 1948, l'agent comptable est tenu, avant de procéder au payement des dépenses mandatées par le directeur ou son délégué, de s'assurer de la régularité des mandats. S'il conteste cette régularité « il ne peut être contraint d'exécuter les ordres que dans les conditions prévues à l'article 8 du décret du 29 octobre 1947, c'est-à-dire sur réquisition du directeur de la caisse ».

Cette procédure respecte la hiérarchie et situe exactement les responsabilités.

L'assujettissement de la caisse à l'établissement d'un budget administratif, soumis à l'approbation même ministérielle, ne postule en aucune manière l'atteinte à la hiérarchie prévue par le décret.

e) Extension de l'application de l'article 3 du décret à toutes catégories de dépenses:

Le décret du 25 mars 1949 ne s'applique en principe qu'aux dépenses d'administration. L'alinéa final de l'article 3 prévoit son extensibilité à toutes catégories de dépenses à l'exception des dépenses des prestations légalement obligatoires.

La proposition de loi comporte la suppression de cet alinéa.

Les seules ou du moins les principales dépenses, autres que les dépenses administratives qui puissent être envisagées dans cet alinéa, sont les dépenses d'action sanitaire et sociale.

Or, le montant des sommes disponibles pour cette affectation est déterminé d'avance par un arrêté ministériel. L'engagement des dépenses est lui-même soumis à des formalités exceptionnelles qui font intervenir le comité régional d'action sanitaire et sociale. Le dépassement des dépenses suppose qu'il a été passé outre à ces formalités. Il engagerait gravement la responsabilité de ses auteurs et les exposerait à des sanctions. Mais on conçoit mal qu'il puisse être imposé à la caisse, par un budget soumis à approbation, une détermination plus précise des fonds affectés à l'action sanitaire et sociale que celle qui existe déjà de plein droit.

L'article 3 de la proposition de loi modifiant le décret, comme il vient d'être indiqué, a été adopté sans discussion par l'Assemblée nationale.

Votre commission ne propose d'apporter au texte de l'Assemblée nationale que des précisions de rédaction et une très légère modification par suppression dans le premier alinéa des mots « du groupement des caisses intéressées ».

Contrôle d'institutions privées subventionnées.

Le décret du 25 mars 1949 assujettissait au contrôle les institutions privées recevant d'organismes de sécurité sociale des subventions ou des prêts supérieurs à un million de francs au cours de l'exercice ou représentant plus d'un tiers des ressources actuelles ou de l'actif de l'institution.

La proposition de loi, modifiant le décret, exceptait du contrôle les institutions privés ayant passé avec un organisme de sécurité sociale une convention pour rémunération de services rendus aux assurés sociaux, et elle substituait au minimum figurant dans le texte du décret le chiffre de cinq millions et la proportion de moitié.

La commission du travail de l'Assemblée nationale est allée plus loin. Elle a proposé la suppresion de l'article et elle a été suivie par l'Assemblée, après une discussion qui a renforcé l'augmentation de la commission.

Celle-ci était d'ordre strictement juridique.

Deux arguments étaient invoqués:

a) L'article 4 du décret du 25 mars 1949, comme les autres dispositions de ce décret, a été pris dans le cadre des pouvoirs accordés au Gouvernement par la loi du 17 août 1948.

Or, si cette loi, dans ses articles 3 et 7, vise les organismes de sécurité sociale, le Gouvernement excéderait les limites de sa compétence, en étendant l'application des mesures exceptionnellement autorisées par la loi aux organismes qui bénéficient du concours de la sécurité sociale.

b) Les institutions privées visées par l'article 4 du décret ont elles-mêmes un statut juridique qui, de quelque forme qu'il soit revêtu, résulte d'une loi: lois de 1901 pour

les associations, de 1884, modifiée en 1920, pour les syndicats, de 1867 et autres pour les sociétés. Ces différentes législations définissent la capacité juridique de l'institution et les limites qui peuvent y être apportées. Il serait exorbitant que, par un décret, pris en vertu d'une loi, qui certainement ne visait ni directement, ni indirectement des institutions autres que les organismes de sécurité sociale, ce statut fût modifié.

Le rapport à la commission du travail de l'Assemblée nationale fait justement remarquer que, si des associations subventionnées par l'Etat ont pu dans certaines conditions, être assujetties à un contrôle, cet assujettissement était basé sur les dispositions de la loi du 14 janvier 1933 relative aux associations déclarées.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale reconnaît toute la valeur de cette argumentation.

Aussi se refuse-t-elle, avec l'Assemblée nationale, à admettre que le bénéfice d'une subvention d'une importance déterminée provenant de la sécurité sociale entraîne l'assujettissement de l'institution privée qui la reçoit à un contrôle général de l'administration sur son fonctionnement.

Mais, se rendant aux observations qui lui ont été présentées par M. le ministre du travail, dans la limite même où elle lui paraissait justifiées, votre commission admet que le contrôle puisse être exercé sur l'emploi de la subvention et sur lui seul.

La commission considère que le recours aux services d'organismes privés, surtout des organismes déjà existants, pour tout ce qui se rattache à l'équipement sanitaire et social, est, de la part des caisses de sécurité sociale, un mode normal d'assurer des services de cet ordre à leurs ressortissants, préférable même, comme l'a remarqué M. Viatte au cours de la discussion à l'Assemblée nationale, à la création d'œuvres nouvelles. Mais, dans cet esprit même, votre commission a estimé que l'emploi des fonds de la sécurité sociale par l'intermédiaire d'œuvres privées ne doit pas les faire échapper au contrôle de l'administration dont le principe général est admis.

La commission a apporté une attention particulière aux conditions dans lesquelles ce contrôle devra être exercé, en liaison avec celui que les services du ministère de la santé et de la population exercent, en vertu de la législation existante, sur les œuvres privées subventionnées par l'Etat.

La commission propose donc d'insérer, dans la loi, le texte de l'article 4 du décret du 25 mars 1949, en ajoutant au premier alinéa les mots: « en ce qui concerne l'emploi desdits prêts ou subventionée ».

Cette addition doit être considérée comme ayant un caractère limitatif, dans le sens des motifs invoqués à l'appui du rétablissement de l'article.

La proposition de loi, q i a saisi le Parlement, se présentait dans son dispositif, sous la forme de modifications apportées au texte du décret du 25 mars 1949 qui subsistait en certaines de ses dispositions.

Un texte, qu'il soit un décret ou une loi, ne peut normalement être modifié que par l'autorité de qui il émane.

Si les dispositions qui viennent d'être examinées sont par elles-mêmes de la compétence du pouvoir réglementaire, leur modification est aussi de sa compétence.

La dérogation qui vous est proposée à cette répartition des compétences se justifie en une certaine mesure par la nature spéciale des dispositions prises en vertu de la loi du 17 août 1948. D'autre part et surtout, s'il y a désaccord, dans une matière, entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire, la hiérarchie exige que l'autorité du pouvoir législatif prévale.

Mais un texte ne peut émaner pour partie du pouvoir législatif et pour d'autres parties du pouvoir réglementaire. Si le pouvoir législatif se saisit, il doit substituer une loi au décret. C'est ce qui a été fait par l'Assemblée nationale, laquelle a modifié sur ce point la présentation de la proposition de loi, en abrogeant totalement le décret.

Votre rapporteur, tout en étant très formel sur les propositions qu'il vous transmet au nom de votre commission du travail et de la sécurité sociale, ne peut s'empêcher d'exprimer le regret que les circonstances obligent le Parlement, pour qu'il puisse imposer sa volonté, à insérer dans une loi des dispositions qui, de par leur nature même, ne devraient faire l'objet que d'un décret. C'est notamment ce cas de l'article 2 qui figure déjà, avec un champ d'application à peine moins étendu, dans un règlement d'administration publique, à l'intérieur duquel ni sa place ni sa teneur ne sont discutées.

C'est sous le bénéfice de ces observations que votre commission du travail et de la sécurité sociale vous propose, mesdames, messieurs, d'adopter la proposition de loi ainsi amendée:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Les organismes de sécurité sociale sont soumis, sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires qui les régissent, aux mesures de contrôle prévues par la présente loi.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous les organismes de droit privé jouissant de la personnalité civile ou de l'autonomie financière et assurant, en tout ou en partie, la gestion d'un régime légalement obligatoire d'assurance contre la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles ou de prestations familiales, ainsi qu'aux unions ou fédérations desdits organismes, à l'exclusion des organismes créés par la loi n° 46-101 du 17 janvier 1946 et des organismes de mutualité sociale agricole.

Art. 2. — Tout organisme de sécurité sociale est tenu d'avoir un directeur et un agent comptable, dont la désignation est soumise à l'agrément du ministre compétent ainsi que, en ce qui concerne l'agent comptable, du ministre des finances.

Art. 3. — Si les frais de gestion d'un organisme de sécurité sociale dépassent, pendant une période d'un an, les limites déterminées par un arrêté du ministre compétent fixant les bases de calcul de ces frais, pris après consultation du conseil supérieur de la sécurité sociale ou de la commission supérieure des allocations familiales, le conseil d'administration de cet organisme est tenu d'établir un budget administratif pour l'exercice suivant, ainsi que pour chacun des exercices ultérieurs, tant que les frais de gestion n'auront pas été égaux ou inférieurs auxdites limites.

Ce budget est soumis pour approbation au ministre compétent, ou à l'autorité déléguée par lui à cette fin, qui peut y apporter les modifications nécessaires, compte tenu des conventions collectives existantes et des autres engagements contractuels qui ont été précédemment autorisés et, le cas échéant, fixer d'office les dépenses autorisées.

Le budget administratif ainsi approuvé ou fixé est limitatif. L'agent comptable est tenu, sous sa responsabilité, de refuser le payement de toutes dépenses non régulièrement autorisée par le conseil d'administration.

Art. 3 *bis* (nouveau). — Toute institution privée, œuvre ou groupement qui a reçu ou sollicité de la part d'un organisme de sécurité sociale, des subventions ou des prêts, soit supérieurs à un million de francs au cours d'un même exercice, soit représentant plus d'un tiers de ses ressources annuelles ou de son actif, peut faire l'objet, en ce qui concerne l'emploi desdits prêts ou subventions, de contrôles sur place par les autorités et services chargés du contrôle desdits organismes.

Un arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale et du ministre de la santé publique et de la population déterminera les mesures nécessaires pour coordonner les contrôles exercés en vertu de l'alinéa précédent avec le contrôle appartenant éventuellement sur les institutions, œuvres ou groupements intéressés, aux services du ministre de la santé publique et de la population.

Art. 4. — Le décret n° 49-426 du 25 mars 1949 est abrogé.

ANNEXE N° 825

(Session 1949. — Séance du 24 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **reviser** sa **politique laitière** en matière de prix et à **rendre** immédiatement la **liberté** au marché des **fromages de garde** présentée par MM. Saint-Cyr, Dulin, Gouinaud, Bénigne Fournier, de Pontbriand, Naveau et les membres de la Commission de l'agriculture, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, à la date du 15 avril 1949, le Gouvernement a supprimé tout rationnement pour le lait et les produits laitiers; il a en même temps libéré le producteur de toute imposition et il a rétabli, en fait, la liberté du commerce; mais il a en même temps maintenu la taxation, la fixation des prix par voie d'autorité.

Une telle politique qui avait, par ailleurs, ses justifications ne pouvait manquer d'être soumise à des aléas, voire à des échecs, dans la mesure où les conditions atmosphériques pouvaient amener, soit la surabondance, soit la pénurie.

Nous avons, en effet, constaté depuis le 15 avril plusieurs échecs de la taxation: en sens inverse, nous avons assisté en mai et juin, à une chute du prix du beurre en dessous du prix fixé et, au contraire, à partir de juillet, un dépassement de la taxe, soit pour les beurres, soit pour les fromages.

Mais c'est dans la commercialisation des fromages de garde que se sont produits les plus graves incidents, en particulier dans la région de production en gruyère.

Dès juillet, une véritable spéculation s'installait dans les départements de l'Est, des trafiquants offraient aux producteurs des prix très supérieurs à la taxe et revendaient les fromages au marché noir à des prix exorbitants.

La situation, sans cesse aggravée par la sécheresse, qui provoquait une diminution très sensible de la production laitière, devenait impossible pour les coopératives d'affinage et les professionnels honnêtes désireux de rester dans la légalité.

A diverses reprises, coopérateurs et professionnels demandèrent instamment au Gouvernement de mettre fin à une telle situation en rendant la liberté au marché des fromages de garde. Ces objurgations étant restées sans résultats, les intéressés décidèrent, en octobre 1949, de facturer leurs produits au prix réel considérant que le système des soultes était immoral.

Des incidents très pénibles ont suivi; coopérateurs et industriels sont actuellement poursuivis pour hausse illicite et un très grave émoi règne dans les régions de production.

Nous pensons qu'une telle situation ne peut se prolonger davantage; il est possible et il est facile d'emprisonner des hommes; il est difficile de croire que la solution du problème soit là, surtout quand on considère qu'un certain nombre de prévenus sont des coopérateurs, qui se préoccupent, avant tout, de sauvegarder une organisation dont ils sont fiers parce qu'elle les libère des spéculations dont ils ont trop souffert dans le passé et parce qu'elle leur apparaît indispensable pour faire face aux nécessités de demain.

Certes, il est grave que la loi puisse être battue en brèche; mais encore faut-il que les pouvoirs publics n'exigent le respect que des décisions qui soient logiques et qu'ils sont en mesure de faire appliquer.

Or, après six mois d'expérience, il apparaît incontestable que dans un régime de liberté commerciale, la taxation des produits de transformation du lait ne peut être garantie ni contre la baisse dans l'abondance, ni contre la hausse dans la pénurie, à moins que les pouvoirs publics mettent en œuvre un appareil coercitif considérable qu'ils ne possèdent plus et dont, au surplus, personne ne souhaite la réinstallation.

Est-ce à dire qu'il faille abandonner le marché des produits laitiers à la pleine liberté sans surveillance et sans orientation? Evidemment non.

Nous pensons que doit subsister la notion de prix de revient du lait dans le cadre du décret du 23 février 1918 et que le prix maximum du lait à la consommation devrait continuer à être taxé sur ces bases pour les périodes d'été et d'hiver.

Et c'est autour de ce prix optimum que se développerait la politique laitière du Gouvernement pour limiter le plus possible les variations des prix des produits de transformation du lait: beurres et fromages.

Les moyens d'équilibrer les prix de ces produits sont connus de tous: en cas de surproduction ou de baisse, stockage des produits laitiers et exportations; devant la pénurie et la hausse, libération des stocks et importations.

Une telle politique conforme à l'intérêt général du pays suppose, évidemment, la mise à la disposition des organisations professionnelles des crédits et de l'équipement frigorifique nécessaires.

Telles sont, à la lumière de l'expérience toute récente, les mesures qui nous paraissent indispensables pour donner à la production laitière française la stabilité et les garanties susceptibles d'assurer, à la fois la sauvegarde des intérêts des consommateurs et les moyens d'existence de plusieurs millions de foyers ruraux et de contribuer grandement à la restauration de l'économie française.

Mais nous pensons qu'il importe, tout d'abord, pour mettre fin à des incidents qui n'ont que trop duré, de rendre immédiatement la liberté des prix au marché des fromages de garde.

Nous souhaitons, également, que dans un esprit d'apaisement, le Gouvernement mette fin aux poursuites engagées contre les professionnels (coopérateurs ou industriels patentés) dont les délits sont postérieurs au 1er juillet 1949.

C'est dans ces conditions que nous vous proposons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à réviser sa politique laitière en matière de prix et à rendre immédiatement la liberté au marché des fromages de garde.

ANNEXE N° 826

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement: 1° à **reconduire** pour le 4e trimestre 1949 et le 1er trimestre 1950 l'**allocation temporaire** aux **vieux** instituée par la loi du 13 septembre 1946; 2° à saisir le Parlement avant le 31 janvier 1950 d'un projet de loi tendant à **régler définitivement** le **problème** de l'**allocation** de **vieillesse** dans les conditions prévues par les articles 5 et 6 de la loi n° 49-922 du 13 juillet 1949, présentée par MM. Méric et Boulangé et les membres du groupe socialiste, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 13 septembre 1946, instituant l'allocation temporaire aux vieux, traduisait le souci du Parlement et du Gouvernement de remédier à la condition précaire de toute une couche de la population, en l'espèce les personnes âgées de plus de 65 ans, ou de 60 ans suivant les cas, dont les ressources insuffisantes sont très éloignées du minimum vital.

Une telle allocation, comme le précisait sa définition même, ne possède qu'un caractère temporaire, puisque doivent être créés des organismes définitifs, des caisses destinées à servir des allocations de vieillesse, dans le cadre des organisations autonomes prévues en particulier par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées.

La mise en place de ces nouveaux organismes s'étant avérée beaucoup moins rapide qu'on ne pouvait le supposer, le Parlement dut adopter à plusieurs reprises des textes de loi reconduisant de trimestre en trimestre l'allocation temporaire aux vieux.

La dernière reconduction en date est celle prévue par la loi n° 49-922 du 13 juillet 1949 et visant les deuxième et troisième trimestres de l'année 1949.

La loi du 13 juillet ne se borne pas à reconduire l'allocation comme de coutume, et de façon quasi automatique. Le Parlement, faisant montre d'un optimisme qui, comme nous allons l'exposer, devait être démenti par les faits, adoptait par l'article 4 de ladite loi une mesure mettant fin à toute reconduction ultérieure de l'allocation temporaire.

En effet, l'article 4 est ainsi libellé:

« A compter du 1er octobre 1949, l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 pour les personnes non salariées est substituée à l'allocation temporaire, qui prend définitivement fin à cette date. Pour l'échéance du 1er janvier 1950 et les échéances postérieures, l'allocation de vieillesse sera servie, dans les conditions fixées par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, modifiée, et les textes pris pour son application par les organismes constitués ou désignés par ladite loi. »

L'optimisme de l'article 4 est toutefois tempéré par une clause moins rigoureuse, qui fait l'objet de l'article 5:

« Dans le cas où l'une des organisations autonomes d'allocations de vieillesse visées par l'article 3 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 n'aurait pu être constituée à la date du 30 septembre 1949, un projet de loi sera soumis au Parlement avant le 1er novembre 1949 pour régler définitivement le problème des allocations vieillesse aux personnes non salariées rattachées à cette organisation. »

La crise ministérielle d'octobre n'a pas permis le dépôt d'un projet de loi dans les délais exigés. Elle a empêché également que l'Assemblée soit saisie dans les mêmes délais du second projet prévu par l'article 6 de la même loi:

« Le Parlement devra être saisi, avant le 1er novembre 1949, d'un projet de loi tendant à assurer aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux, non rattachés à une organisation autonome de la loi du 17 janvier 1948, des avantages équivalents à ceux qui leur étaient accordés jusqu'alors. »

A ce retard apporté dans la préparation d'une nouvelle législation vient s'ajouter la gravité d'une situation de fait qui peut se résumer en cette affirmation: Les organisations autonomes d'allocation de vieillesse qui devaient fonctionner à partir du 1er octobre 1949, ou bien n'ont pas encore été constituées, ou bien ne sont pas en mesure pour l'instant de faire face à leurs obligations.

Les caisses agricoles par exemple n'existent même pas à l'état embryonnaire.

Les caisses du commerce et de l'industrie ne prévoient pas de possibilités de payement avant plusieurs mois. Les caisses artisanales dans nombre de départements, bien que constituées d'assez longue date, éprouvent les plus grandes difficultés à faire rentrer les cotisations de leurs adhérents, et doivent lancer des appels par voie de presse.

Ainsi, les cas d'exception prévus à l'article 5 de la loi du 13 juillet 1949 ne sont pas précisément exceptionnels; l'ont peut dire, bien au contraire, qu'ils reflètent fidèlement l'ensemble de la situation.

Le Parlement n'ayant pu être saisi, par suite des circonstances, des projets de loi prévus, il importe qu'il se préoccupe d'adopter d'urgence la seule mesure propre à assurer la continuité du payement de leur allocation aux vieux, c'est-à-dire une nouvelle reconduction de cette allocation, pour le quatrième trimestre 1949 et le premier trimestre 1950.

En prolongeant encore de quelques mois le provisoire et le temporaire, il faut convenir qu'une telle solution n'est pas satisfaisante, et qu'elle est imposée par les circonstances. Il importe que les caisses autonomes se constituent. Il importe que le délai consenti soit mis à profit par les divers organismes intéressés. Mais il importe avant tout que les vieux n'aient pas à subir les conséquences d'un état de fait dont ils ne sont pas responsables.

C'est pourquoi, mesdames et messieurs, nous soumettons à votre approbation la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A déposer d'urgence le projet de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux, instituée par la loi du 13 septembre 1946, pour le quatrième trimestre 1949 et le premier trimestre 1950;

2° A saisir le Parlement avant le 31 janvier 1950 d'un projet de loi tendant à régler définitivement le problème de l'allocation de vieillesse, conformément aux dispositions des articles 5 et 6 de la loi n° 49-922 du 13 juillet 1949.

ANNEXE N° 827

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les **installations électriques** réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle de courant électrique bénéficient de **délais d'amortissement** extrêmement **brefs**, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables, présentée par M. Hébert, sénateur. — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, un certain nombre d'industriels et de producteurs se sont déjà efforcés de remédier aux restrictions, imposées par l'insuffisance du courant électrique, débité par Electricité de France, en installant des groupes électrogènes destinés à assurer leurs propres besoins.

Mais un nombre plus grand encore procéderait à la réalisation de ces installations particulières et atténuerait ainsi les conséquences très graves de la crise de sous-production électrique que nous risquons de subir pendant un temps que nous voulons espérer assez court, si l'amortissement très rapide de semblables installations pouvait être admis en déduction de leurs bénéfices taxables.

Or, l'article 67, paragraphe 3° (2°) du décret portant refonte des codes fiscaux stipule que le bénéfice net, sur lequel l'impôt est établi, s'entend sous déduction de toutes charges, celles-ci comprenant notamment:

. . . . . .

« 2° Les amortissements réellement effectués par l'entreprise dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation. »

En fait, l'administration a fixé les taux annuels des amortissements que, d'après chaque catégorie d'installation ou de matériel, elle estime justifiés.

Si l'on veut, dès lors, faciliter la réalisation, pendant la période critique que nous traversons, d'installations électriques particulières, il serait indispensable que l'administration des finances prît la décision d'accepter l'amortissement, en une ou deux années au maximum, des investissements de cette catégorie.

Tel est l'objet de la proposition de résolution que nous vous demandons d'adopter:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les installations électriques réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle de courant électrique bénéficient de délais d'amortissement extrêmement brefs, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables.

ANNEXE N° 828

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en **aide à certaines catégories d'aveugles** et de **grands infirmes**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la famille, de la population et de la santé publique.)

Paris, le 29 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 29 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 20 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente loi. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 829

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à porter de 25 à **30 milliards** de francs le volume des **travaux d'équipement rural** pouvant donner lieu à des **subventions de l'Etat** pour l'année 1949, présentée par M. Dulin et les membres de la commission de l'agriculture, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 relative aux travaux d'équipement rural exécutés avec la participation financière de l'Etat prévoyait, d'une part, que les subventions de l'Etat seraient payables en annuités et, d'autre part, que le montant global annuel de travaux était fixé à 40 milliards de francs pour chacune des années 1948, 1949 et 1950.

Ces dispositions ont été modifiées par l'article 19 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 portant autorisation de dépenses d'investissements pour l'exercice 1949, qui a porté le volume de travaux à exécuter au titre de l'année 1949 à 25 milliards de francs.

Ce même article modifiait les conditions de payement qui seront désormais accordées moitié en capital et moitié en annuités. Il prévoyait, en outre, que pour les communes « économiquement faibles » ou sinistrées, la fraction de la subvention de l'Etat versée en capital pourrait dépasser 50 p. 100 et atteindre jusqu'à 100 p. 100, selon des modalités fixées par décret, cette disposition ayant pour but de réduire corrélativement la part payable en annuités, laquelle doit être couverte par emprunt local.

La loi du 25 juillet 1949 portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement relatives aux opérations nouvelles a ouvert, au titre du ministère de l'agriculture, un crédit d'engagement s'élevant à 7.611.500.000 F, destiné à l'octroi de subvention en capital.

Cette somme était, toutefois, divisée en deux tranches: l'une inconditionnelle, seule utilisable actuellement, s'élevant à 6.200 millions de francs, l'autre conditionnelle s'élevant à 1.411.500.000 F, temporairement bloquée et devant être libérée par décret contresigné par le ministre des finances et de l'économie nationale.

Il était, par ailleurs, prévu par la loi du 5 juillet 1949, relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, que les économies budgétaires ne pourraient, en aucun cas, porter sur les crédits prévus au titre du budget civil de reconstruction et d'équipement et destinés au financement des travaux d'équipement des communes rurales.

A l'heure actuelle, alors que la totalité des 25 milliards de travaux prévus par la loi du 8 avril 1949 a fait l'objet d'attributions de subventions, une somme de 1 milliard reste disponible sur le montant total du crédit d'engagement ouvert.

Au moment où le problème de l'équipement rural et, notamment, de l'alimentation en eau potable des communes rurales se pose avec une telle acuité, il n'est pas possible de laisser cette somme inutilisée. Ce serait, en outre, contraire à la volonté du législateur exprimée dans la loi du 5 juillet 1949, ci-dessus mentionnée. Il paraît donc indispensable de relever le plafond fixé à 25 milliards de francs par la loi du 8 avril 1949.

Si l'on estime, compte tenu des textes en vigueur, que la part subventionnelle en capital représente 20 p. 100 du montant total des travaux, un milliard de subventions en capital représente environ 5 milliards de travaux.

Il convient donc de porter de 25 à 30 milliards le montant total des travaux d'équipement rural à subventionner en 1949.

Il est clair que cette disposition ne constitue pas une dépense nouvelle mais qu'elle tend à la complète utilisation des crédits ouverts au titre du budget de 1949.

Nous ne saurions trop insister sur l'urgence de cette mesure et vous demandons d'adopter le texte dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le volume annuel des travaux d'équipement rural pouvant donner lieu à des subventions de l'Etat, fixé par l'alinéa 3 de l'article 1er de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947, modifié par l'article 19 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949, est porté pour l'année 1949 de 25 à 30 milliards de francs.

ANNEXE N° 830

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **exempter** de l'**impôt sur les salaires** les **employeurs de gens de maison** ayant à charge **trois enfants** de moins de seize ans et n'occupant qu'une seule personne, à temps complet ou partiel, présentée par M. Yves Jaouen et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'administration des finances vient de rappeler aux employeurs des gens de maison les obligations auxquelles ils doivent faire face en ce qui concerne le payement de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires.

Au moment où les chefs de famille ont à faire face à des charges qui sont déjà rendues particulièrement lourdes par les circonstances, il nous semble absolument injuste de leur faire payer un impôt, alors que le personnel qui est à leur service ne s'y trouve que pour aider leur épouse, soit en raison de l'état de santé de cette dernière, soit en raison du nombre d'enfants à charge.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prévoir des dispositions législatives qui exempteront du payement de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires, les employeurs de gens de maison ayant à charge trois enfants âgés de moins de seize ans, lorsqu'ils n'occuperont qu'une seule personne, à temps complet ou partiel, et que la mère de famille n'exercera aucune profession rémunérée.

ANNEXE N° 831

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à **modifier** les **programmes d'histoire et de géographie** de l'enseignement du premier et du deuxième degré, présentée par M. Durand-Réville, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la misère des temps que nous vivons est sans doute si profonde qu'il nous arrive de rire — pour ce que rire est le propre de l'homme — au heurt imprévu d'un mot ou d'une observation... qui devrait consterner.

Telle est l'alternative, par exemple, que nous offrait récemment un grand quotidien de la capitale dans une enquête menée dans le public français, sous le titre « Connaissez-vous l'Union française? ». Des résultats de cette enquête, menée avec humour, mais le plus sérieusement du monde, nous avons ri. Nous aurions dû en pleurer.

Ce résultat dont beaucoup d'entre nous, artisans professionnels d'Union française, n'avons guère à nous surprendre, s'est manifesté par une découverte négative des plus consternantes. Mais cette surprise n'est pas celle des nombreux coloniaux qui sont appelés depuis des années à mesurer l'ignorance et — ce qui est peut-être pis — l'indifférence non seulement de la masse de nos concitoyens de la métropole, mais encore de certaines élites, vis-à-vis des hommes et des choses d'outre-mer. Ce n'est pas d'hier, au demeurant, que Romain Rolland écrivait de notre épopée coloniale, que les Français l'ignorent presque tous.

Lequel d'entre nous n'a eu l'occasion de faire l'expérience suivante: entrez dans un salon où se trouvent réunie une trentaine de personnes cultivées, hommes et femmes, toutes censées avoir fait leurs études secondaires, certaines vraisemblablement licenciées ou docteur en « quelque chose »... et posez la question de savoir quelle est la capitale d'un des plus beaux territoires de l'A. O. F., la Côte d'Ivoire, par exemple. Vous serez sidéré de constater que parmi cette société réputée instruite et cultivée, et à moins que n'y figure un de ces rares Français qui se soient rendus en Afrique, personne ne sera capable de répondre correctement à la question posée. Ceux dont une mémoire excellente s'allie à des études secondaires exceptionnelles vous répondront peut-être, selon leur âge, en évoquant le romantisme désuet de Grand Bassam ou le souvenir périmé de Bingerville, qui furent, en effet, les chefs-lieux de la Côte d'Ivoire à l'époque héroïque. Mais bien rares sont les occasions que vous aurez de vous entendre répondre à votre satisfaction que la capitale de la Côte d'Ivoire est cette grande et belle ville d'Abidjan, en passe cependant de devenir le plus grand port du golfe du Bénin.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6399, 8482 et in-8° 2110.

C'est cette expérience qu'a multipliée dans une enquête à travers la France le grand quotidien parisien, dont les collaborateurs ont été du Nord et au Midi de la France poser la question « Connaissez-vous l'Union française ? ». Et c'est ainsi que les enquêteurs se sont vu infliger des réponses proprement ahurissantes à des questions cependant le plus souvent élémentaires, non seulement de la part d'ouvriers ou de paysans qui, à cette ignorance eussent eu de légitimes excuses, mais encore de la part de professeurs, d'avocats, de médecins, d'officiers dont l'exercice de leurs professions suppose des études secondaires incontestables.

Si le singe de la fable avait pris le Pirée pour un homme, des Français cultivés du XXe siècle — qui sera pour la communauté nationale le siècle de l'Union française précisément — ont fait d'Abidjan un important personnage étranger, ont transporté la Réunion aux Antilles, ont peuplé Madagascar de girafes, et n'ont pas hésité à faire servir Marchand à Fachoda sous les ordres de Lyautey!!! Enfin, si l'on pense selon ce que l'on mange, s'il faut en croire Karl Marx, le Français n'est-il pas un curieux penseur qui reçoit son cacao de Tunisie et son arachide de Marie Galante ?

Quant au magnifique échantillonnage des races si différentes qu'offrent au Français les cinq parties du monde où les populations autochtones se sont abritées sous les plis de son drapeau, l'ignorance de nos concitoyens de la métropole ne peut que susciter l'affliction, l'humiliation et... l'appréhension.

Car enfin, n'est-il pas à pleurer, cependant que les Français paraissent confusément accéder à cette idée que dans le bouleversement de l'après-guerre, leur pays n'a de chance de subsister sur l'échiquier politique international qu'intimement agrégé à son Union française, ...qu'ils demeurent aussi délibérément ignorants de la consistance humaine, physique, géographique de celle-ci ?

N'est-il pas honteux que le peuple qui a tendance à se croire le plus cultivé du monde, et dont — c'est un fait — la culture conserve un rayonnement incomparable sur les cinq continents soit ainsi contraint de s'avouer qu'il sait si peu de choses de sa substance même ?

Enfin, quelle peut être la portée alors de la masse d'ouvrages et de publications qui diffusent dans le public les questions coloniales, celles-là mêmes qui, au sens étymologique du mot, traitent de la « culture » dont la France poursuit la diffusion sur les territoires où elle entend par privilège faire fleurir sa civilisation ? Cette Union française en marche, croit-on qu'elle deviendra cette « chair vivante » de la France, que nous voulons qu'elle soit, tant que les Français resteront aussi ignorants des matériaux dont elle s'édifie. Conçue à base de confiance réciproque, pourra-t-elle, cette immense construction de l'esprit et du cœur, se bâtir sans cette « parcelle d'amour » sans laquelle, selon Lyautey, rien de grand ne saurait naître et se fortifier ? Comment s'aimer sans se comprendre et comment se comprendre d'abord si l'on s'ignore ?

Et que l'on ne croie pas que si la métropole connaît si mal ce qui, hier encore, était son empire, les populations d'outre-mer de l'Union française ne s'ignorent pas davantage encore entre elles. Pense-t-on, dans ces conditions, que c'est sur des erreurs aussi monstrueuses, sur cette énorme ignorance, qu'il y a chance de fonder l'Union française dans la solidarité des aspirations et des intérêts d'une centaine de millions d'êtres dans un univers en gestation ?

Poser la question, c'est y répondre.

Et c'est pourquoi, non contents de sourire de réponses amusantes à force d'être cocasses, nous sommes pleins d'appréhension pour l'avenir de l'Union française et de la France elle-même devant cet amas d'ignorance qui ne laisse pas, d'ailleurs, d'être, aussi, consternant.

Constater une insuffisance est une chose.

Y porter remède en est une autre.

Sans doute n'avons-nous pas la prétention, par un coup de baguette magique, de modifier en un jour un état de choses qui nous inquiète et nous irrite à la fois.

A titre de contribution cependant au redressement nécessaire dans cet ordre d'idées, nos réflexions, s'appuyant sur nos souvenirs d'adolescents, nous ont conduit à penser qu'une mesure immédiate devait être prise par le Gouvernement, mesure au demeurant facile à arrêter et qui — ce n'est pas négligeable dans la conjoncture financière de notre pays et le Parlement y sera sensible — n'entraîne aucune dépense nouvelle.

Recherchant les causes d'une telle indifférences, d'une telle méconnaissance, manifestée par l'opinion publique à l'égard des questions coloniales, nous avons été amenés à nous pencher sur les programmes d'histoire et de géographie des enseignements officiels du premier et du second degré, et nous avons tenté d'y mesurer la place qu'y tiennent les territoires d'outre-mer de l'Union française.

Je pense n'être pas démenti par M. le ministre de l'éducation nationale, faute de réponse à la question écrite que je lui ai posée à ce sujet, si je résume de la façon suivante les programmes de géographie et d'histoire de ces enseignements.

I. — GEOGRAPHIE

I. — Enseignement du premier degré.

A. — Cours ordinaires

1° Cours élémentaire: 1 heure sur 30 heures hebdomadaires de cours.

Les leçons seront conçues comme devant initier l'enfant à l'observation et à la compréhension des grands faits géographiques et de leur vocabulaire usuel: points cardinaux, saisons et types de temps, les terrains, les accidents du sol, les eaux, la mer, les paysages végétaux, les habitations et le groupement des hommes, leurs divers travaux et genres de vie, les moyens de communication et d'échange;

2° Cours moyen: 1 heure sur 30 heures hebdomadaires de cours.

1. Géographie locale; étude par l'observation, directe le plus possible, de la ville et du petit coin de France qui l'entoure. Etablissement par les élèves de petites monographies du village, ou de la ville, ou du quartier.

2. Initiation à la notion d'échelle et à la cartographie.

3. Principaux traits de la géographie de la France avec usage constant de la carte, du tableau et de la gravure.

4. Notions essentielles sur la France d'outre-mer;

3° Cours supérieur: 1 heure sur 30 heures hebdomadaires de cours (même programme);

4° Classe de fin d'études des écoles primaires élémentaires: 1 heure trente sur 30 heures hebdomadaires de cours.

A. — La terre et les cinq parties du monde:

La terre: figures de la terre, ses mouvements.

Répartition des terres et des mers.

Les grands océans.

B. — Les continents: forme, relief, climat, hydrographie, zones de végétation.

La répartition des hommes, les régions d'accumulation.

Les grandes villes.

Les grandes puissances mondiales: Etats-Unis, U. R. S. S., Angleterre, Chine.

A. — La France et « l'Union française »:

La France: *a*) Vue d'ensemble de la géographie physique, situation, nature du sol, relief, climat, hydrographie;

b) Les grandes régions naturelles: étude physique, humaine et économique;

On présentera d'abord aux élèves leur propre région et on donnera à cette étude une attention et un développement particuliers;

c) Vue d'ensemble de la géographie humaine et économique de la France: population, agriculture, industrie, commerce, moyens de transports.

Place de la France dans l'économie mondiale.

B. — L'Union française: étude physique, humaine et économique.

B. — Cours complémentaires

1° *Classe de 6e: 1 heure sur 27 heures de cours*

I. — Les grandes étapes de la découverte de la terre.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

1° Formation du terrain, notion du relief, principaux types du relief et leur représentation, les éléments constitutifs du sol et du relief, principales roches envisagées au point de vue de leurs propriétés: dureté, perméabilité et de leurs aptitudes à l'utilisation, la création du relief, sa destruction, volcans et tremblements de terre;

2° Le climat: température, vents, pluies, principaux types de climat et grandes zones climatiques;

3° L'hydrographie:

a) L'eau douce, fleuve, lacs, glaciers;

b) L'eau salée, grandes surfaces marines, mouvements de la mer, côtes.

LA VIE A LA SURFACE DU GLOBE

1° Les végétaux, les animaux, leurs rapports avec la géographie physique et grandes zones de répartition;

2° L'homme:

a) L'homme observé dans la région: genres de vie, modes de groupement, habitat;

b) L'homme dans l'univers: notions sommaires sur les races, densité de population, grandes régions de peuplement.

Notions de cartographie.

2° *Classe de 5e: 1 heure sur 27 heures de cours.*

I. — Amérique, Afrique, Asie et Insulinde, Océanie.

3° *Classe de 4e: 1 heure sur 27 heures de cours.*

I. — L'Europe (moins la France) et l'Asie russe.

1° Vue générale sur l'Europe: traits distinctifs de sa géographie physique;

2° Les groupes d'Etats européens:
Etats de l'Europe occidentale;
Etats de l'Europe septentrionale et baltique;
Etats de l'Europe centrale;
Etats danubiens;
Etats de l'Europe méditerranéenne;
L'U. R. S. S.

3° Principaux moyens de communications intérieures ou extérieures permettant d'établir l'interdépendance des continents européens, les uns envers les autres, et envers le reste de l'univers;

4° En s'appuyant sur l'étude particulière des Etats et groupes d'Etats, dégager les caractères de la population et des modes d'activité européens en soulignant les ressemblances et les différences avec les autres continents.

4° *Classe de 3e: 1 heure sur 27 heures de cours.*

LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

1° Notions générales sur la géographie physique: situation, formation du sol, relief, climat, hydrographie (cette étude ne devra occuper que deux ou trois leçons);

2° Les grandes régions naturelles: géographie physique et humaine (population, vie économique) (on commencera naturellement par l'étude de la région où vivent les élèves);

3° *a*) Le peuplement de la France: formation de la nation française, divisions administratives, situation démographique, mouvements, répartition, modes de groupement, principaux types d'habitat;

b) Les principales formes d'activité économique: agriculture, industrie, commerce, moyens de transport intérieurs et extérieurs (voies naviguables, routes, voies ferrées, voies aériennes, marine marchande).

LA FRANCE D'OUTRE-MER

Caractères généraux: Afrique du Nord, Afrique occidentale, Afrique équatoriale, Madagascar, Indochine, autres colonies.

Chaque groupe de colonies sera étudié par grands aspects géographiques. On fera ressortir la diversité de ressources et d'aptitudes à la mise en valeur.

II. — **Enseignement du second degré.**

1° *De la classe de 6e à celle de 3e incluse.*
Les programmes sont les mêmes que ceux des cours complémentaires du 1er degré;

2° *Classe de seconde: 1 heure et demie sur 24 heures de cours.*

Géographique générale; physique et humaine.

Introduction: le globe terrestre, forme et situation dans le système solaire; les éléments: l'atmosphère, les terres, leur structure, leur répartition et les phénomènes de contact.

Les cartes, le problème de la carte, les levées, les coordonnées géographiques, l'échelle. Les cartes d'atlas et les croquis géographiques scolaires.

I. — ELÉMENTS DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

Le temps: méthodes d'observation, ses composantes.

Les facteurs cosmiques et géographiques du climat.

Les éléments météorologiques du climat:

a) Température: répartition et moyennes, les régimes thermiques, les zones de températures;

b) Précipitations: humidité absolue et relative, répartition et les régimes pluviométriques;

c) La pression atmosphérique et les vents: répartition, anticyclones, la circulation atmosphérique, les masses d'air et les fronts.

Les types de temps.

Les régions de climat.

Les climats chauds: caractères généraux et variétés, régimes fluviaux, associations végétales et faune de la zone chaude;

Les climats tempérés: types maritimes et continentaux, hydrologie et végétation;

Les climats froids et le climat de montagne: faune et flore.

Le relief du sol. Les paysages morphologiques: montagnes, plateaux et plaines; analyse descriptive et définitions. Les lois générales du modelé, les influences structurales et tectoniques. L'érosion fluviale et le cycle d'érosion normale. Le relief calcaire et les phénomènes karstiques. Les reliefs volcaniques. Les glaciers et la topographie glaciaire. Le modelé désertique.

Les grandes lignes du relief du globe et les théories tectoniques.

Géographie des océans et des mers; les eaux marines: structure, température et mouvements; le relief sous-marin; les côtes.

II. — ELÉMENTS DE GÉOGRAPHIE HUMAINE

Les groupes humains dans le cadre de la géographie des êtres vivants.

La population du globe: données numériques, évolution, répartition, densité, le surpeuplement. Données démographiques: natalité, mortalité, les mouvements migratoires.

Le peuplement, les abris et les maisons, l'habitat rural, les villes.

Les genres de vie: *a*) Les genres de vie à techniques rudimentaires, les genres de vie préhistoriques, la vie humaine dans les régions polaires, la vie humaine dans les forêts équatoriales, la vie humaine dans les déserts;

b) Les genres de vie à techniques peu progressives: la vie agricole dans l'Asie des moussons, les genres de vie méditerranéens;

c) Les genres de vie à techniques évoluées: l'Europe centrale et du Nord-Ouest, les techniques américaines.

Les modes d'activité: population et main-d'œuvre (population active) la culture, l'élevage, la pêche, l'industrie.

Notions de géographie politique: les Etats et les frontières, les empires continentaux et coloniaux et les méthodes d'expansion économique.

3° *Classe de première: 2 heures sur 23 heures et demie de cours.*

LA FRANCE ET SES COLONIES

I. — Rappel des notions générales sur la géographie physique de la France (cette partie du programme ne devra pas occuper plus de trois ou quatre classes).

II. — Etude de la France par grandes régions naturelles: géographie physique et géographie humaine (population, vie économique).

III. — La population française, densité, natalité et mortalité, immigration et émigration.

Vie économique de la France: agriculture, industrie, voies de communication, commerce, marine marchande.

Etude de l'Afrique du Nord et des colonies françaises. L'Afrique occidentale et équatoriale. Madagascar. L'indochine Française. Les petites colonies, rôle de la France et de ses colonies dans la vie économique du monde.

4° *Classe de philosophie, de sciences expérimentales et de mathématiques: 2 heures sur 27 heures de cours.*

LES PRINCIPALES PUISSANCES ÉCONOMIQUES DU GLOBE. — GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE ÉCONOMIQUE. — LE PARTAGE DES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES. — LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX

L'Epire britannique: les Iles britanniques, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande, l'Afrique australe, l'Inde.

Le rôle économique de la Belgique et des Pays-Bas. Le Congo belge et les Indes néerlandaises.

L'Allemagne.

Le rôle économique de la Suisse. Les percées alpines.

L'Italie.

La Pologne.

L'U. R. S. S.

La Chine et le Japon.

Les Etats-Unis.

La République argentine et le Brésil.

LA VIE ÉCONOMIQUE DU GLOBE

Les principales matières premières:

a) Produits alimentaires: le blé, le riz;

b) Produits textiles: la laine, la soie, le colon;

c) Le caoutchouc;

d) Produits métalliques: l'or, le fer, le cuivre, l'aluminium;

e) Sources d'énergie: la houille, le pétrole, l'électricité. On insistera, à propos de chacune d'elles, sur les conditions générales de production, les grands marchés d'exportation, les problèmes que pose leur répartition entre les grandes puissances économiques (compétitions et accords) et toutes les fois qu'il y aura lieu, les principales industries de transformation qui en dérivent.

Les transports internationaux: grandes voies ferrées, grands courants de navigation, canaux intéroceaniques, transports aériens. Place de la France et de ses colonies dans la vie économique du globe.

De l'examen de ce tableau se dégagent plusieurs observations:

1° Deux fois au cours du cycle de leurs études primaires et secondaires complètes, on invite les élèves à s'appesantir sur des généralités, géologiques, hydrographiques, astronomiques, météorologiques, qui, à l'âge où on les y fait accéder, ne peuvent être que de peu d'intérêt et dont l'expérience — outre qu'elles n'ont que peu d'utilité pratique à moins d'être approfondies — prouve que les enfants ne conservent qu'un souvenir fastidieux et vague.

2° Les heures consacrées à l'enseignement de l'une des sciences les plus directement, pratiquement et constamment utiles dans l'existence moderne, sont réduites à l'extrême.

3° Enfin et surtout, on remarque — et je fais appel ici, non seulement à des souvenirs scolaires personnels, mais aussi aux multiples témoignages que j'ai recueillis à l'appui de cette constatation — que toujours l'étude de l'Union française est prévue en fin de programme, et après celle de la France métropolitaine.

Alors, il se passe généralement ceci, que le professeur, en conformité d'une tradition qu'aucune réforme de l'enseignement n'a altérée, après s'être étendu longuement et avec délection sur l'étude de la France métropolitaine, après s'être mis en retard dans l'enseignement de son programme, s'aperçoit qu'il arrive à la fin de l'année scolaire sans avoir abordé l'étude des territoires d'outre-mer de l'Union française: les élèves sont à la veille de l'examen — ce fut mon cas comme c'est le cas le plus général —; s'il sont incontestablement « ferrés » sur le bassin d'Aquitaine et sur les côtes des Bars, rien par contre ne leur a été dit encore de la seconde partie de leur programme pour lequel, au demeurant, leur maître professe un certain mépris, faute sans doute lui-même d'avoir été dans l'enseignement supérieur qu'il a reçu, suffisamment intéressé aux questions de l'Union française. Il s'excuse donc auprès de ses élèves et les invite à consulter rapidement leur aide mémoire, afin de parachever avant l'examen le cycle de leur programme de géographie.

Et ces errements sont tellement constants qu'il règne une sorte de convention tacite entre professeurs, pour que les questions d'examen ne portent pas sur une partie du programme dont on sait fort bien qu'elle a été, partout, pour le moins bâclée.

C'est ainsi que dans nos deux cycles d'enseignement et singulièrement dans l'enseignement du second degré, les jeunes Français terminent leurs études non seulement sans savoir un mot de l'Union française, de ses terres lointaines et des peuples qui les habitent, mais encore que jamais leur curiosité n'a été sérieusement orientée vers les problèmes majeurs dont les solutions commandent désormais la place que la France pourra prétendre conserver dans le monde.

Tout cela n'est pas sérieux et il convient de changer profondément un tel état d'esprit. Le meilleur moyen d'y arriver est de modifier les programmes. C'est à quoi tend la proposition de résolution que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Conseil de la République.

Certes, il ne s'agit ici que d'une proposition de résolution. Nous ne prétendons pas dicter ici au Gouvernement les modalités par lesquelles il entendra traduire le vœu très ferme que nous invitons notre Assemblée à formuler. Il semble cependant qu'il soit nécessaire dans les deux premiers cycles de notre enseignement universitaire de prévoir une part plus grande donnée à l'étude de la géographie, mais surtout une année entière consacrée à l'étude complète des territoires d'outre-mer de l'Union française. Il nous apparaît singulièrement nécessaire que dans l'enseignement du second degré le programme de géographie de l'une des classse d'examen porte exclusivement sur cette étude.

Si l'on nous rétorque — et à vrai dire nous n'aperoevons pas les raisons de cette attitude — que la chose est techniquement impossible, serait-ce trop demander que dans les classes où le programme de géographie comporte à la fois l'étude de la métropole et de nos territoires d'outre-mer, on inverse dans le temps l'ordre dans lequel ces matières sont successivement enseignées

On voudra bien remarquer en effet que nos enfants ont plus de chance dans le cours de leur existence de compléter « *in situ* » leurs connaissances sur la géographie de la métropole, que d'acquérir malheureusement les notions essentielles en cette matière concernant nos territoires d'outre-mer, de sorte que s'ils n'ont pas à l'école ou au lycée acquis ces notions, ils ne les auront jamais: preuve en soit, le consternant résultat de l'enquête à laquelle nous faisions allusion au début de cet exposé.

Il y aurait, au vrai, beaucoup à dire d'ailleurs sur l'enseignement de la géographie en France, car il semble bien que si autrefois les Français n'en savaient pas assez, aujourd'hui ils n'en savent plus du tout. La fastidieuse mais utile nomenclature des chefs-lieux et des sous-préfectures, que nous étions contraints de savoir à fond, a disparu des programmes, de sorte que je me demande à force d'éviter tout effort à l'enfant — c'est la mode — le résultat que donnerait une enquête parmi les Français tendant à situer le Lot-et-Garonne par rapport au Tarn-et-Garonne et le Puy-de-Dôme par rapport au Cantal. Quant à connaître les villes principales de ces départements, j'aime mieux ne pas songer à le demander.

Quoi qu'il en soit, et fermée cette parenthèse hors de notre propos, nous pensons que le Gouvernement serait bien inspiré en revoyant sérieusement, sous l'inspiration des idées que nous nous sommes permis d'exposer, les programmes de géographie de notre enseignement, de sorte que nos futurs cultivateurs ou les compagnons de nos usines sachent que le cœur de la France bat aussi

bien à Nouméa qu'à Romorantin..., de sorte que nos futurs avocats, médecins, professeurs, officiers n'attribuent pas à Marie Galante la personnalité d'une héroïne d'un roman de mœurs légères ou à Yanaon, Karikal et Mahé, le rôle des Trois Parques!

II. — HISTOIRE

En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire, mes observations seront plus brèves. Je n'infligerai pas à l'imprimeur le pensum de reproduire ici les programmes de cet enseignement au cours des classes qui se succèdent de la maternelle à la philosophie.

J'ai cependant, pour donner au Conseil de la République une idée de la place que tient dans cet enseignement l'étude de la découverte, de la conquête, de la pacification de l'empire, et des institutions de l'Union française, relevé dans la nomenclature des programmes d'histoire des écoles et des lycées de France, le nombre de lignes consacrées à ces questions, par rapport au total. Que l'on veuille bien me faire confiance. Les questions dans cette nomenclature, sur un total de 500 lignes, relatives au rayonnement de la France outre-mer, font l'objet de 20 lignes seulement.

N'estimera-t-on pas que, là aussi, c'est un peu insuffisant?

Je suis heureux de constater que cette opinion est partagée par certains de nos collègues de l'Assemblée de l'Union française qui, dans un récent débat institué à l'instigation de MM. Bour et Julien, ont accumulé eux aussi les preuves de l'insuffisance des connaissances des Français, en ce qui a trait à l'histoire à la géographie, comme aussi, sans doute, à l'ethnographie de l'Union française.

Qu'il me suffise donc de souhaiter que, sur ce chapitre également, notre enseignement scolaire soit revisé, afin de permettre, en y insistant davantage dans les programmes d'histoire, aux enfants de France comme à ceux des peuples lointains qui formeront avec eux l'Union française, de mieux connaître les chemins qu'a suivis notre pays au cours des siècles pour faire rayonner son génie aux extémités de la terre.

J'entends bien que les mesures ainsi mises en avant seront insuffisantes par elles-mêmes pour venir à bout d'une ignorance redoutable. Il appartient à ceux qui ont à cœur de construire l'Union française, par la presse, par la radio — pour peu que celle-ci leur soit quelquefois accessible — par le discours ou par la plume, par leur action créatrice surtout, d'accommoder pour ainsi dire l'opinion publique de notre pays à des problèmes dont trop peu de Français se doutent encore que leur sort dépend dans un avenir prochain des solutions qui leur seront données.

Peut-être, connaissant mieux ces problèmes, les solutions de facile démagogie qu'en vertu d'un universalisme foncier, nous avons trop souvent tendance à leur donner, seront-elles étudiées dans un esprit plus réaliste et plus fécond.

Quoi qu'il en soit, nous avons pensé que le moment était venu d'utiliser le courant d'opinion qui s'est manifesté avec éclat à l'occasion de l'enquête qui fut le motif déterminant de l'initiative que je soumets à l'approbation du Conseil de la République.

Le journal qui avait entrepris cette enquête a reçu à l'occasion de celle-ci près de 4.000 lettres de ses lecteurs. Résultat inespéré puisque les instituts de conjoncture estiment à 1 p. 100 le nombre des intéressés qui prennent la peine de manifester leur intérêt par écrit dans ce genre de référendum. C'est donc en réalité la presque unanimité des 400.000 lecteurs qu'a ce quotidien qui se sont penchés sur la question posée.

Qu'ont-ils dit ces courageux qui ont écrit au journal?

A peu près ceci:

Que connaissons-nous de l'Union française? A peu près rien, c'est vrai, nous l'avouons.

Mais qu'a-t-on fait pour nous informer? Nous n'avons rien appris à l'école ou au lycée. La presse ne nous parle jamais, non plus que la radio, de ces problèmes dont nous sentons confusément qu'ils sont devenus aujourd'hui, pour nous, essentiels.

Je me permets aujourd'hui, mes chers collègues, de vous inviter à répondre au moins en partie au sentiment qui se manifeste heureusement dans l'opinion publique de notre pays, en donnant votre appui à la proposition de résolution que je soumets à vos délibérations.

Quel que soit le résultat à attendre de mon invitation, au moins aurons-nous cette satisfaction d'avoir essayé de diminuer en France le nombre de ces gens dont la fabuliste du Singe et du Dauphin pouvait justement, en son siècle déjà, nous dire:

De telles gens il est beaucoup
Qui prendroient Vaugirard pour Rome
Et qui, caquetant au plus dru
Parlent de tout... et nont rien vu.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires, à la faveur d'une refonte des programmes d'histoire et de géographie de l'enseignement du premier et du second degré, pour que les Français soient instruits des hommes, des faits et des choses des territoires lointains de l'Union française, ainsi que des étapes par lesquelles, au cours des siècles, la France a fait rayonner sa civilisation jusqu'aux extrémités de la terre.

ANNEXE N° 832

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à l'envoi d'une **commission parlementaire d'enquête** chargée de vérifier la véracité des événements survenus au **douar Sidi Ali Bounab,** le 28 septembre 1949, présentée par M. Mostefaï El Hadi, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans le courant du mois de décembre 1948, une modeste « mechta » de la région Nord de Sétif (Algérie) a été le théâtre d'un incident qui a fait, à son heure, beaucoup de bruit. Les gendarmes de la brigade d'Aïn-Abessa, saisis d'une plainte pour vol de tissu, vol commis au village de colonisation des Ammouchas, se livrèrent sur les lieux à l'enquête d'usage. Afin de découvrir avec célérité les coupables, ils auraient usé à l'égard de toutes les personnes, hommes et femmes, soumises à leur interrogatoire, de toutes sortes de moyens d'investigation et de pression. Ce qui leur a permis, après un laborieux travail, de présenter, en fin d'enquête, au magistrat du canton un certain nombre de personnes qui furent immédiatement placées sous mandat de dépôt.

Or, le jour même de l'incarcération de ces inculpés, deux d'entre eux furent jugés dignes, vu leur état lamentable, d'être hospitalisés d'urgence à l'infirmerie de la prison. Deux jours plus tard l'un d'eux y décéda.

Cependant, cette enquête — et ses conséquences premières — souleva illico l'indignation de tous ceux ou celles qui y furent mêlés.

Les parents des inculpés et les inculpés eux-mêmes au cours de leur première comparution devant le magistrat instructeur protestèrent, les uns oralement et les autres par écrit, contre la manière inqualifiable avec laquelle les gendarmes avaient conduit leur enquête, tant à l'égard des inculpés qu'à l'égard des témoins.

Pour obtenir des aveux — qu'ils qualifieront ensuite de spontanés — ces agents de la force publique auraient fait usage de toute sorte de tortures morales et physiques. D'ailleurs ces tortures ne seraient nullement étrangères à l'hospitalisation d'urgence de deux des inculpés, suivie du décès à l'infirmerie de la prison de l'un de ces hospitalisés.

Ces plaintes trouvèrent un large écho au sein de toute la population de la région tenue au courant des faits. Celle-ci alerta aussitôt ses élus locaux qui s'empressèrent d'appeler l'attention de l'autorité supérieure sur l'incident.

De son côté, la presse musulmane de langue française, alertée à son tour par une opinion publique émue, relata ces actes dans un article circonstancié où la violence des termes était à la mesure des faits rapportés.

Ce concert de protestations fut clôturé par une information ouverte contre le journal qui osa s'en faire l'écho, aux motifs que d'un rapport dressé par le capitaine de gendarmerie de Sétif, il résulte que ces différentes plaintes ne constituent qu'un tissu de mensonges et de calomnies.

Il est permis de penser que si une enquête avait été menée sur ces faits par une autorité que ne déroute pas le principe sacré du prestige dû en tout temps et en tous lieux à l'uniforme, ses résultats auraient été autrement pertinents. Mais, malheureusement, il n'en a pas été ainsi.

Qu'en est-il résulté moralement?

L'opinion publique locale est restée sur l'impression que justice lui a été refusée.

Quant aux agents de la force publique, ils sont convaincus qu'ils sont désormais tabou. Parmi eux les nerveux, les impulsifs, voire les racistes, peuvent désormais donner libre cours à leur tempérament excessif. De sorte que les conséquences de la carence de l'autorité sur ses membres défaillants ne se font pas attendre.

En effet, environ dix mois plus tard, chacun a pu lire dans un quotidien de Paris le récit d'un scandale similaire mais où l'abus d'autorité paraît avoir atteint des proportions incroyables. Son théâtre aurait été un coin perdu à l'autre bout de la Kabylie.

Cette fois, les gendarmes — toujours eux — au nombre d'une quinzaine environ, battaient les monts et les vallées du douar Sidi Ali Bounab à la recherche d'un déserteur. Où le cherchaient-ils? Non pas dans le maquis, mais dans les coins et recoins des nombreux villages berbères qui ornent les monts de Sidi Ali Bounab. Pour ce faire, ils procédèrent sans ordre préalable de perquisition, à la fouille minutieuse de chaque maison et de chaque chaumière. Ils diront sans doute plus part comme il est désormais d'usage « avoir agi avec l'autorisation expresse des intéressés ». Pour obliger les paysans à livrer le rebelle, ces messieurs de l'autorité n'auraient été avares ni d'insultes, ni de menaces, ni de violences, ni même et surtout de destructions de biens et d'actes de vandalisme de toutes sortes.

Afin de parvenir à arracher à leurs sujets, sinon le rebelle, tout au moins des indications sur son repaire, ils auraient même tenté de réduire ces malheureux, hommes et femmes de tous âges, à la famine en détruisant sans plus leurs maigres approvisionnements.

Leurs maisons ainsi mises à sac et eux continuant à être exposés aux mêmes tortures physiques et morales — car cette razzia inexplicable aurait duré quinze jours — ces montagnards au nombre de quelques milliers, en désespoir de cause, auraient fui en masse de leurs villages devenus inhospitaliers pour aller chercher refuge et paix chez des parents dans les lointains alentours.

Voilà ce qui a été dit de l'œuvre accomplie par les gendarmes au douar Sidi Ali Bounab.

Qui l'a dit? C'est d'abord l'opinion publique du lieu. C'est ensuite un quotidien de Paris.

Ce thème fut repris par les journaux de gauche d'Alger.

D'autres organes d'informations de la capitale l'ont repris, développé et enrichi de vues photographiques édifiantes.

Devant ces protestations qui semblent, jusqu'à preuve du contraire, clamer l'évidence, des personnalités éminentes appartenant au monde politique et intellectuel de Paris demandèrent dans une lettre de haute tenue, publiée dans la presse, une enquête appropriée sur les faits incriminés.

M. le ministre de l'intérieur ne pouvait devant ce tollé général garder le silence.

En effet, la place Beauvau a fait paraître dans ses organes de presse un communiqué. Comme à l'ordinaire, il est donné à toutes les informations sensationnelles parues sur le sujet le démenti classique assorti cependant d'un aveu: celui de la réalité de l'exode des habitants de certains villages. Mais il y est tout de suite précisé que cet exode n'aurait été entrepris seulement que par 200 familles, lesquelles auraient, d'ailleurs, déserté leurs foyers pour une autre cause. Ils auraient fui sous la poussée des mensonges alarmants des séparatistes.

Telles sont les thèses actuellement en présence.

Qu'y a-t-il de tendancieux dans le récit donné par la presse des incidents du 28 septembre 1949 ?

Qu'y a-t-il de sérieux dans le communiqué de M. le ministre de l'intérieur dont la partie relative à la cause de l'exode massif des Kabyles paraît pour le moins puérile ?

Les faits rapportés s'ils sont l'expression de la vérité, revêtent un caractère de gravité incontestable. Sans doute, le capitaine de gendarmerie de la région ouvrira une enquête. L'autorité administrative ne manquera pas, elle aussi, de faire un geste analogue.

Mais ces enquêtes seront-elles menées avec toutes les garanties qu'exige la défense d'un droit violé ? La solidarité entre les membres d'un même corps ou d'un même service ne jouera-t-elle pas ici comme elle a souvent joué ailleurs, ne serait-ce que pour convaincre, une fois pour toutes, les citoyens de ces villages berbères que, comme la femme de César, l'agent de l'autorité ne doit pas être soupçonné ?

Une enquête semblable, menée aux Amouchas, à l'autre bout de la Kabylie, à l'occasion d'un cas étrangement similaire, commande la circonspection.

Et il serait encore à craindre, dans le présent cas comme dans l'autre, de voir les quotidiens qui se sont permis de diffuser l'événement traînés à leur tour en police correctionnelle pour propagation de fausses nouvelles.

Il faut convenir que l'incident de Sidi Ali Bounab, venant après de nombreux autres incidents analogues, a pris dans toutes les couches de l'opinion les proportions d'un scandale révoltant et d'un désordre public — désordre provoqué par ceux-là mêmes qui sont chargés d'assurer l'ordre public et le respect des lois.

De toutes parts, à tort ou à raison, on crie à l'injustice et à la forfaiture.

C'est désormais un événement d'Etat.

De toute urgence, il faut en vérifier la sincérité, en mesurer l'ampleur et, le cas échéant, en fixer les responsabilités.

Qui aurait assez d'indépendance et d'autorité pour ce faire, sinon le pouvoir qui, dans la recherche de la faute et de la sanction qu'elle dicte, ne se sent ni de près ni de loin comme moralement responsable de l'un quelconque de ses auteurs ?

Qui pourrait mieux que le pouvoir qui fait les lois et assume vis-à-vis de l'opinion la responsabilité de leur stricte et loyale application, entreprendre cette enquête de haute portée politique ?

Nul, en effet, n'est mieux placé que les membres du Parlement pour procéder à ce travail de salubrité publique.

Ce travail d'investigation n'est-il pas en effet, pour le pouvoir législatif, le moyen le plus efficace de contrôler l'Etat et le comportement des agents subalternes de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ? Car la cause génératrice du mal gît, peut-être, quelque part dans l'un des nids du pouvoir exécutif en Algérie.

C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République décide de désigner parmi ses membres une commission qui se rendra en Algérie pour procéder sur place à une enquête approfondie sur les événements survenus le 28 septembre 1949 et les jours suivants au douar Sidi Ali Bounab

ANNEXE N° 833

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION concernant l'**aide à apporter,** en matière de **logement,** aux **économiquement faibles,** présentée par MM. Landry, Charles Brune, Gadoin et les membres du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la reconstruction et des dommages de guerre.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les auteurs de la loi du 1er septembre 1948, communément appelée loi des loyers, voulant porter remède à la crise du logement dont la France subit, à divers égards, des dommages d'une extrême gravité, et ayant considéré de bon droit que cette crise ne pouvait être aucunement surmontée sans qu'un rapport raisonnable fût établi entre le loyer et le coût de la construction, ont été amenés à voter des dispositions dont le résultat sera, semble-t-il, de multiplier les loyers, au bout de quelques années, comme de un à six.

Ce faisant cependant, les législateurs de 1948 ont voulu aider les intéressés à supporter une hausse comme celle que nous venons de faire apparaître.

Un des moyens auxquels on a eu recours a consisté à introduire dans le système des prestations familiales une nouvelle prestation: l'allocation de logement. Sans donc procéder à une étude complète et pénétrante des textes consacrés, dans la loi des loyers, à l'allocation de logement, un simple coup d'œil nous fait apercevoir que, dans ces textes, il est parlé d'un minimum de loyer conditionnant l'attribution de l'allocation dont il s'agit, qu'il sera tenu compte des ressources des familles intéressées et du pourcentage de ces ressources affecté au loyer, que les logements devront remplir des conditions de salubrité et de peuplement. *Non licet omnibus adire...* Les bénéficiaires de l'allocation de logement n'appartiendront pas, il s'en faut, aux classes les plus déshéritées.

Il y a, cependant, des catégories qu'il faut qualifier de malheureuses; il y a de la pauvreté; il y a la misère, dont Péguy disait, avec beaucoup de pénétration, qu'elle n'a pas, avec la pauvreté, une différence de degré, mais une différence essentielle. Pensons ici aux économiquement faibles. Nous n'en avons pas la statistique, mais sûrement ils forment une masse énorme; et comment ne pas s'apitoyer sur tant de vieux ménages que chacun peut connaître, plus encore, sur tant de vieilles, de vieux qui achèvent leur vie dans la solitude et le dénuement.

Pour les économiquement faibles, l'article 40 de la loi des loyers dispose qu'une allocation sera servie, destinée à compenser l'augmentation du loyer résultant de cette loi.

Qu'en est-il donc aujourd'hui, et de l'allocation de logement, et de l'allocation compensatrice aux économiquement faibles ? La première s'est mise en route, avec un peu de lenteur, mais on prévoit que, rapidement, elle obtiendra une large application. Pour l'autre, rien, semble-t-il, n'a été fait jusqu'à ce jour. Les pouvoirs publics se sont mis, de la sorte, lourdement en faute. Hâtons-nous de réparer notre faute. Dans le domaine social, le premier devoir, c'est d'aller au secours de la misère.

Nous vous demandons, à cet effet, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre, sans plus de délai, toutes mesures utiles pour remplir les promesses faites aux économiquement faibles, en matière de logement, par l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948.

ANNEXE N° 834

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 121** de la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 29 novembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 22 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'alinéa 1er de l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926, modifié par le décret-loi du 30 juin 1939 portant code du travail maritime, est modifié comme suit:

« Le juge de paix connaît en premier et en dernier ressort des litiges visés à l'article précédent jusqu'à la valeur de 10.000 F et au delà de ce chiffre à charge d'appel devant le tribunal civil. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 22 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 2802, 8261 et in-8° 2103.

ANNEXE N° 835

(Session 1949. — Séance du 29 novembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de **Cherbourg** et aux communes voisines sinistrées, un **secours** d'urgence de **50 millions** de francs pour venir en aide aux **victimes** de **l'inondation** du 25 novembre 1949, présentée par MM. Lecacheux, Michel Yver et Jozeau-Marigné, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans la nuit du 24 au 25 novembre, faisant suite à des pluies d'une très grande intensité, les eaux de la Divette et du Trottabec, rivières qui traversent Cherbourg, sortaient de leur lit et envahissaient les quartiers bas de la ville, en grande partie habités par la population ouvrière. L'inondation, en quelques heures, prenait l'allure d'une véritable catastrophe, chassant de leurs demeures 5.000 habitants, balayant les pauvres baraquements emportés par le courant. Car c'était en grande partie des habitations provisoires, qui abritaient une population déjà deux fois sinistrée: la première fois lors de l'attaque allemande de 1940, la seconde lors de la bataille du débarquement. Cette crue subite des eaux s'étendait aux communes de la banlieue cherbourgeoise; et attaquait des villes éloignées comme Valognes en particulier.

Les dégâts, qui n'ont pu encore être chiffrés, sont énormes et atteindraient, d'après les premières évaluations, plus de 250 millions. Toutes les classes de la population ont été touchées: des stocks très importants de denrées ont été détruits; et plus de 100 familles sont actuellement sans abri. Des mesures de salubrité ont déjà été prises; elles devront être assurées encore pendant des semaines en raison de la saison pluvieuse, et des détritus de toutes sortes qui jonchent la région inondée.

Des secours ont été envoyés de tous côtés, et la ville et le département ont déjà voté des sommes importantes pour un département sinistré. Mais nous estimons que l'Etat ne saurait se désintéresser d'une pareille détresse, et nous demandons qu'il vienne en aide à des malheureux trois fois sinistrés en accordant un secours de 50 millions.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg et aux communes de sa banlieue un secours d'urgence de 50 millions de francs, pour venir en aide aux habitants, victimes de l'inondation du 25 novembre 1949.

ANNEXE N° 836

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à verser immédiatement aux **internés** et **déportés**, ainsi qu'aux ayants cause des internés et déportés morts ou disparus, un **acompte provisionnel sur le pécule** — et le cas échéant sur la solde de captivité promis — par les lois n° 48-1251 du 6 août 1948 et n° 48-1404 du 9 septembre 1948, ainsi que sur l'**indemnité compensatrice des pertes matérielles** résultant de l'arrestation, de la déportation ou de l'internement, présentée par M. Gaston Charlet et les membres du groupe socialiste et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, par la loi du 6 août 1948 définissant le statut et les droits des internés et déportés de la résistance et — le cas échéant de leurs ayants cause — a été proclamé le principe du payement d'une solde de captivité (art. 7) et celui du remboursement intégral des pertes matérielles subies lors de l'arrestation ou de la déportation (art. 13);

Par la loi du 9 septembre 1948 définissant le statut et les droits des internés et déportés politiques, un pécule a été solennellement promis à ceux-ci — et le cas échéant à leurs ayants cause — pour tenir compte de l'indemnisation du travail fourni par eux sur les chantiers de l'ennemi (art. 5). De même, comme pour les précédents, a été décidée la réparation intégrale des pertes matérielles subies lors de l'arrestation ou de la déportation (art. 10).

Plus d'un an s'est écoulé depuis le vote de ces deux textes sans qu'il soit possible de prévoir, même approximativement, quand ils pourront trouver leur réalisation pratique.

En ce qui concerne la solde de captivité des internés et déportés de la résistance, un arrêté d'application a bien été pris en 1949, mais il se borne à instituer des commissions de classement.

Par contre, la loi d'application prévue à l'article 5 du statut des internés et des déportés politiques, et qui devait fixer le montant du pécule reconnu à ceux-ci n'a pas encore vu le jour et aucun projet — à notre connaissance tout au moins, — n'a été encore déposé.

En résumé, il semble qu'on en soit resté au stade des simples promesses et que les textes votés n'aient pas eu d'autre but que de calmer l'impatience légitime de ceux qui furent les otages de la collectivité française.

Ce sentiment se trouve d'ailleurs renforcé par les déclarations à peine équivoques que firent, au temps de la discussion de ces textes devant le Conseil de la République, certains membres du Gouvernement de l'époque.

Le problème vaut cependant qu'on se penche sur lui et qu'on lui apporte une solution rapide, que commandent tout à la fois la justice et l'humanité.

Contrairement à ce qu'a pu penser une opinion publique mal renseignée, les déportés revenus des bagnes nazis n'ont perçu, à ce titre, en tout et pour tout, que diverses indemnités représentant un total dérisoire de 8.000 F.

Si certains internés ou déportés de la résistance, qui ont pu jusque-là justifier de leur appartenance à une formation de résistance active ont encaissé déjà leur solde de captivité, si les internés et déportés militaires de carrière, agents des services publics ou fonctionnaires ont perçu le rappel de leurs soldes ou traitements pour la période correspondant au temps de leur exil, la grande majorité des autres attend toujours la légitime réparation qui lui est due.

La situation de beaucoup d'entre eux est tragique. Il en est dont la maladie prohibe toute activité rémunératrice. D'autres, contraints par les impérieuses nécessités de l'existence, ont dû accepter des tâches qui ruinent peu à peu les dernières forces qu'ils avaient ramenées ou qu'ils ont pu reconstituer dans les mois qui suivirent immédiatement leur retour.

Enfin, un grand nombre d'entre eux, dépouillés au moment de leur arrestation ou lors de leur entrée dans les camps de concentration de leurs biens (argent, bijoux, vêtements) n'ont pu reconstituer ces biens et en subissent encore lourdement les conséquences.

La fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes avait chiffré à environ 26 milliards la dépense globale à assumer pour satisfaire les revendications des internés, déportés et de leurs ayants cause, dans le cadre des deux statuts votés en 1948.

Le Gouvernement chiffrait ces prévisions à une somme sensiblement supérieure.

Quoi qu'il en soit de la diversité de ces évaluations, et s'il ne peut être question pour des raisons de trésorerie — ce qui est d'ailleurs déplorable — de satisfaire à bref délai le plein des revendications de cette catégorie si intéressante d'ayants droit, il doit être au moins possible et il est indispensable même de secourir au moins provisoirement leur détresse.

C'est pourquoi — répondant au vœu pressant récemment encore formulé par les organisations d'internés et déportés — nous suggérons que le Gouvernement fasse un premier effort et indemnise partiellement, sous forme d'acompte provisionnel, les préjudices dont la réparation a été décidée par les lois des 6 août et 9 septembre 1949.

Cette indemnisation devait être au moins équivalente au cinquième de la moyenne généralement admise pour le calcul du pécule promis.

Elle se traduirait, dans les chiffres, par le versement d'un acompte égal à 2.000 F par mois de captivité.

Pour ce qui concerne l'indemnisation des pertes matérielles, elle pourrait être fixée à un acompte forfaitaire de 10.000 F.

Ainsi donc, s'il n'est pas possible de grever le budget de 1950 d'une dépense massive de 40 milliards dans l'hypothèse gouvernementale, ou de 26 milliards selon les évaluations des organisations intéressées, il doit l'être certainement de trouver un crédit représentant à peu près le cinquième des précédents.

Les infortunés à soulager sans retard méritent bien que cet effort soit tenté.

Il y aura bientôt cinq ans que les premiers déportés sont rentrés dans leurs foyers, et bientôt cinq ans qu'ils attendent une réparation qui leur est due par la Nation toute entière, sauf à celle-ci à s'en prendre aux biens des traîtres ou à ne pas détourner de leur destination les fonds provenant des prestations fournies par l'ennemi pour éteindre une dette de guerre dans le montant de laquelle a été inclus le prix du travail qu'ont dû fournir, sous le gourdin ou sous la schlague, les Français ravis à leur patrie et à leurs occupations.

Il n'est plus possible de tergiverser davantage.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement, en attendant l'application complète des lois des 6 août 1948 et 9 septembre 1948 portant statut des droits des internés et déportés politiques et de la résistance, à allouer immédiatement aux divers bénéficiaires dont le préjudice n'aurait pas encore été réparé à ce titre:

1° Une allocation provisionnelle de 2.000 F par mois de captivité pour les déportés et de 1.000 F par mois de détention pour les internés;

2° Un acompte forfaitaire de 10.000 F à valoir sur l'indemnisation des pertes matérielles dont le payement a été décidé par l'article 13 de la loi du 6 août 1948 et par l'article 10 de la loi du 9 septembre 1948.

ANNEXE N° 837

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de résolution de MM. Lecacheux, Michel Yver et Jozeau-Marigné, tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de **Cherbourg** et aux communes voisines sinistrées un **secours** d'urgence de **50 millions de francs** pour venir en aide aux **victimes** de l'**inondation** du 25 novembre 1949, par M. Verdeille, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er décembre 1949, page 2593, 3e colonne).

ANNEXE N° 838

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à faire préciser le **statut des chambres de commerce** dans les **Etats associés de l'Union française**, présentée par MM. Durand-Réville, Charles-Cros, Henri Lafleur, Cozzano, Razac, René Depreux, Marc Rucart, Lagarrosse, Julien Gautier, Coupigny, Louis Ignacio-Pinto, Ali Djamah, Serrure et Robert Aubé, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de la France d'outre-mer.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les chambres de commerce françaises au Vietnam se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile; leur statut d'avant guerre a été rétabli provisoirement par l'ordonnance fédérale du 17 juillet 1946, en attendant l'organisation définitive du régime des Etats indochinois. Parmi ces derniers, le Vietnam tient une place très particulière. Le gouvernement français a passé un accord avec S. M. l'Empereur Bao Daï, mais cet accord n'a pas été rendu public. Les porte-parole des gouvernements intéressés ont simplement fait une déclaration aux termes de laquelle ont sait que le Vietnam constitue un Etat souverain au sein de l'Union française. L'indépendance ainsi reconnue au Vietnam pose d'importants problèmes pour la représentation dans ce pays des intérêts économiques français.

Il conviendrait cependant que fût précisée, le plus rapidement possible, la situation juridique des anciennes assemblées consultatives dans les territoires d'outre-mer inclus désormais dans l'Etat souverain du Vietnam membre de l'Union française.

Il semble que deux systèmes extrêmes doivent être écartés, savoir.

1° Donner aux chambres de commerce françaises dans les Etats associés le statut des chambres de commerce de la métropole. Les Etats associés, étant souverains, possèdent leur autonomie législative et il n'est pas possible constitutionnellement de leur imposer la législation française.

2° Assimiler le statut des chambres de commerce françaises dans les Etats associés à celui des chambres de commerce françaises à l'étranger.

Cette seconde solution, tandis que la première paraît impossible, serait inopportune; l'autorité des chambres de commerce serait ainsi très amoindrie et une solution de cet ordre ne tiendrait pas suffisamment compte de ce que les Etats associés doivent, par définition, être unis à la France, plus étroitement qu'à n'importe quel autre Etat souverain, par une communauté d'intérêts et d'institutions.

Sans prétendre en quoi que ce soit définir un statut nouveau pour les anciennes assemblées consulaires françaises dans les nou-

(1) Voir: Conseil de la République, n° 835 (année 1949).

veaux Etats associés, nous pensons qu'il y a lieu pour le Gouvernement de s'inspirer, dans les négociations que nous désirerions lui voir entreprendre sans délai avec ces Etats associés sur ce sujet, des considérations suivantes:

a) En premier lieu, il est souhaitable que les anciennes chambres de commerce soient maintenues dans chacun des Etats associés auprès du représentant dans cet Etat de l'autorité française. Elles seraient, pour ainsi dire, les conseillères du haut commissaire de la République en matière économique.

b) Mais ces fonctions sont nettement insuffisantes encore par elles-mêmes. Pour que les intérêts français soient maintenus intacts dans les Etats associés, qu'il s'agisse d'intérêts collectifs ou d'intérêts individuels, pour que l'intégralité des droits économiques de la France et de l'Union française soit respectée, il semble que les nationaux originaires de la métropole ne doivent pas être exclus dans les Etats associés du contrôle des services publics qu'ils ont souvent créés et gérés jusqu'ici, tels que les ports, les écoles, les entrepôts de douane, etc.

c) Il apparaît utile, enfin, dans les négociations qu'il aura à conduire avec les gouvernements des Etats associés, le gouvernement de la République obtienne que les chambres de commerce françaises bénéficient, dans ces Etats, d'un statut privilégié par rapport à celui des chambres de commerce étrangères, privilège qui pourrait notamment se traduire par la possibilité pour les assemblées consulaires françaises de continuer à assumer un rôle administratif, d'être concessionnaires de travaux ou de services publics, et de conserver une représentation dans les conseils d'administration des établissements qu'elles ont fondées antérieurement. On voudra bien noter, au demeurant, que le statut que nous souhaitons voir obtenir pour les chambres de commerce françaises dans les nouveaux Etats associés, est celui-là même des sections françaises des chambres de commerce et des chambres d'agriculture au Maroc et en Tunisie.

Nous avons le sentiment que les négociations en vue de la fixation du statut des anciennes chambres de commerce dans les Etats associés devraient intervenir rapidement, ne serait-ce que pour régler la situation des chambres de commerce françaises du Vietnam actuellement menacées de se voir déposséder du fruit des efforts qu'elles n'ont cessé de déployer depuis leur création dans les anciens protectorats de l'Annam et du Tonkin, et dans l'ancienne colonie de la Cochinchine.

C'est en considération de ces nécessités que nous proposons au Conseil de la République de voter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à entreprendre d'urgence des négociations avec les Etats associés de l'Union française, en vue de régler la situation des chambres de commerce et des chambres d'agriculture françaises dans les territoires associés devenus souverains, de telle façon, et sous réserve des stipulations contraires qui pourraient figurer aux accords franco-vietnamiens, que ces assemblées consulaires puissent à la fois demeurer les conseillères du haut commissaire de la République et assumer un rôle administratif non exclusif du contrôle des services publics qu'elles ont créés et gérés jusqu'ici, ni de la gestion des concessions ou des services publics des établissements dont elles avaient traditionnellement la responsabilité.

ANNEXE N° 839

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en **aide à certaines catégories d'aveugles** et de **grands infirmes,** par M. Vourc'h, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er décembre 1949, page 2576, 2e colonne.)

ANNEXE N° 840

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Saint-Cyr, Dulin, Couinaud, Bénigne Fournier, de Pontbriand, Naveau et des membres de la commission de l'agriculture, tendant à inviter le Gouvernement à **reviser** sa **politique laitière** en matière de prix et à **rendre** immédiatement la **liberté** au marché des **fromages de garde,** par M. Naveau, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 2 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 1er décembre 1949, page 2577, 1re colonne.)

ANNEXE N° 841

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation et au fonctionnement d'une **mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet,** par M. Saller, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, les îles Kerguelen sont françaises depuis le 13 février 1772, et le décret du 21 novembre 1924 les a rattachées au gouvernement général de Madagascar, sans que jamais une installation permanente ait matérialisé les droits de la France.

Jusqu'à ces dernières années, il ne paraissait pas indispensable, en effet, de créer cette installation permanente, les îles étant inhabitées et leur utilisation dans le cadre des activités internationales ne paraissant pas alors justifiée. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, il est apparu que la grande île des Kerguelen présente un double intérêt, pour les liaisons aériennes intercontinentales entre l'Afrique du Sud et l'Australie en particulier, ainsi que pour l'économie mondiale, des ressources importantes pouvant être mises en exploitation.

Le Gouvernement a donc été amené à envisager l'envoi sur place d'une mission d'études qui aurait pour objet d'étudier la possibilité d'installer un poste radio-météorologique permanent et un terrain d'aviation, puis de se livrer à des recherches de caractère économique portant sur les ressources maritimes et minières notamment.

L'envoi de cette mission et les conclusions auxquelles elle aboutira permettront surtout au Gouvernement de satisfaire aux préoccupations de l'organisation des Nations Unies qui estime que la souveraineté des nations ne se légitime sur les terres inhabitées qu'autant qu'elle donne lieu à une occupation et une exploitation effectives.

C'est à cette fin que la mission Paul-Emile Victor est partie en 1948 pour la Terre Adélie, et qu'il sera également nécessaire très prochainement d'envisager une installation aux îles Saint-Paul et Amsterdam situées dans cette même région du monde et qui relèvent de la France.

Pour ces diverses raisons, votre commission des finances ne peut donc que vous proposer d'adopter le projet de loi présenté par le Gouvernement, la composition de la mission, l'évaluation et le financement des dépenses ne donnant, par ailleurs, lieu à aucune observation particulière.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1949, dépenses civiles, des crédits s'élevant à 20 millions de francs applicables au chapitre 323 (nouveau) du budget du ministère de la France d'outre-mer: « Organisation et fonctionnement d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet ».

Art. 2. — Pour satisfaire aux prescriptions de l'article 16 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation, pour l'exercice 1949, des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, le crédit ouvert par l'article précédent sera gagé par une réduction d'égal montant de la provision de 5.070 millions de francs réservée, à titre inconditionnel, au F.I.D.E.S. et au F.I.D.O.M. et incluse dans la limite de 150 milliards de francs fixée par l'article 1er de la loi précitée du 31 décembre 1948.

ANNEXE N° 842

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits** pour le fonctionnement de la **sixième session du conseil des ministres des affaires étrangères,** par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, pour faire face aux dépenses entraînées par la tenue, à Paris, au cours des mois de mai et juin 1949, de la sixième session du conseil des ministres des affaires étrangères, le Gouvernement avait déposé, le 13 juillet dernier, un projet de loi tendant à ouvrir, au ministre des affaires étrangères, un crédit supplémentaire de 19 millions.

Ce projet n'a été adopté par l'Assemblée nationale que le 10 novembre.

La dotation demandée est destinée, d'une part, à assurer la rémunération du personnel interprète et du personnel administratif chargés d'exécuter les travaux spéciaux occasionnés par la tenue de la conférence, et, d'autre part, à couvrir les frais de représentation de la délégation française ainsi que les frais de matériel de toute nature engagés à cette occasion.

Pour satisfaire à l'article 16 de la loi des maxima, le Gouvernement a proposé dans l'article 2 que les charges supplémentaires soient compensées par une annulation d'égal montant sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques au chapitre 629 « Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

Votre commission des finances, tout en approuvant le principe même de cette opération, croit cependant devoir faire remarquer que l'article 2 du projet, s'il est conforme à la lettre de l'article 16 de la loi des maxima, n'en respecte peut-être pas très exactement l'esprit.

C'est sous le bénéfice de cette observation, qu'elle vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des affaires étrangères (I. — Service des affaires étrangères) pour l'exercice 1949, en sus des crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, un crédit total de 19 millions de francs réparti comme suit par chapitre:

Chap. 110. — Service technique des conférences internationales. — Personnel, 8 millions 500.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): n° 8399, 8482 et in-8° 2110; Conseil de la République: n° 828 (année 1949).

(2) Voir: Conseil de la République: n° 825 (année 1949).

(3) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7817, 8064 et in-8° 2076; Conseil de la République, n° 780 (année 1949).

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7892, 8087 et in-8° 2091; Conseil de la République, n° 812 (année 1949).

Chap. 311. — Service technique des conférences internationales. — Matériel, 10 millions 500.000 F.

Total, 19 millions de francs.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des finances, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 19 millions de francs est définitivement annulée au titre du chapitre 629 « Conséquence de l'alignement monétaire du 18 octobre 1948 ».

ANNEXE N° 843

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le **contrôle** de la **Cour des comptes** aux **organismes de sécurité sociale,** par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter a pour objet d'étendre le contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale.

La gestion de ces organismes — ou tout au moins de certains d'entre eux — a donné lieu en effet, comme vous le savez, à différentes critiques. L'Assemblée nationale a consacré en juillet dernier de nombreuses séances à discuter plusieurs interpellations relatives à la question. Deux textes ont été votés à la suite de ces délibérations. L'un vise différentes mesures de renforcement du contrôle de l'Etat. Il fait l'objet d'un rapport de votre commission du travail et votre commission des finances vous fera connaître son avis à son sujet.

L'autre, que nous examinons en ce moment, prévoit dans un article unique que les organismes de sécurité sociale sont soumis au contrôle de la cour des comptes, dans des conditions et selon des modalités qui seront prévues par un règlement d'administration publique; ce dernier ne pourra, toutefois, fixer les sanctions encourues, celles-ci devant être déterminées par une loi ultérieure. Un deuxième paragraphe indique avec précision à quels organismes s'applique la nouvelle législation. Un troisième, enfin, spécifie que les frais du nouveau contrôle sont à la charge du budget général.

L'ensemble de ces dispositions, qui correspond sensiblement au projet présenté primitivement par le Gouvernement, sous le n° 6140, a recueilli à l'Assemblée nationale une adhésion unanime. Je vous propose de l'accueillir aussi favorablement, sous réserve toutefois des observations présentées ci-après.

En effet, de ce que ce texte a été reconnu indispensable, il ne s'en suit pas nécessairement qu'il soit suffisant.

La question s'était déjà posée à la commission des finances de l'Assemblée nationale et celle-ci s'était préoccupée de savoir comment serait opéré le nouveau contrôle.

La réponse a été fournie par le Gouvernement, ainsi que l'a rappelé le rapporteur M. Ramette, sous forme d'une lettre rectificative n° 7787 prévoyant essentiellement la création de 31 emplois de magistrats et celle de 10 postes d'agents d'exécution. La commission, cependant, pour des motifs que j'examinerai ci-après, décida de proposer la disjonction de ces dispositions supplémentaires. Celles-ci furent reprises en séance publique par M. Viatte, député, qui ne parvint cependant pas davantage à les faire adopter.

Une telle solution est-elle admissible ?

Il est, dès l'abord, choquant de décider le principe d'un contrôle sans prévoir simultanément les moyens propres à lui permettre de s'exercer. La mesure se transforme en un simple vœu sans portée pratique, indigne aussi bien du Parlement que de l'importance des intérêts en cause, en une sorte de tromperie même envers le pays auquel on semble promettre une réforme sans la réaliser effectivement.

La gravité de ces objections n'avait pas échappé à la commission des finances de l'Assemblée nationale qui a précisé, par la voix de son rapporteur particulier et par celle de son distingué rapporteur général, qu'elle n'était pas hostile par principe à l'augmentation de l'effectif de la cour des comptes, mais qu'elle estimait que cette augmentation devait être ajournée.

Elle observait, en effet, d'une part, que sur les postes demandés, 10 seulement correspondaient aux nouvelles attributions de la cour en matière de sécurité sociale, les autres étant la conséquence d'extensions antérieures et, d'autre part, que la cour devait, avant de songer à de nouvelles créations d'emplois, poursuivre la modernisation de ses moyens de travail. Dans ces conditions, un projet de loi devait, à la rentrée d'octobre, pourvoir à la réforme de la cour et à la création des postes qui seraient alors reconnus nécessaires.

Votre commission des finances a estimé que ces considérations n'étaient pas convaincantes et cela d'autant moins que le projet d'ensemble auquel je viens de faire allusion n'a pas été déposé; je me propose de vous le démontrer ci-après.

Voyons d'abord ce qu'il faut penser de ce que, sur les 31 emplois nouveaux de magistrats, 10 seulement sont destinés au contrôle de la sécurité sociale. Remarquons d'abord que nul n'a songé à cacher cette particularité, puisque c'est M. le premier président de la cour des comptes lui-même, qui a, par lettre, fourni ces chiffres à l'Assemblée nationale. C'est qu'en effet, la haute juridiction n'a jamais, jusqu'ici, bénéficié des accroissements d'effectifs qu'aurait justifiés l'extension de ses attributions.

Composé de 113 magistrats en 1907, cet effectif était porté à 155 en 1930. Ramené à 139 en 1935, il n'est encore actuellement que de 150 et même de 142 si l'on tient compte des délégations. Cependant, malgré cette quasi-stagnation, les magistrats de la cour des comptes ont dû et devront faire face à des charges de plus en plus lourdes.

Rappelons, sans entrer dans de très grands développements, leur participation au comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, présidé par le premier président lui-même, à la commission de vérification des comptes des entreprises publiques à caractère industriel et commercial institué par la loi du 6 janvier 1948, au contrôle élargi par la loi du 8 août 1947 de tous les organismes subventionnés qui ne sont pas soumis aux règles de la comptabilité publique, à de nombreuses commissions extérieures et, notamment, aux commissions des marchés, à la cour de discipline budgétaire, sans parler des demandes d'enquêtes formulées par le Parlement, en application de l'article 18 de la Constitution.

Pour mesurer cette transformation, il est utile d'indiquer que 28 membres de la cour apportent leur collaboration à la commission des entreprises publiques. Et cependant la cour n'a pas, pour autant, négligé ses attributions traditionnelles, malgré les difficultés dues à la période de guerre. Elle a résorbé actuellement l'essentiel de l'arriéré dans les vérifications de comptabilités. Dans son dernier rapport public, elle a pu faire état de faits de 1947 et 1948 et j'indiquerai ici, en passant, qu'il ne lui a pas appartenu que son rapport n'ait pas encore été suivi des sanctions qui paraissaient s'imposer.

Va-t-on objecter à la cour que, puisqu'elle a jusqu'ici mené de front ces tâches écrasantes, elle peut poursuivre encore cet effort ?

Ce serait méconnaître que, faisant l'escompte des augmentations d'effectifs inéluctables et désireuse de mettre en œuvre le plus rapidement possible les textes votés par le Parlement, la cour a dû différer ou réduire certains contrôles qu'il y aurait danger à retarder ou à limiter plus longtemps. Ce serait, en outre, méconnaître que la commission des entreprises publiques qui, au cours du dernier exercice, a examiné les comptes de 21 entreprises choisies, il est vrai, parmi les plus importantes, comme les houillères, Electricité et Gaz de France, doit porter cette année son action sur 105 établissements ou sociétés dont la Société nationale des chemins de fer français et les compagnies d'assurances nationalisées.

Il arrive un moment où l'extrême tension est atteinte et, à mon avis, ce moment est arrivé pour le cas qui nous occupe. Il serait absolument impossible de confier à la cour des comptes le contrôle des organismes de sécurité sociale, sans lui accorder simultanément un accroissement d'effectifs, car sinon, elle serait conduite, soit à ne pas exercer ce contrôle, soit à négliger ses autres attributions. J'ajoute qu'il ne me paraîtrait pas convenable de limiter cet accroissement aux effectifs strictement nécessaires à ces nouvelles attributions en négligeant ce qui correspond à celles qui lui ont été antérieurement dévolues. Il ne faut pas prendre de demi-mesures, car en cette matière, les économies sont non seulement mesquines, mais ruineuses.

Peut-on dire maintenant que la cour peut faire face à l'ensemble de ses nouvelles attributions moyennant des modifications de ses méthodes de travail ?

Certes, personne ne niera que ces méthodes ne peuvent plus être les mêmes qu'en 1807, lors de la création de la haute juridiction, mais celle-ci n'a pas attendu d'y être invitée pour améliorer son fonctionnement interne. On constate, en comparant les textes de 1807 et la pratique actuelle, une évolution considérable. C'est que la cour a tenu à s'adapter par exemple à la grande réforme qu'a constituée la production très prompte de la comptabilité administrative des ministères indépendamment de celle plus tardive des comptes de gestion des comptables.

Un décret du 28 avril 1934 confère d'ailleurs au premier président le pouvoir d'apporter à l'organisation du travail de la cour, après avis conforme du procureur général, toutes les modifications reconnues nécessaires pour améliorer son rendement. Utilisant largement cette faculté, les premiers présidents, surtout dans la période la plus récente, ont profondément transformé les méthodes anciennes, d'accord avec la conférence des présidents et du procureur général. C'est ainsi que la procédure a été allégée, que dès 1945 des essais d'association du personnel administratif aux tâches matérielles de contrôle des magistrats ont été tentées, que dans le choix des matières faisant l'objet d'investigations un ordre de priorité a été fixé pour proportionner l'importance des effectifs mis en œuvre à celui du contrôle, qu'une spécialisation a été réalisée à la faveur de la constitution d'équipes de rapporteurs chargés de comptes analogues, que la direction de ces équipes a souvent été confiée à des conseillers maîtres eux-mêmes, dont l'ancien rôle de contre-rapporteur fait place de plus en plus à celui de dirigeant ou même de contrôleur, et enfin que pour accélérer les études et alléger les envois de pièces de correspondance, les enquêtes sur place deviennent, dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer, de plus en plus fréquentes.

S'il reste encore des améliorations à apporter, on peut être certain que la cour s'emploiera à les réaliser.

A cet égard, je me permets d'indiquer qu'il n'est peut-être pas très exact de parler d'une loi de réforme de la cour des comptes. Ce terme, en effet, est généralement réservé pour le cas où il y a des abus graves à redresser; ce n'est certes pas le cas et il serait un peu désobligeant d'employer ici cette formule. J'estime donc qu'il n'y a rien à attendre d'une étude plus approfondie du Parlement pour connaître avec plus de précision les besoins en effectifs de la cour des comptes et que nous pouvons, dès maintenant, nous prononcer.

Oserais-je ajouter — sans vouloir naturellement nier le pouvoir éminent d'appréciation du Parlement — que celui-ci ne doit pas faire preuve systématiquement de la même méfiance envers tous les services de l'administration ?

Il doit, au contraire, semble-t-il, dans le cas d'un grand corps comme la cour des comptes qui lui est rattaché directement par l'article 18 de la Constitution, faire preuve de la plus large confiance.

Si la cour elle-même, à l'issue d'une étude minutieusement menée, fait connaître avec précision les effectifs qui lui sont nécessaires pour mener à bien les tâches qui lui sont confiées, on peut être certain que cette évaluation a été faite avec le souci de ménager au maximum les deniers publics.

Je ferai observer, en troisième lieu, qu'il ne serait pas sans inconvénients pratiques d'ajourner la création des emplois nouveaux. La du-

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6140, 7787, 7827, 7842 et in-8° 1953; Conseil de la République, n° 638 (année 1949).

rée des études à l'école nationale d'administration, qui pourvoit aux postes d'auditeurs, est, en effet, de trois ans et c'est seulement graduellement que la cour obtiendra ses jeunes magistrats.

La mise en place du nouveau contrôle ne pourra, en effet, que suivre de plusieurs semaines la création de ces postes. Or, il serait de première importance qu'elle ait lieu très rapidement. Par conséquent, il faut prendre une décision dès maintenant.

Enfin, ce sera mon dernier argument — et il n'est pas le moindre — l'expérience porte à croire que même si le projet de loi d'ensemble qui avait été envisagé se trouvait actuellement déposé, il ne pourrait certainement pas intervenir avant longtemps. Le texte que nous discutons aujourd'hui a, en effet, été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 21 janvier 1949. On peut tenir pour assuré qu'en raison des tâches importantes qui appellent actuellement le Parlement, il ne lui sera pas possible de s'occuper de l'affaire dont nous nous entretenons avant le second trimestre de 1950. Les inconvénients que je viens de citer seront ainsi considérablement augmentés. Il ne serait même pas impossible que l'on perde toute une année de contrôle.

Votre commission des finances, après avoir entendu des exposés de M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et de M. le premier président de la cour des comptes, a pensé que le Parlement ne doit pas s'exposer à ce risque et que la question doit être réglée sans plus tarder. Elle vous propose en conséquence de reprendre dans leur plus grande partie les dispositions qui avaient fait l'objet de la lettre rectificative n° 7787. Vous trouverez ci-après dans le texte du projet le détail de ces dispositions. Elles sont suffisamment claires pour ne nécessiter aucun commentaire étendu.

Je me bornerai à signaler que la création de 31 emplois de magistrats et de 10 postes d'exécution est prévue à l'article 2. Il présente aux yeux de votre commission une importance capitale au point que si, contrairement à son sentiment, il devait être repoussé, elle vous proposerait le rejet de l'ensemble du projet. Il serait, en effet, à ses yeux, parfaitement vain et même nuisible de décider le principe d'un contrôle qui ne pourrait pas être effectivement exercé.

L'article 4 fixe les règles de recrutement particulières pour les trois emplois d'auditeur de 2e classe nouvellement créés. La même mesure n'est pas nécessaire pour les autres postes, toutes dispositions utiles étant prévues par le statut de la haute juridiction.

Les articles 5 et 6 ouvrent les crédits nécessaires et les compensent, pour satisfaire à la loi des maxima, par une annulation corrélative. En égard au retard apporté au vote du présent projet, il a paru possible de réduire les dotations demandées primitivement en les limitant aux chiffres de 1.338.000 F pour le personnel et 750.000 F pour le matériel.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances vous propose de donner votre adhésion au projet de loi ainsi modifié:

PROJET DE LOI

Art. 1er (ancien article unique). — Les organismes de sécurité sociale sont soumis au contrôle de la cour des comptes dans les conditions et selon les modalités qui seront fixées par un règlement d'administration publique. Les sanctions qui pourront être appliquées à la suite de ce contrôle seront fixées par une loi ultérieure.

Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous les organismes de droit privé jouissant de la personnalité civile ou de l'autonomie financière et assurant en tout ou partie la gestion d'un régime légalement obligatoire d'assurance contre la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles ou de prestations familiales, ainsi qu'aux unions ou fédérations desdits organismes.

Les frais du contrôle institué par la présente loi seront supportés par le budget général.

Art. 2 (nouveau). — Sont autorisées à la cour des comptes les créations d'emplois ci-après:

1 emploi de président de chambre;
5 emplois de conseiller-maître;
8 emplois de conseiller référendaire de 1re classe;
8 emplois de conseiller référendaire de 2e classe;
6 emplois d'auditeur de 1re classe;
3 emplois d'auditeur de 2e classe;
4 emplois de secrétaire sténodactylographe;
6 emplois de sténodactylographe.

Art. 3 (nouveau). — Le nombre des conseillers référendaires de 1re classe susceptibles d'accéder à la classe exceptionnelle, dans les conditions prévues par l'article 2 de la loi du 16 mai 1941, est porté à 9.

Art. 4 (nouveau). — Les emplois d'auditeur de 2e classe seront attribués aux anciens élèves de l'école nationale d'administration, issus de l'une des promotions « France combattante », « Croix de Lorraine » et « Union française », à raison d'un emploi par promotion.

Les candidats à un emploi d'auditeur seront choisis selon leur rang de sortie de l'école nationale d'administration.

Les auditeurs ainsi nommés seront reclassés dans les mêmes conditions que les auditeurs appartenant à la même promotion.

Art. 5 (nouveau). — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles), modifiée par la loi n° 49-559 du 20 avril 1949 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 2.088.000 francs et applicables aux chapitres ci-après du budget des finances et des affaires économiques (I. — Finances):

Chap. 126. — Traitement du personnel de la cour des comptes, 1.338.000 F.
Chap. 315. — Matériel et frais divers de la cour des comptes, 750.000 F.
Total, 2.088.000 F.

Art. 6 (nouveau). — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques au titre du budget des finances et des affaires économiques (I. — Finances) pour l'exercice 1949, par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 et par des textes spéciaux, une somme de 2.088.000 francs est définitivement annulée au chapitre 053: « Intérêts des bons du Trésor à court terme et valeurs assimilées ».

ANNEXE N° 844

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, renforçant le **contrôle** de l'**Etat** sur les **organismes de sécurité sociale**, par M. Bolifraud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, je vous ai indiqué dans mon rapport sur le projet de loi tendant à étendre le contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale que ce texte était accompagné d'une proposition de loi relative à diverses autres mesures de renforcement du contrôle de l'Etat sur les mêmes organismes. Cette proposition est rapportée devant vous par votre commission du travail; la commission des finances m'a chargé de vous faire connaître son sentiment en l'espèce.

La richesse de documentation du rapport de notre collègue M. Abel-Durand me dispense de vous présenter de longues considérations générales. Je me contenterai donc de vous indiquer, en les commentant, les modifications que votre commission des finances vous propose d'apporter au texte, en notant seulement, en exergue à nos travaux, que ce texte porte un titre quelque peu trompeur car, loin de renforcer le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale, il ne fait que réduire celui qui était prévu par le décret du 25 mars 1949. Certes votre commission des finances a souci de ne pas contrevenir au principe de l'autonomie des caisses de sécurité sociale; mais elle estime que cette autonomie ne doit pas empêcher l'exercice, dans l'intérêt général, d'un certain contrôle, et d'un contrôle qui ne soit pas purement apparent.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.): nos 6963, 7062 et in-8° 1954; Conseil de la République, nos 641 et 824 (année 1949).

Article 1.

Cette disposition pose le principe des nouveaux contrôles et définit les organismes auxquels ils s'appliquent. A ce dernier titre, le décret du 25 mars était tout à fait général. La proposition de loi exclut au contraire, d'une part les organismes de mutualité sociale agricole, d'autre part les organismes créés par la loi du 17 janvier 1948 et qui sont, je vous le rappelle, des organisations destinées à payer les allocations de vieillesse aux non salariés (artisans, industriels et commerçants, membres des professions libérales et agriculteurs).

Votre commission des finances a considéré que l'exclusion des mutualités agricoles était justifiée. Le statut de ces dernières doit en effet être réglé par un texte qu'il appartient au Gouvernement de déposer. Le projet devra tout naturellement prévoir les contrôles à exercer et il serait prématuré de prendre actuellement position à ce sujet.

En ce qui concerne les organismes de la loi du 17 janvier, votre rapporteur avait proposé de les soumettre au droit commun. Le fait qu'ils soient tout nouvellement créés ne justifie pas *ipso facto* un relâchement du contrôle; le contraire serait même peut-être plus justifié. Tenant compte cependant de ce qu'il importe de gêner le moins possible la constitution de ces caisses, qui s'avère difficile, votre commission s'est ralliée à un amendement de M. Maroger décidant que les organismes en cause ne seraient soumis au contrôle que moyennant l'intervention de décrets.

Article 3.

Le texte correspondant du décret du 25 mars prévoit, dans un premier alinéa, que si les frais de gestion d'un organisme de sécurité sociale dépassent pendant la période d'un trimestre des limites fixées par arrêté ministériel, le conseil d'administration doit établir un budget administratif annuel jusqu'à ce que les frais de gestion soient ramenés pendant un exercice entier dans ces mêmes limites.

L'Assemblée nationale a prévu deux amendements:

D'une part, remplacement de la période d'un trimestre par une année;

D'autre part, intervention, pour avis, dans la fixation des limites susvisées, du conseil supérieur de la sécurité sociale ou de la commission supérieure des allocations familiales ainsi que des groupements de caisses intéressés.

La commission du travail propose deux modifications:

a) Spécifier que l'arrêté déterminant les limites doit fixer les bases du calcul de ces frais;

b) Supprimer les mots « les groupements de caisses intéressés » lesquels lui paraissent manquer de précision.

Votre commission des finances se rallie à ces propositions, sous cette réserve qu'elle préférerait voir substituer aux mots « les limites déterminées par un arrêté fixant les dates de calcul de ces frais » l'expression « les limites fixées par un arrêté du ministre compétent ». Cette dernière, qui a d'ailleurs été adoptée par l'Assemblée nationale, lui paraît préférable par son caractère de généralité. M. Abel Durand a signalé l'intérêt qu'il y avait à prendre des arrêtés généraux, mais suffisamment simples; le texte proposé permet au ministre de choisir dans chaque cas la formule la meilleure.

L'alinéa 2 de l'article 3 du décret du 25 mars disposait que le budget administratif devait être approuvé par le ministre compétent.

L'Assemblée nationale a cru devoir préciser qu'il convenait de tenir compte des conventions collectives existantes et des autres engagements contractuels qui ont été précédemment autorisés.

L'intention est louable, car il s'agit d'éviter que les membres du personnel des caisses, qui ne sont pas tous responsables d'une mauvaise gestion, ne se trouvent privés, sans garantie, de leur emploi. La commission du travail a considéré qu'une telle mesure va de

droit et que son intervention n'offre aucun inconvénient.

Partant de la même considération, votre commission des finances aboutit à une conclusion opposée. Elle estime en effet qu'il est non seulement inutile, mais même nuisible, de dire que les engagements pris doivent être respectés car certains pourraient penser qu'il ne s'agit pas d'une simple supertétation et rechercher des interprétations peut-être dangereuses. En conséquence, elle vous propose de supprimer les mots: « compte tenu des conventions collectives existantes et des autres engagements contractés qui ont été précédemment autorisés ».

A l'alinéa 3, il était prévu dans le décret que l'agent comptable devait sous sa responsabilité refuser le payement de toutes les dépenses non régulièrement autorisées.

L'Assemblée nationale, suivie par notre commission du travail, propose de dire « dépenses non régulièrement autorisées par le conseil d'administration ».

Avec ce texte le conseil d'administration peut dépasser les limites du budget approuvé par le ministre, sans que l'agent comptable puisse s'opposer à ce dépassement.

Une telle situation est difficile à admettre. Sans doute peut-on faire observer que l'agent comptable dépend du conseil d'administration et non du ministre et qu'il y a une hiérarchie à respecter; on peut dire aussi qu'en donnant à l'agent comptable ordre de payer, le conseil d'administration engage sa responsabilité. Ces arguments, tout exacts qu'ils soient, n'empêcheront pas que si des dépenses sont autorisées par le conseil en excédent du budget, elles seront faites sans possibilité de retour. Or, ce qui est important, c'est d'empêcher qu'elles soient faites.

Votre commission des finances estime que les divers intérêts en présence pourraient être conciliés par l'adoption de la formule: « ...refuser le payement de toutes dépenses non prévues au budget, sauf autorisation du ministre compétent ».

De la sorte le budget continuerait à présenter le caractère limitatif qui lui est propre, mais en cas de dépense imprévue il appartiendrait au conseil d'administration de demander au ministre de le modifier. En outre, l'agent comptable ne risquerait plus d'être en conflit avec son conseil d'administration, puisque l'affaire passerait immédiatement sur le plan ministériel.

Tels sont les quelques amendements qui semblent à votre commission de nature à permettre d'exercer un contrôle efficace, sans être tracassier; elle vous demande de bien vouloir les accepter et, dans ces conditions, donne avis favorable au texte présenté par la commission du travail.

Texte des amendements proposés par la commission des finances.

Premier amendement.

Art. 1er. — Remplacer la fin de l'article par les dispositions suivantes:

« ...ainsi qu'aux unions ou fédérations desdits organismes, à l'exclusion des organismes de mutualité sociale agricole. En ce qui concerne les organismes créés par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, un ou plusieurs décrets détermineront les dates à partir desquelles ils seront soumis aux dispositions de la présente loi. »

Deuxième amendement.

Art. 3. — Au premier alinéa, remplacer les mots:

« les limites déterminées par un arrêté fixant les bases de calcul de ces frais », par: « les limites fixées par un arrêté du ministre compétent ».

Troisième amendement.

Art. 3. — Au deuxième alinéa, supprimer les mots:

« compte tenu des conventions collectives existantes et des autres engagements contractuels qui ont été précédemment autorisés ».

Quatrième amendement.

Art. 3. — Au troisième alinéa, *in fine*, remplacer les mots:

« toutes dépenses non régulièrement autorisées par le conseil d'administration », par: « toutes dépenses non prévues au budget, sauf autorisation du ministre compétent ».

ANNEXE N° 845

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à provoquer le **relèvement** de la **dotation du chapitre 601:** « Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques » du **budget de l'intérieur** pour 1949, en vue d'allouer un **complément d'indemnisation** aux **victimes** des dégâts provoqués par la **tempête** des 30 et 31 décembre 1948, particulièrement dans le département du **Morbihan,** présentée par MM. Le Digabel, Jean de Gouyon et Le Léannec, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur. [administration générale, départementale et communale, Algérie.].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, il y a quelques semaines, une tempête d'une rare violence s'abattait sur nos côtes, faisant de nombreuses victimes parmi les marins pêcheurs, semant le deuil dans certaines localités particulièrement frappées, comme le petit port d'Etel.

Au cours de sa séance du 24 novembre 1949, le Conseil de la République, unanime, a voulu manifester sa sollicitude aux populations côtières, en invitant le Gouvernement à venir en aide aux familles plongées dans la détresse par la fureur des éléments déchaînés.

Nous sommes convaincus qu'il donnera suite à cette invitation et prendra toutes les mesures pratiques d'application qu'appelle une situation infiniment douloureuse.

Il convient toutefois de rappeler que, les 30 et 31 décembre 1948, une tornade très violente avait déjà ravagé les départements côtiers de l'ouest, entraînant des pertes en vies humaines et des dommages matériels considérables, notamment dans le Morbihan.

Or, l'aide financière apportée aux sinistrés pour la réparation de ces dommages s'est révélée nettement insuffisante.

La commune de Groix, où plusieurs centaines d'immeubles avaient été endommagés, n'a reçu par exemple à ce titre qu'une somme de un million alors que le montant des dégâts y atteint six millions.

C'est sur le crédit de 50 millions de francs inscrit au chapitre 601 du budget du ministère de l'intérieur par la loi du 31 décembre 1948, portant fixation des dépenses ordinaires civiles de l'exercice 1949 ,qu'ont été imputés les secours ainsi attribués.

Ce crédit étant actuellement épuisé, la majoration des indemnités déjà versées aux sinistrés ne sera possible que moyennant le relèvement de la dotation du chapitre considéré.

Tel est l'objet de la présente proposition de résolution, que nous vous demandons d'adopter.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à provoquer le relèvement de la dotation du chapitre 601 « secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques » du budget du ministère de l'intérieur pour 1949, en vue d'allouer un complément d'indemnisation aux victimes des dégâts provoqués par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, particulièrement dans le département du Morbihan.

ANNEXE N° 846

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'**échange** en nature **blé-pain** ou **blé-farine** , par M. Restat, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la commission de l'agriculture a examiné le contre-projet de M. Jean Durand, qui visait à étendre la pratique de l'échange en nature à tous les départements, lorsque la demande en serait faite par le conseil général.

Votre commission s'est prononcée pour le maintien du texte qu'elle avait primitivement adopté, en y ajoutant, toutefois, un article 3 (nouveau) qui précise que les dérogations prévues à l'article 19 de la loi du 15 août 1936 pourront être étendues aux départements non bénéficiaires de ces dispositions lorsque la demande en sera faite par le conseil général, après accord des organisations professionnelles intéressées.

Compte tenu de ces modifications, nous vous demandons d'adopter, sous un nouveau titre, le texte dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE AU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉCHANGE EN NATURE BLÉ-PAIN OU BLÉ-FARINE, SUIVANT LES MODALITÉS DE LA LOI DU 15 AOUT 1936 ET DES TEXTES SUBSÉQUENTS AVEC POSSIBILITÉ D'EXTENSION AUX DÉPARTEMENTS NON BÉNÉFICIAIRES DE L'ÉCHANGE.

Art. 1er. — La loi validée n° 2488 du 11 juin 1941 est abrogée.

Art. 2 (nouveau). — L'échange en nature blé-pain ou blé-farine s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 15 août 1936 et des textes subséquents.

Art. (nouveau). — Les dérogations prévues à l'article 19 de la loi du 15 août 1936 pourront être étendues aux départements non bénéficiaires de ces dispositions, lorsque la demande en sera faite par le conseil général après accord des organisations professionnelles intéressées, sur les modalités de l'échange blé-pain ou blé-farine, comportant rémunération en argent ou en nature.

Nouvelle rédaction de la commission pour l'article 3 (nouveau).

(Présentée le 8 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI

. . . . . .

Art. 3 (nouveau). — Les dérogations prévues à l'article 19 de la loi du 15 août 1936 pourront être étendues, par arrêté préfectoral, aux départements non bénéficiaires de ces dispositions, lorsque la demande en sera faite par le conseil général après accord des organisations professionnelles intéressées sur les modalités de l'échange blé-pain ou blé-farine comportant rémunération en argent ou en nature.

ANNEXE N° 847

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le **contrôle** de la **Cour des comptes** aux **organismes de sécurité sociale.**, par M. Abel-Durand, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi tendant à étendre le contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale fait partie d'un ensemble de mesures visant au renforcement du contrôle de ces organismes, décidés par le Gouvernement pour l'exécution de l'article 3 de la loi du 17 août 1948 qui le prescrivait.

Le projet a été déposé le 21 janvier 1949 et suivi, le 25 mars, d'un décret par lequel le Gouvernement prenait lui-même les mesures rentrant dans la compétence de son pouvoir réglementaire.

Le rapport du président du conseil des ministres, qui figure en tête du décret, expose que l'extension du contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale, inséré dans le cadre général des mesures de renforcement du contrôle prévues par le Gouvernement, exige le vote d'une loi.

Le Conseil de la République se trouve appelé, d'autre part, à connaître des mesures

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5622, 5667, 6185, 7986 et in-8° 1996; Conseil de la République, nos 717 et 792 (année 1949).

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6140, 7787, 7827, 7842 et in-8° 1953; Conseil de la République: nos 638 et 843 (année 1949).

prises par voie de décret, une proposition de loi tendant à la modification des dispositions du décret du 25 mars 1949, ayant été déposée à l'Assemblée nationale et adoptée par celle-ci après modification.

Cette proposition de loi a été renvoyée à votre commission du travail et de la sécurité sociale: elle fait l'objet d'un rapport déposé d'autre part (C. R. n° 824, année 1949).

Le projet de loi tendant à l'extension du contrôle de la Cour des comptes, voté à l'Assemblée nationale le même jour que la proposition de loi tendant à modifier le décret, a été renvoyée à la commission des finances. La compétence de celle-ci à l'égard du projet de loi était d'autant plus justifiée que, par la suite, une lettre rectificative y rattachait, par la voie d'articles additionnels au projet primitivement limité au contrôle de la sécurité sociale, des dispositions portant création d'emploi à la Cour des comptes pour lui permettre de faire face à l'ensemble des missions nouvelles qui lui sont imparties.

La commission du travail et de la sécurité sociale n'a été saisie que pour avis. Le projet de loi rentre dans ses attributions au même titre que l'ensemble des mesures de renforcement du contrôle de la sécurité sociale, mais elle n'a pas à connaître de création d'emplois qui répondraient à d'autres besoins que ceux de ce contrôle.

L'extension du contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale ment aux prescriptions de la loi du 1er avril De par son propre statut, en effet, les attributions de la Cour des comptes ne s'exerçent qu'à l'égard des deniers publics proprement dits, encore que récemment elles aient été étendues à des gestions qui ne présentent pas ce caractère. Or, la loi attribue aux organismes de sécurité sociale un statut juridique de droit privé; l'ordonnance du 4 octobre 1945 déclare, en effet, que les caisses primaires et régionales de sécurité sociale et même les caisses d'allocations familiales sont constituées et fonctionnent conformément aux prescriptions de la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

A la vérité, les organismes de sécurité sociale ne se classent exactement ni parmi les personnes morales de droit privé, ni parmi les personnes morales de droit public. Elles ressortissent dans leur constitution à un droit intermédiaire, le droit social, droit relativement nouveau dans ses expressions, qui ne partage ni le libéralisme du droit privé, ni l'étatisme du droit public. Les personnes morales de droit social se rapprocheront d'autant plus du droit public que la loi leur aura conféré des prérogatives plus étendues et notamment un monopole: l'ordonnance du 4 octobre 1945, en mettant fin au pluralisme du régime antérieur des assurances sociales et des allocations familiales et aussi par les modalités même de l'élection de leur conseil d'administration, place les caisses de sécurité sociale beaucoup plus près des établissements publics que des sociétés mutualistes.

Cette « promotion » administrative trouve une contre-partie aux prérogatives qui en résultent dans la réglementation administrative de plus en plus étroite à laquelle sont assujettis les organismes de sécurité sociale.

Quelle que soit théoriquement la nature juridique de ces organismes sous le régime de l'ordonnance du 4 octobre 1945, il est certain que le service dont elle leur confie la gestion est un véritable service public. Son extension, dans les termes de l'article 1er de l'ordonnance, à toute la population active et aux « risques de toute nature », lui donne indiscutablement ce caractère. La dénomination de sécurité sociale recouvre des buts qui dépassent notablement ceux auxquels tendaient originairement les assurances sociales et les allocations familiales. Il faut dire que, par son objet, à une époque caractérisée par l'instabilité économique, un tel service public doit être tenu pour l'un des premiers de la nation.

C'est par ce caractère de service public, et de « service public d'une particulière importance » que l'exposé des motifs du projet de loi justifie l'assujettissement des organismes de sécurité sociale au contrôle de la cour des comptes.

Le développement pris par ce qu'on appelle tantôt « salaire social », tantôt « salaire indirect », par ce qui est présenté comme une redistribution du revenu ouvrier, a appelé des critiques en sens divers qu'il n'y a pas lieu de rappeler toutes ici. Mais il convient de mentionner, parce qu'elle se relie directement au projet de loi présentement examiné, la position prise en cette matière par le ministère des finances dans les « statistiques et documents » qu'il vient de publier en annexe au projet de loi de finances. Un chapitre est consacré, d'après un titre même à la parafiscalité sociale. Les cotisations « prélevées obligatoirement suivant des règles strictes » y sont présentées comme « un véritable impôt qui aurait une affection particulière. »

Le tableau des « ressources parafiscales destinées à couvrir les dépenses du régime général et du régime agricole de la sécurité sociale » contenu dans ce chapitre donne pour 1949, d'après les prévisions, un total de 619.600 millions. S'il convient d'en déduire les congés payés (105 milliards) et si les allocations temporaires rentrent dans ce total pour 24 milliards par contre les régimes dits spéciaux n'y figurent pas. La charge de la parafiscalité sociale dépasse très largement celle des impôts directs sur le revenu: telle est la constatation faite dans le document cité.

Il relève qu'un prélèvement aussi massif diminue nécessairement la capacité fiscale du pays, « en même temps qu'il constitue aujourd'hui pour l'économie française une charge que certains estiment disproportionnée avec ses possibilités tout au moins actuelles ».

En conclusion des observations dont on ne cite ici que l'essentiel, le ministère des finances ne paraît pas estimer suffisant ce « contrôle a posteriori ».

On veut seulement faire remarquer ici, par souci d'objectivité, que les sommes, à ne sont pas à insérer seulement au passif, la vérité impressionnantes, citées plus haut, qu'elles ont aussi des contre-parties actives. D'autre part, même en admettant les critiques sévères formulées contre le fonctionnement des caisses de sécurité sociale, ce n'est pas nécessairement dans la voie d'un resserrement de l'emprise administrative que doit être recherchée la réforme qui répondra le mieux aux abus, aux exagérations, auxquelles on veut remédier, qui réalisera le mieux ce qui doit en être l'objectif, à savoir: la conciliation des exigences de l'équilibre financier de la Nation et des organismes de sécurité sociale eux-mêmes avec celles d'un service qui répond à un des besoins les plus essentiels de la Nation.

Il doit être entendu que l'assujettissement des organismes de sécurité sociale au contrôle de la Cour des comptes n'implique ni une transformation actuelle du statut des organismes de la sécurité sociale, ni ne préjuge d'une transformation future. La question reste entière.

Tel est le rôle de la Cour des comptes, tribunal administratif et grand corps de l'Etat, que, d'une part, dans l'exercice de ses attributions juridictionnelles, il rend à l'égard des comptables des arrêts individuels de quitus et de débet et que, d'autre part, en vertu même de sa loi organique, il exerce une mission générale de contrôle, dont l'importance n'a fait que s'accroître depuis la loi de 1807, surtout dans une période récente et notamment depuis la libération, à la suite de la formation au sein de notre économie d'un secteur public comportant une participation financière de l'Etat.

Cette mission a d'autant plus lieu de s'exercer dans le domaine de la sécurité sociale qu'il en avoisine un autre, celui de l'assistance avec lequel il a des rapports tels que la loi du 17 août 1948 prescrit, en même temps que le renforcement du contrôle des organismes de sécurité sociale, leur coordination avec l'assistance en vue de l'allégement des charges de celle-ci.

Les charges d'assistance sont lourdes non seulement pour l'Etat, mais aussi pour les collectivités locales. L'inventaire déjà cité révèle (p. 166) qu'en 1948, elles représentent 43,1 p. 100 des dépenses totales des départements (indépendamment de 8,6 p. 100 de leurs propres dépenses pour les communes), contre 28,4 p. 100 (et 7,3 p. 100) en 1930, c'est-à-dire avant les assurances sociales. Une enquête faite par l'association des présidents de conseils généraux a montré notamment (d'après les réponses provenant de 28 départements) que, en 1948, les dépenses payées, respectivement pour les ressortissants de l'assistance médicale gratuite et pour les assurés sociaux dans les hôpitaux, ont été dans la proportion de 5 pour l'assistance médicale gratuite contre 2 pour la sécurité sociale.

Il faut éviter de tirer de ces chiffres des conclusions trop hâtives. Ils ne sont rapportés ici que pour indiquer l'un des aspects sous lequel le contrôle de la Cour des comptes pourra porter utilement, en contribuant à faire la lumière sur les causes réelles d'une telle situation. A tort ou à raison, elle est exploitée dans l'opinion publique contre la sécurité sociale, mais il est certain cependant que la responsabilité ne saurait lui incomber entièrement.

On doit en particulier tenir compte à la sécurité sociale de la contribution qu'elle apporte à l'équipement sanitaire et social du pays, grâce au fonds d'action sanitaire et sociale. Créé postérieurement à l'ordonnance du 4 octobre 1945, doté d'un pourcentage réduit, mais calculé sur la base du montant global des cotisations, ce fonds détient des sommes relativement considérables, par rapport surtout aux moyens financiers que les collectivités publiques possèdent pour le même objet. Or, ces ressources, la sécurité sociale les emploie, en partie, pour le fonctionnement de services qui, en même temps que les assurés sociaux, intéressent la population tout entière. Mais les conseils d'administration des organismes de sécurité sociale décident seuls de cet emploi: ils sont partagés entre l'intérêt propre des assurés sociaux à qui ils s'efforcent — et on ne saurait leur en faire grief — de réserver au maximum le bénéfice de ce fonds et l'intérêt général dont les représentants ont vis-à-vis d'eux la position de solliciteurs, malgré les motifs d'ordre divers qui justifient la participation financière de la sécurité sociale à des dépenses dont les collectivités publiques ont légalement la charge.

Il en résulte, dans la contribution de la sécurité sociale au fonctionnement des services publics d'hygiène et spécialement de l'équipement hospitalier, des différences notables suivant les régions. Ce n'est que l'un des aspects, mais non des moindres, de la confusion entre sécurité sociale et assistance, dont s'est préoccupé le législateur du 17 août 1948 et qui, dans l'intérêt de la sécurité sociale comme dans l'intérêt général, appelle une remise en ordre.

Ces observations sont présentées pour attirer l'attention sur l'intérêt que présenterait la création, à la cour des comptes, d'une chambre spécialisée dans ces matières — une chambre sociale — ainsi qu'il a déjà été fait à la cour de cassation et au conseil d'Etat.

Le projet de loi s'étend sans conteste à tous les régimes légalement obligatoires d'assurances sociales et de prestations familiales.

Le texte déposé par le Gouvernement dispose que ces organismes seraient soumis au contrôle de la cour des comptes « suivant les modalités et avec les sanctions qui seront fixées par un règlement d'administration publique ».

L'Assemblée nationale a conservé le renvoi à un R. A. P., pour la détermination de formalités de procédure. Celles-ci doivent en effet être adaptées aux particularités de la gestion des organismes de sécurité sociale et le renvoi à un R. A. P. ne peut en ce qui les concerne soulever d'objection.

Votre commission du travail entend notamment que les magistrats de la Cour des comptes devront recevoir les pouvoirs d'investigation les plus étendus, tant sur pièce que sur place pour leur permettre de remplir la mission générale de contrôle ci-dessus rappelée et à laquelle, étant données les particularités de l'administration des organismes de sécurité sociale, on doit attacher, en fait, plus d'intérêt qu'au contrôle juridictionnel.

Quant aux sanctions, le texte tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale prévoit qu'elles devront être fixées par la loi et non par un R. A. P. Cette modification donnait

satisfaction à la crainte, exprimée par la commission du travail de l'Assemblée, « d'une emprise plus grande de l'administration sur des organismes qui sont presque tous de droit privé » et à la remarque « que les sanctions prévues en cas d'irrégularités relevées par les organismes de contrôle administratif sont fixées par la loi ».

Le renvoi par une loi à un autre texte législatif pour déterminer les conditions de sa propre application est une anomalie qui doit autant que possible être évitée. Une loi doit se suffire à elle-même, ou, si elle a besoin d'être complétée par un texte d'application, le règlement d'administration publique, avec les formalités et les garanties qu'il comporte, est la forme qui doit comporter ce complément. Si la législation estime ne pouvoir conférer cette délégation, il doit lui-même compléter le texte.

La préoccupation exprimée par la commission du travail n'est cependant pas sans motif.

La compétence de la Cour des comptes s'exerce, en principe, dans le jugement des comptables eux-mêmes. D'après les règles de la comptabilité publique, les comptables des deniers publics sont responsables personnellement de la régularité des mandatements qu'ils ont exécutés. Or, l'Assemblée nationale — et la commission du travail du Conseil de la République a manifesté son plein accord en ce sens — a été opposée, dans le vote de la proposition de loi concernant les mesures de renforcement de contrôle prévues par le décret du 25 mars 1949, à une modification du statut personnel des agents comptables qui les assimileront, à ce point de vue, aux comptables des deniers publics proprement dits. D'autre part, la Cour des comptes est, d'après la loi du 16 septembre 1807, incompétente à l'égard des ordonnateurs, donc des présidents des conseils d'administration et des directeurs de caisses de sécurité sociale.

Sans doute, une adaptation de la compétence de la Cour des comptes à cette situation juridique sera nécessaire, et en fait, elle s'opérera d'elle-même. Mais en aucun cas, elle ne peut aboutir vis-à-vis de qui que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, à une aggravation des sanctions dont comptables et ordonnateurs de la sécurité sociale peuvent être actuellement passibles.

Pour répondre aux intentions de l'Assemblée nationale, partagées par votre commission du travail — sans renvoyer à une loi à intervenir — il suffirait, semble-t-il d'ajouter au texte primitif de l'alinéa premier de l'article 1er, les mots « dans la limite des sanctions résultant des lois et règlements d'administration publique, actuellement en vigueur ». Ces sanctions sont dès maintenant suffisamment organisées, pour qu'on puisse admettre qu'elles répondent à toutes les situations qui pourraient être révélées par le contrôle de la Cour des comptes s'exerçant sur les organismes de sécurité sociale.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale n'a pas qualité pour émettre un avis sur l'organisation de la Cour des comptes et sur la création de nouveaux emplois proposés par la lettre rectificative.

Toutefois, si la commission s'est prononcée en faveur de l'extension du contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale, ce n'est pas pour se livrer à une manifestation plus ou moins spectaculaire, mais pour que ce contrôle soit effectivement exercé par cette juridiction. La législation de la sécurité sociale est déjà insuffisamment abondante pour qu'on ne l'augmente pas d'une loi qui ne pourrait être mise à exécution.

Or, la commission ne se croit pas permis de mettre en doute l'affirmation de M. le premier président de la Cour des comptes déclarant nécessaire l'augmentation de son effectif pour qu'elle puisse prendre la charge d'attributions nouvelles s'ajoutant aux tâches qui lui incombent actuellement: « Il importe, disait ce haut magistrat, le 7 octobre, dans son discours à la séance solennelle de rentrée de la Cour, de ne pas faire qu'une grande cour de justice, respectueuse des lois, soit dans l'impossibilité d'appliquer des lois votées et dans l'obligation de leur donner une application tellement superficielle et incomplète qu'elle compromette, pour l'avenir, l'exercice même du contrôle.

L'objection, qui a été faite à l'Assemblée nationale, qu'un contrôle *a posteriori* est superétatoire, si elle était fondée, ne s'appliquerait pas seulement à la sécurité sociale, car, dans tous les domaines où le contrôle de la Cour des compte existe déjà, il se superpose à ds contrôles organisés dans chaque département ministériel et à celui de l'inspection des finances.

L'utilité existe toujours du contrôle de la Cour des comptes que la Constitution de 1946 prévoit même expressément.

Quant à l'argument tiré de la nécessité d'économies, il ne peut être retenu, car il est bien certain que si l'on ne peut résonnablement attendre de ce contrôle un rendement qui dépasse le montant des dépenses supplémentaires de fonctionnement que l'extension des attributions de la Cour doit nécessairement entrainer, il constitue un luxe qu'il faut éviter. Mais la question ne paraît pas se poser.

Etant donné le caractère d'intérêt général que présente le contrôle de la Cour des comptes, le coût doit en être supporté, non par la sécurité sociale, mais par le budget général.

Sous le bénéfice de ces observations et des réserves énoncées ci-dessus, la commission du travail et de la sécurité sociale émet un avis favorable au projet de loi.

ANNEXE N° 848

(Session de 1949. — Séance du 1er décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à envisager les modalités de **rémunération** des **membres non fonctionnaires** des **commissions départementales** prévues par la loi du 12 mars 1948 portant aménagements à la loi instituant le **prélèvement exceptionnel** de lutte contre l'inflation, présentée par M. Chazette et les membres du groupe socialiste et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 12 mars 1948 (art. 3) a permis d'instituer une commission paritaire départementale en vue d'examiner les demandes en remise ou en modération de prélèvement.

Cette commission est composée d'un certain nombre de fonctionnaires qui siègent pendant leurs heures de travail et se trouvent ainsi normalement rémunérés.

Elle est composée également par un certain nombre de représentants des contribuables qui ne perçoivent ni vacations ni indemnités de déplacements.

Il s'en suit qu'en raison des travaux envisagés dans ces différentes commissions, en raison du grand nombre de dossiers à examiner, les séances de travail vont se poursuivre pendant plusieurs semaines, sinon pendant plusieurs mois.

Ainsi, de par leurs fonctions, à la commission, certains membres vont se trouver éloignés de leurs ateliers ou de leurs occupations professionnelles pendant un laps de temps prolongé.

Il serait juste qu'ils soient rémunérés pour le manque à gagner qui en résultera pour eux dans leurs entreprises et pour les frais prolongés qu'entraînera pour certains un séjour prolongé au chef-lieu du département.

Au surplus il serait anormal de les faire siéger bénévolement aux côtés de fonctionnaires appointés qui accomplissent une tâche pour laquelle ils sont rémunérés.

En conséquence, nous demandons au Conseil de la République d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à envisager les modalités de rémunération des membres non fonctionnaires des commissions départementales prévues par la loi du 12 mars 1948 portant aménagements à la loi instituant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.

ANNEXE N° 849

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à **ratifier le décret** du 22 mars 1949 **approuvant** une délibération prise par le **conseil d'administration du Cameroun** du 29 octobre 1948 demandant la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au **fonctionnement du service des douanes** dans ce territoire, par M. Charles-Cros, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi qui vous est soumis a pour objet de ratifier un décret du 22 mars 1949 approuvant partiellement la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 29 octobre 1948 relative à une modification du fonctionnement du service des douanes dans ce territoire.

Il convient de rappeler que la procédure d'établissment des tarifs douaniers et de la réglementation douanière en général a été réglée par la loi du 13 avril 1928. Pour les territoires « non assimilés à la métropole » les tarifs locaux sont institués par décrets rendus sur la proposition du ministre des colonies; ces décrets doivent être, par application de l'article 13 de ladite loi, soumis au Parlement pour ratification.

C'est en exécution de cette loi que le Conseil de la République est appelé à examiner aujourd'hui et à rendre définitives les modifications apportées aux articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du service des douanes en Afrique équatoriale française. La délibération du conseil d'administration du Cameroun prévoit l'établissement d'un texte entièrement nouveau pour les deux articles indiqués; de nouvelles règles sont établies pour la rédaction des imprimés de déclaration en détail; la liste des énonciations est complétée; la forme matérielle des déclarations est précisée. Enfin, le dernier alinéa de l'article 43 nouveau est modifié comme suit:

« Lorsque les tableaux des droits d'entrée et de sortie prévoient que la valeur à considérer pour l'application des droits est celle fixée par le tableau des mercuriales officielles, ces mercuriales sont établies par arrêté du haut commissaire, en conseil d'administration, pris sur l'avis d'une commission des mercuriales dont la composition est fixée par arrêté du haut commissaire. »

L'article 2 de la délibération abroge « toutes dispositions contraires, et en particulier l'article 6 de l'arrêté du 10 décembre 1941 fixant au Cameroun les droits et taxes d'entrée et de sortie applicable à l'importation et à l'exportation ».

Le décret du 22 mars 1949 a approuvé la délibération susvisée, mais il en excepté « ce qui concerne les dispositions du dernier alinéa de l'article 1er, qui a trait à l'établissement des mercuriales pour la perception de droits fiscaux, et celles de l'article 2 visant l'arrêté du 10 décembre 1941 ».

Quels ont été les motifs de la non-acceptation des derniers éléments de la délibération ?

1° Les modalités d'établissement des « mercuriales officielles » qui servent à appliquer les droits de douane n'ont pas été prévues par la réglementation douanière, mais par la réglementation fiscale. A ce titre, elles ne peuvent être aprouvées suivant les modalités de la loi du 13 avril 1928 qui vise uniquement la réglementation douanière;

2° L'article 6 de l'arrêté du 10 décembre 1941, ayant un caractère fiscal ne peut non plus faire l'objet de la procédure prévue en matière douanière; toutes dispositions fiscales sont du ressort de l'Assemblée locale créée par le décret du 25 octobre 1946, elles ne sont plus du ressort du conseil d'administration du Cameroun;

3° D'autre part, le rapporteur de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale a fait remarquer que l'utilisation des

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7191, 7888 et in-8° 1967; Conseil de la République, n° 692 (année 1949).

mercuriales officielles pour le calcul des droits de douane, tel qu'il était prévu dans le dernier alinéa de l'article 1er de la délibération est contraire aux recommandations de l'article 7 de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé à Genève, et de l'article 35 de la charte de la Havane.

Ce dernier argument est le moins solide: les droits perçus par les douanes du Cameroun sont des droits fiscaux d'entrée, et ont par suite un caractère principalement fiscal; d'autre part, les accords de Genève et de la Havane n'ont pour la France que la valeur de simple recommandation en ce qui concerne le calcul de la valeur en douane. Toutefois, même si l'argument avancé par le rapporteur de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale devait être contesté, les motifs qui justifient le décret du 22 mars 1949 sont suffisamment bien établis pour que votre commission vous propose sa ratification pure et simple, et par voie de conséquence, l'adoption du projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est ratifié le décret du 22 mars 1949 approuvant la délibération du 29 octobre 1948 du conseil d'administration du Cameroun tendant à la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921, relatif a fonctionnement du service des douanes dans ce territoire.

ANNEXE N° 850

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

RAPPORT ANNUEL fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la **gestion des entreprises industrielles nationalisées** et des **sociétés d'économie mixte** (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947). — Année 1949, **troisième partie: les Charbonnages de France,** par M. Delfortrie, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au lendemain de la libération le problème charbonnier conditionnait le relèvement de l'économie française. Faute de charbon, toute l'industrie française aurait été paralysée, qu'il s'agisse de la sidérurgie, de l'industrie chimique, des centrales électriques ou des chemins de fer.

Il fallait à tout prix, et très vite, atteindre une production massive, point de départ indispensable à l'application du plan Monnet.

Grâce à un effort magnifique dont la France peut être fière et malgré des difficultés redoutables, nos mines ont rapidement atteint une production satisfaisante. Elle dépasse maintenant les chiffres atteints en 1938.

Le problème n'en est point, pour cela, entièrement résolu. Si, sur le plan de la quantité, la situation n'inspire plus d'inquiétudes, il devrait en être de même en ce qui concerne les prix.

En effet, un prix de revient trop élevé du charbon, par ses conséquences sur le prix de revient de presque tous les produits de l'industrie, substituerait au « goulot d'étranglement de la production » de 1945, un « goulot d'étranglement des exportations » qui paralyserait notre économie, dès que le plan Marshall cesserait de financer nos importations.

Devant l'importance des problèmes posés et les conséquences qui résulteront de la solution qu'on y apportera, il était naturel que le pays s'inquiète de savoir comment les Charbonnages de France, devenus « service public », ont su gérer un des trésors de la nation et servir, dans les meilleures conditions, les intérêts de l'économie française.

C'est pourquoi le groupe n° 1, dont je suis responsable, a tenu à donner la priorité à l'enquête sur les charbonnages, malgré l'intérêt que présentait Gaz et Electricité de France.

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter est fondé:

1° Sur des renseignements fournis par les Charbonnages de France, à la suite d'un questionnaire complet qui leur a été adressé;

2° Sur des renseignements recueillis personnellement et qui ont été vérifiés par la suite.

Ce rapport s'efforce avant tout d'être objectif. Il est beaucoup moins critique que descriptif, son souci principal étant de vous éclairer sur la situation actuelle des houillères françaises et de proposer des solutions à quelques-uns des problèmes posés.

Il examinera successivement: la production; la main-d'œuvre; le rendement; les investissements; le prix de revient; la situation financière; les problèmes sociaux; l'organisation; les perspectives d'avenir.

I. — La production.

Lors de l'établissement du plan de modernisation, il avait été prévu que la production des houillères, partant de 50 millions de tonnes en 1946, devait atteindre 65 millions de tonnes en 1950.

Dès le début de 1948, il est apparu que le terme assigné à la réalisation de cet objectif était trop rapproché, eu égard au rythme de développement normal et rentable de l'économie charbonnière.

Par ailleurs, l'évolution des besoins en combustible, déterminée par le niveau de l'activité industrielle à atteindre, et l'incidence de l'utilisation des autres sources d'énergie révélaient une disparité entre la capacité de production prévue et les possibilités d'écoulement du marché.

Ces considérations sont soulignées dans le rapport de gestion des Charbonnages de France pour l'année 1948 de la façon suivante:

« Pour ces raisons, qui commencent seulement à faire sentir leur plein effet et pour d'autres, telles que l'instabilité du climat social et l'étroitesse du marché des capitaux qui cependant paraissent pouvoir être surmontées au fur et à mesure de l'amélioration de la situation, il a été nécessaire, dès la fin de la première année d'exécution du plan de modernisation, de reviser le niveau des paliers actuels de production. C'est pourquoi, au début de 1948, sur les propositions des houillères de bassin, les Charbonnages de France retinrent pour l'année un objectif de 52.147.000 tonnes. Soumis au Gouvernement, en vertu de l'article 3 de la loi de nationalisation et de l'article 15 des statuts, cet objectif fut approuvé le 2 avril 1948 par le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'économie nationale et le ministre des finances.

« Partant de l'évolution prévisible des effectifs et de l'absentéisme, le plan de la production annuel assigne aux bassins un rendement qui tient compte de l'effort individuel, de la modernisation des installations et des méthodes d'extraction. De ces prévisions de rendement découle pour chaque bassin la production à atteindre pour l'année. Les objectifs ainsi obtenus constituent des hypothèses de base qui servent au commencement de l'année au calcul de l'état de prévisions de recettes et de dépenses, prévisions de budget qui sont communiquées par les bassins aux Charbonnages de France, pour avis, et aux ministres de tutelle pour approbation. »

Au cours de l'année 1948, la production nette des houillères de bassin s'est élevée à 43.518.000 tonnes, en baisse de 1.920.000 tonnes sur l'année 1947, et de 3.940.000 tonnes sur l'année 1946. Cette diminution progressive de l'extraction est due uniquement à l'aggravation des difficultés sociales qu'ont rencontrées les bassins. On peut évaluer en effet à 5.880.000 tonnes les pertes de production dues aux grèves de 1948, soit 280.000 tonnes pour les trois premiers trimestres et 5.600.000 tonnes pour le quatrième trimestre.

grès marqués sur ceux de 1938, doit, en outre, pour être comparé aux prévisions arrêtées au

Compte tenu de ces chiffres, les réalisations font apparaître un rythme d'extraction de près de 50 millions de tonnes. Ce tonnage, qui serait en augmentation sensible sur les résultats de 1946 (47 500.000 tonnes) et en prodébut de 1948 être corrigé du déficit d'effectifs enregistré en fin d'année. Les résultats du mois de décembre traduisent déjà l'augmentation de la capacité d'extraction atteinte en fin d'exercice par la modernisation des installations, une stabilisation plus grande des effectifs et le rétablissement d'un climat social normal.

En effet, pendant le mois de décembre se produisit le phénomène qui avait été constaté un an plus tôt; les suites normales d'une période de grève se conjuguèrent avec les conséquences favorables que peut avoir sur le rendement une diminution très sensible des effectifs (le départ des prisonniers de guerre était en effet prévu au cours du quatrième trimestre); la production du mois s'éleva à 4.273.000 tonnes, représentant 93 p. 100 du programme calculé en partant d'effectifs au fonds supérieur de 21.000 unités à leur niveau réel. Ce résultat ne put être atteint qu'avec un rendement au fond en hausse de près de 8 p. 100 sur le niveau d'avant les grèves.

Les résultats du premier semestre 1949 ont d'ailleurs confirmé les perpectives favorables ouvertes dès la fin de 1948

Il a été produit, au cours du premier semestre de cette année, 26.154.000 tonnes, contre 25.091.000 en 1948 et 23.388.000 en 1938.

La production mensuelle dépasse toujours 4 millions de tonnes, alors qu'elle n'atteignait ce chiffre, ni l'année dernière, ni avant la guerre:

Production mensuelle.

Année 1938, 3.964.000 tonnes.
Année 1945, 2.918.000 tonnes.
Année 1946, 4.107.000 tonnes.
Année 1947, 3.944.000 tonnes.
Année 1948, 3.761.000 tonnes.
Année 1949 (six premiers mois), 4.485.000 tonnes.

II. — La main-d'œuvre.

A la fin de 1947, les houillères disposaient de plus de 20.000 prisonniers de guerre, en même temps que d'ouvriers étrangers, polonais notamment, qui ont sensiblement augmenté les effectifs lesquels ont atteint, pour le fond, le chiffre de 216.195 contre 158.599.

C'est grâce à une main-d'œuvre aussi abondante que l'effort entrepris s'est traduit rapidement par les résultats indiqués plus haut.

Le plan de modernisation prévoyait une diminution progressive des effectifs correspondant à l'accroissement du rendement résultant des investissements opérés.

Cette diminution a été plus rapide pour le fond qu'on ne le voulait.

En octobre et novembre 1948, le dernier contingent de prisonniers de guerre a quitté la mine, conformément à l'accord interallié du 16 mai 1947.

D'autres part, les mineurs polonais ont été rapatriés en partie.

Enfin, pour les Français, les embauchages ont été dépassés par les départs d'ouvriers venus à la mine après la libération et de nouveau attirés par les salaires et les conditions de travail moins pénibles des autres secteurs de l'économie française.

C'est ainsi que les effectifs au fond ont subi les variations suivantes:

31 décembre 1946, 211.189.
31 décembre 1947, 216.195.
31 août 1948, 206.195.
31 décembre 1948, 190.786.
31 juillet 1949, 187.262.

Les effectifs « jour » ont subi une diminution comparable passant de 107.822 au 31 décembre 1946 à 89.396 en juillet 1949.

Le rapport des effectifs: $\frac{\text{fond et jour}}{\text{jour}}$ qui était de 33,9 p. 100 à la fin de 1946 et de 32,5 p. 100 à la fin de 1947 est resté sensiblement le même avec une valeur de 32,6 p. 100 à la fin de 1948.

Un effort important a été entrepris par les Charbonnages de France, dans le sens d'un meilleur recrutement de la main-d'œuvre.

Les résultats ont été médiocres, en particulier pour le recrutement français interrégional qui n'a fourni que 3.439 ouvriers dont la stabilité a été très insuffisante.

Seuls, les ouvriers marocains et italiens ont fait preuve d'une certaine stabilité, le coefficient de fixation ne dépassant pourtant pas 70 p. 100.

Les raisons de cette situation sont les difficultés de logement et une mauvaises sélection professionnelle au départ.

(1) Voir: Conseil de la République, nos 465 et 505 (année 1949).

Effectifs des cadres.

Le rapport de gestion des Charbonnages de France pour 1948 donne les indications suivantes:

Effectifs des cadres. — Agents de maîtrise et techniciens.

Fond: fin 1947, 7.048; fin 1948, 7.260.
Jour et dépendances légales: fin 1947, 7.364; fin 1948, 7.756.
Usines annexes: fin 1947, 783; fin 1948, 789.
Total fin 1947, 15.195; fin 1948, 15.805.

L'effectif des agents de maîtrise et techniciens a augmenté de 610 unités, soit de 4 p. 100. Alors que dans la Loire, ces effectifs ont diminué de 3 p. 100, ils ont augmenté de 11 p. 100 en Lorraine et en Provence et de 2,6 p. 100 dans le Nord et le Pas-de-Calais. L'augmentation a été de 3 p. 100 au fond, 5 p. 100 au jour, et 0,07 p. 100 dans les usines annexes.

Employés et cadres administratifs.

Jour et dépendances légales: fin 1947, 11.811; fin 1948, 11.744.
Usines annexes: fin 1947, 253; fin 1948. 245
Total, fin 1947, 12.067; fin 1948, 11.989.

Pour les employés et les cadres administratifs, la situation est sensiblement la même à la fin de 1947 et à la fin de 1948, en légère diminution, cependant, de 78 unités.

Ingénieurs et assimilés.

Fond: fin 1947, 798; fin 1948, 859.
Jour et dépendances légales, fin 1947, 1.157; fin 1948, 1076.
Usines annexes, fin 1947, 79; fin 1948, 80.
Total, fin 1947, 2.034; fin 1948, 2.015.

L'effectif total des ingénieurs n'a pas varié dans le courant de l'année 1948. Il y a lieu de noter, cependant, une légère régression du nombre des ingénieurs du jour compensée par une augmentation sensiblement égale de celui des ingénieurs du fond.

Je n'ai pu malgré mes efforts, obtenir des statistiques comparables pour la période d'avant guerre. Il n'est pas douteux, cependant, que les agents administratifs et les agents d'encadrement sont plus nombreux qu'avant la guerre.

Cela tient en grande partie, aux raisons suivantes:

1° Les travaux de paye sont devenus beaucoup plus compliqués;

2° La création des services de la formation professionnelle et des services sociaux, alors qu'ils n'existaient pas avant guerre;

3° Le développement de la mécanisation qui entraine la création de cadres nouveaux: par exemple, ingénieurs et agents de maîtrise électro-mécaniciens du fond, totalement inexistants avant guerre;

4° Le développement des industries permettant de valoriser le charbon: centrales électriques, industries chimiques. Dans ces industries, le pourcentage d'ingénieurs par rapport aux ouvriers est beaucoup plus élevé que dans l'industrie extractive proprement dite.

Par contre, la création des bassins et le regroupement territorial qui en est résulté aurait dû se traduire par une diminution sensible du nombre des directeurs.

Malgre le peu d'informations recueillies à ce sujet, il ne semble pas qu'une économie sensible ait été réalisée dans ce domaine.

Il est certain, néanmoins, que les dépenses effectuées pour le compte des cadres ont été sensiblement réduites et que les usages des anciens exploitants n'ont pas été maintenus; le personnel au service des directeurs a été diminué de plus de moitié, celui des ingénieurs d'une manière moins sensible.

Les anciens directeurs généraux avaient parfois deux voitures et deux chauffeurs, les anciens directeurs et anciens ingénieurs en chef avaient presque tous des chauffeurs affectés.

Aujourd'hui, les ingénieurs et directeurs conduisent presque toujours leur voiture (qu'elle soit leur propriété ou celle de la mine). Seuls, les directeurs généraux, les directeurs délégués et les vieux directeurs ont des chauffeurs affectés.

C'est là un effort non négligeable d'économie. On doit noter, cependant, que certains ne l'approuvent pas, estimant qu'il diminue le prestige et l'autorité des chefs et qu'en définitive, il n'est pas aussi rentable qu'il le parait.

En ce qui concerne les frais de siège des Charbonnages de France, ils sont infimes par rapport à l'ensemble des dépenses. La question qui se pose est de savoir si l'on tire un parti maximum de ces dépenses c'est-à-dire si les Charbonnages de France ont des moyens suffisants pour jouer leur rôle et assurer la rentabilité de ce qu'ils coûtent.

Cette importante question sera examinée plus loin.

L'absentéisme.

Le pourcentage d'absentéisme était de 8,07 pour 100 en 1938 (congés payés non compris), et de 11,7 p. 100 (congés payés compris) dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais.

Il a progressivement augmenté pour être (congés payés compris) en 1947 de 27,7 p. 100 en tenant compte des grèves, et de 23,1 p. 100, grèves non comprises.

Pour 1948, le rapport de gestion donne les indications suivantes:

	1947 moyenne année.	1948 moyenne année.	1948 Premier trimestre.	1948 Deuxième trimestre.	1948 Premier semestre.	1948 Troisième trimestre.	1948 Quatrième trimestre.	1948 Deuxième semestre.
Maladies	5,13	4,70	5,20	4,92	5,06	4,40	4,25	4,33
Blessures	6,19	4,99	5,82	5,55	5,69	5,19	3,34	4,29
Absences excusées et non excusées	5,02	6,76	6,32	5,44	5,89	5,42	9,93	7,62
Congés payés	5,42	5,49	1,43	6,47	3,92	12,92	0,88	7,06
Grèves	5,93	8,33	0,34	0,75	0,54	0,78	32,32	16,13
Total	27,69	30,27	19,11	23,13	21,10	28,71	50,72	39,42

La grève n'étant pas retenue dans les statistiques de 1946 comme une cause d'absentéisme, il est nécessaire, pour établir une comparaison valable sur plusieurs années, d'éliminer les postes perdus pour faits de grève des facteurs de calcul de l'absentéisme. Les taux ainsi corrigés se présentent comme suit:

	1946	1947	1948	1948 Premier semestre.	1948 Deuxième semestre.
Maladies	5,6	5,4	5,1	5,1	5,2
Blessures	6,5	6,6	5,4	5,7	5,1
Absences excusées et non excusées	4,1	5,3	7,4	5,9	9,1
Congés payés	3,6	5,8	6	3,9	8,4
Total	19,8	23,1	23,9	20,6	27,8

L'élévation anormale du nombre des absences excusées et non excusées du deuxième semestre trouve son origine dans le fait que les houillères de bassin ont considéré comme « absences non excusées » les ouvriers grévistes qui n'avaient pas repris le travail à une date fixée par elles et considérée comme jour de reprise effective du travail.

Dès le mois de décembre 1948, on enregistre une diminution sensible de l'absentéisme pour absences non excusées et pour maladies, diminution qui se trouve confirmée par les résultats de 1949.

Afin de lutter contre l'absentéisme pour absences non excusées, un décret du 18 septembre 1948 a prévu que tout agent ayant manqué six jours de suite sans justification ou comptant douze jours d'absence injustifiée au cours d'une période de six mois consécutifs, sera réputé démissionnaire et rayé des cadres.

Pour juillet 1949, les chiffres sont les suivants, comparés à ceux de juillet 1948 (fond):

Maladies: juillet 1948, 4,20; juillet 1949, 4,76.

Blessures: juillet 1948, 5,24; juillet 1949, 4,09.

Absences autorisées: juillet 1948, 2,59; juillet 1949, 2,74.

Abstentions autorisées: juillet 1948, 2,44; juillet 1949, 1,97.

Grèves: juillet 1948, 0,04; juillet 1949, 0,21.

Total: juillet 1948, 14,51; juillet 1949, 13,77.

Congés payés: juillet 1948, 13,18; juillet 1949, 12,12.

Total: juillet 1948, 27,69; juillet 1949, 25,89.

Malgre la faible diminution enregistrée, l'absentéisme reste le problème le plus préoccupant de la gestion des mines. Au lendemain de la libération, les difficultés de ravitaillement expliquaient certaines absences, les mineurs étant obligés de courir la campagne pour assurer leur nourriture et celle de leur famille. Les facilités actuelles d'approvisionnement détruisent cet argument.

Il est aisé de constater que l'absentéisme est en forte régression au lendemain des grèves. Ce qui s'explique par la nécessité, pour les mineurs, de rattraper, par leur travail, les salaires perdus pendant la grève.

Il est à craindre que, dans une certaine mesure, les médecins, par suite de la concurrence, se montrent quelquefois par trop indulgents et accordent des congés de maladie assez peu justifiés.

Il n'empêche que ce n'est là qu'un élément influant assez peu sur les statistiques. La raison essentielle paraît en être un manque d'émulation regrettable. Il semble que l'ouvrier mineur soit enclin à se reposer de son dur labeur dès que ses besoins lui paraissent satisfaits pour la semaine.

Certaines sanctions ont été prévues; elles devraient être complétées, semble-t-il, d'encouragements à la production hebdomadaire individuelle sur la base de normes établies par les cadres et les représentants du personnel.

Le métier de mineur est particulièrement pénible. Les défaillances sont donc compréhensibles. Pour les éviter, un stimulant doit être recherché dans une combinaison de l'autorité accrue et des récompenses offertes.

III. — Le rendement.

Le rendement est le baromètre de l'efficacité du travail et de la gestion. Il est l'élément essentiel des variations du prix de revient et doit, en conséquence, faire l'objet de tous les efforts dans le sens de son augmentation.

Son évolution a été la suivane:

1938: rendement fond, 1.229 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 831 kg.

1945: rendement fond, 882 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 853 kg.
1946: rendement fond, 926 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 601 kg.
1947: rendement fond, 953 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 599 kg.
1948: rendement fond, 971 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 617 kg.
1949 (six mois): rendement fond, 1.084 kg; rendement fond et jour (moyenne arithmétique), 703 kg.

Il y a donc un progrès sensible sur lequel peuvent se fonder les meilleurs espoirs pour l'avenir.

Il reste que, malgré plus de 150 milliards d'investissements réalisés depuis la libération, le rendement d'avant guerre est encore loin d'être atteint.

Cette constatation permet immédiatement de remarquer que l'effet de ces investissements, pourtant très importants, est lent à se faire sentir.

Il y a là un problème d'efficacité des dépenses qui sera examiné plus loin.

Les raisons de l'insuffisance du rendement paraissent être les suivantes:

1° Mauvais état de la mine au lendemain de la guerre et nécessité de grosses réparations;

2° Epuisement progressif des gisements qui oblige à chercher des filons, toujours plus profonds, souvent moins riches, plus difficiles d'accès et d'exploitation, où la machine ne trouve pas sa place;

4° Absentéisme élevé;

5° Main-d'œuvre mal adaptée et insuffisamment stable;

6° Grèves et sabotages, climat social;

7° Enfin, et surtout, la nature et le rôle des Charbonnages de France, entreprise publique d'intérêt général.

Les houillères privées d'avant guerre, dont l'exploitation devait être rentable à tout moment et le rendement poussé au maximum, n'hésitaient pas, pour abaisser leur prix de revient pendant les périodes de crise, à débaucher une partie de leur main-d'œuvre pour concentrer les effectifs restants sur les filons les plus riches, les autres étant abandonnés.

C'est ce qui se passa depuis 1930: la dévaluation de la livre provoqua une baisse mondiale du charbon et, malgré les besoins de l'économie française, les compagnies charbonnières durent restreindre leur production et mettre leurs prix au diapason de la concurrence internationale.

Au contraire, les Charbonnages de France, entreprise publique, devaient se préoccuper tout autant du niveau de production que de la rentabilité financière.

Or, au lendemain de la libération, alors que les mines françaises étaient dans un état de vétusté particulièrement grave, résultant en partie de la politique des compagnies houillères telle qu'elle vient d'être exposée et surtout de cinq années de guerre, les Charbonnages de France durent assurer immédiatement une production record.

Ils devaient, en même temps, rajeunir et moderniser le matériel et remettre en état des filons abandonnés.

Cette bataille de la production fut gagnée à coup d'effectifs. Elle ne pouvait l'être autrement, et il était inévitable que le rendement en subisse les conséquences.

Certes, le climat social de l'époque, le flottement qui résultait de la nationalisation intervenue brutalement, le manque d'autorité des chefs, trop souvent remplacés, nuirent dans une large mesure à l'effort entrepris.

Il n'en reste pas moins, qu'à cette époque, l'intérêt général exigeait, coûte que coûte, une grosse production, et cette mise au point apparaît indispensable à l'appréciation exacte de la gestion des Charbonnages de France.

Actuellement, par contre, les besoins étant satisfaits, le souci de la rentabilité financière doit prévaloir.

Dans ces conditions, un effort énergique doit être entrepris dans le sens d'un accroissement rapide du rendement encore insuffisant.

La politique des salaires et la solution des questions sociales doivent résoudre une partie de ce problème.

La politique des investissements pratiquée jusqu'ici et celle qu'on envisage pour l'avenir en reste cependant l'élément essentiel et mérite un examen particulièrement attentif.

IV. — Les investissements.

Depuis la libération, les houillères françaises ont investi près de 200 milliards:
Environ 2,5 milliards en 1945;
Environ 8,3 milliards en 1946;
Environ 27 milliards en 1947;
Environ 27 milliards en 1948;
Environ 65 milliards en 1949.

Ces sommes ont été réparties suivant la distinction suivante:
Les travaux neufs à moyen terme;
Les grands ensembles;
Les industries de la houille;
Les habitations et œuvres sociales.

A. — Les investissements a moyen terme

Sont groupées sous cette rubrique:
Les dépenses de maintien du potentiel de production;
Les dépenses correspondant à un accroissement du potentiel de production.

Les premières comprennent:

1° Les travaux au rocher, travaux préparatoires permettant la poursuite de l'exploitation dont l'importance est variable suivant les gisements, mais qui correspondent à environ 90 F par tonne nette;

2° Le renouvellement du matériel d'exploitation. Il compte pour environ 105 F par tonne;

3° Enfin, le petit équipement et les petites modernisations évalués à environ 95 F par tonne.

Soit, au total, pour les investissements à moyen terme: 290 F par tonne en régime normal.

Il est certainement exagéré de prétendre que ces travaux constituent des investissements à proprement parler. Ils concernent simplement le maintien de la capacité de production de la mine et devraient être assurés par l'autofinancement.

Ces dépenses devraient figurer au prix de revient et il paraît exagéré de demander au Trésor leur financement.

Celles correspondant à un accroissement du potentiel de production (modernisation ou équipement) sont, en moyenne, de 50 F par tonne; 13 ou 14 milliards de francs ont été dépensés à cet égard en 1948 et, au début de 1949, les engagements financiers correspondant à des commandes passées antérieurement étaient de 5.400 millions de francs.

Bien que les Charbonnages de France aient sensiblement comprimé leur budget et réduit les dépenses de matériel à 2 milliards, la loi budgétaire sur les investissements les a contraints à diminuer encore ce crédit de 50 pour 100 et à le ramener à 1 milliard.

Les commandes nouvelles ne faisant l'objet que d'un acompte de 30 p. 100, c'est, en fait, trois milliards de commandes qui ont été passées en 1949. Ce chiffre est évidemment très insuffisant si l'on veut appliquer la politique d'investissements tracée par le plan Monnet.

B. — Les grands ensembles

Il s'agit de groupements de dépenses se rattachant à un même objet (par exemple: nouveaux sièges, lavoirs centraux, transformation de grosses installations) d'une importance suffisante pour exiger une étude particulièrement approfondie.

Suivant leur but, on peut distinguer de grands ensembles de remplacement, de modernisation ou d'accroissement de la production. Très souvent, il y a, dans une même installation, superposition de deux ou trois de ces buts.

La plupart des travaux à long terme ne doivent exercer leur influence que dans les années à venir. D'abord, parce que leur achèvement demande un long délai, ensuite parce que la période d'adaptation et de rodage est également très longue.

Cependant, il est à craindre que, surtout au lendemain de la libération, un programme assez grandiose ait été élaboré avec le souci de réaliser davantage de la « belle technique » que des opérations véritablement rentables.

L'insuffisance de membres compétents dans les premiers conseils d'administration n'a pas permis une direction et un contrôle des efforts suffisamment énergiques.

La lenteur de l'augmentation du rendement au bout de quatre années en est une preuve.

Par contre, quelques résultats marquants ont été obtnus pendant l'exercice 1948.

Il ne faut pas perdre de vue le fait que les installations houillères n'ont pas une durée indéfinie. Par suite de l'épuisement du gisement ou de la détérioration des bâtiments ou des machines, il est nécessaire pour maintenir la capacité de production, sans augmentation anormale du prix de revient, de renouveler les installations à peu près trois fois par siècle (tous les trente-trois ans). A défaut de ces grands travaux de renouvellement, on verrait la production des sièges conservés au delà de la limite normale baisser de façon catastrophique et le prix de revient augmenter.

L'annuité normale de renouvellement des grosses installations peut être évaluée (en francs 1948) à 250 F par tonne, soit 12 milliards pour 50 millions de tonnes.

42 grands ensembles étaient en cours d'exécution au 31 décembre 1947.

Pendant l'exercice 1948, 8 nouveaux ensembles furent mis en route:

1° Dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, la nouvelle fosse 2 d'Oignies est presque achevée et sa mise en service doit avoir lieu en 1949. Sur elle sera concentrée l'extraction des fosses 1 et 3 (dès maintenant arrêtées) 5 et 6 de l'ancienne concession d'Ostricourt. Au terme des travaux, qui ont été entrepris dès 1938, mais qui, du fait de la guerre, ne furent poussés qu'à partir de 1946, la nouvelle fosse aura une capacité d'extraction de 3.000 tonnes net contre 2.600 pour les trois anciennes fosses encore en service. Outre les installations d'extraction, dont le chevalement a été monté en 1948, le siège comprend un criblage-lavoir de 525 t-h, actuellement en cours de construction, qui sera relié à la recette de la fosse par des convoyeurs à bande. La construction de bains-douches pour 3.500 ouvriers et de la lampisterie est également commencée. On escompte pour 1952 un rendement fond et jour de 1.000 kilos contre une moyenne de 890 en 1948 pour les fosses concentrées. La totalité des dépenses s'élèvera finalement à 3.240 millions (en francs 1948) engagés en parts approximativement égales avant 1948, en 1948 et en 1949 ;

2° Dans le bassin de Lorraine, les mises en service de l'encagement simultané du puits Simon I et de l'installation d'extraction par skips au puits Simon II ont fait passer l'extraction de 3.100 t-jour à 4.500 t-jour. Le développement du champ d'exploitation doit progressivement la porter à 6.000 t-jour.

3° Dans le bassin d'Auvergne, le nouveau siège Bayard (groupe Brassac-Haute-Loire) a démarré le 15 janvier 1949. Le puits foncé en 1924-1926 jusqu'à 230 mètres puis, en 1940-1941, jusqu'à 450 mètres, sortait, dès 1942, 40.000 tonnes-an, avec des moyens de fortune. Arrêté en 1946 pour permettre le montage de nouvelles exploitations, il doit produire 430 t-jour en 1952. Les prix de revient se maintiendront élevés, malgré l'augmentation du rendement attendue de la mise en service du nouveau puits. Mais la qualité de l'anthracite extrait permettra à l'exploitation de réaliser des bénéfices substantiels ;

4° Enfin, dans le bassin d'Aquitaine, la modernisation de la découverte de Decazeville a été achevée, la mise en route des nouvelles installations étant prévue pour 1949. Dans deux chantiers autrefois exploités, sur l'un, celui de Lasalle, seront concentrés les travaux d'exploitation; dans l'autre, celui de Combes, seront déversées les terres. L'achat d'un important matériel américain — pelles électriques, camions, bulldozers, graders, etc... — permettra la mécanisation de l'enlèvement des terres, du roulage des déblais et de l'entretien des voies d'accès. Le montant total des dépenses engagées s'élève à 285 millions (en francs 1948), dont 125 en 1948. La rentabilité de ces investissements ne peut être mise en doute, le rendement devant passer de 1.660 à 4.300 k, la production de 500 à 650 t-jour.

C. — Les industries de la houille

I. — Centrales minières:

Un effort exceptionnel a été prévu pour la modernisation et le développement des centrales minières, dont les avantages pour l'équilibre énergétique du pays et l'utilisation des bas produits des usines n'ont été confirmés que trop clairement depuis un an.

L'exercice 1948 a été l'année du démarrage général des nouvelles centrales à haut rendement; 28 groupes, répartis sur 16 centrales, étaient au 31 décembre 1948 en cours d'installation, représentant une puissance installée de 1.050 kva et un capacité de production de plus de 5 milliards de kva. L'effectif moyen de main-d'œuvre sur les chantiers, qui était de 2.000 ouvriers en 1947, a dépassé 4.000 ouvriers pendant le quatrième trimestre 1948.

Suivant le programme arrêté, trois groupes de 40.000 kva chacun ont été mis en route pendant l'exercice 1948, deux dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais (centrale de Beuvry et de Labuissière) et un dans le bassin de Blanzy (centrale de Lucy).

Le rythme actuel des travaux (à l'exclusion de ceux arrêtés dans le cadre du programme complémentaire étudié en 1948 et engagé en 1949) permet d'escompter l'échéancier de mise en marche suivant:

1949	210.000 kva
1950	390.000
1951	275.000
1952	55.000

II. — Cokeries:

Le programme engagé tend à rendre aux cokeries minières leur capacité de production d'avant guerre. La plus grande partie des mines en service des nouvelles cokeries est prévue pour 1950-1951. Il faut cependant signaler la mise en service, en avril 1948, d'une demi-batterie de 200 t-jour à Auby (bassin du Nord et du Pas-de-Calais) et, aux premiers jours de 1949, de 13 fours à Montrambert (bassin de la Loire).

Par ailleurs, des essais ont été entrepris, tant en laboratoire qu'à l'échelle industrielle, en vue de déterminer les conditions de cokéfaction des charbons lorrains.

III. — Agglomération:

Les travaux engagés dans les usines d'agglomération sont relativement peu importants. Ils sont d'ailleurs très rapidement amortis par les bénéfices de cette activité.

A signaler seulement une usine-pilote pour l'agglomération au brai liquide dans les Cévennes et une modernisation permettant la fabrication d'agglomérés aux émulsions de bitume dans le Dauphiné.

IV. — Synthèse:

Il a été reconnu nécessaire de porter, en priorité, la production française d'azote de 180.000 à 350.000 tonnes par an devant une demande des agriculteurs qui est de 500.000 tonnes.

Parmi les usines nouvelles qui peuvent être envisagées, il est bien évident que celles qui utilisent le gaz de fours à coke se trouvent mieux placées que celles qui utilisent le coke.

Des crédits ont donc déjà été accordés pour mettre en route, dès 1948, les travaux suivants qui seront poursuivis en 1949:

1° Nord et Pas-de-Calais: usine de Mazingarbe:

a) Extension de l'usine d'acide nitrique et installation d'un atelier de nitrate d'ammoniaque permettant de fixer dans les engrais 10.000 tonnes d'azote par an;

b) Installation d'une nouvelle tranche complète: ammoniaque, acide nitrique, engrais, de façon à utiliser le gaz disponible à la nouvelle batterie en cours de construction. Ces travaux permettront d'augmenter la production d'ammoniaque primaire d'environ 13.000 tonnes par an et celle des engrais de près de 25.000 tonnes;

2° Lorraine: usine de Carling:

Il s'agit d'installer, à la place de l'ancienne usine démontée en 1940, une nouvelle usine de capacité de 100 tonnes d'ammoniaque par jour avec les ateliers correspondants de transformation en engrais de façon à produire pratiquement 25.000 tonnes d'azote par an dans les engrais. Le gaz est, dès maintenant, disponible.

L'ensemble de ces projets assurera un supplément de production d'environ 50.000 tonnes par an sur les 170.000 tonnes prévues pour la première étape de développement de la production nationale d'azote.

A Marienau, tandis que se poursuivait la construction des installations pour expérimenter, à l'échelle industrielle, une technique nouvelle basée sur l'utilisation de mélanges secs, du type charbon lorrain, gras sarrois, demi-coke, les études ont été poursuivies en laboratoire et à l'échelle semi-industrielle pour préciser les caractéristiques des charbons lorrains et déterminer l'influence des différents facteurs agissant sur leur carbonisation.

Les moyens financiers utilisés pour le financement des investissements.

a) Travaux de maintien de la capacité de production.— Ils sont, en principe, financés par un prélèvement sur le prix de vente (allocation forfaitaire avec obligation d'emploi).

Pour le deuxième semestre 1946, le taux de cette allocation forfaitaire a été fixé à 103 F par tonne marchande (90 F par tonne net). Elle a été maintenue à ce taux en 1947, mais en excluant et en reportant sur le prix de revient les travaux neufs dits de deuxième catégorie. L'allocation de coke a été portée de 60 à 100 F, à compter du 1er janvier 1947. Ces allocations ont produit 4.580 millions en 1947.

A dater du 1er janvier 1948, l'allocation forfaitaire de travaux neufs a complètement été supprimée dans le prix de vente de la houille. Elle a subsisté pour le coke, les agglomérés et l'électricité. L'arrêté de prix du 14 octobre 1948 l'a rétablie et fixée à 110 F par tonne net de houille, et 30 F par tonne d'agglomérés, mais la grève d'octobre-novembre a considérablement réduit l'effet de cet arrêté pendant l'année 1948. Le produit des allocations forfaitaires pendant cette année se chiffre, en définitive, par 2.305 millions seulement.

Depuis le 1er janvier 1949, les taux antérieurs ont été maintenus. Ils représentent 3,5 p. 100 du prix de revient actuel sans travaux neufs, alors que des enquêtes faites en France et à l'étranger démontrent que les charges de maintient de la capacité de production doivent représenter environ 10 p. 100 du prix de revient sans amortissement.

Ces taux sont donc insuffisants: ils devraient être portés à 250 francs pour la houille et 200 francs pour le coke, ce qui permettrait de financer environ 12 500 millions de travaux.

b) Travaux d'équipement et de modernisation. Ils doivent normalement être financés par les emprunts obligataires.

En fait, par suite de l'insuffisance de l'allocation forfaitaire avec obligation d'emploi, les houillères bloquent ces travaux avec les précédents. De ce montant est déduit l'auto-financement. Le solde a été financé, depuis la nationalisation:

Par des emprunts obligataires, dans la mesure où il a été possible d'en émettre;

Par des crédits bancaires à court et à moyen terme en 1946 et 1947;

Par des prêts du fonds de modernisation et d'équipement depuis le 1er janvier 1948. La cadence d'amorlissement de ces prêts (25 ans au moins) est en cours de discussion entre le Trésor et les Charbonnages.

L'utilisation en travaux neufs des fonds provenant de ces trois sources est strictement vérifiée par le contrôle d'Etat et les Charbonnages de France.

Montant des travaux neufs.

Travaux réalisés en 1946, 8.000 millions;
Travaux réalisés en 1947, 26.885 millions;
Travaux réalisés en 1948, 49.355 millions;
Programme des travaux 1949, 67,500 millions, y compris le report des travaux prévus au programme 1948 (qui était de 50.768) et non exécutés, ainsi que les dépenses nécessaires pour entamer le programme complémentaire de centrales thermiques et minières.
Total, 151.740 millions.

Moyens financiers.

Auto-financement. — Allocation forfaitaire frappée d'obligation d'emploi:

Année 1946, 3.490 millions; année 1947, 4.684 millions; année 1948, 2.305 millions; année 1949 (prévisions), 7.500 millions.

Prélèvements sur la trésorerie:

Année 1947, 1.533 millions; année 1949 (prévisions), 2.000 millions.

Emprunts obligataires:

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais 3 1/2 p. 100 1946, 4.858 millions.

Houillères du bassin de Lorraine 4 p. 100 1947, 4.113 millions.

Charbonnages de France 5,15 p. 100 1948, 2.500 millions.

Crédits bancaires: montant au 30 juin (1):

Avec aval de la caisse des marchés: moyen terme, 3.407 millions; court terme, 4.000 millions.

Sans aval de la caisse des marchés: moyen terme, 2.300 millions; court terme, 4.000 millions.

Soit 13.707 millions.

Consentis par les banques suisses et divers: 1.167 millions.

Prêts du fonds de modernisation et d'équipement:

Année 1948, 46.383 millions; année 1949, 57.500 millions.

Total, 151.740 millions.

Enfin, et pour terminer l'étude des investissements, trois remarques paraissent nécessaires:

1° Il est contraire à toute saine gestion industrielle d'établir des budgets annuels d'investissements. Les conséquences de cette méthode sont nombreuses et bien connues. Pour n'en citer que quelques-unes, rappelons que:

N'étant pas sûrs des crédits obtenus pour l'année suivante, les charbonnages hésitent à engager des investissements très importants et ont, en tout cas, tendance à gonfler leurs demandes pour être certains de « boucler leur budget »;

Les commandes passées, sinon « à la petite semaine », du moins à l'année, ne peuvent bénéficier des mêmes conditions de prix que des marchés très importants échelonnés sur deux ou trois ans; ceci est vrai pour le programme d'habitation ouvrière comme pour les commandes de gros matériel;

2° Les programmes de travaux neufs et les demandes de crédits qui en résultent sont examinés sur le plan gouvernemental par la direction compétente du ministère de l'industrie. Ces demandes sont ensuite soumises au ministère des finances qui décide en dernier ressort et soumet le projet de loi à l'agrément du Parlement.

Cette méthode apparaît critiquable, car, en fait, l'examen des programmes des charbonnages n'est jamais effectué par une autorité qui, sur le plan économique, ait une vue d'ensemble. Il serait, en effet, nécessaire de savoir si les investissements dans les charbonnages sont plus rentables que ceux dans l'Electricité de France, par exemple, ou si, des sacrifices devant être consentis, ils ne devraient pas l'être davantage par Electricité de France que par les charbonnages. Il semble probable, au contraire, que chaque direction du ministère de l'industrie a tendance à soutenir les demandes des entreprises qui dépendent d'elles et que les réductions opérées en fin de compte résultent beaucoup plus d'abattements systématiques et de marchandages que de décisions mûrement réfléchies.

Enfin, le ministère des finances paraît avoir tendance à considérer que les crédits qu'il accorde sont des cadeaux faits par le Trésor aux entreprises nationalisées, alors qu'il s'agit uniquement d'avances appelées à remboursement. Un tel état d'esprit conduit à examiner les budgets d'investissements, non pas comme un banquier soucieux de la rentabilité d'un investissement, mais seulement en fonction des disponibilités financières de l'Etat.

C'est pourquoi bien que cette conclusion déborde du cadre de cette étude, il conviendrait de laisser à la direction des programmes, du ministère des affaires économiques, la responsabilité de décider de la répartition des crédits accordés par le ministère des finances en vue des propositions transmises par les directions techniques du ministère de l'industrie. Ce service serait chargé, en particulier, d'établir les priorités indispensables, compte tenu des moyens dont on dispose. Ces priorités ainsi fixées, et en poussant les choses à l'extrême, les pouvoirs publics pourraient être amenés à décider de n'octroyer à certaines entreprises nationalisées que des crédits juste suffisants à assurer le fonctionnement et à reporter la totalité des ressources existantes sur d'autres entreprises jugées plus rentables dans l'immédiat.

3° Le programme d'investissements est normalement l'application du plan Monnet. La production charbonnière prévue par celui-ci, pour 1952, correspond elle-même à la somme des besoins de l'économie française fonctionnant à plein dans les conditions prévues par le plan.

Or, il est déjà démontré que nos techniciens ont péché par optimisme et que les chiffres du plan doivent être modifiés pour tenir compte des possibilité françaises, telles qu'elles se révèlent dans la pratique et, en

(1) Depuis le 30 juin, une partie de ces crédits a été remboursée, grâce au produit de la dotation (4,750 millions) versée par le Trésor.

même temps de l'évolution de la conjoncture internationale.

Pour ne prendre qu'un exemple, il est à craindre que le niveau prévu par le plan pour la sidérurgie française ne soit pas atteint d'ici de nombreuses années.

La baisse des cours sur beaucoup de marchés étrangers risque de réduire sensiblement nos débouchés à l'exportation, alors que les besoins intérieurs sont pleinement satisfaits.

Or, par suite de la lenteur d'efficience des investissements, les Charbonnages de France ont engagé, longtemps à l'avance, des travaux et des capitaux considérables pour être en mesure d'assurer les besoins de leur plus gros client: la sidérurgie, quand la production maxima prévue par le plan aura été atteinte.

Si cet objectif ne peut être atteint, les houillères françaises se trouveront en 1952, ou même avant, avec une capacité de production considérable en face d'un marché trop étroit. Elles devront alors chercher à l'étranger des expertations qu'elles auront d'autant plus de mal à trouver qu'elles ne les auront pas préparées.

Cette perspective paraît plus préoccupante encore si l'on songe que, parallèlement à la politique du charbon, ont été pratiquées la politique de l'électricité et surtout du fuel, concurrents de plus en plus sérieux de la houille.

Le moment est venu de se demander si les objectifs fixés il y a quatre ans restent valables aujourd'hui et si leur harmonie n'a pas été détruite. Plus que jamais la politique des investissements doit faire l'objet des soins les plus attentifs des pouvoirs publics, qui doivent être incités à la plus grande prudence par la nécessité de ménager les ressources de la nation pour les dépenses les plus productives et les plus rentables.

D. — Habitations et œuvres sociales

I. — **Programme d'habitations ouvrières:** Le statut du mineur prévoit que tous les ouvriers de la mine ainsi que les retraités et les veuves de mineurs, ont droit au logement gratuit ou à une indemnité fixée par arrêté ministériel. Cette disposition a contraint les Charbonnages à prévoir un vaste programme d'habitations.

Le nombre des ouvriers mineurs varie de 270.000 à 300.000 Celui des retraités ayant droit au logement est environ de 112.000. Actuellement, dans certains bassins, 65 à 70 p. 100 des mineurs sont déjà logés. Par contre, dans d'autres bassins aux moyens financiers restreints ou dont la main-d'œuvre reste semi-agricole, moins de 10 p. 100 du personnel est encore logé.

Ces chiffres donnent une idée du programme à réaliser et de son ampleur. Les logements existants sont actuellement au nombre de 128.000 pour une bonne part anciens (110.000) et 11.500 logements en baraques ont été exécutés depuis la libération.

Il convient immédiatement de noter que, dans les régions minières, les logements doivent être remplacés tous les cinquante ans au maximum, c'est-à-dire que 1.600 logements sont à reconstruire par an.

Le programme est compliqué par le fait que les mines étant dans l'impossibilité pour le moment de loger tous les retraités à la campagne, ou assez loin de la mine, ces derniers continuent d'occuper, même lorsqu'ils ont cessé toute activité, le logement situé à proximité de leur ancien lieu de travail, qui devrait être réservé aux ouvriers maintenant occupés à la mine.

Les houillères sont donc contraintes, pour l'instant, de faire du « ramassage » à longue distance en autocars, pour amener la main-d'œuvre à la mine.

Malgré des essais qui ont donné d'ailleurs peu de résultats (la transformation en logements des casernes ou de vieilles maisons) la construction de nouveaux bâtiments reste la véritable solution.

Le plan avait prévu de 40 à 75.000 logements nouveaux. Or, le prix d'une maison de mineur est, en francs 1948, de l'ordre de 2 millions de francs, y compris la voirie et le terrain. Ce qui correspond, pour 75.000 logements, à une charge de 175.000 francs par an, sans amortissements, ou de 200.000 francs avec amortissement, c'est-à-dire une charge à inscrire dans le prix de revient de 350 francs par tonne environ et, pour 40.000 logements, près de 170 francs par tonne. Ce programme a été considérablement réduit en raison des ressources insuffisantes. Actuellement la cadence de construction est d'environ 2.000 logements par an.

Les constructions entreprises et terminées pendant l'exercice 1948 se répartissent ainsi:

Commencées: logements dur, 2 659; baraques, 657.

Terminées: logements dur, 4.933; baraques, 6.403.

Par rapport à 1947, le ralentissement des nouvelles constructions est donc considérable. Il se justifie pour les logements en baraques dans la mesure où le départ des prisonniers de guerre en a progressivement libéré un certain nombre. Il est par contre évident que le rythme de construction des logements en dur est notoirement insuffisant eu égard aux obligations d'ordre à la fois humain et économique qui pèsent sur les houillères.

Il est incontestable que la solution du problème du logement des retraités simplifierait considérablement la question.

En effet, dans les conditions actuelles, l'ouvrier qui occupe un logement et qui est mis à la retraite continue pratiquement à habiter où il se trouve et le nombre de logements de service occupés par des ouvriers pensionnés va en augmentant rapidement. Une récente étude des Charbonnages de France (de même que celle présentant le plan quadriennal) précise que, sur les 5.000 logements nouveaux à construire chaque année, plus de 2.000 seront destinés à compenser ceux qui auront été retenus, dans l'année, par les ouvriers mis à la retraite.

Or, le coût actuel d'une maison ouvrière est environ de 2 millions (voierie comprise) et, ainsi qu'il l'a déjà été indiqué, sa durée moyenne est évaluée à 40 ans (50 ans maximum. A cette charge de construction s'ajoutent des frais d'entretien non négligeables.

Les Charbonnages de France, afin de soulager les bassins, ont donc été amenés à étudier deux mesures susceptibles d'encourager le personnel à rechercher, pour se loger, d'autres possibilités que le recours aux logements des mines. Ces deux mesures sont les suivantes:

1° Revaloriser l'indemnité de loyer. Fixée à 450 francs par mois au 1er octobre 1948, pour l'ouvrier marié ayant moins de deux enfants, elle serait, suivant le taux de majoration adopté, de 700 à 900 francs en janvier 1950, et de 1.500 à 2.000 francs au 1er juillet 1951. L'étude de cette question est en cours et les services des Charbonnages de France sont en contact à ce sujet avec la direction des mines;

2° Outre cette mesure, il semble opportun d'offrir aux ouvriers pensionnés qui quittent leur logement minier au moment de leur mise à la retraite une substantielle indemnité qui constituerait en même temps une sorte de rachat équitable de l'indemnité mensuelle de loyer.

Dans bien des cas, ce capital permettra à l'ouvrier pensionné de trouver à se loger immédiatement dans des conditions avantageuses (famille, régions agricoles, etc.). On donnerait ainsi une certaine efficacité à la suggestion présentée à la Cour des comptes, proposant de libérer d'autorité un logement occupé par un ouvrier pensionné et de payer l'indemnité de loyer, suggestion pratiquement inapplicable dans l'état actuel des choses.

D'après les données statistiques fournies par la C. A. N., la durée moyenne de survie d'un ouvrier pensionné ou de sa veuve est de 22 ans. Il s'agirait donc du versement d'un capital de 150.000 à 200.000 francs.

Pour chaque maison non construite, en face d'une économie brute de 2 millions (à laquelle s'ajoutent des frais d'entretien non négligeables), les Charbonnages de France auraient à verser deux indemnités (2 × 22 = 244) soit 200.000 × 2 = 400 000 francs.

L'opération apparaît donc comme susceptible d'alléger sensiblement les charges des Charbonnages de France (1 600.000 F par logement libéré) et nous pensons qu'il y a lieu d'instituer au profit des ouvriers pensionnés un libre choix entre:

Le droit au logement;

Le droit à l'indemnité mensuelle de loyer;

Le droit à l'indemnité globale.

Ce dernier peut fournir à l'ouvrier pensionné une possibilité intéressante et il rejoint, en outre, l'intérêt des Charbonnages de France. Ceux-ci devront donc chercher, si cette mesure est admise, à en développer au maximum l'application.

V. — Le prix de revient.

« La bataille du charbon » gagnée, le problème de la rentabilité de l'exploitation reste au premier plan. De l'abaissement du prix de revient, résultant en particulier des effets des investissements et de l'amélioration du rendement, dépend le résultat bénéficiaire de la gestion.

L'examen comparé des prix de revient d'un produit type, à des dates échelonnées, doit être, par conséquent, le reflet de l'évolution des conditions d'exploitation. En même temps, la comparaison des prix de revient de ce même produit pour les différents bassins doit faire apparaître les anomalies qui pourraient subsister au sein de la nouvelle organisation.

La conclusion de cette étude sera un véritable jugement porté sur le travail effectué depuis la libération et elle permettra, en particulier, d'apprécier si les capitaux investis massivement ont donné les fruits que l'on pouvait en attendre.

Prix de revient (houille et lignite).
(A la tonne marchande.)

DESIGNATION	1er MARS 1946	1er MARS 1947	DEUXIEME trimestre 1949.	POURCENTAGE de hausse par rapport au 1er mars 1946.
	francs.	francs.	francs.	p. 100.
Main-d'œuvre:				
Salaires ouvriers	491 »	633 20	1.269 »	159
Appointements de direction et maîtrise	86 60	100 50	203 »	135
Charges connexes aux salaires et appointements	187 80	310 20	783 »	317
Prisonniers de guerre	44 80	65 70	»	»
Entreprises et tâcherons	6 50	4 30	16 »	146
A déduire:				
Pour travaux neufs	22 »	»	»	»
Total main-d'œuvre	794 70	1.113 90	2.271 »	185
Fournitures:				
Bois de mine	60 »	98 70	175 »	192
Autres fournitures	118 70	208 90	660 »	456
Total fournitures	178 70	307 60	835 »	367
Frais généraux plus taxes moins recettes diverses	60 »	65 60	51 »	15
Charges financières	2 10	17 50	158 »	7.424
Prix de revient sans travaux neufs.	1.035 50	1.504 60	3.315 »	220
Travaux neufs réels	86 30	213 70	1.068 »	»
Travaux neufs forfaités	103 20	103 »	123 »	»
Complément d'amortissement	»	»	134 »	»
Prix de revient avec travaux neufs forfaités et amortissement	1.138 70	1.607 60	3.572 »	214
Recettes sur production marchande.	1.217 90	1.389 40	3.481 »	»
Résultat	+ 79 20	— 218 20	— 91 »	»

Si l'on constate une diminution sensible du pourcentage des salaires par rapport au total, par contre l'augmentation des charges connexes est considérable.

Elle résulte du développement de la législation sur la sécurité sociale, ainsi que du statut du mineur.

En outre, une augmentation de 20 p. 100 de l'ensemble des salaires et des charges connexes est intervenue à l'automne 1948; ce poste a subi une légère hausse à la suite du départ des prisonniers de guerre: ceux-ci n'étant pas affiliés à la sécurité sociale, les charges connexes ont, de ce fait, grevé plus lourdement le prix de revient à la tonne marchande.

La hausse des fournitures provient, sans aucun doute, de la hausse générale des prix. Qu'il soit permis de regretter une fois de plus que les marchés passés par les Charbonnages de France ne puissent s'échelonner sur plusieurs exercices. A cette condition, les fournisseurs consentiraient sans nul doute des prix plus avantageux.

Le poste « frais généraux plus taxes, recettes diverses » comprend: les cotisations aux divers fonds, certaines taxes, les loyers, les dépenses des P. T. T., les dégâts de surface, etc. Il ne comprend pas les appointements de direction, ni les fournitures quelconques.

Le poste qui a subi une augmentation vertigineuse est celui des « charges financières » qui sont passées à 158 francs la tonne. La raison essentielle en est qu'en 1946 les intérêts dus pour les emprunts étaient très faibles alors que, depuis, les appels que les houillères ont dû faire à l'extérieur se sont traduits par une augmentation énorme des charges financières; des justifications ont été demandées aux Charbonnages pour l'augmentation de ce poste entre le 1er mars 1946 et le 15 octobre 1947.

La réponse suivante nous a été fournie:

« Au premier trimestre 1946, les frais financiers étaient de 2,10 francs, comprenant uniquement les charges obligatoires des anciennes compagnies, les autres frais financiers (commissions de banques), d'ailleurs faibles, étant compris dans les frais généraux.

« Au premier trimestre 1947, les frais financiers étaient de 17,50 F comprenant toutes les charges financières, tant pour l'exploitation que pour les travaux neufs.

« Cette augmentation s'explique comme suit:

« Crédit mobilisation des ventes: 4,5 milliards à 3,6 p. 100 environ, 160 millions.

« Crédit travaux neufs: 4 milliards à 6 p. 100, 240 millions.

« Emprunt obligataire 1946 du Nord et du Pas-de-Calais: 5 milliards à 3,5 p. 100, 175 millions.

« Total, 575 millions.

soit 144 millions par trimestre ou, ramenée à une production de 11 millions de tonnes, une augmentation d'environ 13 F, portant les frais financiers à 15,30 F.

« La différence de 2,30 F pouvant s'expliquer par l'inclusion dans les frais financiers des commissions de banques.

« Les houillères ont été obligées d'assumer les charges financières ci-dessus pour les raisons suivantes:

« Pour le démarrage du programme de travaux neufs, l'emprunt obligataire (Nord et Pas-de-Calais) et le crédit caisse des marchés (Lorraine et Centre-Midi);

« Pour les besoins de l'exploitation:

« 1° En raison du retard au versement de la subvention (6.160 millions) du deuxième semestre 1946 qui n'a été versée qu'en avril 1947;

« 2° En raison de l'augmentation des stocks d'approvisionnement et du fonds de roulement en général, consécutive à la hausse des prix.

« On voit que le crédit de 4 milliards de mobilisation des ventes est insuffisant pour couvrir ces besoins; il a d'ailleurs été augmenté depuis lors. »

Il ne fait aucun doute que ce poste n'a fait qu'augmenter depuis et que cette hausse se poursuivra tant que l'auto-financement ne pourra assurer en totalité les besoins financiers de nos houillères.

Enfin, le prix de revient total a augmenté de 232 p. 100 sans travaux neufs et de 224 p. 100 avec travaux neufs. Cette augmentation, très supérieure à celle du coût de la main-d'œuvre, résulte de la hausse des postes « fournitures » et « charges financières ». Dans ces conditions, une augmentation du rendement, pour avoir une répercussion sensible sur le résultat final, doit être beaucoup plus importante qu'elle ne le paraît à première vue.

D'autre part, il eût été intéressant de pouvoir comparer le prix de revient actuel au prix de revient d'avant guerre pour un bassin quelconque. Ce renseignement ne pouvant être obtenu des Charbonnages de France, on peut utilement se reporter au résultat d'une enquête de la direction des mines (première livraison de 1937, Dunod éditeur) valable pour 1935 dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais; ce prix de revient doit cependant être accueilli avec une certaine réserve.

Par tonne, net, en francs:

Dépense de main-d'œuvre, 37,48.

Dépense pour fournitures, 20,59.

Dépense de frais généraux (charges sociales comprises), 16,33.

Total des dépenses, 74,40.

Prix de vente, 82,20.

Ainsi, la main-d'œuvre est comptée pour 50,30 du total, les fournitures pour 27,60 p. 100 et les frais généraux pour 22 p. 100.

Actuellement, le prix de revient (deuxième trimestre 1949) à la tonne marchande est le suivant, pour le Nord et le Pas-de-Calais (cf. le tableau de la page 32).

Prix de revient (houille et lignite).

Deuxième trimestre 1949, à la tonne marchande (1).

	ENSEMBLE des bassins.		NORD et PAS-DE-CALAIS	LORRAINE	LOIRE	CEVENNES	BLANZY	AQUITAINE	PROVENCE	AUVERGNE	DAUPHINÉ
	1/49.	11/49.									
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Tonnage marchand (en 1.000 tonnes)	11.703	11.252	5.967	2.045	825	674	605	493	264	267	112
Rendement fond (en kilogrammes)	1.075	1.103	1.013	1.518	1.105	972	1.335	1.022	1.139	1.035	906
Rendement fond (jour en kilogrammes)	693	704	640	975	724	594	873	714	751	680	591
Main-d'œuvre (salaires ouvriers)	1.318	1.269	1.349	1.005	1.231	1.553	1.021	1.295	1.176	1.431	1.471
Entreprises	13	16	21	9	31	—	7	1	—	2	36
Appointements	198	203	211	162	253	242	166	192	158	246	226
Charges con. aux salaires et appointements	808	783	803	599	858	993	651	864	805	997	1.012
Total: main-d'œuvre	2.337	2.271	2.384	1.775	2.375	2.788	1.845	2.352	2.133	2.676	2.745
Fournitures. — Bois de mine	174	175	147	176	266	249	196	231	69	260	219
Autres fournitures	613	660	629	807	665	682	464	825	426	459	825
Total: fournitures	787	855	776	983	931	931	660	1.056	495	719	1.044
Frais généraux + taxes, recettes diverses	58	51	43	67	65	53	44	58	21	89	114
Charges financières	148	158	132	235	160	235	106	142	81	140	215
Prix de revient sans travaux neufs	3.330	3.315	3.335	3.060	3.529	4.007	2.655	3.608	2.730	3.624	4.118
Travaux neufs forfaités	126	123	122	126	128	134	111	131	99	132	131
Complément d'amortissement	135	134	108	218	98	205	69	162	88	87	230
Prix de revient avec amortissement	3.591	3.572	3.565	3.404	3.755	4.346	2.835	3.901	2.917	3.843	4.479
Recettes sur production marchande	3.458	3.481	3.496	3.483	3.669	3.732	3.016	3.600	2.703	3.556	3.483
Différence	— 133	— 91	— 69	+ 77	— 86	— 611	+ 181	— 301	— 214	— 287	— 996
Travaux neufs (pour mémoire)	864	1.088	880	1.884	785	1.767	486	895	506	896	1.729

(1) Le chiffre d'amortissement de 257 F (228 F à la tonne net) est provisoire, la réévaluation à la fin de 1949 étant supposée faite. La prime de résultat n'est pas comprise: elle représente, environ, 47 F à la tonne marchande.

Le pourcentage de main-d'œuvre proprement dit est donc plus faible qu'à cette époque, si l'on tient compte du fait que les charges sociales étaient incluses dans les frais généraux. Une comparaison des autres postes est cependant fort difficile, en raison de l'imprécision du prix de revient en 1935.

Il convient de noter, enfin, que les sommes inscrites dans les prix de revient pour les travaux neufs concernant des investissements à moyen terme, c'est-à-dire en général de maintien de la capacité de production, sont nettement en dessous de la réalité. Il s'agit d'un forfait et il paraît anormal de ne pas inclure la totalité du coût de ces travaux dans le prix de revient, puisqu'il ne s'agit pas d'investissements correspondant à l'accroissement du potentiel.

Prix de revient comparé entre les divers bassins.

Si, en 1947, des différences étaient sensibles, pour un même poste, entre les divers bassins, cela provenait, d'après la direction des Charbonnages de France, des différences d'imputation, résultant d'un manque d'homogénéité entre la comptabilité de chacun des bassins. Actuellement, un plan comptable est appliqué et des différences sensibles ne peuvent exister que dans le rendement et, par conséquent, la main-d'œuvre.

Il faut remarquer, cependant, que si en Provence ou en Lorraine les appointements sont de l'ordre de 160 F, ils sont de 211 F dans le Nord, de 246 F en Auvergne et de 253 F dans la Loire. On peut craindre que certains abus se soient produits dans ces bassins. La justification qui vient immédiatement à l'esprit serait que les appointements sont très élevés dans les mines les plus difficiles où les frais de main-d'œuvre sont également plus élevés. Cela ne paraît pas se confirmer, puisque dans le Dauphiné, où les salaires comptent pour 1.471 F, il y a 226 F d'appointements, alors que dans la Loire, ces derniers sont de 253 F pour seulement 1.231 francs de salaires.

Des différences également sensibles sont à noter pour les fournitures et pour les frais généraux qui vont de 21 F en Provence à 414 F dans le Dauphiné.

Enfin, les charges financières vont de 81 F en Provence à 235 F en Lorraine et dans les Cévennes.

Ces différences sont inquiétantes, car elles dénotent un manque d'harmonie dans la gestion et révèlent le manque d'autorité dont jouit la direction générale des Charbonnages de France auprès des bassins.

En conclusion, il semble:

1° Que les investissements effectués pèsent terriblement lourds dans le budget des houillères et que leur rentabilité a été loin d'être suffisante (pour autant qu'elle soit longue à se manifester) pour compenser les charges qu'ils constituent pour le prix de revient de nos charbons;

2° L'examen comparé du prix de revient des divers bassins dénote un désarroi certain qui ne peut être toléré plus longtemps.

A cet effet, il importe que le directeur général des Charbonnages de France, soit personnellement responsable et jouisse de moyens suffisants pour exercer son autorité et faire face à ses responsabilités.

VI. — La situation financière.

La situation financière en 1948 supporte le poids des grèves d'octobre-novembre. On peut, en effet, estimer le coût de la grève à 6 milliards et demi environ (non compris les sabotages), ce qui représente pour le quatrième trimestre une dépense supplémentaire de 1.070 F par tonne marchande.

Par rapport à l'année 1947, la hausse moyenne du prix de revient pour les neuf premiers mois de l'année 1948 est de 54 p. 100. Reportée au prix de revient sans travaux neufs de 1939, soit 138 F, les résultats des neuf premiers mois de 1948 font apparaître un coefficient d'augmentation de 21.

Prix de vente.

Le rapport des Charbonnages de France donne à cet égard, pour 1948, les précisions suivantes:

1° Houille crue et coke.

« Un arrêté interministériel du 30 décembre 1947 avait majoré les prix de vente de 33,3 p. 100 avec effet du 1er janvier 1948.

« Le 15 avril intervint une baisse de 10 p. 100 des prix de détail des charbons destinés aux foyers domestiques, sur justification des cartes de chauffage et de cuisine. Cette baisse fut finalement prolongée jusqu'au 1er octobre.

« En vue de mettre les prix en harmonie avec les charges intervenues pendant le mois de septembre, une nouvelle hausse fut tardivement décidée le 21 octobre, par arrêté interministériel du 14 octobre. Elle porta majoration de 18,9 p. 100, exception faite pour le prix du coke qui fut relevé dans une proportion plus faible.

« La recette nette, déduction faite des taxes à la production et sur les transactions ainsi que des primes allouées aux gros consommateurs et au négoce, a été pour l'ensemble de l'exercice de:

2.995 F par tonne pour la houille;
4.198 F par tonne pour le coke;
3.366 F par tonne pour les boulets;
4.214 F par tonne pour les briquettes.

2° Electricité.

« Les contrats passés avec Electricité de France fixent, dans le cadre de chaque bassin, un prix du kWh en fonction du prix du charbon, de l'index électrique et des fournitures de courant. Ces prix sont assortis de bonifications ou de pénalisations, suivant que les fournitures faites par les houillères dépassent les quantités prévues par les contrats ou leur sont inférieures.

« Pendant l'exercice, la mise en ordre de ces contrats a été achevée. A partir du 21 octobre, leur harmonisation avec la hausse du prix du charbon a été effectuée proportionnellement aux variations de l'index, qui était passé de 4.300 à 5.250.

« Ces révisions ont eu d'heureuses conséquences sur les recettes de ce secteur: leur influence n'apparaît pas dans les résultats de 1948 par suite des effets des grèves, mais elles ont eu leur plein effet au début de 1949.

3° Gaz.

« Le prix du gaz varie suivant sa destination.

« Pour le gaz livré au réseau de Gaz de France et aux industriels, le jeu des formules contractuelles, supprimé au 1er janvier 1948, paraît devoir se rétablir, conformément à l'arrêté du 20 octobre 1948.

« Pour le gaz livré aux usines de synthèse, le prix départ cokeries a été fixé uniformément en fonction d'une équivalence charbon pour une qualité de gaz déterminée, soit 4.200 calories P.C.S. contenant 54 p. 100 d'hydrogène.

4° Sous-produits de la carbonisation.

« Les sous-produits ont fait, en 1948, l'objet de plusieurs augmentations.

« Le prix du goudron brut, fixé à 4.600 F la tonne à partir du 1er janvier 1948 est passé à 5.650 F le 14 octobre.

« Le prix du benzol moteur est resté stable pendant l'année, à 16.400 F la tonne (départ mines).

« Le prix du sulfate d'ammoniaque est passé successivement de 12.120 F la tonne le 1er janvier, à 13.600 F la tonne le 13 août et 16.100 F la tonne le 14 octobre.

« Malgré ces revalorisations, les prix des sous-produits demeurent à un niveau anormalement bas qui compromet l'équilibre financier de la carbonisation.

5° Produits de synthèse.

« *a*) Les prix des engrais azotés ont été modifiés les 1er janvier, 15 août et 23 octobre 1948. Compte tenu du jeu de la caisse de compensation (destinée à uniformiser les prix de vente des produits importés et des produits de fabrication française) ils ont comporté, pour les producteurs, des hausses successives d'environ 70 p. 100, 14 p. 100 et 17 pour 100.

« Les prix des différents engrais continuent à être calculés à partir du prix professionnel de l'ammoniaque fixé successivement à 26.962 F, 30.180 et 35.219 F la tonne (contre 14.125 pour le deuxième trimestre 1947). Les usines d'ammoniaque utilisant le gaz de four sont assujetties à des versements destinés à indemniser certaines usines à conditions difficiles, et leurs recettes sont frappées d'une obligation d'emploi, pour la conservation et l'amélioration des moyens de production, fixée à 2.137 F, par tonne jusqu'au 15 août et 3.340 F à partir de cette date.

« La situation de l'industrie de l'azote, qui semblait avoir retrouvé son équilibre en 1948, est malheureusement redevenue difficile à la suite d'une baisse de 4 p. 100 imposée en janvier 1949.

« *b*) Le prix du méthanol, fixé à 14 F le litre depuis 1946, a été rajusté à 37.60 F le 1er janvier 1948 et à 43,60 F le 23 octobre. Devenu libre à partir du 1er novembre, sous réserve d'approbation des barèmes par la direction des prix, il devait être porté à 48,50 F en février 1949. En 1948, l'écoulement de la production a été régulier. Cette situation ne s'est malheureusement pas poursuivie en 1949 où de graves difficultés de vente sont apparues en mars, par suite de l'effet conjugué du marasme du marché des matières plastiques et d'une augmentation de prix imposée par l'établissement de redevances au profit du service des alcools.

c) Evolution de la situation financière.

« 1° Comparaison du prix de revient et du prix de vente de la houille. — Le tableau ci-dessous permet de comparer le prix de revient par tonne marchande et le prix de vente de la houille pour chaque trimestre de 1948.

« La recette nette est calculée d'après le montant des ventes, auquel s'ajoute la valeur des fournitures de houille aux usines de transformation:

	PREMIER trimestre 1948	DEUXIEME trimestre 1948	TROISIEME trimestre 1948	QUATRIEME trimestre 1948
Tonnage marchand (en 1.000 t.)	11.343	10.637	9.728	6.091
Prix de revient (en francs)	2.647	2.871	3.234	4.233
Travaux neufs (forfait)	—	—	—	125
Total	2.647	2.871	3.234	4.358
Recette nette	2.927	2.899	2.883	3.467
Différence	+ 280	+ 28	— 351	— 891

« Pour la première fois depuis l'application de la loi de nationalisation, le niveau des prix de vente a permis aux houillères de faire apparaître un bénéfice d'exploitation, mais l'excédent comptable du premier semestre a été absorbé au delà par le déficit du deuxième trimestre.

« D'une part, en effet, la baisse de 10 pour 100 des charges destinées aux foyers domestiques s'est soldée par une charge de 1.440 millions.

« D'autre part, la hausse des prix intervenue en octobre a été moins importante que la hausse des salaires de septembre: le prix de vente retenu par le Gouvernement fut en effet calculé en fonction non du prix de revient réel, mais d'un prix de revient escompté, basé sur un rendement fond et jour supérieur de 15 kg à ce qu'il était au 1er septembre 1948. Les différentes augmentations de salaires accordées postérieurement au 21 octobre, sans modification correspondante des prix de vente, accentuèrent le déficit et portèrent à 48 kg l'augmentation de rendement nécessaire pour obtenir l'équilibre financier des houillères.

« L'amélioration très sensible du rendement qui se fit sentir dès le mois de décembre permit de combler le déficit de départ. Mais de nouvelles charges financières et fiscales intervenues au début de 1949 ainsi que la

répercussion progressive des hausses des fournitures absorbèrent une partie de l'amélioration progressive du rendement.

« On peut considérer que la procédure retenue par le Gouvernement fit bénéficier les consommateurs d'une baisse anticipée puisqu'ils reçurent dès le 1er octobre le bénéfice d'une amélioration de rendement qui ne devait être effective que quelques mois plus tard.

« La fabrication des boulets a été en moyenne bénéficiaire de 397 F par tonne, celle des briquettes de 361 F par tonne.

« 2° Compensation forfaitaire. — En 1948, pour la première fois depuis 1941, aucune subvention n'a été versée aux houillères.

« La compensation forfaitaire prévue par l'article 3 de la loi du 16 mai 1946 a été calculée pour 1948 d'après les résultats des cinq premiers trimestres suivant la nationalisation, actualisés au niveau d'un prix de vente de 2.880 F en tenant compte des variations des prix de revient et des prix de vente. Elle anticipait, en outre, sur le résultat des industries annexes et l'amélioration du prix de revient résultant de l'augmentation du rendement.

« Trois bassins ont versé à la compensation (en milliers de francs): Lorraine, 1.575.663; Blanzy, 355.917; Aquitaine, 135.604. Total: 2.607.184.

« Les autres bassins ont reçu les sommes ainsi recueillies: Nord-Pas-de-Calais, 1.049.031; Loire, 333.898; Cévennes, 482.104; Provence, 66.923; Auvergne, 128.792; Dauphiné, 6.436. Total, 2.067.184.

Evolution de la trésorerie.

« La trésorerie, recueillie des anciens exploitants, au 30 juin 1946, se décompose comme suit:

« Caisses, banques (francs français et devises), 1.583 millions.

« Bons du Trésor, 242 millions.

« Total, 1.825 millions.

« En outre, la commission spéciale des biens à restituer aux liquidateurs comme n'étant pas d'une utilité essentielle pour les houillères du bassin a maintenu, par ailleurs, dans le patrimoine de ces dernières, un certain nombre de titres de placement (actions, rentes et obligations).

« Ceux-ci pourront constituer, éventuellement, un appoint de trésorerie, si le ministre des finances en autorise la vente. Leur montant (cours au 15 octobre 1947 pour les titres cotés, et valeur au bilan au 31 décembre 1945 pour les titres non cotés):

« Obligations, 325 millions.

« Actions, 1.708 millions.

« Total, 2.033 millions.

« En contre-partie, les éléments négatifs de la trésorerie recueillie sont les suivants:

« Les charges de trésorerie courantes;

« Les crédits sur lettre de garantie (ordonnance du 6 novembre 1944) pour 1.583 millions.

« A ces éléments de la trésorerie correspondant à l'exploitation, il faut ajouter les charges financières héritées des anciens exploitants pour le financement des immobilisations, c'est-à-dire:

« Les emprunts à long terme, 7.408 millions.

« Les crédits caisse des marchés contractés par les bassins de Lorraine et Centre-Midi, 676 millions.

« Total, 8.084 millions.

Financement de l'exploitation.

« 1° A la date des nationalisations. — Trésorerie assez étroite.

« Caisse, banques, bons du Trésor reçus des anciens exploitants: éléments positifs, 1.825 millions.

« Caisse, banques des houillères du Nord et du Pas-de-Calais: éléments positifs, 3.250 millions.

« Excédent des débiteurs sur les créditeurs à court terme: éléments positifs, 3.775 millions.

« Lettres de garantie: éléments négatifs, 1.583 millions.

« Fonds de l'emprunt du Nord-Pas-de-Calais 1946, ayant une affectation spéciale aux travaux neufs et non encore employés: éléments négatifs, 4.800 millions.

« Excédent des éléments positifs sur les éléments négatifs: 2.467 millions.

« Total: éléments positifs, 8.850 millions; éléments négatifs, 8.850 millions.

« Les créditeurs mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas:

« L'avance des deux milliards consentis par le Trésor au Nord, Pas-de-Calais, dont la date de remboursement est indéterminée;

« Les traites émises par aval de la caisse des marchés par les anciens exploitants de Lorraine et du Centre-Midi pour le financement de leurs travaux neufs (676 millions au 30 juin 1946).

« A noter, par ailleurs, l'appoint de trésorerie que peut constituer la vente des titres de placement maintenus dans le patrimoine des houillères du bassin.

« 2° Au 3 septembre 1947. — Trésorerie nettement plus serrée.

« Caisse, banques: éléments positifs, 2.178 millions

« Excédent des créditeurs sur les débiteurs à court terme: éléments négatifs, 1.356 millions.

« Traites émises sur le crédit de 5 milliards de la caisse des marchés pour mobilisation des ventes: éléments négatifs, 4.775 millions.

« Excédent des éléments négatifs sur les éléments positifs: 3.953 millions.

« Total: éléments positifs, 6.131 millions; éléments négatifs, 6.131 millions.

« Comme précédemment, ne figurent pas, dans les créditeurs à court terme, les 2 milliards du Trésor, ni les traites émises avec aval de la caisse des marchés.

« La trésorerie s'est donc appauvrie, du 1er juillet 1946 au 30 septembre 1947, de: 2.467 + 3.953 = 6.420 millions.

« Les raisons invoquées sont les suivantes:

« Augmentation des stocks d'approvisionnements (quantité et prix).

« Excédent des dépenses de reconstruction sur les indemnités de guerre reçues ou sur les crédits spéciaux destinés à leur financement.

« A-coups provoqués par les délais intervenus dans le vote des subventions.

« La trésorerie n'a pu être assurée que grâce au crédit de mobilisation des ventes, d'un montant de 5 milliards, crédit consenti par la caisse nationale des marchés de l'Etat et les établissements bancaires qui permet la mobilisation totale de deux mois de ventes de combustibles et permet en même temps, à la banque de France, de contrôler le niveau des effets émis par les houillères.

« Suivant l'accord intervenu, en effet, le total des effets fournisseurs, des traites tirées sur les clients et des traites émises sur le crédit mobilisation des ventes ne peuvent dépasser le montant de deux mois de ventes (moins les ventes comptant), soit au prix d'avant la hausse environ 10 milliards.

« Les charbonnages ont obtenu, au début d'octobre 1947, un crédit de cinq ans pour la reconstitution de la trésorerie dans la mesure où elle avait été appauvrie par la reconstitution des stocks.

« Le crédit de 3.400 millions a été consenti, partie par les établissements de crédit et le Crédit national, partie par la caisse des marchés; on espérait qu'il permettrait de ramener la trésorerie à un niveau plus normal.

« D'autre part, la hausse des prix du charbon devait entraîner le relèvement du plafond de crédit de mobilisation des ventes, à plein en septembre.

Situation de trésorerie au 30 juin 1949.

« Caisses et banques: éléments positifs, 4.300 millions.

« Excédent des créditeurs sur les débiteurs à court terme: éléments positifs, 1.100 millions.

« Traites émises sur le crédit mobilisation des ventes (13,5 millions): éléments négatifs, 13.250 millions.

« Crédits bancaires non exigibles et disponibles. Excédent des éléments négatifs sur les éléments positifs: 7.850 millions.

« Total: éléments positifs, 13.250 millions; éléments négatifs, 13.250 millions.

« La trésorerie peut être considérée comme satisfaisante puisque, abstraction faite du crédit de mobilisation des ventes, elle présente un excédent de plus de 5 millards, représentant, il est vrai, moins de quinze jours de dépenses d'exploitation.

« Il convient de souligner que cette trésorerie n'a pu être constituée qu'en mobilisant entièrement deux mois de ventes grâce aux en principe une exigibilité, ne pèse pas sur traites sur les clients et au crédit de la caisse des marchés. Ce dernier crédit, s'il constitue en principe une exigibilité, ne pèse pas sur la trésorerie en période normale d'exploitation puisqu'il se renouvelle au fur et à mesure des ventes (crédit revolving). Il constitue un mode de financement normal du fonds de roulement, dont le seul inconvénient est qu'il devient exigible en cas d'arrêt ou de baisse importante de la production ».

Situation financière des Charbonnages au 1er juillet 1949.

« I. — Prévision au 21 octobre 1948:

« Rendement fond et jour, 632 kilogrammes.

« Amortissement (130+50), 180 francs par tonne.

« Bénéfice annuel (industrie annexe), 3 milliards.

« II. — Résultats du 1er semestre 1949:

« Grâce au rendement fond et jour de 700 kilos environ, on devrait avoir un bénéfice complémentaire de 8 milliards et demi pour l'année.

« Au total: le bénéfice annuel devrait atteindre 11 milliards et demi.

« III. — Mais on a déjà disposé d'une partie de ce bénéfice:

« *a*) Au profit du consommateur — au 21 octobre 1948 en escomptant un rendement de 632 kilos, supérieur au rendement du 1er semestre, 2.200 millions.

« En partant du prix de vente réel supérieur de 60 francs au prix de vente théorique, 2.800 millions.

« Total, 5 milliards.

« *b*) Au profit du personnel (valorisation des 7 francs), 1.700 millions.

« *c*) Au profit de l'Etat — Taxe à la production augmentée de 1 p. 100, 1.700 millions.

« Nouvelles charges (intérêts sur les 3 milliards pour la grève), 1.700 millions.

« Nouvelles charges financières (intérêts sur la moitié des T. I. 1949), (intérêts sur les 3 milliards pour la grève), 1.700 millions.

« *d*) Fournitures — sous-estimées en octobre et hausse des bois de mine, 3.000 millions.

« Total, 8.100 millions.

« Le bénéfice de 11 milliards 5 est donc réduit à 3 milliards et demi avec un amortissement de 180 francs par tonne marchande.

« IV. — Résultats réels:

« Les résultats des cinq premiers mois donnent 2.800 millions avec 125 francs d'amortissement soit 1.600 millions avec 180 francs d'amortissement.

« Au deuxième semestre, le bénéfice sera du même ordre grâce à l'amélioration du rendement et malgré les charges financières accrues, soit un peu moins de 4 milliards pour l'année avec un amortissement de 180 francs par tonne marchande.

« V. — Amortissement complémentaire:

« L'amortissement fiscal sur les immobilisations réévaluées en fin d'année, serait d'environ 260 francs par tonne marchande.

« Le complément d'amortissement (80 francs par tonne) nécessiterait 3.800 milliards.

« Le bénéfice serait nul ».

En conclusion, on ne peut que répéter ce qui a déjà été dit, lors de l'étude des prix de revient, en ce qui concerne l'exploitation elle-même et la valeur contestable du forfait pour travaux neufs incorporés dans les prix de revient.

Il n'en reste pas moins qu'un effort considérable a été fait et qu'il doit être reconnu.

VII. — Les problèmes sociaux.

Etant donné la part très considérable que prend la main-d'œuvre dans l'exploitation minière, le problème social doit occuper une place prépondérante dans les soucis de ceux qui assument la responsabilité de la gestion de nos charbonnages.

L'important problème des habitations ouvrières a déjà été évoqué (cf p. 24 sv.) De sa solution dépend le confort des mineurs et leur attachement à la mine, c'est-à-dire leur stabilité. Ce problème résolu, celui du transport de la main-d'œuvre se trouverait également fort simplifié. L'obligation de transporter un grand nombre de mineurs tous les jours en autocar constitue pour les bassins une très lourde charge, et pour mineurs, une fatigue et une perte de temps inutiles.

En ce qui concerne le statut du mineur, celui-ci étant une loi applicable à la fois aux houillères nationalisées et à celles qui ne le sont pas, il déborde un peu du cadre de cette

enquête. Notons seulement que les avantages exceptionnels accordés aux ouvriers de la mine paraissent légitimes, malgré les critiques qu'on a pu faire à ce sujet, le travail du mineur étant un des plus pénibles qui soient.

Enfin, quant à la question des salaires proprement dits, ceux-ci ne paraissent pas pouvoir être augmentés périodiquement, sans se traduire par un accroissement important du prix de revient, dont la conséquence sur l'industrie française tout entière serait très grave, au moment même où un effort particulièrement énergique pour l'exportation doit être entrepris.

Il semble bien, au contraire, que le pouvoir d'achat des mineurs doive être augmenté par un relèvement des primes à la productivité basée sur des normes établies par la direction des charbonnages et les représentants syndicaux ouvriers.

Une telle étude ne saurait se passer d'une mention relative au climat social. La naissance des Charbonnages de France a coïncidé avec la libération et l'épuration. Il en est résulté un certain désordre dans les esprits et les démissions, les promotions, les mutations ont été préjudiciables, sans aucun doute à un travail sérieux et efficace.

La situation s'est stabilisée depuis. Cela n'empêche pas une partie du personnel d'être encore préoccupée par le souci du lendemain. D'autre part, les ingénieurs, inquiets de voir certains de leurs avantages en nature supprimés ou réduits et craignant d'avoir leur situation matérielle diminuée, consacrent à l'activité syndicale revendicative un temps autrefois consacré au travail.

De la même manière, les directeurs généraux ont été fréquemment remplacés. Les critiques dont ils font souvent l'objet et la crainte qu'ils peuvent avoir d'être à nouveau remplacés les poussent à consacrer une partie de leur temps à défendre leur situation et à prendre quelquefois des mesures utiles pour se soustraire aux critiques, bien qu'elles soient nuisibles au prix de revient.

L'amélioration du climat social ne peut résulter d'une loi ou de mesures autoritaires Elle ne viendra que de longs efforts patients de la part des chefs et des subordonnés, volontairement soucieux de créer une atmosphère de confiance et de mutuelle compréhension. Souhaitons, cependant, que les pouvoirs publics agissent pour assurer, dans toute la mesure du possible, une plus grande stabilité des emplois, afin de dégager les intéressés du souci du lendemain, une amélioration du pouvoir d'achat des mineurs et l'esprit de fraternité traditionnelle dans la mine feront le reste...

VIII. — L'organisation.

Les houillères de bassin sont commandées par des directeurs qui ne dépendent du directeur général que pour les questions intéressant l'ensemble des Charbonnages de France et demandant un effort de coordination entre les bassins (plan comptable, plan d'investissement, etc...).

La nomination du directeur général est réservée au Gouvernement, sur proposition du conseil d'administration. Ce dernier est composé d'administrateurs, tous nommés par l'Etat, qui possède 6 représentants sur les 18 membres du conseil d'administration; d'autre part, la loi de nationalisation prévoit l'approbation préalable par les ministères de tutelle des décisions les plus importantes du conseil d'administration.

Enfin, l'Etat possède, en la personne du contrôleur permanent, attaché aux Charbonnages, un pouvoir de contrôle et d'investigation dont les limites doivent être fixées par arrêté ministériel.

Par ailleurs, les comptes de charbonnage sont soumis à une commission de vérification des comptes, créée par la loi du 16 janvier 1948 et le décret du 23 juillet de la même année.

Le programme d'investissements et son exécution sont soumis à la commission des investissements, créée par le décret du 10 juin 1948.

Il existe encore une commission prévue par le décret du 18 septembre 1948, chargée de déterminer les conditions générales de passation des marchés de fournitures et d'achats d'immeubles, dans le cas où ces marchés et ces achats dépassent certaines limites.

Ainsi la direction générale des Charbonnages de France est-elle soumise à de nombreux contrôles de l'Etat, et ne peut pratiquement pas prendre seule de graves responsabilités. D'autre part, son autorité sur les houillères de bassin vient surtout de la personnalité et des moyens de persuasion du directeur général, beaucoup plus que des pouvoirs qui lui sont donnés par la loi. Les responsabilités sont ainsi très diluées et les moyens d'action limités. Si l'on songe aux nombreuses critiques adressées au directeur général des Charbonnages de France, on peut craindre qu'il ne soit pas incité à faire preuve de l'audace et de l'énergie toujours nécessaire aux grands chefs d'entreprise.

Certes, l'ensemble des bassins miniers doit être décentralisé, car la direction unique est pratiquement impossible, étant donné son importance. Il est regrettable néanmoins que le directeur général des Charbonnages de France ne puisse disposer de moyens d'action plus efficaces sur les directeurs des bassins. Si l'on veut un responsable, il faut que celui-ci jouisse de l'autorité nécessaire pour faire face à ses responsabilités.

Par ailleurs, on a constaté que les bassins font preuve fréquemment d'un certain esprit d'indépendance. Il appartient avant tout aux pouvoirs publics de donner les instructions nécessaires pour qu'un effort plus homogène soit poursuivi.

Conclusions et perspectives.

Aux termes de cette longue étude, il est juste de dire que les Charbonnages de France ont fait un effort considérable pour améliorer notre situation charbonnière, après avoir eu à faire face, à tout prix, à de nombreuses exigences. Ils ont eu à rechercher une amélioration du rendement afin de limiter le déficit de l'exploitation. Cet effort a été réalisé dans des conditions difficiles, avec une trésorerie restreinte, au milieu de grèves et de sabotages. On doit, en toute impartialité, reconnaître les résultats obtenus qui préjugent favorablement de l'avenir: la production est largement suffisante pour couvrir les besoins, le rendement ne cesse de s'améliorer et de se rapprocher du niveau atteint avant la guerre.

Certes, il existe encore un déficit et l'on peut s'étonner que la rentabilité de l'exploitation n'ait pas été recherchée davantage. Lors de l'examen de cette question on a souligné l'importance que l'on devait accorder à la notion d'entreprise publique, qui doit se soucier avant tout des besoins de la nation, avant de songer à réaliser des bénéfices. S'il ne devait pas être tenu compte de cette notion, c'est à dire si les Charbonnages de France devaient fonctionner exactement comme une entreprise privée, il eût été totalement inutile de les nationaliser.

Il n'en reste pas moins que les besoins étant satisfaits en quantité, les notions de prix de revient et de bonne gestion deviennent de jour en jour plus impératives. C'est donc essentiellement par une amélioration du rendement que doit être obtenu l'accroissement de la production. Ce résultat dépend de l'amélioration des méthodes d'exploitation et des investissements effectués. A ce sujet, on a regretté que le budget d'investissements ne soit pas établi à long terme et des réserves ont été faites sur l'opportunité de certains investissements qui ont donné lieu, certes, à de belles réalisations techniques, mais dont la nécessité n'était peut-être pas impérative.

Tous les efforts doivent porter, à notre sens, vers une discrimination judicieuse des investissements; ceux-ci, une fois assuré le maintien du potentiel de production, ne devront être entrepris que lorsque leur rentabilité est suffisamment certaine et importante au point de les justifier.

Loin de nous l'idée de freiner notre équipement minier, mais nous tenons à attirer l'attention du public et des Charbonnages sur les dangers d'un suréquipement.

Par ailleurs, des économies devront être recherchées par tous les moyens, en particulier en réduisant, dans la mesure du possible et par de nouvelles méthodes, la consommation de fournitures.

Les houillères nationalisées doivent absolument parvenir à améliorer le service de leurs dettes par des emprunts réalisés à un taux plus bas et par la conversion de ceux qui ont déjà été lancés.

Enfin, quant aux investissements à moyen terme tout au moins et chaque fois qu'ils visent au maintien de la capacité de production, il est souhaitable qu'il soit fait de moins en moins appel au Trésor et de plus en plus à l'auto-financement. Les prix de revient traînent le boulet des charges financières. Il convient de les alléger au plus vite, si l'on veut rester au niveau de la concurrence internationale.

De leur côté, les pouvoirs publics et le ministère des finances en particulier, devront s'astreindre à raisonner en banquiers — lorsque le Trésor devra encore financer les investissements — et s'inquiéter de savoir si l'Etat a une trésorerie assez large pour ouvrir les crédits demandés, mais encore si la rentabilité de cette opération est assurée.

Les charbonnages de France doivent dès maintenant se préoccuper de l'avenir.

Le plan a prévu une production de 70 millions de tonnes de charbon en 1955. A supposer que cet objectif puisse être atteint, ce qui est improbable tout au moins à cette date, il convient de se demander si les débouchés [illegible] duction. A ce sujet, nous pouvons rappeler ici certaines observations contenues dans le rapport sur les aspects économiques du plan de modernisation des houillères, établi par la commission d'étude, instituée par décision de M. le directeur des charbonnages de France, en date du 16 juillet 1948.

Ce rapport s'exprime ainsi:

« Si nous recherchions une fourchette qui permit de mesurer l'ampleur de nos incertitudes, nous serions conduits à chiffrer le cas le plus défavorable, celui où la sidérurgie resterait très éloignée de ses objectifs, où la Sarre perdrait le gros de ses débouchés en Allemagne, où l'activité industrielle en France, sans décliner, n'enregistrerait pas pourtant les progrès qu'on escompte, où le mazout ferait néanmoins le plein de son programme. On constaterait alors que les consommations de charbon resteraient inférieures de plusieurs millions de tonnes aux prévisions et on serait tenté de conclure qu'il n'y a pas lieu d'accroître la production.

« Le pire serait sans doute qu'après avoir porté la capacité de production des houillères à un niveau élevé, on dût, faute de débouchés, laisser improductif ce supplément de potentiel, ou qu'on en vînt à le stériliser par un retour prématuré à la semaine de cinq jours.

« S'il semble prématuré de parler dès à présent d'une crise de débouchés, elle existe cependant en puissance. Elle est apparue déjà sur des marchés secondaires. Ses premiers symptômes se sont révélés en France au printemps et pendant l'été 1948, affectant les qualités secondaires qui s'aventuraient trop loin du lieu de production. La réduction des deux tiers de nos achats aux U.S.A. a ajourné les difficultés qui assaillaient déjà les petites mines et même quelques exploitations nationalisées. La ponction massive de 6 millions de tonnes qu'ont opérée les grèves d'octobre et novembre recule d'autant l'échéance, mais après un hiver peu rigoureux, il n'est pas impossible que la situation ne se tende au printemps: sans cette purge, l'équilibre serait déjà atteint et peut-être déjà dépassé.

« Nous devrons pourtant accueillir une augmentation des fournitures de charbon sarrois. Qu'en même temps le marché puisse absorber tous les suppléments de production des houillères et un afflux de mazout, c'est peut-être beaucoup présumer de son élasticité ou de son appétit. Il faudra nécessairement doser les apports, s'assigner des étapes et les digérer.

« Ne perdons pas de vue que la S.N.C.F. n'augmentera pas ses consommations, non plus qu'Electricité de France et les centrales minières réunies, du moins de façon durable; et que si Gaz de France, poursuivant son développement, achète davantage de charbon, en contre-partie, ses productions: gaz et coke de gaz, lui raviront les débouchés correspondants; qu'une amélioration des techniques, fatale et désirable, réduira progressivement les consommations; qu'ainsi tout le vaste secteur des services publics n'apportera aux houillères aucun stimulant; que tout l'espoir de consommations accrues repose dès lors

seulement sur les foyers domestiques et, avec des aléas qu'il serait vain de sous-estimer, sur la réalisation des programmes de la sidérurgie ».

Nos inquiétudes concernant l'avenir ont été exprimées précédemment. Il apparaît indispensable de procéder à une nouvelle estimation des besoins, compte tenu des résultats de la politique générale de l'énergie qui a été mise en œuvre, afin de se prémunir contre une crise possible et, peut-être proche, de débouchés.

Notre politique d'importation du charbon devra être également révisée afin d'éviter d'engager l'avenir et de ne pas créer, pour les années futures, une concurrence dangereuse aux charbons français.

Ce sont là des problèmes dont la solution dépend à la fois des pouvoirs publics et de la direction générale des Charbonnages de France. Celle-ci, qui doit d'ailleurs partager nos craintes, ne peut être tenue pour entièrement responsable de la politique pratiquée en la matière.

Au cours des délibérations qui ont précédé l'adoption du présent rapport, les membres de votre sous-commission se sont attachés à attirer au premier chef l'attention de notre Assemblée et inspirer les réformes que le Gouvernement et la direction des Charbonnages de France ont à mener à bien.

Ils ont, tout d'abord, rappelé que le respect de l'autorité des chefs est la condition indispensable à la saine gestion de toute entreprise industrielle et commerciale.

On a déjà indiqué qu'au lendemain de la nationalisation, une carence d'autorité s'était manifestée et ses conséquences en ont été soulignées. Qu'il s'agisse des rapports entre le directeur des charbonnages de France et les bassins, ou entre un contremaître et ses ouvriers, le chef doit prendre ses responsabilités. Il doit pouvoir jouir, non seulement des pouvoirs, mais de l'autorité nécessaires, sans que celle-ci puisse être sapée ou même diminuée par quelque pression que ce soit.

Les préoccupations de votre sous-commission se sont portées en second lieu vers les aspects financiers de la gestion des charbonnages. Dans les années qui ont suivi la libération, ceux-ci se sont efforcés, avant tout, d'atteindre le niveau de production nécessaire au redressement de l'économie du pays. Il est certain que, depuis lors, la recherche de rentabilité financière de l'exploitation n'a pas été assez systématique. Le déficit des charbonnages de France constitue une trop lourde charge pour la nation pour qu'il soit permis de le laisser subsister longtemps encore. C'est pourquoi votre sous-commission, reconnaissant les résultats déjà obtenus dans ce domaine, tient essentiellement à ce que les charbonnages de France parviennent à renverser la tendance et présentent, pour l'exercice prochain, un bilan bénéficiaire. Ce résultat doit être atteint au prix des mesures les plus énergiques.

Enfin, à l'égard du problème primordial des investissements, votre sous-commission demande que la politique suivie fasse l'objet d'un nouvel examen. Considérant que le charbon n'a plus, dans les ressources énergétiques du pays, la place prédominante qu'il occupait avant la guerre, elle estime que le programme d'investissement établi doit être reconsidéré, en tenant compte des résultats des investissements déjà opérés dans les charbonnages de France, du développement rapide de la production du fuel et de l'équipement électrique du pays et de l'apport accru du charbon sarrois.

C'est donc dans la mesure où ils tiendront compte de ces observations légitimes que les charbonnages de France, entreprise publique travaillant pour le relèvement de la nation, pourront s'attendre à bénéficier de l'aide de tous.

Pouvoirs publics, sociétés privées, individus eux-mêmes les aideront alors à mener à bien leur tâche, qui est de permettre à la France d'occuper, dans une économie mondiale transformée par les conséquences de la dernière guerre, la place à laquelle sa position géographique, ses ressources naturelles et son génie lui permettent de prétendre et que ses traditions lui font un devoir de conserver.

ANNEXE N° 851

Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à assurer la **publication** des **rapports** établis par les **commissions consultatives départementales d'économies,** instituées par le décret n° 49-744 du 7 juin 1949, et à faire connaître les **conclusions** tirées de l'examen de ces rapports par les préfets et les ministres, ainsi que les mesures qui en auront découlé, présentée par MM. Charles Brune, Bardon-Damarzid, Gadoin, Gilbert Jules, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le décret n° 49-744 du 7 juin 1949 a institué dans chaque département une commission consultative d'économie, composée — dans les départements autres que celui de la Seine — du préfet, président, du trésorier-payeur général, vice-président, du directeur des domaines, de deux conseillers généraux, du maire du chef-lieu du département, de deux maires désignés par le préfet.

L'importance de ces commissions est toute particulière: elle découle de la place qui leur est dévolue dans l'action gouvernementale pour le redressement économique et financier du pays.

L'article 3 du décret fixe ainsi leur compétence:

« Les commissions sont chargées de rechercher et de proposer au Gouvernement toutes les mesures d'économies qui sont susceptibles de réduire le coût du fonctionnement des services extérieurs des administrations civiles de l'Etat, des établissements publics de l'Etat, des organismes de sécurité sociale, ainsi que des échelons locaux de tous les organismes chargés d'un service d'intérêt public ou tirant leurs ressources de cotisations rendues obligatoires par la loi ou ayant fait appel sous une forme quelconque au concours financier de l'Etat (alinéa I) ».

Le Gouvernement — ainsi qu'il ressort du texte du décret et d'une circulaire, en date du 8 juillet 1949, adressée aux préfets par le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et des affaires économiques — attend des commissions départementales consultatives d'économies qu'elles jouent un double rôle, à la fois descriptif et critique.

L'alinéa 2 de l'article 3 du décret prévoit que « les commissions d'économies dresseraient une liste de tous les services susvisés existant dans leur département en précisant leur emplacement et leur importance ». La circulaire ministérielle indique qu' « une physionomie aussi exacte que possible » serait donnée des services publics et qu' « une critique venue du dehors » permettrait de renforcer le contrôle interne de l'administration.

La deuxième mission des commissions est « d'ordre plus constructif. Le but recherché par le Gouvernement, depuis le début de l'effort qu'il poursuit, est d'adapter la structure des services publics à leurs tâches et de reviser celles-ci en fonction de leur intérêt » (circulaire précitée). A cet effet, l'alinéa 3 de l'article 3 du décret édicte: « Les commissions d'économies proposeront les compressions possibles d'effectifs et, le cas échéant, la suppression des services dont le maintien ne serait plus justifié; elles rechercheront les causes de rendement insuffisant du personnel, et, d'une manière générale, les faits de toute nature dont peut résulter une utilisation défectueuse du personnel, du matériel ou des locaux ».

« Les commissions d'économies recueilleront et étudieront toutes les suggestions qui leur seront faites; elles obtiendront, par l'intermédiaire des préfets ou des trésoriers-payeurs généraux, tous éclaircissements et toutes justifications utiles de la part des chefs des services intéressés ».

Enfin, l'article 5 stipule que les conclusions des commissions seront remises aux préfets qui les transmettront, avec avis, au ministre de l'intérieur et au secrétaire d'Etat aux finances. Un délai de trois mois à compter de la publication du décret est imparti aux commissions pour effectuer leurs travaux, mais la circulaire ministérielle prévoit une possibilité de prolongation de ce délai.

Ainsi, le Gouvernement doit-il être aidé, par le travail des commissions consultatives d'économies, afin de mener à bien la tâche de redressement économique et financier du pays, en conformité aux lois du 17 août 1948, du 21 décembre 1848 et du 31 décembre 1948.

Le travail et le rôle des commissions varieront d'ailleurs d'après les services examinés, à la structure desquels il est nécessaire qu'ils s'adaptent.

Dans le domaine des services administratifs, par exemple, la circulaire ministérielle précitée distingue les services nouvellement créés ou profondément transformés depuis 1939 des services traditionnels de l'administration française.

C'est dans la première catégorie que le rapport descriptif, demandé aux commissions, prend toute son importance (en faisant apparaître notamment l'implantation des services, leurs effectifs théoriques et réels) alors qu'il n'est pas nécessaire dans le deuxième cas. Par contre, le travail critique d'appréciation du fonctionnement des services et d'étude des possibilités d'amélioration doit être mené à bien dans les deux cas.

Quant aux services sociaux, les commissions devront « recueillir et étudier toutes les suggestions qui leur seront faites sur les questions d'ordre social », et « notamment s'attacher aux problèmes que pose la coexistence des régimes légaux d'assistance et de la sécurité sociale ».

Enfin, les commissions d'économies, si elles n'ont pas à enquêter sur chacun des services et établissements de nature industrielle et commerciale, peuvent émettre des suggestions afin de réduire les frais généraux et juger les abus de toute nature dans la gestion. Cette compétence s'étend largement puisqu'elle s'exerce à l'égard de tous les services ou établissements faisant appel au concours financier de l'Etat.

Il apparaît dès lors que le rôle joué par les commissions départementales consultatives d'économies peut être d'une grande importance, tant par son double aspect descriptif et critique que par l'étendue des domaines à examiner.

C'est l'importance même de la tâche ainsi entreprise, qui paraît rendre indispensable la publication des travaux des commissions et la connaissance exacte de l'influence exercée par eux sur les mesures gouvernementales.

L'opinion publique a le droit d'être informée de la situation exacte, dans le cadre de chaque département, des services administratifs, judiciaires, sociaux, industriels et commerciaux. Le Parlement ne peut non plus s'en désintéresser; il doit, en outre, être mis à même de pouvoir apprécier la valeur et l'efficacité du travail des nouvelles institutions consultatives. A cet effet, il est nécessaire d'assurer la publication des conclusions inspirées au Gouvernement par l'examen des apports ainsi que le recensement des mesures effectives qui en auraient découlé.

La circulaire ministérielle du 8 juillet 1949 précise la position du Gouvernement: « le Gouvernement attache un grand intérêt à l'expérience tentée par l'institution des commissions départementales d'économies. L'œuvre de redressement financier et de stabilisation de la monnaie ne pourra réussir pleinement sans que soit poursuivi un travail effectué « en profondeur » de revision des tâches de l'Etat et d'allégement du coût des services nécessaires. C'est à ce travail que les commissions départementales d'économies sont invitées à participer ». Ces raisons militent aussi pour la remise en évidence des résultats des travaux ainsi entrepris et des mesures qu'ils auront inspirées.

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, conscient de l'importance du rôle des commissions départementales consultatives d'économies, instituées par le décret n° 49-744 du 7 juin 1949, invite

le Gouvernement à assurer la publication des rapports établis par ces commissions et adressés au ministre de l'intérieur et au ministre des finances et des affaires économiques, et à faire connaître les conclusions tirées de l'examen de ces rapports par les préfets et les ministres ainsi que les mesures qui en auront découlé.

ANNEXE N° 852

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant **ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercices périmés,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 3 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercice périmés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier

Dépenses ordinaires des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général (dépenses ordinaires des services civils).

A. — *Dépenses ordinaires des services civils.*

Exercice clos.

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général (dépenses ordinaires des services civils) en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946, 1947 et 1948. des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 12.182.934.523 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis par service, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Les ministères sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercice périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses ordinaires des services civils), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 744.771.710 F et répartis par service, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

B. — *Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général (dépenses ordinaires des services civils).*

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exercices clos.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 2.834.280 F, montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices et applicables aux dépenses ordinaires.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial des dépenses ouvert au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour les dépenses d'exercices clos

Exercices périmés.

Art. 4. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 2.237.031 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1943 à 1945 et applicables aux dépenses ordinaires.

RADIODIFFUSION FRANÇAISE

Exercices périmés.

Art. 5. — Il est ouvert au ministre d'Etat chargé de l'information, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe de la radiodiffusion française, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 374.925 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1945.

TITRE II

Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement et budget annexe rattaché pour ordre au budget général (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement).

A. — *Services civils.*

Exercices périmés.

Art. 6. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés en addition aux crédits alloués, au titre des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (reconstruction), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 570.218 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés de 1942 à 1944.

B. — *Budget annexe, rattaché pour ordre au budget général (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement).*

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exercices périmés.

Art. 7. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant, pour le payement des créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 641.136 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 à 1942 applicables aux dépenses civiles de reconstruction et d'équipement.

TITRE III

Dépenses militaires et budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale.

A. — *Dépenses militaires.*

Exercices clos.

Art. 8. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre Ier. — Dépenses ordinaires), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 3.149.263.365 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis, par service, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Le ministre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au budget des dépenses militaires (Titre Ier. — Dépenses ordinaires) pour les dépenses d'exercices clos.

Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget ordinaire (Dépenses militaires. — Titre Ier *bis.* — Dépenses résultant des hostilités), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 189 millions 601.359 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis, par service, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Le ministre de la défense nationale est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au budget des dépenses militaires (Titre Ier *bis.* — Dépenses résultant des hostilités) pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre Ier. — Dépenses ordinaires) des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 108.542.892 F et répartis, par service, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre Ier *bis.* — Dépenses résultant des hostilités), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 457 millions 571.654 francs, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 à 1945 et applicables au budget de la guerre.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre III. — Dépenses de reconstruction et d'équipement), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 96.572 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1940 et applicables au budget de la marine.

B. — *Budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale.*

CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES

Exercice clos.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, au titre du budget annexe des constructions et armes navales, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1946, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 9.029.538 F, montant de créances constatées sur cet exercice.

Le ministre de la défense nationale est en conséquence autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial de dépenses ouvert au budget annexe des constructions et armes navales pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 14. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des constructions et armes navales, au titre des dépenses d'exploitation et d'études, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1.944.226 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés de 1941 et 1945.

Art. 15. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des constructions et armes navales, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 53.013.721 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 et 1940.

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 8396, 8468 et in-8° 2120.

SERVICE DES ESSENCES

Exercices périmés.

Art. 16. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au buget annexe du service des essences, au titre des dépenses d'exploitation, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1.486.873 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1942 et 1944.

Dispositions spéciales.

Art. 17. — Il est ouvert, pour mémoire, au budget ordinaire de l'exercice 1949, les chapitres nouveaux suivants:

I. — *Services civils.*

TITRE Ier. — *Dépenses ordinaires.*

Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — A. Administration centrale: chapitre 6032. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — C. Autriche: chapitre 6152. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Présidence du conseil. — IV. Services de la défense nationale. — A. Etat-major de la défense nationale: chapitre 604. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

TITRE II. — *Dépenses militaires.*

Budget annexe de constructions et armes navales, 3e section. — Reconstruction et équipement: chapitre 983. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er décembre 1949.

Le président.

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — EXERCICES CLOS

Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses ordinaires des services civils.

Affaires étrangères, 595.900 F.
Affaires allemandes et autrichiennes:
Administration centrale, 1.422.321 F.
Autriche, 416.477.007 F.
Agriculture, 7.511.791.269 F.
Anciens combattants et victimes de la guerre, 18.718.972 F.
Education nationale, 13.651.198 F.
Finances, 227.075.142 F.
France d'outre-mer (dépenses civiles), 1 million 309.640 F.
Industrie et commerce, 1.080.389.577 F.
Intérieur, 735.929.388 F.
Justice, 10.585.810 F.
Présidence du conseil:
Services de presse, 215.512.609 F.
Haut commissariat au ravitaillement, 1.441.474 F.
Reconstruction et urbanisme, 2.205.305 F.
Santé publique et population, 617.941.499 F.
Travail et sécurité sociale, 157.738.805 F.
Travaux publics, transports et tourisme, 1.140.112.937 F.
Total pour l'état A, 12.182.934.523 F.

Etat B. — EXERCICES PÉRIMÉS

Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices périmés au titre des dépenses ordinaires des services civils.

Affaires étrangères, 22.802.674 F.
Affaires allemandes et autrichiennes:
Administration centrale, 386.688 F.
Allemagne, 545.948 F.
Autriche, 9.443.520 F.
Agriculture, 13.241.468 F.
Anciens combattants et victimes de la guerre, 285.152.163 F.
Education nationale, 2.084.696 F.
Finances:
Services du ministère, 9.552.423 F.
Gouvernement provisoire de la République française, 13.658.934 F.
Affaires économiques, 669.580 F.
France d'outre-mer (dépenses civiles), 45.607 788 F.
Industrie et commerce, 2.198.082 F.
Intérieur, 71.117.457 F.
Marine marchande, 21.000 F.
Présidence du conseil:
Services administratifs, 19.655 F.
Services de presse, 104.370 F.
Services de la défense nationale. — Etat-major de la défense nationale, 78.705 F.
Haut-commissariat au ravitaillement, 303.427 F.
Reconstruction et urbanisme, 1.801.710 F.
Santé publique et population, 229.292.950 F.
Travail et sécurité sociale, 33.807.323 F.
Travaux publics, transports et tourisme, 281.365 F.
Aviation civile et commerciale, 2.603.087 F.
Total pour l'état B, 744.771.710 F.

Etat C. — EXERCICES CLOS

Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses militaires. (Titre Ier. - Dépenses ordinaires.)

Défense nationale:
Section commune. — Marine, 2.547.416.034 francs.
Guerre, 584.281.712 F.
Marine, 17.565.619 F.
Total pour l'état C, 3.149.263.365 F.

Etat D. — EXERCICES CLOS

Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses militaires. (Titre Ier bis. — Dépenses résultant des hostilités)

Défense nationale. — Section commune:
Guerre, 180.255.428 F.
Marine, 9.345.931 F.
Total pour l'état D, 189.601.359 F.

Etat E. — EXERCICES PÉRIMÉS

Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices périmés au titre des dépenses militaires (Titre Ier. — Dépenses ordinaires).

Défense nationale:
Section commune. — Guerre, 10.335.019 F.
Air, 4.873.419 F.
Guerre, 85.806.964 F.
Marine, 7.527.760 F.
Total pour l'état E, 108.542.892 F.

ANNEXE N° 853

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **nominations** et **promotions** de certains **personnels** des **services de santé** des **forces armées** dont la carrière a été affectée par des **événements de guerre,** par M. Bernard Lafay, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi soumis à votre examen a pour but de remédier à la situation défavorable de certains personnels des services de santé dont l'accession au premier grade d'officier a été retardée du fait des événements de guerre.

Il a pour but de replacer les intéressés dans la situation où ils se seraient trouvés s'ils avaient pu accomplir normalement leurs études de médecine ou de pharmacie.

Il reproduit d'ailleurs en partie les dispositions de la loi du 6 janvier 1923, accordant une réparation semblable aux élèves mobilisés pendant la guerre de 1914-1918.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6861, 7924 et in-8° 2010; Conseil de la République, n° 760 (année 1949).

Votre commission, tout en approuvant l'ensemble de ces dispositions, a estimé qu'il convenait de compléter la série des catégories de personnels énumérées en y ajoutant les jeunes gens qui, reçus docteurs en médecine ou diplômés pharmaciens après 1938, n'ont pas pu se présenter aux concours pour l'admission directe, par le cadre latéral, dans certaines sections du service de santé des armées, ceux du service de santé des troupes coloniales en particulier, du fait que ces concours n'ont pas eu lieu.

Elle vous propose, en conséquence, de compléter l'article 4 en intercalant entre le deuxième et le troisième alinéa les dispositions suivantes:

« Les médecins ou pharmaciens civils, nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants de l'armée active après concours, dans une des quatre sections: métropole, marine, troupes coloniales ou air, mais n'ayant pu y accéder postérieurement au 1er septembre 1939, du fait de l'absence de concours dans la section de leur choix, pourront, sur leur demande, bénéficier d'une majoration d'ancienneté égale au temps passé en situation d'activité de service du 1er septembre 1939 au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont été reçus au concours, à condition qu'ils aient pris part à l'un des deux premiers concours qui auront été organisés depuis le début des hostilités en France. »

Compte tenu de cette addition, votre commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les élèves et anciens élèves de l'école du service de santé militaire et de l'école principale du service de santé de la marine:

Mobilisés au cours de la guerre 1939-1945;

Prisonniers de guerre ou ayant assuré le service médical des camps de prisonniers;

Déportés ou internés pour des motifs politiques ou militaires par les autorités ennemies ou par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français;

Contraints de travailler au profit de l'ennemi dans des conditions exclusives de toute intention réelle de coopérer à l'effort de guerre de celui-ci;

Ayant dû se soustraire à une recherche ou à un ordre de réquisition des autorités ennemies ou de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français;

Ayant quitté l'école ou ne l'ayant pas rejointe après admission pour servir dans les forces françaises libres ou dans les forces françaises reconstituées en Afrique du Nord après le 8 novembre 1942, ou dans les forces françaises de l'intérieur, et ayant effectivement appartenu à ces forces;

Rayés des contrôles par suite des mesures de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français excluant de la fonction publique certaines catégories de Français;

Ayant appartenu au corps expéditionnaire d'Extrême-Orient antérieurement à la promulgation de la présente loi ou élèves du détachement d'Hanoï ayant servi dans les formations françaises d'Indochine,

qui ont subi, de ce fait, un retard dans leurs études, sont nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants dans les conditions fixées à l'alinéa 1er de l'article 3 de la loi du 6 janvier 1923 modifié par la loi du 24 décembre 1925, ou médecins de 3e classe ou pharmaciens-chimistes de 3e classe dans les conditions fixées à l'article 68 de la loi du 4 mars 1929.

D'autre part, en vue de compenser le retard qu'ils ont subi, la majoration d'ancienneté prévue par ces textes leur est comptée à partir du 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils auraient normalement obtenu le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien, si leur scolarité n'avait pas été interrompue, cette échéance étant éventuellement différée d'un nombre d'années égal à celui des années scolaires perdues de leur fait. Cette majoration est calculée en fonction du régime d'études (20 ou 24 inscriptions en ce qui concerne les médecins) auquel ils auraient été soumis si les empêchements ci-dessus visés n'avaient pas existé.

Les majorations d'ancienneté résultant de l'application des dispositions du présent article ne donneront pas lieu à rappel de solde.

Art. 2. — Les élèves qui, de 1941 à 1944, ont été nommés directement dans les corps « civilisés » des services de santé, seront nommés rétroactivement médecins sous-lieutenants, pharmaciens sous-lieutenants ou pharmaciens-chimistes de 3e classe dans les conditions fixées à l'alinéa 1er de l'article 3 de la loi du 6 janvier 1923 modifié par la loi du 24 décembre 1925 ou à l'article 68 de la loi du 4 mars 1929.

Ceux d'entre eux qui appartiennent aux catégories énumérées à l'article 1er de la présente loi bénéficieront des dispositions dudit article.

Art. 3. — Les jeunes gens entrant dans l'une des catégories énumérées à l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complété par la loi du 19 mai 1948, et ainsi empêchés de prendre part au concours d'admission aux écoles des services de santé militaires ou dont les études antérieures à l'admission dans ces écoles ont été interrompues ou retardées, bénéficieront de l'article 1er de la présente loi à condition qu'ils aient pris part à l'un des deux premiers concours auxquels ils étaient effectivement en mesure de se présenter et qu'ils aient été titulaires du baccalauréat lors de la promulgation de la présente loi.

Art. 4. — Les médecins ou pharmaciens civils nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants de l'armée active après concours et nommés dans ce grade à dater du 31 décembre de l'année du concours, qui ont subi un retard dans leurs études pour l'un des motifs mentionnés à l'article 1er de la présente loi pourront, sur leur demande, bénéficier d'une majoration d'ancienneté dans le grade de médecin sous-lieutenant ou de pharmacien sous-lieutenant égale à la durée comprise entre le 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils auraient normalement obtenu le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien s'ils n'avaient pas été empêchés et le 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont effectivement obtenu ces diplômes, déduction faite, le cas échéant, des retards qui leur seraient imputables, sans préjudice des majorations qui leur sont accordées à l'article 2 de la loi du 24 décembre 1925.

Les médecins ou pharmaciens civils, nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants de l'armée active après concours, mais retardés dans l'accession au concours pour avoir appartenu à l'une des catégories énumérées à l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complété par la loi du 19 mai 1948, pourront, sur leur demande, bénéficier d'une majoration d'ancienneté égale à la durée comprise entre le 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont fait acte de candidature ou demandé leur intégration dans l'armée active et le 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont été effectivement reçus au concours, à condition qu'ils aient pris part à l'un des deux premiers concours auxquels ils étaient effectivement en mesure de se présenter, déduction faite, le cas échéant, des retards qui leur seraient imputables, sans préjudice des majorations qui leur sont accordées à l'article 2 de la loi du 24 décembre 1925.

Les médecins ou pharmaciens civils, nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants de l'armée active après concours, dans une des quatre sections: métropole, marine, troupes coloniales ou air, mais n'ayant pu y accéder postérieurement au 1er septembre 1939 du fait de l'absence de concours dans la section de leur choix pourront, sur leur demande, bénéficier d'une majoration d'ancienneté égale au temps passé en situation d'activité de service: du 1er septembre 1939 au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ils ont été reçus au concours, à condition qu'ils aient pris part à l'un des deux premiers concours qui auront été organisés depuis le début des hostilités en France.

Ces majorations ne donneront pas lieu à rappel de solde.

Art. 5. — Les majorations d'ancienneté de grade résultant de l'application des dispositions de la présente loi ne pourront être comptées comme service effectif pour la détermination de la durée de l'engagement sexennat souscrit par application de la loi du 14 décembre 1889 et de l'article 30 de la loi du 31 mars 1928.

Art. 6. — Les médecins sous-lieutenants et les médecins de 3e classe ayant terminé leur scolarité avec le nouveau régime d'études (21 inscriptions) et prenant rang, en raison de la bonification prévue par la loi du 24 décembre 1925 ou par la loi du 4 mars 1929, à compter du 31 décembre de la même année que les médecins sous-lieutenants et les médecins de 3e classe de la promotion précédente ayant terminé leurs scolarité sous l'ancien régime d'études (20 inscriptions), sont classés en une seule série, après ces derniers, eux-mêmes classés en série unique. A l'intérieur de chaque série, le classement définitif aura lieu d'après les résultats du stage d'application.

Art. 7. — Les médecins lieutenants ou pharmaciens lieutenants et les médecins de 2e classe ou pharmaciens-chimistes de 2e classe qui, du fait de leur nouvelle prise de rang, posséderaient une ancienneté telle qu'ils auraient réuni les conditions régulièrement requises pour être proposables pour le grade supérieur à l'occasion des travaux d'avancement établis avant le reclassement, feront l'objet de travaux d'avancement spéciaux, à la suite desquels ils pourront être inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année en cours ou de l'une des années précédentes, dans les limites fixés à l'alinéa suivant. Il n'y aura, chaque année, qu'un travail d'avancement spécial. Un officier ne pourra être compris que dans un seul travail spécial.

Les officiers ainsi compris dans un même travail d'avancement seront, le cas échéant, promus au grade supérieur, rétroactivement au choix ou à l'ancienneté selon les proportions qui ont été effectivement appliquées à cet égard au cours de chacune des années considérées.

Ils prendront rang dans leur nouveau grade à la date à laquelle leur promotion aurait dû normalement intervenir.

Les officiers à promouvoir rétroactivement seront promus dans l'ordre prévu pour leur prise de rang, au fur et à mesure où s'ouvriront des vacances d'emplois réservés à l'avancement. Ces emplois vacants leur seront attribués par priorité. Les promotions dont ils seront l'objet seront prononcées hors tour, avec la mention choix ou la mention ancienneté, selon le cas.

Art. 8. — Les médecins capitaines ou les phamaciens capitaines et les médecins de 1re classe qui, du fait de leur nouvelle date de prise de rang dans les grades inférieurs, auraient pu être promus à leur grade actuel à une date antérieure à celle à laquelle ils ont été effectivement promus, bénéficieront d'une nouvelle date de prise de rang dans leur grade actuel s'ils ont été promus à l'ancienneté et pourront, le cas échéant, obtenir le même bénéfice s'ils ont été promus au choix.

Art. 9. — Les dispositions des articles 1er et 2 de la loi du 6 janvier 1923 sont applicables aux élèves des écoles des services de santé militaires qui, ayant servi pendant la guerre 1939-1945 ou en Indochine antérieurement à la promulgation de la présente loi, conservent, le cas échéant, à leur rentrée ou à leur entrée dans ces écoles le grade d'officier à titre définitif ou à titre temporaire ou de sous-officier qu'ils ont acquis ainsi que leurs droits à l'avancement.

Ceux d'entre eux qui détiennent leur grade au titre de l'armée active sont détachés à l'école, ils devront démissionner de ce grade, quand ce grade est à titre définitif, à compter de la date à laquelle ils ont été nommés médecins sous-lieutenants ou pharmaciens sous-lieutenants ou médecins de 3e classe ou pharmaciens-chimistes de 3e classe. Ils conservent toutefois le bénéfice de ce grade, à titre temporaire, dans les conditions de la loi du 22 juillet 1921, si ce grade est supérieur à celui acquis dans les cadres actifs des services de santé.

Ceux d'entre eux qui détiennent leur grade au titre des réserves servent en situation d'activité; leur situation sera réglée dans les conditions prévues à l'alinéa qui précède.

Les dispositions du présente article se substituent, à l'égard des élèves des écoles des services de santé militaires titulaires d'un grade d'officier à titre temporaire, aux dispositions de l'ordonnance du 1er septembre 1945.

Art. 10. — Les dispositions de l'ordonnance du 1er septembre 1945 ne sont applicables aux personnels autres que les élèves des écoles des services de santé militaires, nommés officiers à titre temporaire dans les cadres français de médecins, pharmaciens ou dentistes d'active ou de réserve, qu'à partir du moment où ils sont en possession du diplôme d'Etat de docteur en médecine, de pharmacien ou de chirurgien-dentiste ou, en ce qui concerne les médecins, lorsqu'ils sont internes des hôpitaux des villes de facultés et pourvus au moins de seize inscriptions de médecine validées. Tant que ces conditions ne sont pas réalisées, les intéressés conservent le bénéfice du grade qu'ils détiennent à titre temporaire; toutefois, ceux d'entre eux qui n'auront pas justifié de la réalisation de ces conditions dans un délai de quatre ans à dater de la date légale de cessation des hostilités perdront le bénéfice de ce grade et seront remis d'office sous-officiers.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi ne s'opposent pas à ce que les personnels en cause reçoivent, sur leur demande, application des dispositions législatives réglementaires en vigueur, relatives aux prises de rang qu'ils estimeraient plus favorables; le bénéfice de ces dernières ne pourra, toutefois, se cumuler avec le bénéfice des dispositions de la présente loi.

La demande prévue à l'alinéa précédent devra être formulée dans un délai maximum de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

ANNEXE N° 854

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'un projet de loi ayant pour objet de **modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale,** présentée par M. Giacomoni et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés, sénateurs. — Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la récente crise a fait apparaître les difficultés de gouverner la France, faute d'une majorité stable et cohérente.

Le moment est venu pour chacun de prendre ses responsabilités et de dire son sentiment.

Seule, une nouvelle loi électorale permettra à la nation, par un scrutin majoritaire, de manifester sa volonté expresse de mettre fin aux atermoiements, hésitations et contradictions qui risqueraient, finalement, de déconsidérer la République et de consommer la ruine de notre pays.

Nous pensons qu'il appartient au Gouvernement de prendre l'initiative du dépôt d'un projet de loi instituant un tel mode de scrutin. C'est la raison pour laquelle nous vous prions d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, depuis longtemps frappé par les difficultés rencontrées par les gouvernements successifs pour établir et faire aboutir un plan de redressement de la France, cohérent et continu, par suite de l'absence, à l'Assemblée nationale, d'une majorité stable, considérant que seul un scrutin majoritaire est capable de remédier à la situation présente, demande au Gouvernement de prendre l'initiative du dépôt d'un projet de loi instituant, pour l'élection des députés, le scrutin majoritaire.

ANNEXE N° 855

(Session de 1949. — Séance du 6 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi instituant une **réforme électorale à base majoritaire,** présentée par MM. Marcilhacy, Georges Pernot,

René Coty, Delorme, et les membres des groupes des républicains indépendants, du parti républicain de la liberté et du centre républicain d'action rurale et sociale, sénateurs. — (Renvoyée à la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'expérience a maintenant démontré à l'évidence que, dans la situation présente dans notre pays, le mode de scrutin actuellement en vigueur pour les élections législatives ne permet pas de dégager une majorité cohérente et persévérante.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Convaincu qu'une modification de la loi électorale souhaitée par la Nation peut seule permettre la formation d'une majorité républicaine cohérente et stable, sans laquelle il est impossible de restaurer l'autorité de l'Etat,

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à déposer, dans le plus bref délai, un projet de loi instituant une réforme électorale à base majoritaire.

ANNEXE N° 856

(Session de 1949.— Séance du 8 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la **modification** et **et à la codification** des **textes** relatifs aux **pouvoirs publics,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à la modification et à la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

TITRE Ier.

Du siège des pouvoirs publics.

Art. 1er. — Le Président de la République, le Conseil des ministres, l'Assemblée nationale et le Conseil de la République siègent à Paris.

Le siège du pouvoir exécuti et du parlement pourra, à la mobilisation ou en cas d'agression manifeste mettant le pays dans la nécessité de pourvoir à sa défense, soit dans les cas prévus par la charte des Nations Unies, soit en période de tension extérieure lorsque les circonstances l'exigent, être transféré hors de Paris. Le Gouvernement fixera, par décret, en conseil des ministres en accord avec le président de l'Assemblée nationale et après avis du président du Conseil de la République, la date et le lieu du transfert. Les mesures nécessaires seront prévues dès le temps de paix.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6336 et in-8° 2126.

Art. 2. — Le Palais-Bourbon, avec ses dépendances de Versailles, est affecté à l'Assemblée nationale; le Palais du Luxembourg, avec ses dépendances de Versailles, est affecté au Conseil de la République.

Des lois ultérieures détermineront les locaux qui seront affectés à l'Assemblée de l'Union française et au conseil économique.

Art. 3. — Lorsque, pour l'élection du Président de la République, il y aura lieu à la réunion du Parlement, celui-ci siégera à Versailles dans les locaux du Congrès.

Art. 4. — Le siège de la haute cour de justice sera fixé par une résolution de l'Assemblée nationale.

Du droit de réquisition.

Art. 5. — Les présidents de l'Assemblée national, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française sont chargés de veiller à la sûreté intérieure et extérieure des assemblées qu'ils président.

Ils ont le droit de requérir la force armée et toutes les autorités dont ils jugent le concours nécessaire.

Les réquisitions peuvent être adressées directement à tous officiers, commandants ou fonctionnaires qui sont tenus d'y obtempérer immédiatement, sous les peines portées par la loi.

Les présidents de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française peuvent déléguer leur droit de réquisition aux questeurs ou à l'un d'eux.

Art. 6. — Dans le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 36 de la Constitution, le président de l'Assemblée nationale a le droit de requérir directement le directeur du *Journal officiel* pour assurer la publication des lois.

Des pétitions.

Art. 7. — Les pétitions ne peuvent être faites qu'à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et à l'Assemblée de l'Union française; elles doivent être adressées par écrit aux présidents de ces assemblées; il est interdit d'en apporter à la barre.

Art. 8. — Toute infraction à l'article précédent, toute provocation par des discours proférés publiquement ou par des écrits ou imprimés, affichés ou distribués, à un rassemblement sur la voie publique, ayant pour objet la discussion, la rédaction ou l'apport à l'une des assemblées visées à l'article précédent de pétitions, déclarations ou adresses, que la provocation ait été ou non suivie d'effet, sera punie des peines édictées par le premier alinéa de l'article 5 de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements.

Il n'est en rien dérogé, par les présentes dispositions, à la loi précitée du 7 juin 1848.

Des commissions d'enquêtes.

Art. 9. — Toute personne dont une commission d'enquête de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou une mission de l'Assemblée de l'Union française a jugé l'audition utile est tenue de déférer à la citation qui lui est délivrée par un huissier ou un agent de la force publique, à la requête du président de la commission.

En cas de non comparution, le témoin défaillant qui ne justifie pas d'une excuse légitime est puni d'une amende de cinq mille à cent mille francs.

Il peut, en outre, sur réquisition de la commission, être l'objet d'un mandat d'amener délivré par le procureur de la République

Le refus de prestation de serment ainsi que le faux témoignage ou la subornation de témoin seront punis des peines prévues à l'article 363 du code pénal.

Les présentes dispositions ne s'appliquent aux enquêtes et aux missions ci-dessus prévues qu'en vertu d'une décision spéciale de l'assemblée qui les a ordonnées.

Du statut financier des Assemblées.

Art. 10. — Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République sont déterminés souverainement par chacune de ces assemblées et inscrits pour ordre au budget général.

Chaque assemblée jouira du régime de l'autonomie financière.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique sont inscrits au budget général, pouvoirs publics, dans les conditions prévues par les lois n° 49-179 du 9 février 1949 et n° 47-1550 du 20 août 1947.

TITRE II

Des incompatibilités.

Art. 11. — L'exercice des fonctions publiques rétribuées sur les fonds de l'Etat et de toutes autres fonctions rémunérées à la nomination de l'Etat, est incompatible avec le mandat de député à l'Assemblée nationale, de conseiller de la République et de membre de l'Assemblée de l'Union française.

En conséquence, tout fonctionnaire rentrant dans les catégories ci-dessus, élu député à l'Assemblée nationale, conseiller de la République ou membre de l'Assemblée de l'Union française, sera remplacé dans ses fonctions ou placé dans la position prévue à cet effet par le statut le régissant si, dans les huit jours qui suivent la vérification des pouvoirs, il n'a pas fait connaître qu'il n'accepte pas le mandat qui lui a été confié.

Tout député à l'Assemblée nationale, conseiller de la République ou membre de l'Assemblée de l'Union française nommé ou promu à une fonction publique rétribuée sur les fonds de l'Etat ou à une fonction quelconque salariée à la nomination de l'Etat, cesse d'appartenir à l'assemblée dont il fait partie, par le fait même de son acceptation.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent:

1° Les membres du Gouvernement;

2° les professeurs titulaires de chaires qui sont données au concours ou sur la présentation des corps où la vacance s'est produite;

3° les personnes chargées par le Gouvernement de missions temporaires. Le cumul du mandat législatif ou de membre de l'Assemblée de l'Union française et de la mission ne pourra excéder six mois.

Les incompatibilités édictées au premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle aux ministres des cultes et aux délégués du Gouvernement dans l'administration des cultes.

Art. 12. — Sont également incompatibles avec les mandats électifs visés à l'article précédent, les fonctions de directeur, administrateur, membre du conseil de surveillance, gérant ou représentant dans les sociétés, entreprises et établissements jouissant, à titre spécial, sous forme de garantie d'intérêts, de subventions ou autres équivalents, d'avantages assurés par l'Etat, ainsi que dans les entreprises nationales.

Sont assimilées aux fonctions ci-dessus, celles qui s'exercent auprès de ces sociétés et entreprises d'une façon permanente et moyennant une rémunération fixe, sous le titre de conseil juridique ou technique.

En conséquence, l'élu exerçant, au jour de son élection, l'une des fonctions ci-dessus visées devra, dans les huit jours qui suivront la vérification des pouvoirs, justifier qu'il s'en est démis, faute de quoi il sera déclaré d'office démissionnaire.

Il sera également déclaré d'office démissionnaire s'il accepte, au cours de son mandat, l'une desdites fonctions.

La démission sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 15 ci-après.

Art. 13. — Il est interdit à tout député à l'Assemblée nationale, conseiller de la République ou membre de l'Assemblée de l'Union française d'accepter, au cours de son mandat, un titre ou une fonction l'attachant dans des conditions analogues à celles indiquées à l'article 12 ci-dessus, à une société par actions ayant exclusivement un objet financier en faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit, sous peine d'être déclaré d'office démissionnaire.

Art. 14. — La démission d'office ne sera pas prononcée lorsque les fonctions, énumérées aux deux articles qui précèdent, dont un membre des assemblées visées à l'article 11 ci-dessus aura été investi après son élection, se rattachent aux entreprises auxquelles il participait avant son élection.

Art. 15. — Le membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de

l'Assemblée de l'Union française auquel les dispositions des articles 12 et 13 sont applicables, pourra, avant tout avertissement, se démettre volontairement de son mandat.

A défaut, le bureau de l'Assemblée à laquelle il appartient l'avisera par lettre recommandée, en indiquant sommairement les motifs qui justifient l'application de l'un des articles qui précèdent, que la question de sa démission d'office sera portée à l'ordre du jour de la première séance de l'Assemblée qui suivra l'expiration du délai de huitaine après son avertissement.

Si, avant la séance ainsi fixée, l'intéressé ne fait parvenir aucune opposition formulée par écrit adressée au président de l'Assemblée, celui-ci donnera acte de sa démission d'office, sans débat.

Dans le cas contraire, l'opposant sera admis à fournir ses explications en séance publique, et l'Assemblée prononcera immédiatement ou, s'il y a lieu, après renvoi devant une commission spéciale.

Art. 16. — L'élu ainsi démissionnaire sera rééligible.

Il sera pourvu à la vacance dans les conditions prévues pour le cas de démission. Les délais courront du jour de la déclaration de démission par l'Assemblée compétente.

Art. 17. — Il est interdit à tout membre du Gouvernement, à tout député à l'Assemblée nationale, conseiller de la République, membre de l'Assemblée de l'Union française ou du Conseil économique, sous peine de démission d'office, de faire ou de laisser figurer son nom suivi de l'indication de sa qualité sur tous documents quelconques destinés à la publicité et relatifs à une entreprise financière, industrielle ou commerciale.

Seront punis d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 60.000 à 360.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, les fondateurs, les directeurs ou gérants de sociétés ou d'établissements à objet commercial, industriel ou financier qui auront fait ou laissé figurer le nom d'un membre du Gouvernement, d'un député à l'Assemblée nationale, d'un conseiller de la République, d'un membre de l'Assemblée de l'Union française ou d'un membre du Conseil économique avec mention de sa qualité, sur tous prospectus, annonces, tracts, réclames ou documents quelconques publiés dans l'intérêt de l'entreprise qu'ils dirigent ou qu'ils se proposent de fonder.

En cas de récidive, les peines ci-dessus prévues pourront s'élever à un an d'emprisonnement et à 700.000 F d'amende.

Art. 18. — Tout membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française ou du Conseil économique, qui serait élu pour une des assemblées ci-dessus autre que celle dont il fait déjà partie, devra opter pour un seul des mandats dont il se trouvera simultanément investi dans le mois qui suivra sa validation ou l'expiration du délai prévu pour contester son élection ou sa validation.

Faute d'avoir opté dans ce délai, il sera censé s'être démis du premier mandat qu'il détenait.

Il ne peut, en aucun cas, participer aux travaux de plusieurs assemblées.

Pour le calcul de la majorité constitutionnelle, son siège n'entre en compte que dans l'assemblée aux travaux de laquelle il participe.

Les dispositions du présent article sont applicables au cas d'incompatibilité entre les mandats de membre de l'assemblée algérienne et de membre de l'Assemblée de l'Union française et, plus généralement, aux cas d'incompatibilité établis par la loi, entre la qualité de membre d'une des assemblées visées ci-dessus et tout autre mandat.

Art. 19. — Toute personne ayant eu la qualité de membre du Gouvernement ne peut être nommée administrateur d'une entreprise nationale si elle n'a pas cessé ses fonctions gouvernementales depuis cinq ans au moins.

Des immunités.

Art. 20. — Aux termes de « membre de la Chambre des pairs, de la Chambre des députés », figurant dans le texte de l'article 121 du code pénal sont substitués les termes de « membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française ».

Art. 21. — Les deux premiers alinéas de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 sont modifiés comme suit:

« Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de l'Assemblée de l'Union française, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une de ces trois Assemblées.

« Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des Assemblées visées à l'alinéa ci-dessus et du Conseil économique, fait de bonne foi dans les journaux. »

De la déchéance.

Art. 22. — Sera déchu de la qualité de membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique celui qui, pendant la durée de son mandat, aura été frappé d'une condamnation comportant, aux termes de la législation en vigueur, la privation du droit d'être élu ou désigné.

La déchéance sera prononcée par l'Assemblée à laquelle il appartient, sur le vu de pièces justificatives et, en ce qui concerne le Conseil économique, par la commission instituée par la loi n° 47-1550 du 20 août 1947. La commission statuera souverainement dans les conditions prévues par les articles 1er, 2 et 3 de ladite loi. Sa décision sera toujours motivée.

Des obligations militaires.

Art. 23. — Nul ne peut être membre de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République ou de l'Assemblée de l'Union française s'il n'a pas satisfait définitivement aux prescriptions légales concernant le service militaire actif.

La disposition ci-dessus n'est pas applicable aux Français ou naturalisés résidant en Algérie ou dans les départements ou territoires d'outre-mer qui, lors de leur élection, auront satisfait aux obligations spéciales que leur impose le titre VI de la loi du 31 mars 1928.

En temps de paix, les membres des assemblées ci-dessus ne peuvent faire aucun service militaire pendant les sessions, si ce n'est sur la demande du ministre compétent, de leur propre consentement et après décision favorable de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Les membres des assemblées susvisées faisant un service militaire ne peuvent participer aux délibérations ni aux votes de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Il appartient à chacune des Assemblées de déterminer les conditions d'exercice du mandat de leurs membres ainsi appelés sous les drapeaux.

Les dispositions des alinéas 3, 4 et 5 ci-dessus ne s'appliquent pas aux officiers généraux maintenus sans limite d'âge dans la première section du cadre de l'état-major général et aux officiers généraux ou assimilés placés dans la deuxième section du cadre de l'état-major général.

Art. 24. — Les membres du Gouvernement, à qui incombe la direction de la guerre, et les membres des assemblées visées à l'article 23, demeurent en fonction à la mobilisation ou dans le cas d'agression manifeste mettant le pays dans la nécessité de pourvoir à sa défense ou dans les cas prévus par la Charte des Nations Unies ou en période de tension extérieure.

Toutefois, les élus appartenant à la disponibilité ou à la première réserve sont, en tout état de cause, astreints à suivre intégralement les obligations de leur classe de mobilisation.

Les élus, soumis ou non à des obligations militaires, qui n'appartiennent ni à la disponibilité, ni à la première réserve, pourront demander à être mobilisés ou à contracter un engagement dans une unité combattante ou dans un service de la zone de l'avant, sans être tenus de donner leur démission de député, de conseiller de la République ou de membre de l'Assemblée de l'Union française.

Ils seront, dans ce cas, soumis au même régime que leurs collègues appartenant à la disponibilité ou à la première réserve.

Les membres des Assemblées mobilisés jouiront de tous leurs droits.

Il appartient à chacune des Assemblées de déterminer les conditions d'exercice du mandat de leurs membres mobilisés.

L'Assemblée nationale continue d'exercer son droit absolu de contrôle sur les actes des ministres.

Les membres non mobilisés de l'Assemblée nationale peuvent être chargés, soit par l'Assemblée, soit par le Gouvernement, de missions spéciales aux armées, à l'intérieur et à l'étranger.

Des décorations.

Art. 25. — Les membres de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française ne pourront être l'objet d'aucune nomination ou promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur ni recevoir la médaille militaire, sauf pour faits de guerre, ou de résistance ou au titre des réserves s'ils justifient d'une ancienneté suffisante.

Des indemnités et retraites des parlementaires.

Art. 26. — Les membres de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française perçoivent une indemnité égale au traitement des conseillers d'Etat; elle est assujettie proportionnellement et de plein droit aux variations qui peuvent atteindre ledit traitement; elle est cessible et saisissable dans les mêmes conditions.

Les modalités de remboursement des frais de voyage des représentants d'outre-mer à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et à l'Assemblée de l'Union française sont déterminées par le bureau de chacune de ces Assemblées.

Art. 27. — Les fonctionnaires de tout ordre élus députés à l'Assemblée nationale ou conseillers de la République ou membres de l'Assemblée de l'Union française et les membres de ces Assemblées auxquels des fonctions publiques rétribuées ont été conférées depuis leur élection ne peuvent cumuler l'indemnité prévue à l'article 26 et le traitement afférent à leur fonction.

Si le chiffre de l'indemnité est supérieur à celui du traitement du fonctionnaire, ce traitement est ordonnancé en totalité au profit du Trésor pendant la durée du mandat législatif.

Si le chiffre du traitement est supérieur à celui de l'indemnité, l'intéressé ne touche, pendant la même période, que la portion de son traitement net excédant ladite indemnité.

Dans les cas prévus par les alinéas 2 et 3 ci-dessus, les droits du fonctionnaire à une pension de retraite continueront à courir comme s'il jouissait sans interruption de la totalité de son traitement.

Les traitements visés aux alinéas 2 et 3 comprennent, pour tous les fonctionnaires civils et militaires, l'ensemble des traitements et suppléments de toute nature assujettis à la retenue au profit du Trésor, et alloués par les règlements à la position d'activité, sauf les indemnités de représentation et les frais de bureau.

Sont exceptés des dispositions des mêmes alinéas les pensions de retraites civiles et militaires, le traitements des officiers généraux admis dans le cadre de réserve, la solde ou la pension des officiers mis en réforme, les traitements afférents aux décorations de la Légion d'honneur, les rentes viagères attribuées aux médaillés militaires, les pensions allouées à titre de récompense nationale, les pensions servies en application des lois du 31 mars 1919 et du 24 juin 1919.

Art. 28. — Les caisses établies par les résolutions de la Chambre des députés en date du 23 décembre 1905, du Sénat, en date du 28 juillet 1904, sont maintenues au profit des membres de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République; elle continueront à assurer des pensions aux anciens membres de ces deux Assemblées ou des Assemblées précédentes, ainsi qu'à leurs conjoints veufs et leurs orphelins mineurs; elles pourront recevoir des dons et legs.

Les pensions payées par lesdites caisses sont incessibles et insaisissables, sauf en matière de pension alimentaire.

Les dispositions du présent article sont applicables à la caisse des retraites des membres de l'Assemblée de l'Union française.

Dispositions diverses.

Art. 29. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment:

Les articles 96 et 97 de la loi électorale du 15 mars 1849;

L'article 28 du décret organique du 2 février 1852;

La loi du 16 février 1872 qui règle, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés députés;

Les articles 8, 9, 10 et 11 de la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

La loi du 22 juillet 1879 relative au siège du pouvoir exécutif et des Chambres à Paris;

La loi du 20 juillet 1895 sur les obligations militaires des membres du Parlement;

L'article 3 de la loi du 18 juillet 1906, modifié par l'article 3 de la loi du 30 mars 1915;

La loi du 23 mars 1914 relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaires;

La loi du 10 juillet 1927 fixant un délai d'option entre les mandats de député et de sénateur;

L'article 88 de la loi du 30 décembre 1928;

La loi du 29 avril 1930;

La loi du 4 février 1938;

L'article 33 et le premier alinéa de l'article 59 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

L'article 5 de la loi du 10 février 1946 relative au statut des membres de l'Assemblée nationale constituante et à l'autonomie financière de cette Assemblée;

Le dernier alinéa de l'article 5 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française;

La loi n° 48-1466 du 22 septembre 1948 relative à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 857

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale autorisant la **concession** de la **construction** et de l'**exploitation** des **ouvrages** destinés à l'utilisation des **forces hydrauliques du Rhin** et à la réalisation du **grand canal d'Alsace,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la production industrielle.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 29 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La construction et l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace, entre la limite aval de la concession de la chute de Kembs et le port de Strasbourg, seront concédées à Electricité de France pour une durée de soixante-quinze ans et, le cas échéant, déclarées d'utilité publique par décrets en conseil d'Etat, dans les formes et conditions fixées par la loi du 16 octobre 1919, et sous le contreseing des ministres des affaires étrangères, des finances et des affaires économiques, de l'agriculture, de la défense nationale et des ministres chargés des voies navigables et de l'électricité.

Art. 2. — Les travaux seront exécutés par tranches, suivant un plan d'aménagement arrêté par les ministres ci-dessus énumérés. Chaque tranche fera l'objet d'un acte de concession distinct qui fixera, dans le cadre de la loi du 16 octobre 1919, les obligations qui seront imposées au concessionnaire, notamment dans l'intérêt de la navigation et en vue d'assurer la sauvegarde des intérêts agricoles, en tenant compte des projets envisagés pour l'amélioration du régime hydraulique de la plaine d'Alsace.

Chaque acte de concession fixera également les droits de l'Etat sur l'énergie produite. En contre-partie de ces droits, l'Etat sera substitué à l'établissement public concessionnaire pour l'exécution des obligations qui pourraient être imposées par les traités internationaux.

Art. 3 — En application de l'article 7 de la loi du 16 octobre 1919, l'Etat apportera son concours à l'exécution des travaux de chaque tranche, en accordant à l'établissement public concessionnaire une subvention forfaitaire égale au dixième du montant desdits travaux. Un versement provisionnel égal au dixième du devis initial de ces travaux, arrêté par Electricité de France, sera fait au cours de la période sur laquelle s'étendront les travaux de la tranche considérée. A la fin des travaux de chaque tranche et après que le montant total des travaux aura pu être définitivement arrêté, le règlement complémentaire correspondant sera fait, suivant les cas, soit par l'Etat à Electricité de France, soit par Electricité de France à l'Etat, de telle sorte que la subvention fournie par l'Etat soit en fin de compte effectivement égale au dixième du montant total des travaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6483, 7940, et in-8° 2112.

ANNEXE N° 858

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif à la **création** d'un **établissement administratif** permanent à l'**Ile Amsterdam,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art 1er. — Le ministre de la France d'outre-mer est autorisé à créer à l'île Amsterdam un établissement administratif permanent.

Art. 2. — Cet établissement comprend essentiellement une station météorologique d'observation et une station de radiotélégraphie.

Le service de ce centre est assuré par le personnel suivant:

Météorologie:

Un ingénieur ordinaire, un ingénieur des travaux, trois adjoints techniques.

Radiotélégraphie:

Un ingénieur adjoint, deux opérateurs, un mécanicien.

Service de santé: un médecin.

En outre, du personnel de service complète l'effectif dans la limite de quatre unités.

L'ingénieur de la météorologie remplira les fonctions de chef du centre administratif sous la haute autorité du haut-commissaire de la République française à Madagascar.

Ce personnel sera, au cours de l'exercice 1949, constitué par du personnel détaché des différentes administrations métropolitaines. Ultérieurement, il sera pourvu, par décret pris sur la proposition conjointe du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques, dans la limite maxima des emplois ci-dessus indiqués, à la création de postes permanents.

Art. 3 — Les dépenses de fonctionnement du centre sont à la charge du budget de l'Etat (ministère de la France d'outre-mer).

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer est autorisé à engager, au titre du budget général, des dépenses s'élevant à la somme globale de 50 millions de francs applicables au chapitre 903 (nouveau) du budget de la France d'outre-mer: « Dépenses d'installation de l'établissement administratif permanent de l'île Amsterdam ».

Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement de l'exercice 1949, des crédits s'élevant à la somme globale de 50 millions de francs applicables au chapitre 903 (nouveau) du budget de la France d'outre-mer « Dépenses d'installation de l'établissement administratif permanent de l'île Amsterdam ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.) nos 7818, 8315 et in-8° 2116.

ANNEXE N° 859

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale rendant applicables à la **Nouvelle-Calédonie et dépendances** les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le **régime de l'interdiction de séjour,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont rendues applicables à la Nouvelle-Calédonie les dispositions du décret du 30 octobre 1935, réformant le régime de

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 4573, 7864 et in-8° 2117.

l'interdiction de séjour, sous réserve des modifications prévues aux articles 3 et 4 ci-après.

Art. 2. — Sont également rendues applicables à la Nouvelle-Calédonie les dispositions de l'article 9 de la loi validée du 2 mars 1943 contre les souteneurs, modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes.

Art 3. — Les pouvoirs attribués au ministre de l'intérieur par le décret du 30 octobre 1935 seront exercés par le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.

Le règlement d'administration publique prévu aux articles 1er, 2, 3 et 5 dudit décret sera remplacé par un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.

Art 4 — L'article 4 du décret du 30 octobre 1935 est, pour la Nouvelle-Calédonie, modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 4. — Tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra, avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité.

« Ce carnet devra être présenté par son titulaire à toute requisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au commissaire de police de tout lieu où il établit sa résidence et, à défaut du commissaire de police, au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche ou de l'autorité désignée par arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.

« Le visa porté sur le carnet en application de l'article précédent n'est valable que pour une durée de deux mois. L'intéressé devra le faire renouveler avant l'expiration de ce délai.

« Toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie des peines prévues par l'article 45 du code pénal. Les condamnations prononcées en application du présent article compteront pour la relégation dans les conditions prévues par l'article 4 (4°) de la loi du 27 mai 1885 modifiée par l'article 9 de la loi validée du 2 mars 1943 contre les souteneurs. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 860

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables à l'**Afrique équatoriale française,** aux établissements français de l'**Océanie** et aux établissements français dans l'**Inde** les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le **régime de l'interdiction de séjour,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français de l'Océanie et aux établissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont rendues applicables à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français de l'Océanie et aux établissements français dans l'Inde les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, sous réserve des modifications prévues aux articles 3 et 4 ci-après.

Art. 2. — Sont également rendues applicables aux territoires visés à l'article 1er ci-dessus les dispositions de l'article 9 de la loi validée du 2 mars 1943 contre les souteneurs, modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes.

Art. 3. — Les pouvoirs attribués au ministre de l'intérieur par le décret du 30 octobre 1935 seront exercés par le haut commissaire de la République, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, le gouverneur des établissements français de l'Océanie et le commissaire de la République aux établissements français dans l'Inde.

Le règlement d'administration publique prévu aux articles 1er, 2, 3 et 5 dudit décret sera remplacé par un arrêté des chefs de territoires mentionnés à l'alinéa 1er du présent article.

Art. 4. — L'article 4 du décret du 30 octobre 1935 est, pour les territoires visés à l'article 1er ci-dessus, modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 4. — Tout individu frappé d'interdiction de séjour recevra, avant sa libération, un carnet anthropométrique d'identité.

« Ce carnet devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique et soumis par lui, aux fins de visa, au commissaire de police de tout lieu où il établit sa résidence, et, à défaut de commissaire de police, au commandant de la brigade de gendarmerie la plus proche ou à l'autorité désignée par arrêté du haut commissaire de la République, gouverneur des établissements français de l'Océanie, ou du commissaire de la République aux établissements français dans l'Inde.

« Le visa porté sur le carnet en application de l'article précédent n'est valable que pour une durée de deux mois. L'intéressé devra le faire renouveler avant l'expiration de ce délai.

« Toute infraction aux alinéas 2 et 3 du présent article sera punie des peines prévues par l'article 45 du code pénal.

« Les condamnations prononcées en application du présent article compteront pour la relégation dans les conditions prévues par l'article 4 (4°) de la loi du 27 mai 1885 tel qu'il a été modifié par l'article 9 de la loi validée du 2 mars 1943 contre les souteneurs. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 861

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la **suppression** de la **cour de justice** de l'**Indochine,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 1er décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La cour de justice de l'Indochine, instituée par la loi du 11 mai 1946 relative à la répression des faits de collaboration et à l'indignité nationale pour les territoires formant l'Union indochinoise, est supprimée.

Les affaires ressortissant à sa compétence seront, de plein droit et dans le même état de la procédure, portées devant le tribunal militaire de Paris ou les tribunaux de droit commun de la Seine.

Art. 2. — Un arrêté du ministre de la France d'outre-mer fixera, en tant que de besoin, les modalités matérielles de la liquidation de la cour de justice de l'Indochine supprimée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1er décembre 1949

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 862

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant réorganisation du **régime** de l'**émission** à **Madagascar,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la France d'outre-mer.)

Paris, le 7 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 2 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sous réserve d'une réorganisation de la banque, conformément aux dispositions ci-après, le service de l'émission est confié à la banque de Madagascar, pour une période de vingt ans, à dater du 1er janvier 1948, pour être exercé dans le territoire de Madagascar et dépendances, et dans le territoire des Comores.

Art. 2. — Le capital de la banque de Madagascar sera augmenté. Les modalités de cette augmentation de capital devront assurer une participation majoritaire à l'Etat, au territoire de Madagascar et dépendances et au territoire des Comores.

Art. 3. — La banque de Madagascar est autorisée à pratiquer le réescompte des effets à court et moyen terme dans les limites et conditions fixées par arrêté des ministres des finances et de la France d'outre-mer.

Art. 3 *bis* (nouveau). — Des conventions annuelles fixeront les limites dans lesquelles la Banque de Madagascar pourra consentir des avances à la caisse centrale de la France

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 4930, 7805 et in-8° 2118.

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 7552, 8113 et in-8° 2119.

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ., nos 4315 (rectifié), 5159, 7061 et in 8° 2122.

d'outre-mer, aux caisses de crédit agricole et aux autres organismes de crédit.

Art. 4. — La banque sera administrée par un conseil d'administration composé comme suit:

Le président, directeur général, nommé par arrêté pris conjointement par les ministres des finances et de la France d'outre-mer, et ayant voix prépondérante en cas de partage égal. Le président pourra déléguer les fonctions de directeur général;

Un représentant du ministre des finances;

Un représentant du ministre de la France d'outre-mer;

Le président de la caisse centrale de la France d'outre-mer;

Quatre administrateurs représentant le territoire, nommés par le ministre de la France d'outre-mer après désignation par les assemblées représentatives, à raison de trois pour Madagascar et un pour les Comores, sur une liste présentée par le haut commissaire de France à Madagascar et comprenant trois fois plus de noms que d'administrateurs à nommer;

Six administrateurs représentant les actionnaires autres que l'Etat et les territoires, élus par l'Assemblée générale des actionnaires.

Art. 5. — Dans un délai maximum de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi, la Banque de Madagascar devra ouvrir des agences, notamment dans les ports de Fort-Dauphin, Manakara, Morondava et Moroni.

Art. 6 — Le contrôle de la Banque de Madagascar sera notamment assuré par deux fonctionnaires désignés, l'un par un arrêté du ministre des finances, l'autre par un arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 7. — Les ministres des finances et de la France d'outre-mer devront passer dans un délai de quatre mois, à compter de la promulgation de la présente loi, avec la Banque de Madagascar, ainsi réorganisée, des conventions se substituant à celles du 1er juillet 1925.

Ces conventions sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 8. — Les statuts de la Banque de Madagascar devront être modifiés dans un délai de quatre mois à dater de la promulgation de la présente loi, en conformité des dispositions ci-dessus.

Ces statuts pourront maintenir les dérogations à la législation générale sur les sociétés figurant dans les statuts approuvés par la loi du 22 décembre 1925 et les lois subséquentes.

La contre-valeur des billets adirés devra être versée aux territoires intéressés.

Art. 9. — Les dispositions de l'article 1er ne deviendront définitives qu'après intervention des nouveaux statuts et des nouvelles conventions et leur approbation par décret pris en la forme de règlement d'administration publique et contresigné par les ministres des finances et de la France d'outre-mer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 décembre 1949.

Le président,
signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 863

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre l'application des **majorations de service** prévues par la loi du 26 mars 1937 aux **médecins** et **pharmaciens de réserve** admis dans l'**armée active** en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 7 décembre 1949,

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 29 novembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le bénéfice des majorations de cinq années de service à titre d'études préliminaires, prévu par la loi du 26 mars 1937, est accordé à tous les médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 novembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7692, 7878 et in-8° 2111.

ANNEXE N° 864

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation** de la **décision** votée par l'**Assemblée algérienne** au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 concernant certains **locaux à usage commercial, industriel** ou **artisanal**, par M. Jules Valle, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi soumise à votre approbation tend à refuser, conformément à l'article 16 du statut de l'Algérie, l'homologation d'une décision votée par l'assemblée algérienne, portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948, concernant certains locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

La loi du 31 décembre 1948 a reporté, en France, au 1er janvier 1950 la durée de prorogation des baux en matière commerciale et a prévu la possibilité, pour les commerçants, de demander le renouvellement de leur bail. L'assemblée algérienne a, d'une part, étendu cette loi à l'Algérie et d'autre part, voté une seconde décision restreignant les effets de cette loi pour certains baux à caractère particulier. Cette seconde décision tenait compte du fait que certains commerçants algériens mobilisés en 1942 avaient sous-loué en totalité ou partiellement leurs locaux pendant la durée de la guerre, mais seulement pour la durée des hostilités. Après leur démobilisation, ils se sont heurtés au droit des occupants qui invoquaient le bénéfice de la prorogation. Pour venir en aide à cette catégorie particulièrement intéressante de bailleurs, l'assemblée algérienne a donc décidé que la nouvelle prorogation n'était pas applicable aux sous-locataires ayant sous-loué des locaux à des commerçants mobilisés lorsque la sous-location avait été consentie pour la durée des hostilités.

Par lettre du 23 avril 1949, le ministre de l'intérieur a fait connaître au président de l'assemblée algérienne que le Gouvernement n'avait pas cru devoir homologuer, dans sa forme actuelle, cette décision.

Les objections du Gouvernement ne concernent pas l'opportunité des dispositions envisagées. Par contre, le ministre de la justice a estimé que la rédaction défectueuse du texte risquait d'être une source de difficultés dans son application.

« Aux termes de l'alinéa 2 de l'article unique de cette décision, les sous-locataires ayant loué des locaux à des commerçants mobilisés « ne pourront, en aucun cas, se maintenir dans les lieux loués à partir de la promulgation de la présente décision » lorsque la sous-location aura été consentie pour la durée des hostilités. C'est oublier d'une part, que le sous-locataire peut, sous certaines conditions, solliciter le renouvellement de son bail (art. 21 de la loi du 30 juin 1926), d'autre part, que les clauses de renonciation au droit de renouvellement sont nulles et de nul effet (art. 13). Autrement dit, le fait de refuser à certaines catégories de sous-locataires la prorogation de leur bail n'implique pas nécessairement qu'ils doivent quitter les lieux: il y a lieu de réserver expressément le cas de ceux qui, à la date de la promulgation de la décision, auront obtenu le renouvellement de leur bail, et qui, pour cette raison même, ne peuvent être expulsés ».

L'Assemblée nationale a approuvé la position du Gouvernement mais la commission de l'intérieur de cette assemblée a invité celui-ci à prendre l'initiative de déposer devant l'Assemblée algérienne le texte d'un projet de décision répondant à l'objectif recherché par cette assemblée mais échappant aux critiques formulées par le garde des sceaux.

Votre commission de l'intérieur approuve pleinement cette suggestion et vous demande d'adopter la proposition de loi suivante.

PROPOSITION DE LOI.

Article unique. — La décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949 portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 concernant certains locaux à usage commercil, industriel ou artisanal n'est pas homologuée.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7131, 7946 et in-8° 2036; Conseil de la République, n° 755 (année 1949).

ANNEXE N° 865

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **refuser l'homologation** de la **décision** votée par l'**assemblée algérienne** au cours de sa session extraordinaire de janvier 1949 étendant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1er septembre 1948 réglant les **rapports** entre **bailleurs** et **locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, par M. Jules Valle, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi soumise à votre examen tend à refuser l'homologation, conformément à l'article 16 du statut de l'Algérie, d'une décision de l'assemblée algérienne étendant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1er septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

Les motifs invoqués par le Gouvernement pour refuser l'homologation de cette décision concernent à la fois la légalité et l'opportunité de celle-ci. Le rapporteur de la commission de l'intérieur devant l'Assemblée nationale ayant excellemment exposé le détail des dispositions incriminées, je me contenterai de les rappeler brièvement.

a) *Légalité de la décision.*

La décision votée par l'assemblée algérienne contient des dispositions qui concernent la procédure civile (art. 37, 40 et 41), qui dérogent aux principes généraux du droit (art. 4, alinéa 2) ou qui sont contraires aux textes législatifs en vigueur (art. 5, alinéa 2 et art. 55).

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6838, 7945 et in-8° 2035; Conseil de la République, n° 757 (année 1949).

b) *Opportunité de la décision.*

La loi du 1er septembre 1948 a eu pour but principal de revaloriser les loyers sur la base de la valeur économique réelle de l'immeuble. Elle a, pour ce faire, supprimé le régime forfaitaire antérieur et a pris essentiellement en considération pour la fixation du loyer la valeur locative de l'immeuble. Or, la décision de l'assemblée algérienne a conservé, au contraire, le régime forfaitaire supprimé par la loi française. Elle a groupé les immeubles en trois catégories selon leur date de construction et a affecté chacune de ces catégories d'un pourcentage d'augmentation variable.

Le Gouvernement estime que la disparité qui existe à l'heure actuelle entre les loyers est non seulement maintenue par le système de l'assemblée algérienne, mais encore aggravée.

Que faut-il penser des motifs invoqués par le Gouvernement pour refuser l'homologation ?

Il convient de rappeler que le statut de l'Algérie dispose, dans son article 12, que « la procédure civile ou criminelle, la détermination des crimes et délits et celle de leurs peines... ne peuvent être réglées que par la loi ».

L'assemblée algérienne s'est-elle conformée aux prescriptions du statut ?

Il ne peut faire de doute que les articles 40 et 41 du texte qu'elle a arrêté contiennent des dispositions de procédure dont elle a eu tort de faire des parties intégrantes de sa décision.

L'article 40 vise la détermination du loyer des cours, jardins ou terrains, décide que ce loyer fera l'objet d'une évaluation séparée, et qu'à défaut d'accord amiable il y sera procédé par justice.

L'article précise que « le juge devra tenir compte de tous les éléments d'appréciation, notamment de la proximité de l'habitation, des possibilités de culture et des plantations existant au moment de la location ».

L'article 41 stipule que le loyer des locaux administratifs sera fixé, faute d'accord amiable entre les parties, par le juge « à l'aide de tous éléments d'appréciation ».

L'Assemblée algérienne eût été certainement mieux inspirée en demandant au Parlement — comme elle l'a fait pour d'autres dispositions — de les incorporer dans le texte de sa déclaration.

En effet, l'Assemblée algérienne a émis le vœu que le Parlement fasse application à l'Algérie des dispositions de procédure figurant dans la loi du 1er septembre 1948, comprises dans le chapitre 5 de la loi métropolitaine ainsi que dans les articles 13, 19, 20, 79 et 80.

Comme le Gouvernement et l'Assemblée nationale, votre commission de l'intérieur estime que l'application à l'Algérie des dispositions du chapitre V de la loi peut être décidée sans inconvénient: ces dispositions sont générales et peuvent, comme telles, être dissociées de la matière qu'elles réglementent. Mais l'insertion dans le corps de la propre décision de l'Assemblée algérienne des dispositions de procédure contenues dans les articles cités précédemment de la loi métropolitaine lui paraît difficile car, ainsi que le souligne le rapporteur de la proposition de loi devant l'Assemblée nationale, on ne voit pas comment une opération qui aboutirait à des textes n'ayant pas la même nature formelle pourrait s'effectuer.

Les premiers motifs d'ordre juridique invoqués par le Gouvernement (insertion dans le texte des dispositions de procédure et des dispositions pénales) peuvent donc servir de base au refus d'homologation. En est-il de même des autres motifs ? Votre commission n'en a pas la certitude...

Se souvenant des opinions émises dans notre Assemblée au moment de la discussion du projet de loi portant codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et de la position prise par la commission de la justice au sujet des bénéficiaires de réquisition, elle n'est pas convaincue qu'en accordant une prorogation à « tout grand mutilé de guerre (plus de 50 p. 100 d'invalidité), toute veuve ou ascendant de mort au champ d'honneur qui occupe un local en vertu d'une réquisition » l'Assemblée algérienne ait voté une disposition contraire aux principes généraux de droit.

Elle n'est pas sûre aussi que le droit au maintien dans les lieux étant accordé, en cas de décès de l'occupant, aux membres de sa famille qui sont appelés à recueillir son patrimoine, la possibilité pour ces derniers de céder le bail dans certaines conditions, soient contraires aux textes législatifs en vigueur.

Enfin, elle doute qu'en interdisant toute sous-location pour mettre fin à certains abus dont se sont rendus coupables de nombreux locataires, l'Assemblée algérienne ait voté des dispositions contenues à l'article 1717 CC qui, s'il accorde au preneur la faculté de sous-louer et même de céder son bail, n'en dispose pas moins que cette faculté peut lui être interdite pour tout ou partie.

Quant aux motifs d'opportunité, ils sont encore, à notre avis, plus discutables que les motifs d'ordre juridique.

Il est fait grief à l'Assemblée algérienne d'avoir adopté comme base du loyer non la valeur économique réelle de l'immeuble, mais sa valeur locative et d'avoir maintenu, en conservant le régime forfaitaire antérieur, des inégalités auxquelles la loi du 1er septembre 1948 a mis un terme dans la métropole.

Il n'est pas inutile de constater, à ce propos, que ce dernier texte dispose, dans son article 38, que « les parties pourront, d'un commun accord, se dispenser de l'application des règles de fixation prévues aux articles précédents en prenant forfaitairement comme base le loyer pratiqué au 1er janvier 1948 ».

Il est de même intéressant de noter que les articles 31 à 36 de la décision de l'Assemblée algérienne — qui ne sont que la reproduction presque textuelle des articles 27 à 31 de la loi métropolitaine — permettent, après accord des parties, la détermination du montant du loyer en partant de la surface corrigée, comme dans la métropole.

On peut donc dire que les deux textes ont adopté les mêmes modes de calcul du loyer, mais que ce qui est la règle en Algérie (le calcul forfaitaire) est l'exception en France.

Cette différence s'explique par la nécessité de doter l'Algérie d'un texte simple, clair et facile à appliquer dans toutes les régions. En comparant les deux lois — celle qui est applicable dans la métropole et la décision de l'Assemblée algérienne — on peut déclarer que la seconde est une simple adaptation de la première aux conditions locales.

Ainsi donc, il est apparu à votre commission de l'intérieur que seuls des motifs d'ordre juridique (insertion des dispositions de procédure et des dispositions pénales) peuvent motiver le refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne.

D'accord avec l'Assemblée nationale, votre commission de l'intérieur vous propose de refuser l'homologation de cette décision mais elle estime qu'il serait indispensable que la question des loyers en Algérie soit réglée par un vote rapide du Parlement tenant compte des avis exprimés par l'Assemblée algérienne dans la décision que nous vous proposons de refuser aujourd'hui.

Votre commission de l'intérieur, en vous proposant d'adopter le texte voté par l'Assemblée nationale, se joint à la commission de l'intérieur de l'autre Assemblée pour vous demander d'inviter le Gouvernement à déposer aussi rapidement que possible un projet de loi ayant pour objet d'étendre à l'Algérie la loi du 1er septembre 1948.

Elle vous propose d'adopter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de janvier 1949, étendant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1er septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n'est pas homologuée.

ANNEXE N° 866

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. René Depreux et des membres de la commission de la production industrielle, tendant à inviter le Gouvernement à ne compromettre par aucune mesure prématurée l'**aptitude** de la **production française à affronter la concurrence internationale** et à mettre fin à certaines **importations sans licence**, par M. René Depreux, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission de la production industrielle, conformément à la mission qui découle de ses attributions, soumet aujourd'hui à vos délibérations un problème qui met en jeu l'avenir de l'industrie française tout entière.

Après avoir suivi les différentes étapes qui ont marqué jusqu'à ce jour le relèvement industriel, vos commissaires ont pris l'initiative de s'élever contre certaines mesures qui, après après quelques mois d'application, peuvent indubitablement être considérées aujourd'hui comme lourdes de conséquence.

L'exposé des motifs de la proposition de résolution n° 821 a nettement souligné que des importations désordonnées, loin d'apporter certains avantages aux consommateurs, pouvaient troubler gravement l'équilibre de nos relations commerciales et risquaient d'entraîner, après quelques mois, sur notre territoire, un grand désordre dans les transactions et des chômages brutaux.

Déjà dangereuses par elles-mêmes, de telles décisions ont pris une importance plus grande encore du fait que la libération des échanges est actuellement envisagée entre les divers pays de l'Europe occidentale. Votre commission ne pouvait, à ce propos, se désintéresser des conséquences qui seront susceptibles de résulter pour notre industrie nationale de cette prochaine étape vers la constitution d'une unité économique européenne. Répondant à ce souci, elle a élargi le cadre de son étude en invitant le Gouvernement à mettre à la disposition de l'industrie française tous les moyens efficaces pour affronter la concurrence internationale.

Ainsi défini le but de ce débat, qu'il soit permis de rappeler qu'aux termes des négociations en cours dans le cadre de l'O.E.C.E. et des décisions du conseil de cet organisme, les nations participantes sont invitées à abolir avant le 15 décembre les restrictions à l'importation sur 50 p. 100 de leur commerce mutuel.

Des ententes régionales entre certains pays vont même, en fait, entraîner la suppression totale du contingentement, avec diminution de droits de douane ou même leur disparition, et provoquer ainsi une ouverture complète des frontières à un grand nombre de produits.

Les problèmes qui se posent sur le plan général de la libération des échanges n'ont pas tous à être examinés dans ce rapport. Certains d'entre eux échappent d'ailleurs, par leur nature même, à la compétence de votre commission de la production industrielle.

Il importe toutefois de dire ici que les principales branches de l'activité industrielle française n'ont pas pris à cet égard une attitude hostile. Elles savent que la France n'a ni le droit, ni le pouvoir de se soustraire à la confrontation internationale, que les contingents quantitatifs aboutissent à des trous de plus en plus réduits, dans le cadre d'accords bilatéraux à court terme, qu'un régime de liberté s'adaptant aux nécessités économiques intérieures supprimera l'incitation systématique à l'importation que constitue le contingent (comme le ticket de ravitaillement); qu'enfin un élargissement des marchés européens est indispensable, à la fois, pour rationaliser les fabrications dans le cadre international et pour ouvrir un champ suffisamment large aux compensations à rechercher sur des marchés tiers, par le développement des exportations.

Si le pays a conscience de ces réalités, il n'est toutefois pas certain que jusqu'à pré-

(1) Voir Conseil de la République, n° 821 (année 1949).

sent les mesures indispensables aient été prises pour adapter la production française à cette économie européenne nouvelle.

Nous y voyons des raisons suffisantes pour affirmer que l'établissement de la liberté des échanges ne saurait être valablement décidé par le Gouvernement, à la suite des seules négociations, quelque peu hâtives, menées avec les autres pays de l'O. E. C. E., sans consultation préalable du Parlement.

Les préoccupations dont doivent s'inspirer nos négociateurs découlent de la structure même de l'économie française. Apparaissant parmi les économies européennes, comme la plus diversifiée, la mieux équilibrée, celle-ci aura à supporter pour réaliser l'unité économique de l'Europe, les sacrifices les plus grands. De nombreuses activités seront en danger, si les industries menacées ne sont pas mises à même d'affronter la concurrence sur les divers fronts de cette lutte nécessaire.

Aussi bien, doit-on s'efforcer, en premier lieu, de réaliser l'accord de libération le plus large possible dans le cadre européen. C'est ainsi, par exemple, que des contre-parties à l'exportation pourraient être trouvées dans les pays scandinaves pour les industries supportant la concurrence italienne, belge ou allemande. Les difficultés, ici, ne manqueront pas et il apparaît bien, d'après les premières négociations, que les pays susceptibles d'offrir des débouchés à nos productions (pays scandinaves, Turquie, Grèce, Portugal) sont beaucoup moins disposés à conclure un accord de libération avec la France que ceux dont la concurrence est à redouter.

En tout état de cause, aucune mesure ne doit être prise en dehors des négociations de l'O. E. C. E.: de tels procédés ne peuvent aboutir, en effet, qu'à priver la France des contre-parties de réciprocité effective que ces négociations doivent pouvoir lui ménager.

L'intérêt de l'industrie française commande en second lieu un choix judicieux des produits à libérer. Les mesures doivent porter, d'abord, sur les matières premières et sur les biens d'équipement, pour être étendues progressivement aux produits semi-finis. Il faut que les différentes activités françaises puissent être dotées de moyens de production les plaçant dans les conditions d'une relative égalité vis-à-vis des activités étrangères — avant que celles-ci ne puissent se manifester sur le marché français. Il doit rester présent à l'esprit que la pénurie de devises que connaît la France depuis 1945 a accentué le retard de sa reconstruction et de son équipement par rapport à l'étranger, et que les stocks des principales matières premières sont, dans notre pays, inférieurs, aussi bien en qualité qu'en quantité, à ce qu'ils sont chez ses concurrents.

Il importe, en troisième lieu, d'étudier rapidement et avec précision chaque secteur de l'économie française dans le cadre des activités européennes du même ordre. Les mesures d'adaptation doivent pouvoir être prises avant toute libération. Conduites selon des données techniques et par tranches d'activité, ces adaptations réclameront certes des délais pour atteindre leur but, mais seront de plus sûrs garants de l'unité européenne que des décisions brutales qui n'engendreraient que le désordre et provoqueraient l'échec de l'ensemble du système.

L'examen de la situation particulière de quelques industries françaises confirme la nécessité d'agir avec discernement et montre que chaque secteur appelle des mesures d'adaptation particulières.

L'industrie de la soie estime indispensable d'associer au projet France-Italie-Benelux, la Grande-Bretagne qui sera seule susceptible d'apporter à la soierie française un marché de consommation. D'autre part, la disparité existant entre les régimes fiscaux, monétaires, et les lois sociales des pays intéressés appelle des mesures préliminaires; à cet égard la libre convertibilité permettrait du moins de neutraliser ces différences dont les cours du change tiendraient compte.

Au sein de la même branche, on devrait notamment considérer que l'industrie de moulinage, qui ne travaille qu'à 50 p. 100 de sa capacité et se heurte déjà sur le marché allemand au moulinage italien, risquerait de se trouver dans une situation angoissante si l'égalité des moyens de concurrence n'était pas assurée. De même, les filatures de schappe, qui connaissent actuellement un chômage partiel, peuvent légitimement redouter la concurrence italienne.

Pour l'industrie de la construction métallique, il semble que la libération des échanges ne puisse être dissociée de la libération des échanges des produits sidérurgiques, en raison même de l'importance prédominante de la matière première (de 33 à 60 p. 100) dans le prix des produits de la construction métallique.

Libérer la construction métallique en maintenant la protection de la sidérurgie serait priver cette première industrie des moyens de soutenir la concurrence aussi bien sur les marchés extérieurs que sur le marché national. Des industries étrangères similaires pourraient en effet s'approvisionner en acier dans les pays où celui-ci est nettement moins cher qu'en France. Or cette situation serait d'autant plus grave que la construction métallique, dont la capacité de production est supérieure aux besoins des marchés intérieurs, est tenue d'exporter pour vivre.

L'industrie de l'outillage agricole et horticole en raison de sa situation particulière ne serait pas à même de supporter brutalement la concurrence allemande sur le marché français.

L'industrie des produits chimiques et engrais appelle elle aussi des mesures préalables à toute libération des échanges. Comment, en effet, concevoir cette libération alors que le contrôle des prix s'exerce encore en France sur de nombreux produits, notamment sur les engrais, qu'il existe des doubles secteurs, que des engagements à longue échéance faussent le marché des corps gras et qu'enfin l'importance relative des charges fiscales et sociales constituent ici encore un obstacle à l'expansion de l'industrie française.

Pour ce qui concerne l'industrie des cuirs et peaux bruts, l'activité nationale supporterait sans dommage la libération des échanges. Il en serait différemment de l'industrie des cuirs et peaux tannés. Ses représentants français risqueraient d'être pénalisés des efforts faits depuis 1939 pour approvisionner le marché français au bénéfice des concurrents étrangers qui ont pu constituer des stocks considérables, disposent de conditions de travail moins coûteuses et possèdent un équipement plus moderne.

Les industries de l'alimentation peuvent elles aussi, à juste titre, réclamer le moyen de lutter à armes égales et exiger notamment que les produits importés répondent aux normes et lois françaises réglementant la vente des produits alimentaires.

Nous n'avons pas prétendu, par ces quelques exemples concrets, examiner la totalité des problèmes posés à cet égard pour toute l'industrie française. Nous croyons toutefois traduire les difficultés que rencontreraient d'importantes branches industrielles si la libération des échanges s'effectuait sans transitions et sans précautions, avant qu'une harmonisation des conditions économiques et sociales entre les divers pays en cause ait été au moins esquissée.

Des mesures de sauvegarde, inspirées par les situations particulières des diverses branches de l'industrie nationale doivent donc être prises par le Gouvernement. Mais elles ne sauraient rendre superflue la réalisation des conditions générales, qui sur le plan économique permettront l'édification d'une Europe économique.

1° La libre convertibilité des devises européennes et la liberté des échanges apparaissent comme les deux conditions premières de toute véritable libération des échanges. La mise en peu des mécanismes monétaires doit servir d'instrument d'autocorrection aux déséquilibres qu'entraînerait une libération large et brusquée. Renoncer à la libre convertibilité n'aboutirait qu'à développer un commerce malsain et faussé par la spéculation monétaire. La liberté des changes serait le seul moyen d'éviter des parités monétaires arbitraires purement conventionnelles et permettant des manœuvres commerciales déloyales.

2° En second lieu, il est acquis que la suppression des contingents quantitatifs doit s'accompagner du rétablissement des droits de douane lorsque ceux-ci n'ont pas encore été appliqués avec les taux prévus dans les conventions de Genève et d'Annecy ou lorsque ces droits ont été momentanément abandonnés. Ce rétablissement effectif de la protection douanière est un point essentiel — il pourra seul, provisoirement du moins, compenser la différence de prix de revient résultant des disparités des lois sociales, de la fiscalité et du coût des industries de base (houillères, électricité, transport), des différents pays. Les droits devront protéger les principales industries sinistrées qu'il serait injuste de sacrifier à l'occasion de la formation d'une unité européenne.

3° Enfin, il serait inconcevable que nos négociateurs envisagent la libération des échanges pour des produits fabriqués avec des matières premières dont l'approvisionnement ne serait pas largement assurée à nos industries nationales — ou, à tout le moins, dans des conditions équivalentes à celles des industries étrangères du même ordre.

Le rappel de ces conditions générales semble d'autant moins superflu qu'une expérience récente est venue apporter la preuve des dangers que l'on peut faire courir à une industrie nationale en méconnaissant certaines des réalités exprimées plus haut:

C'est ainsi que par les avis aux importateurs des 23, 25 et 26 août, il a été instauré un régime d'importation sans licence pour différents articles textiles en provenance d'Italie. Par un arrêté, en date du 10 septembre, ces premières dispositions ont été complétées par un abaissement très important des droits de douane pour les mêmes articles.

Dans ce cas précis qui intéresse une industrie nationale, ainsi que les dizaines de milliers d'ouvriers travaillant dans les filatures, les tissages de coton, les usines de finissage et de transformation des produits cotonniers, on a libéré des produits semi-finis et finis, alors que la filature française était insuffisamment approvisionnée en matières premières non libérées, les cotons bruts faisant encore l'objet d'attributions restrictives contrôlées.

A cette erreur de base, s'ajoute la faute d'avoir procédé à une libération unilatérale, hors des accords à passer dans le cadre de l'O. E. C. E., et notre pays a été ainsi privé de compensations substantielles qui auraient dû être obtenues au cours de négociations normales.

Immédiatement, les effets désastreux de cette libération imprudente se sont produits. Des importations massives d'articles textiles italiens ont été constatées, à des prix au moins égaux et généralement supérieurs à ceux des produits nationaux, de sorte que le consommateur n'en a pas réellement bénéficié.

Des milliards de francs ont été ainsi gaspillés en vain. Et, tandis qu'on laissait entrer sans contrôle des milliers de tonnes de produits ouvrés, on renonçait à acheter pour une même valeur, des biens d'équipement ou des cotons bruts qui auraient procuré un travail supplémentaire aux ouvriers français et auraient permis aux usines de travailler à plein rendement, dans des conditions économiques favorables et auraient entraîné rapidement une baisse salutaire des prix des articles textiles, profitable à tous les consommateurs.

De telles pratiques sont certainement contraires aux intérêts de notre économie nationale.

Les manipulations de droits de douane auxquelles il a été procédé présentent le double et grave inconvénient:

De mettre en doute, aux yeux des pays et des négociateurs étrangers le fondement de la protection tarifaire inscrite dans les conventions internationales et de faire taxer notre pays de légèreté dans ses demandes.

De faire planer sur les importateurs une incertitude, telle qu'ils s'abstiennent souvent d'acheter; les spéculateurs étant en définitive les seuls bénéficiaires de semblables opérations.

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu d'ajouter que le rétablissement, à l'importation, du régime des taux de marque pour les produits en liberté totale ou en liberté contrôlée, avec des pourcentages qui dataient de l'époque de la plus stricte réglementation et sont sans rapport avec les frais et charges actuels, a provoqué un effet de freinage violent.

L'exemple le plus caractéristique est celui des articles de quincaillerie à usage agricole et familial, d'outillage à main, de fers à chevaux et à bœufs. Non seulement, il n'y a pas

eu pratiquement d'importations — car les prix étrangers étaient en général, supérieurs de 25 p. 100 aux prix français locaux et leur qualité était moindre — mais encore des articles d'importation de haute qualité venant des Pays-Bas, de Suisse, d'Angleterre, de Suède et qui ont en France une clientèle régulière, ont cessé d'être importés (suppression des contingents et rétablissement de taux de marque réduits à l'excès).

Devant ce résultat négatif, l'abrogation des avis aux importateurs du mois d'août et le retour au régime de la fixation du prix en liberté totale ou en liberté contrôlée s'imposent.

De tels exemples semblent bien faits pour montrer ce qui ne doit pas être renouvelé.

Pour l'avenir, les inquiétudes de votre commission viennent surtout de trois faits:

Le prix de revient français subit le handicap de conditions de travail, charges fiscales et charges sociales généralement beaucoup plus lourdes que dans les pays voisins de l'Europe occidentale. Sur le plan technique, notre modernisation et notre équipement sont moins avancés qu'en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Allemagne;

Le système fiscal français menace d'aggraver ces difficultés. En outre, l'incertitude qui règne sur le sort des conventions collectives et des aménagements de salaires qui les accompagneraient joue dans le même sens;

Les pratiques dites de double prix et les mesures discriminatoires condamnées par l'O. E. C. E., subsistent et faussent les conditions de concurrence.

Votre commission a estimé qu'il était de son devoir de souligner à votre attention les dangers de l'irruption sur le marché français, en quantité massive, de certains articles. Elle appréhende, avec les chocs brutaux qui en résulteraient, les chômages qui en seraient la conséquence et la désaffectation qui ne manquerait pas de naître à l'égard de l'idée même de la libération des échanges et de l'intégration économique de l'Europe.

Elle souhaite que votre vote rappelle au Gouvernement les précautions qui doivent être prises pour que notre pays, sans en souffrir inutilement, apporte sa contribution efficace à la réalisation d'une unité économique nécessaire à la paix et à la prospérité des peuples de l'Europe. Elle vous demande d'adopter la proposition de résolution qu'elle vous soumet sous un nouveau titre, dans le texte suivant:

PROPOSITION DE RESOLUTION

TENDANT A INVITER LE GOUVERNEMENT A PREPARER LA LIBÉRATION DES ÉCHANGES ET A NE COMPROMETTRE PAR AUCUNE MESURE PRÉMATURÉE L'APTITUDE DE LA PRODUCTION FRANÇAISE A AFFRONTER LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Le Conseil de la République,

Affirmant son attachement au principe du développement des échanges internationaux;

Et soucieux de ne laisser compromettre par aucune mesure unilatérale et prématurée le relèvement de l'industrie française,

Invite le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour permettre à la production française d'affronter, sans risque grave, la concurrence internationale, notamment en assurant son approvisionnement en matières premières, en accélérant son rééquipement et en appliquant les tarifs douaniers prévus dans les conventions de Genève et d'Annecy.

ANNEXE N° 867

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer **l'amélioration** de la **situation matérielle** et **morale** des **anciens combattants** et victimes des deux guerres, présentée par MM. Jézéquel, Cornu et Henri Cordier, sénateurs. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, depuis quelque temps, les pouvoirs publics sont saisis de revendications de plus en plus pressantes émanant d'anciens combattants et victimes des deux guerres qui réclament une juste amélioration de leur situation. Ils voudraient obtenir notamment un relèvement substantiel de leurs pensions tout à fait insuffisantes à l'heure actuelle en raison du renchérissement du coût de la vie et de l'abaissement du pouvoir d'achat de la monnaie.

Il est donc nécessaire d'améliorer sans tarder la situation matérielle et morale de Français qui, ayant fait les plus grands sacrifices pour le salut de la patrie, ont des droits sur nous, ainsi que l'a déjà proclamé Georges Clemenceau

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République, vivement ému par la pénible situation faite actuellement aux anciens combattants et victimes des deux guerres, invite le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires:

1° Pour assurer la revalorisation de la retraite du combattant dans les conditions votées par le Conseil de la République, le 30 juin 1949, sur la proposition de sa commission des pensions;

2° Pour assurer le rapport constant entre les pensions de guerre et les traitements des fonctionnaires;

3° Pour assurer l'application de la loi ayant fixé la pension d'une veuve de guerre à 50 p. 100 de celle d'un grand invalide;

4° Pour revaloriser en faveur des ascendants la pension compensatrice de l'indispensable soutien qu'ils ont perdu;

5° Pour mettre fin au long retard apporté au payement des honoraires dus aux médecins pour les soins gratuits aux blessés de guerre (art. 64 de la loi du 31 mars 1919).

ANNEXE N° 868

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à modifier les **articles 106** et **107** du décret du 9 décembre 1948 portant **réforme fiscale** et du décret du 4 octobre 1949 fixant les **modalités de recouvrement** de l'**impôt sur les sociétés,** présentée par M. Rochereau, sénateur. — (Renvoyée à la commission des finances.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'article 107 du décret portant réforme fiscale est, en vertu du décret du 4 octobre 1949, entré en vigueur depuis le 1er novembre 1949, et accélère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés.

Désormais, cet impôt sera recouvré sous forme d'acomptes versés au cours même de l'année de réalisation des bénéfices. Il conduira pratiquement les personnes morales à payer pendant la période de transition les impôts afférents aux bénéfices de trois années dans un délai de deux ans, et dans certains cas même, dans un délai plus court.

L'exemple d'une société clôturant son exercice annuel au 30 juin montre mieux que tous les raisonnements la surcharge qui résultera de l'application dudit article 107 pour la trésorerie des entreprises.

Si nous supposons — ce qui est le cas habituel — que le rôle afférent à l'impôt sur les bénéfices de 1948 ait été mis en recouvrement après le 31 août 1949, cette société aura à payer:

1° Avant le 20 novembre 1949, un acompte à valoir sur l'impôt afférent à 1949 (acompte égal au quart de l'impôt sur les quatre cinquièmes des bénéfices imposables de 1948);

2° Dans les vingt premiers jours de février 1950, un acompte du même montant;

3° Avant le 15 mars 1950, le montant de l'impôt afférent aux bénéfices de l'exercice clos en 1948, sous déduction des tiers provisionnels versés avant le 10 mars et le 10 mai 1949;

4° Dans les vingt premiers jours de mai 1950, le premier acompte à valoir sur l'impôt afférent aux bénéfices de l'exercice 1950 (égal au quart de l'impôt sur les quatre cinquièmes des bénéfices de 1949);

5° Avant le 1er juillet 1950, l'impôt afférent à l'exercice 1949, sous déduction des deux acomptes versés en novembre 1949 et février 1950;

6° Dans les vingt premiers jours d'août 1950, le deuxième acompte afférent à l'impôt sur les bénéfices de l'exercice 1950;

7° Avant le 15 octobre 1950, l'impôt afférent aux bénéfices de l'exercice clos le 30 juin 1950, sous déduction des deux acomptes de mai et d'août;

8° Dans les vingt premiers jours de novembre 1950, le premier acompte afférent aux bénéfices de l'exercice clos en 1951, égal au quart de l'impôt sur les quatre cinquièmes des bénéfices de l'exercice clos en 1950;

9° Dans les vingt premiers jours de février 1951, le second acompte calculé sur les mêmes bases;

10° Dans les vingt premiers jours de mai 1951, le troisième acompte;

11° Dans les vingt premiers jours d'août 1951, le quatrième acompte;

12° Avant le 15 octobre 1951, l'impôt afférent aux bénéfices de l'exercice clos le 30 juin 1951, sous déduction des quatre acomptes précédents;

13° Dans les 20 premiers jours de novembre 1951, le premier acompte afférent à l'exercice clos en 1952, etc... etc...

Le simple énoncé de ces échéances montre que ce régime de recouvrement ne peut entrer en vigueur sans de sérieuses mesures d'assouplissement.

A. — Il serait opportun, pour atténuer l'aggravation des charges fiscales provoquée par la substitution du nouveau régime à l'ancien, de dispenser les personnes morales de l'un des acomptes prévus.

En faveur de cette mesure, il semble que l'on puisse faire état du précédent admis en 1941, lorsque, en matière d'impôt sur les salaires, le système de la retenue à la source a été substitué au recouvrement par voie de rôle, et que les salariés ont été dispensés de payer la totalité de l'impôt sur les salaires de 1940. Plus récemment, et dans le même sens, l'article 120, paragraphe 2, du décret portant réforme fiscale a dispensé les personnes physiques du versement de l'acompte des 2/5 exigible le 1er novembre 1949.

La discrimination habituellement faite entre personnes physiques et personnes morales est parfaitement illusoire et procède d'une véritable confusion: ce sont en définitive les actionnaires qui, à raison de la diffusion actuelle des titres représentent le plus souvent une épargne modeste, seront ainsi seuls à supporter une charge aussi lourde et sans aucune atténuation.

La dispense d'un seul acompte qui pourrait être égal au quart de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice clos en 1948 aurait pour objet d'alléger cette inégalité entre les actionnaires et les autres contribuables, mais sans pour autant la faire complètement disparaître. Il serait opportun, en conséquence, de dispenser les contribuables que sont les actionnaires de l'acompte de février 1950 qui coïncide avec d'autres échéances fiscales.

B. — L'obligation contenue dans l'article 106, paragraphe 1, du décret du 9 décembre 1948 de souscrire la déclaration du bénéfice ou du déficit dans les trois mois de la clôture de l'exercice présente de nombreux inconvénients lorsque l'exercice est clos en cours d'année.

Beaucoup de sociétés arrêtent leurs comptes à la fin de leur cycle normal de production et de vente, notamment au 30 juin; les travaux délicats de confection d'inventaire et d'établissement du bilan devraient alors être effectués pendant les mois de juillet, août et septembre durant lesquels les services de comptabilité des entreprises sont désorganisés par les congés payés.

En outre, c'est généralement au cours de la discussion de la loi de finances, c'est-à-dire en fin d'année, que sont fixées les règles applicables à l'imposition des bénéfices afférents aux exercices clos en cours d'année; si la déclaration a été souscrite et l'impôt liquidé avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles fiscales, il devient nécessaire de procéder à

unc seconde liquidation de l'impôt, d'où s'en suit un nouveau controle qui compliquera inutilement la tâche de l'administration et celle des contribuables.

Il devient donc nécessaire de modifier les dispositions des décrets du 30 octobre 1948 et du 4 octobre 1949, et d'appliquer aux personnes morales les mêmes règles qu'aux personnes physiques. La déclaration serait souscrite au début de l'année civile qui suit la clôture de l'exercice.

C. — L'article 107, paragraphe premier, du décret du 9 décembre 1948 dispose qu'en ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, l'acompte doit être calculé sur le produit, évalué à 10 p. 100 du capital, et l'article 4 du décret du 4 octobre 1949 précise qu'il s'agit du capital social appelé.

Compte tenu de cette précision, le chiffre de 10 p. 100 paraît exagéré. Il est rare, en fait, qu'une entreprise, au cours de sa première année, produise un bénéfice égal à 10 p. 100 du capital appelé.

D'autre part, l'impôt sur les sociétés n'étant assis que sur les bénéfices réalisés dans les entreprises situées en France, il serait anormal qu'une société constituée en France mais ayant tout ou partie de ses entreprises hors de la métropole, fut obligée de verser des acomptes calculés sur un produit à 10 p. 100 du capital. Il conviendrait également d'atténuer ces anomalies.

D. — La règle posée par l'article 2 du décret du 4 octobre 1949 selon laquelle le premier acompte est celui dont l'échéance suit immédiatement l'expiration du délai de déclaration, conduit, dans de nombreux cas, à payer le premier acompte afférent à un nouvel exercice avant la liquidation de l'impôt afférent à l'exercice précédent.

Le risque d'erreur est évident. Il pourrait être envisagé que le premier des acomptes est celui dont l'échéance suit immédiatement l'expiration du délai fixé pour la liquidation et le versement du solde de l'impôt dû sur les bénéfices de l'exercice précédent. Cette solution aurait en outre l'avantage d'assouplir, en ce qui concerne l'acompte de mai 1950, le passage de l'ancien au nouveau régime.

E. — Enfin, il est normal qu'une société dont l'exercice en cours sera bénéficiaire n'ait à effectuer le versement d'aucun acompte au titre même de cet exercice. Il faut également qu'elle puisse limiter le montant des acomptes au montant probable de l'impôt dont elle sera finalement redevable, sous les sanctions prévues par l'article 6 du décret du 4 octobre 1949, en cas d'estimation inexacte de plus d'un dixième.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A dispenser les entreprises de l'acompte provisionnel de février 1950, égal au quart de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice clos en 1948;

2° A modifier les dispositions des décrets des 30 octobre 1948 et 4 octobre 1949, et, par analogie avec les mesures prises pour les personnes physiques, à reporter les déclarations du bénéfice ou du déficit à souscrire au début de l'année civile qui suit la clôture de l'exercice;

3° A ramener, en ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, le calcul de l'acompte provisionnel sur un produit évalué à 5 p. 100 du capital appelé au lieu de 10 p. 100;

4° A préciser que le premier acompte est celui dont l'échéance suit immédiatement l'expiration du délai fixé pour la liquidation et le versement du solde de l'impôt dû sur les bénéfices de l'exercice précédent;

5° Enfin à limiter le montant du premier acompte ou le cas échéant des acomptes subséquents, au montant approximatif de l'impôt dont elle s'estimera finalement redevable pour l'exercice envisagé.

ANNEXE N° 869

Session de 1949. — Séance du 8 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés,** par M. Jean Berthoin, sénateur, rapporteur général (1).

Mesdames, messieurs, le présent projet de loi, tel qu'il avait été déposé par le Gouvernement le 15 novembre 1949, prévoyait l'ouverture de crédits spéciaux s'élevant à 15.588 millions 73.065 F pour les exercices clos et 1 milliard 370.350.952 F pour les exercices périmés.

L'Assemblée nationale, dans sa séance du 1er décembre dernier, a adopté les crédits demandés pour les exercices périmés, mais a effectué une réduction de 54.410.000 F sur les dotations des exercices clos.

Votre commission des finances, au contraire, propose de supprimer cet abattement et de revenir ainsi aux crédits qui figuraient dans le projet initial.

Toutefois, avant d'examiner dans le détail les observations de votre commission, il ne paraît pas inutile de rappeler très brièvement les règles applicables à la comptabilité des exercices clos et périmés.

I. — Comptabilité des exercices clos et périmés.

A. — *Exercices clos.*

Le décret-loi du 25 juin 1934 — qui a profondément modifié la réglementation antérieure et qui a été lui-même complété par plusieurs dispositions ultérieures — fixe les modalités d'exécution du budget dont les différentes phases sont résumées dans le tableau ci-dessous:

Opérations et dates limites:

Recouvrement des recettes, 31 décembre;

Engagement des dépenses de matériel, 15 décembre;

Engagement des dépenses de personnel, 31 décembre;

Ordonnancement des dépenses (matériel ou personnel), 10 février de la deuxième année;

Payement des dépenses (matériel ou personnel), 28 février de la deuxième année;

Régularisation, par crédits supplémentaires, des dépenses obligatoires dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution du service, 30 avril de la deuxième année;

Autres opérations de régularisation, 31 mai de la deuxième année;

Dépôt de la loi de règlement définitif, 31 octobre de la deuxième année.

Aux termes de cette réglementation, toutes les dépenses de l'Etat doivent, théoriquement, être engagées au plus tard le 15 décembre de la première année de l'exercice budgétaire, en ce qui concerne les dépenses de matériel ou le 31 décembre, s'il s'agit de dépenses de personnel. Par ailleurs, les dépenses ainsi engagées doivent, en principe — et quelle que soit leur nature — être ordonnancées avant le 10 février et payées avant le 28 février de la seconde année de l'exercice.

Mais dans la pratique, il arrive très souvent, surtout lorsque le budget a été voté avec quelque retard, que ces délais soient prorogés. C'est ainsi, par exemple, que pour le budget de l'exercice 1948, les dépenses ont pu être ordonnancées jusqu'au 31 août 1949 et payées jusqu'au 30 septembre. Quoi qu'il en soit, à l'expiration de cette période complémentaire d'exécution, l'exercice est réputé clos et aucun ordonnancement ou payement n'est plus possible selon la procédure normale.

Cependant, il peut arriver que certaines dépenses, régulièrement engagées, c'est-à-dire constituant des créances certaines sur le budget, n'aient pu être ordonnancées avant la date impartie.

En application de la seule procédure normale, ces dépenses ne seraient donc pas susceptibles d'être réglées par l'administration, ce qui n'irait pas sans soulever certaines difficultés. Aussi, pour pallier ces inconvénients, une procédure spéciale a été instituée fonctionnant dans les conditions suivantes:

A. — Jusqu'au dépôt de la loi de règlement définitif:

a) Les dépenses de matériel inférieures ou égales à 50.000 F (1) ou les dépenses de personnel, quel qu'en soit le montant, sont imputées sur les crédits ouverts pour les mêmes services au budget de l'année en cours à l'époque du mandatement (art. 3 du décret-loi du 25 juin 1934 modifié par l'art. 21 de la loi du 18 décembre 1947);

b) Les dépenses de matériel supérieures à 50.000 F (1) sont portées sur des états de restes à payer. Elles ne peuvent être ordonnancées que dans la limite des crédits primitivement ouverts au budget de l'exercice d'origine, mais sont imputées sur le budget de l'exercice courant à un chapitre spécial ouvert au budget de chaque ministère et intitulé « Dépenses des exercices clos » (art. 5 du décret du 25 juin 1934).

B. — A partir du dépôt de la loi de règlement définitif:

En application de l'article 6 du décret-loi du 25 juin 1934 complété par l'article 1er de l'ordonnance du 2 novembre 1944, les créances qui ne figuraient pas sur les états de restes à payer visé ci-dessus peuvent être ordonnancées au vu d'états additionnels et au moyen de crédits spéciaux ouverts:

a) Par des arrêtés, si les dépenses se rattachent à des chapitres dont les crédits ont été présentés en annulation dans le projet de loi de règlement pour une somme égale ou supérieure à leur montant;

b) Par une loi, s'il s'agit de dépenses excédant le montant des crédits dont l'annulation est proposée dans le projet de loi de règlement.

Telle est la réglementation, quelque peu complexe, applicable à la comptabilité des exercices clos.

Mais, en fait, au cours de ces dernières années, il a été impossible d'observer, en temps utile, la formalité de dépôt du projet de loi de règlement définitif ce qui, par voie de conséquence, n'aurait permis que le seul ordonnancement des créances figurant sur les états de restes à payer, aurait conduit à interdire toute ouverture de crédits supplémentaires sur exercices clos nécessaires pour le payement des autres créances. Aussi le décret du 11 octobre 1943 a-t-il autorisé exceptionnellement l'ouverture de tels crédits à partir seulement de la date d'établissement de la situation définitive des dépenses afférentes aux exercices 1940 et suivants.

Ce texte, lui-même, bien que constituant un assouplissement de la procédure, n'a cependant pas supprimé, pour autant, toutes les difficultés, car les situations définitives des exercices, depuis 1940, n'ont été établies qu'avec des retards importants.

C'est ainsi que dans le cas du présent projet, qui vise les exercices 1946, 1947 et 1948, les situations définitives n'ont pas encore été mises au point.

Toutes les demandes de crédits spéciaux d'exercices clos auraient donc dû être rejetées. Mais le Gouvernement a estimé qu'il n'était pas équitable de faire supporter aux créanciers de l'Etat les conséquences de retards qui ne leur sont pas imputables et qu'il convenait, par suite, de demander dès maintenant les crédits nécessaires. Votre commission des finances s'est ralliée à cette manière de voir

B. — *Exercices périmés*

La procédure spéciale analysée ci-dessus n'est valable que tant que l'exercice n'est pas périmé.

En effet, en application de l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 modifié par le décret du 25 juin 1934 et par l'article 148 de la loi du 31 décembre 1945 — qui dispose que sont prescrites et définitivement éteintes les créances sur l'Etat non payées dans un délai de quatre ans pour les créanciers domiciliés en Europe et de cinq ans pour ceux résidant

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8396, 8468 et in-8° 2120: Conseil de la République, n° 852 (année 1949).

(1) Ce plafond, en application des articles 12 et 13 de la loi du 29 juillet 1943, n'était que de 20.000 F pour les exercices 1943 à 1946 inclus.

hors du territoire européen — l'exercice budgétaire est déclaré périmé à l'expiration de la quatrième année suivant la date de son ouverture. Ainsi l'exercice 1946 sera périmé à compter du 1er janvier 1950.

Cette péremption d'exercice n'est toutefois pas opposable, en vertu de l'article 10 de la loi du 29 janvier 1831, aux créances dont l'ordonnancement et le payement n'auraient pu être effectués dans les délais impartis « par le fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le conseil d'Etat ».

Pour permettre le règlement de telles créances, il y a donc lieu de recourir à une procédure particulière instituée par les articles 139 et 140 du décret général sur la comptabilité publique, complété par l'article 21 de la loi du 18 décembre 1917.

Aux termes de ces textes, les dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance sont imputées différemment selon qu'elles sont inférieures ou supérieures à 10.000 F.

a) Les dépenses inférieures ou égales à 10.000 F sont imputées sur les crédits ouverts pour les mêmes services au budget de l'année en cours à la date de l'ordonnancement;

b) Les dépenses supérieures à 10 000 F doivent être couvertes par des crédits spéciaux ouverts par une loi et imputées à un chapitre spécial du budget courant intitulé: « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

II. — Observations de la commission des finances.

Votre commission des finances s'est vivement émue de l'importance des crédits qui font l'objet du présent projet et dont la répartition entre les différents budgets est donnée par le tableau suivant:

Dépenses ordinaires des services civils:

Dépenses ordinaires: exercices clos, 12 milliards 237.344.523 F; exercices périmés, 744 millions 771.710 F.

Budgets annexes: exercices clos, 2.831.280 F; exercices périmés, 2.611.956 F.

Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement:

Services civils, reconstruction: exercices périmés, 570.218 F.

Budgets annexes: exercices périmés, 641.136 francs.

Dépenses militaires:

Dépenses ordinaires: exercices clos, 3 milliards 149.263.365 F; exercices périmés, 108 millions 542.892 F.

Dépenses résultant des hostilités: exercices clos, 189.601.559 F; exercices périmés, 457 millions 571.654 F.

Dépenses de reconstruction et d'équipement: exercices périmés, 96.572 F.

Budgets annexes:

Dépenses d'exploitation et d'études: exercices clos, 9.029.578 F; exercices périmés, 2.531.093 F.

Dépenses de reconstruction et d'équipement: exercices périmés, 53.613.721 F.

Totaux: exercices clos, 15.585.073.965 F: exercices périmés, 1.370.350.952 F.

Un tel volume de crédits est inhabituel et anormal en matière d'exercices clos et périmés. Aussi bien d'ailleurs, un examen approfondi révèle-t-il que plusieurs de ces dotations — et non des moindres — auraient dû — et auraient pu — être inscrites, sinon dans le budget même de l'exercice, tout au moins dans un collectif d'ordonnancement ou de régularisation.

En différant ainsi le règlement de certaines créances, le Gouvernement — involontairement ou non — rend le contrôle parlementaire infiniment plus difficile et, il faut bien le dire, beaucoup moins efficace.

Votre commission des finances n'est pas dupe de telles pratiques. Si jusqu'à présent, dans le souci de ne pas faire supporter aux créanciers de l'Etat des retards qui ne leur sont nullement imputables, elle s'est simplement bornée à des recommandations qui sont demeurées platoniques, elle n'entend cependant pas voir se perpétuer de tels errements.

Elle invite donc à nouveau le Gouvernement à rétablir plus de sincérité dans la présentation des dotations budgétaires, en réservant notamment la procédure des crédits spéciaux sur exercices clos aux seules dépenses dont la régularisation s'est avérée absolument impossible par des procédés plus normaux.

Il est en effet inadmissible, par exemple, que le Gouvernement n'ait déposé aucun collectif de régularisation pour les exercices 1947 et 1948 et qu'il ait ainsi préféré recourir au régime des exercices clos.

Votre commission des finances est donc fermement décidée — dans la limite des pouvoirs qui lui sont reconnus, de mettre fin à un état de choses qui ne saurait se prolonger sans porter atteinte au bon fonctionnement des institutions.

Dans le cadre du présent projet, votre commission des finances s'est plus particulièrement préoccupée de la question de la subvention à l'agence France-Presse.

Présidence du conseil. — Information. Subvention à l'agence France-Presse.

Exercice 1946, chapitre 27: crédits demandés par le Gouvernement, 73.063.000 F; crédits votés par l'Assemblée nationale, 73.063.000 F; crédits proposés par votre commission des finances, 73.063.000 F.

Exercice 1947, chapitre 500: crédits demandés par le Gouvernement, 184.317.000 F; crédits votés par l'Assemblée nationale, 129 millions 937.000 F; crédits proposés par votre commission des finances, 181.317.000 F.

Totaux: crédits demandés par le Gouvernement, 257.410.000 F; crédits votés par l'Assemblée nationale, 203 millions de francs; crédits proposés par votre commission des finances, 257.410.000 F.

Les crédits demandés à ces deux chapitres sont destinés à couvrir les déficits constatés dans les écritures de l'agence France-Presse pour les années 1946 et 1947 et correspondant à des augmentations de dépenses imputables à des mesures législatives ou réglementaires (augmentation des salaires et des charges sociales, modifications des taux de change, etc.).

L'Assemblée nationale considérant, d'une part que l'agence n'était débitrice envers le Trésor que d'une somme de 203 millions, et d'autre part que les subventions dont elle a bénéficié en 1948 et 1949 lui ont assuré une trésorerie suffisante, a procédé à un abattement de 54.410.000 F de manière à ramener le montant des crédits ouverts à 203 millions.

Le ministre d'Etat, chargé de l'information, a fait connaître à votre commission des finances que l'agence France-Presse, si elle a réussi à régler avec ses ressources propres et une partie de la subvention de 1948, la fraction de son déficit s'élevant à 54.410.000 F, a néanmoins besoin, pour apurer définitivement ses comptes, de la totalité des crédits prévus dans le projet gouvernemental.

Votre commission, après un long débat, a décidé, afin de ne pas gêner l'activité de cet organisme, de rétablir cette subvention.

Mais elle a été unanime pour protester contre la régularisation rendue ainsi indispensable et surtout contre le fait que cette opération témoigne, une fois de plus, d'une mauvaise gestion des finances publiques. Depuis longtemps, en effet, il est question de doter l'agence France-Presse d'un statut définitif qui réglerait enfin ses rapports avec les pouvoirs publics. Or, ce statut n'est pas encore déposé et rien ne permet de prévoir qu'il le sera dans un avenir prochain.

Dans ces conditions, si votre commission des finances accepte le règlement de ces dépenses déjà anciennes, elle se réserve, par contre, de prendre toutes les mesures qui s'imposeraient si cette absence de statut devait se prolonger.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi qui vous est soumis:

PROJET DE LOI

TITRE Ier. — Dépenses ordinaires des services civils et budgets annexes rattachés pour ordre au budget général (dépenses ordinaires des services civils).

A. — DÉPENSES ORDINAIRES DES SERVICES CIVILS

Exercices clos.

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général (dépenses ordinaires des services civils) en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946, 1947 et 1948, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 12.237.344.523 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis par service, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (dépenses ordinaires des services civils), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 744.771.710 F et répartis par service, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

B. — BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL (DÉPENSES ORDINAIRES DES SERVICES CIVILS)

Postes, télégraphes et téléphones.

Exercices clos.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 2.831.280 F, montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices et applicables aux dépenses ordinaires.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial des dépenses ouvert au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 4. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 2.237.031 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1943 à 1945 et applicables aux dépenses ordinaires.

Radiodiffusion française.

Exercices périmés.

Art. 5. — Il est ouvert au ministre d'Etat chargé de l'information, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe de la radiodiffusion française, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 371 925 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1945.

TITRE II — Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement et budget annexe rattaché pour ordre au budget général (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement).

A. — SERVICES CIVILS

Exercices périmés.

Art. 6. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés en addition aux crédits alloués, au titre des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (reconstruction), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 570.218 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés de 1942 à 1944.

B. — BUDGET ANNEXE RATTACHÉ POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL (DÉPENSES CIVILES DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT)

Postes, télégraphes et téléphones.

Exercices périmés.

Art. 7. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant, pour le payement des créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 611.136 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 à 1942 applicables aux dépenses civiles de reconstruction et d'équipement.

TITRE III. — **Dépenses militaires et budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale.**

A. — DÉPENSES MILITAIRES

Exercices clos.

Art. 8. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget général (dépenses militaires. — Titre 1er. — Dépenses ordinaires), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 3.149.263.365 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis, par service, conformément à l'état C annexé à la présente loi

Le ministre est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au budget des dépenses militaires (Titre 1er. — Dépenses ordinaires) pour les dépenses d'exercices clos.

Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget ordinaire (Dépenses militaires. — Titre 1er *bis*. — Dépenses résultant des hostilités), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1946 et 1947, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 189 millions 601.359 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis, par service, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Le ministre de la défense nationale est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au budget des dépenses militaires (Titre 1er *bis*. — Dépenses résultant des hostilités) pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre 1er. — Dépenses ordinaires) des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 108.542.892 F et répartis, par service, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre 1er *bis*. — Dépenses résultant des hostilités), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 457 millions 571.654 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 à 1945 et applicables au budget de la guerre.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires. — Titre III. — Dépenses de reconstruction et d'équipement), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de 96.572 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1940 et applicables au budget de la marine.

B. — BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET DE LA DÉFENSE NATIONALE

Constructions et armes navales

Exercices clos.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, au titre du budget annexe des constructions et armes navales, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1946, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 9.029.538 F, montant de créances constatées sur cet exercice.

Le ministre de la défense nationale est en conséquence autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial de dépenses ouvert au budget annexe des constructions et armes navales pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 14. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des constructions et armes navales, au titre des dépenses d'exploitation et d'études, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1 million 044.220 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés de 1941 et 1945.

Art. 15. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des constructions et armes navales, au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 53.013.721 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1939 et 1940.

Service des essences.

Exercices périmés.

Art. 16. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le payement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe du service des essences, au titre des dépenses d'exploitation, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1.486.873 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1942 et 1944.

Dispositions spéciales.

Art. 17. — Il est ouvert, pour mémoire, au budget ordinaire de l'exercice 1949, les chapitres nouveaux suivants:

I. — SERVICES CIVILS

Titre 1er. — Dépenses ordinaires.

Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — A. Administration centrale: chapitre 6032. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — C. Autriche: chapitre 6152. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Présidence du conseil. — IV. Services de la défense nationale. — A. Etat-major de la défense nationale: chapitre 604. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

Titre II. — Dépenses militaires.

Budget annexe de constructions et armes navales, 3e section. — Reconstruction et équipement: chapitre 983. « Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance ».

ETATS ANNEXES

Etat A. — *Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses ordinaires des services civils.*

EXERCICES CLOS

Affaires étrangres, 595.900 F.
Affaires allemandes et autrichiennes:
Administration centrale, 1.422.321 F,
Autriche, 416.477.007 F,
Agriculture, 7.511.791.269 F.
Anciens combattants et victimes de la guerre, 18.718.972 F.
Education nationale, 13.654.198 F.
Finances, 227.075.142 F.
France d'outre-mer (dépenses civiles), 1 million 309.610 F.
Industrie et commerce, 1.080.389.577 F.
Intérieur, 735.929.388 F.
Justice, 10.585.810 F.
Présidence du conseil:
Services de presse, 299.922.609 F.
Haut commissariat au ravitaillement, 1.111.171 F.
Reconstruction et urbanisme, 2.265.305 F.
Santé publique et population, 617.941.499 F.
Travail et sécurité sociale, 157.738.805 F.
Travaux publics, transports et tourisme, 1 110.112.937 F.
Total pour l'état A, 12.237.344.523 F.

Etat B. — *Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices périmés au titre des dépenses ordinaires des services civils.*

EXERCICES PÉRIMÉS

Affaires étrangères, 22.802.671 F.
Affaires allemandes et autrichiennes:
Administration centrale, 386.688 F.
Allemagne, 545.918 F.
Autriche, 9.413.520 F
Agriculture, 13.211.168 F.
Anciens combattants et victimes de la guerre, 285.152.163 F.
Education nationale, 2.081.696 F.
Finances:
Services du ministère..... 9.552.123 F.
Gouvernement provisoire de la République française, 13.658.934 F.
Affaires économiques, 669.580 F.
France d'outre-mer (dépenses civiles), 15.607.783 F.
Industrie et commerce, 2.198.082 F.
Intérieur, 71.117.457 F.
Marine marchande, 21.000 F.
Présidence du conseil:
Services administratifs, 19.655 F.
Services de presse, 101.370 F.
Services de la défense nationale. — Etat-major de la défense nationale. — Haut commissariat au ravitaillement, 303.427 francs.
Reconstruction et urbanisme, 1.801.710 F.
Santé publique et population, 229.292.950 F.
Travail et sécurité sociale, 33.807.323 F.
Travaux publics, transports et tourisme, 281.365 F.
Aviation civile et commerciale, 2.603.087 F.
Total pour l'état B, 744.771.710 F.

EXERCICES CLOS

Etat C. — *Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses militaires (Titre 1er. — Dépenses ordinaires).*

Défense nationale:
Section commune. — Marine, 2.547.416.031 francs.
Guerre, 584.281.712 F.
Marine, 17.565.619 F.
Total pour l'état C, 3.149.263.365 F.

EXERCICES CLOS

Etat D. — *Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices clos au titre des dépenses militaires (Titre 1er bis. — Dépenses résultant des hostilités).*

Défense nationale. — Section commune:
Guerre, 180.255.428 F.
Marine, 9.345.931 F.
Total pour l'état D, 189.601.359 F.

Etat E. — *Tableau, par service, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses des exercices périmés au titre des dépenses militaires (Titre 1er. — Dépenses ordinaires).*

Défense nationale:
Section commune. — Guerre, 10.335.049 F.
Air, 4.873.119 F.
Guerre, 85.806.964 F.
Marine, 7.527.760 F.
Total pour l'état E, 108.542.892 F.

ANNEXE N° 870

(Session de 1949. — Séance du 9 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **modifier** l'article 6 de **la loi** n° 46-2389 du 28 octobre 1946 **sur les dommages de guerre,** par M. Driant, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission de la reconstruction a été appelée à examiner cette proposition de loi qui tend a modifier une nouvelle fois l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946.

Au mois de mars dernier, nous avons été appelés à examiner une proposition de loi qui avait pour but de modifier ce même article 6 et qui est devenue la loi du 20 avril 1949.

Contrairement à la position prise par l'Assemblée nationale, en première et en deuxième lecture, le Conseil de la République avait limité le bénéfice de cette extension de la loi aux seuls dommages immobiliers causés par les troupes françaises ou alliées pendant la durée des hostilités.

L'Assemblée nationale, qui avait entendu viser, même en deuxième lecture, les dommages mobiliers ainsi que les dégâts et dommages causés par les services publics, nous demande, maintenant, dans cette nouvelle proposition de loi de supprimer les services publics, laissant comme bénéficiaires du texte les sinistrés victimes de dégâts ou de dommages causés par les troupes françaises ou alliées ou leurs services pendant la durée des hostilités.

Votre commission de la reconstruction, maintient sa position première du mois de mars dernier et vous propose de limiter le nouveau texte aux seuls dommages immobiliers.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le texte suivant:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La première phrase de l'alinéa 6°, de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949, est modifiée ainsi qu'il suit:

« Les dommages immobiliers causés par les troupes françaises ou alliées, ou leurs services, pendant la durée des hostilités. ».

ANNEXE N° 871

(Session de 1949. — Séance du 9 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 37, 38 et 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des **assurances sociales** applicable aux assurés des **professions non agricoles,** par M. Tharradin, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, le projet de loi n° 683, qui vous est soumis et que l'Assemblée nationale a adopté sans débat le 22 juillet dernier, tend a modifier les articles 37, 38 et 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles.

L'article 37 stipule que les prestations en nature dues en cas de longue maladie, peuvent être attribuées pour une durée variable fixée par le conseil d'administration de la caisse primaire dont dépend l'assuré. Mais cette durée ne doit pas, en tout état de cause, dépasser la fin de la troisième année suivant la première constatation médicale de la maladie.

La modification, proposée par l'article premier du projet de loi qui vous est soumis, permet à la caisse primaire de continuer à assurer le service des prestations en nature au delà de la troisième année, dans le cas d'un assuré social, que la continuation des soins est susceptible de maintenir dans un état de santé compatible avec une activité professionnelle.

L'article 38 de l'ordonnance de 1945 traite de la rechute vis-à-vis de l'assurance de longue maladie: si, après une interruption d'au moins deux ans, le service des prestations de longue maladie est repris, il peut se poursuivre jusqu'à l'expiration d'un nouveau délai de trois ans, à condition que l'assuré remplisse à nouveau les conditions d'octroi.

L'article 2 du projet de loi qui vous est soumis:

1° Abroge ces dispositions et réduit la durée d'interruption de deux à une année;

2° Subordonne le bénéfice d'une nouvelle période de trois ans à l'obligation pour l'assuré d'avoir fait constater, au moment de l'interruption du service des prestations, la fin de l'état de longue maladie ou la guérison apparente et d'en avoir avisé la caisse dont il dépend, dans les huit jours de cette constatation.

Enfin, la commission du travail de l'Assemblée nationale a jugé utile d'ajouter au projet gouvernemental une disposition modifiant l'article 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 Cette modification constitue l'article 3 du projet de loi.

L'article 72 attribuait à tout assuré social, titulaire d'une pension d'invalidité, le bénéfice des prestations en nature jusqu'à l'âge de 60 ans. A ce moment, la pension d'invalidité se transformait en pension de vieillesse et l'assuré n'avait plus droit aux prestations en nature. La modification proposée comble cette lacune et, désormais, le titulaire d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité pourra continuer à percevoir, sans limitation de durée, les prestations en nature de l'assurance maladie pour l'affection ayant donné lieu à la pension d'invalidité.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale a étudié les répercussions financières que comporte le projet de loi. Elle estime que les caisses peuvent supporter ces dépenses supplémentaires. L'assurance longue maladie n'entre, en effet, que pour un faible pourcentage (4,5 p. 100 environ) dans le total des dépenses de la sécurité sociale. La rareté des cas visés par le projet permet de penser que ce pourcentage ne subira pas d'augmentation sensible.

Votre commission du travail et de la sécurité sociale vous propose donc d'adopter, dans le texte transmis par l'Assemblée nationale, le projet, qui constitue une amélioration certaine pour des cas intéressants.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ajouté à l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, un deuxième alinéa ainsi conçu:

« Après l'expiration du délai de trois ans prévu au présent article, la caisse primaire peut, par décision prise dans les conditions définies à l'article 34 ci-dessus, accorder, pour une durée fixée par elle et qui peut être prolongée par décisions ultérieures, les prestations en nature de l'assurance-maladie pour l'affection ayant ouvert droit au bénéfice de l'assurance de la longue maladie, lorsque la continuation des soins est susceptible de permettre le maintien du sujet dans un état de santé compatible avec une activité professionnelle ».

Art. 2. — L'article 38 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 38. — Lorsque le service des prestations prévues au présent chapitre est interrompu pendant plus d'un an, l'assuré ou l'ayant droit peut, sous réserve que soient remplies à nouveau les conditions d'attribution des prestations prévues à l'article 80, bénéficier de ces prestations pendant un nouveau délai de trois ans s'il a fait constater, au moment de ladite interruption, la guérison apparente ou la fin de l'état de longue maladie et s'il en a avisé la caisse dans les huit jours ».

Art. 3. — Il est inséré entre le troisième et le quatrième alinéa de l'article 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles le nouvel alinéa suivant:

« Les titulaires d'une pension de vieillesse substituée à une pension d'invalidité en application de l'article 62 ci-dessus, ont également droit, sans limitation de durée, aux prestations en nature de l'assurance-maladie pour l'affection ayant donné lieu à l'attribution de la pension d'invalidité. Les prestations sont servies par la caisse primaire de sécurité sociale à qui aurait incombé la charge des prestations prévues à l'article 57 de la présente ordonnance, si la pension d'invalidité avait continué à être payée ».

ANNEXE N° 872

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI tendant à ajouter la **bauxite** à la **liste** des **substances concessibles** incluse dans l'article 2 de la loi du 21 avril 1810, modifié par les lois des 16 décembre 1922 et 25 janvier 1926, présentée par M. Carcassonne et les membres du groupe socialiste et apparentés, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 14 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, ce n'est qu'en 1888, après les études de Wochlet et de Sainte-Claire-Deville, que les remarquables travaux d'Héroult ont permis de considérer vraiment la bauxite comme le principal minerai d'aluminium, et c'est pour cette raison que la bauxite ne figure pas parmi les substances concessibles énumérées dans l'article 2 de la loi du 21 avril 1810.

Jusqu'à présent, par une assimilation décidée par le conseil général des mines, les gisements de bauxite, considérée comme argile, ont été classés dans les carrières visées par l'article 4 de la loi de 1810, qu'ils soient exploités à ciel ouvert ou souterrainement, aucune distinction n'est encore faite entre la bauxite exploitée pour la fabrication de produits divers et la bauxite exploitée comme minerai d'aluminium.

Or, les mines de bauxite sont le plus souvent souterraines et atteignent parfois des profondeurs de 200 mètres; les ouvriers travaillent dans l'eau et les risques d'accident — par éboulement ou crevaison de poches d'eau — sont certains; d'ailleurs, ces caractères de l'exploitation ont été reconnus, puisque les mineurs de bauxite bénéficient déjà du statut du mineur et de la sécurité sociale minière.

Aussi, afin d'éviter toute ambiguïté et pour tenir compte tant des conditions générales de l'exploitation que de la nature des produits extraits, nous estimons qu'il y a lieu d'ajouter la bauxite aux substances minérales concessibles classées comme mines par l'article 2 de la loi du 21 avril 1810.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Le premier alinéa de l'article 2 de la loi du 21 avril 1810, modifié par les lois des 16 décembre 1922 et 25 janvier 1926, est complété par l'addition, à la liste des substances concessibles, du minerai d'aluminium ou bauxite, quel que soit le mode d'exploitation.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6903, 7929, 8122 et in-8° 2097; Conseil de la République, n° 816 (année 1949).

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7172, 7181 et in-8° 1979; Conseil de la République, n° 683 (année 1949).

ANNEXE N° 873

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à adjoindre la **bauxite** (minerai d'aluminium) à la liste des **substances minérales** donnant lieu à la perception des **redevances communale et départementale** prévues par l'article 336 *ter* du code général des impôts directs, présentée par MM. Soldani et Albert Lamarque, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la loi du 21 avril 1810 a établi la classification légale des substances minérales en tenant compte de la nature de ces substances et non de leur gisement et de leur mode d'exploitation, car son but était de créer des substances concessibles et des substances inconcessibles. Elle établissait ainsi trois catégories classées mines, minières et carrières, la première de ces catégories étant seule concessible.

A l'époque la bauxite exploitée pour la fabrication de produits (ciments, abrasifs,...) généralement à ciel ouvert fut classée, par analogie, dans la catégorie des carrières, catégorie non concessible et ne donnant pas droit à la perception des redevances communale et départementale.

S'appuyant sur l'article 2 de la loi du 21 avril 1810, qui termine l'énumération des substances minérales classées mines par les mots : « et autres matières métalliques » notre collègue M. Carcassonne a déposé une proposition de loi demandant le classement de la bauxite, minerai d'aluminium, exploitée actuellement dans des galeries souterraines, dans la première catégorie, celle des mines.

Le but de notre proposition de résolution est moins ambitieux; il tend simplement à permettre aux communes et aux départements dans lesquels est exploitée la bauxite de profiter des redevances auxquelles sont soumises un certain nombre de substances minérales.

En effet, la loi codifiée (décret du 20 juillet 1934) dans son article 48 devenu, à l'époque, l'article 48 du code général des contributions directes a indiqué dans quelles conditions et sous quelles formes pouvaient être soumises à perception de redevances des matières minérales autres que la houille.

Cet article 48, par suite d'un nomenclature différente, est devenu l'article 336 *ter* de l'actuel code général des impôts directs; s'appuyant sur le décret du 1er juin 1939 il établit le tableau des substances imposables et dresse ainsi une liste de 16 matières, liste dans laquelle ne figure pas la bauxite.

Nous demandons que soit mis fin à cet oubli: la bauxite est un minerai métallique au même titre que le minerai de fer; son exploitation se présente sous une forme la plupart du temps semblable. Il n'y a donc pas lieu de priver les communes et les départements producteurs d'une ressource qu'ils sauront les uns et les autres utiliser au mieux des intérêts de leurs populations laborieuses.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à adjoindre la bauxite à la liste des substances minérales, autres que la houille, donnant lieu à la perception des redevances communale et départementale prévues par l'article 336 *ter* du code général des impôts directs en faisant figurer ce minerai sur le tableau annexé au décret du 1er juin 1939.

ANNEXE N° 874

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser le **statut des ministres du culte catholique** au regard de la **législation sociale**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'exercice du ministère du culte catholique n'est pas considéré comme une activité professionnelle au regard de la législation sociale en tant qu'il se limite à une activité exclusivement religieuse.

Art. 2. — Les mots « ministre du culte catholique » sont supprimés dans le troisième alinéa de l'article 6 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948.

Art. 3. — La présente loi n'est pas applicable aux ministres du culte catholique recevant un traitement de l'Etat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Délibéré en séance publique à Paris, le 6 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 875

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification à l'**article 111** et aux **articles 113 à 117** du **code du travail maritime**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit.

PROJET DE LOI

Article unique. — Les articles 111 et 113 à 117 du code du travail maritime sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 111. — Tout mineur embarqué pour les services du pont, de la machine ou du service général, est qualifié mousse s'il est âgé de moins de seize ans, novice s'il est âgé de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans.

« *Art.* 113. — Le nombre réglementaire des mousses et novices du service du pont à embarquer sur les navires de plus de 250 tonneaux de jauge brute est déterminé d'après l'effectif du personnel du pont, à raison de:

« 1 mousse ou novice jusqu'à 15 hommes;
« 2 mousses ou novices de 16 à 25 hommes;
« 3 mousses ou novices au-dessus de 25 hommes.

« Les officiers du pont, mais non les mousses ou novices déjà embarqués, entrent en compte pour le calcul de l'effectif du personnel.

« Le nombre réglementaire des mousses et novices du service machine à embarquer sur les navires de commerce de plus de 250 tonneaux de jauge brute est déterminé d'après l'effectif du personnel machine, à raison de:

« 1 mousse ou novice pour un effectif de 10 à 15 hommes;

« 2 mousses ou novices à partir de 16 hommes.

« Les officiers et les hommes de la machine, à l'exception des soutiers, des novices et des mousses déjà embarqués, entrent en compte pour le calcul du personnel.

« Pour les agents du service général, le nombre des mousses et novices est fixé par l'armateur en fonction des nécessités de l'exploitation, sur proposition du directeur de l'inscription maritime.

« Si, par suite de décès, débarquement ou autre cause, le nombre des mousses et novices embarqués sur un navire devient, en cours de voyage, inférieur au nombre réglementaire prévu par les dispositions ci-dessus, le capitaine n'est tenu d'embarquer un ou plusieurs mousses ou novices, en vue de ramener le nombre des mousses ou novices restant embarqués au nombre réglementaire fixé plus haut, que lors de l'arrivée du navire dans un port de France, et à la condition que le voyage du bâtiment ne prenne pas fin dans le délai d'un mois à dater de cette arrivée.

« Le ministre chargé de la marine marchande peut, sur proposition du directeur de l'inscription maritime, dispenser, totalement ou en partie, de l'application des règles ci-dessus les navires en service ou dont la construction est presque achevée lorsque les locaux affectés à l'équipage ne seront pas jugés suffisants.

« *Art* 114. — Sur les navires de plus de 250 tonneaux de jauge brute, il est interdit de faire faire aux mousses le service de quart de nuit de vingt heures à quatre heures; les mousses et novices ne peuvent être employés au travail des chaufferies et des soutes ni à la cuisine devant les feux.

« Les mousses ou novices ne peuvent accomplir plus de huit heures de travail au cours d'une même journée, sauf pour les manœuvres d'entrée et de sortie des ports. Les mousses doivent obligatoirement jouir du repos hebdomadaire, tant à la mer qu'au port, à la date normale, ou exceptionnellement avec un retard ne pouvant dépasser quarante-huit heures.

« Dans le service de la machine, les mousses ou novices ne peuvent pas être compris dans les hordées de quart. Ils ne doivent pas être employés plus de quatre heures par jour dans les compartiments de la machine, ni lorsque l'élévation de la température peut constituer un danger pour leur santé.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 6146, 6445 et in-8° 2123.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 5699, 6676 et in-8° 2125.

« *Art.* 115. — Sur les navires de commerce et seur les navires armés pour les grandes pêches de Terre-Neuve, d'Islande et du Groënland, l'embarquement, à titre professionnel, est interdit pour les enfants âgés de moins de quinze ans révolus.

« Sur les navires de pêche industrielle et artisanale, l'embarquement, à titre professionnel, est interdit aux enfants encore soumis aux obligations scolaires. Toutefois, pendant la période des vacances, l'embarquement des enfants âgés, de douze ans au moins, est autorisé à la pêche artisanale; cette autorisation est étendue à la pêche industrielle lorsqu'un parent de l'enfant (père, frère, oncle ou tuteur) est embarqué sur le même bateau.

« L'embarquement est subordonné à la présentation d'un certificat d'aptitude physique délivré à titre gratuit par un médecin désigné par l'autorité maritime; si ce certificat ne constate l'aptitude de l'enfant que pour un genre de navigation, celui-là seul est permis.

« Les mousses et novices sont soumis obligatoirement à un examen médical semestriel.

« *Art.* 116. — Sauf dérogations accordées selon les modalités fixées par le ministre chargé de la marine marchande, notamment en cas d'insuffisance du nombre des jeunes gens ayant reçu une formation professionnelle, l'engagement avant l'âge de vingt ans, à bord des navires de plus de 250 tonneaux de jauge brute, est réservé aux titulaires d'un certificat d'apprenti marin délivré par les services de l'apprentissage maritime, ou d'un certificat délivré par ces mêmes services aux jeunes gens ayant fréquenté assidûment, pendant la durée d'une session de formation, une école d'apprentissage maritime; et enfin aux jeunes gens ayant suivi assidument, pendant la durée d'une année scolaire, les cours d'une école nationale de la marine marchande.

« Pourront également être engagés sur ces mêmes navires, avant l'âge de vingt ans:

« 1° Les jeunes gens issus de l'enseignement du deuxième degré, sous réserve qu'ils aient suivi une sessions spéciale de trois mois organisée dans les écoles d'apprentissage maritime, à l'issue de laquelle leur a été délivré le certificat d'assiduité prévu au paragraphe précédent;

« 2° Dans les spécialités où la formation professionnelle est sanctionnée par le département de l'éducation nationale, les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle, ou d'un diplôme au moins équivalent, délivré par les services de l'enseignement technique, sous réserve qu'ils aient subi, avec succès, devant les services de l'apprentissage maritime, les épreuves d'un examen de formation nautique, dont le programme et les modalités seront fixés par arrêté du ministre chargé de la marine marchande.

« *Art.* 116 bis. — Le capitaine ou le patron doit exercer sur le marin mineur une surveillance attentive, veiller à ce qu'il ne soit employé qu'aux travaux et services en rapport avec ses aptitudes physiques et se rattachant à l'exercice de sa profession; il lui enseigne, ou fait enseigner, progressivement, la pratique de son métier.

« *Art.* 117. — Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions les prescriptions des articles 113 et 114 ci-dessus sont applicables sur les navires de commerce de jauge brute égale ou inférieure à 250 tonneaux, sur les navires de pêche ainsi que sur les navires armés au cabotage national ou international d'une jauge brute inférieure à 3.000 tonneaux. »

Délibéré en séance publique à Paris, le 6 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 876

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un **contingent exceptionnel** de **croix du mérite maritime** en faveur des **états-majors** et des **équipages** de la marine militaire ayant participé aux **dragages,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la défense nationale.)

Paris, le 14 décembre 1949

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est mis à la disposition du ministre de la marine marchande un contingent exceptionnel de 25 croix de chevalier du mérite maritime à attribuer, sur proposition du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), aux états-majors et aux équipages des formations de dragage de la marine nationale qui méritent d'être récompensés.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 877

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République **à dénoncer** la **convention internationale** du 31 mai 1929 pour la **sauvegarde** de la **vie humaine en mer** et à **ratifier** la **convention** du **10 juin 1948** se substituant à la précédente, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission de la marine et des pêches.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à dénoncer la convention internationale du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et à ratifier la convention du 10 juin 1948 se substituant à la précédente.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à dénoncer la convention internationale du 31 mai 1929 relative à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à ratifier la convention du 10 juin 1948 sur le même objet qui se substituera à la précédente du jour de son entrée en vigueur.

Une copie authentique du document à ratifier est annexée à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 7261, 7570, 8262 et in-8° 2127.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7612, 8173 et in-8° 2130.

ANNEXE N° 878

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **mode d'application des surtaxes locales** temporaires **sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer,** pour tenir compte des propositions de la S. N. C. F., homologuées par décisions du ministre des travaux publics et des transports, en date des 8 avril 1944 et 1er août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant: d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grandes et de petite vitesse, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, pour tenir compte des propositions de la S. N. C. F., homologuées par décisions du ministre des travaux publics et des transports, en date des 8 avril 1944 et 1er août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant: d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Lorsque les décrets relatifs à la perception de surtaxes locales temporaires font intervenir les notions de grande et de petite vitesse, cette perception est faite suivant les modalités définies aux articles ci-après.

Art. 2. — *a*) Surtaxes prévues pour les envois effectués en grande vitesse:

Ces surtaxes sont applicables:

1° Aux transports soumis au régime express;

2° Aux expéditions de détail;

3° Aux transports par wagons acheminés en régime accéléré.

Ces surtaxes sont également applicables aux transports par wagon effectués aux conditions de la convention internationale concernant les transports de marchandises par chemin de fer (C. I. M.) et remis avec une lettre de voiture de grande vitesse.

b) Surtaxes prévues pour les envois effectués en petite vitesse.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 4686, 8429 et in-8° 2131.

Ces surtaxes sont applicables aux transports par wagon, autres que ceux repris sous *a* 3°.

Art. 3. — Surtaxes prévues pour le transport des animaux vivants:

Ces surtaxes restent applicables dans les conditions prévues au décret institutif.

Art. 4. — Surtaxes prévues pour le transport des véhicules routiers et de matériel assimilé:

a) Si le décret institutif prévoit deux taux, l'un pour les transports expédiés en grande vitesse, l'autre pour les transports expédiés en petite vitesse, le taux prévu pour la grande vitesse est appliqué quel que soit le régime de transport.

b) Si le décret institutif ne prévoit qu'un seul taux, ce taux unique est appliqué quel que soit le régime de transport.

Art. 5. — Surtaxes prévues pour les transports de matériel et de wagons vides appartenant à des particuliers ou loués par eux:

a) Si le décret institutif prévoit deux taux, l'un pour les transports expédiés en grande vitesse, l'autre pour les transports expédiés en petite vitesse, le taux prévu pour la petite vitesse est appliqué quel que soit le régime du transport;

b) Si le décret institutif ne prévoit qu'un seul taux, ce taux unique est appliqué quel que soit le régime du transport.

Art. 6. — Les dispositions qui précèdent sont applicables de plein droit aux surtaxes locales temporaires en vigueur. En conséquence, des arrêtés du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme apporteront aux décrets qui les ont instituées les modifications que comportent les articles 2 à 5 ci-dessus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 879

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 19** de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le **statut du fermage,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 19 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par l'article 15 de la loi du 13 avril 1946, est modifié comme suit:

« *Art.* 19. — A l'exception des magistrats qui président, les membres titulaires des tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements, institués en vertu de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifiée par la loi du 13 avril 1946 et les lois subséquentes, pourront se réunir chaque année à la diligence du président au chef-lieu du département, en assemblée générale, présidée par le directeur des services agricoles, pour échanger des vues sur les affaires de leur compétence.

« Les membres suppléants remplacent les titulaires excusés.

« Une assemblée générale se tiendra dans les quinze jours de l'élection des tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements.

« Tous les trois ans, à l'issue de l'assemblée générale qui devra suivre le renouvellement des assesseurs des sections des tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements, chacune des sections, s'il y a lieu, se répartit en deux collèges électoraux par arrondissement, l'une composée des membres bailleurs, l'autre composée des membres preneurs de tribunaux paritaires.

« Ces collèges nomment, au scrutin secret, les membres bailleurs et preneurs devant composer, pour trois années, les deux sections de la commission consultative. Chaque arrondissement a droit à deux titulaires et à deux suppléants pour chacune des sections.

« Si le nombre total des membres titulaires et suppléants d'un arrondissement se trouve réduit à deux, une élection complémentaire partielle sera organisée par le préfet dans le délai de deux mois.

« L'élection a lieu à la majorité absolue. Si la majorité absolue n'est pas obtenue, il est procédé à un deuxième tour de scrutin pour l'élection à la majorité relative; à égalité de voix, le plus âgé est élu.

« La commission consultative des baux ruraux se réunira dans le courant de la quinzaine qui suivra son élection.

« Le mandat des membres de la commission consultative en exercice est prorogé de droit jusqu'à la date d'installation des nouveaux membres. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT

ANNEXE N° 880

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 6** de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le **statut du fermage,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 14 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le statut du fermage.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 6 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par l'article 2 de la loi du 13 avril 1946, est modifié comme suit:

« *Art.* 6. — En vue de pourvoir aux élections des membres assesseurs des sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements, il sera dressé chaque année, dans chaque commune, entre le 10 et le 20 septembre, à la diligence des maires, sur invitation des préfets, deux listes, distinctes s'il y a lieu, des bailleurs à ferme et à colonat partiaire, et deux listes, distinctes s'il y a lieu des preneurs à ferme ou à colonat partiaire domiciliés dans la commune ou y ayant leur résidence principale.

« Chacun des bailleurs et preneurs ne peut exercer son droit de vote que dans une seule commune.

« Les listes électorales sont établies selon la procédure fixée par la loi du 7 juillet 1874 sur l'électorat municipal. Toutefois, les délais de publication des listes sont réduits à trois jours et ceux du dépôt des demandes en inscription et radiation à huit jours.

« La commission municipale, chargée d'établir les listes électorales de bailleurs et preneurs, devra comprendre un délégué de l'organisation syndicale agricole locale la plus représentative.

« Toutes les contestations auxquelles peut donner naissance l'application des dispositions ci-dessus seront tranchées par décision du juge de paix à charge d'appel. Dans ce cas, elles seront exécutées par provision.

« Le mandat des membres assesseurs des sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements est prorogé de droit jusqu'à la date d'installation des assesseurs nouvellement élus.

« A dater de la promulgation de la présente loi, les membres assesseurs des sections composant les tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissements seront élus pour trois ans. Le mandat des assesseurs en place au moment de la promulgation de la présente loi est prorogé de deux ans.

« Si le nombre total des assesseurs titulaires et suppléants d'une catégorie d'une section d'un tribunal paritaire cantonal ou d'arrondissement se trouve réduit à deux, le préfet organisera une élection partielle complémentaire dans le délai de deux mois. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 881

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 19** de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, sur le **statut du fermage,** par M. de Félice, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2741, 3e colonne.)

(1) Voir Assemblée nationale (1re législ.), nos 8575, 8613 et in-8° 2140.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8576, 8642 et in-8° 2139.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8575, 8613 et in-8° 2140; Conseil de la République, n° 879 (année 1949).

ANNEXE N° 882

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 6** de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le **statut du fermage**, par M. de Félice, sénateur (1).

NOTA — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2738, 1re colonne.)

ANNEXE N° 883

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier** la **loi** n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au **cumul des exploitations agricoles**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 15 décembre 1949.

Monsieur le Président,

Dans sa séance du 14 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Dans le cas où les arrêtés préfectoraux, prévus au deuxième alinéa de l'article 45 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 et par la loi n° 49-787 du 15 juin 1949, n'auraient pas été pris dans le délai fixé, ce délai et ceux déterminés aux alinéas suivants dudit article sont prorogés de sept mois.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 884

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à créer, en France, un **ossuaire** où seront rassemblés les **corps** non identifiés des **victimes des camps de concentration** allemands, présentée par M. Plait, sénateur. — (Renvoyée à la commission des pensions [pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, il est possible d'évaluer à 270.000 le nombre des Français et des Françaises qui ont trouvé la mort dans les camps de concentration allemands.

Dans de nombreux camps, existaient des fours crématoires, mais certains d'entre eux, les kommandos en particulier, n'en possédaient pas, et les corps étaient inhumés.

La direction du contentieux de l'état civil et des recherches du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre demande à chaque famille de disparu de remplir une fiche de signalements en vue de l'identification du décédé; elle est priée d'indiquer le numéro matricule, la date et le lieu du décès, la date et le lieu d'inhumation ainsi que les signes particuliers (taille, corpulence, cheveux), les particularités physiques (forme du crâne, lésions osseuses, tatouages), un schéma dentaire; on demande également de donner des détails sur les vêtements, le linge de corps ainsi que la désignation de certains objets personnels (bijoux, montre, portefeuille, couteau) et leurs caractéristiques.

Or, le corps des déportés était jeté nu dans une fosse, le plus souvent commune, sans aucune marque distinctive. La plaque métallique sur laquelle était inscrit le numéro matricule que le déporté devait porter autour du cou, suspendue par un cordon, était retirée au moment du décès. Dans certains camps cependant, le matricule était tatoué sur l'avant-bras droit.

De plus, cette fiche de renseignement ne doit être remplie que si l'emplacement approximatif de la tombe est déjà connu.

Or, les inhumations étaient, dans la majorité des cas, effectués par les Allemands, et les camarades de détention ignoraient jusqu'à l'emplacement des cimetières.

Dans ces conditions, les louables efforts du service des sépultures se heurtent à de telles difficultés qu'on peut estimer que le nombre de corps de déportés identifiés sera infime.

Cependant, les familles attendent, les unes avec résignation, d'autres avec scepticisme ou impatience.

Des pèlerinages essaient d'atteindre — avec combien de difficultés — ces camps où reposent les restes de leurs parents; une stèle est quelquefois élevée, un gardien provisoire entretient dans un champ ou dans une clairière les tombes sur lesquelles a été placée une croix de bois. Mais, ailleurs, c'est l'abandon — plus ou moins volontaire — par la population allemande; la disparition progressive de l'enclave réservée au cimetière et même, nous le savons, dans quelques cas, la profanation. Plus de cinq années se sont déjà écoulées; on peut se demander ce que deviendront ces lieux après cinq nouvelles années.

Les familles désirent avant tout que les restes mortels de leurs parents quittent cette terre inhumaine et viennent reposer, sinon dans le cimetière familial, du moins dans la terre de cette France pour laquelle ils sont morts.

C'est pourquoi elles accueilleraient avec satisfaction la création — en France — d'un ossuaire où elles pourraient venir se recueillir ou prier.

Un monument national pourrait être élevé où, près des restes mortels anonymes qui auraient pu être rassemblés, une place serait réservée aux cendres recueillies à l'emplacement des fours crématoires de différents camps.

L'emplacement de cet ossuaire serait à trouver. Il semble cependant qu'il serait à sa place dans la forêt de Compiègne. La plupart des déportés sont passés par le camp de Royallieu et, avant d'être parqués dans des wagons plombés, à destination de l'Allemagne, ce fut la dernière vision qu'ils eurent de la France.

En conséquence, je vous demande d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à créer, en France, dans la forêt de Compiègne par exemple, un ossuaire où seraient rassemblés les corps identifiés des victimes des camps de concentration allemands et où seraient placées des urnes contenant des cendres recueillies à l'emplacement des fours crématoires de ces camps.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8576, 8612 et in-8° 2139; Conseil de la République, n° 880 (année 1949).

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8504, 8711 et in-8° 2142.

ANNEXE N° 885

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine et des pêches sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'**article 121** de la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime**, par M. Razac, sénateur (1).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, le code du travail maritime institué par la loi du 13 décembre 1926 définit en un titre VII les modalités du règlement des litiges individuels qui peuvent s'élever entre armateurs et marins, à l'occasion de l'exécution du contrat d'engagement maritime. Il précise qu'en cas d'échec de la tentative de conciliation provoquée par l'administrateur de l'inscription maritime, ce dernier peut délivrer au demandeur un permis de citer devant le juge de paix.

Or, la compétence du juge de paix *ratione materiæ*, définie par l'article 121 du code du travail maritime, est actuellement limitée aux litiges dont l'objet ne dépasse pas 1 500 F, chiffre qui apparaît insuffisant si l'on considère le barème des soldes du personnel.

Une ordonnance du 30 octobre 1945 a, d'ailleurs, porté à 10.000 F la compétence du juge de paix pour des affaires de même ordre, mais ce texte ne peut, en l'absence d'une disposition expresse, s'appliquer aux litiges résultant du contrat maritime.

L'objet du présent projet de loi est, précisément, de mettre la loi maritime en harmonie avec la législation générale en étendant la compétence du juge de paix en matière maritime aux litiges portant sur une valeur de 10.000 F.

Votre commission propose, en conséquence, l'adoption du texte ci-après:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime est modifié comme suit:

« *Art.* 121. — Le juge de paix connaît en premier et en dernier ressort des litiges visés à l'article précédent jusqu'à la valeur de 10.000 F et au delà de ce chiffre à charge d'appel devant le tribunal civil... (le reste de l'article sans changement). »

ANNEXE N° 886

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la presse, de la radio et du cinéma sur la proposition de résolution de MM. Durand-Réville, Robert Aubé, Coupigny, Mme Crémieux et M. Julien Gautier, tendant à inviter le Gouvernement à créer la **radiodiffusion de l'Union française**, par M. Gaspard, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, le rapport établi par M. Durand-Réville au nom de la commission de la France d'outre-mer a pour but d'étudier dans quelles conditions, au moyen de la radiodiffusion, la voix de la France est entendue dans les territoires d'outre-mer et réciproquement la voix des territoires d'outre-mer dans la métropole.

A cet effet le rapporteur examine successivement:

1° La place faite dans les émissions du journal parlé de la radiodiffusion française aux questions d'outre-mer;

2° L'importance accordée aux émissions ondes courtes de la radiodiffusion française vers les territoires d'outre-mer;

3° La situation des postes émetteurs de radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer;

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 2802, 8261 et in-8° 2103; Conseil de la République, n° 881 (année 1949).

(2) Voir: Conseil de la République, nos 716 et 810 (année 1949).

4° Un schéma d'organisation de la radiodiffusion de l'Union française.

Si les critiques présentées par le rapporteur sont très nombreuses et si certaines peuvent être controversées, elles ont toutefois le mérite d'attirer l'attention sur divers aspects du problème de la radiodiffusion de l'Union française.

I. — Historique.

Le rapporteur tend:

1° A faire connaître les territoires d'outre-mer à la métropole.

Sur ce paragraphe, M. Durand-Réville indique que la place accordée à l'outre-mer sur les chaînes métropolitaines de la radiodiffusion française est à peu près insignifiante. Il évoque le nombre de tranches spécialisées qui en 1914 est consacré à ces questions. Sans doute convient-il de dire que l'expérience a enseigné à la radiodiffusion française que le meilleur moyen d'intéresser le public métropolitain aux questions de l'Union française n'était pas de les présenter dans des émissions spéciales et qui donnaient lieu à des critiques, plus ou moins douteuses, mais de les répartir selon une politique d'infiltration, dans les principales émissions parlées ou artistiques des chaînes métropolitaines.

Toutefois, le volume des informations ou reportages sur l'outre-mer n'a pas diminué. Il existe deux rubriques spécialisées sur l'Union française, hebdomadaires, diffusées aux meilleures heures d'écoute:

L'une à 12 heures le vendredi s'adressant plus particulièrement aux jeunes et constituant une émission de vulgarisation.

L'autre à 19 heures le mardi, émission documentaire d'intérêt général. En outre chaque matin est diffusé, sur la chaîne nationale, à 9 heures un bulletin d'outre-mer.

D'autre part tous les reportages et enquêtes sur l'Union française passent dans les grandes émissions du journal parlé, et en particulier dans celles du soir.

Jamais autant que depuis quelques années la radiodiffusion française n'a fourni au public français d'aussi grandes enquêtes sur les territoires d'outre-mer. A titre indicatif pour la seule période allant de l'automne 1948 à l'automne 1949, il convient de citer:

Sur l'Indochine: une enquête de M. Samy Simon, deux enquêtes de M. Jacques Sallebert, une enquête de M. Gantier.

Sur l'Afrique noire: une enquête de M. Fromentin, une enquête de M. Pierre Paraf, une enquête de M. Robin, une enquête de M. Pizella.

Sur Madagascar: une enquête de M. Marcilhac, une enquête de M. Fromentin.

Sur les Antilles: une enquête de M. Robida.

Sur la Nouvelle-Calédonie: une enquête de M. Fromentin.

Sur le Maroc: une enquête de M. Samy Simon.

Sur l'Algérie: une enquête de M. Samy Simon.

En outre, les voyages de M. le Président de la République en Afrique (1948) et en Algérie (1949) ont donné lieu à toute une série de reportages.

Il conviendrait, en outre, de citer les débats sur des sujets d'outre-mer engagés à la *Tribune de Paris*.

2° Faire connaître la métropole aux territoires d'outre-mer.

Dans ce paragraphe le rapporteur fait état des compressions progressives réalisées depuis 1914 dans les émissions ondes courtes de la radiodiffusion française à destination de l'outre-mer.

Il ne faut pas confondre la notion d'heure fréquence (une heure d'émission sur une seule longueur d'onde, le nombre de ces heures d'émission augmentant en même temps que le nombre de longueurs d'ondes employées pour un même programme) et la notion d'heure programme, (c'est-à-dire la durée d'une émission quel que soit le nombre de longueurs d'ondes employées).

Il est certain qu'un programme a plus de chance d'être entendu lorsqu'il est émis sur plusieurs longueurs d'ondes, mais ceci suppose l'emploi de plusieurs émetteurs, par conséquent des frais techniques très importants. La radiodiffusion française par suite de difficultés budgétaires a dû supprimer une ou deux longueurs d'ondes émises sur faible puissance mais s'est efforcée d'établir une compensation par l'emploi des émetteurs de 100 kw installés à Allouis et dont la portée est certaine, comme en témoignent des correspondances d'auditeurs des territoires d'outre-mer. D'autre part des relais sont effectués par certains postes d'outre-mer, notamment radio-Saïgon, Tananarive, Dakar, la Martinique et même la Réunion

En outre l'émetteur ondes courtes de radio-Brazzaville fait entendre la voix de la France à la majeure partie de l'Afrique et aux îles de l'océan indien. Les émissions ondes courtes de la radiodiffusion française sont donc bien entendues; il n'en reste pas moins qu'il serait souhaitable qu'à l'avenir les considérations budgétaires n'interdisent pas l'utilisation de nouveaux émetteurs et ne rendent pas inutile l'attribution à la France, lors de la conférence de Mexico, d'un nombre très important d'heures fréquence.

A noter cependant que depuis 1946 la durée totale d'émissions par jour n'a cessé d'augmenter et a passé de 6 h. 30 à 10 h. 15 par jour.

II. — Organisation. — Crédits.

1° *Le service des émissions vers la France d'outre-mer.*

Le rapporteur déplore que les émissions vers la France d'outre-mer soient actuellement privées de moyens d'expression et que la suppression de la direction autonome des émissions vers la France d'outre-mer ait eu comme résultat de réserver une place tout à fait secondaire à l'Union française dans les préoccupations de la radiodiffusion française.

Il est évident que la radiodiffusion française bénéficie d'un budget modique pour son service des émissions vers la France d'outre-mer et la comparaison faite par M. Durand-Réville avec le budget accordé à la B. B. C. pour les mêmes émissions est convaincante. Toutefois cette comparaison est valable sur le plan général et plus d'un enseignement pourrait en être tiré.

Avec les moyens qui lui sont donnés, la radiodiffusion française n'a pu faire mieux que d'affecter 22 journalistes au service des émissions vers la France d'outre-mer et de mettre à sa disposition tous les services communs extérieurs du journal parlé. Il est permis de souhaiter que des efforts budgétaires soient accomplis à ce propos et permettent d'amplifier les émissions à destination de la France d'outre-mer.

2° *Postes émetteurs des territoires d'outre-mer.*

Il faut préciser que les postes émetteurs des territoires d'outre-mer sont pour l'instant rattachés:

a) Soit à la radiodiffusion française.

Radio-Algérie. Radio-Tunisie, Radio-Brazzaville, Radio-Martinique, Radio-Guadeloupe, Radio-Réunion (Guyane pour mémoire).

b) Soit au ministère de la France d'outre-mer.

Radio-Dakar, Radio-Lomé, Radio-Tananarive, Radio-Nouméa, Radio-Papeete, Radio-Saint-Pierre et Miquelon

c) Soit aux autorités locales.

Radio-Maroc.

d) Soit en voie de transformation.

(Radio-Saïgon, Radio-Douala).

Si aucune coordination d'ensemble n'existe en fait entre eux, cela tient en grande partie à ce qu'ils ne répondent pas tous aux mêmes préoccupations. Les uns, et essentiellement ceux qui sont rattachés au ministère de la France d'outre-mer n'ont surtout qu'une valeur locale, c'est-à-dire qu'ils sont gérés par le gouverneur qui, pour des raisons d'opportunité, impose aux émissions du poste l'orientation qu'il juge la plus conforme aux intérêts de son territoire. D'autres, tels que Radio-Brazzaville, probablement Radio-Saïgon et pour une partie Radio-Tunis, sont des postes nationaux qui ont pour but de faire entendre au moyen de leurs ondes courtes la voix de l'Union française dans les différentes parties du monde. D'autres enfin, dont Radio-Algérie est le prototype, sont de grands postes régionaux destinés à couvrir un territoire très vaste.

III. — *Projet d'organisation de radiodiffusion de l'Union française.*

En face de cette situation M. Durand-Réville est conduit à proposer une organisation de la radio de l'Union française. Qu'un poste métropolitain puissant émettant sur ondes courtes soit nécessaire, que les postes d'outre-mer actuellement existants doivent être améliorés, c'est là quelque chose d'évident et sur quoi tout le monde est d'accord depuis bien longtemps. Mais que sera cet organisme de la radio de l'Union française « autonome » dont il est question, voilà qui n'apparaît pas aussi clairement.

Quels seront les rapports de cet organisme autonome avec la radiodiffusion française? Peut-on parler d'une autonomie alors que la radio destinée à l'Union française devrait, du fait du monopole de la radiodiffusion, demeurer l'apanage de la radiodiffusion française? Que la formule d'une radio de l'Union française prise dans son sens le plus strict de radio locale s'accommode d'un « conseil consultatif », cela pourrait s'admettre, mais on ne voit pas comment la radiodiffusion française ne constituerait pas le centre de cette formule. L'organisme à créer devra être assez souple pour tenir compte de la diversité des statuts des territoires de l'Union française; des difficultés, en particulier d'ordre juridique, ne manqueront pas de se faire jour, lorsque les contacts avec les départements ministériels intéressés devront être pris.

Et comment peut-on envisager de donner un statut à une radio de l'Union française sans donner d'abord un statut à la radiodiffusion française.

En tout état de cause quels seront les moyens financiers dont bénéficiera cet organisme que propose M. Durand-Réville?

La participation du F. I. D. E. S.

Cette participation existe déjà notamment pour l'équipement des postes des nouveaux départements d'outre-mer et son importance pourrait certainement être accrue.

L'obtention de fonds de concours de budgets fédéraux et locaux.

Cette participation n'est pas non plus négligeable, mais si elle n'est basée que sur le produit de la taxe sur les appareils récepteurs et sur celui d'une taxe sur les spectacles payants, elle sera minime.

Les participations métropolitaines.

Il conviendrait d'interpréter clairement ce qu'à voulu dire M. Durand-Réville dans sa phrase: « en demandant que 25 p. 100 des crédits de la radio soient attribués à la radio de l'Union française, votre commission s'estime raisonnable » S'il s'agit d'exiger que la radiodiffusion française consacre à la radio de l'Union française 25 p. 100 de son budget annexe, uniquement alimenté par les ressources de la taxe radiophonique payée par les auditeurs métropolitains, la proposition de M. Durand-Réville paraît difficilement acceptable; les auditeurs métropolitains comprendraient mal que le produit de la redevance payée par eux serve à d'autres fins qu'à améliorer les programmes et les installations qui leur sont destinés.

Si M. Durand-Réville a voulu dire qu'une subvention égale à 25 p. 100 des crédits de la radiodiffusion française devait être mise à la disposition de la radiodiffusion française par le Gouvernement en vue de développer la radio de l'Union française, il faudra étudier l'intégration de ces crédits dans le budget de la radiodiffusion française et les classer vraisemblablement sous la rubrique des services rendus aux différents ministères dont le principe a été adopté par le Parlement en juillet 1949.

D'autre part, il conviendrait de chiffrer les crédits nécessaires en présentant un plan d'équipement et d'investissement échelonné sur plusieurs années.

IV. — Conclusion.

En conclusion, la commission de la presse et de la radio, tout en accueillant avec intérêt les suggestions de M. Durand-Réville, est amenée à faire des observations concernant l'autonomie de la radio de l'Union française au sein de la radiodiffusion française et sur son mode de financement.

Elle estime qu'une étude sérieuse des différents éléments du problème s'impose. Elle souhaite que le statut de la radiodiffusion et de la télévision françaises et des territoires d'outre-mer vienne en discussion au Parlement.

Il lui semble, en conséquence, absolument nécessaire, dans l'état actuel des choses, d'envisager la création d'une commission interministérielle d'étude et de coordination pour toutes les questions concernant les émissions et les postes d'outre-mer, où la radiodiffusion et la télévision françaises disposeraient d'une représentation majoritaire.

Cette commission serait chargé de confronter les points de vue des différents services intéressés et l'avis qu'elle pourrait donner essentiellement au ministre de la France d'outre-mer, au ministre des affaires étrangères, au ministre d'Etat dont relèvent la radiodiffusion et la télévision françaises, permettrait d'orienter, de façon pratique, la solution du problème fort important de la radiodiffusion et de la télévision de l'Union française.

En conséquence, la commission de la presse et de la radio proposera un amendement tendant à substituer au texte de la résolution initiale, le texte suivant:

« Le Conseil de la République invite le Gouvernement à nommer une commission dans laquelle figureront des membres de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et des représentants des ministères intéressés, chargée d'étudier la création, dans le cadre de la radiodiffusion et de la télévision française, d'une radio de l'Union française, dotée des moyens de faire connaître dans les territoires de l'Union française, la vie et la pensée de la métropole et, dans cette dernière, les aspirations, les besoins, l'œuvre entreprise par la France dans ses départements et territoires d'outre-mer. »

ANNEXE N° 887

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant **à refuser l'homologation de la décision** votée par l'**Assemblée algérienne** au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, **abaissant d'un degré,** à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le **degré maximum des vins de coupage** destinés à la consommation locale, par M. Sarrien, sénateur (1).

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, l'Assemblée algérienne, au cours de sa séance du 23 février 1949, a voté une décision abaissant d'un degré, à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale.

Par lettre du 3 avril 1949, le ministre de l'intérieur a fait connaître à M. le président de l'Assemblée algérienne que le Gouvernement ne pouvait homologuer cette décision qui apporte une dérogation à l'article 302 du code du vin. Ce texte, en raison de la généralité de son champ d'application, ne peut être modifié, en effet, que par des mesures législatives ou réglementaires.

La commission de coordination de la viticulture, réunie le 8 avril, a émis un avis favorable à l'adoption de la mesure envisagée par l'Assemblée algérienne mais dans le cadre des dispositions du code du vin, c'est-à-dire par décret.

Le ministre de l'intérieur, dans sa lettre, faisait connaître que ce décret serait publié incessamment. Il l'a été sous le n° 49-552 en date du 22 avril 1949. Ses termes reprennent exactement les dispositions de la décision votée par l'Assemblée algérienne.

Cette affaire étant ainsi réglée au fond, votre commission de l'intérieur, afin de respecter la procédure instituée par le statut de l'Algérie, vous propose d'approuver le refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne, déjà voté par l'Assemblée nationale, et d'adopter le texte de la proposition de loi suivante:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — La décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de février-mars 1949, abaissant d'un degré, à titre provisoire et au maximum jusqu'au 31 décembre 1949, le degré minimum des vins de coupage destinés à la consommation locale, n'est pas homologuée.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7327, 7947 et in-8° 2093; Conseil de la République, n° 815 (année 1949).

ANNEXE N° 888

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) sur la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à subordonner l'**affichage** des **déclarations** des **présidents du conseil désignés** à un vote des assemblées et seulement dans des cas exceptionnels, par M. Fouques-Duparc, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le texte qui vous est soumis sur l'initiative de M. Bertaud tend à inviter le Gouvernement à subordonner l'affichage des déclarations des présidents du conseil désignés à un vote des assemblées parlementaires.

C'est en vertu d'une coutume ancienne que le secrétariat général de la présidence du conseil fait procéder d'office à l'affichage, après les débats sur l'investiture, de ces déclarations. Mais il importe de remarquer que cette façon de procéder n'est rendue obligatoire par aucun texte législatif.

Ce sont essentiellement des raisons d'économie qui ont conduit l'auteur de ce texte à vous le présenter.

Si surprenant que cela paraisse, il est difficile d'obtenir, en une telle matière, des chiffres précis sur les dépenses exactes entraînées par cette opération. Cependant, un calcul rapide permet de donner une idée approximative des dépenses globales. Si l'on s'en rapporte aux indications données par la présidence du conseil, les frais se décomposent ainsi:

a) Pour le dernier tirage, le nombre d'affiches utilisées aurait été de 56.000, chiffre qu'il est difficile de considérer autrement que comme une approximation exagérément réduite, étant donné que le nombre des communes de France se monte à 37.983, que chacune a reçu environ deux affiches, et qu'il faut y ajouter les exemplaires expédiés aux préfectures et aux établissements publics.

Quoi qu'il en soit, pour le coût global du papier, de l'impression et de l'expédition de ces 56.000 affiches, la présidence du conseil donne le chiffre de 201.000 F. Le prix de revient de chaque exemplaire serait donc de 4 F, chiffre qui paraît dérisoire.

b) Quand aux frais d'affichage, dans le département de la Seine, ils se sont élevés à 200.000 F. Le nombre des affiches y est particulièrement important, mais les opérations y sont facilitées par une étendue réduite.

Compte tenu de ces considérations, fixer à 100.000 F le coût moyen de l'affichage par département ne semble pas être une estimation particulièrement audacieuse.

Or, depuis la Libération, il a été procédé à l'affichage de 17 discours. En admettant les bases données par la présidence du conseil, et l'estimation à laquelle nous venons de procéder, ces opérations auraient entraîné une dépense totale d'environ 150 millions de francs. L'importance d'un tel chiffre et l'économie qui aurait ainsi pu être réalisée justifie pleinement la proposition de M. Bertaud, qui suggère de supprimer l'automaticité de cette dépense et de la limiter au cas où les assemblées en auraient exprimé la volonté formelle. Par ailleurs, la présidence du conseil ne semble nullement s'y opposer.

En fait, si cette méthode avait ses raisons d'être à une époque où les moyens d'information étaient très réduits, elle paraît aujourd'hui assez archaïque en face des autres méthodes d'information utilisées. Grâce à une diffusion intensive des nouvelles par la presse et la radio, il est certain que tous ceux de nos citoyens qui s'intéressent à la politique ont pris connaissance des propos du président du conseil bien avant que son discours ait été imprimé et affiché. C'est pourquoi votre commission de l'intérieur, en raison de l'économie proposée et du caractère désuet que présente cette tradition, vous invite à adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à supprimer l'affichage systématique des déclarations des présidents du conseil désignés jusqu'après la constitution du nouveau ministère et après un vote des assemblées délibérantes spécialement saisies à cet effet.

(1) Voir: Conseil de la République, n° 767 (année 1949)

ANNEXE N° 889

(Session de 1949. — Séance du 15 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Monichon et Restat, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures consécutives aux **incendies** de **forêts** des **Landes** de **Gascogne** pour assurer l'**exploitation** rapide et l'**écoulement** des **bois incendiés;** à prendre toutes **dispositions** pour **protéger** efficacement ces **régions** dans l'avenir et assurer la **reconstitution** de la **forêt** afin d'éviter l'exode des populations du plateau de Gascogne, par M. Restat, sénateur (1).

Mesdames, messieurs la forêt landaise vient de payer un lourd tribut à l'imprévoyance mais aussi à l'année de sécheresse exceptionnelle que nous venons de subir.

Ce passif est lourd puisqu'il se solde par plus de cent vingt mille hectares de forêt brûlée et surtout par la perte de 83 vies humaines.

Nous serons unanimes à nous recueillir et saluer avec une douloureuse émotion les victimes civiles et militaires tombées héroïquement pour défendre le patrimoine national.

Devant ce tragique bilan, il me paraît intéressant de faire devant vous un rapide historique de la forêt des Landes de Gascogne.

Il y a une centaine d'années, le plateau des Landes de Gascogne était une lande aride, marécageuse et sablonneuse, impropre à la culture, livrée à l'élevage presque exclusif du mouton et en état constant de modification par suite du déplacement du sable sous l'effet des vents de l'océan.

Cet état de choses posait un double problème:

1° Fixer les sables;

2° Assainir ce massif d'une superficie d'environ neuf cent cinquante mille hectares.

Après d'assez longues expériences, Brémontier eut l'idée de fixer à l'aide de semis de pins les dunes de Gascogne. La forêt des Landes était née.

Le gemmage et les coupes périodiques de bois, permettant un rapport plus substantiel que l'élevage des moutons, transformèrent rapidement toute cette région. Les buts que l'on se proposait d'atteindre peuvent, à l'heure actuelle, être considérés comme dépassés.

En effet, le système radiculaire du pin a fixé le sable aussi bien qu'il a assuré l'assainissement progressif du sol.

Par contre, la disparition des troupeaux de moutons gros destructeurs de jeunes pins et des plantes de sous-bois, n'assure plus le nettoyage du sol. Ceci joint à un peuplement résinier trop continu, ainsi qu'à une faible population due à l'exode rural permet à ce fléau qui s'appelle le feu, de se développer avec une extrême rapidité, sur des fronts impressionnants en année de sécheresse exceptionnelle.

Cette situation préoccupait à juste titre les pouvoirs publics qui tentèrent par l'ordonnance du 28 avril 1945 de prévoir un ensemble

(1) Voir Conseil de la République, n° 763 (année 1949).

de mesures devant permettre la défense contre les incendies ainsi que la remise en valeur des Landes de Gascogne.

Ces dispositions, dont le but est louable, se heurtèrent à des difficultés qui en réduisirent la portée. Les sylviculteurs se plaignaient que l'on ne tenait pas assez compte de leurs désirs; ils avaient l'impression que l'on prenait des mesures en dehors d'eux et même contre eux. Les différents services ne comprenant pas cette résistance avaient tendance à réorganiser la forêt suivant leur propre conception. Enfin, la multiplicité de ces mêmes services rendait illusoire une coordination cependant indispensable.

En toute objectivité, nous devons cependant indiquer que malgré ces difficultés, des résultats tangibles avaient été obtenus, que nous concrétisons par les indications suivantes:

Superficie des landes de Gascogne, 950.000 hectares.

Superficie brûlée avant 1945, 145.000 hectares.

Superficie brûlée de 1945 à 1948, 143.000 hectares.

Total, 288.000 hectares.

Superficie restant au début de 1949, 662.000 hectares.

Superficie brûlée en 1949 (environ), 120.000 hectares.

Restent, 542.000 hectares.

La moitié de la forêt a disparu.

Matériel de lutte contre l'incendie existant au début de 1949.

Jeeps, 209;
Matériel lourd (G. M. C., Half Track, etc.), 80;
Motos-pompe, 52;
Seaux pompe Indian, 2.000;
Incinérateurs lance-flammes, 200.

Le corps de pompiers forestier est composé de:
3 commandants (un par département);
2 capitaines (Gironde, Landes);
31 sous-officiers;
183 caporaux et sapeurs.

Etat récapitulatif des incendies ayant sévi dans les Landes de Gascogne au cours des années 1945, 1946, 1947, 1948.

Année 1945: 381 incendies; superficie totale détruite, 88.867 h. 47. Moyenne par incendie, 233 h. 21.

Année 1946: 272 incendies; superficie totale détruite, 50.947 h. 69. Moyenne par incendie, 187 h 31.

Année 1947: 258 incendies; superficie totale détruite, 25.688. h. 18. Moyenne par incendie, 99 h. 56.

Année 1948: 181 incendies; superficie totale détruite, 1.311 h. 52. Moyenne par incendie, 7 h. 24.

Causes des incendies portant sur 20 ans et 1.572 cas.

Imprudences, 507 cas.
Campeurs, 57 cas.
Chemins de fer, 125 cas.
Carbonisation (gazogènes, autos, foudre), 66 cas
Malveillance, 113 cas.
Causes inconnues, 631 cas.

En toute impartialité, on doit tenir compte de ces résultats et conclure que l'intensité d'un matériel motorisé approprié à la lutte contre les incendies de forêts, mis à la disposition d'un corps de pompiers entraîné, peut victorieusement combattre les sinistres s'ils sont pris au début.

Comment, dans ces conditions, étant donné ces précédents, avons-nous eu à déplorer les catastrophes successives de l'année 1949?

Les conditions atmosphériques d'une année de sécheresse exceptionnelle sont à la base de ces sinistres ainsi qu'une recrudescence d'incendies volontaires.

En toute objectivité, on doit indiquer que ces conditions étant connues, il aurait été logique de prévoir un service d'incendie renforcé dès le début de l'été. A défaut de matériel approprié, les mesures prises après le cataclysme du 24 août auraient dû l'être avant. En effet, dès le 6 août, les incendies se propageaient en Lot-et-Garonne avec des proportions inquiétantes, ils se poursuivaient dans les Landes, dans la deuxième quinzaine d'août et devenaient en Gironde d'une gravité exceptionnelle.

Des polémiques passionnées ont paru dans la presse, sans éclairer la situation, chacun restant sur ses positions.

On doit cependant retenir un principe essentiel: un incendie de forêt plus encore qu'un incendie ordinaire doit être combattu au début par un matériel approprié et suffisamment important. Suivant l'image expressive des habitants de la Lande, lorsque le feu a « échappé », on ne sait plus où et comment on pourra l'arrêter, surtout lorsqu'il est propagé par un vent violent et favorisé par une grande sécheresse.

Cette douloureuse situation nous permet de tirer les conclusions et d'envisager les mesures à prendre, afin d'éviter le retour de pareils sinistres.

Ces mesures devront comprendre:

1° Secours aux sinistrés et récupération rapide par l'abatage, l'exploitation et la vente des bois brûlés;

2° Moyens appropriés de défense contre l'incendie;

3° Réorganisation et remise en état de la forêt landaise;

4° Moyens financiers à inscrire au budget de 1950.

Avant d'examiner en détail ces quatre points, il est indispensable de marquer avec force que l'ensemble de ces mesures ne seront efficaces que si elles sont coordonnées. Le manque de liaison a été un gros défaut dans l'organisation de la forêt. La nomination d'un commissaire s'imposait. Elle a été faite: nous nous en félicitons. Qu'il nous soit permis d'indiquer que, nécessaire pour la liquidation du passé, elle nous paraît non moins indispensable pour assurer l'avenir.

La forêt landaise est un tout et ne doit pas être régie dans le cadre départemental, mais dans le cadre national. Ce n'est qu'à cette condition que les divers services seront tenus de coordonner leurs efforts dans une décentralisation régionale, permettant une meilleure compréhension de tous les éléments qui contribuent à la vitalité de la forêt obtenant ainsi également une meilleure utilisation des crédits importants qui devront être employés à sa reconstitution.

Secours aux sinistrés.

Nous adressons de chaleureux remerciements à tous ceux qui ont manifesté leurs solidarité en participant à la souscription nationale, afin de venir en aide aux populations sinistrées.

Ces sommes recueillies devront être équitablement réparties entre les sinistrés, en tenant compte de leur perte réelle et réduisant au maximum les formalités cependant nécessaires.

Nous devons attirer l'attention du Gouvernement sur l'impérieuse nécessité d'assurer la reconstruction des fermes détruites, afin de fixer la population sur les lieux qu'elle a défendus en lui permettant de vivre dignement en attendant la reconstitution de la forêt.

Exploitation et vente des bois brûlés.

Tenant compte que ces bois ne pourront être récupérés que s'ils sont exploités dans un délai très court, il y a nécessité d'obtenir rapidement de larges débouchés.

Nous prenons acte des efforts qui ont été faits pour assurer l'écoulement de ces bois. Il apparaît cependant que les débouchés sont encore insuffisants en ce qui concerne:

Les houillères françaises pour les poteaux de mines;

La S. N. C. F. pour les traverses.

Un examen sérieux de cette question paraît indispensable.

DEPARTEMENTS	SURFACES ET VOLUMES DE BOIS INCENDIES EN 1949					
	Surfaces incendiées en hectares.			Volumes des bois brûlés en mètres cubes.		
	Totales.	Landes et semis.	Bois.	Gros bois.	Petit bois.	Totaux.
Charente-Maritime	5.500	2.480	2.520	18.000	11.000	29.000
Gironde	52.038	26.430	25.608	1.152.000	1.090.000	2.242.000
Landes	52.635	33.100	19.535	1.577.000	1.052.000	2.629.000
Lot-et-Garonne	11.652	4.059	7.593	124.500	141.000	265.500
	121.825	66.069	55.256	2.871.500	2.294.000	5.165.500

La possibilité de déchet irrécupérable est de 30 p. 100 sur les petits bois et 10 p. 100 sur les gros bois.

Ces chiffres sont approximatifs: L'enquête complète et approfondie est en cours.

Importance des bois brûlés à abattre par rapport aux volumes exploités chaque année dans les Landes de Gascogne.

Année 1946: 4.234.243 mètres cubes, soit par mois, 353.000 mètres cubes.

Année 1947: 3.108 219 mètres cubes, soit par mois, 259.000 mètres cubes.

Année 1948 3.023.472 mètres cubes, soit par mois, 252.000 mètres cubes.

Le volume des bois utilisables, en 1949, compte tenu des déductions de 30 p. 100 pour les petits bois et de 10 p. 100 pour les bois d'œuvre présumés trop brûlés pour être exploités, ressort aux environs de 4.200.000 mètres cubes. Mais on doit tenir compte des coupes en cours ou déjà effectuées ainsi que d'un certain nombre de coupes de bois non incendiées que les propriétaires doivent vendre. L'ensemble des bois à exploiter peut ressortir à 6 millions de mètres cubes, soit 500.000 mètres cubes par mois.

La cadence de l'abatage doit être plus du double de la cadence actuelle en tenant compte que les petits bois doivent être abattus pour qu'ils soient utilisables dans un délai de trois mois et de huit mois pour les gros bois.

Tenant compte de ces faits, le volume à écouler peut être évalué au double des quantités mises sur le marché durant ces deux dernières années, soit déduction faite de l'écorce, 15 à 20 p. 100:

2 millions de mètres cubes — 20 p. 100 pour les petits bois = 1.600 000 mètres cubes (mines ou papeteries).

Bois d'œuvre, sciage et traverses, environ 4 millions de mètres cubes qui, sur la base admise de 2 mètres cubes de grume pour 1 mètre cube de sciage, représente en bois scié, 2 millions de mètres cubes.

Prix des bois avant les incendies:

Pins à poteaux: de 700 à 1.000 F.
Pins à sciage: de 1.000 à 1.500 F.

L'accord paraît s'être fait sur les bases suivantes pour la vente des bois brûlés:

Pins à poteaux: 500 F le mètre cube.
Pins à sciage: 300 F le mètre cube.

Valeur présumée des bois avant l'incendie, 6.500 millions de francs.

Récupération possible (chute des cours ou qualité inférieure, perte, etc.), 4 milliards de francs.

Dommage forestier, 2.500 millions de francs.

Si la chute des cours s'accentuait, la perte serait bien supérieure et sa répercussion se ferait sentir sur tout le pays et profiterait surtout aux spéculateurs.

Valeurs des bois après exploitation:

A la valeur sur pied des bois brûlés s'élevant à 4 milliards, doivent s'ajouter les salaires pour l'exploitation, l'abatage, le débardage, le sciage, les transports, les frais généraux et charges sociales que l'on peut estimer à 9 milliards, soit une valeur de 13 milliards représentent, comme nous l'avons déjà dit une production double d'une année normale.

Nous nous devons d'indiquer que les trésoreries des exploitants forestiers ne permettent pas des disponibilités suffisantes pour assurer ces payements.

Le warrantage est donc indispensable et sera d'autant plus important que les débouchés seront assurés à plus ou moins longue échéance. Un premier crédit de deux milliards a été mis à la disposition des exploitants. L'écoulement rapide des bois permettra seul de connaître s'il sera suffisant.

Le montant du warrantage a été fixé sur les bases suivantes:

3.000 F le mètre cube pour les bois sciés;

1.300 F le mètre cube pour les bois d'industrie.

Le warrantage est indéterminé, à la condition que les bois aient été achetés au prix normal et que le propriétaire se soit engagé à assurer le réensemencement des parties brûlées.

Il nous reste à examiner l'importante question des débouchés.

Débouchés.

Rappelons que les quantités à écouler en petits bois sont de 1.600.000 mètres cubes.

A l'heure actuelle, voici les possibilités d'écoulement:

1° Les houillères françaises avaient prévu l'achat d'un million de mètres cubes, mais il apparaît qu'actuellement celui-ci ne dépassera pas 650.000 mètres cubes;

2° Le *Journal officiel* du 6 juillet 1919 a autorisé l'exportation en Angleterre de 100.000 tonnes de poteaux de mines, soit environ 450.000 mètres cubes;

3° La Belgique accepterait des achats de poteaux de mines pour environ 100.000 mètres cubes;

4° La consommation des papeteries françaises est de 400.000 mètres cubes.

Ces dernières ne peuvent rien prendre à cause des stocks qu'elles possèdent. De plus, il fauf signaler que les pâtes suédoises ont baissé de prix depuis un an (50.000 F la tonne en 1918, 27.000 F en 1919). Tenant compte de la qualité, elle est nettement moins chère que la pâte fabriquée avec les bois français.

Il reste à trouver des débouchés pour environ 600.000 mètres cubes si les papeteries ne prennent rien et 200.000 mètres cubes si ces dernières absorbent 400.000 mètres cubes.

Bois de sciage à écouler, 2 millions de mètres cubes.

Société nationale des chemins de fer français. — Le service de la voie peut prendre 500.000 traverses, soit 40.000 mètres cubes.

Société nationale des chemins de fer français — Le service des approvisionnements peut prendre du plancher à wagons pour environ 50.000 mètres cubes.

Exportation en Angleterre de 750.000 traverses, soit 60.000 mètres cubes.

Bois de caisse, 100.000 mètres cubes.

Une commission anglaise doit venir reconnaître la fabrication française et si elle est satisfaisante, elle pense passer une commande supplémentaire représentant 400.000 mètres cubes.

L'Espagne se dispose à prendre une quantité de 50 000 mètres cubes.

Soit un écoulement d'environ 700.000 mètres cubes.

Il reste à trouver l'écoulement de 1.300.000 mètres cubes.

Il y a donc des mesures assez urgentes à prendre qui peuvent se résumer ainsi:

Petits bois.

1° Insister pour que les houillères françaises reconsidèrent la question des poteaux de mines et acceptent de prendre livraison de 1 million de mètres cubes qu'elles avaient primitivement envisagé d'acheter;

2° Examiner avec attention l'importation des pâtes à papier suédoises.

En 1918, nous avons importé 350.000 tonnes de ces pâtes représentant une somme de 19 milliards de francs.

Nous pensons que la situation de notre balance des comptes n'est pas tellement favorable pour que nous puissions continuer à sacrifier des devises pour l'achat d'une marchandise qui concurrence notre production nationale.

Nous attirons l'attention du Gouvernement sur la nécessité:

a) De contingenter les importations;

b) De rétablir des droits de douanes;

c) Ou d'établir une péréquation augmentant le prix des pâtes étrangères et permettant l'abaissement des pâtes françaises.

Bois de sciage.

Nous rappelons que l'écoulement de cette catégorie n'est assuré que pour 700.000 m³ sur 2.000.000.

Un très gros effort reste donc à faire.

Des démarches pressantes ont été faites auprès du ministère de la reconstruction, afin qu'il soit employé du bois des Landes.

Nous indiquons que le parquet de pin revient aux environs de 400 francs le m², alors que le parquet de chêne actuellement employé est payé 650 francs le m².

Il y a donc une très sérieuse économie à réaliser. Nous insistons pour que toutes mesures soient prises afin d'assurer l'écoulement de nos bois des Landes, ce qui permettrait de reconstruire davantage, en utilisant les mêmes crédits.

L'exportation de pin sylvestre, sapin ou épicéa a été autorisée à condition que toute demande soit accompagnée d'une attestation d'achat de bois brûlé, sur la base d'un volume de 2 m³ de bois sur pied pour 1 m³ de bois exporté.

Cette mesure pourrait être efficace et susceptible d'assurer une liquidation rapide de nos bois tout en assurant une reprise normale du pin maritime sur les marchés français.

On doit noter par ailleurs que les attaques de bostryche sont terminées par suite probablement du développement de son parasite l'idneumon et ne nécessitera plus des abatages importants et dégagera le marché du bois.

Comme nous l'avons indiqué, la nécessité d'assurer une exploitation rapide des bois sinistrés ainsi que les quantités importantes de ces derniers, jointes aux difficultés de trésorerie de l'ensemble des exploitants forestiers, nécessite une action dans tous les domaines afin d'assurer un débouché rapide.

Nous esperons que les actions heureusement commencées s'intensifieront, car ce serait un deuxième désastre si nous assistions à une perte définitive des bois incendiés qui sont encore en partie récupérables.

Défense contre l'incendie.

Nous avons déjà indiqué que les incendies de forêt plus que d'autres doivent être combattus avant propagation, d'où la nécessité de remettre rapidement en état le matériel existant, ainsi que de remplacer celui qui a été détruit. De plus, il est également apparu que le matériel lourd est à l'heure actuelle insuffisant. Il serait urgent de doter la forêt landaise de deux cents G. M. C. ou Half Track au lieu de 80 utilisés à l'heure actuelle. Ces appareils ont fait leur preuve de leur supériorité par rapport aux Jeeps, grâce à la capacité plus grande de leur citerne qui est de trois mille litres au lieu de trois cents.

Il faut également réorganiser et renforcer le corps des pompiers forestiers en y adjoignant les volontaires de la forêt. La catastrophe de Cestas a démontré que les populations landaises sont fermement décidées à défendre leur forêt, même au péril de leur vie. On peut et doit leur faire confiance.

Ce matériel d'incendie doit être complété par une attribution supplémentaire de bull dozzer, qui devront servir à l'entretien des pistes, coupe-feux, creusement de tranchées après extinction d'un incendie évitant une reprise possible et souvent probable par la couche de tourbe.

L'ensemble de ces dispositions doit comprendre également la construction de garages, pour abriter, réparer et assurer l'entretien du matériel qui doit être dispersé en de nombreux centres de secours dans la forêt, afin qu'il puisse être immédiatement à pied d'œuvre au début d'un incendie. Une heure de perdue peut être la cause d'une perte de centaines d'hectares.

Enfin, la présence de la troupe sur les lieux paraît judicieuse. Il est périlleux et délicat d'attendre la période critique ou le développement intense de l'incendie pour faire appel à elle. Sa méconnaissance des lieux plus spécialement la nuit et son inexpérience font que son concours est moins efficace et arrive souvent trop tard.

La liaison par voiture radio de l'armée s'est révélée opportune. Il y aurait intérêt également à ce qu'elle soit sur place au moment des périodes critiques.

La forêt en général manque d'eau. Il serait indispensable de rechercher et d'aménager des points d'eau. Un matériel moderne doit, pour être efficace, avoir de l'eau en abondance à sa disposition. Au cours des derniers incendies, la réquisition de camions citernes s'est révélée particulièrement efficace dans de nombreuses circonstances.

Il devra être prévu également l'organisation et la création d'observatoires reliés téléphoniquement avec les postes de secours, permettant de signaler toute fumée suspecte. Dans l'avenir lorsque la reconstitution de la forêt sera assurée et surtout lorsque les moyens financiers seront suffisants, il serait indispensable de moderniser notre service de détection des incendies. Nous signalons qu'aux Etats-Unis et au Canada cette détection se fait par un système de cellules photoélectriques tournantes qui permettent de détecter automatiquement les incendies.

Il est non moins indispensable d'instituer le commandement unique, afin d'obtenir le maximum de rendement et d'efficacité, tant des hommes que du matériel.

Ces mesures sont urgentes, afin de sauvegarder ce qui reste de la forêt et la mise en place de ces dispositions devrait être faite dès avril prochain.

Réorganisation et mise en valeur de la forêt landaise. — Problèmes d'avenir.

Cette question est le gros problème d'avenir. Il convient de la traiter avec prudence, car si la forêt forme un bloc homogène, les moyens d'exploitation diffèrent sensiblement d'une région à l'autre.

N'oublions pas, en effet, que la forêt est composée de petites, moyennes et grandes exploitations appartenant à des propriétaires et exploitées soit directement, soit par métayage, mais également par des forêts communales ainsi que des forêts domaniales ayant un régime spécial sous la direction des eaux et forêts.

Jusqu'à ce jour, il a été quasi impossible de trouver une formule permettant une synthèse de ces activités parfois divergentes.

La réorganisation future doit tenir compte de cet état de fait. Elle ne peut être solutionnée que par un commissaire compréhensif qui tiendra compte des usages et des modes d'exploitation différents. Ces réserves étant faites, les grandes lignes de la réorganisation peuvent cependant être ébauchées.

Il faut compartimenter la forêt. Si l'accord sur ce point est complet, les solutions restent divergentes. Les uns estiment que ce compartimentage doit être effectué par des coupe-feux de 100 mètres de large, d'autres parlent de 200, 300, 500 et même un kilomètre. Personnellement, je crois qu'en cette matière aucune règle n'est absolue, tout dépend des circonstances, de la violence des sinistres, ainsi que de la nature et de la vitesse du vent.

Nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir de pare-feu empêchant la propagation du feu sans protection supplémentaire. Par contre, plus le coupe-feu sera large, plus son entretien sera coûteux tout en restant inefficace si cet entretien n'est pas assuré.

Ces coupe-feux, qu'elle qu'en soit la largeur, devraient être cultivés, afin que cet entretien soit effectif. Mais ici se pose tout le problème de cultures, de direction, d'exploitation qui alourdirait considérablement ce rapport. Les services agricoles devront se livrer à des études et expériences permettant de trouver une solution à ces graves problèmes que l'expropriation pose également. La solution en sera longue et délicate et devra être l'œuvre de la commission prévue par l'ordonnance du 28 avril 1945 à laquelle a fait suite l'arrêté du 17 octobre 1949.

Par contre, la création de voies d'accès, pistes, chemins forestiers, permettant la prospection et le parcours rapide de la forêt s'impose. Nombreux sont les incendies qui ont pu être maîtrisés en s'appuyant sur une piste forestière entretenue, les sauveteurs ayant eu à leur disposition du matériel approprié.

La reconstitution de troupeaux de moutons devrait également être envisagée. Ils assureraient l'entretien des pare-feux et sous-bois, tout en permettant aux sinistrés landais d'avoir des ressources en attendant que les plantations soient reconstituées.

L'électrification et l'adduction d'eau devraient être activement poussées.

Afin d'assurer la remise en valeur de la forêt, il est indispensable que les propriétaires, résiniers, exploitants, soient assurés que les mesures contre les incendies seront efficaces. Ce but étant atteint, le reensemencement des parties brûlées sera fait car le Landais aime son pays et sa forêt.

Moyens financiers.

Nous venons d'examiner l'ensemble des moyens permettan la remise en valeur d'une partie importante du patrimoine national. Ces mesures comportent des dépenses assez élevés. Il nous reste à prévoir leur financement.

Rappelons que l'ordonnance de 1945 avait prévu pour la remise en valeur des Landes de Gascogne une dépense totale de l'ordre de 4 milliards 500 millions (francs 1945), pour la période de 1945 à 1953. Au 31 décembre 1948, les sommes dépensées par l'Etat s'élevaient à un total de 490.000.000 seulement. Compte tenu de la hausse des prix, cette somme est très inférieure à ce qui avait été initialement prévu.

Les pertes des derniers incendies, publiées par le Gouvernement, se chiffrent à cinq milliards dont trois milliards de récupérables, si l'exploitation des bois brûlés se fait dans de bonnes conditions. Nous ne pouvons qu'enregistrer une perte de deux milliards.

Une première conclusion s'impose. Si cette somme avait été dépensée avant, une grosse partie du sinistre actuel aurait été évitée. La deuxième conclusion découle de la première: si nous continuons à être parcimonieux, nous assisterons à la destruction totale de la forêt landaise.

M. Ramadier a déclaré au nom du Gouvernement, aux obsèques de Cestas, que nous nous trouvions devant une catastrophe nationale. Nous avons pris acte de cette déclaration et devons en tirer les conséquences.

Nous demandons avec insistance l'inscription des sommes suivantes au budget de 1950:

1° Un crédit de 500 millions au budget de l'agriculture, chapitre 915 remise en valeur de la région des Landes de Gascogne).

2° Une subvention immédiate d'un milliard sur les sommes actuellement disponibles du fonds forestier national.

3° Inscription au budget de modernisation et d'équipement d'un crédit de cinq milliards destinés au titre de la reconstruction française, à recréer une des plus importantes richesses de l'économie nationale.

Le vote de ces crédits assurerait le payement des dépenses envisagées, ainsi que la reconstitution de la majeure partie de la forêt, telle que l'a prévue l'ordonnance du 28 avril 1945.

Ces crédits seraient mis à la disposition de monsieur l'inspecteur général en mission extraordinaire, Faugère, qui aura la responsabilité de centraliser, coordonner, promouvoir et réaliser une politique de mise en valeur et de défense de la forêt des Landes de Gascogne.

Il devra être constitué une commission consultative, chargée d'informer, de suggérer et de donner son avis sur les décisions que croira devoir prendre monsieur l'inspecteur général.

Tel est l'ensemble des mesures aussi urgentes qu'indispensables que nous considérons devoir être prises.

Le passé récent nous incite à nous rappeler le vieux proverbe « mieux vaut prévenir que guérir ». Pour n'avoir pas suffisamment prévu, nous avons perdu une importante partie de la forêt. Avec du temps et des crédits, nous pourrons la reconstituer. Mais la perte définitive et que rien ne pourra remplacer, c'est la mort de quatre-vingt-trois fils de notre France. Ils se sont battus avec des armes inégales, ils ont fait le sacrifice de leur vie pour défendre leur forêt, partie intégrante du patrimoine national.

Nous n'avons pas le droit d'oublier. Nous avons un devoir: c'est d'éviter de nouveaux sacrifices et de reconstituer ce qu'ils avaient voulu sauver.

Nous vous demandons, en conséquence, d'adopter la proposition de résolution dont la teneur suit:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement:

1° A faire connaître les conditions dans lesquelles les fonds collectés par le comité national seront distribués aux sinistrés;

2° A accélérer la reconstitution des immeubles d'exploitation détruits;

3° A prendre toutes mesures pour une exploitation rapide des bois, condition essentielle de leur utilisation;

4° A réduire les formalités du warrantage qui se sont avérées trop complexes;

5° A rechercher, tant sur le marché intérieur (Houillères, S. N. C. F., reconstruction, papeteries, etc.) que sur les marchés étrangers, le débouché de ces bois;

6° A repenser les méthodes de lutte contre l'incendie et à mettre en place, dès le mois de mars, un matériel renforcé;

7° A favoriser les réensemencement immédiat des landes brûlées;

8° A assurer le compartimentage de la forêt par la création de pare-feux, complété par les pistes et chemins forestiers permettant ainsi la protection rapide de la forêt;

9° A encourager l'installation de fermes de polyculture et la reconstitution de troupeaux de moutons;

10° A inscrire aux budgets des prochaines années les crédits nécessaires à la reconstitution et la réorganisation des landes de Gascogne, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 28 avril 1945.

ANNEXE N° 890

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la **prorogation** de certains **baux** de locaux ou d'immeubles à usage **commercial, industriel** ou **artisanal,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 16 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 16 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1er. — La date du 1er avril 1950 est substituée à celle du 1er janvier 1950 dans l'article 1er, alinéa 1er, de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948, relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.

Art. 2. — . . . . . .

Art. 3. — La date du 31 décembre 1947 est substituée à celle du 1er janvier 1948 dans l'article 4 de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8697, 8723 et in-8° 2145.

ANNEXE N° 891

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à régler au 1er janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'**allocation temporaire** aux **économiquement faibles,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission du travail et de la sécurité sociale.)

Paris, le 16 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à régler au 1er janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquements faibles.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — A l'échéance du 1er janvier 1950, les allocations dues aux bénéficiaires de la loi n° 46-1930 du 13 septembre 1946 sur les économiquements faibles, sont prises en charge par la caisse dont le bénéficiaire relève en vertu des lois n° 48-101 du 17 janvier 1948 et n° 48-1306 du 23 août 1948.

Art. 2. — Les caisses régionales d'assurance vieillesse devront adresser dans les plus courts délais aux caisses professionnelles et interprofessionnelles relevant d'une organisation autonome, notification des bénéficiaires présumés de leur régime.

A titre transitoire le payement de l'allocation de vieillesse due pour l'échéance du 1er janvier 1950 sera assuré:

1° Par les organismes visés à l'article premier pour les personnes qui auront été affiliées à ces organismes avant le 15 décembre 1949. La liste de ces personnes sera notifiée immédiatement par ces organismes aux services qui leur payaient précédemment l'allocation temporaire;

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8270, 8514, 8585, 8672, 8321, 8702 et in-8° 2141.

2° Par les services qui, avant l'échéance du 1er janvier 1950, payaient l'allocation temporaire pour les titulaires de cette prestation non visés à l'alinéa ci-dessus.

Art. 2 *bis* (nouveau). — Les demandes d'allocation temporaire déposées après le 30 septembre 1949 seront immédiatement adressées à la commission instituée à l'article 3 ci-dessous qui les répartira, dans les quinze jours, entre les différentes caisses prévues à l'article 2.

Les caisses statueront sur l'attribution de l'allocation et assureront le payement des arrérages.

Les dossiers des bénéficiaires éventuels ne relevant d'aucune caisse seront examinés et les payements effectués suivant les modalités de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, modifiée.

Les cas litigieux d'affectation seront réglés selon la procédure prévue aux articles 4 et 5 de la présente loi.

Art. 3. — Dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi et, en attendant l'institution des commissions prévues à l'article 16 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, il est créé, au siège de chaque direction régionale de sécurité sociale, une commission composée comme suit:

Le directeur régional de la sécurité sociale ou son délégué, président;

Un représentant des services d'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, désigné par le préfet;

Un représentant de la caisse régionale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés;

Un représentant de chacune des caisses des organisations autonomes prévues par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948.

Cette commission est chargée de statuer sur les cas litigieux de répartition des allocataires entre les différentes caisses.

Art. 4. — Les caisses professionnelle et interprofessionnelles visées à l'article 2 ci-dessus disposeront d'un délai de deux mois pour examiner le bien-fondé de l'affectation et devront adresser, dans ce délai, à la commission instituée à l'article 3, les dossiers rejetés ou litigieux.

Cette commission devra statuer dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier.

Art. 5. — Pendant ce délai d'examen et si la commission régionale n'a pas notifié sa décision aux caisses intéressées avant le 15 mars 1950, le service visé au deuxième alinéa de l'article 2 assurera le payement de l'allocation afférente au premier trimestre 1950.

Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques pourra consentir des avances de trésorerie aux organismes visés à l'article 2 de la présente loi.

Indépendamment de celles qui seront nécessaires aux règlements des arrérages dus à compter du 1er janvier 1950 par les services visés à l'article 2, alinéa 2°, le montant global de ces avances ne pourra, pour l'année 1950, dépasser six milliards de francs.

Art. 7. — Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées est abrogé.

Le huitième alinéa de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, modifié par l'article 6 de la loi n° 49-332 du 12 mars 1949 est complété comme suit:

« L'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 et les avantages auxquels ont droit ou ouvrent droit les conjoints, veufs et veuves de salariés, en application des articles 68 (paragraphe 3), 75, 76 et 117, paragraphe 4 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée, ainsi qu'en vertu des dispositions des articles 3, paragraphes 2 et 4 de l'ordonnance n°45-170 du 2 février 1945 modifiée, et des articles 13 et 14 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, en ce que ces dispositions concernent les conjoints âgés de plus de 65 ans, ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail, ne sont compris dans les ressources déductibles au sens du présent article que pour la partie excédant 19.200 F par an. »

Art. 7 *bis* (nouveau). — L'article 20 *bis* de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources est complété comme suit:

« La majoration mensuelle prévue aux premier et deuxième alinéas du présent article ne peut être comprise dans les ressources déductibles pour l'obtention de l'allocation temporaire aux vieux et de l'allocation vieillesse. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 892

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux **cadis** la **validation** des **services** accomplis en qualité d'**adel** et de **bachadel** pour faire valoir leurs **droits à la retraite,** présentée par M. Mostefai El-Hadi, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la magistrature essentiellement musulmane par son recrutement et ses attributions comprend les cadis, les bachadels et les adels.

Au premier échelon de la hiérarchie est l'adel. Celui-ci, lorsqu'il est titulaire du diplôme supérieur des Médersas, peut seul accéder aux fonctions de bachadel d'abord (2e échelon) puis à celles de cadi (dernier et suprême échelon) ensuite.

Pour franchir ces trois étapes, il faut une moyenne de 15 à 20 ans de carrière dans les mahakmas. Aussi la plupart des adels ne parviennent à la fonction de cadi, sommet de la carrière, que vers l'âge de cinquante ans.

Or, seul le cadi est considéré comme fonctionnaire, les deux autres étant classés dans la catégorie des officiers ministériels, ce n'est généralement qu'à partir de cet âge que ce magistrat est affilié à la caisse générale des retraites de l'Algérie.

Jusque là il ne verse, en vertu de dispositions spéciales, que des cotisations à la caisse de vieillesse.

Depuis le statut organique de l'Algérie, la magistrature musulmane constitue un service rattaché et les cadis dépendent de la caisse des retraites de la métropole.

Aussi, de part le processus de sa fonction, le cadi atteint par la limite d'âge n'a droit qu'à une retraite extrêmement réduite.

Après avoir servi la collectivité pendant plus d'un demi-siècle, ce magistrat dont on exigeait tant de titres et tant de diplômes, pour une charge considérée en Islam comme la plus haute et la plus vénérée des charges, se voit vers la fin de ses jours lui et les siens réduit à la gêne sinon à la misère.

Il est donc du devoir des pouvoirs publics de mettre fin au paradoxe d'une situation aussi injuste qu'inexplicable et d'assurer désormais à ces magistrats de l'ordre judiciaire une retraite digne de leur longue carrière et de leur fonction.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à tenir compte des services rendus en Algérie postérieurement au 1er janvier 1901, après l'âge de dix-huit ans, dans les fonctions d'adel et de bachadel, par les cadis et à considérer ces services comme validés pour le calcul de la retraite dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

ANNEXE N° 893

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux **caisses d'épargne** fonctionnant dans les départements du **Bas-Rhin,** du **Haut-Rhin** et de la **Moselle,** transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des finances).

Paris, le 19 décembre 1949

Monsieur le président,

Dans sa séance du 19 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté, après déclaration d'urgence, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de bien vouloir saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Sont prorogées, jusqu'au 1er janvier 1952, les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 décembre 1949.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 894

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

PROPOSITION DE LOI déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les **délais** actuellement impartis aux **sociétés coopératives agricoles** pour le dépôt de leur **demande d'agrément** et la mise à jour de leurs **statuts,** transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). —(Renvoyée à la commission de l'agriculture.)

Paris, le 19 décembre 1949.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 16 décembre 1949, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 7746, 8583 et in-8° 2161.

(2) Voir: Conseil de la République, n° 791 (année 1949); Assemblée nationale (1re législ.), nos 8398, 8631 et in-8° 2151.

vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 1er de la loi n° 47-1677 du 3 septembre 1947, modifié par la loi n° 49-40 du 12 janvier 1949, est rédigé ainsi qu'il suit:

« Le premier alinéa de l'article 55 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 est modifié comme suit:

« Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions déjà agréées à la date de promulgation de la présente ordonnance doivent au plus tard le 31 décembre 1950 mettre leurs statuts respectifs en concordance avec les dispositions de cette dernière et soumettre les statuts ainsi modifiés au comité d'agrément compétent ».

Art. 2. — L'article 2 de la loi n° 47-1677 du 3 septembre 1947, modifié par la loi n° 49-40 du 12 janvier 1949, est modifié comme suit:

« Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions régulièrement constituées antérieurement au 17 octobre 1946 et non encore agréées, doivent présenter leur demande d'agrément au plus tard le 31 décembre 1950 ».

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 décembre 1949.

Le président,
signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 895

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger les **délais** actuellement impartis aux **sociétés coopératives agricoles** pour le dépôt de leur **demande d'agrément** et la mise à jour de leurs **statuts,** par M. Dulin, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2748, 2e colonne.)

ANNEXE N° 896

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier** la **loi** n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au **cumul des exploitations agricoles,** par M. de Félice, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2743, 1re colonne.)

Voir: Conseil de la République, nos 791 et 894 (année 1949); Assemblée nationale (1re législ.), nos 8308, 8631 et in-8° 2151.

(2) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8504, 8711 et in-8° 2142; Conseil de la République, n° 883 (année 1949).

ANNEXE N° 897

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 6** de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifié par l'article 2 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le **statut du fermage,** par M. Biatarana, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié un *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2738, 3e colonne).

ANNEXE N° 898

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

RAPPORT au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de MM. Roger Fournier, Dassaud et des membres du groupe socialiste, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que ne soit pas poursuivi le **remboursement** des **arrérages indûment perçus** par les bénéficiaires des lois du 14 mars 1941 et du 13 septembre 1946 concernant les **vieux travailleurs salariés** et les **vieux économiquement faibles** lorsqu'il n'y a pas eu de leur part fraude caractérisée, par M. Roger Fournier, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, l'exposé des motifs de la proposition de résolution n° 657 fait ressortir les risques d'injustice dans la revision et, éventuellement, le remboursement des allocations accordées en application des lois du 14 mars 1941 et du 13 septembre 1946.

Je me bornerai donc à vous apporter des précisions sur les cas d'arrérages indûment perçus par les vieux travailleurs salariés et les vieux économiquement faibles sans qu'il y ait eu fraude caractérisée et sur lesquels votre commission du travail et de la sécurité sociale vous propose d'attirer la bienveillance du Gouvernement.

S'il est vrai que beaucoup de lois nouvelles sont sujettes à une application chaotique et comportant des inconvénients qui n'apparaissent et ne peuvent être amendés qu'à l'usage, c'est bien le cas pour les lois du 14 mars 1941 et du 13 septembre 1946, qui depuis leur origine ont dû être modifiées plusieurs fois chaque année. Ceci n'a pu qu'ajouter à la confusion quant à l'interprétation par les requérants, en général peu versés dans la dialectique administrative. Ce qui est une première excuse en leur faveur.

Je me dois, d'abord, de dissiper toute équivoque quant à l'esprit qui a présidé à l'élaboration de notre proposition. Comme vous avez pu le lire dans l'exposé des motifs, nous nous félicitons de l'entreprise d'une revision des allocations qui permettra la suppression de celles indûment accordées et dont certaines, vous le savez, constituaient de véritables scandales.

Donc, nous sommes bien d'accord: pour la fraude caractérisée, pas d'indulgence.

Quand y a-t-il eu fraude ou fausse déclaration ?

Lorsque le requérant a produit un faux certificat de travail ou, dans sa déclaration, n'a pas fait mention de l'un de ses revenus susceptible de lui interdire le bénéfice de l'allocation.

Quand peut-il y avoir un doute sur l'intention frauduleuse, autrement dit, fraude non caractérisée ?

Dans les principaux cas suivants qui, de l'avis de l'inspection de la sécurité sociale, peuvent bénéficier du doute, eu égard au manque de précision ou à la complexité des textes primitifs.

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8576, 8642 et in-8° 2139; Conseil de la République, nos 880 et 882 (année 1949).

(2) Voir: Conseil de la République, n° 657 (année 1949).

A. — *Cas de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.*

1. Confusion entre les termes métayer et fermier;

2. Concomitance de métayage, fermage et propriété;

3. Métayage ne permettant pas l'assimilation au salariat (revenu cadastral supérieur à 500 francs; emploi de main-d'œuvre salariée; apport de cheptel important);

4. Dernière activité non salariée (cas de métayage avec achat de petit domaine ou petit commerce rural);

5. Retraite ou salaire du conjoint devenus, par suite d'augmentation, supérieurs au plafond des ressources autorisé pour un ménage.

B. — *Cas de l'allocation temporaire aux vieux économiquement faibles.*

1. Cumuls soit du secours viager et de l'allocation temporaire; soit de l'allocation aux mères de 5 enfants et de l'allocation temporaire;

2. Allocation temporaire cumulée avec une pension d'ascendant et une pension d'accident du travail, dont le total est supérieur au plafond des ressources.

Dans la plupart des cas, le remboursement intégral des sommes perçues indûment est impossible, car l'intéressé n'a que sa pension d'ascendant ou de mutilé pour vivre et ne pourrait trouver à emprunter pour rembourser.

Dans tous les cas, nous sommes d'accord pour la suppression de l'allocation, mais pas pour le remboursement des arrérages.

On ne peut objecter que la mesure que nous proposons est un encouragement à la fraude, car désormais la confusion n'est plus possible.

En effet, actuellement l'allocation aux vieux travailleurs salariés n'est accordée qu'à ceux qui ont cotisé à la sécurité sociale et l'allocation temporaire ne l'est qu'après avoir été passée au crible des commissions cantonales et bientôt des caisses vieillesse professionnelles créées par la loi du 17 janvier 1948.

Il ne s'agit donc que d'une mesure d'assainissement pour la période transitoire particulièrement confuse de l'application de deux lois comptant parmi celles qui, de par la faiblesse dans le contrôle, ont suscité le plus de tentations à la fraude. Nous avons pensé qu'il y avait là, en plus des arguments déjà invoqués, une raison supplémentaire d'être indulgent pour ceux dont la bonne foi ne peut être nettement mise en cause.

C'est pour ces raisons que votre commission du travail et de la sécurité sociale vous demande de vouloir bien adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que ne soit pas poursuivi le remboursement des arrérages indûment perçus par les bénéficiaires des lois du 14 mars 1941 et du 13 septembre 1946 concernant les vieux travailleurs salariés et les vieux économiquement faibles, lorsqu'il n'y a pas eu de leur part fraude caractérisée.

ANNEXE N° 899

(Session de 1949. — Séance du 20 décembre 1949.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, tendant à **modifier l'article 19** de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par l'article 15 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le **statut du fermage,** par M. Biatarana, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 21 décembre 1949. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 20 décembre 1949, p. 2742, 2e colonne.)

(1) Voir: Assemblée nationale (1re législ.), nos 8575, 8643 et in-8° 2140; Conseil de la République, nos 879 et 881 (année 1949).